Grand. 1th

ARRESTS DE MONSIEVR BOVGVIER

M. DC. XLVII.

the que shaftents crowent que se leront les derniers me-

The state of the s

ADVERTISSEMENT DV LIBRAIRE

My Lecteur, voicy les Arrests de Monsieur Bouguier, que ie vous auois donnez en l'année mil six cens vingt-deux, sans y auoir mis le nom de leur Autheur, mais ayant veu qu'ils estoient bien receus du Public, il a pris la peine de les reuoir, corriger, & augmenter de plusieurs Arrests, auec vn Discours du Commerce & traffic general sur Mer, que l'on veut establir en France: les aduouant & y mettant son nom, & craignant que vous ne soyez trompé en les acheptant, l'ay bien voulu vous aduertir que les nommez cy-apres, Jean Guignard, Cardin Besogne, Jean Gesselin, Gilles Robineau, Toussainets Quinet, Antoine Sommauille & Auoustin courbé, les ont r'imprimez depuis quelques mois en çà Tans l'adueu dudit Sieur Bouguier, sur la vieille coppie imprimée en ladite année 1622. encores qu'ils ayent mis 1629. Ce qui fera que plusieurs croiront que ce seront les derniers imprimez.

ARRESTS DE LA COVR

DECISIFS DE DIVERSES QUESTIONS, TANT DE DROICT

QVE DE COVSTVME, PRONONCEZ EN Robbes Rouges, ou donnez sur procés partis, & autres.

Reueus, Corrigez, & Augmentez en cette nouvelle Edition de plusieurs Arrests, Auec un Discours sur la verification du Contract concernant le Commerce & Irasic general sur la Mir, que l'on veut establir en France.

Reduits selon les Matieres par l'ordre de l'Alphaber.

Par Monsieur Me IEAN BOYGVIER, Sieur Descharcon, Conseiller du Roy en sa Cour de Parlement de Paris:

Auec deux Tables, l'vne des Chapitres, & l'autre des Matieres.

Dedié à Monseigneur LE CARDINAL DE RICHELIEV.



Chez Ed Me Peping ve', en la Grand'Salle du Palais, du costé de la Cour des Aydes, proche la porte de la Salle Dauphine.

BIU Cujas D.C. XLVII.

2123711

THE PROPERTY WILLIAM STATES OF THE PROPERTY OF

The state of the s

Carlo Carlo de la carlo de la Carlo de Carlo de

是15年10年10年10日中央大学的10年10日中央10日本中和日本中央10日本中央10日本中央10日本中央10日本中央10日本中央10日本中央10日本中央10日本中央10日本中央10日本中年中央10日本中年中央10日本中央10日本中央10日本中央10日本中央10日本中央10日本中央10日本中央10日本中央10日本中央10日本中央10日本中央10日本中央10日本中央10日本中央10日本中央10日本中央10日本中央10日本中央10日本中和10日本中和10日本中年中和10日本中和10日本中和10日本中和10日本中和10日本中和10日本中和10日本中和10日本中和10日本中和10日本中

Compression in the Contract of the Contract of

The state of the s



A MONSEIGNEVR,

MONSEIGNEVR LE CARDINAL DE RICHELIEV.

ONSEIGNEVR,

Ie me suis employé ces Vacations dernieres à repolir cét Ouurage, & luy donner vne meilleure forme

que celle auec laquelle il a desia paru; ayant esté mis en lumiere sans mon adueu, & n'estant recogneu d'aucun, sembloità ces enfans exposez qui n'ont autre support que celuy que la Fortune leur donne. Le voulant doncques recognoistre pour mien, & donner au Public, deux raisons m'ont fait prendre resolution de vous le dedier, pour luy seruir de Protecteur contre l'enuie, qui trouue à mordre mesme sur ce qui est de plus parfaict. L'vne, le droict d'hospitalité, que le sejour qu'auez fait en ma maison des champs m'a acquis, m'ayant donné l'honneur de vostre cognoissance, & fait conceuoir en mesme temps l'admiration

de vos vertus, desquelles l'estonnement est au dessus des paroles, & la gloire au dessus de l'admiration: L'autre, que vous, Monseigne vr, faisant partie de ce Corps du Parlement de Paris, l'ayant desiré auec tant d'affection, i'ay creu que ces Arrests qui y sont interuenus vous seroient tres-agreables; & estant le vray Atlas de la France, sur lequel le Roy se repose entierement de toute la conduitte des plus importans affaires de son Estat, la Iustice en estant la meilleure partie, que cét œuure de Iustice vous devoit estre consacré comme à son Protecteur & Defenseur, en ayant dessa rendu tesinoignage certain. C'est aussi par la Iustice que les Roys regnent plus puissamment que par les armes, establissans la Paix dans leurs Royaumes par la punition publique des crimes, & par les Iugemens qui interuiennent sur les differends des particuliers. Or cette puissance consignée & deposée en tous les Parlemens, paroist bien plus en celuy de Paris, la Cour des Pairs, le Lict de Iustice, où se verissent les Contracts des mariages des Roys & Princes du Sang, les Traittez de Paix, les Edicts, & autres affaires d'importance, pour auoir force & authorité par tout le Royaume: c'est le Palais & sejour ancien des Roys, l'œil de la France, & le Theatre d'honneur, où vous auez (Monseignevr) esté receu auec l'aplaudissement de tous, pour y prendre sceance, telle que vous auez au Conseil du Roy, & yauoir voix deliberatiue. C'est aussi en ce lieu que reside vrayement la Majesté Royale, laquelle ne meure iamais, encores que les Roys soient mortels, & sujets comme les autres à payer le dernier tribut à la Nature; ce que nous voyons

apres leur mort: car bien que les autres Officiers soient en dueil, cette Compagnie est reuestuë d'escarlate, pour monstrer que cette majesté qui reluit principalement en l'administration de la Iustice, est tousiours viuante dans son Parlement; aussi si nous voulons repasser sur ce qui est du temps de nos Ancestres, nous trouuerons que tant que nos Roys ont fauorisé l'authorité de cette Compagnie, ils ont conserué la leur: & au contraire, pour si peu qu'ils ont entamé cét Ordre, plusieurs des-auentures & infortunez succez les ont accueilly; C'est dequoy nous remercions Dieu, qui nous a donné vn Roy qui a merité ce Surnom glorieux de Ivste, non seulement par ses actions particulieres, mais aussi par le soin qu'il a de faire que la Iustice soit renduë à ses subjets auec toute sincerité. Surnom vrayement Diuin & Royal, plus seant & digne d'vn Roy que ces noms d'Aigles, & Forceurs de villes, de Foudroyans, & autres noms que quelques Roys & Empereurs ont affecté; ceux-là estoient fondez sur la force; celuy-cy sur la Bonté & Iustice qui fait approcher les Roys de la Divinité, de laquelle ils sont les Images en terre, Images pour representer en eux les œuures de Dieu, non pas en foudroyant & tonnant, mais en gouvernant leurs subjets avec raison & iustice, punissant le vice, & destruisant les meschans, & au contraire recompensant les bons, & les esleuans aux honneurs, remplissant leurs Royaumes de bonnes mœurs, & les faisans florir par leur exemple; Ce que recognoissans de plus en plus s'accomplir en ce temps, sous le regne de nostre Roy Lovis LE Ivste, vray exemple de Pieté & de Iustice, (duquel vous estes ce

EPISTRE.

qu'estoit Azarias fils de Sadoc au Roy Salomon, conduisant les affaires de son Royaume en toute Iustice & Sagesse) nous sommes d'autant plus obligez de rendre graces à Dieu (qui anime le cœur des Roys & les inspire) du choix qu'il a fait de vostre Personne, pour le salut & repos de toute la France : mais l'admirable & glorieuse prise de la Rochelle arriuée par vostre conduite & vigilance, l'azile & fort de la Rebellion entierement destruit, le fondement d'vne Paix certaine & asseurée estably en ce Royaume, font que cét œuure vous est entierement deub. Puis que la Iustice est fille de la Paix, & la Paix nourrice des Arts & des Sciences; vous luy ferez doncques (s'il vous plaist) cette faueur de le receuoir en vostre protection, & moy qui suis, toone and the sub and sollies suger soil Surnom vrayentent Divin & Royal, plus feart & di

gne d'un Roy que ces noms d'Aigles, & Forceurs de villes, de Foudroyans, & caures noms que quelques cos & Luppèreurs ont directé, eçux-là éloient fonét lui la force; celuy-ex fur la Bonté & Iullice con fait approcher les Roys de la Dininite, de laquelle ils

& au contraire recompensant les bons, & les elleuans aux honneurs, rempliffant leurs Royaumes de bonnes mœurs, & les faisans florir par leur exemple; Ce que

Vostre tres humble & tres-obeissant servicur,

A notice and in a line tres-obeissant servicur,

I. BOVGVIER.

De Paris ce 25. Fevrier 1629: vo Tortlon ob angar al suo?

d'Aple de Piere & de Iultice, (duoi el vous el essec

AD

ILLVSTRISSIMVM

ET

EMINENTISSIMVM CARDINALEM DE RICHELIEV.

DE RVPELLA CAPTA ET SPE TRANQVILITATIS PUBLICA.

CARMEN TRIVMPHALE.

Eiusdem Authoris.

PARGITE quotquot habet populosa Luteria - Cines .. Spargite per vicos celebres & compita, flammas, Et festam sacris foribus suspendite laurum Ecce redit, Victor, noster LODOICVS, & illi Auratis pennis plaudit Victoria lata, ANGLORVM ecce redit Victor spolia ampla reportans; Qua suspensa tholo, & sacri ad fastigia Templi ... Testantur fusis, erepta insignia, turmis. Vidimus heu! nuper flamma vastare Britannos... Omnia, & Occeanum magno miscere tumultus Undabant maria, & campi, Legionibus, illoss Vinorumque focis, defunctorumque sepulchris 🛼 Sacrilegas inferre manus, Simulacraque sancta: Tollere, & incensis altaria perdere flammis: Vidimus, & nostris albentes osfibus agros. Horror vbique, pauor, quatiens bellona flagellum

Crinibus intortis, ibat bacchata per orbes, Concussi muri, vastati cladibus agri, Deformis passim facies, desertaque regna. Sed iam tot motus, tot diri semina belli Vanescunt, fusis lætatur & Insula REA Hostibus, ac veluti quondam Titania pubes Montibus aggressi magnum conscendere Cœlum, Et solio æternisque Jouem detrudere regnis ; Hi demum Regis, victricia tela tulère, Deiectique, maris fundo voluuntur in imo. Quinetiam cessit fatis inuicta tot annos, Sapius & ferro, ac flammis, tentata, virisque RVPELLA, & fracti longa obsidione rebelles, Neptunusque vndis subsidens, amplaque cessit Imperio Thetis, in vanum latrantibus undus: En pax lata redit, redduntur & otia grata, Vrbes lætantur, campi, seruataque templa; Nunc-bos tutus arat, volitat mare nauita tutum, Nutrit rura Ceres, redit ad Pratoria Judex Tutus & aquato, causas examine, pensat, Condit quisque diem propris in Collibus, omnes, RICHELIVM autorem Pacis, prece, Carmine, Castoris & veluti memor olim Gracia, numen Admiscent laribus sacris, vinóque profuso In sua vota vocant, mensis adhibéntque secundis. Hic etenim ingenio , (diuini Numinis instar ,) Collectas arcet nubes, Solémque reducit. Hic vir, his est, cuius moderamine Gallia fausto Per tot bellorum causas, & semina Erynnys Viuit adhuc, sub quo Regis prudentia nostri, Iustitiæ ac sacro feruet pietatis amore, Cuius Consilijs pax desperata resurgit,

Galliáque exultans recreatur pacis ab aura: Quid! quod ad extremos mercator nauigat Indos, Occeanusque patet, late Commercia regnant, RICHELIO, tanti debetur gloria facti. Tot maria en sese pandunt incognita pridem, Iam mare pacificum, nostris iam scinditur aquor Classibus Hellesponti, atque altera qua vehat Argò Delectam pubem, nostris fabricatur in oris. Mexicas gentes, facundique ostia Nili, Iam penetrare iuuat, fauces tentantur Abidi, Armáque Francorum pelago dominantur aperto, O mihi fi quando liceat tot dicere facta, Tot res præclare gestas, terraque, marique, Tot vigiles astus mentis, tot grandia cœpta Humana mentis longè superantia captum, RICHELII nomen sacro cum Carmine dicam; Nomen vt Alcidis, quia Caci maximus vltor, Quondam solemne, & laudes super Æthera tollam.

IOANNES BOVGVERIVS.

DE NOVA EDITIONE

LIBRI PLACITORVM CVRIÆ,

AMPLISSIMI VIRI D. JOAN. BOVGVIER,
Maiorum gentium Senatoris.

ON quia patricia longo es de sanguine gentis, Liliaque ascendis proauis insessa Senator V sque adeò te mirer? habes quod certet auitis Laudibus, & propria splendet tibi purpura luce.

Quamuis fraterni te gloria luminis vltrò
Ambiat, in vestros & iam conspiret honores
Orbati paulum indubitans fortuna Senatus;
Tu non fraterna veluti tamen indiga flamma
Luna micas, alio nec fers à sydere sydus
Per non natiuos ostendi gentibus ignes.

Natus eras Themidi, teque alta scientia legum.

Jacensum studio primis capiebat ab annis:

Non te quod Labeo, quod sciret Scauola quicquam

Praterijt, qua Casareis viroque sub axe

Sancita imperijs non vno codice restant;

Aut si quid Reges, nostrive edicere mores,

Temporibus voluére: tenes tu cuncta, nec vaquam,

Segniter est exculta tua provincia sortis;

Ergo tenax recti probitas, virtusque, sidésque,

Et solers animus cœcis lustrare tenebris

Implicitas lites, incorruptóque dederunt

Iudicio, gravium momenta expendere rerum.

Te, quacunque sori subsellia presseris, aqui

Iudicis officio functum praconia sama

Narrarunt, osque invidia vix vera fatentis.

Nec contentus eo tu seri prouidus æui Consulis in commune, er formatura nepotes Qua tibi per multos vsus collegerat annos Astreæ ex adytis, oracula missa reportas.

Iam liber authori non inficiandus, apertis Procedit foribus, secum decreta supremi Ordinis, atque effata ferens ingentia Patrum, Vnde minor Judex, & municipale tribunal, Vnde togata cohors omnis, responsa requirant In dubiis, stentque authoris fundamine magni. At prius iniussu domini, ceu carcere fracto Exierat praceps, titulique, & nominis expers Nullum patronum, solemnia nulla moratus: Sine sui tenuit fiducia, sine diserti Increpuere moras, expectatoque carere VIterius fructus non sustinuêre clientes, Publicaue viilitas abrumpere vincula iusit: Elapsi placuit cunctis audacia, præter Authorem, & magnos plausus, totaque fauorem Orchestra meruit. Quid nunc cum plenus euntem Assensus domini, & maiora insignia ducent? Ipsáque honoratum præfiget pagina nomen Purpurei capitis, quo se iam cardine versat: Gallica res? Non illa tui pars oltima fati Hospitio excepisse Deos, astinaque Regis Metantem curasse tuæ succedere villæ RICHELIVM; (aternos ruris signauit honores Quisquis is est, vestróque viam patefecit amori.) Hic illi Dryades, paruoque ombracula luco, Conscia curarum, perijt quibus impia classis Ausa Britannorum nostras inuadere terras, Et prostrata iacent damnati mænia portus;

Rupella aternum populos monitura rebelles, Non inferre Deo bellum, nec temnere Regem. Nota mihi hæc sedes, & opacum frigore grato Intratum nemus, indulget quo tempore vobis Otia, & vrbanas differt vindemia curas, Et memini viridi quoties in cestite tecum, Aut liber intentos studio oblectaret amæno, Aut vna recubans facunda resolueret ara Optatus, tum si non densis nubibus imber Ingrueret, nobis spatiantibus inde petita Sapius opposito qua non stat regia longe Villa iugo, media paruo discrimine vallis Præterlabentis & murmure dissita riui, Quæ transacta mihi decimo nunc ampliùs anno. Numina & hîc Franci nuper miserata iacentem Fortunam imperij, cum Regem incenderet atrox Febris, & incerta penderent omnia casu: Inter sollicitæ tunc mæsta silentia plebis, Inter & infami morbos astate calentes Nuncius affertur trepidus venisse Britannos Infestos, agróque etiam insultare Leoni. Non alias humana magis procedere vota, Nec tam præsentes alibi succurrere Dinos Vidimus. Insurgit iusta violentior irâ Viuidus, vlturusque feræ periuria gentis Iustitiam, & secum superos in prælia ducit. Definat humanis quisquam confidere rebus! Iámque repentino turbari cuncta tumultu Aspiceres, deserta nouos ad signa venire Tyrones, subito muniri milite castra, Incertum qua parte hosti, terrâne, marine Occurrant; simul wrbs prohibet, simul insula poscit

Auxilium, & desunt instructæ remige puppes. Nec fas est campis assueta patentibus arma, Indocilémque maris populum pradonibus ire Obiectum, totum pelago spoliantibus orbem. Denique si tanti reputes exordia casus Prorsus, debiliórque fuit propiorque periclo Cui vicisse datum est. Ergo discrimine tanto Omnis in euentum suspensa Europa manebat. Pars adeò nostræ messem factura ruinæ Consilia abscondunt vultu, pars altera mussant Queis rebus spes una nouis, pacémque perosa Extingui metuunt ciuilis semina flammæ. Ast alij insanum penitus ridere laborem, Nec non turbato minitari hostilia regno; Vicini quibus est inuisa potentia Regis Noricus, occultisque in fida montibus Alpes. Laurea deiectis captà statione Britannis Prima fuit, tot signa tholo suspensa deorum Insuetum per iter ausos transmittere Gallos Per propè calcatas victis mirantibus undas. Numine sed fretum Regem que claustra morentur? Ecce quibus tutam sese vrbs infida putarat Mutarunt elementa fidem. Non compede vindus, Frumenta obsessis iam desicientia portat Neptunus, totisque immania vincula sentit Faucibus, hyberni veniunt in fædera venti Conciliante Deo, iactas & in aquora moles Et transuersa negant incursu euertere saxa. Hauriat hanc oculis cladem, ter victus ab alto Anglus, & illatæ miseris ferat omina mortis, Quos pressos, diráque fame auxilióque maligno Deceptos, fecit crudeli occumbere letho.

Dum méritos passim templis adolemus honores
Hospitij tu iura colus, nec publica cessat:
Sed priuata tuos inuitat causa labores,
Insuper istarum qui pars est maxima rerum
Tatronum ascribis libra: Post munera belli,
Is non Palladia frondem aspernatus oliua.
Prabebit sanctis peccatum legibus orbem
Vtilium Regi suasor: Tu vindice tanto
Hospite seu mauis: pallentis spicula nusquam
Inuidia metuas: námque aut male cognita vati:
Aurea iam redeunt, aut saltem ferrea mundo
Secula decedunt, esque hospes ab hospite tutus.

NICOLAYS BORBONIVS

ANAGRAMME, SVR LE NOM DE MONSIEVR BOVGVIER.

BON E VRAI IVGE.



A Iustice est le seul refuge Du pauure cherchant l'equité, Chacun vous tient BON E VRAI IVGE, Ce Liure en est la verité:

Car le lisant on peut apprendré, Ce qu'un bon Iuge doit entendre.

I. T.

PRE-

Anno 1629.



PREFACE AV LECTEVR

RISTOTE, duquel les Grecs ont dit qu'il trempoit sa plume de sang au lieu d'encre, au premier liure des Rhetoriques, compa-Pland re fort à propos le luge à vn monnoyeur ou changeur, appellé par les Grecs apprepriques. Car comme la fonction du changeur est de discerner la monnoye fausse d'auec la vraye, la bonne d'auec la contrefaite; aussi l'office du Iuge est de separer le mensonge d'auec la verité, & les fausses raisons d'auec les vrayes, peser & balancer en son iugement toutes les circonstances d'vne affaire, de peur qu'il ne puisse estre surpris par l'apparence du vray-semblant en la recherche de la verité. Verité que nous cherchons en nos lugemens, & qui n'est autre chose que la Iustice mesme. Aussi les anciens Egyptiens, grands observateurs de la Nature, gardoient cette coustume en leurs Iugemens, comme rapporte Diodore lib.z. Antiq. cap. 3. que le President, assisté de Conseillers choisis & esseus de toutes les Prouinces & principales villes d'Egypte, portoit vne chaisne à son col, où pendoit vne medaille enrichie de pierreries, qu'ils appelloient l'image ou signe de la verité, & les parties ouyes au Conseil, les Liures des Loix, qui

estoient huist en nombre, apportez, & tout debatu & conclu, lors qu'il vouloit prononcer le Iugement il tournoit vers celle des parties qui auoit la plus iuste cause cette image de la Verité. Pareillement Moyse voulant donner des Iuges au peuple d'Israël par le conseil de son beau-pere Ietro, l'Escriture dit qu'il choisit viros sapientes in quibus esset veritas (4) institia: Mais cette verité est noyée en la diuersité des causes & raisons humaines dont il la faut tirer & trayer: car nous prenons souuent l'ombre de la verité pour le corps, si nous ne jettons l'œil de bien pres, soit par le moyen des passions qui nous aueuglent, soit par la commune erreur & malice des hommes, qui souuent masquent leurs opinions du voile de la verité. Mercure Trimegiste parlant à Asclepius dans son Dialogue, tourné par Apulée: Non omnes, inquit, ô Asclep i, intelligentiam rerum adepti sunt, sed imaginationem temerario impetu, nulla vera ratione, sed falsa sequenter decipiuntur, qua in mentibus malitiam parit, & trans format optimum animal id naturam feræ morémque bestiarum. L'aueuglement des passions qui troublent la raison, la foiblesse de nosiugemens, la diversité d'iceux rendent le chemin de la verité mal-aisé: C'est vn labyrinthe, il faut vn fil d'Ariadne pour nous en tirer; il nous faut, dis-je, pouruoir d'vne regle qui nous serue à redresser nos iugemens, faciles de soy à se tromper.

Ne quid hiet ne quid protuberet, angulus aquis Partibus vt coëat, nihil vt deliret amussis.

Or cette reigle sera le droict Romain, receu par tous les peuples, composé des decisions de ces grands Iuris-consultes, qui nous ont tracé des maximes d'equité & de suffice: C'est ce droict fait commun de tous les peuples, receu & approuué de toutes les Nations pour son

equité naturelle & ciuile, laquelle où il n'y a point d'Ordonnance expresse ou Coustume particuliere qui restraigne le iugement de celuy qui est estably pour Iuge, doit emporter la balance, & faire pancher le droict. de son costé. Je sçay bien que nous viuons dedans vne Monarchie, où nos Roysn'ont receu ce droict que par authorité, leurs peuples ne s'y font sousmis, ny eux mesmes: mais aussi il est vray, que où il n'y a Ordonnance expresse, laquelle en ce cas tout luge est tenu de suiure, & ne s'en sçauroit dispenser sans manifeste iniquité: Comme ces Medecins d'Egypte qui estoient precisé= ment tenus de garder les reigles portées par leurs Liures pour n'estre responsables de la mort des malades. Ie dis que nous ne sçaurions reigler plus seurement nostre Iugement que sur ces Loix escrittes, qui nous ont monstré le sentier & chemin de la verité. C'est le serment que faisoient les Iuges des Atheniens, commerapporte Iulius Pollux Onomasticon lib. 6. se de quibus leges latæ essent, ex legibus sententiam esse dicturos: de quibus nulla forent leges se mente sententiáque aquissima Iudicaturos: Mais cette equité peut-elle estre plus clairement puisée que dedans les fontaines de verité, descouuertes par les grands Iurisconsultes, autrement nos Iugemens seroient arbitraires, & autant incertains & douteux que les esprits des hommes, estans pleins de contradiction & de passions qui empeschent de voir clair, il est necessaire que ce qui a esté desia escrit & traitté en pareil & semblable cas, arreste cette contradiction, ainsi que ceux qui ont traitté des Loix escrites ont rapporté leur origine & institution à cette principale raison, que ce qui est exempt des passions humaines est beaucoup plus excellent que ce qui est de sa nature sujet à icelles. Or la loy escritte

est libre de toutes perturbations, desquelles l'homme est naturellement agité. Aristote dit excellemment en ses Politiques, lib. 3. Polit. cap. 18. sub finem, xpeiros of mi σεό τες το παθηπιών όλως, η οξ συμφύες · τος μο οιεδ νόμο τετ σπάρxt tixlu d'ai Desemblu aiazun ret' éxte naoar. Ce qui n'est attaché à aucune passion est plus à priser que ce qui a naturellement la passion pour compagne. Or la loy est sans passion, laquelle il est necessaire que tout esprit humain reçoiue: c'est pourquoy au liure 1. de ses Rhetoriques, cap. 1. au commencement, il dit, qu'vn sage Legislateur doit definir tant qu'il peut toutes choses par ses loix & statuts, afin de ne laisser que le moins qu'il peut à l'arbitrage du luge, moissa si out messind du optis κειμθρίοις, νόμοις όσα ενθέχεται πάντα διοείζεν αυδιέ, η όπ ελείχεα กลู่ โลงประเท อิทา โระ หยุ่งขอบอง. Cette ratiocination donc, & interpretation tirée des Loix Romaines, estenduës en cas semblables, nous peut beaucoup ayder pour nous conduire en la voye de la verité. Mais si est ce qu'elle n'est encore sussissante pour arrester l'incertitude & diuersité des opinions. Car chaeun ayant naturellement bonne opinion de soy & de son sçauoir, il voudra aussi l'appliquer, & tourner diuersement le sens de ces Loix escrittes. Il faut donc, pour arrester cette incertitude, suiure encore vn autre conseil qui nous est donné en la Loy 38. ff. de legib. par l'Empereur Seuerus, vt rerum perpetud similiter iudicatarum authoritatem sequamur. Optima enim legum interpres consuetudo. Car qui est celuy qui voudra contester ce qui a esté vne fois determiné en pareilles difficultez? Ét qui aura receu vn droict certain par l'authorité des Arrests qui ont decidé la question pour n'en plus douter à l'aduenir? C'est comme nous pouvons interpreter

la Loy Non ambigitur Senatum ius facere posse. ff. de legib. l'appliquant à la forme du gouvernement Monarchique dans lequel nous viuons. C'est à dire que les Parlemens & Cours souveraines ne peuvent pas à la verité establir vne Loy, ou bien en abolir vne ancienne, cela estant donné seulement au Prince, en la personne duquel reside toute la souveraineté. Et cuius, comme dit la Loy derniere au Code, de legibus, solius est leges condere & interpretari: Mais peuuent par la force & authorité de leurs Arrests establir en jugeant les causes & differends des parties, vn droiet certain & perpetuel pour y auoir recours à l'aduenir en pareilles & semblables disticultez. Ie sçay bien, & i'oy desia quelques-vns me dire que cette science des Arrests est fort douteuse, quia nullum simile idem, qu'ils sont donnez sur des faits particuliers; quelques-vns disputeront si nostre science est art ou non; quelqu'autre dira que la Iustice gist en opinion, & non en verité, qu'elle consiste en vn bon sens naturel, & qu'il n'y a point de reigles certaines sur lesquelles on se doiue appuyer. Il faut donc, si cela est, brusler nos liures de Droict, & faire Iuges toutes sortes de personnes, soit qu'ils ayent estudié en Droict ou non. Il ne faut plus examiner les Iuges & les interroger sur l'explication des Loix Romaines. Il faut banir tous Docteurs de Droict Ciuil & Canon. Tout sera donc incertain & arbitraire, & d'autant plus incertain que les Conseillers des Cours souueraines ne seront sujets au iugement & correction de personne. Sur quoy donc fonderont les Aduocats leurs Consultations? Et sur quel fondement se pourra gouuerner & conduire celuy qui voudra entreprendre vn procez, ou bien se defendre contre vn

autre? Il est aisé de voir en quelle absurdité on tombe? roit si ces raisons auoient lieu, que la subtilité & ignorance de quelques-vns de ce temps, auec la calomnie, osent prononcer pour introduire & fournir moyens. abondamment à l'injustice & à l'ignorance, qui n'a desia que trop de cours parmy nous: Mais au contraire les Arrests & decisions qui se donnent tous les jours fondées sur les reigles du droict Ciuil, auec leurs motifs & raisons couchées par escrit & mises en ordre, quel bien & profitn'en doit-il arriver au public? non seulement d'autant que tout le droist estant par ce moyen rendu certain & notoire, il n'y aura personne si hardy qui ose conseiller le contraire & disputer à l'encontre de ces decissions; mais aussi que les Iuges pour la guide & conduite de leurs opinions, mesme les Notaires &. Sergens, voire les personnes priuées, les logeront en lieux de reserue pour s'en ayder quandils en auront besoin, de peur de faillir en la conduitte de leurs negoces & affaires domestiques. Aussi plusieurs grands & notables personnages, iugeant bien cette authorité des Arrests n'estre de petite consequence, pour arrester & retenir l'incertitude des opinions, & pour establir vn droict certain, se sont employez à la recherche & compilation d'iceux, & les ont mis en lumiere pour y auoir recours aux occasions. Car d'vn Arrest caché, quelque authorité qu'il aye, & qu'il porte sur son front, si la memoire en est perduë auec l'execution faite à la requeste de la partie, quel fruiet en peut-il reuenir au public? Qui sçaura s'il a esté donné? Et quand bien quelqu'vn le sçauroit, qui pourra deuiner les motifs & raisons; ou si quelqu'vn le sçait de fortune, qui en sera creu, veu qu'il n'y en aura rien par escrit? Au contraire

s'il se presente vne autre these semblable, ou pardeuant d'autres luges, ou pardeuant ceux mesmes qui ont donnél'Arrest, ne s'en souuenant point, elle sera de noumeau disputée, & peut-estre ingée tout au contraire: D'où naissent tous les iours les contrarietez d'Arrests qui rendent nostre profession incertaine & de nul poids, & font fourmiller vne infinité de procés, qui vont consumant les parties parmy ces contrarietez & incertitudes. On ne peut donc blasmer les personnes qui se sont amusées à ces compilations, ains sont grandement à louier. Mais ie ne sçay comment quelques-vns d'eux ont esté souvent fraudez de leur travail, & de l'esperance qu'ils auoient de profiter au public; d'autant que s'estans sez aux memoires d'autruy, & n'ayans sçeu les vrays motifs & raisons desdits Arrests, les ayans mal rapportez ou mal digerez, s'estant mesme trouué de l'erreuren la datte, cela a fait qu'on n'y a eu aucun esgard, & que l'allegation desdits Arrests n'a esté tanz estimée que meritoit leur trauail. Surquoy i'ay toûjours creu que si quelques vns de ceux qui ont l'honneur de faire part en ce grand & sacré Senat, vouloient employer leur temps & leur labeur à recueillir & ramasser les Arrests qu'ils auroient veu donner de leur temps, auec les motifs & raisons d'iceux, que ce seroit vn ouurage digne de ce siecle, & de la grandeur de nostre profession. C'est pourquoy des l'heure que i'eus cét honneur d'entrer en cét Ordre, ie me mis à tracer quelques memoires contenans les decisions generales des choses que ie voyois Iuger, & ce pour mon seul contentement, & pour me seruir de guide & conduitte particuliere, lesquels ayant communiquez depuis à quelques vns de mes amis, ils m'auroient prié de continuer

ce trauail, ce que i'aurois fait pendant l'espace de trente ans que i'ay exercé l'estat de Conseiller en la premiere Chambre des Enquestes, particulierement sous la conduitte de Monsieur le President Fayet, personnage de singuliere erudition & doctrine, sous lequel sont interuenuës les plus belles decisions de Droict contenuës en ces liures. Durant lequel temps l'on auroit fait imprimer apres la mort de feu Monfieur Loüet aussi Conseiller en cette Cour, vn œuure intitulé Le Recueil d'Arrests de Monsieur Louet, lequel auroit esté tant estimé & si bien receu, auec tel credit & authorité enuers toutes personnes, que cela m'auroit d'autant plus incité à continuer ce trauail, que i'ay enfin poly & mis en lumiere, Vous n'y verrez vn ornement de belles paroles choisies, ny vn assemblage de passages triez, mais les motifs & raisons des Arrests nuëment & simplemet representées, lesquelles opposées à leurs contraires, font paroistre & reluire cette verité. Sçachant bien que les Arrests doiuent participende la nature des Loix, que Platon dit en son liure quatriesme de Legibus, vser de mots imperatifs, & non perfuasifs comme les Philosophes. Le Iuge aussi doit vser d'vn autre style qu'vn Orateur ou vn Aduocat, non fucis, non lenociniis verborum, sed nuda rei veritate. Cen'est pas queie veuille blafmer l'Eloquence, ny la reietter du Palais: elle sert pour fortifier le iuste con+ tre le faux, & faire preualoir la verité pardessus le mensonge. Quintilian dit elegamment, Si Iustitia valeat quid erit Eloquentia? Il dit bien, si Iustitia valeat, mais, vt Iustitia valeat ideo valet Eloquentia. Et de vray l'Eloquence ne seroit necessaire si chacun selon son naturel non depraué estoit porté à se ranger du costé de la verité, comme ces Israëlites qui condamnez par leur souuerain

rain Iuge Moyse, s'en retournoient contens, & disoiet au rapport de Philon Iuif, of Singeoneile ou meore giar auto жетов дарво. Mais d'autant que le faux & le mensonge prennent souuent le masque de la verité, & l'iniustice se pare des habits de la Iustice, il a esté besoin de recourir à l'vsage de cette Eloquence, pour empescher que le mensongen'emportast le dessus. C'est ce que ce grand Aristote discourt fortaulong en ses Rhetoriques, lib. r. prouuant par cette raison l'vsage naturel de l'Eloquence: Ciceron mesme le pere de l'Eloquence l'a remarqué en son liure de Oratore. Cum in prinatis causis à mendació contra verum homines starent, magni & diserti viri resistere audacibus & opitulari suis ciuibus coacti sunt. L'Eloquence donca son vsage pour fortisser la verité, & pour faire porter les Iuges à vne droitte & equitable resolution. Mais quand cette verité est receuë, & les Arrests sont rendus, il les faut voir habillez de leur habit, de leurs raisons & motifs sans aucun déguisement, estant besoin de traitter les hommes comme le fer, qu'il faut amollir auparauant auec le feu deuant que le tremper en l'eau. Il faut aussi par les chaleureux mouuemens de l'Eloquence rendre les hommes souples & maniables pour leur faire receuoir la trempe de la verité, laquelle ayant vne fois emporté le dessus par vn bon Arrest qui est interuenu, on la doit representer nuëment & sans fard, ornée de raisons & non de paroles. Ce mien labeur ayant esté déja publié cy-deuant, ie ne voulus lors le recognoistre, comme vn part auortif & mis en lumiere deuant son temps, & s'estant eschappé de mes mains, non recognu de son autheur, esbauché seulement, & non paracheué, plein d'erreur & d'obmissions, sans nom & sans adueu, sembloit exposé au mespris de tout

le monde, comme vn estranger incognu, sorty de sort pays sans lettre de faueur. Et toutes sois il seroit arriué qu'en ce mauuais équipage il auroit esté sibien receu, & en tel credit, qu'il auroit esté imprimé iusques à deux ou trois fois, & debité en plusieurs villes de ce Royaume, auec les mesmes erreurs & en la mesme façon qu'il auoit esté imprimé premierement. Ce qui m'auroit en sin contraint de le reuoir & repolir, y adioustant de nouueaux Arrests, & corrigeant les premiers, pour luy donner vne meilleure forme que celle en laquelle il auoit paru, le rappellant à moy comme vn serf fugitif, & l'aduouant pour mien. Prenez donc en gré, s'il vous plaist, Amy Lecteur, cét œuure, lequel de particulier qu'il estoit, & destiné pour moy seulement, m'a esté tiré des mains par force, & mis en lumiere. Que s'il aduient qu'à mon exemple quelqu'vn de cette compagnie préne l'enuie de dresser vn semblable trauail, i auray assezde contentement d'auoir esté secondé, voire surpassé en cette carriere d'honneur.





TABLE

DES TITRES ET QUESTIONS DECIDEES par les Arrests contenus en ce Liure.

Ceux qui ont esté adioustez de nouveau se recognoistront à cette marque +.

Acceptation en donation.

EVENT VE l'acceptation en donation est tellement necessaire Es pour la validité d'icelle, que les mineurs mesmes n'en sont releuez. page 1. tenter l'action.

11.

Que les heritiers ne peuvent apres Lamort du mary intenter l'accusatio d'un adultere commis pendant le mariage contre l'honneur du defunct, mais bien exciper de l'accusation qui auroit esté commècée par le mary pour raison dudit adultere, pour s'exempter du payement du doüaire demandé par la veufue. page 8.

Bastard, quand est capable de donation.

On peut laisser à son bastard par forme d'aliment, certaine part & portion de son bien. Et cette donation vault, pourueu que modum alimetorum non excedat. page 14.

Benefice regulier.

Vn Benefice regulier ne peut estre rendu seculier par la possession de 40 ans, s'il n'y a titre de secularité, en vertu duquel l'on ait possedé par ledit espace detemps continuellement, 6-Adultere, quand on peut en in- Sans interruption led. Benefice. p.15.

Cedule recogneuë par l'heritier.

Qu'une simple Cedule recogneuë en la personne de l'heritier. & non du defunct, n'oblige pas l'heritier, sinon que pour la part & portion hereditaire, & non hypothecairement, & pour le tout.

Cession de rente & de la loy ab Anastasio.

Que la loy ab Anastasio n'a lien en matiere de cession de rente ou droits immobiliers. Cession par femme depositaire des biens de Iustice.

Qu'une femme mariée depositaire des biens de Iustice peut faire cession. P. 19.

Commorientes.

IV.

In commorientibus, le plus foible, ou le plus ieune, est presumé estre decedé le premier, & l'enfant né à six mois est reputé viable, & capable de transmettre à son pere le droiet de la succession mobiliere qui luy appartient, in solatium luctus.

Communaute.

Que les biens du mary ne sont obligez aux creanciers de la femme, à cause de la communauté, & ne peuvent estre vendus que insques à la concurrence de sa part & portion hereditaire, pour laquelle elle estoit tenuë lors qu'il l'a espousee. p. 26

Continuation de communauté.

L'article 243. de la Constume de Paris, pour la continuation de la communauté en la personne de l'un des enfans survivant les freres, pour prendre autant qu'ils eussent fait tous ensemble, doit estre estenduë aux autres Coustumes, estant cette disposition conforme aux rai fons de Droiet Civil, & tirée du mesme Droiet, p. 28

Contracts passez pardeuant les Notaires des seigneurs.

Que les contracts & obligations passées pardeuant les Notaires & Tabellions des seigneurs, dans le territoire & limites de leurs Iuri dictions mefmes entre personnes estrangeres & non domiciliées, ou leurs Insticiables, produisent hypotheque, bien qu'ils n'ayent

execution parée. p.31 Contracts pignoratifs.

VIII.

Que les contracts pignoratifs au pays du Mayne & d'Anjou estans tenus pour contracts de constitutions, & non pour obligations pures, ne sont subjets à la reduction des rentes au denier seize, s'ils sont passez auparauant l'E dict, pour le payement des arrerages escheus depuis l'Edict. p.34 Cas obmisen la Coustume.

En matiere de Coustame le cas obmis en icelle est suppleé par la plus prochaine, ou bien par celle de Paris fondée sur les Arrests quand ils sont conformes au Droiet Cinil. p.36

Creancier de la femme preferable à celuy du mary.

Que le creancier de la femme pour une debte hypothecaire contractée avant la communauté est preferable au creancier, bien qu'anterieur en datte de fon mary, sur la moitié appartenant à ladite femme des acquests faits pendant la communauté... p.37

Creancier, apres discussion, à qui se peut addresser.

XI.

Que le creancier qui a discuté les biens du principal debteur, se peut addresser à celuy que bon luy semblera des tiers acquereurs qui ont posterieurement à luy acquis sans garder l'ordre des acquisitions.

D. Decret d'vn bien de communauté.

er the at the I. Will make I

Qu'un Decret fait du bien commun entre un mary & une femme pendant leur mariage, est nul pour la moitié de la femme, si l'adjournement n'est fait tant au mary qu'à la femme, & commandement de payer à tous les deux, bien que ce soit une debte par eux solidairement contractée. P.42

Deguerpissement de partie d'heritage.

Le deguerpissement d'une partie d'heritage qui a esté affecté à une rente acquise par le tiers detempteur, l'exempte du payement de ladite rente enuers le seigneur. p.47

Deguerpissement. III.

Vntiers detempteur qui a contesté, mesme souffert Arrest de condanation peut deguerpir l'heritage: & en rendant les fruits, il se libere tant de la vente demandée que des arrerages estheus de son temps.

p. 48

† Deguerpissement.

IV.

Le tiers detempteur deguerpissant l'heritage obligé à vne rente, se deliure des arrerages escheus, en rapportant seulement les fruicts escheus depuis contestation en cause. P:49

Destination de bastiment de Collège.

W

Vnbastiment fait enformede Col-

lege, par la seule destination est acquis au public, sans aucunt itre translatif de proprieté.

p.50

Discussió du principal debteur.

VI.

Que la discussion du principal debteur en pays de discussió peut estre aussi bien demandé par le detempteur de la speciale hypothèque comme de la generale, contre l'opinion des anciens Praticiens.

p. 57

Domaine du Roy engagé, comment se peut saisir.

VII.

Le droict d'engagement de certaine Nose estant du domaine du Roy se peut saisir & decreter pour les debtes de celuy auquel elle a esté engagée, & la saisie se fait entre les mains du Receueur ordinaire, qui en doit compter à la Chambre. p. 58

Donation vniuerselle.

VIII.

Que les donations vniverselles de tous biens, faites par contract de mariage, ne se peuvent revoquer, mais se peuvent diminuer par allienation ou translation faite pour cause necessaire: Et que les donataires vniversels ne sont tenus pour heritiers simples subjets aux debtes, mais tenus aux faits. E promesses de leurs autheurs, pour la garentie des choses par eux alienées, ou debtes creées pour cause necessaire depuis la donation. p. 59

Donation.

IX

Ladonation faite aues la cogitation

ő ii

d'enfans par cotrast de mariage n'est reuoquée par la suruiuance des dits enfans, quadon a fait mention d'iceux: és ne peut estre allegué le defaut d'insinuation contre un mineur, quand il wient dans les dix ans de sa maiorité pour s'en faire releuer contre celuy qui estoit obligé de le faire insinuer. page 65.

Donatiopar le pere aux puisnez.

En la Coustume de Ponthieu la do nation faite par le pere aux puisnez n'est censée estre en aduancemet d'hoirie, & leur est acquest, & non propre. p. 76.

Donation au mary de l'heritier presomptif.

XI.

On peut donner au mary de l'heritier presomptif, & cette donation sub sisse, encore que la Coustume desende de donner à son heritier presomptif, & que ex post facto, ces biens donnez soient reuenus à l'heritier presomptif.

P.77.

†Donation entre vifs. XII.

Donation entre vifs qui est faite autemps de la mort, est reputée donation à cause de mort, & comme legs testamentaire su et à caducité, si le legataire decede auparauant le testateur. p.83.

† Donation entre vifs.

XIII.

Donation entre vifs faite par la femme à sonmary, en cas de survie, & parcentract de mariage, bien qu'ir.

reuocable, est donation à cause de mort, & n'entre point en la communauté, n'ayant son essect qu'au temps de la dissolution. Office apres la mort de l'Officier ne tombe point en partage de la communauté, mais seulement le prix d'iceluy, qui est ce qu'il a cousté à la communauté, & non pas ce qu'il vaut lors de la dissolution. P.j.

Don mutuel. XIV.

La recompense qui est deuë à la semme survivante, & qui a don mutuel pour les bastimens faits par son mary sur l'heritage à luy propre n'est que de la moitié à elle asserante à cause de la communauté: l'autre moitié cedat au fond, sans entrer au do mutuel. p.86.

† De la Dot. XIV. La femme pour sa dotest preferée à tous creanciers, sans entrer en contribution. p. 89.

†Dot. X V.

Que la femme pour son dot & ses conventions matrimoniales est preserée au doüaire constumier, demandé par les enfans. p. 91.

Douaire prefix. XVI.

Que pour iuger un doüaire prefix s'il est propre ou viager, il faut suiure la Coustume du domicile du mary qui l'a constitué sur ses biens, & qui est le domicile ausi de la femme creancière, mais en matiere de partages reels il faut suiure la Coustume des lieux où les choses sont situées. P. 99.

Douaire Coustumier.

XVII.

Donaire Consumier constitue à la

femme par son contract de mariage, a tien du iour dudit contract, au preiudice du creancier qui a contracté entre ledit contract & la benediction nuptia-

Douaire Coustumier. XVIII.

Que les enfans se tenans au Douaire Constumier pennent demander difraction de la moitié des heritages propies & bastimens, sans rapporter aux creanciers les impenses & meliorations fastes par le pere en ladite moitie. p.103.

Droict de directe vniuersel. XIX.

Quand le seigneur est fondéen vn droitt de dirette vniuer sel en tout vn territoire limité & vniuersellement, nul ne s'en peut dire exempt, quelque possessió de liberte qu'il allegue.p. 108.

† Deuolut.

Qu'on Devolut obtenu pour cause de confidence depuis prouuée & verifiée, n'ayant esté signifié au confidentaire n'empesche pas l'effect de sa resignation, & ne prine pas le successeur du droiet qui luy est acquis par la collation de l'ordinaire, en vertu de ladite resignation. P.109

Edict des meres.

Comre les paternels plus esloignez en faueur des ayeules, & autres parens maternels. Emphyteose, & quand la prescription de la rente est empeschée.

II.

La recognoissance ou payement entier fait par l'un des preneurs à emphyteose, interrompt & empesche la prescriptio de la rente ou canon, etiam contratertiu possessorem. p. 127

† Emphyteole.

L'Emphyteute ne peut apres le temps de l'emphyteose expiré, demander ses meliorations. p. 128.

† Enfant legitime.

Le fils qui est nay onzemois parfaits & accomplis apres la mort des pere, n'est presumé legitime. P.131

Fideicommis.

Que les enfans qui n'estoient naix ne conceus lors du fideicommis, ou substitution escheue, ne peuuent pretendre part audit fideicommis, ains les biens delaissez par iceluy passent en l'heritier sans charge de restitution, nonobstant ladite clause de substitutio. p.135 Fideicommis tacite.

L'amention des enfans faite en vn legs induit un tacite fideicommis, & lamere n'y peut renoncer, encore qu'il soit fait à elle enconsideration desdits enfans.

Fiefescheu par fideicommis.

Es choses feodales arrinées par droit de fideicommis ou substitutio à vne famille par succession, bie que collaterale; l aisné prend son droit d'ainesse. p. 153

Que le cessionnaire d'une rente ne peut agir contre son cedant en vertu de la clause de garentir, fournir, & faire valoir, sans auoir prealablement discuté les biens du principal debteur : & s'il ne s'est oppose aux biens d'iceluy, il perd le recours contre son cedant, pour les sommes dont il eust peu estre mis en ordre. p. 154

Freres confanguins & vterins.

En la Constume de Touraine, etia en matiere de succession de roturiers, les enfans des sœurs consanguines excluent les freres vierins en succession de mobiliaire. p. 156

Garentir & faire bone vnerete.

Que ces mots, garentir & faire bone une rente, idem operantur, que garentir & faire valoir apresdiscusp. 157 lion.

Grief d'appel.

Qui a cotté un seul grief en un appel indefiniment interjetté, ne peut apres l'Arrest surce interuenu, cotter nouueaux griefs. p. 163

Heritier simple & par benefice d'inuentaire.

En la Constume de Poictou l'heritier pur & simple en ligne directe n'exclud l'heritier par benefice d'insignt aire.

Clause de fournir & faire valoir. Heritier contre son coheritier.

Qu'un heritier peut agir contre son coheritier pour la debte qui luy est deuë, sa part & portion confuse solidairement, & pour le tout. p.164 Heritier des propres de la ligne dont ils sont venus defaillant, qui doit y succeder.

Quand les heritiers de la ligne paternelle defaillent pour succeder aux propres d'un defunct, on reprend la lione maternelle à l'exclusion du fisque, ou du Roy, & Sans insticier.p.165 Hetitier presomptif en la Cou-

stume de Touraine.

IV.

Qu'en la Coustume de Touraine le mot d'heritier presomptif, és articles prohibitifs de donner à iceluy heritier, doit estre entendu de l'heritier qui est en degré plus proche & plus habile à succeder, bien qu'il ne prenne rien en la succession.

† Hypotheque V.

L'hypotheque sur les biens de l'he. ritier pour les debtes du defunct n'a lieu que du iour de la condamnation contre luy obtenuë, ou titre nouvel par p. 179 luy paße.

Hypotheque d'interests.

Que les mots que les Notaires ont accoustume d'adiouster à la fin de tous contracts & obligatios, & qui s'estene dent en la grosse, promettant, obligeät, &c. à peine de tous despens, dommages & interests, font que l'hypothe-

que pour lesdits interests long temps depuis demandez & adingez par sentence, remontent iusques autour dudit contract en vertu de ladite sipulation. p. 180 Hypotheque speciale sur maifon d'autruy.

William VIII

L'hypotheque speciale d'une maison appartenant à autruy est validée & confirmée par le moyen de l'adition de l'heredité faite par celuy à qui n'appartenoit la maison, estant fait heritier de celuy qui ne l'auoit pas obligé. 182 Sçauoir si l'hypotheque se perd par celuy qui signe au cotract.

VIII. Qui signe en un contract de mariage ne perd pas l'hypotheque sur les biens du mary, s'il n'est dit qu'ils sont francs & quittes. p. 183 Hypotheque des creanciers anterieurs de temps à l'assiette de la Taille.

IX. Que pour le payement des Tailles le Royn'a droict de preference contre les creanciers hypothecaires, ains sont preferez les dits creanciers en leur hypotheque, s'ils sont anterieurs de temps d l'assiette de la Taille. p. 185

†Hypotheque de la femme pour ses conventions.

Que la femme en vertu de la clause apposee en son contract de mariage, qu'elle pourra prendre en renonçant à la communaute, tout ce qu'elle a apporté frranchement & quittement, n'a

neantmoins hypotheque sur les biens de son mary pour l'indemnité des obligatios esquelles elle est interuenuë auec son mary, que du iour de ses contracts & obligations, & du iour de son contract de mariage. p. 187

† Hypotheque des creanciers d'vn Greffier des con-

fignations.

XI. Tous les creanciers du Receueur des consignations, qui sont depuis sareception audit Office, viennent tous sur ses biens immeubles concurremment en ordre contribuer au sol la tiure, & n'ont hypotheque que du iour & datte de la consignation des sommes de deniers par eux consignez, ayans tous suiny une mesme for publique, & satisfaire par preserence à tous sur les deniers est ans au Greffe. p. 189

Hypotheque: XH.

L'hypotheque qu'a le vendeur pour le prix d'un beritage vendu, qui ne luy a esté payé, est privilegié sans stipulation expresse, & preferable à tous autres creanciers bypothecaires. p.192

Legs. I.

Qu'un legs d'une pension annuet. le eschet dés le premier sour de l'annie commençante: de façon qu'encores que le legataire decede au commencement de l'année, & que le legs soit esteint par sa mort comme un usufraist, toutes fois il transmet à son heritier l'année commencée de son viuant. p. 192

M.

Meubles saissis sur le locataire.

I.

Que le proprietaire & locateur d'une maison n'est preserable pour les loyers de sadite maison à un autre creancier qui a saisi les meubles qui sont en lamaison, quand la saisie a estéfaite auparauant lebail à loyer, & qu'elle a esté toujours pour suivie. p. 196 † Mariage d'une impubere.

II. Charles

Qu'une fille impubere n'ayant accomply l'age de douze ans, estant proche de puberté est capable de contracter mariage, & en vertud'iceluy peut demander ses conventions matrimoniales.

p. 198

Moine. III.

L'habit ne fait pas le Moine, mais la profession. p. 206 Cas de mort & stipulations, comment s'entend.

IV.

Enmatiere de conuentions & conditions des stipulations, le cas de mort s'entend de mort naturelle, & nonde mort civile. p.207

N.

Nantissement par vn creancier.

Que le creancier qui au pays de natiffement a nanty son contract. Es payé ou composé du quint denier deu au seigneur, n'est rembourse par le debteur de la rente, lors qu'il l'a rachepte que de ce qu'il a assuellement payé au seigneur.

p. 208
Nantissement exclud les droies

personnels. II.

Article de la Constume de Boulenois: Tous droists reels comme
nantissemét, excluent les droists
personnels.

p. 209
Notaires quand peuvent estre
poursuiuis. III.

Que les Notaires ne peuvent estre poursuiuis ne codamnez pour une faute commise par eux par imperitie de leur art, si dolus absit. p. 211

Q.

Oblats. I.

Oblats ne se prennent que sur les Abbayes de fondation Royale ou Ducale, qui sont en la nomination du Roy.

Deligation de la femme sans l'authorité de son mary.

II.

Ces mots de pouvoir s'obliger par la femme sans l'authorité de son mary, ne s'entendent que d'one simple obligation, & non pas des contracts des alienations perpetuelles. P. 213

† Obligation solidaire.

Que l'obligatio contractée par deux ou trois qui s'obligent conjointement, ou au payemet d'une certaine somme, ou à un bail iudiciaire à eux fait, s'ils n'ont dit expressement par tiers ou par moitié, s'entendestre solidaire ratione ducreancier.

P. 214

† Obligation de representer.

IV.

Qu'on fils qui s'est obligé de representer son pere toutes sois & quates qu'il s'era or donné, s'estant rendu TAB LE.

caution pour luy pour plusieurs sommes de deniers, est quitte & deliuré par la mort du pere subitement arriuée sans avoir esté interpellé ny ordoné. de le representer, & n'est tenu au payement des sommes pour lefquelles il s'estoit rendu caution, bien qu'il se fust obligé au payement d'icelles, à faute de le representer. p. 216 † Office.

Que l'Office acquis pendant la communauté appartiet seul au mary, & que les heritiers de la femme predecedée n'ont qu'une action de mydenier, & partant que l'accroissement de la valeur, comme l'estat, n'est point communicable ausdits heritiers, si ce n'est que le defunct l'ait declaré au contraire. p. 218

Office reduit en deniers.

VI. Que les deniers d'un Office dont le mary effoit pour ueu auparauat son ma riage, n'entrent point en la communaute, & sont propres aux heritiers, à l'exclusion de la veufue survivante. P. 222.

Prix de l'Office vendu. VII.

Que l'action qu'a l'heritier de la femme pour demander la moitié des deniers pris par son mary dans la communauté pour achepter un Estat & Office venal, est pure mobiliaire, mefmeen la personne du mineur, & partant le prix dudit Estat appartient en tierement à l'heritier mobiliaire, & l'action est confuse en luy. P. 226

Opposition quand n'est necesfaire. VIII.

Comme il ne faut point s'opposer pour le sens, aussi ne faut-il pour le droict de coruée porté par les anciens adueus. 238

> Prebende Theologale. I.

Qu'une Prebende Theologale est affectée tellement à un Docteur en Theologie, qu'il est preferé à tous autresnommez auparauant luy, & insi-

Pasturages entre communes.

Scauoir si les Pasturages se peuvent partager entre les communes, & à qui le droit de les diuiser appartiet. p.246

Prelegs. III.

Si les prelegs font part de l'institution d'heritier, & partant s'ils viennent entierement en la restitution ou substitutio, & si un temps certain ap. posé en un legs vaut conditio. p.247

Prestation de plus de 40. ans. hardwork and IV.

La longue prestation de plus de 40. ans, faite à vne Eglise de certain drois annuel, induit vne obligation à l'aduenir, contre ceux qui ont payé volontairement, encores qu'il n'apparoisse de titre, idq; fauore Ecclesiæ. p.257 R:

Remploy. Same of the same of the same of the same

Comment doit eftre fait le remploy d'une somme de deniers stipulez propres par contract : quelest l'effect de cette stipulation, tant pour le partage

de la communauté entre le mary & la femme, que pour le droiet de succeder entre les heritiers mobiliers ou immobiliers.

p. 258

Renonciation à succession.

Les Renonciations stipulées par pere & mere marians leur filles à leur succession au prosit de leur aisné masse, qu'est-ce qu'elles operent, & quel en est l'esset en matiere de partage pour la computatio des legitimes entre ceux qui viennent à la succession. p. 264 Renonciation à succession par yn des enfans.

III:

Renonciation faite par un des enfans à la succession de son pere, fait que sa personne n'est plus considerable en la computation des parts & portions des legitimes deuës aux enfans qui n'ont renoncé, p. 271

Renonciation à vne sentence donnée au profit du renonçant. IV.

Qu'on peut changer de volonté, & renoncer à l'effect d'une sentence donnée contradictoirement à son profit, bien que les choses ne soient plus en entier. p 272 Rononciatio à la communauté.

enonciatio a la communaute.

Faculté de renoncer à la communauté. É reprendre ce que la femme auroit apporté franchement é quit sement, stiputée par le contract de mariage, n'est transmissible aux enfans.

Reduction de rente.

VI. I was the

Que l'obligé subsidiairement ne peut demander reduction d'une rente constituée au denier dix par le principal debteur demeurant en Normandie, mesmes apres dissoussion de tous les biens é hypothèques sises en Normandie, pour n'en estre plus tenu qu'au denier douze. P. 275

Rentes foncieres.

VII.

Les rentes anciennes deués en grain ou argent de bail d'heritage, ayant esté payées par plus de 40. ans, elles sont reputées foncieres perpetuelles. En non rachetables, encore qu'il n'apparoisse du titre originaire. p. 281

Rentes retrocedées, de quelle nature.

VIII.

Que les rentes cedées & transportées auec clause de garantir, depuis retrocedées aux heritiers des vendeurs, on bien par eux retirées pour se descharger de la garantie d'icelles sont censeus reputées propres à leurs enfans, encores qu'elles ne fussent qu'acquests aux vendeurs.

P. 282

+ Rente en escus d'or.

IX.

Que la rente sonstituée en escus d'or bien qu'il soit dit qu'elle sera rachetable ene scus, neantmoins elle se pourra racheter à raison de trois liures, ou foixante sols l'escu, qui est l'Ordonnance dernière des escus en liures. 283 La Recompense qui est deuë à

lafemme X.

La femme qui a eu don mutuel de

Jon mary, ne peut reprendre que la moitie des sommes employées aux meliorations faites par sonmary sur les propres, encores que les dites sommes eussent esté prises dans la communau-

Resignation oste le regrezau Benefice. XI.

Qu'en matiere de resignation pure & simple, il n'y a plus de regrez au Benefice resigne, pour y pouvoir tenir le mesme rang qu'on tenoit auparauant. 20 p. 290 + Relignation des Benefices en fraude des Graduez.

de l'antique Alla Edit plant et Que les Resignations faites par les Beneficiers malades, en fraude des Graduez, & aux mois affectez à iceux, sont nulles. p.298 Relignation d'Office ne se peut contraindre.

ANTA XIII.

Que l'on n'est point contraint pre. cis ment de resigner un Office duquel on est pour ueu, bien qu'ons y soit oblige, ains que sela se resout en dommages & interests. p. 313

Restitution dedans les trentecinquis. XIV.

Que les mineurs doiuent venir dedans les trente-cinq ans demander la restitution contre les actes & contracts faits anec leurs tuteurs, autrement nonreceuables, & que l'Ordonnance de 1539, a lieu en tous contracts indistinctement, mesme par reddition de compte, renonciation de partage,

Retraiet lignager. XV.

Ou en matiere de retraict lignager le retrayant est tenu de retirer mesmes ce qui est acquis, quand il ne se peut commodement separer d'auec le pro-Retraict par l'heritier par benefice d'inuentaire.

Child a volovilla d denorthe d Qu'on heritier par benefice d'inuentairen'est personne capable de retirer par droitt de parenté l'heri age de la succession vendu par decret sur luyme me, & en ladite qualité. p.319

Retraict sur le Curateur à la chose abandonnée.

XVII.

Que le retraict n'a lieu en l'heritagevendu sur le Curateur à la chose abandonnie mais bien sur le Curateur à la chose vacante. Interpretation de deux articles de la Coustume de Paris. 151. 6 153. p. 323

Reuocation de legs.

XVIII.

Qu'une renocation de legs se peus faire par un acte simple pardenat Notaires, n'ayant forme de testamet. 326

Rapports. | XIX.

Que les petits enfans ayans renoncé à l'heredité de leurs pere & mere, venans à la succession de leur aveul, par representation auec leurs oncles, sont tenus rapporter non seulemeut les dons & aduatages faits à leurs pere & mere mais außi les sommes de deniers qui leur ont esté prestées par leur ayeul, & autres. P.314 pour offre mis en partage. P.328

Reigle de Chancelletie des Seruitude. III. vingt iours. XX.

Que la reigle des vingtiours a lieu en la permutation faite ab infirmo & relignante, au mespris & sans auoir somme le Patron Ecclesiastique, & luy s'en plaignant. p. 331

Regale. XXI.

Qu'il n'y a point eu d'ouverture à Regale par la provision de l'Euesque d'Angers , & precomfation en Cour de Rome dudit Euesque à l'Archeuesché de Lyon, mais seulement du sour de la prostation du serment de fidelité pour le dit Archeues que. P.337

Regale. XXII.

Que l'ouverture de la Regale n'à lieu és Benefices resignez in fauorem, encores que la resignation ait este admise en Cour de Rome, si le resignataire n'a pris possession dans les trois ans, estant lors le Benefice remply de droiet & de faiet, nonobstant la resignation & prise de possession apres le dit temps, & depuis la Regale ouverp. vij.

ST. Sangaran

Saisie pour plus qu'il n'est deub.

Saifie nelaisse d'estre bonne, encere qu'elle soit faite pour plus qu'il n'est P. 337
Droict de sepulchre. deub,

Que le droiet d'un sepulchre familier appartiet aussi bien à ceux qui sont parens du costé des femmes, comme du costé des masses. P.338 son tuteur. P.355

Qu'une caue dessous une maison ,= acquife par tiltre particulier separément, n'est pas une seruitude pour laquelle il soit be soin de s'opposer au decret de ladite maison. p.339

Souffrances pour mineurs. IV.

Interpretation de l'article 41. de la Coustume de Paris, pour les souffrances baillees aux mineurs. p.340 Stipulation des dommages &

org interests. V.

Que la stipulation des demmages & interests a vin effect retroactif au iour de l'obligatio pour leregard de l'hypotheque. p. 341

Stipulation de deniers.

Section VI.

Stipulation d'une sommes de deniers baillez en mariage pour estre propre à la future espouse, & aux siens de son estoc & ligne, à tel effeot que non seulement la chose est censee immeuble & propre en droiet de successió, mais aussi tellemet affectée à la ligne, que le plus proche heritier du defunct en es exclus par celuy qui est de la ligne, bien que la succession escheue en pays de droict escrit. P.343;

Substitution de mineurs.

VII. Le mineur substitué peur rentrer dans les choses substituées & alienées à son preindice, & le defaut d'insimuation ne luy peut nuire, etiam quoad tertium possessore, quand tel heritier institué qui a vendu, estoit

TABLE.

Substitution non infinuée.

Que la substitution est bonne & valable, nonobstant le defaut d'insinuation. P.357

Substitution reciproque.

IX. tomol

En substitution reciproque en pays de droiet escrit, il faut faire distration de la legitime, & la decision de la Loy si pater, ne s'obserue. p. 363 En la substitution du fils an

En la substitution du fils, an

contineatur nepos ex filia.

X.

Nomine filij, en cas de substitution non continetur nepos ex filia. p. 367.

Substitutions & institutions contractuelles.

· XI.

Que les institutions ou substitutions d'heritier contractuelles, faites par contract de mariage, sont donatios entre vifs, sujettes à insinuation, énon reuccables, bien qu'elles ayent traict iusques à la mort. P. 375 Succession deferée à la veusue.

Que la veufue est preferable au seigneur haut Iusticier en la succession de son mary decedé sans heritiers. P.380.

Succession des nepueux parrappel. XIII.

Que les nepueux rappellez par le sestament de leur oncle; sont fondez à demander pareille part & portion en la succession que leur defuncte mere eust peu faire, & que tel rappel n'est point un legs reductible par la Coustume de Beauuais. p. 383

Succession d'vn executé sans forme de Iustice.

XIV.

Que la confiscation des biens n'a lieu que lors que le corps est confisqué par Iustice, si ce n'est en crime de leze Maiesté, où apres la mort l'on consisque le bien.

p. 390
Succession d'un François absent

l'espace de quarante ans.

XV.

Qu'un François originaire, bien qu'il ait demeuré quarante ans bors de la France, n'est pourtant exclus du droict de succeder, pour ueu qu'il soit dans le temps de la petition de l'heredité, & qu'il renonce au droict de Citéacquis en paysestrange. p. 393

Succession suiuant l'Edict des

meres. XVI.

Meubles & acquests immeubles adiugez à la mere auec la moitié de l'vsufruit des propres, suiuant l'Edit des meres. p. 395 Supplice de question, s'il est plus grief que le bannissement.

XVII.

En cas de supplice la sentence est plus douce qui tend aubannissemeut, ou aux galeres, que celle qui va à la question.

p.398

1.

Testament. p I. A.V.

Que le Tostament dernier qui reuoque le premier, estant par le mesme testateur bissé & bastonné, le premier reprend sa force & vertu. p. 399 The de Beamasi, I

Aux te l'amens les formes prescriptes par les Constumes sont tellement de l'essence d'iceux, qu'ils ne peuvent estre accomplis par choses equipolentes: tellement que les testamens sont cassez encores que la volonte des testateurs y soit expresse.

P. 407

† Testament solennel.

fice cellion C.H. meet belong

Qu'un testament dernier, mais solemnel, bien que fait en temps de peste, ne peut pas reuoquer un premier testament solemnel, fait par le mesme testateur au mesme temps. p.410. † IV.

Le cas exprimé en un testament d'institution de posthumes se peut estédre à celuy qui n'est pas exprimé par une benigne interpretation, ex coniectura voluntatis. p. 240

te testament holographe n'est repute solennel en pays de droiet escrit, s'il n'est signé de sept tesmoins, selon la forme de droiet establie en la Loy, hac consultissima. P. 428

Titre nouvel.

The ene de first Ve la ference est

Vn simple ture nouvel non suing d'aucune prestation ne prouve pas con tra tertium possessorem. p. 435

Ventes quand sont deues.

gen le promen al un light fatter bette tan

Suele Le miner deputations reno-

"Mittee o. I non in Soute."

Ventes sont deue's en la Coussume d'Anjou, d'un contract de bail à rente rachetable, mesme auparauant l'admortissement d'icelle. P.436

Doubles lots & ventes, quand font deuës en Anjou.

the first A later produced the

Qu'il est deu doubles lots & ventes au seigneur, tant à cause du premier contract portant faculté de grace, que du second contract contenant resolution du premier in vim, de la faculté y apposée, quand il y a long temps qu'elle est expirée.

P. 436

Ventes & lots doubles au Maine. III.

Qu'en la Coustume du Mayne où les conditions de remeré sont ordinaires, il est deu doubles lots & ventes, tant du premier contract fait auec ladite faculté que du second contract de cession fait à un tiers, apres la faculté neantmoins expirée.

P. 439

Vsufruict des propres naissans en la Coustume de Paris.

IV.

Interpretation de deux Articles de la Constume de Paris, le 230. E le 314. pour l'vsufruiet qui appartient au pere des propres naissans, lesquels semblent contraires: Iugé que l'vn des Articles, qui est le 230. est l'exception du 314. P. 443

的公司在是外面的 有的人的 医野性性病

Condensation of the State of the ARRESTS



ARRESTS DE LA COVR DECISIFS DE DIVERSES

QVESTIONS, TANT DE DROICT, QVE de Coustume, prononcez en Robbes Rouges, ou donnez sur Procez partis, & autres.

A

ACCEPTATION.

Que l'Acceptation est tellement de l'essence de la donation, que les mineurs mesmes n'en sont releuez, bien qu'ils le soient du defaut d'insinuation, ex causa.

ARREST T



E differend estoit entre les heritiers d'vn Prononcéen nommé Boilesné, & vn autre nommé Boiles roules les filleul du premier, pour raison d'vne donation entre-viss faite par ledit Boilesné Parrain, de la somme de cinquante liures de rente sur certains heritages audit Boilesné son filleul, & ce pour l'entretenir aux estudes: ladite donatió debattue par les dits he-

Les heritiers disoient, par le moyen des lettres par eux obtenuës, que le dit Boilesné filleul n'estoit aucunement receuable en sa donation: Premierement, que leur pere ayant des ensans ses

A

A. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. vrais & legitimes heritiers, il n'a point deu chercher vn succesfeur autre qu'eux, nec curam extendere ad alios: & est vne espece d'inofficiosité, d'auoir à leur preiudice diminué son patrimoine pour en sauoriser vn estranger; donare enim est perdere: & que la comparaison estoit belle en ce faict, qui se prend des Philosophes naturels, lesquels remarquent que les arbres qui ont la tige forte & grosse, ont leurs feuilles plus courtes & plus menuës, comme les Cyprés. quasi foliis se contrahentes: au contraire, ceux qui ont la tige moins grosse, ont leurs feuilles & rameaux plus estendus. Auffi que ceux qui ont des enfans, leur tige affeurée, doinet d'autant plus restraindre leurs defirs, & n'estedre leur soin aux estrágers: Que illud inofficio sum videtur, i. non ex officio pietatis, come dit la Loy de inofficioso testamento, cum nullus affectus esse debeat tatus qui paternum in suos instinctum superet. l. 7. cum furiosus. C. de cur. fur. Car, comme dit Aristote lib. 6. Ethic. où poveis sépooua rà renna, às charnor texortes, tanquam aliquidex igsis: ce que Ciceron tesmoigne de luy-mesme en l'Oraison qu'il fit apres son retour à Rome: Quid dulcius hominum generi à natura datum est qu'im sui cuique liberi? mihi verd & propter indulgentiam meam, & excellens eorum ingenium, vita sunt mea carsores? Tellement qu'ils pouuoient dire en ce cas de leur pere, ce que disoit Latinus Panegyristes ad Theodosia Imperatore: Cum instituente ipsanatura plus fer è filios qu'um nosmetipsos diligamur, omne vicit exemplu qui amicos his pratulit quos sibi praferebat. Et de là se fait vne belle remarque de ce nom Abba, qui signisse en langue Syriaque le nom de Pere: car il denote aussi vne amour cordiale en la mesme langue. L'inofficiosité donc seule pourroit destruire cette donation. Mais le defaut d'infinuation dans les quatre mois l'a rend du tout nulle, suinant l'Ordonnance de Moulins, art. 58, & ne sert rien de dire que la minorité du demandeur le doit excuser de ce defaut, comme il a esté iugé par plusieurs Arrests: car cela seroit bon in quasitis, mais in quarendis, aquo pede ambulant minores & maiores: tellement qu'encores que le mineur puisse alleguer son privilege, necesse est ostendat rem in bonis sus esse: ce qu'il ne peut dire quand vne donation n'est accomplie selon les sormes requises par l'Ordonnance: Car les contracts, les donations, & les testamés ont leurs formes essentielles requises par lesLoix, Ordonnances, & Coustumes, qua dant esserei: en sorte que si la forme n'y est gardée, neque est contractus, neque donatio. Si vn contract fait en cette ville de Paris n'est signé de deux Notaires, il

DE DROICT ET DE COVST. A. 3 est nul aussi bien à l'esgard du mineur que du maieur: si le testament n'est fait selon les formes requises par la Coustume, & s'il en dessaut la moindre, il est declare nul, non solum respectumaioris, sed & minoris, Ecclesia & pauperum. Ex impersecto testameto vel nullo minor nihil consequi potest: à plus forte raison des donations nulles.

Au contraire, le demandeur disoit que toutes ces raisons ne luy pouvoient nuire, & que respondant à chacune d'icelles, elles

ne se trouveroient considerables.

Car au premier poin a, que cette donation sembloit auoir en soy, aliquid extra officium pietatis: qu'à la verité si totam hereditatem reliquisset, ou la plus grande partie, que cela se pourroit dire,cum sine caus a esset exheredatio: Mais qu'il ne soit loisible à vn homme, bien qu'il ait des enfans, de donner à vn amy ou à vn sien parent quelque chose, reservant tout son bien à ses enfans, qu'il n'en a iamais esté douté, particulierement en ce faiet, pour entretenir fon filleul aux estudes. Clement Alexandrin lib. 30. rapporte qu'anciennement en l'Eglise on appelloit les Parrains wem x15 ai; à instructores, comme estans obligez à l'instruction, nourriture & entretien de leurs filleuls. Imo & filij quoque dicuntur corum qui cos in fide instruxerunt, & à quibus baptismum susceperunt. Canone, in catechismo. de consecrat. Distinct 4. Canon, si quis viuis. 30. q. 4. & ex has prasentatione nascitur affinitas. Ce n'est donc point scy du 'tout vn estranger, est filius adoptiuus spiritualis: la cause de la donation, l'instruction aux estudes tres-fauorable, & qui a plusieurs priuileges auec soy: Ita vt ea qua sibi à patre data sunt, in banc caus am no conferat. l. que pater. ff. famil. ercisc. La raison est das la Loy; Quòd officy paterni manus eft, vt nutrire, ita instituere liberos, cum anima sit potior corpore: & particulieremet Budée remarque les parens estre tenus à l'vn & à l'autre. Cette donation doc ne peut estre arguée.

Quant au deffaut d'insinuation, il n'est non plus considerable en la personne du mineur, comme il a esté plusieurs sois iugé que l'Ordonnance n'auoit lieu quant aux mineurs, l. minorib. C. de domat. Et ne sert rien de dire, aliud in querendis, aliud in quasitis: cat il est certain que les mineurs resituuntur non tantum pro damnis illatis, sed pro lucris omissis. L. non solum. ff. de in integr. restit.

Sur ce les parties appointées en droict à escrire & produire: Sentence premiere du luge de Chasteau-fort, par laquelle le demandeur est debouté de l'effect de sa donation, & des sins de statemande, tendant à ce que certains heritages sussent decla4 A. ARRESTS DECISIFS DE QUEST.

rez affectez & hypothequez à ladite rente de cinquante liures. Appelpardeuant le Preuost de Paris par le demandeur: Sentence, par laquelle il est dist, bien iugé, mal & sans grief appellé. Appel derechef en la Cour, en laquelle les intimez auroient obtenu lettres pour articuler vn nouueau faict, qu'ils auroient oublié par leurs premieres; qui estoit, que la tante dudit donataire par le contract de donation auoit bie accepté pour ledit mineur, mais elle n'auoit signé au contract : tellemet que ladite acceptation estoit nulle: Imò n'y ayant point du tout d'acceptation, ladite donation ne pourroit subsister, n'ayant iamais esté parfaite & accomplie, par l'art. 132. & 133. de l'Ordonnace 39. qui veut que quant aux donations, elles ne commencent à avoir leur effect que du jour qu'elles ont esté acceptées ou insinuées, encores que par les lettres & instrumens d'icelles y eust clause de retention d'vsustruset, ou constitution de precaire: Que bien que par quelques Arrests les mineurs ayent esté releuez du deffaut d'insinua. tion: neantmoins de l'acceptation, cela ne se pouvoit dire, estant ladite acceptation forme essentielle de la donation, consensus mutuns & reciproca voluntas, sine quibus aucun contract ne pouuoit Subsister: l. absenti.ff. de donat. donatio non acceptata est imperfecta domatio; de façon qu'elle peut estre reuoquée par le donateur. Bartol. ad d. legem, absenti: & partant qu'il se tenoit à ce seul moyen du deffaut d'acceptation, d'autant que pour le deffaut d'insinuation, il se trouuoit que la dite donation auoit esté infinuée par les mains du donataire apres la mort du donateur, mais dans les quatre mois du iour du contract, suiuant l'Ordonnance.

Disoient donc les demandeurs en lettres, & intimez, que la misnorité de l'appellant ne pouvoit estre en ce cas aucunement conssiderable, d'autant que les mineurs ne sont non plus exempts de ce qui est de la sorme essentielle des contracts que les maieurs: quod imperfectumest, nullum est: ex nullo etiam minor nihil consequi potest, comme il a esté dict cy dessus: mais encores en plus sorts termes, dessiente acceptatione, sine qua neque donum neque donatio est. Commentator Plauti in illa verba, Dos mihi data est, accepi: recte, dit-il, ac-

cepi, nisi rem accepisset, donum non fuisset.

Ét autrement, vt donatio perfectacen eretur, il falloit que le donateur rem donatam traderet, imò venderet nummo vno, i. asse Caiano, vt Statius loquitur, per imaginariam venditionem qua mancipatio dicebatur. l. 4. 5 l.7. Cod. Theodosiano, tit. de de donationibus: & de là viet DE DROICT ET DE COVST. A.

ce que Pline remarque, que les anciens Grecs & palmam vocabant, & ideo & munera, quia manu donantur, lib. 35. cap. 14. & souuent soubs le nom de vendition est entéduë la donation, comme dit Tacite, vniuer sum agram sua pecunia vendidit, i. donauit. Or il est certain qu'en la vendition vtrius que consensus requiritur. l. emptio. ff. de contrah. empt. il faut aussi en la donation, qui est vn contract synallagmatique, & le consentement du donateur, & acceptation du donataire, autrement la donation ne subsiste point.

Ce qui se trouveroit aucir esté iugé contra Ecclesiam, par Arrest donné entre les heritiers d'vn nommé Gaditon donateur, & les Chapelains de l'Eglise sain & Catherine donataires, par lequel fut ingé qu'vne certaine donation faite au profit desdits Chapelains, n'ayant esté par eux acceptée, auoit peu estre reuoquée par ledit deffunct, licet pollicitatione & voto quis Ecclesia obligetur. l.2.ff. de pollicit. & qu'il semblast que ce defaut d'acceptation ne peust estre allegué contre l'Eglise, quod qui donant Ecclesia, Des donare intelliguntur. Or Dieu est present par tout: & verò en ce cas non tam censentur donare quam reddere quod acceperunt. 1. Paralip. cap. vlt. Quoniam tua (unt omnia, & ex tuis dedimus tibi: & cum (umma sit ratio que pro religione facit, l. sunt qui. ff. de relig. & sumpt. fun. Et neantmoins par le defaut d'acceptatio l'Eglise auroit esté priuée de l'effect de la donation à elle faite; à plus forte raison les mineurs n'en peuvent estre releuez : Et la raison en est grande : car où l'acceptation deffaut, on ne peut dire le donataire auoir acquis aucun droi & en vertu d'vne donatio non acceptée, qui n'est point donation. La questió qui fut agitée en la personne de Hostilius Mancinus fait à ce propos, sçauoir si ius postliming devoit avoir lieu, cum deditus fuisset hostibus, sed non ab his receptus: Mais Ciceron lib, 3. de Offic. & in Topic. rapporte que l'opinion emporta deditum, eum omnino non suisse cum non esset acceptus: l'acceptation fait le consentement de l'vn & de l'autre. Itaque de illo Hostilio Mancino lex lata fuisse dicitur, vt ciuis Romanus esset, i. remansisset, comme die la Glose, & ideo praturam gestisse dicitur, l. vlt. ff. de legationibus: Ce qui est rapporté aussi en la Loy 4. ff. de captiu. & postliminio revers. où il faut lire selon l'addition, nec ab his receptus: car sans l'acceptation le droict n'est acquis, ny ne se perd quand le consentement de l'vn & de l'autre est requis, comme en la donation; sçauoir le consentement de celuy qui veut donner, & de celuy au profit duquel elle est faite.

A. ARRESTS DECISIFS DE QUEST.

Mais la difficulté de ce faict estoit, en ce que les Notaires auoiet rapporté & attesté par l'instrumet mesme de la donation, qu'elle auroit esté acceptée par la mere au nom dudit mineur son fils: ce qui sembloit estre suffisant, quia quod scribitur in instrumento quasa actum, videtur etiam actum S. vlt. Instit. de sideiuss. si scriptu sit quem fideiusisse, creduntur omnia so emniter acta. d. S. Ausi l'acceptation estant icy rapportée, il faut croire qu' lle a esté legitimement faite: & si le Notaire a obmis de faire signer la partie acceptate, cette faute ne doit nuire au mineur, la donation ayant esté depuis infinuée, & quasi de nous confirmée apres la mort du donateur. Mais à celay auoit bonne response, d'autant que nous estios au cas que les Docteurs disent, solennitates qua rei ipsi insunt, prasumi quidem; eas verò qua extrà adhibentur, non prasumi: & partant que l'Ordonnance estant expresse, qui veut que tous Notaires ayent à faire signer les parties, ou les interpeller s'ils ne sçauent signer, dont ils doiuent faire mention, ou à faute dece, les contracts sont declarez nuls: cette solennité qui est essentielle & hors du contract, & qui donne la sforme à iceluy, desfaillant, la foy. aussi du contract ne subsiste plus, nec voluntas dici potest sine acceptas tione de qua non apparet: estant certain que c'est la signature qui nous oblige, & qui rend preuue certaine de nostre consentemer: & seroit superflu de rapporter en cét endroit, comme les anciens annulis in hanc rem signatorijs vtebantur: d'où Seneque se plaignant disoit: Plus annulis creditur quam testibus: lesquels anneaux estoiet, comme rapporte Vopiscus in Aureliano, sigillaritij, habetes xaeaumea,. comme celuy de Sylla auoit pour charactere vn Sphinx, celuy de Pompée vn Lyon, celuy de Pyrrhus vn Alexandre : & de ces anneaux se seelloient & cacheroient tous contracts: Imò, dit Lypse in comment. adlib. 2. Annalium Cornelij Taciti iu illis verbis: Vilissima vtensilium annulo clausa, domi supellex omnis penusque signabatur, nequid negligentia; aut furto periret: & estoient les vns d'or, les autres d'argent, & les autres de fer, ferrei servorum & vulgarium erant, aurei illustrium personarum, argentei communes. Disoient donc. les demandeurs en lettres, que bien qu'ils fussent mal sondez au. commencement à debattre cette donation faite par leur pere à son filleul par le deffaut d'insinuation, se tenans au faict nouueau. du deffaut d'acceptation, qu'il se trouveroit que le Preuost de Paris auoit tres bien iugé, en confirmant la sentence du luge de: Chasteau-fort, d'auoit debouté l'appellant de l'effect de sa donation.

DE DROICT ET DE COVST. A.

Au contraire, le dessendeur en lettres & appellant, disoit que ce faict nouueau mis en auant, monstroit assez que les demandeurs ne sçauoient à quoy se tenir pour dessendre vne mauuaise cause; Mais que ce dernier faict ne pouvoit estre plus fort que le premier; d'autant que si les mineurs auoient esté releuez par plusieurs Arrests du deffaut d'insinuatio; à plus sorte raison auoientils estétousiours dispensez du desfaut de l'acceptation, n'estans lors en aage pour le pouvoir faire: & seroit fort rigoureux que la faute d'vn tuteur, ou d'vne mere, ou d'vn Notaire, leur fust preiudiciable. Aussi ce grand Iurisconsulte François Molineus enson Conseil 60. rapporte que l'Ordonnance de l'an 1539. n'auroit iamais esté pratiquée en la personne des mineurs, estans dispensez par la faueur de leurs personnes de la rigueur des Ordonnances: & de fait auparauant icelle Ordonnance, l'acceptation en matiere de donations n'estoit necessaire, & se pouuoit faire aux absens aush bien qu'aux presens, pourueu que le Notaire acceptaft pour iceux: & est certain que toutes ces Ordonnances rigourcules, quasi per contrarium vsum abolita fuerunt in personaminorum: la Cour les ayant dispensez par ses Arrests, & releuez par vne grande équité. Et quant à l'Arrest allegué par les intimez, mesme donné in causa Ecclesia, qu'il falloit qu'il y eust quelque parricularité en cet Arrest, d'autant que la faueur de l'Egliseauoit, tant par les Loix que par les Constitutions, des faueurs fi fingulieres que rien plus, vt donatio omnium bonorum facta Ecclesia subsist at Authent.ingresi.Cod. de sacrosanet. Eccles.cum contrà donatio omnium bonorum etiam filio facta, sit inutilis, par le Droict, quò dadimat testandi facultatem. Bartolus Cons. 76. Paul. Castrens. Consil. 2. num. 6. Pactum de instituenda Ecclesia herede valer. Bald. in l. final. C. de pactis : cum in filio etiam non admittatur.l. pactum quod dotali. C. de pactus: Ex imperfecto & minus solemni testamento Ecclesia legata debentur. Authent . Ex imperfecto C. de testamentis: & Doctores ibi: cum minor ex imperfecto nihil capiat, mudo pacto promittens Ecclesia obligatur. l. 2. ff. de pollicit. cum contrà, par tout le Droict, nuda pacta nullam neque obligationem pariant neque actionem: rupto & rescisso testamento legata in pias causas debentur, cum catererum legatorum é fideicommissorum nomine condetio heredi competat.l.2. ff. de cond. indebiti. Et partant que cet Arrest deuoit estre particulier en son espece, sans estre tire à consequence, & qu'il ne deuoir empescher qu'en ce faict, luy mineur, ne jouist de l'ef-

A. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. fect d'vne donation faite si fauorablement par son Parrain pour l'entretenir aux estudes, la donation ayant esté depuis insinuée par sa mere, qui auroit couuert le premier defaut, si aucun auoit esté fait en l'acceptation.

Arrest, par lequel la Cour ayant égard aux lettres nouuellement obtenuës par lesdits intimez en la cause d'appel pour articuler le faict du defaut de l'acceptation, & sans s'arrester à celles. obtenuës par les appellans pour estre releuez dudit pretendu defaut, dict qu'il a esté bien iugé par le Preuost de Paris ou son Lieutenant, mal & sans grief appellé par l'appellant, & l'amendera. Prononcé en robbes rouges par Monsieur le Premier President de Harlay, le Samedy 6. Septembre 1603.

Et apres la prononciation de cet Arrest, ledit sieur Premier President dit ces mots aux Aduocats: Apprenez de cét Arrest que l'acceptation est tellement de l'essence de la donation, que les mineurs mesmes n'en peuvent estre releuez: & que bien qu'il y ait eu des Arrests precedens comme contraires pour la diuersité des opinions, que celuy-cy doit seruir de regle à l'aduenir,

pour auoir examiné les raisons de part & d'autre.

ADVLTERE, QVAND ON TEVT EN INTENTER L'ACTION.

Que les heritiers ne peuvent apres la mort du mary intenter l'accusation d'un adultere commis pendant le mariage contre l'honneur du defunct: mais bien exciper de l'accusation qui auroit esté commencée par le mary pour raison dudit adultere, pour s'exempter du payement du douaire demandé par la veufue.

de Monsieur de Vertamont.



NTRE le Comte de Sauray comme donataire de la moitié des arrerages deubs à sa femme à cause de son douaire qu'elle pouvoit pretendre contre les heritlets d'vn nommé lea de la Pommeraye: duquel elle estoit

vefue lors qu'elle espousa ledit Comte de Sauray, demandeur d'yne

DE DROICT ET DE COVST. A.

d'une part, & le sieur de Biragues comme mary de la fille, & he-

ritiere dudit Iean de la Pommeraye, defendeur d'autre.

Le faict est, que seu lean de la Pommeraye ayant esté conioin & par mariage auec la femme dudit demandeur, auquel par son contract il auroit donné douaire prefix de la somme de tant de liures: Cependant mauuaismesnage seroit entre eux suruenu à l'occasion des desbauches dudit Iean de la Pommeraye mary, que mesmes il auroit par sa dissolutio de vie gagné la verole, tellement que sa semme auroit esté contrainte de se separer d'auec luy, & de fait se seroit absentée deux ans & plus hors de la presence de son mary: pédant lequel temps elle auroit sait plusieurs voyages auec le demadeur, auec lequel elle auroit mené vne telle vie, & si impudique, que le mary auroit esté contraint d'intenter accufation d'adultere, tant contre sadite semme, que cotre ledit Sauray demadeur: & depuis ceste accusation ayant esté quelque temps discontinuée seroit arrivé le deceds dudit de Pommeraye, par la mort duquel l'accusation auroit esté du tout assoupie. Ledit deceds arrival'an 1562. au mois d'Octobre, apres lequel le demandeur auroit espousés sa veusue, contre lesquels les heritiers auroient reprins l'accusation d'adultere intentée par le defunct:interuindrent plusieurs poursuittes, tandem transaction. Or depuis plusieurs années estant escheuës du douaire à elle constitué, elle auroit par contract donné à son mary la moitié de tous les arrerages à elle deubs, pour raison desquels il se seroit constitué demandeur contre ledit de Biragues, ayant espousé la fille & heritiere dudit Pommeraye son premier mary. Contre laquelle demande ledit de Biragues auroit excipé & dit par le moyen de ses desenses, que le demandeur estoit non receuable à intenter ceste action, d'autant qu'ayant esté accusé d'adultere par ledit desunct Iean Pommeraye, bien que ceste accusation ne soit bonne en la personne de luy heritier pour la poursuiure criminellement, toutesfois elle luy sest d'vne bonne exceptions pour elider la demande faicte par le demandeur, pour les arrerages du douaire deub à sa semme, d'autant que ne s'estant trouuée lors de son deceds, par la Coustume de Bretagne elle perd son douaire: comme aussi par la mesme Coustume, la femme accusée d'adult ere par son mary ne s'estant reconciliée auec luy, ne peut demander douaire apres sa mort. Tellement que par la raison de ces deux articles il estoit non receuable en sa demande, & partant subordinément ledit de Biragues demandoit d'estre receu en l'accusation d'adultere cy-deuant intentée contreledit de Sauray par le defun & Iean de Pommeraye pour luy

seruir par forme d'exception.

Trois questions surent agitées en ce procez: La premiere, sçauoir si les heritiers peuvent criminellement poursuiure vne accusation d'adultere commencée par le mary: La seconde, si du moins ils la peuvent alleguer par forme d'exception pour s'exempter du doüaire: Et la troissessme, si ceste exception peut estre elidée par vne replication faicte au mary ou ses heritiers, Quòd malè vivendi author suerit, & cause du mauvais message & de l'adultere de sa femme.

Pour la premiere question, il sut resolu par l'opinion de tous les Docteurs, & par la decission des Arrests sur ce interuenus, que les heritiers ne peunent alleguer ny reprocher l'adultere commis contre la personne du mary apres sa mort, soit qu'il l'ait sçeu & dissimulé, soit qu'il n'en soit venu aucune chose à sa cognoîssance: La raison est, pource que Maritus est solus tori genialis vindex.l.quamuis. Cod. de adult. Mais bien dauantage, si le mary s'en est plaint, s'il a intenté l'accusation de laquelles ses foit desisté, ou bien, si omiserit postea guerelam illam, & qu'il soit mort là dessus, les heritiers ne peuuent reprendre ceste poursuitte, pource que l'iniure de l'adultere regardant la personne du mary seul, videtur disimulatione abolesisse illam iniuriam, & verum iniuriarum remedium est oblinio, dit Seneque: argumento l.vltim.C. de renocand. do-18 at. Doctores ibi. Boërius decision. 338. num. 7. Tiraquell. Et de cey 2 Arrest dedans Robert, sub titulo, De vidua quam heredes mariti argunnt adulteram & cadis mariti participem fuisse : Où il est dit que les heritiers ne peuvent s'exempter de la restitution de la doc pour former vne accusation d'adultere contre la veusue apres la mort deson mary. Quia actio de moribus, propter qued etiam fiebat retentie dotis, heredi non competit: morum enim correctionem habet maritus, non beres. Ce seroit autre chose si l'adultere allegué par l'heritier auoit esté commis depuis la mort du mary dans l'an de dueil prefiny par les loix. Car en ce cas l'heritier peut intenter ceste accusation pour luy faire perdre son douaire, & y a Arrest de ce dans le mesme Robert, sub titulo, Vidua que ipso luctus anno impudice vixit prinatur doerio. Voila pour la premiere question.

Pour la seconde, il fut resolu par l'aduis de tous Messieurs, que les heritiers peuvent exciper de l'adultère commis par la femme du viuant de son mary, quand l'accusation en a esté intentée par le mary, & interrompue par sa mort, (comme au faict qui se presente) pour s'exempter du douaire : Cuius alia est ratio quam dois: d'autant que dos est proprium patrimonium ipsius mulieris, comme dit la loy, Doarium est donatio quam habet à marito in pramium pudicitia: De laquelle pour ceste raison elle se rend indigne en faussant la foy qu'elle luy a promise. La veusue donc demandant son doüaire, les heritiers de son mary luy peuuent objecter par forme d'exception doli mali, la plainte de l'adultere commencée par fon mary: Sinon dolo facis, petendo quod restituere debes. Car en ce cas par le moyen de ceste exception, ils retiendront le douaire, qu'elle eut perdu per actionem de moribus, contre son mary, laquelle n'appartient point à l'heritier, si ce n'est par forme d'exception! Et cela n'est pas nouueau en droid. Cuius rei non competit actio, eius dem rei competit exceptio & retentio: Boërius decisione 338. num.7. argument l. sumptus. ff. de rei vindicat.l. Paulus. ff. de dol. mal. except. qui sont expresses pour ceste decision. Et Demosthene en vne de les Oraisons, oi vous rou row Bengapai Adamy ai mangaver wei out in sim siouswsal. Cujacius in tractatu ad Africanum. Et n'estecutraire l'Arrest de Robert cy-dessus allegué: par lequel, dit-il, Senatus indicauit heredem etiam excipientem de adulterio non esse audiendum, pour s'exempter de la restitution de la dot. Car outre la difference cydessus remarquée, d'entre la dot & le doüaire, il y a trois particularitez aufaict qui lors se presentoit, qui n'estoient en cestui-cy. La premiere, que mutua inter coninges facta fuerat reconciliatio: La seconde, que la veusue s'estoit remariée à vn homme de sa condition: cuius non debuit turbari concordans matrimonium: & la troisiesme particularité, que heredes excipiendo non tantim adulterium allegabant, sed & cadis mariti participem fuisse viduam: ce qui nese pouvoit objecter par forme d'exception simple, mais il y falloit venir par accusation formelle. Car quant à la reconciliation qui estoit aussi alleguée en ce procez, auoir esté faicte entre ledit defunct Iean de Pommeraye & sa femme, lors de son deceds six mois auparauant, entre le testament qui estoit du mois de Mars 1562. & sa mort qui arriva en Octobre audit an, quede ceste reconciliation il n'y auoit aucune preune, que par vne lettre pleine de douceur escrite par le mary à sadite semme,

de la quelle le corps estoit soit suspect, l'original ne se representant point: ioinet que par le testament qui est du mois de Mars 1562. il auoit chargé expressément ses heritiers de poursuiure l'accusation d'adultere par suy intentée: qui fait cognoistre qu'il ne suy auoit point encore pardonné, cum in ipsis extremis de vindicta cogitaret.

Lucrec.

Nam veræ voces tum demum pectore ab imo Exoriuntur, & eripitur persona, manet res.

Or depuis le mois de Mars iusques en Octobre, qu'il se soit fai. te vne recociliation, on ne la pouvoit presumer, soit par le temps de la taciturnité, veu que les loix, etiam in iniuria leui ad illamabolendam, ont desiré vn an, soit par la presomption de la loy: Diuortio enim semel ex causa adulterij facto, honestatis publica legumque ratio, réconciliationi resistit: parce que la mort l'ayant preuenu, non videtur ab accusatione destitisse. Ioinet qu'en effect elle n'estoit retournée auec luy, il ne l'auoit iamais depuis tenuë pour sa femme, nec mensa, nec cubili dignatus illam fuerat. Et partant ne se pouuoit soustenir y auoir eu aucune reconciliation en effect: tellement que nous estions en la disposition de l'vn des deux articles de la Coustume de Bretagne, en laquelle les deux conioin Ets viuoiet, qui veut que semme qui a quitté son mary pour cause d'impudicité, si elle nes'est reconciliée auec luy, perd son douaire: Et quat à ce que sa veusue s'estoit remariée audit de Sauray, qui estoit fax & incendium istius domus, ce mariage ne pouuoit empescher l'exception: Cum commissum adulterium, dit la loy, velamento sequentis matrimonij non abscondatur. Estant d'ailleurs du tout indigne du douaire, & d'y participer: Cum eam duxerit in matrimonium quam polluit per adulterium. Mais quad toutes ces raisons cesseroient, que nous auiós yn autre article de ladite Coustume qui trenchoit toute difficulté, qui veut qu'vne semme qui s'est absentée pour quelque cause que ce soit, si elle ne se trouue au deceds de son mary, perd son doüaire, & qu'il estoit constant quad son mary deceda en Octobre l'an 1562 qu'elle estoit lors absente d'auec luy, & ne s'estoit trouuée en toutesa maladie, vt assideret valetudini, vt deficientem foueret, qui sont tous offices d'amitié coniugale representez par Tacite, in vita Iulij Agricola: non asidente optima parentum, amicissima vxore non excepiente nouisimos sermones. Hoc, inquit, auget mæstitiam prater acerbitatem iusti dolorus: & le plus grand regret que doit auoir vne vertueuse semme, est de

DE DROICIT ET DE COVST. A. 13 n'auoir assissée au dernier souspir, pour le pouuoir receuoir & luy sermer les yeux, vt mos erat antiquitus, que le plus proche parent du dessuré, qui se trouvoit aupres de luy lors de son deceds, luy sermoit les yeux. Ouide en l'epistre de Penelope:

Dij precor hoc iubeant vt cuntibus ordine fatis

Ille meos oculos comprimat, ille tuos.

Et vn peu apres:

Respice Laerten: vt iam sua lumina condas,

Extremum fati sustinet ille diem.

Et comme disoit vn autre: Satiari vultu amplexique tuo vt possim. Qui sont les raisons de cet article tres-eloquemment & dignement representées, in hac parte vt in omnibus, par Monseigneur le President Seguier: & partant que ceste seule consideration rendoit ledit demandeur non receuable, pour pouvoir demander vingt années d'arrerages d'vn douaire, duquel sa semme n'avoit

peu disposer, ne le pouuant demander par la Coustume.

Mais restoit l'autre question qui faisoit dissiculté à la precedente, d'autant que par replique le demandeur, disoit l'heritier dudit Pommeraye, ne pouvoit alleguer, etiam par forme d'exception, l'accusation par suy intentée contre sa semme, d'autant que suy-mesme eut succombé en ceste accusation s'il l'eut pour-suivie, & eust esté declaré non recevable, cim malè vivendi author ipse fuisset, ayant par ses des bauches gaigné la verolle, & l'ayant baillée à sa semme, & contrainte à cette occasion de se separer d'auec suy. Tellement que quelques-vns de Messieurs souste-noient Mutuam sieri compensationem delittorum par le moyen de ceste replication argument. Lsi vxor. s. si sudex. sf. ad l. Iuliam de adulter. Periniquum enimest vt maritus pudicitiam ab vxore exigat quam ipse non prastat. Et partant la demande du douaire pouvoit sub-sister, estant l'exception elidée par la replication.

A la verité nous trouuons bien par le droit Romain, que per replicationem lenocinij impediebatur retentio dotis propter adulterium. Loum mulier ff. solut. matrim. où Scauola dit: Non potest improbare maritus mores quos ipse aut anté corrupit, aut postea probauit; où notoixement il parle de marito lenocinante, auquel cas Mutua sit compensatio delictorum: ce qui est decidé en la loy, Viro & vxore more: in-uicem accusantibus. sf. eod. qui parle notoirement de actione & accusatione de moribus etiam leuioribus qui erant omnes prater adulierium, & pour lesquels siebat retentio dotis, comme il est traicté dans les

B iij

14 B. ARRESTS DECISIFS DE QUEST.

fragmens d'Ulpian, auquel cas morum & delictorum fiebat mutue compensatio. Mais en cas d'accusatió d'adultere, soit qu'elle se traitast criminellement, & iudicio publico, soit par action ciuile seulement. Numquam fiebat compensatio criminum, comme dit expressé ment Vlpian audit paragraphe, si iudex, cy deu ant allegué, ff. adl. Iuliam de adulter, qua res potest, dit-il, & virum damnare, non autemrem ad compensationem mutui criminis interviros que communicare. Et partant n'est audit poin et en ce cas de compensation, que ceste replique saicte par le demandeur n'estoit considerable, & que l'arricle seul dernier de la Coustume de Bretagne, rendoit le demandeur non receuable.

La Cour faisant droi & sur la demande dudit douaire, a absous ledit Biragues, de l'action contre luy intétée, & sur le surplus des demandes a mis les parties hors de Cour & de procez, par Arrest donné au rapport de Monsieur de Vertamont en la Chambre de l'Edia, en laquelle presidoit Monsieur le President Seguier, en

L'année 1609.

B.

BASTARD QUAND EST CATABLE DE DONATION.

On peut laisser à son bastard par forme d'alimens, certaine parts & portion de son bien. Et ceste donation vaut, pourueus que modum alimentorum non excedat.

T

Au rapport de Montieur Bouguier.



NTRE les heritiers de Denis Loyau, luy viuant Prestre, demandeurs à l'enterinement de lettres par eux obtenues pour saire casser la donation de cinque cens liures saicte à Anthoinette d'Enser fille bastarde

dudit Loyau Prestre, d'vne part: Et ladite Anthoinette d'Enser desenderesse d'autre: lugé à mon rapport par Arrest du 24. luillet, l'an 1604, que ceste donation estoit valable par sorme d'alimens, encores que ladite d'Enser sust bastarde d'vn Prestre, é erta ex nesario concubitu: attendu que ladite Cour auoit laissé pluseurs grands biens à ses heritiers, ita vt secundum modum substan-

DE DROICT ET DE COVST. B. ria, cette donation ne pouvoit exceder la proportion d'alimens, & cesuiuant le chapitre Cum haberet.in fine, extrà: de eo qui duxit in matrimonium quam polluit per adulter. par vne equité canonique fondée sur le droiet naturel, laquelle a esté receue par les arrests plustost que la rigueur de la loy Ex incesto. Cod. de incestis nuptijs, laquelle doit estre en sa rigueur temperée, ayant deu plustost les declarer dignes de mort, que de leur oster mesmes les alimens: Necare enim videtur qui alimenta subtrahit. l. necare. ff. de alend. & agnoscend. liber. La Coustume seule de Cambray sut alleguée, qui parle des fils de Prestre, laquelle permet en ce cas de leur leguer par forme d'alimens.

BENEFICE REGVLIER.

Vn Benefice regulier ne peut estre rendu seculier par la possession de quarante ans, s'iln'y a titre de secularité, en vertu duquel l'on ait possedé par ledit espace de temps continuellement & sans interruption ledit Benefice.



A Sacristie d'vn Prieuré reinny à l'Abbaye d'Ainay Au repport qui est Abbatia Athanatensis de Lyon, sut secula-de Monsieus. Sanguin. risée & changée en Cure, & possedée l'espace de quarante ans & plus, par personnes seculieres, &

mesmes tenuë & possedée encores par le dernier titulaire seculierement. Neantmoins au rapport de Monsieur Sanguin, le 15. Iuillet 1602. fut iugé que n'apparoissant du tiltre d'institution, estant de sa nature ce benefice regulier, la proprieté d'iceluy ne pouuoit estre adiugée au seculier, pretendant ledit benefice, contre vn Moine de ladite Abbaye d'Ainay, qu'il n'eust fait apparoir du titre d'institution du dernier possesseur: Si in verum titulum il auoit esté pourueu, ou bien si in commendam. Car au cas que ce fust vn vray titre, du moins coloré, lors il auroit donné à son autheur cause de prescrire par la possession de plus de quarante ans, la qualité dudit benefice, suiuant le chapitre, Cum de beneficio mandatur provideri, de prabend. in 6. si verdin commendam, sans dispense, tune la possession quelle qu'elle

ARRESTS DECISIFS DE QUEST. soit, mesme de quarante ans, ne pourroit auoir changé ny innoué la qualité & nature dudit benefice, & retourneroit toufiours à sa premiere nature de regulier : tellement que suiuant la reigle, Regularia regularibus, secularia secularibus, quelque temps qu'il eut possedé, l'on adjugeroit contre luy la recreance, comme estant regulier: Commenda enim non est titulus, canon. commendare. caus.2. quaf. 4. Rebuff. cap. quotuplex est beneficium, libro de beneficiis, & in tractatu de nominat. num. 22. & 23. Par ces raisons la sentence du Iuge de Lyon, qui suivant la nature du benefice, auoit donné la recreance au religieux contre le seculier, fut mise au neant, & en emendant ordonné que la recreance adjugée au seculier tiendroit: & auant que faire droit sur la pleine maintenuë, qu'à la diligence du seculier, le titre d'institution du dernier possesseur, son autheur qui auoit possedé 40. ans ledit benefice, seroit apporté, pour ce faist ordonner ce que de raison. Jugé par Arrest le iour & an que dessus.

C.

CEDVLE RECOGNVE PAR L'HERITIER.

Qu'vne simple cedule recognue en la personne de l'heritier & non du defunct, n'oblige pas l'heritier, sinon que pour la part & portion hereditaire, & non hypothecairement & pour le tout.

F

Au rapport de Monsieur Preuost.



NTRE Monnet de Fabas Capitaine Prouençal & demandeur d'vne part: Et Messires Charles & François de Luxembourg, le 10. luin 1600: au rapport de Monsseur Quelain, sur jugé que la recognoissance d'vne cedule faite apres la mort de ce-

luy qui a passe la promesse par comparaison d'escritures & verification de seings contre l'heritier d'iceluy, n'emporte hypotheque à l'encontre d'vn chacun des heritiers que pour sa part & portion, dont il est heritier en la succession, & non passolidaire pour le tout: d'autant que l'hypothecaire n'ayant iamais subsissé en la personne du desunct, & ne commençant qu'en la personne

DE DROICT ET DE COVST. C. personne des heritiers, la personnelle ayant esté ipso iure, divisée par la loy des douze tables: tellement que chacun n'est tenu personnellement que pour sa part & portion de l'hypothecaire, qui puis apres suit par la reconnoissance, & sur la personnelle ne peut constituer vn droist reel à l'encontre des heritiers que pour leur part & portion. Secus si hypotheca ab initio constiterit in persona defuncti. Car comme elle a esté solidaire en la personne du destinct, elle passe de mesme à l'heritier : tellement que chacun est tenu hypothecairement & pour le tout. l. 2.5. ex his.ff.de verb. obligat. Non enim ex perfona heredis conditio obligationus immutatur. Tellement qu'en ce faiet estant question d'vne cedule reconnue apres la mort du desunce Prince de Tingry, ledit Seigneur de Luxembourg, & le Comte de Brienne son frere, surent condamnez à payer audit Capitaine Fabas la somme portée par ladite cedule, tant personnellement que hypothecairement chacun par moitié, n'estant que deux heritiers, & lasentence de Messieurs des Requestes infirmée, qui les condamnoit tant personnellement pour leur part & portion, que hypothecairement pour le tout, & ce apres auoir pris l'aduis de toutes les Chambres; & fut trouué vn Arrest donné en la troissesme Chambre, au rapport de Monsseur Preuost en l'an 1589: entre vne nommée Barbe Pericart & consors, contre la fille & heritiere de Monsieur de Barbezieu, qui auoit iugé ceste mesme question.

CESSION DE RENTE, ET DE LA LOY Ab Anastasio.

Que la loy ab Anastasso n'a lieu en matiere de cession deventes ou droicts immobiliers.

the property of the property o NTRE N. Faret marchand demeurant à Beau- Au rapport de Monsieur uais, ayant droist par transport de Iean du Four Bonguier, demandeur en execution & saisse, pour le payement de certains arrerages d'vne rente de dix escus à luy cedée par ledit du Four, à prendre sur Denys Moutier d'vne part: Et ledit Denys Moutier desendeur & opposant d'autre, & encores demandeur en lettres pour estre

BIU Cujas

C. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. receusuiuant la loy Ab Athanasio & per diversas, à rembourser le demandeur & saississant de la somme de quatre-vingts escus qu'il auroit iudiciairement confessé auoir baillée & payée audit du Four, pour la cession & transport de ladite rente, bien que le principal deut monter à 120 liures. Par Arrest donné à monrapport le 21. Aoust 1604 la sentence du Bailly de Beauuais sust confirmée, par laquelle le defendeur auroit esté debouté de ses lettres, & ordonné que la saisse & execution encommencée tiendroit, nonobstant l'opposition dudit desendeur & rembourse-

Engine of a confidences

ment parluy requis: lequel outre ce auroit esté condamné aux despens.

La raison decissue est qu'encores que par quelques Arrests la loy Ab Anastasio, & per diversas. Cod. mandati, (lesquelles neantmoinstous les praticiens ont tenu pour loix abrogées. Imbert en son Enchiridion, in lemmate, Peines pecuniaires. Papon in suo notario) ayent esté pratiquées, toutes fois cela s'est tousiours entendu, Cum vexandi alterius causa quis nomen, vel actionem emit, vel rem litigios am, in verbis dicta legis, alienarum rerum redemptores: ce qu'autrement nous presumerons facilement, in extraneo nominis emptore, cum plerumque nominis emptio calumnia magis & vexationis sit emptio, quam iuris, & espenacia. Cuiacius lib. 8. observat. cap. 31 de espe-Adsois. Et ainsi auoit il esté iugé auparauant au rapport de Monsieur Quelain en l'an 1601. en la mesme Chambre entre Mon-Ceur du Halde demandeur, & ayant droiet par transport pour vne somme de deniers contre vn Gentil-homme, lequel fut receu à le rembourser du prix qu'il auoit seulement desboursé, n'ayant aucun droict auparauant en l'action, ne comme heritier, ne comme legataire ou donataire: tellement qu'il apparoifsoit qu'il auoit achepté ceste action, vexandi alterius animo : vt nihil amplius accipiat, dit la loy, quam quod vero contractu persoluit, & adipsam tantummodo solutarum pecuniarum quantitatem, & vsurarum eius actionem exercere permittatur, & non pas entierement la valeur de la debte, luy ayant esté partie donnée, partie venduë; tellement que quod superfluum est, lucro ipsius debitoris cedat. d.l. ab Anafasio: laquelle equité doit estre pratiquée in omni nominis emptione, qui ne peut estre que vexationis emptio, comme le mesme Cujas remarque, lib. 10. cap. 3. Mais ces loix doiuent estre prinses en leurs termes, & non pas estendues aux cessions & transports de rentes, qui ne sont pas simples noms & actions, mais reuenus cer;

DE DROICT ET DE COVST. C. tains estimez immeubles, desquelles il est permis de negotier comme des autres choses, pourueu qu'elles ne soient point litigieuses. d.l.ab Anastasio in verbo & velrem litigiosamemerit. Nota, qu'il faut qu'il apparoisse par certaines coniectures qu'il ait acheté ceste action pour tourmenter autruy, animum vexandi habuerit, comme pour ce qu'elle estoit litigieuse, ou qu'il y auoit desia procez intenté pour autre cause, pendant lequel on eust faict la cession. Autrement est permis emere nomen necilla nominis emptio reprobatur eliamin extraneo: car ce seroit par ce moyen empescher entierement le commerce des noms & actions que chacun peut acheter auec hazard de perdre ou de gaigner, ou bien les ceder, n'ayant moyen peut-estre de les poursuiure: & faudroit effacer tout le tiltre des Digestes, De hereditate vel actione

CESSION PAR FEMME DEPOSITAL re des biens de Iustice.

vendita: & ita hodie iudicatur. in any violent up to put the property for the following of have an arthur we do make the deep office collaborations are

Qu'vne femme mariée depositaire des biens de Iustice peut faire cession.

a face of the factories of space and and factories the space of the factories of the factor NTRE Louyse Heruée semme d'vn nommé Re-Sur procez nou demanderesse en requeste, tendante à fin de party. faire cession de biens d'vne part: Et Robert Senami defendeur d'autre. La question estoit si ladite Heruée s'estant renduë depositaire des biens meubles

prins par execution & saisse sur son mary, s'estant obligée par corps, pouvoit faire cession de biens pour se deliurer de prison... Messieurs des Requestes auoient debouté ladite Heruée de la cession par elle requise: Messieurs de la grand Chambre se trouuerent partis en opinions.

to to a Donald and the property of the property of the second and the second the state of the property of the property of the state of

the design complete to be designed to be designed to the content of the content of Autobied donne sead Martin Language encourage and Monsieur de Fleury Rapporteur.

Estoit d'aduis de mettre l'appellation & sentence dont estoit appellé au neant, en emendant la receuoir à faire cession de bies, & ce faisant luy ouurir les prisons, & condamner l'inthimé és despes de la cause principale sans despens de la cause d'appel. L'aduis de Monsieur du Viuier Compartiteur.

Estoit de mettre l'appellation au neantsans améde, ordonner que la sentence dont estoit appellé sortiroit esset, condamner l'appellante és despens de la cause d'appel.

count taken solish offic topp . 5 year treval a sistem to L'aduis de Monsieur le Rapporteur emporta: La raison sut, que bien que par la regle ordinaire tout depositaire de biens de Iustice ne puisse estre receu à faire cession: toutes sois vne semme estant en puissance de mary, ne peut estre valablement establie depositaire de biens de Iustice pris par saisse, ne pouuant s'obliger par corps, qu'en renonçant à l'Authentique, sed hodie. Cod de custodia & exhibit. reor. Et partant, ceste obligation par corps estant nulle, elle est receuable à faire cession de biens : veu mesmes que telle charge comme virile ne pouvoit subsister en la personne d'vne femme mariée, laquelle n'estant maistresse de la communauté, & n'en ayant la libre disposition, ne pouuoit aussi custos constitui, pour en estre respondante, comme de biens de Iustice, cum fæmina à muneribus ciuilibus remoueantur: & ne peut estre par la mesme raison de droist, neque procurator ad lites, nec postulare, l. 2. ff. de orig.iu. Et quand bien il y auroit du dol de la part de ladite Heruée pour tromper les creanciers de son mary, ce qu'on alleguoit, mais de preuue il n'y en auoit point au procez: toutesfois elle ne pouvoit estre priuée du benefice de cession à cause de ce dol, estant certain que pour crime on n'est receu à faire cession: mais tout dol n'est pas crime ny delict: & estant inhumain de dire que post eiurata bona quis in perpetuis vinculis detineatur, veu que la loy Papiria. renouuellée par la loy Iulia, ne vouloit etiam inantiquo illorigore legis X I 1. tabularum, duquel par la loy Ob as alienum. C. de obligat. & action. vt quis post eiurationembenorum factam, id est, se in bonis non habere, nexus duceretur: Nexum enim in vinculis constitutum dicebant, tot. tit. ff. de cessione bonor. Ledit Arrest sut donné à la S. Martin, l'an mil six cens & quatre.

COMMORIENTES.

In Commorientibus, le plus foible ou le plus ieune est presumé estre decedé le premier, es l'enfant né à six mois est reputé viable & capable de transmettre à son perele droict de la succession mobiliere qui luy appartient, in solatium luctus.

colon stafficie come analoniam no. Ven procesus, advantum declara.

seem frementalistic course and smeller of free an economical and all and E faidt est tel: Maistre Remy Corneillau sut ma- de Monsieux riedeux sois: de sa premiere semme il eut trois Maynard. enfans; de sa seconde, qui estoit fille de Maistre Nicolas le Royer Procureur en Parlement, il n'eur qu'vne fille née de cinq à six mois seulement, & laquelle moutut au mesme instant qu'el-

le vint en vie, & auparauant qu'elle eut eu Baptesme : ledit Corneillau pere mourut aussi au mesmeinstant, & alamesme heure, par le rapport des enquestes; sçauoir est à l'heure de minuich. Dont procez s'est meu entre Maistre Nicolas le Royer demandeur au nom de sa fille, & comme ayant suruescu ledit Corneillau son pere, & se constitua demandeur audit nom, du quart en la moitié des meubles appartenans audit Corneillau d'vne part : & Maistre François Phliponart Procureur au Chastelet, au nom & comme tuteur des ensans du premier lict defendeur, & empeschant qu'aucune deliurance sust saicte deidirs meubles, a versos corres corres os establishes de la direction directio

Primò, d'autant que ceste fille n'estant que de cinq à six mois elle n'est presumée auoir eu vie : Cum non nist septimomense partus perfectus aut legitimus censeatur, l.12 septimo mense ff. de statu homi: Est anne 15 96 au mois de Decembre de minede Pont, max

Secundo, qu'en cas de doute nous presumerons la fille estre decedée auparauant le pere, par la regle de commorientibus.

Deux questions surent agitées en ce procez: La premiere, sçauoir si par les loix nous denons tenir ceste fille née à cinq ou six mois auoir eu vie, pour rendréson pere herivier au quart des meubles qu'elle eust peu pretendre, qui est vn huistiesme

C. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. au total: Fut decidé qu'encores que la loy alleguée vueille que le septiesme mois soit commencé ou accomply, pour rendre vn enfant legitime, neatmoins elle se doit entedre, cum agitur de statu, & fit que liostatus & non pas, cum agitur de transmissione hereditatis: surquoy il fant lire ce qu'en escrit Cuias, lib. 1. sentent tit. 9. ibi, septimo mense natus matri prodest, vbi sus è de hac materia. Ce que monstre le titre & les mots de la loy: septimo mese natum instum filium este. Car quand il s'agit de trasimettre l'heredité, il suffit auoir en vie quelque moment, pour pouvoir saisir le vif, suivant la loy 3. Cod. de posthum.hered.instit.velexhered. Et la loy, Quod dicitur.ff.eod.vbi Bartolus; sufficit enim, quod vinus ad orbem processit, ad nullum declinans monstrum, etiamsi vocem non emiserit, & statim ac in terram cecidit, vel in manibus obstetricis decesserit: moris enimerat infantes statim ac natieffent in terram deponere, nec credebant illi priùs vocem dari. Varro cap.4. lib.19. Cujacius lib.11.0bseruat.cap.30, Turneb. cap. 15. lib.4. Aduersar. Et sut mesmerapporté vn Arrest de la prononciation du mois d'Aoust en l'an 1525 rapporté par Charondas le Charon liu.7. de ses responses chap. 78 par lequel en cas pareil, le pere sut declaré heritier de son fils: lequel n'ayant que six mois auoit estétiré du corps de sa mere, exsecto ventre, qui Casones dicebantur.

Pour l'autre question sut arresté qu'en ceste espece nous estions au cas que les loix ont dit, que quastionis decidenda gratia, in dubio arripienda est ocoasio benignioris responsi: qui est à dire que melior est causa possidentis: d'autant qu'il convient au demandeur de prouver que la fille a survescu son pere, vet es actio competat: ioint la presonption qui resultoit du droist, contre le demandeur, Debiliore nimirum priès mortus. L'quod de pariter. st. de rebus dub, l'est hic status. S. si ambo st. de donat intervirum es vixor l'inter socerum st. de pactis dotalibus. Et à ce propos ie rapporteray icy le plaidoyé de Monssieur Marion, comme ie l'ay peu recueillir, fait en l'année 1596, au mois de Decembre, qui contient ceste decision en vn cas sort notable.

En l'année 15 96, au mois de Decembre, se ruina le Pont aux Meusniers, & en ceste ruine perirent plusieurs personnes, entre lesquelles mourut vne vieille semme nommée Nicole Petit, auec son gendre, qui se nommoit Ican Baudoin, & Icanne Baudoin aagée de treize à quatorze ans, sa fille. Ledit Ican Baudoin auoit esté marié trois sois, & du premier mariage auoit trois enfans, desquels estoit le plusieune ladite Icanne Baudoin, de la

DE DROICT ET DE COVST. C. quelle estoit ayeule maternelle ladite Nicole Petit. Apres donc ceste ruine, il y eut procez pardeuant le Preuost de Paris, entre les freres germains de ladite Jeanne Baudoin, & les autres qui n'estoient que de pere, sur ce que les derniers pretédoient qu'elle estoit morte apres son ayeule, & consequemment qu'elle luy auoitsuccedé: & par ainsi eux comme freres pretendoient leur cinquiesme au tiers des meubles de Nicole Petit, qui appartenoit à ladite Ieanne Baudoin leur sœur, bien qu'ils ne sussent que d'vn costé, suiuant la Coustume de Paris, art. 340. Les autres au contraire disoient qu'elle estoit predecedée, & n'auoit peu succeder à son ayeule. Le Preuost de Paris sur la distinction de Pubere & Impubere qui est en la loy Cum pubere, & la loy Mulier.ff. de reb. dub. attendu que ceste fille estoit aagée de treize à quatorze ans, & sic pubes, la reputa auoir suruescu son ayeule, & en consequence de ce adiugea aux consanguins leur demande: dont les autres appellerent. Nauarrot plaidant pour les appellans mostra que le luge s'estoit trompé, sinuant ceste regle ou presomption plustost des Iurisconsultes, qui est fort incertaine, & en laquelle mesme ils ne se sont accordez. Car la loy Cum pubere est contraireàlaloy Ex facto. 17. s. si quis autem. ff. ad S. C. Trebellianum, qui veut patre & filio simul morientibus non intelligi filium superuixisse patri, & propterea conditionem hanc, si sine liberis decesserit, non videri defecisse, sed extitisse, quasi liberis superstitibus.

Mais en ceste irresolution il falloit suiure la distinction de Balde & de Castrense, qui est de presumer que le plus soible estoit mort le premier, suiuant l'opinion des Medecins & de Theophraste, vt est in l. inter socerum. ff. de pastis dotalibus: verisimile videtur infantem ante matrem periisse. Alciat.lib.de prasumptionib. où il parle d'vn Iubilé qui fut fait à Rome, auquel pour la presse furent suffoquez plusieurs personnes, & entre autres vne mere & vne fille; qui donna suject à Paul de Castre de traicter ceste question, & resolurent que la fille estoit predecedée. Aussi qu'il n'y auoit apparence en ce que le luge s'estoit arresté à la puberté de ladite Baudoin, parce qu'il faudroit à tout le moins suiure en cecy la pleine puberté de vingt-cinq ans, qui est vn aage fort & parfaict pour soustenir l'effort de la mort, & qu'il y auoit plus d'apparence que la mere l'auoit suruescuë, attédu que la personne vieille & azgée estant d'un temperament froid n'est stost suffoquée en l'eau, & qu'elle auoit eu la peste deux mois

A Leavence

24 C. ARRESTS DECISIFS DE QUEST.
auparauant, & qu'on l'auoit ouy crier ces mots: Sauuez lednne
Baudoin.

Buisson le ieune plaidoit pour ses intimez, & entre autres choses dit que le ieune pour estre plus enssé & dilaté à cause de la chaleur, autoit plus long temps duré que le vieux, qui à cause de

safroideur est dauantage resserré. Els unis usque le somitations

Monsseur Marion pour le Procureur general chercha quid in taliambiquo statuendum, auec beaucoup d'eloquence, & apres auoir repris le faict, & anoir mostré qu'on ne se pounoit arrester à l'enqueste, dit que c'estoit errer de vouloir definir ceste cause par la puberté de la fille. Car quand on l'auoit definie à douze ans, c'êtoit seulement pour les nopces & pour la tutelle : & seroit chose absurde qu'vne fille de douze ans diutius cum morte colluctaretur, qu'vn masse approchant de quatorze ans, qui neantmoins n'est: pubes; aussi n'y a aucun lieu qui parle de pubere fæmina; sed demasculo tantum. Et a esté impossible aux surisconsultes d'en faire vnes regle perpetuelle, finon qu'en telle perplexité ils ont fuiuy la regle de la nature, & l'ordre, comme Papinian, appellé vir excellentissimi ingenij in l. Iulianus. ff. si quis omissa causa testamenti, respondeta secundum votum natura; comme aussi la fortune suit bien souvent cés ordre, vt apud Tacitum lib. 16. Annal. de Lucio Vetere focruque eius Sextia, & Pollucia eius filia qui venis abscißis iussu Neronis, iusique moriscum labenti anima quisque celerem exitum precaretur, seruauit ordinem fortuna, ac senior prius, tum cui prima etas, extinguuntur. Mais. cer ordre est souvent interverty, & advient le contraire,

Impositique rogis innenes ante ora parentum.

Comme aussi en ce naustrage il aduint qu'vne fort petite fille tomba si heureusement sur vne piece de bois, qu'estant portée en vn coin, elle en sut tirée le matin, se est encore viuante. Que faut-il donc suiure en cecy, sinon qu'il faut conclure que in ambiguis quod benignius est sequi oportet, & quastionis decidenda gratia, cum non apparet quis nouisimus decesserit, arripienda est occasio qua benigniorem prabeat intellectum. l'si fuerit. 10 s. planè. sf. de reb. dub. & l. 17. quod de pariter. sf. ib. sauore matris non intelligitur pater superuixisse filio. Lqui duos. S. cùm in bello. sf. de reb. dub. & in dubio potior causa possidentis habetur, nec datur conductio à viro dotis, sed mater pramortua censetur, non silia in matrimonio. d. l. quod de pariter: & vtraque donatio valet, mortuo sacta, vtroque simul moriente. d. l. cùm hic status. S. si ambo. sf. de donat. int. vir. & vx. Et sie fauore sidei-commissi.

DE DROICT ET DE COVST. C.

commissi. Contrà fauore dotis: d. l. inter socerum, mater intelligitur superuixisse. Sed non intelligitur filius superuixisse, vt debeatur fideicommissum.d.l.ex facto. § si quis autem ff. ad S.G. Trebell. & ita in fauorem

luctuosa hereditatis.

La Courl'a ainstingé pour le Bailly de Colomiers, auquel on auoit tué sa semme & ses petits enfans: Car elle ingea en saucur du pere, contre les collateraux, que la mere auoit esté tuée la premiere, & que les enfans etiaminsantes supernixerant, asin qu'il heritast par ce moyen des meubles:

- Solatia luctus

Exigua ingentis, misero sed debita patri. Au contraire depuis en la cinquiesme Chambre a esté iugé que la mere auoit suruescu son enfant, & que le fils n'estoit predecedé: en ceste espece. Une mere de Blois ayant trois enfans, l'yn s'absente & est tenu mort, l'autre decede delaissant des enfans, le tiers a suruescu, lequel demande à ses nepueux toute la succession de son frere; comme estant decedé apres sa mere, estant leplus ieune comme son fils, & partant luy appartenant à luy seul: d'autant qu'en succession collaterale en la Coustume de Bloisrepresentation n'a lieu. La Cour iugea que la mere auoit suruescu, & partant admit les nepueux à la succession directe de leur pere, parce que la succession directe est plus fauorable que la collaterale. Au faict donc qui est proposé, quid sit aquum? les ensans du premier liet tendent à ce que les biens prouenus de leur ayeule leur soient conseruez: au contraire les autres concluent à fin qu'ils amendent & prennent part aux biens de celle qui ne leur estoit rien. A ceste cause il conclud pour les appellans plus fauorables, & voulans conseruer le leur, au lieu que les intimez desirent faire gain de la perte d'autruy.

La Cour donna sur ce son Arrest prononcé par Monsseur le premier President de Harlay le 3 Januier 1599, par lequel ladite Cour a mis & met l'appellation & sentence de laquelle a esté appellé au neant sans amende & despens, tant de la cause principale que d'appel. En emendant ladite sentence a maintenu & gardé les freres consanguins enfans du premier list, en la succession de tous les biens de desuncte Nicole Petit leur ayeule ma-

ternelle.

COMMVNAVTE.

Que les biens du mary ne sont obligez aux creanciers de la femme, à cause de la communauté, & ne peuvent estre vendus que insques à la concurrence de sa part & portion hereditaire, pour laquelle elle estoit tenuë lors qu'il l'a espousée.

V.

Au rapport de Monsieur Quelain. ETTE question a esté decidée par deux Arrests donnez au rapport de Monsieur Quelain: Le premier est du 19. Iuillet 1613. entre la veusue de Nisandon, appellante d'vne part: & la veusue Pijaut, veusue d'vn nommé Bonauenture. Quant est pour

le mary, à son rapport mesme, en l'année 1608. fur juge le semblable, entre le Baron de Neufui, appellant de la sentence du Bailly de Chaumont, par laquelle en executant autre sentence par luy donnée, portant condamnation de la somme de mil liures, & interests d'icelle, contre ledit Baron de Neufui, comme mary de Damoiselle N. sa semme, heritiere pour vn tiers seulement en la succession de son pere, ledit Bailly auroit ordonné que la terre de Meure, appartenant audit Baron de son propre, seroit venduë & decrettée à faute de payement de ladite somme de mil liures & interests, d'vne part. Et François de Teneillac, creancier du pere, intimé d'autre. Fut iugé qu'il ne pouvoit estre executé en ses biens comme obligé à cause de la communauté, que pour le tiers dont sa femme estoit tenuë: & encores qu'il fust obligé hypothecairement, & partant in solidum, comme detempteur des biens de sa femme, laquelle pouuoit mesme estre hypothecairement condamnée au payement de toute la somme, encores qu'elle ne fust heritiere que pour vn tiers, toutesfois les biens du mary ne pouuoient estre vendus que pour le tiers, dont sadite semme estoit personnellement obligée, & luy à cause de la communauté, laquelle non plus que l'addition de l'heredité ne rendoit ses biens obligez qu'apres la condamnation ou tiltre nouvel par luy passé: tellement que la sentence sut mise au neant, en emendant sut ordonné que la saisse de ladite terre de Meure à luy appartenant, ne tiendroit que pour vn tiers de la dite somme de mille liures, pour lequel il seroit permis audit creancier de faire decreter ladite terre, & pour les deux autres tiers, se pour uoiroit generalement sur tous les biens de la succession du debteur, ainsi & contre qui il verroit bon estre, mes me sur les heritages possedez par le Baron de Neusui au nom de sa semme, & sruicts pendans en iceux.

La raison est, qu'encores que l'obligation personnelle que le mary contracte par le moyen de la communauté, se trouve vnie auec l'hypothecaire, comme detempteur des biens de sa femme, obligez solidairement à la debte du creancier du pere, toutes sois cette action reelle suit le bien de celuy qui l'a obligé, ab initio, & ne passe sur le bien d'vn autre qui n'a iamais consenty à ladite hypotheque. Car quant à l'hypothecaire qui vient de la detention du bien obligé, elle ne peut operer, sinon qu'à ce qu'il ait à delaisser, & permettre vendre le bien desa femme pour la somme entiere: mais quant au sien, il ne peut estre saisi ny vendu que pour le tiers, dont sa femme estoit tenuë personnellement, comme heritiere de son pere, lequel tiers est entré en la communauté, & espousant sa femme il s'est au lieu d'elle obligé audit tiers personnellement & hypothecairement apres condamnation contre luy interuenuë, auparauant laquelle il n'y auoit aucune hypotheque sur son bien : Cum per aditionem hereditatis & per communionem confundantur quidem iura personalia, sed non realia vel hypotheca: lesquels se doinent poursuiure separement, sine confusione patrimony, du mary & de la femme, du defunct & de son heritier: & sur le bien in quo semel ab initio constiterit ex vi conuentionis. l. rem alienam. versic. non est idem dicendum. ff. de pignorat. act. attractive the first time to being retaining Committee of the court of the tenth of the contract of the court of

und quarts, i.e. Bailly on I wind par laientende audi adjum ut percelediament and a lance Comadone descripe appel uterance and ordered part quart quarted adjusting at investigation of consultan admin adsigning a lacendary en american and and an and appear are for a state and antimodials, do not a variety and a

CONTINUATION DE COMMUNAUTE

L'article 243. de la Coustume de Paris pour la continuation de la communauté en la personne de l'un des enfans survivant les freres, pour prendre autant qu'ils eussens fait tous ensemble, doit estre estendu aux autres Coustumes, estant ceste disposition conforme aux raisons du droict ciuil, & tirée du mesme droict. mericontant parle moren. IV communaces

Au resport de Monfieur Bouguier.



desire, somme decempt were called and the factor in E faict est: Edmon Guenot demeurant dedans le ressort de la Coustume de Troyes, ay ant eu d'un premier mariage deux filles, convole ensecondes nopces sans faire inuentaire des biens de la communauté de sa premiere semme : tellement que par l'article de ladite Coustume de Troyes

il y a continuation de ladite communauté entre le pere & les deux filles. Pendant ceste continuation, l'vne des silles decede; apres sa mort le pere fait faire inventaire: depuis survint differend pour le partage, entre Pierre Corna son gendre ayant espoulé l'vne des filles, & ledit Edmon Guenot son beau-pere: Ledit Corna pretendoit tous les biens de la premiere communauté deuoir estre partis par moitié, dont l'une appartiendroit audit Edmon Guenot son beau-pere, & l'autre à luy comme mary de Françoise Guenot sa fille, sans aucune distraction de la part qui appartenoit à l'autre fille decedée.

Au contraire ledit Edmon Guenot pretendoit ledit Corna son gendre ne deuoir prendre en la communauté qu'vn quart, d'autant que comme pere il auroit succedé à la part de Renée Guenotsa fille decedée, & de son chef il y prenoit les deux autres quarts. Le Bailly de Troye par sa sentence auoit adiugé le quartseulement audit Pierre Corna: dont y eut appel interietté à la Cour: Arrest par lequel ladite sentence est mile au neant, en ce qu'elle n'auroit adiugé que le quart : en emendant est ordonné que partage sera fait par moitié, dont l'vne sera baillée audit Guenot, & l'autre audit Corna, comme mary de Françoise Gue;

porfafemme.

DE DROICT ET DE COVST. C.

La raison de cét Arrest est fondée sur l'article 243. de la Coustume de Paris, où est dit: Si ausuns des enfans qui ont continué la communauté meurt, outous fors vn, les surviuans ou surviuant d'iceux ensans continuent ladite communauté, és prennent autant que si tous les dits enfans estoient viuans. Et bien que cét article soit particulier pour la Coustume de Paris, neantmoins la decision d'iceluy estant sondée en la raison de droist, est estendue aux autres Coustumes, & de ce y a Arrest du 1. Auril 1600, & y a autre Arrest donné en la mesme Chambre, au rapport de Monsieur Sauare, entre Marguerite Lerme, & les sousselets, d'vne part: & vn nommé soanneau, curateur aux bies vacans de dessunt François le Libel, par sequel ce mesme article sut jugé avoir sieu en la Coustume du Mans. Voicy les raisons du droiet sur lesquelles est sondé l'article 243. de la Coustume de Paris.

La premiere, que c'est vne maxime de Droiet, que interconiunctos est ius adcrescendi, ou bien pour parler comme Vlpian, inter cos qui solidum babent ab initio, sed concursu partes sibi faciunt. 1.3. ff. de vsufru. adcres. Or les Coustumes qui appellent à la continuation de la communauté les enfans nomine collectiuo, auec le pere ou la mere qui a obmis à faire inventaire, il ne faut point douter que ces enfans, ou deux, ou trois, plus ou moins, ne soient entre eux lege coniuncti, & quidem re, & verbis re, pource qu'ils sont appellez par la loy à vne mesme moitié de communauté: verbu, pource qu'ils sont appellez en nom collectif d'enfans, & consequemment il n'y a doute, que portie desicientis superstitibus adcrescit: ou, pour parler plus proprement, la part & portion du decedédemeure en la communauté au profit de ses freres, ou frere seulement, qui la retiennent comme à eux appartenante, ab initio in solidum, & sec iure non decrescendi potius quam iure adcrescendi: car tous ensemble ne prennent qu'autant qu'vn seul, & vn seul autant que tous: Singuli enim solidum reste petunt, sed concurrentibus omnibus in petitionem se mutuo impediunt ne amplius quam partem habeant. 5 7 2 2 0 38 2 7 8 17

La deuxiesme raison est, d'autant que idem est non esse, aut reduti ad non esse: & s'il n'y eust eu au faict qui se presente qu'vne fille, il est vray qu'elle eust pris l'entiere moitié de la communauté: celle donc qui l'empeschoit estant morte, il n'est pas raisonmable qu'elle en prenne moins.

Ne sent de dire au contraire que c'est en essett priver le perc

30 R. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. ou la mere, luctuofa hereditate filij vel filia : ce qui est trop dur, & ne faut presumer que la Coustume qui a dessa priué le pere pour le defaut d'avoir fait inventaire par vne continuation de la communauté, veuille encore le priuer de ce que la nature luy donne, & ius sanguinis, par le moyen duquet il l'appelle à la succession par la melme Coustume au titre des successions: attendu qu'il ne luy est donné que pour arrester les larmes, & adoucir la perte de son enfant, vt ad quem summus mæror peruenit, ad eundem hereditas perueniat, comme dit Ciceron: car la response est prompte à cette obiection. Primo, que c'est vne maxime de droict, que coniun-Etus prafertur beredi siue legitimo, siue testamentario. Secundo, que cen'est pas la Loy ny la Coustume qui priue le pere ou la mere, mais ce sont eux-mesmes en ne faisant point d'inuentaire : car ils semblent tacitemet en continuant la communauté auec leurs enfans,& ne voulans faire inuentaire,qu'ils renoncent au droi&

de succession qui leur est deseré par la Loy.

La raison donc de cet article estant generale, elle doit estre estenduë aux autres Coustumes qui n'en parlent point, en cette façon, que la communauté se partit esgalement entre le pere & la mere ou les enfans, sans aucune distractio d'un quart ou demy quart pour la succession du decedé ou des decedez. Cet article 243. estant exprés, toutes sois quelques-vns l'ont voulu entendre in verbo, continueront, que la Coustume de Paris ne parloit que des biens à acquerir apres la mort du fils, & non pas des acquests escheus lors & au temps du deceds in futurum, non in prateritum, expliquans la Coustume en cette façon; que si le pere ou la mere qui continuent la communauté au ce leurs enfans viennent à acquerir apres le deceds de l'vn d'iceux, qu'en ces biens le suruiuat ou suruiuans prendront autant que sitous les enfans estoient viuans. Mais quant aux biens qui estoient des acquests par le pere ou la mere, lors se au temps du deceds de l'vn desdits enfans, qu'ils se partiroient premierement en deux moitiez; l'vne pour le pere ou la mere, & l'autre pour les enfans, & puis on distrairoit de la moitié des enfans un quart à l'aduantage du pere ou de la mere, lequel quart à cause de la continuation de la communauté rentreroit en icelle, & se partiroit esgalement par moitié, tout ainsi qu'vne autre succession escheue, de saçon que le pere auroit vn demy quart pour la succession de son fils ou fille: mais ce leroit faire vn partage deux fois, & par consequent faire deux

DE DROICT ET DE COVST. C.

communantez pendant la continuation d'vne seule comunanté. Cela sut disputé en la troisséme Chambre au rapport de Monseur Midorge en l'année 1596, mais en vn faict qui estoit tel. Vn mary meurt laissant trois enfans & sa femme grosse, laquelle accoucha bien tost apres d'vne fille posthume. La femme ne fait point d'inuentaire apres la mort de son mary: tellement qu'il y a continuation de la communauté entre elle & ses enfans, la posthume meurt pendant cette continuatio. Quelque temps apres la mere voulant se remarier fait faire inuentaire, & la communauté par ce moyen rompue. Il est question de partir les biens d'icelle entre la mere & les enfans: La mere vouloit & consentoit bien le partage par moitié entre elle & ses enfans, mais elle soustenoit que de la moitié de ses enfans il en falloit distraire vn quart pour la succession de sa posthume. Les enfans au contraire, soustenoient devoir avoir la moitié entiere, suivant ledit article 243. de ladite Coustume de Paris. Cette question ayant esté demandée aux Chambres, mesme deux de Messieurs s'estas transportez au Chastelet pour sçauoir l'vsance, il sut iugé que la communauté se partiroit également entre la mere & les enfans, sans faire distraction d'vn quart ou demy quart pour la succession de saposthume.

CONTRACTS PASSEZ PARDEVANT les Notaires des Seigneurs.

Que les contracts & obligations passees pardeuant les Notaires & Tabellions des Seigneurs, dont le territoire & limites de leurs Iurisdictions, mesmes entre personnes estrangeres & non domiciliées, ou leurs iusticiables, produisent hypotheque, bien qu'ils n'ayent execution parée.

NTRE Jeanne Aymond veusue de seu Maistre Au rapport François Bertier, appellante d'vne sentence donnée de Monsseur par le Seneschal de Poictou, ou son Lieutenant à Niort, le vingt e troissesme Decembre 1615. d'une part : & Jean Fradin, Elcuyer sieur de Besse, & Pierre Mestimer, intimez d'autre: A esté iugé que les contracts & obliga-

32 C. ARRESTS DECISIFS DE QUEST.

tions passées pardeuat les Notaires & Tabellions des Seigneurs, entre ceux qui ne sont pas iusticiables desdits Seigneurs, & demeurent dedans le destroit de leur Iurisdiction, où les dits seaux sont authentiques, pourueu qu'ils soient passez dans les simites du territoire où ils sont establis, produisent hypotheque, & sont les creanciers mis en ordre du iour & datte desdits cotracts, bien qu'en ce cas ils ne portent execution parée sur la personne ne sur les biens de l'obligé, par les articles 75. & 76 de l'Ordonnance 39.

La raison de la difference est, d'autant que l'execution dépend de la Iurisdiction, laquellene se peut pas proroger, estant limitée par le rerritoire, & sur les personnes demeurans dans la Iurisdiction. Tellement que l'execution sur la personne obligée, ou sur ses biens en vertu d'vn contract passé sous le seel d'vne Iustice subalterne, ne se peut faire en la Iustice de l'autre, sans mandemens ou pareatis. Mais l'hypotheque dépend de la conuention des parties, & vient en vertu du contract, lequel estant du droist des gens, à raison de la liberté & du commerce, doit auoir son effet sur les biens des contra & ans qui ont suby la iurisdiction volontaire du lieu où ils ont esté passez. Et jaçoit que par quelques Arrests rapportez par Monsieur Louet, sous la lettre N. num. 10. par forme de reglement entre les Notaires Royaux & les Notaires subalternes, on ait fait deffenses ausdits Notaires subalternes de passer contracts entre autres personnes que les domiciliers & demeurans dans leur destroit; sous peine de nullité desdits contracts, lesquels en ce cas ne valoient que pour cedule priuée: toutes sois ces reglemens sont bons pour les pays, & entre ceux pour lesquels ils ont esté donnez, & l'vsage est au contraire en plusieurs pays, & principalement en Poictou, où les Chastellenies sont éloignées de vingt grandes lieuës. Tellement que ce seroit retrancher grandement la liberté de contracter par ceux qui se trouveroient ensemble prests à passer vn contract dans un certain destroit. Et ne sert l'argument des Notaires Apostoliques, pardeuant lesquels les contracts passez ne produisent aucun hypotheque : d'autant que l'Ordonnance estant prohibitiue pour ce regard, elle rend nul tout ce qui s'est fait à son presudice des contracts passez sous les seaux non authentiques; mais autre chose est des contracts passez sous seaux authentiques, entre ceux qui sont demeurans hors du destroit, car il leur est permis, & l'Ordonnance ne les rend nuls, mais elle

DE DROICT ET DE COVST. C. 33 veut qu'ils n'ayent execution parée en ce cas, & y a Arrest donné en la mesme premiere Chambre, au rapport de Monsseur Tudert, du 6. Iuin 1614. Entre Pierre Vernage, appellant de la sentence du Seneschal du Maine, ou son Lieutenant à Chasteau du Loir, du 13. Aoust 1613. d'vne part : Et Ioachim Lucas inthimé, d'autre: Par lequel a esté iugé que les Notaires & Tabellions des Chastellenies & autres Seigneuries ayans droict d'auoir Notaires, peuu nt receuoir & passer contracts & obligations indisseremment auec les Notaires Royaux des lieux, entre toutes sortes de personnes qui se trouveront sur les lieux, encores qu'ils soient demeurans hors l'estendue de ladite Chastellenie ou Seigneurie, pour ueu que les dits contracts & obligations soient passeus dans les limites du territoire: & sut ordonné que l'Arrest se roit leu.

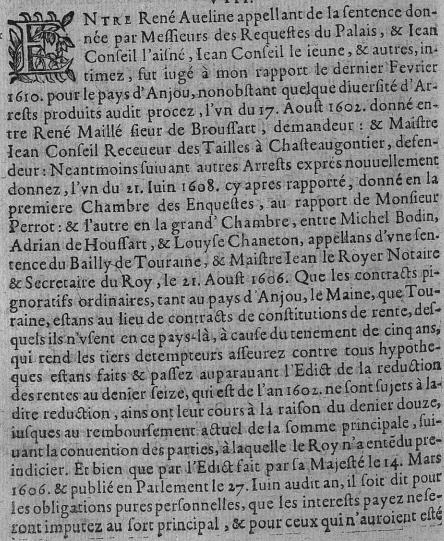
Et cette difference entre le droi & de l'hypotheque procedant du contract, & l'execution d'iceluy, est confirmée par vn autre Arrest donné en la premiere Chambre des Enquestes, en l'an 1601, au rapport de Monsieur Maynard, par lequel a esté iugé pour les contracts passez hors le Royaume, qu'ils produisent hypotheque sur les biens assis en France, du jour & datte que les dits contracts ont esté passez, bien qu'ils ne soient executoires auparauant qu'ils ayent esté recogneus pardeuant vn luge Royal. Et depuis cette question a esté iugée à mon rapport en l'ordre du Comte de Chasteau-vilain, & Iean Antoine Zamet, mis en ordre du iour des obligatios de prest fait à Naples par ledit Zamet à Scipion Daquauiue, passees en la forme du pays, & attestées, bien qu'elles n'eussent esté recogneuës en France, ne obtenu condamnation en vertu de son obligation, pour les raisons cy dessus alleguées. L'Arrest donné à mon rapport est du 8. Septembre 1627. Ie sçay bien qu'il y a Arrests contraires dans Louet, mais la raison de droist est, que quod naturalis ratio interomnes homines constituit, id apudomnes iureque custoditur, S. 1. ius autem civile institut de iure naturali gent. &c. Or l'hypotheque est mise intercontractus iuris gentium, l. contractus. ff. dereg. iur. ius autem gentium eft, quo iure omnes gentes viuntur, d. 9: qui est en cela distingué du droict Civil, quod propriumest alicuius sivitatis aut provincia.

CONTRACTS PIGNORATIFS.

Que les Contracts pignoratifs au pays du Mayne & d'Anjou estans tenus pour contracts de constitution, & non pour obligations pures, ne sont sujets à la reduction des rentes au denier seize, s'ils sont passez auparauant l'Edict, pour le payement des arrerages escheus depuis l'Edict.

VIII.

Au rapport de Monfieur Bouguier,



DE DROICT ET DE COVST. C. payez, pourront estre demandez & adiugez par sentences, & auant la stipulation d'iceux, mais à raison du denier douze seulement iusques à l'Edict, & depuis l'Edict à raison du denier seize: toutes sois secus iudicandum des contracts pignoratifs, desquels sa Majesten'a entedu parler par cet Edict, d'autant que ce sont conuentions legitimes & vrayes ventes, qui approchét des contracts de constitution, nec vsuram meramredolent, comme les obligatios pures personnelles, desquelles les interests ne penuent estre aucunement demandez par l'Ordonnance, mais par vne tolerance ont esté exigez en Anjou, & neantmoins souuent imputez au principal, quand on les demande par Iustice. A quoy le Roy auroit pourueu pour obuier aux procez: & encores la Cour auroit modifié ledit Edist pour les veusues seulement & pour les mineurs, sans que les interests puissent estre demandez par d'autres personnes. Cet Edi& donc n'ayant aucune consequence pour les contra&s pignoratifs, nous deuons demeurer aux termes des Arrests cy dessus mentionnez, vt conuetio legitima suum sortiatur effe-Etum. Mesme a esté iugé que les sentences & condamnations interuenuës auparauant pour interests demadez au denier douze, à cause d'obligations, ont l'effect de leur condamnation, sans qu'elles soient sujettes à reduction, par Arrest produit audit procez du 30. Decébre 1606. entre les creanciers d'Heruaux. L'Arrest cy dessus cotté donné au rapport de M. Perrot en la premiere Chambre des Enquestes, est du 21. Iuin 1608. & tel qu'il suit.

Entre Maistre Pierre Desprung Aduocat de Maistre Iacques Rouuille, heritier de Maistre François le Roy, suivant les Arrests precedens, & particulierement vn du 5. Aoust 1606. donné entre Iean Royer & Noël Landry, a esté iugé que les arrerages d'une somme de deniers prestée par contract pignoratif, lesquels contracts sont tolerez en Touraine, Anjou & le Maine, vt in vicem vsurarum, le creancier iouisse cependant, & mesme au rachapt d'une terre, valant de serme l'interest de son denier à raison du denier douze, bien que les dits arrerages soient escheus depuis l'Edict de la reduction des rentes, qui sut sait en l'an 1602, lequel a reduit les interests & prosits des rentes constituées à l'aduenir au denier seize, & que la grace portée par le contract de vente soit expirée auparauant l'Edict, & depuis l'Edict prorogée; aded ut nous constitutio videatur: toutessois les dits arrerages se payeront à la raison du denier douze, quia prorogation arrerages se payeront à la raison du denier douze, quia prorogation

C. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. illa non est nouus contractus, sed continuatio prioris. Tellement qu'ils doiuent auoir leur cours à la mesme raison & proportion que leur a donné le temps du contract.

CAS OBMIS EN LA COVSTVME

En matiere de Coustume le cas obmis en icelle est suppléé par la plus prochaine, ou bien par celle de Paris, fondée sur les Arrests, quand ils sont conformes au droict Ciuil.

NA STANCE

de Monsieur Bouguier.



NTRE Riquier Cosset marchand de Beauuais, Au rapport appellant d'vne sentence donnée par le Seneschal de Ponthieu, d'vne part: & Benoist Geruais, Claude Campagne, Vincent Caudrehoie, & autres marchands de Ponthieu, intimez, fut par Arrest

donné à mon rapport, jugé le 2. Septembre 1608, que la Coustume de Ponthieu ne parlant point de la question; Sçauoir si celuy qui a vendu sa marchandise, & donné terme de payer, est presere à tout autre sur le prix de la chose saisse entre les mains du debteur par autre creancier, qu'il falloit suiure la Coustume de Paris comme vn droiet general pour la France, laquelle és articles 176. & 177. auroit decidé que le marchand estoit preserable en ce cas: Ce qui auoit esté decidé auparauant en la Coustume d'Orleans, pour vn marchand de ladite ville contre vn d'Espernay, par Arrest de l'an 1588, prononcé par seu Monsieur le President Seguyer: encare qu'il semble qu'en ce cas, casus omissus à Consuetudine remaneat in dispositione iuris communis, qui est le droict Romain, lequel en ce cas n'admet aucune presesence: Cum semel dominium à se abdicauerit pretio solute aut fide adhibita de pretio. Les loix y sont expresses : la loy guidam fundum. 16. ff. de in rem verso, conjointe auec la loy deposui. ff. de peculio. Fant con-Mais ces loix se doiuent prendre du tiers possesseur, & non de reft ; 1. pro- celuy qui a acquis la chose, & qui est encore debteur du prix d'i-

nocé en tob celle : arguunt à contrario, l. 38. S. que situm. ff. de liberali causa : con-Pasques, en iuneta l. 34. quod quis. in verb. velob nauem venditam. ff. de reb. auet.

1585, impri. ind. poss. Voyez ey apres en la lettre S, in lemmate, Succession demé au liure ferée à la veufue.

CREANCIER DE LA FEMME PREFERABLE A CELVY DV MARY.

Que le creancier de la femme pour une debte hypothecaire contractée auant la communauté est preferable au creancier, bien qu'anterieur en datte de son mary; sur la moitié appartenant à ladite femme, des acquests faits pendant la communauté.

Boiller, a ce qu'il aich rapperi, XX remerre esta pas du Rece news does configurations landine des demons par lawfunches

NTRE Claude Halé Bailly de Sainet Denys en Au rapport France, creancier de la succession de seu Iean de Monsieux Boisset, demandeur aux fins d'vne requeste par luy presentée le vingtiesme Decembre 1614. d'vne part: & Gilles Boisset creancier dudit defunct Iean Boisset son pere & son tuteur, cy deuant defendeur d'autre: Fut iugé que le creancier de la femme, pour vne debte hypothecaire contractée auant la communauté, est preserable sur la moitié appartenant à ladite femme és conquests immeubles faits pendant & constant leur communauté, apres la dissolution d'icelle, aux creanciers de son mary; mesmes anterieurs en datte à son hy-

potheque. Le faict estoit, que Iean Boisset pere ayant esté tuteur de son fils Gilles Boisset, qu'il auoit eu d'yn premier mariage, conuole en secondes nopces auec Nicole Poile, pareillement vefue d'vn nomméFrançois Halé, ayant aussi exercé la tutelle de Claude Halé son fils, issu du premier mariage : tellement que les biens de ladite Nicole Poile, par le moyen dudit contract de mariage fait & passé entre ledit Boisset & elle, sans reservation aucune, ny clause apposée pour leurs debtes particulieres, demeurent affectez à ladite tutelle dudit Gilles Boisset fils : comme aussi les biens dudit Iean Boisset pere demeurent pareillement hypothequez à la tutelle dudit Claude Halé, estant certain que quiconque espouse la semme, espouse les debtes.

Les comptes ayans esté rendus desdites deux tutelles, defunct Iean Boisset pere demeure redevable envers son fils Gilles

(AS.1)

C. ARRESTS DECISIFS DE QUEST.

Boisset de plusieurs sommes de deniers par le reliqua de son compre: comme aussi ladite Poile enuers Claude Halé son fils. Iean Boisset estant decedé insoluable, & vn curateur creé à sa succession, les propres ayans esté vendus pour ses debtes, & n'estans sussidires, on s'addresse aux conquests d'entre suy & ladite Poile: Gilles Boisset s'oppose pour son reliqua, comme aussi Claude Halé, & du consentemet dudit Claude Halé, Gilles Boisset touche tous les deniers procedans de la vente & adiudication par

Requeste presentée par ledit Claude Halé fils, le 20. Decembre 1614. par laquelle il se constitué demandeur contre ledit Boisset, à ce qu'il ait à rapporter & remettre és mains du Receueur des consignations la moitié des deniers par luy touchez, procedans de la vente & adiudication par decret des biens acquis pendant ladite communauté, & que sur icelle moitié il soit dit qu'il sera preserable audit Gilles Boisset, comme appartenat à ladite Nicole Poile sa mere, consentant pour son regard, que sur l'autre moitié il soit payé par preserence à luy. Ladite requeste appointée en droiét.

La question pour sa consequence sut demandée aux Chambres: ne se trouua point d'Arrest, mais plusieurs raisons de dou-

ter bien fortes de part & d'autre surent alleguées.

Les raisons pour Gilles Boisset estoient que desunct Iean Boisset son pere, auroit comme mary, maistre & seigneur de la communauté, peu obliger & hypothequer tous les biens d'icelle, mesme les vendre & donner sans fraude à tierces personnes par la Coustume de Paris: & partant l'obligation de tutelle qu'il auoit auparauant contractée estant sonduë en icelle communauté, il est vray de dire qu'il a affecté entierement toute la dite communauté par le mariage contracté auec la dire Poile à la dite tutelle: & non seulement leurs biens presens, mais aussi ceux qu'ils acquerroient par cy apres : de saçon que ladite Poile ayant accepté ladite communauté, n'a rien en icelle, & ne peut rien pretendre aux conquests immeubles faits pendant icelle, que les debtes du mary & de la communauté prealablement n'ayent esté acquittées: entre lesquelles certe obligation de tutelle se tromuant, elle deuoit estre entierement deschargee auparauant que la femme y peust rien pretendre iure communionis, cum bona somper intelligantur esse deducto are alieno.

DE DROICT ET DE COVST. C.

Mais à cela pour Claude Halé fils de Nicole Poile, on respondoit que cette debte de tutelle contractée auparauant la communauté, n'est point proprement vne debte de communauté, & bié qu'elle semble fonduë en la communauté, neantmoins pour raison de l'hypotheque, nulla facta est confusio, & ces deux hypotheques pour raison de deux tutelles, ayans esté ab initio separées & distinctes, tam ratione rerum qu'am personarum; bien que puis apres elles semblent par le moyen de la communauté auoir esté faites concurrentes & solidaires sur les biens d'icelle communauté, chacune pro indiviso in toto é in qualibet parte totius: toutessois apres la dissolution d'icelle, & la mort du dit Boisset pere, chaque hypotheque retourne à son principe, & sur les biens de

celuy qui a esté premierement obligé.

Or la moitié des terres acquises appartenans à ladite Poile par droict de communauté, n'a iamais appartenu au mary, re vera, & lors de l'acquisition, continud elle y a eu sa moitié, iure communionis & societatis: Car encores que le mary soit dit maistre de la communauté, toutesfois cela s'entend pour l'administration seulement, & l'exercice des actions procedantes de ladite communauté, & pour le bien mesme appartenant à sa femme pendant icelle. Mais celane change pas la naturelle proprieté des choses, & comme il est dit en la Loy In rebus, au Code, de iure dotium: Licet subtilitate legum transitus rerum in patrimonium mariti videatur sieri, non tamen propterea rei veritas confusa est, & naturaliter in mulieris permansit dominio. Or cette part & moitie appartenant à la femme n'a peu estre obligée par le mary : Cum rei aliena pignus aut hypotheca consistere non posit. l. aliena res. ff de pignorat. act. l. qua pradium. & l. finali, Cod. si res aliena pignori vel hypothes.

Que s'il l'a peu obliger pro indiuiso, pendant la communautécomme mary, si est-ce qu'apres la dissolution de la dite societé & mort dudit Boisset, chacun reprenant sa part & portion, Claude Halé sils poursuiuant son hypothèque sur la moitié qui auroit appartenu à sa mere dessors de l'acquisition, non tam prafertur à Boisset, quam solus inuenitur in ea parte: argumento l. 3. qui est excellente, § post divisionem sf. qui potiores in pignor. bab. Et en

rtoquat da

de Montre Berger

ce cas l'hypotheque anterieure cede à la seconde, d. l. 3.

Et ne sert de dire, que bona intelliguntur deducto semper are alie-

C. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. tes les debtes de la communauté prealablement acquittées & payées: car cela est vray pour les debtes de la communauté contractées pendant icelle, non pas pour les debtes hypothecaires: contractées auparauant : quarum nulla fit confusio, argum. l. cum quis. S. vltimo, ff. de solut. Confusio enim personarum non mutat causam rerum. Cujac. ad Africanum, tractat. 9, in lege Frater à

Sur ces raisons, apres auoir esté balancées de part & d'autre, Arrest du neufiesme Decembre 1617. par lequel il est dict que sur la moitié des deniers procedans de la vente & adiudication par decret des biens acquis pendant la communauté dudit Boisset & Nicole Poile, Claude Halé seroit preseré audit Gilles Boisset: & ce faisant, iceluy Boisset, bien qu'anterieur en datte pour l'hypotheque de sa tutelle, condamné rendie & remettre és mains du Receueur des confignations la moitié desdits deniers par luy touchez, procedans de la moitié appartenante à Nicole Poile mere dudit Halé, & sa tutrice cy denant nin ba curement, & Pevervice des afaions procedanies de la direct

CREANCIER APRES DISCUSSION, QVI SE PEVT ADDRESSER.

Que le creancier qui a discuté les biens du principal debteur, se peut addresser à celuy que bon luy semblera des tiers acquereurs qui ont posterieurement à luy acquis, sans garder l'ordre des acquisitions.

Que sil ea peu obliger p. LX info pendant la communiu-

Au rapport de Monfieur Berger.

ecomme mary, a chece ou apres la dello ution de ladicel ociera N l'instance entre Charles Mansilate demans. deur en execution d'Arrest, d'vne part: Et lean Tre & lacques d'Elne, fut jugé que le creancier qui a discute les biens du debteur principal, se peut pouruoir contre celuy des tiers detempteurs que

bon luy semblera, qui ont posterieurement acquis, sans garder aucun ordre entre les detempteurs: & auoit esté ainsi ingé auparauant au rapport de Monsieur le Roy, & suivant

DE DROICT ET DE COVST. C. cet Arrest en l'année 1614. à mon rapport, entre vn nommé François Ratier, au nom & comme ayant les droiets cedez d'vn nommé Iean Barbier, d'vne part: Et Charles Guerin, qui auoit acquis des heritages d'vn nommé Iean Imbert, depuis l'acquisition faite par ledit lean Barbier dudit Imbert; ledit Guerin alleguant que ledit Barbier deuoit faire discussion des heritages vendus depuis par le mesme Imbert à vn nommé Haquart & sa femme, comme estans les deniers alienez, deuant que de pouuoir s'adresser à luy, & par consequent primo reuocanda, mesmes pour euiter vn circuit de garendies, selon l'aduis de Monsieur le Maistre, en son traisté des Criées, sur l'art. 12. chap. 41. in verbo, la question sut; sondé sur la loy Si quis habens. ff. que & à quib. manum. lib. non fiant, & sur la loy derniere, ff. que in fraud. cred. lesquelles parlent in libertate & non in pignore indiviso. Fut ledit Guerin condamné au payement de la somme demandée par ledit Barbier, sauf son recours contre qui il verroit bon estre, sans auoir esgard à la discussion par luy alleguée, suiuans la loy 8. ff. de contract. pignorum: creditoris arbitrio permittitur ex pignoribus sibi obligatis quibus velit distractis ad suum commodum permenire. Ledit Arrest donné à mon rapport, est du 17. May, l'ana Lusdie 1614. or Walley and Selection and the

DATE OF STREET WAY ON SELECTION

the state of the s

D.

DECRET D'VN BIEN DE COMMVNAVTE.

Qu'vn decret fait du bien commun entre un mary & une femme pendant leur mariage, est nul pour la moitié de la femme, si l'adiournement n'est fait tant au mary qu'à la femme, & commandement de payer à tous les deux, bien que ce soit une debte par eux solidairement contractée.

term * In the late of the late

procez par-



NTRE Catherine Gerbault femme de Gilbert Labatu, appellante d'vne sentence donnée par le Seneschal d'Angoulesme, ou son Lieutenant, le 20. May 1614. & demanderesse en lettres de rescission de contracts y mentionnez, d'vne part: & Iean

Hugues, & Helie Clochards, & Perrine de la Vergne, inthimez

& deffendeurs d'autre.

Le saict estoit constant qu'il y auoit eu societé entre sept enfans d'vn nommé Guillaume Labatu, en laquelle societé estoiét entrez ledit Gilbert Labatu & Catherine Gerbaut sa femme, chacun pour vne septiesme partie. Estoit aussi constant que cette societé auoit esté dissoluë, & qu'en la dite societé estoient entrez les heritages dont estoit question, & desquels le decret se poursuiuoit, & qui estoient propres à ladite Gerbaut, ou bien subrogez au lieu & place de ses propres. Estoit aussi certain que par la dissolution de cette societé faite entre les sept, ces mesmes heritages estoient escheus par indiuis, & demeurez communs entre ledit Gilbert Labatu, lean Labatu, & ladite Gerbaut, & qu'il auoit esté dit nommément en la distribution des debtes de la societé, que la somme aujourd'huy demandée par les Clochards seroit payée par ledit Gilbert Labatu & sa semme, conjointemet & solidairement. Doncques cette somme n'estant payée, les heritages sont saississer le mary, apres luy auoir fait commandement de payer, sans adiouster, tant en son nom qu'au nom desa femme.

DE DROICT ET DE COVST. D.

La question estoit si cette Catherine Gerbaut estoit bien fondée à demander distraction purement & simplement de la moitie de ses heritages à elle appartenans par indiuis auec son mary, attenduqu'encores qu'elle fust debitrice de la somme, on ne luy auoit fait aucun commandement de payer, & que la saisse ne luy auoit esté signifiée.

Sentence, par laquelle le Iuge fait distraction, mais il condamne ladite Gerbaut de payer dans deux mois ladite somme, ou à faute de ce faire, que les heritages seroient vendus, & les creanciers mis en ordre sur le prix prouenant d'iceux : confirmant par ce moyen la faisse & criées faites sur le mary seul.

Messieurs de la seconde Chambre se sont trouvez partis en

opinions.

L'aduis de Monsseur de Soul- | L'aduis de Monsseur Poile

Sans s'arrester aux lettres & Sans s'arrester aux lettres sans despens de l'incident d'i- mettre l'appellation & sentéce celles, mettre l'appellation au au neant, sans amende & desneant sans amende : ordonner pens, tant de la cause d'appell que la sentence de l'aquelle au- qu'incident de lettres: en eméroit esté appellé sortiroit esfect: dant ladite sentence faire di-& neantmoins proroger à la- straction à ladite Gerbaut desdite Gerbaut le delay de payer heritages à elle appartenans, la somme dont est question saississur led Labatuson mary, dans quatre mois, & la con- sauf aux Clochards à se pourdamner és despens de la cause uoir cotre celle pour les somd'appel.

four Rapporteur: Compartiteur.

mes demadées ainsi qu'ils verront estre à faire par raison.

Les raisons de l'aduis du Rapporteur estoient, qu'il falloit remarquer, que la societé dont il s'agissoit, & en vertu de laquelle ladite Catherine Gerbaut demandoit sa distraction, estoit vne societé omnium bonorum, en laquelle le mary & la semme estoient entrez, & par le moyen de laquelle toutes les actions, noms, debtes, & hypotheques estoient faites communes, & chacun des associez tenu solidairement: tellement que la part de l'vn pouvoit estre vendué pour les debtes de l'autre; fauf à luy son recours par l'action pro socio contre son associé: maxime au saict particulier que la part de la semme pouvoit estre venduë sous le nom, & pour les debtes du mary estre saisse

ij.

D. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. & mise en criées. Primo, d'autant que la debte en ce faict n'estoit point particuliere au mary, blen que de son origine elle sust faite solidaire par la paction & stipulation expresse apposee en cette societé contra Quelle lors de la dissolution. Secundo, d'autant que le mary est maistre de la communauté, dominus et am viuente vxore, pendant & constant le mariage, des choses & biens appartenans à sa femme : tellemet que de la communauté par nos Coustumes il se peut iouer, disposer, vendre, engager ainsi que bon luy semble. Tertio, que in societate generali omnium bonorum videntur socij inuicem mandare, vt partes suas alienent, pour les debtes de la societé, pourueu que ce soit sans fraude: Glossainl. nemoex sociis. ff. pro socio, qui semble dire le contraire : mais elle a lieu, quando vnus ex sociis velin dolo est, vel cateri contradicunt, vt tunc non possit plus parte suavnus ex sociis alienare. ibidem, & l. 63.ff. eo. dem: tellement que prenant argument ex alienatione voluntaria ad necessariam, la societé generale, bien qu'elle semble auoit esté dissoluë entre les sept, neantmoins ayant continué entre le mary & la femme, & Iean de Labatu, comme il apparoissoit par les mots expres de la dissolution, qui sont : Que le mary & la femme, & Iean de Labatu demeureroient communs en certains heritages, vt prima sosietas magis reducta ad paucos quam dissoluta videatur: il semble aussi que mandatum inuicem habuerat ces trois associez de pouvoir vendre la part l'vn de l'autre pour les debtes de la societé: & partant argumentant de l'alienation volontaire à la necessaire, que la part de la femme a peu estre saisse & venduë sur le mary pour vne debte commune, estant certain que la semme doit aussi bien que le mary, & qu'il faut qu'elle paye toussours.

Tellement que par ces moyens concluoit à confirmer la sentence, pour ne vouloir remettre vn creancier, pour vne petite formalité obmise, à de nouue au saisir & faire vendre vn herita-

ge saisi surle mary pour vne debtelegitime & solidaire.

Au contraire, les raisons du Compartiteur estoient, que les sormes qu'on doit garder aux decrets sont essentielles, vi omissaire de dant actum nullum. Et ne sert de dire, La debte est deuë, que ne payez vous? car le saissi, qui doit estre adiourné nommément à cet essect, peut toussours debattre les criées, par les moyens de nullité, & pour auoir esté obmises les sormes & solemnitez portées par les Ordonnances. Cela donc posé pour sondement, que l'on demeuroit d'accord de la societé amnium bonor à. Aussi qu'en

DE DROICT ET DE COVST. D. la dissolution de cette societé l'on avoit nommément apposé cetre clause: Que certains heritages demeureroient en commun & par indiuis, entre Iean de Labatu & ledit de Labatu mary, & Catherine Gerbaut sa femme; mais que cela ne faisoit rien pour direque cette societé eust esté continuée : d'autant que tous ensemble, habuerunt animum dissoluenda societatis: & la loy veut que morte aut renontiatione unius tota soluatur societas, l. 65. actione S. morte.ff. pro socio: car comme la societé se contracte, nuda voluntate & consensu; aussi fatim contrario consensu dissoluitur. 1. 63. verumest. S. 10. societas. ff. eodem. Et quant à ces mots: Que sertains heritages demeureroient comuns, celan'empescheroit la dissolution, quantum ad omnes: mais cela estoit apposé propter communionem rei, qui ne se pouuoit partager: ce qui rendoit ces trois denommez communs en la portion de la societé à eux escheuë. L'on sçait la difference qu'il y a inter societatem & communionem : societas consensu contrahitur, communio re ipsa: societatem volentes contrahimus, in communionem nolentes incidimus: putà, si duobus extraneis vna eadémque res legata sit: hac enim res inter eos communis est sine societate, S. item si inter aliquos. Instit. de obligat. que quasiex contractu. Cette societé donc ayant esté vne sois dissoluë, nous estions hors de la question que Monsieur le Rapporteur avoit traittée par les raisons de son aduis, vtrum in societate omnium bonorum socius etiam plus parte sua alienare possit: qui est à dire, si pour la debte d'vn associé en tous biens generalement quelconques, l'on peut decretet les parts & portions des autres affociez: ce qui ne seroit pas sans grande difficulté, veu que la loy alleguée, nemo ex socies. ff. pro socio, dit disertement: Nemo ex socijs plus parte sua alienare potest, etsi totorum bonorum socij sint. Car il y a grande difference entre l'obligation & l'alienation: socius partem socy sui obligare potest; quia mandatum inuicem habent, de pouuoir s'obliger les vns pour les autres pour le profit de la locieté, sauf apres par l'action pre socio, de compter ensemble, & d'égaler la despense. Il n'est pas ainsi de l'alienation du sonds de la societé: car par là il s'enheuroit qu'vn des affociez pourroit sans le consentement des autres vendre tout ce qui seroit en la societé, & ne laisser rien en icelle: itaut actio prosocio remaneret inanis. Mais laissant à part cette question, Monsieur le Compartiteur disoit, que le vray poin& de la cause estoit, Si d'une chose commune l'on pouvoit vendre la part sans le conseniement de celuy à qui elle appartient. Mais tout le titre.

46 D. ARRESTS DECISIFS DE QUEST.

de communium rerum alienatione, au Code, monstre que cette vendition ne peut faire de preiudice à celuy qui n'a point confenty: & est appellée satis illicita, comme l'interprete Cujas, plane illicita, de vouloir transferer par la tradition de la chose commune, la part & portion de celuy qui n'a pas confenty. Itaque salua manet ei in rem actio. l. 1. 2. 3. & tot. tit. Cod. quarum rerum alienat. Doncques les heritages dont estoit questio, propres à Catherine Gerbaut, comme on estoit d'accord, ou bien subrogez en la place de ses propres pour sa part & portion indiuise, ne pouuoient estre vendus ny decretez sans son consentement, sans y estre appellée, sans luy faire commandement; car encore que cette part soit indivise, cela ne fait pas davantage qu'elle puisse estre alienée par le mary, qui ne s'en peut dire seigneur, vt transferat neque iure communionis, neque iure societatis: par la communion, d. titulo: par la societé conjugale; d'autant que les propres n'entrent iamais en cette communauté, s'il n'est dit expressement, & que le mary a l'administration des propres, mais non pas la puissance de les aliener, l. inrebus. C. de iure dotium: nam &, inquit Imperator, res tales semper vxoris fuerunt, & naturaliter in eius permanserunt dominio: & quod transitus earum in patrimonium mariti sieri videatur, non propterea rei veritas deleta atque confusaest. A la verité le mary par nos Coustumes est maistre de la Communauté, & peut vendre & disposer des meubles & des acquests faits pendant & constant le mariage, sans le consentement de sa femme, mais des propres il n'en a que l'action, & non pas l'alienation: mesme la loy Iulia vouloit que ne quidem consentiente vxore fundus dotalis alienari posset. l. 1. ff. de sundo dotali. Aussi qu'il se trouudit auoir esté ainsi iugé, mesmes en plus sorts termes, par Arrest du Yeudy dernier Mars 1557, rapporté par Monsieur le Maistre en son traicté des Criées: que les criées faites sur vn mary seul de l'heritage de sa semme estoient nulles, la femme n'y ayant esté appellée ny nommée, encores que depuis elle fust venue en lugement consentir le decret apres les criées saites & parfaites:

Partant estant icy question d'vn heritage propre, & non d'vn acquest, soustenoit par ces raisons que la part de la semme ne peut estre comprise aux criées, & qu'il suy en saut faire distraction pure & simple, sauf au creancier de se pouruoir de nou-ueau par saisse, ou autrement, sur ladite part ainsi qu'il aduisers.

bon estre.

DE DROICT ET DE COVST. D. 47 Arrest par lequel suivant l'aduis de Monsseur le Compartiteur, qui passa de deux voix, la sentence sut mise au neant le 12. Iuillet 1608.

DEGVERPISSEMENT DE PARTIE D'HERITAGE.

Le deguerpissement d'une partie de l'heritage qui a esté affecté à une rente acquise par le tiers detempteur, l'exempte du payement de ladite rente enuers le Seigneur.

II.

PRES auoir pris l'aduis de toutes les Chambres, fut de Monsseur iugé & arresté que le deguerpissement d'vne partie le Roy, exempte le detempteur du payement de la rente enuers le Seigneur, sors qu'il n'a acquis qu'vne par-

tie de l'heritage originairement affecté à la rente. La raison est, qu'abandonnant ce pourquoy il est obligé ratione detentionis, licèt indiuisa ab initio fuerit obligatio, toutessois il est quitte, veu qu'il ne demeure rien pardeuers luy de la chose hypothequée, pour le rendre solidairement obligé. L'Arrest sut donné le 28. Aoust 1601. & prononcé le septiesme Septembre ensuiuant, entre Messire Iean de Villiers & Isaac Bruneau, parties en la cause. Voyez Loyseau en son traisté des Deguerpissemens, liure 5. chap. 2. où il traiste les raisons de douter sort amplement.

DEGVERPISSEMENT.

Vn tiers detempteur qui a contesté, mesme souffert Arrest de condamnation, peut deguerpir l'heritage: (1) en rendant les fruicts, il se libere tant de la rente demandée que des arrerages escheus de son temps.

Au rapport de Monfieur ke Roy.

NTRE les Marguilliers de S. Iean, d'vne part: & vn nommé Preuost, d'autre: Fut iugé en la Coustume de Paris, que l'article 103. qui dit qu'apres contestation en cause le detempteur de l'heritage, en payant? les arrerages escheus de son temps, peut deguerpir ou

renoncer à iceluy, a lieu, etiam apres vn Arrest de condemnation interuenu, d'autant que ces mots, de son temps, s'entendent tandis qu'il sera detempteur, & toussours il a la liberté de renoncer ou deguerpir: qui est ce qui auoit esté dessa jugé par un Arrest. recité par Charondas en ses Responses de droide, le 15 Iuillet 1604 mais la grande difficulté sut sur l'interpretation des mots qui suinent en cet article 103. Insques à la concurrence des fruitts parluy perceus, si mieux il n'aymerendre les fruitts, sçauoir si apres auoir souffert yn Arrest de condamnation, deguerpissant l'heritage il pounoit estre quitte des arrerages portez par la condamnatió, offrant rendre compte des fruicts par luy perceus. Carilsemble qu'ayant esté constitué in mora, & s'estant laissé condamner, que res non est integra, pour pouvoir deguerpir en rendant compte des fruicts, d'autant qu'il n'est plus obligé seulement ratione detentionu de l'heritage, mais hypothecairement sur tout son bien, en vertu de la condamnation qui est interuenuë: estant certain par l'Ordonnace que tous les biens d'vn condamné par sentece ou Arrest, sont obligez du jour de la condamnation: toutessois apres auoir pris l'aduis de toutes les Chambres, fut jugé ex magna aquitate, qu'il estoit quitte, etiam apres l'Arrest, en deguerpissant la chose, & rendant compte des fruicts par luy perceus depuis sa detention, cum set exceptio peremptoria, introduite par la Coustume, in illis verbis, si mieux il n'ayine rendre lesdits fruides,

DE DROICT ET DE COVST. D.

qua quocumque tempore apponi potest, etiam post rem iudicatam. La raison est, que n'estant obligé par contract, mais seulement comme detempteur, n'ayant ny la chose, ny les fruicts, il est quitte.

DEGVERPISSEMENT.

Le tiers detempteur deguerpissant l'heritage obligé à une rente, se deliure des arrerages escheus en rapportant seulement les fruicts escheus depuis contestation en cause.

NTRE M. René Gauuin demandeur d'vne part, & Aurappose Charles de Menton, & René de Montitier d'autre, de Monsieur le vingt cinquiesme lanuier mil six cens vingt vn.

Et depuis, le dernier Febusier la mesme decision a esté iugée par Arrest donné au rapport de Monsieur Champront en la mesme Chambre, entre Monsieur Niuelet & Lhoruda.

lugé en la Coustume de Poictou, qui n'en statuë rien, qu'vn tiers detempteur peut apres contestation en cause, mesme apres vn Arrest, deguerpir en rendant les fruiers depuis contestation en cause seulement, & n'est tenu rapporter les fruicts precedens, ny tenu des arrerages d'vne rente constituée escheus auparauant ladite contestation, iusques à la concurrence des fruicts, d'autant qu'il doibt auoir ces fruicts-là pleno iure; & fructus illos consumptione sibi acquirit, sans aucune restitution. l. bonæ sidei possessor: ff. de acgirer. dom. Nonobstant la Coustume de Paris art. 102. & 103. qui veut qu'apres contestation tel detempteur peut renoncer, mais en payant les arrerages de son temps insques à la concurrence des fruicts par luy perçeus, soit auparauant la contestation ou depuis, ou bien en rendant tous les fruicts:

Cette disposition de la Coustume de Paris estant contraire au droict ciuil & à l'équité naturelle, non debet produci ad aliam; secus s'il s'agissoit d'estendre vne Coustume par l'interpretation? de celle de Paris in re fauorabili; ou temperer sa rudesse par vne equité naturelle: comme pour le remploy des choses venduës pendant la communauté, tant de la part du mary que de la fem-

me, lesquels se sont introduits, tacito consensu, és autres pays, par vn vsage conforme à la Coustume de Paris. Mais icy la bonne soy fait que les fruicts appartiennent au possesseur auparauant contestation en cause, iure naturali, pro cultura & cura d. l. bona sidei. st de acquirend. domin. tellement que cette equité naturelle ayant esté abolie par la Coustume de Paris, non débet ad alias extendi.

DESTINATION DE BASTIMENT

DE COLLEGE.

Wn bastiment fait en forme de College, par la seule destination est acquis au public, sans aucun tiltre translatif de proprieté.

V

Prononcé en Robbes Rouges.



Efaict est: Defunct Messire Iacques Amiot Euesque d'Auxerre & Grand Aumosnier de France, amateur des lettres & sciences, voulant bastir & fonder vn College en ladite ville d'Auxerre pour y estre la ieunesse instituée, & les lettres enseignées par les Peres Iesuites, suiuant l'ordre par

eux estably aux autres Colleges, il auroit commencé vn bastiment en ladite ville, & de ses deniers dedans son propre fonds & heritage construit vne grande maison bastie en forme de College auec Classes & Auditoires: ce Collège commencé dés 88. & 89. Pendant les Troubles il fut pris à ranson, sa maison pillée, & beaucoup de vaisselle d'argent perduë, tellement que ce bastiment sut discontinué. En l'année 1589, estant en la ville de Paris, fait son testament holographe en Latin, comme il estoit versé en toutes sortes de sciences, in quo nulla mentio de ce College commencé, & meurt en l'année 1594, quatre à cinq ans apres, estant lors de sa mort ledit bastiment demeuré imparfaict, & ayant esté long temps discontinué: tellement qu'il sembloit que sa volonté sust changée, & n'auoir continué icelle iusques au iour de son deceds: cum sit ambulatoria hominis voluntas vsque ad supremum vita exitum. Les heritiers saissis par la Coustume de tout le bien qu'avoit le defunct lors de son deceds, entrent en possession de cette maison, comme en semblable des autres biens. Les Maire & Escheuins de la ville d'Auxerre auec l'Euesque dudit lieu, comme

DE DROICT ET DE COVST. D. obligé par les Ordonnances à l'institution de la ieunesse, forment complainte en cas de saisine & de nouvelleté, & se rendent demandeurs, à ce que ladite maison soit declarée appartenir à la ville, comme affectée & destinée à l'institution de la jeunesse. Au contraire les Amiots heritiers soustiennent, n'y ayant eu aucune tradition, donnation, ou acte translatif de possession de ladite maison fait par le desun &, que cela estant demeuré in bonis dudit defunct, qu'ils en sont saiss, & partant bien fondez à demander d'estre maintenus en la possession & proprieté d'içelle. Sur cescontestations sentence de Messieurs des Requestes, par laquelle les heritiers sont maintenus, auec desenses ausdits Maire & Escheuins de les troubler ny empescher, si mieux n'aimoient rembourser lesdits heritiers de la valeur de ladite maison au dire de gens à ce cognoissans. Appel par les Maire & Escheuins en la Cour. Le procés conclud, & distribué en la premiere Chambre des Enquestes, au rapport de Monsseur Biet: Le procés diligemment examiné, il passa, en insirmant la sentence, à delarer le College appartenir à la ville, & ce pour estre par elle paracheué, & la ieunesse instituée en iceluy, sumant l'vsage auquel il auoit esté destiné: de laquelle opinion ayant esté le premier contre l'aduis de Monsseur le Rapporteur, cette opinion emporta, & cét Arrest, assez celebre pour sa decision, sut prononcé en robbes rouges par Monsieur le President de Thou, recommandable à iamais par les monumens de son Histoire.

Les raisons particulieres de cét Arrest, ie les reduiray à cinq principales considerations, rapportant au plus pres tout ce qui sur

dit de remarquable en cette cause.

La première consideration qui faisoit en ce procés, estoit la qualité de la chose & de la personne; sçauoir est, vn Euesque & vn Collège: vn Euesque, en cura hac principalis esse debet en son Diocese, d'ordonner de l'institution de la ieunesse: L'Euesque obligé à ce soin, tant naturellement à cause de sa charge, que par les Ordonnances, d'autant que le reuenu de l'Eglise est particulierement affecté aux pauures; & les Ecclesiastiques n'en sont qu'vsussivitérers & dispensateurs: & partant si vn Euesque de son reuenu & des fruicts de son Euesché a fait quelque œuure picuse & charitable, comme en ce faict, s'il a basty vn Collège pour instruire la ieunesse, & particulierement les pauures, il n'a fait que ce qu'il estoit tenu de faire, soluit quod debuit. Il n'y a

D. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. donc aucune condition ou repetition: & les heritiers ne peuuent comme succedans aux meubles & aux frui ets, repeter cette despense, notamment en ce procez, d'autant qu'il estoit certain que toute la charpenterie de ce bastiment avoit esté prise dans les bois de l'Euesché. Or il est certain que les grands arbres sont reputez pour fonds & immeuble, lequel neva aux heritiers des Euesques, ains appartient à l'Eglise. C'est pourquoy l'Euesque d'Auxerre estoit interuenant pour son interest particulier. Aussi que s'il falloit repeter les choses de plus haut, l'ordre de l'Histoire Ecclesiastique nous apprend que depuis que les Ecclesiastiques commencerent à posseder terres & reuenus (antè enimomnia in communi erant,) & que la separatió du bien Ecclesiastique sut faite par Dioceles & Parroisses, les fruicts estoient tellement maniez par l'Euesque & Diocesain, qu'ils estoient partis en quatre parts, dont l'vne estoit pour l'Eucsque, la deuxiesme pour le Clergé, la troissesme pour entretenir les bastimens, & la quatriesme pour les pauures : comme il appert par les Epistres du Pape Simplicius. Et encores l'Euesque ne pouuoit disposer de sa part à sa volonté: car cela estoit desendu par le quatriesme Concile de Carthage, à peine de sacrilege: ains cette part deuoit estre employée à receuoir les pauures, & deliurer les prisonniers, comme Gelase recite & Sain& Hierosme, Canon. Apostolorum, 38. Et cet vsage a esté long temps pratiqué en l'Eglise: mesmes les heritiers ne succedoient nullement; car tout ce qui estoit venu en l'Eglise estoit conserué à l'Eglise; mesme les fruicts, (bien qu'en France les heritiers y succedent, & se partissent entre les heritiers du defunct & le successeur Euresque pro medo temporis.) Tout cecy pour monstrer que quand vn Euesque fait quelque disposition qui tourne au profit de l'Eglise, il n'est besoin d'y apporter tant de formes ny d'actes particuliers translatifs de possession, elm non tam videatur dare quam reddere: Car comme dit Sain & Gregoire Nanzianzene, @ 200 3 8 8 mein na ceir. Cela estoit desia à Dieu: & chaque chose retourne facilement à son vsage, auquel elle estoit destinée, comme à sa sin principale. Voila pourquoy ce grand Roy disoit à Dieu, 1. Paralipom. cap. vlt. Quis ego, & qui populus meus, et possimus hac tibi eniuersa promittere tua sunt omnia, & ex tuis dedimus tibi. Voila donc pour la qualité de la personne, qui estoit fort considerable, de seu Monsieur Amiot Euesque de ladite ville d'Auxerre.

DE DROICT ET DE COVST. D.

Et n'estoit aussi moins considerable la qualité de la chose, qui estoit vne maison bastie en forme de College, auec Classes & Auditoires, ioin& l'intention de celuy qui bastissoit pour y estre la ieunesse instituée: car cette clause est si sauorable, qu'il ne s'y peut rien dire de plus: estant certain que le principal fondement de toute Republique est en l'institution de la ieunesse, & Platon l'appelle moneus rui un reed. A ristote son disciple monstre en son huitiesme liure des Politiques, qu'en leur Republique ils auoiet estably des loix particulieres pour ce faict. Plutarque en la comparaison de Lycurgue auec Numa Pompilius en son traicté des Vies illustres, tournées en François admirablement par ledit Messire Iacques Amiot, blasme fort Numa Pompilius de ce que ayant esté fort curieux de faire plusieurs belles loix, il oublia la nourriture & institution de la ieunesse, lors qu'il auoit puissance sur vn peuple nouuellemet conquis. Et au contraire lou e Lycurgue, lequel par ce moyé teignit, par maniere de dire, en laine les mœurs des enfans, & auec le laict de leur nourriture leur faisoit succer l'amour de ses loix & de sa police. Ce qui auroit eu tant de force, dit-il, que l'espace de cinq cens ans ses principales constiturions & ordonnances sont demeurées en leur entier. Mais outre l'establissement de toute Republique & Monarchie, est enfermé encores sous cette institution de ieunesse, le fondement de nostre Religion: ce qui ayant donné cause à l'intétion de desunct Messire lacques Amiot, comeil estoit attesté au procez par plusieurs tesmoins dignes de soy, nous deuos par tout moye fauoriser son dessein, vt imperfectam voluntatem iure tueamur. Voila pour le premier poin à concernant la faueur de la personne & de la chose.

Le second est vn poin et de droi et, sçauoir si vne volonté nuc est obligatoire en ces ouurages publics: car de ce nous avons tout le tiltre de pollicitationibus, au ff. qui est inseré apres celuy de operibus publics, où en la loy 1. & 2. il decide expressement que in causa addici publici, solius offerentis promissum obligat, sans acceptation ny stipulation: De saçon que celuy qui a commencé de construire vn edifice, ou de dresser vne statué en public, encores que sans cause; non seulement luy, mais aussi ses heritiers sont tenus de paracheuer l'œuure commencée. Aquissimum enim est, dit Vlpian, huius modi voluntates in ciuitatem collatas pænitentia non reuocari: & ce par vn droi et special, cum aliequi nuda voluntas, de droi et commun, nihil operetur, neque nudum

D. ARRESTS DECISIFS DE QUEST.

pactum: voire rebus integris licet pænitere. Mais en ce faict il y a
vne raison particuliere d'equité, que les Iurisconsultes ont suiuy,
& nous ont tracé le chemin: c'est que tout ce que nous auons &
possedons est deub à la patrie, laquelle emporte les premietes
parties de l'office de pieté. Cette volonté donc declarée par esse estant d'vn deuoir naturel, elle n'est point subjecte à estre reuoquée: car ce seroit se repentir d'auoir bien fait: & comme disent
les Canons, pænitentia pænitentia, qui n'est point admise, estant
ce vœ sobligatoire comme celuy qui est fait à Dieu: d'où vient
que etiam ante pollicitationem à defuncto factam illo voto beres obligatur. l. 2. sf. de pollicitationibus. Ces raisons sont traittées plus ample-

ment par Connan num. 5. Comment. 8.

Mais la faueur du public est la principale, laquelle laissant nous viendrons au particulier de cette cause, qui est le troisiesme poinct, pour monstrer que ce n'a point estéicy vne nue volonté, ains qu'il y a eu tradition & translation de proprieté du fonds, de la matiere, & du total du bastiment à la ville d'Auxerrepar feu Monsieur Amiot: de façon que ses heritiers ne le pequent pretendre, comme n'estant plus in bonis du defunct. Pour l'enrendre il faut venir à la division generale de toutes choses. Res aut sunt in nostro patrimonio, aut extra patrimonium, au tiltre 1. du liure des Institutes. Extra patrimonium sunt publica, nullius, vniversitatis. Sunt autem universitatis, non singulorum, theatra, stadia, & similia, si qua alia sunt, Basilica, Templa, Gymnasia. Les Colleges donc ne sont point en nostre patrimoine, ils en sont hors. De mesme donc que celuy qui bastit sciens in alieno solo, hoc ipso. proprietatem materia amittit, aded vt nee diruta vindicari posint. S. ex diverso. Instit. de reivindicat. Ainsi celuy qui bastit vn College, bien que ce soit de ses deniers, & en son fonds, videtur tacite alienare materiam, à mesure qu'il bastit : tellement qu'il ne faut pointd'autre translation, & n'a point lieu icy la reigle qui veut que nudis pactis dominia rerum non transferuntur. Car le faict iey pro traditione est: & cela a esté decide par la loy Statuas, sous le tiltre ff. de acquirendo rerum dom. qui dit que si quis statuam posuerit, in eam rem pratoris operam esse, vt quod eamente semel in publico positumest, non liceat prinato auferre, ne quidem ei qui posuit, quia non amplius eius est , sed sinitatis & vniuer sitatis.

Le quatriesme poinct, qui sut sort examiné, & qui sembloit retenir plus Messieurs de contraire aduis, estoit que cette volonté

DE DROICT ET DE COVST. D. Tembloit auoir esté reuoquée par le defunct, necin ea perseuerasse. Primò, parce qu'en 89, faisant son testament, il n'en auoit fait aucune mention. Secundo, parce qu'il avoit esté discontinué fort long temps, & de faict estoit demeuré imparfaict : comme aussi quelques procés estoient suruenus entre le dessunct & ceux de la ville d'Auxerre. Mais à cela on respondoit par deux raisons: La premiere, que cette volonté n'auoit peu estre reuoquée par cette loy 2. au f. 2. ff. de pollicitationibus: huiusmodi enim voluntates in ciuitatem collata, ne sont subjectes à penitence, ayant eu mesmes tradition & transsation en ce faict particulier selon la loy Statuas. La seconde, que non constat de la reuocation : car il faudroit qu'elle fust expresse: car de dire, In supremis constitutus, faisant son testament, il n'en a parléaucunement, mesme estant de ceinterpellé, comme quelques tesmoins deposent; il y a eu des procés & de grands differends qui sont depuis suruenus entre ledit desunct, comme Euesque, & les Chanoines de sadite ville: ny l'vne ny l'autre raison ne peuuent induire vne reuocation de volonté. Quand on dispute en droi &, Qualiter donatio inter virum & vxorem pænitentia reuocetur: Car autrement si celuy qui a donné non panituerit, nutu eius confirmatur donatio: Les Iurisconsultes respondent deux choses, in l. cum hic status. S. panitentiam. S. sequente. ff. de donat. inter virum & vxorem: L'vne, qu'il faut que de illa pænitentia appareat enidenter. Quod si (dit le surisconsulte) sit in obscuris, procliuis esse debet iudex ad comprobandam donationem: in dubio enim non prasumitur renocatio voluntatis. Et la preune en appartient à l'heritier; comme il est traicté en la loy Fideicommissa in S. si rem Suam. ff. de legat. 3. si testator rem suam legauerit, alienando postea videtur tacite adimere legatum: sed si necessitate vrgente alienauerit, quaritur an legatam pets possit: & respondet Vlpianus peti posse nisi probetur eum adimere voluisse: Probationem autem mutata voluntatis ab heredibus exigendam. L'autre, que pænitentia illa durauerit vsque ad supremum vita exitum, comme dit ce S. pænitentiam. Car encores qu'il y eust eu quelque refroidissement de cette premiere volonté, si toutesfois il n'a pas duré en ce repentir, & qu'il n'ait point expressément reuoqué par son testament, supremum iudicium eius spectabimus. De façon que ex eo guidnon reuocauit videtur tacite confirmasses Commeicy vn argument contraire: il n'en a point parlé par son testament, il n'a point declaré son intention estre changée, il l'à tacitement confirmée & approuuée de nouveau: Et en ce cas re76 D. ARRESTS DECISIFS DE QUEST.

pellitur heres per doli exceptionem, si non cotra voluntatem des suncti: ven que la preuue luy appartient du contraire, l. apud Celsum. Si praterea sciendum est est doli mal. Emet. except. Nous ne pouuons donc induire aucune ny tacite ny expresse reuocatio en ce saict par ce que dessus, & moins encores par le procez suruemu entre le dessunct & les Chanoines: car il faudroit que ce sussent grauisime inimicitia es capitales qui sussent suruenues: Alioqui leurs offensa es qua non durat, non adimit legatum. l. 3. S. 1. cum l. seq. ff. de adimend.

& transf. legatis ..

Reste donc le cinquiesme & dernier poinet, qui fut aussi sort examiné par Monfieur le President Fayet: Sçauoir si les heritiers peuvent reuoquer cette volonté, & s'ils y sont bien receuables à la debattre. La loy Cum hie status. S. ait oratio ff.de donat.interviru & uxorem, qui fut par ledit sieur President, homme consommé en la Iurisprudence, alleguée à ce propos, est fort belle en sa decifion: Fas (inquit oratio) ei qui dedit pænitere; heredem verò eripere forsitan aduersus voluntatem supremam eius qui donauerit, durum & auarum esse. Il taxe d'auarice ces heritiers qui voudroient impugner mesmes vne volonté douteuse: car l'excellence est au mot de forsitan aduersus voluntatem: car comme dit Pline excellemment en vn lieu de ses Epistres, bonis beredibus voluntatem defuncti intellexisse pro iure est. Et. Tacite: Non hoc pracipuum heredum munus est, ignano quastu defunctum prosequi, sed qua voluerit meminisse, qua mãdauerit exequi. Et cela peut estre dit notamment en ce faict, auquel il s'agist de coseruer une eternelle memoire du desunct, & quasi monumentum, quod sibi propriis manibus construxit, absoluere. Et ne sert la difficulté qu'on apportoit en ce faict, que les les uistes ayass esté par Arrest bannis de la France, & l'intentio du defunct Messire lacques Amiot ayant esté, comme il nous estoit rapporté par plusieurs tesmoins, que ce College qu'il desiroit mesme sonder de son reuenu, sust affecté aux Peres Iesuistes, que nous estios en vn cas d'impossibilité de pouvoir executer plainement sa volonté: Car quand le defunct a voulu pouruoir à sa memoire, comme en ce faict, encore que le cas par luy exprimé ne puisso anoir lien, deflectimus in alium fensum, vt memoria eius conferuetur. Cela est decide en la loy, legatum. ff.de vsuc vsufructu legato: qui est tres-belle & à propos Legatum ciuitati relictumest de ludis celebrandis in memoriam defuncti: quamuis, dit le Iurisconsulte, probari non posit quo genere defunctus voluit memoriam eius celebrari; putà Indis DE DROICT ET DE COVST. D.

ludis sunebribus humanum sanguinem effundendo, vt solebat in ea ciuitate in qua d vetitum sit: tamen non debet summa quam legauit lucro heredum cedere, sed adhibitis heredibus & primoribus cinitatis, dipiciendumest; in quam rem converti debeat, vt memoria testatoris alto & licito genere celebretur. Ainsi aufaist qui se presente, ayant affe-Eté ce College aux Iesuistes, ne pouvant son intention estre executée, quia vetitumest, l'institution neantmoins de la ieunesse qui se fera en ce lieu par d'autres personnes d'erudition & de sçauoit, liset alio tamen licito genere, conservera sa memoire en entier, & la chose en l'vsage auquel elle auoit este destinée.

Sur ces raisons Arrest du 20. Ianuier 1607, en la premiere Chambre, pronocé en robbes rouges par Monsieur le President de Thou, à la prononciation de Pasques, le Mardy 10. Auril ensuivant, par lequel l'appellation & sentence sut mise au neant: en emendant, la maison bastie en sorme de College sut declarée appartenir à la ville d'Auxerre, pour y estre la ieunesse instituée, & que le present Arrest seroit mis dans leur Greffe, pour leur seruir de titre, & l'inscription en Latin que l'on auoit trouuée entre les papiers dudit desun & Messire Iacques Amiot, mise & appo-

see sur la porte du dit College.

The lante of the part, & coreans errangiors la callans cot-DISCUSSION DV PRINCIPAL

None Min B. Madame la Dicheffe de Elemours, oppo-

DEBTEVR.

Que la discussion du principal debteur és pays de discussion peur estre aussi bien demandée par le detempteur de la speciale hypotheque comme de la generale, contre l'opinion des anciens Praticiens.

general se que la proprieté d'A.V aure du Coviair de Lande

NTRE Damoiselle Huberte Hennequin, veusue Au rappore de lean d'Estampes, contre Louys le Mairat: L'ap- de Monsseur pel estoit du Bailly de Troyes, Coustume de Cham-Forger, pagne, pays de discussion, sut jugé en consirmant la sentence dudit Bailly, qu'auparauant que pouvoir s'addresser contre vn tiers detempteur, mesme pour poursuiure vne hypotheque speciale portée par le contract de constitution, il falloit

лыствана

de Monficur

D. ARRESTS DECISIFS DE QVEST.
prealablement discuter la personnelle, & rendre insoluable le debiteur principal, selon l'Authentique, hot si debitor. Cod. de pign. laquelle neantmoins les anciens Practiciens entendoient seulement, in hypotheca generali, & non pas pour les biens specialement hypothequez: n'y ayant aujourd'huy par nos contracts difference entre la generale & speciale par la clause ordinaire, Same que la generale, & c.

Du 7. Scptembre 1600.

DOMAINE DV ROY ENGAGE COMMENT SE PEVT SAISIR.

Le droict d'engagement de certaine chose estant du domaine du Roy se peut saisir & decretter pour les debtes de celuy auquel elle a esté engagée, & la saisie se fait entre les mains du Receueur ordinaire qui en doit compter à la Chambre.

VII.

Au rapport de Monsieur Barillon.

NTRE Madame la Duchesse de Nemours, opposante d'une part, & certains creanciers saississans certains droicts dependans du domaine de Chattres, d'autre: Fut iugé que le droiet qu'on peut anoir par le moyen de l'engagement fait du domaine du Roy pour vne certaine somme de deniers, comme au faict particulier, le domaine de Chartres ayant esté aliené à ladite Duchesse de Nemours pour la somme de deux mille liures, que ce droist peut estre saisi & decreté pour les debtes & hypotheques de celuy qui a acquis ledit domaine, encor que ce ne soit qu'vn engagement, & que la proprieté du domaine du Roy soit de sa nature inalienable, ayant tousiours la faculté du rachapt perpetuel: & la saisse dudit droiet se fera entre les mains des Receueurs ordinaires du reuenu du domaine, qui ont accoustumé d'en compter à la Chambre des Comptes; lesquels, toutes charges de domaine desduites, ce qui se trouuera de bon entre leurs mains demeurant affecté aux creanciers, seront tenus comme depositaires des biens de lustice le deliurer aux saissssans. Et a esté par la mesme raison ordonné par Arrest donné en la seconde

DE DROICT ET DE COVST. D. Chambre, au rapport de Monsseur Ricouart le 21. Iuillet 1601. confirmatif d'vne sentence donnée au Tresor l'an 1600. Coussent & Sernande parties : le droi & des baux à loyer quise font de neuf à neufans, par les Tresoriers de France, des boutiques des Merciers du Palais, declaré subject aux hypotheques de celuy qui en auoit le droict du Roy, & permis de le faire saisir & decreter. Bien qu'il semble que ce ne soit qu'vn droiet de louage, & purement mobilier: & ainsi jugé par Arrest de la cinquiesme Chambre, entre Agnes du Bois vefue, & Iean de Colligny, le 16. Decembre 1600. rapporté par M 1 Louet en la lettre M, n. 13 que ce droist estoit non subject aux hypotheques de celuy qui les auoit depuis cedées à vn autre, estant passé en main tierce: mais la saisse en la personne de celuy qui en a le droict, l'affecte, & le rend comme immeuble à l'exemple de l'office ven al : rellement que s'il n'a esté saissen la personne de celuy qui en a le droi du Roy, il ne peut plus estre poursuiuy par forme d'hypotheque. Et c'est comme on peut concilier ces deux Arrests qui semblent autrement concame que ladire. Danie de Lutina readle des les vinagrés deputs

DONATION UNIVERSELLE.

Que les donations vniuerselles de tous biens faites par contract de mariage ne se peuuent reuoquer, mais se peuuent diminuer par alienation ou translation faite pour cause necessaire. Et que les donataires vniuersels ne sont tenus pour heritiers simples subjets aux debtes, mais tenus aux faicts & promesses de leurs autheurs pour la garentie des choses par eux alienées, ou debtes creées pour cause necessaire depuis la donation.

of the process of the process of the general of

NTRE Messire François d'Orleans, Comte de Sain& Paul, & Dame Anne de Caumont son espouse, demandeurs en action petitoire, & de desistement de la terre de Cuzac, d'vne part,

Et Messire Charles Durfort, & Damoiselle Ieanne de Lane fa semme, defendeurs d'autre,

60 D. ARRESTS DECISIFS DE QUEST.

Le faict est, que la Dame de Lustrac mere de ladire Dame de Caumont estant veufue de Monsieur le Mareschal de Sain& André, convolant en secondes nopces avec Messire Geoffroy Baron de Caumont en l'an 1568, donne par contract de mariage, & donation entre-vifs irrenocable, dés à present ayant effect, aux enfans qui naistroient dudit mariage, fils ou fille, tous ses biens meubles ou immeubles, presens & à venir, generalement quelconques, sans en rien excepter ny reseruer, fors la somme de dix mil francs, de laquelle elle pourroit disposer, & iusques à la concurrence d'icelle, instituant ses enfans ses heritiers vniuersels. Ce sont les termes du contract. De ce mariage est issuë ladite Dame Anne de Caumont demanderesse, & ayant suruescu sa mere, delaissée seule elle auroit par le moyen de ladite donation, & en vertu d'icelle recueilly generalement tous ses biens, non seulement delaissez apres son deceds, mais ceux qu'elle possedoit lors & à l'instant de ladite donation, laquelle auroit eu son effect dés l'année 1608. & lors dudit contract de mariage, bien qu'elle eust son effect suspensif apres la mort de la dite Dame de Lustrac. Et d'aucant que ladite Dame de Lustrac auroit dés son viuant & depuis ladite donation faite par contract de mariage aliené & vendu la terre de Cuzac, aux enfans d'vn nommé Ianot Odet, au lieu desquels estoient les desfendeurs, par contrast de transaction faict & passé entre lesdites parties, en l'an 1578, dix ans apres ledit contra &, lequel luy lioit les mains, & empeschoit qu'elle ne peust disposer de son bien, que iusques à la somme de dix mil liures : ce qu'elle auoit fait, ayant depuis ledit contract vendu pour plus de vingt mil liures de son bien: Et partant concluoit à ce que lesdits deffendeurs eussent à se desister & departir de ladite terre, luy quitter la possession d'icelle, & luy en rendre les fruicts. Les desfendeurs soustenoient par plusieurs moyens sadite Dame Anne de Caumont non receuable: mais toute la question du procés se reduisoit en deux poinces generaux & decilifs.

Le premier estoit, si ces donations vniuerselles de tous biens, autre sois reprouuées par le droict, & neantmoins receuës en France, par nos contracts de mariage, n'estans receuables comme saites entre-viss, & ayans seur esse present, bien que s'exeention soit disserée apres la mort, peuvent estre diminuées par alienation volontaire ou necessaire,

DE DROICT ET DE COVST. D.

61

Le second, si les donataires vniversels doivent estre tenus heritiers de ceux qui ont donné, comme en ce procés la dite de Caumont sille & heritière de la dite de Lustrac sa mere: & partant tenus des saicts & promesses de leurs autheurs, pour ne pouuoir venir à l'encontre, mesmes tenus des debtes par eux contractées.

Pour le premier poinct, il est tres-certain par le droist Romain, que toutes les donations voinerselles, & institutions d'hesitier contraduelles sont reprouvées pour deux raisons: L'vne, d'autant qu'elles empeschoient la liberté de tester, laquelle estant iuris publici, ne pouvoir estre ostée par les pactions des partieuliers. l. 1. ff. de testamentis. l. patta. Cod. eod. Et comme dit la loy derniere, ff. de suis & legitim. hered. iure publico deferuntur hereditates, non etiam conventionibus prinatorum, que turis publici authoritate non censentur. L'autre raison estoit, que ces pactions de viuentis hominis successione, estoient estimées contrabonos mores, quia inducebant votum captanda mortis, dum habere magis volumus quam expectare, ainsi que parle Tacite, & partant nulles. l. pattum quod dotali. Cod. de pactis. La loy derniere ibid. dit, Improbum enim illud eft, & corninum, de vinentis adhuc hominis successione cogitare: Mais par nostre droich François, & sous lequel nous vinons, ayant du tout aboly la force des restamens en ostant l'institution d'heritier, qui n'a point de lieu par toutes nos Coustames, & voulant neantmoins, & ayantice desir commun de perpetuer tant que nous pouuons nos biens en nos familles, nous auons admis ces institutions d'heritiers contractuelles, ou plustost donatios universelles de tous nos biens faites filiis nascituris, & ce par contract de mariage, ayant donné mesme faueur à nos contracts de mariage, & estans aussi aloux de la conservation d'iceux que les Romains ont esté delleurs restamens: & pouvons appeller ce droict particulier des François, fuiuant une loy Ripuaire tirée des vieux Gaulois habitant pres les ris uages des rivieres voisines du Rhin, unde dicti Ripuarije Si quis mu. lierem desponsauerit, quidquid pertabularum aut chartarum instrumenta conscriptum fuerit, perpetualiter inconnul sum mancat. Car ce contract estant perpetuel, voto tomnabentium, & parle desir des deux conjoints qui se marient, pour estre ensemble iusques à la mort, ellendans encores leurs desirs par delà, & apres leur deceds, foni ces pactions en faueur de leurs enfans à naistre; & parrant se relsentans de la nature du contract, auquel elles sont apposées, H iii

62 D. ARRESTS DECISIES DE QUEST.

sont irrevocables, & ne peuvent estre diminuées & alterées par alienations ou debtes depuis contractées: car autrement il seroit en la puissance mesme du donateur de rendre la donation inutile & frauduleuse. Monsieur Louet a traitté cette question en ses Arrests, soubs le titre Des donations de tous les biens, & s'il est tenu des debtes, où il rapporte diuerses opinions. Valla en son liure De rebus dubits, tient toutes ces donations, quant aux deux conjoints, donations entre vifs: mais quant aux enfans, donations à cause de mort, bien qu'elles ne soient reuocables, d'autant que tout l'effect en est differé apres le trespas du donateur : Valla tractatu 4. in fine, num. 61. Mais cette opinion, bien qu'elle semble fondée en droict, n'a estésuluie par les Arrests qui ont tenu ces donations vniuerselles faites filis nascinuris, bien qu'elles semblent suspenduës apres la mort, & habent in se cogitationem mortis, toutesfois pour donations entre vifs, qui ont leur effect dés lors du contract, nec consirmationem à morte accipiunt. Mais la principale difficulté est, si telles donations reçoiuent diminution, &c si elles empeschent les donateurs de pouvoir aliener de leur bie, foit par donation exerçans leurs liberalitez, soit par ventes necessaires, payant & acquittant leurs debtes, ou contractées auparauant, ou creées depuis. C'est en quoy se sont trouuez empeschez les Docteurs. Ferronius sur la Coustume de Bordeaux, tit.5. de testam. S.1.cap.6. Argentré sur la Coustume de Bretagne, tit. de donationib. art. 219. gloff. 6. Car certes il semble fort rude, voire du tout inique, de dire que celuy qui a donné tout son bien aux enfans qui naistront, soit fils ou fille, se soit voulu lier tellement les mains, qu'il ne se puisse ayder de son bien, & qu'il soit comme en interdiction, ne pouuant pour aucune cause ou vrgente necessité disposer de son bien : ita vt ex liberalitate sua damnum confequatur, & ad inopiam redigatur, contre la disposition de droict. Carles Arrefts alleguez par Monsieur Louet pour contraire opinion, & qui estoient alleguez par ladite Dame de Caumont, pour faire reuoquer l'alienation faite par sa mere de la terre de Cuzac, estans bien considerez & examinez, n'auoient point touché cette question. Car par l'Arrest celebre qu'on alleguoit, donné entre la Royne Marguerite de Valois, & les creanciers de la desun de Royne Mere pour le Comté de Clermont, n'ayant esté donné que par prouision, il auroit esté depuis renuerlé en jugeant le principal different de ladire question, jugée DE DROICT ET DE COVST. D. 63 tout autrement en la premiere Chambre au profit de Monsseur de Vantadour, qui auroit acquis quelques terres dudit Comté de Clermont.

Par l'Arrest donné au prosit de Monsseur de Foix au Parlement de Tholose, que ces Institutions contractuelles se iugeoient tout autrement là qu'au Parlement de Paris, & faisoient distraction ordinairement par leurs Arrests des meubles & des acquests de ces donations vniuerselles, donnant le recours aux creanciers sur cette nature de biens; & bres que cela se iugeant diuersemet,

on ne pouvoit dire cette question avoir esté terminée.

Il sembloit donc qu'en ces contrarietez d'Arrests & d'opinions on pouvoit suivre mediam viam, ce qu'autressois en pareilles occurrences les lurisconsultes ont suivy, c'est à dire que les donateurs ne peuvent pas diminuer, & comme revoquer les donatios par eux faites, par autres donations ou alienations purement lucratives & non necessaires: d'autant qu'en ce cas ce seroit in strandem de la donation, cùm donare sit perdere: mais aussi que s'ils sont necessitez de vendre, ou pour acquitter leurs debtes auparauant contractées, ou pour se redimer d'vn grand procez, qu'ils ne puissent aliener par transaction ou autrement leur bien, dummodo sine fraude id siat: que cela estoit très raisonnable de leur laisser en ce cas la libre dispositio de leur bien, qui ne leur peut estre ostée, cùm vnusquisque rei sua sit moderator & arbiter. Linre mandata Cod. mandati.

Tellement qu'au fai & particulier ladite Dame de Caumont ne s'estant reservée de disposer de son bien que insques à la somme de dix mil liures, benignior interpretatio accipienda est: C'est à dire qu'elle s'est liée les mains pour ne pouvoir doner de son bien que insques à ladite somme: Mais aussi cette restriction n'empesche pas que demeurant dans les termes du droict commun, elle n'ait peu vendre la terre de Cuzac, & en transiger pour sortir d'vn grand procez qu'elle avoit sur les bras: les heritiers de Ianot Odet, alleguans qu'ils auroient esté forcez & violentez de vendre ladite terre par le Mareschal de S. André, & les poursuivant à rédre les fruicts depuis vne longue suitte d'années, mesmes demandant le payement de plusieurs sommes principales, & interests par eux pretendus. Tellement que cette alienation saite par transaction, ex causa vrgente & necessaria, ne pouvoit avoir esté saite in fraudem de la donation. C'est pour quoy sut iugé que les

D. ARRESTS DECISIFS DE QUEST.

demandeurs estoient non recevables en leur action petitoire, & fut la sentence de Messieurs des Requestes du Palais confirmée, qui auoit debouté le demandeur audit nom de son action, &

passa tout d'yn aduis.

Le second poinct fut aussi iugé: sçauoir est, que ces donataires yniueriels sont tenus des faicts & promesses de leurs autheurs, pour les alienations par eux faites ex causa necessaria comme heritiers contractuels, mais non toutesfois sujets aux debtes personnelles contractées depuis lesdites donations: & ne sont tenus heritiers purs & simples, bien qu'ils soient enfans tenans tous les biens dudit defun & alio titulo que d'heritiers: & fut arresté qu'on n'entendoit declarer la dite de Caumont par tel Arrest heritiere de son pere & de samere pour estre tenuë des debtes: & cette decision semble conforme à l'opinion de Ferronius, lequel i'ay pensé pouvoir estre allegué, comme ayant esté Conseiller au Parlement de Bordeaux, fort estimé pour sa doctrine, & fort versé en fa Coustume, en laquelle nous estions. Car au titres. de Testamentis, § 5. in consuetudines Burdigalenses, traittant cette question, andonatarius vniuersalis ad debita teneatur: conclud, eum non teneri nist de debitis ante donationem contractis, cum non censeatur donatum, nisi quod superest deducto are alieno. I. mulier bona .ff. de iur. dot. Il met toutesfois cette exception, que ie trouue bien raisonnable, nisi forte debita illa essent ex causa necessaria contracta. Car par la mesme raison que nous auons dit que ces heritiers contra-Etuels sont tenus des alienations faites par leurs autheurs ex cansa necessaria, depuis la donation à eux faite : aussi seroit-il raisonnable qu'ils payassent les debtes faites pour cause necessaire suruenue depuis la donation, & sans lesquelles vn homme de condition ne pounoir viure: Hac est enim aguitas qua in paribus causis paria iura desiderat.

you render la terre do Curad. Se en transinger pour forcir d'un grant process and the loc dear alts figurers de lander allogue us que ils autoiuns estes intecez & vincentez deven a dig langueter char lead again and de S. Andre, & les pourts mant

traination, everage overage de acceptation de recursitances and falle me fraisem de la donación. C'elt pourquoy fue jugé que es "

a feereles landes acquay voctongue auted sances, me Ands de-AKOG PO Corent de plasseurs semme puncipales & interes

DONATION.

La donation faite auec la cogitation d'enfans par contract de mariage n'est reuoquée par la survivance desdits enfans, quand on a fait mention d'iceux: (t) ne peut estre allegué le defaut d'insinuation contre vn mineur, quand il vient dans les dix ans de sa maiorité pour s'en faire releuer contre celuy. qui estoit obligé de le faire insinuer. chre refeuede ce que le don a fre fait en un 1560 n audu elle infinitérar la mere L. aurie, noul faire condamner le dicheur de



E saict est: En l'année 1573. decedaintestat Mes Prononce sire Charles du Faur, President en la Cour de Rouges sur Parlement de Tholose, laissant lacques du Faur procez parson fils, lors aagéde trois à quatre ans, & quatre 19. filles, qui n'eurent autre tuteur que leanne de Mansencal leur mere, fille du feu sieur de Man-

sencal, iadis premier President à Tholose, s'aquelle en cette qualité prend l'administration de leurs personnes & biens. Iacques du Faur est amené par desunet Monsseur de Pibrae son oncle à Paris, lors qu'il eut atteint l'âge pour estudier. Pendant son absence, sans luy faire creer aucun tuteur ou curateur, ladite de Mansencal le 8. Iuillet 1580, convole en secondes nopces auec Ican Antoine du Faur, de la mesme famille, sieur de Pinos, gentilhomme lequel n'anoit iamais esté marié. Par le cotract de mas riage il est stipulé qu'aduenant le deceds dud, sieur de Pinos sans enfans masses, qu'en ce cas il donne en contemplation de son suturmariage, par titre de donation pure & simple entre vifs, audit lacques du Faur fils de sa semme absent, & en âge de pupillarité, la moitié de tous ses biens venus & àvenir; & ladite donations stipulée & acceptée par ladite de Mansencal, mais non acceptée par le donataire, & non insinuée par la mere, comme son deuoir l'y obligeoit, estant ou tenant lieu de tutrice naturelle audit Iacques du Faur. De ce mariage naissent seule met deux filles, Françoise & Ieanne du Faur: Françoise aisnée mariée auec le sieur de Miran en l'an 1597, à laquelle par contract de mariage passé en la presence de tous les parens proches paternels & maternels du

dudit Iacques du Faur, ledit sieur de Pinos donna tous ses biens meubles & immeubles, presens & à venir, la legitime sur iceux reseruée à sa fille Ieanne: & moyenant certe donation ledit sieur de Miran sutur espoux, donna aussi de sa part en saueur du mesme mariage, au premier sils masse qui viendra de son mariage, la moitié de tous ses biens. Cette seconde donation est acceptée & insinuée au veu & seeu dudit Iacques du Faur, qui nes y oppose point, au contraire souffre que ledit sieur de Miran & sa femme soient à l'heure mesme mis en possession de la plus grade part des biens ainsi donnez. Depuis en l'an 1598. en Mars, il fait signifier des lettres par luy obtenues, tendantes à deux sins: L'vne, pour estre releué de ce que le don à luy fait en l'an 1580. n'auoit esté insinué par sa mere: L'autre, pour faire condamner ledit sieur de Pinos son donateur à consentir ladite insinuation.

De faiet, par sentence le dit sieur de Pinos est condamné passer procuration pour la dite insinuation, & les dites lettres entherinées. De cette sentence le dit sieur de Mirans'est porté pour appellant, & depuis obtenu lettres, pour en jugeant l'appel saire de clarer la dite donation premiere reuoquée par la suruenance des ensans, & nulle par desaut d'acceptation & insinuation.

Messieurs de la grand' Chambre en jugeant l'appel, ensemble le sai des lettres, se sont trouvez partis en opinions.

Monfieur de Monthelon Rapporteur estoit d'aduis de mettre l'appellation & sentence au neant: en emendant, declarer la seconde donation bone & valable au prosit du St de Miran, lequel la Cour a absous de la demande saite par led du Faur, asin de co-sentir par luy l'insinuatio de la premiere donation, sans despens.

Monsieur Bauin Compartiteur au contraire: Sans auoir esgard aux lettres obtenuës par ledit de Miran, mettre l'appellatio au neant: ordonner que ladite sentence sortiroit esse nonobstant la seconde donation, laquelle demeureroit en sa force & vertu pour le reste des biens dudit sieur de Pinos.

Les moyens sur lesquels estoit sondée l'opinion du Rapporteur, se reduisoient à quatre raisons principales, par lesquelles la donation premiere deuoit estre reuoquée & declarée nulle:

Le deffaut d'acceptation estoit la premiere nullité, qui estoit si essentielle, que par l'Ordonnance de l'an 1539. art. 133. ce de faut annule la donation ipso iure, cum sit contractus synallagmatiques inter donantem & donatarium: & mesme que les mineurs n'en

DE DROICT ET DE COVST. D. 67

peuvent estre relevez: jaçoit que ex causa, ils le puissent estre du desaut d'insinuation: iugé par vn Arrest celebre qui sera inseré ey apres; & dit la loy, desiciente acceptatione donatio ut impersetta improbatur. Ce que l'Ordonnance de Moulins de l'an 1566. a decidé expressement, que les donations seront acceptées par les donataires, à peine de nullité: & ne pourra estre acquise aucune

seigneurie ou droist de proprieté aux donataires. Laseconde, est le defaut d'infinuation: car cette forme prescripte par l'Ordonnance est si necessaire pour euiter aux fraudes, & asseurer les creanciers, que l'Ordonnance de l'an 1539, vse deces mots, Declarant les donations faites en faueux de mariage nulles & de nul effect & valeur, si elles ne sont insinuées: Estant cette insinuation comme vn nouveau consentement, sans lequel la do? nation ne pourroir subsister; & qua dat esse rei. Que les contracts, donations & testamés ont leurs formes essentielles, sans lesquelles & la Loy, l'Ordonnance & Coustume n'est gardée: neque est contractus, neque testamentum, neque donatio. Et cette nullité est tano respectu maioris quam minoris & Ecclestie: car vo mineur est aussi bien lié & adstraint à l'Ordonnance, comme le maieur. Namstatuta generalia ligant etiam minores. Ex imperfecto testamento vel nullo minor nihil consequi potest. A plus sorte vaison ne doit-il rien pretendre és donations nulles: d'autant que pour acquerir droict en vertu d'vne donation, il faut qu'elle soit bonne & valable : ce quine peut estre sans insinuation. Or que le mineur pretextu minoris atatis, ne pouvoit estre relevé de ce defaut : d'autant que in acquirendo aquo pede ambulant maiores & minores: & le privilege du mineur ne sert que pour conseruer le sien, in damnis enitandis rei sua nonitemin lucris captandis. l. in summa. S. si seruum. ff. de cond. indeb. l. final. ff. de legat. 2. Bartole sur la loy Titio centum. S. Titio centum. ff. de cond. & demonstrat. minori succurritur contra statutum; quando pænaminfert de suo sed non vt lucrum captet de alieno. Et de: saict il y auoit Arrest produit au procez du 23. Decembre 1599. donné au profit de Hierosme Grossot Escuyer sieux de l'Isle, par lequel sur le mesme defaut d'insinuation, les enfans d'vn nommé Chaucy, David & Iudith Chaucy ayans obtenu lettres pour en estre releuez, soubs le mesme pretexte de minorité, & s'estans rendus opposans afin de distraire la terre de Potency, en vertu evne donation à eux faite par contract de mariage, non infix mice, ils auroient esté deboutez de leur opposition.

68 D. ARRESTS DECISIFS DE QUEST.

Mais au faist qui se presente, quand bien le mineur seroit restituable (que non) contre le defaut d'insinuation: qu'il estoit remarquable que toussours apres le temps de pleine maiorité le premier donataire deuoit demander ladite infinuation dans le temps de l'Ordonnance, à sçauoir dans les quatre mois du jour du contract. Or est-il qu'estant nay de l'an 1568. & n'ayant sait sa demande qu'en Mars 1598. il a attendu plus de cinq ans entiers à demander l'infinuation: & partant par cette seule raison non receuable. Ioin & que les qualitez des personnes sont fort considerables en ce faict. Celuy qui veut estre releué est vn estranger; Les appellans sont les enfans & donataires ob causam. Le sieur du Faur se veut prevaloir d'une liberalité; les appellans au contrairesont creanciers necessaires & sorcez, qui n'eussent contracté sans l'esperance de la donation, quibus modò tempore ius est quasiti, les choses n'estans plus entieres, vn mary ayant pris vne semme à ces conditions, ignorant ladite premiere donation, ayant contracté de bonne foy, palam, publicé, en presence des parens de l'intimé mesme, qui luy a celé cette donation, & qui par son silence semble auoir renoncé au droist qu'il y auoit.

Le troissesmemoyen est la revocation par la survenance des enfans: car quand la donation subsisteroit, il est certain que celuy qui a donne n'ayant point lors d'enfans, par la suruenance d'iceux, tacitè renocatur donatio, par la loy Si vnquam. Cod. dereucc. donat. coniectura pietatis, dit la loy: Quia verisimile est eum qui donat omnia bona sua, vel partem, cum non haberet liberos, donaturum non fuisse si liberos habuisset. L'ordre de la nature ne permet pas qu'vn enfant ayant esté, puisse estre priué des biens de son pere: & si cela auoit esté fair, ils luy seroient rendus. Et du Moulin & Cujas, les grandes lumieres du droi & Romain, ont dit cette loy Si. unquam, pertinere ad quem ibet donatorem, cui cum non habeat liberos, bona omnia sua, vel partem alij cuicumque donat, vt scilicet postea susceptis liberis & filiabus donationem reu care posit, quasi defecta conditione tacita, qua ex coniectura pietatistacité donationi inest. Le droi & Canon a desiré le mesme, fondé sur la mesme equité, Canon. vlt. 17. quest. 4. où S. Augustin condamne l'Eglise mesme à rendre les biens qu'vn pere n'ayant point d'enfans luy auoit donnez. Et quant à ce qu'il dit qu'il n'y a que des filles, lesquelles par le contract servient excluses: il y a response qu'elles ne peuvent estre excluses, pource que le pere n'a renoncé pour elles à ladite

DE DROICT ET DE COVST. D. Loy Si unquam: ce qui a esté necessaire. Et quant à luy, il n'y a pû renoncer, ce privilegen'estant sien, ny particulier à luy, mais public, introduit pour la conservation des samilles, à quoy vn particulier ne peut renoncer par la Loy post mortem. S. sinali. ff. de bonorum poss.cont.tabulas: non plus que le Prestre ne peut renon-

cer à la dignité de son Ordre. Aussi il ignoroit lors quel estoit l'amour d'vn pere, & le soin qui ne se peut cognoistre que quand on a eu des enfans, polodo sione, monto a sealada a comada se

Le quatriesme & dernier moyen estoit, que le pere a donné ce melme bien à ses enfans, & les a mis en possession d'iceluy, de son viuant, au veu & sceu dudit l'acques du Faur, lequelne s'y est point opposé. Lesquelles deux circonstances excluent le premier donataire. Quoties enim duobus in solidum eadem res eodem iure distrahitur, manifesti iuris est eum cui priori res tradita est, indetinendo dominio potiorem esse, par la Loy Quoties. C. de rei vindi. mesme en matiere de donation la Loy l'a decidé en clairs termes : Nam etfi ex causa donationis vtrique rem vendidero, eum cui prius possessio soli

tradita est, haberi potiorem conuenit.

Que si par le droiet Romain entre deux donataires esgaux en titre, qualité, & prissilege, le premier en possession l'emporte: A plus forte raison au faict qui se presente, la propre fille du donateur mise en possession sera considerable pardessus vn estranger: estant la donation à elle saite accompagnée de toutes ses formes; la premiere au contraire manquant, tant en l'acceptation qu'en l'insinuation: la premiere estant pure lucratiue, la seconde onereuse: la premiere reuoquée, la seconde absorbant tous les biens: l'vne effectuée, l'autre toute nuë. Par ces raisons, joint la faueur des enfans, lesquels sans donation sont saisis par la Coullume du bien de seur pere, concluoit en son opinion.

Au contraire Monsieur Bauin Compartiteur, respondant à toutes ces raisons, qui sembloient sort probables, disort que ces quatre moyens bien pesez & balancez, n'estoient nullement considerables pour pouvoir enerver la premiere donation faite par

vn beau pere à son prinigne. Moth al attel les al nombre de la Car pour le premier moyen, qui est le deffaut d'acceptation, il est certain: Primò, que ladite de Mansencal, comme tutrice naturelle, a pû stipuler & accepter pour son fils. Secundo, qu'auparauant l'Ordonnance de l'an 1539, art. 133, les acceptations n'estoient necessaires, & per naturam stipulatio interposita pro70 D. ARRESTS DECISIFS DE QUEST.

acceptatione erat, & que cette Ordonnance n'a esté samais prati-

quée in minoribus. Molineus in Consil.

Quant au second, qui estoit le plus difficile; sçavoir le defaut d'infinuation, qu'à la verité les donations doiuent estre restraintes tant qu'on pouvoit, cum donare sit perdere, & que souventesfois inconsulte quis donat. Et c'est pourquoy les Loix & Ordonnaces auoient pour la validité d'icelles requis l'insinuation, tanquam geminatum consensum; n'estant autre chose qu'vne confirmation & ratification d'vne premiere volonté: laquelle estant simple, semble estre par le moyen de l'infinuation effectuée, & rendue double, pour estre en soy parfaicte. De façon que insques làil semble qu'elle n'estoit encore parfaicte, & parrat qu'elle se puisse reuoquer, n'estant personne contraint d'insinuer non plus que de donner. D'où vient qu'au bout des contracts des donations. cette clause est ordinairement apposee, Que tant le donnat que le donataire ont consenty l'infinuation, & constitué vn tel leur Procureur pour l'insinuer, & faire tous actes requise mais l'Ordonnance de 1539. art. 132. ayant estably cette regle aux donations, il faut envendre que la Cour par ses Arrests, & par la pratique ordinaire des infinuatios qui le faisoient au Greffe, iugeoit que la nullité ne pouvoit estre alleguée, & ne pouvoit avoir lieu qu'au regard des creanciers & tiers acquereurs : quorum causamaxime insinuatio introducta fuerat, pour les aduertir de qualitate & conditione eius cum quo contracturi essent, de diminutione bonorum & dehypothecis: & que cette infinuation, apud acta eo fine maxime introducta fuerat, comme Bourdin mesme en son Commentaire sur ladite Ordonnance l'a nommément tenu: Rationemillius statuti fuisse vt technis & fraudibus hominum occurreretur, quia clandestinis donationibus, & plerumque falsis, ita omnia patrimonia perturbarent, utbona fidei emptores, & rebus, & bonis venditis exuerent.

Car par le moyen de l'insinuation ils pouvoient estre aduertis deces donations, qui auparauant clam & falso plerumque siebant, pour tromper vn tiers. Tellement que sur les grands procez & disserends qui lors se mouvoient, sçavoir si le donateur mesmes pouvoit alleguer ce desaut, cùm ex propria conventione, il y soit tenu personnellement, nec contra proprium factum quis venire posit. L. post mortem sf de adoptionibus. Sçavoir aussi si l'heritier du donnant, entant qu'il represente le desunct, & est tenu & garend detous les saicts & promesses, & omnes actiones in euro

DE DROICT ET DE COVST. D. transeunt: s'il pouvoit alleguer cette nullité, & debattre la donation faicte par ceux dont il est heritier, cum heresetiam non possit contra factum defuncti venire. l. 24. cum à matre. C. de rei vindic. L'Ordonnance de Moulins, article 38. publiée l'an 15 66. par laquelle voulant retrancher toutes ces difficultez, elle ordonne que toutes donations mutuelles, reciproques, onereuses, en faneur de mariage, seront insinuées dans les quatre mois du iour d'icelles; autrement & à faute de ladite infinuation, seront & demeureront nulles, & de nul effect & valeur, tant pour le regard du creancier que de l'heritier du donnant. Quant au donateur, il n'en est parle, d'autant que quant à luy, obstat ei exceptio, si non inhone sam professionem allegas, & donum tuum profiteris. Laquelle profession & allegation fait qu'il ne peut sub obtentu pænitentiæ reuocare donationem. l. cum profitearis. C. de donation. qui est au mesme sujet des donations, l. si debiter. C. de seru. pig. dato: cum nemo turpitudinem suam allegans, sit audiendus. Ce qui seroit l'admettre, file donateur mesme pouvoit alleguer le defaut d'infinuation. Et par ces raisons sut le douziesme May 1581. par Arrest solennellement prononcé, iugé en pareille cause contre vn pere, qui ayant donné à son fils quelques heritages en faueur de mariage, treize ans y auoit, n'ayant fait inlinuer la donation par luy faicte, fut nonobstant chose alleguée au contraire, condamné à passer procuration pour l'insinuer: & ce saisant, faire deliurance des choses données, & condamné à la restitution des fruicts du jour & datte de ladite donation.

Le sieur doncques de Pinos en ce faict particulier ne peut alleguer ce defaut, qui aipse ex proprio sacto tenetur rem ipsam tradere. l. si quis argentum. S. sin autem. C. de donat. vt liberalitatem plenam és persectam sequatur traditionis és insinuationis essectus.

Voila la premiere consideration pour laquelle le desaut d'in-

finuation ne peut estre considerable.

Il y a vne autre raison non moins sorte: c'est la minorité dudit du Faur, qui n'auoit lors de la donation que neuf à dix ans: car il se peut dire que l'Ordonnance de Moulins, art. 38. n'a ia mais voulu adstraindre les mineurs à cette rigueur: veu que par priuslege special ils estoient exempts de la necessité de l'insinuation, quande patris auxilio destituirerant, par le droi &, in l. minoribus. C. de donat. ante nupt. Tellement que cette Ordonnance

D. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. bien que generale, & partant qu'elle semblast etiam lignare mineres, cum statuta generalia eos etiam ligent: toutes fois qu'elle n'a lamais esté pratiquée en leur personne, de mesme que la perquisition des meubles est aujourd'huy necessaire pour l'alienatio des immeubles d'vn mineur, encores que l'Ordonnace de l'an 1539. art. 74. ait generalement statué que pour la validité des criées des heritages elle ne sera necessaire, gardant tousiours le prinilege special des mineurs. Aussi que les ordonnances rigoureuses, comme celle des substitutions, ont esté tousiours in personaminorum per contrarium vsum, siue per non vsum obsoleta. Buisson en son plaidoyé inseré en l'Arrest du 4. Aoust 1598: entre Catherine Saintemore, & autres: Et verd leges tunc non sunt, cum conduntur, sed cum obsernantur. Mesmes au Parlement de Tholose, banc sibi legem propriam dixerunt, de n'obseruer ses ordonnances comme impossibles & dependantes, ex facto alieno, quod quidens

Et jaçoit qu'il y ait quelques Arrests contraires, par lesquels les mineurs ont esté deboutez de l'effect des donations par defaut d'insinuation, saus à eux leur recours contre leurs tuteurs, quando ipsi sunt soluendo; toutessois ex eadem causa, etiam contre les creanciers & tiers acquereurs, ils ont esté releuez, si dolus, si fraus magna in perniciem minorum, si ab ipsis tatoribus destituit. L'Arrest donne à mon rapport pour vn nommé Marc de Palais, cotté cy après, par lequel comme mineur il sut releué du dessaut d'insinuation, etiam contre vn tiers acquereur de bon-

prastare imposibile est, & ne alteri per alterum iniqua conditio inferatur, maxime in persona minorum, qui ex causa restituuntur in integru, non seulement in damnis, sed etiam in lucris, si quod emolumentum sa-

cere poterant omiserunt. l. non omnia. ff. de minorib. 25. annis.

De direque ces Arrests ont lieu quand dans le temps de minorité mesme ils ont reparé le desaut, comme en l'Arrest donné à mon rapport, ou sitost que maiores effecti sunt dans les quatre mois; autrement prascriptio illa legales currit contra eos à tempore maioris atatis: Q'au saict particulier qui se presente ledit du Faur intimé vient quatre ans apres sa maiorité demander l'insinuation d'une donation, laquelle ne peut plus valoir hors le temps porté par l'Ordonnance.

Il faut recognoistre que par autre Ordonnance la restitution des mineurs pro damnis aut pro lucris omissis, pour lesion quelcon-

ne foy.

DE DROICT ET DE COVST. D. que sonsserte en minorité, est limitée dans les dix ans apres leur maiorité, vt initio consideratio fraudis, ce dessaut d'insinuation ne puisse saltem dans les trente-cinq ans nuire au mineur, nisi à tempore scientia: laquelle in dubio nous ne presumerons pas ex tempore maioris atatis, cum prasumatur ignorantia etiam in maioribus, vbi non probatur scientia. cap. prasumitur de reg. iur. Tellement que la donation luy ayant toussours esté cachée, maxime ayant esté faite en vn village, les quatre mois ne doinent courir qu'à tempore scientia & detracta fraudis. Et saudroit en tout cas qu'il sust prouué au contraire par les appellans: cum omnis presumptionis ea sit probationem rejiciat in adverfarium. Il peut doncques encores venir à present demander l'insinuation d'une donation qu'il a per-

petuellement ignorée.

Mais il y a vne troisiesme raison qui ne reçoit point de response, pour laquelle ce dessaut d'insinuation ne peut estre allegué par le sieur de Pinos; d'autant que la Dame de Mansencal mere del'intimé conuolant en secondes nopces au ce ledit sieur Pinos, estant lors vesue de Messire Charles du Faur, & partant tutrice naturelle de ses enfans & dudit du Faur intimé, & se portant pour tutrice par le contract, ayant accepté la donation en cette qualité pour sondit fils, il estoit certain qu'elle estoit obligée de la faireinsinner, & seroit elle mesme garante du dit desfaut: tellement que ledit sieur de Pinos l'ayant espousée, cette debte & cette obligation est entrée en la communauté, & enseroit tenu luy-mesme, quem de euistione tenet actio: la loy 2. C. quand. mat. tut. off. fungi possit, dit expressément, que bona eius qui tutelam gerentis affectauerit nuptias, tacitè obligantur rationibus paruulorum: Et partant non receuable de la debattre, estant luy-mesme obligé à la faire bonne. Voila pour respondre au second moyen allegué par Monsseur le Rapporteur, & sur lequel il sembloit plus insister, qui estoit le desfaut d'insinuation.

Carquant au troissesme moyen, qui est la reuocation par la suruenance des ensans, ayant eu le sieur de Pinos donateur depuis la donation deux filles issues de ce mariage, quarum intuitu, estant fait pere, pietate paterna, il auroit reuoqué la donation premiere par vne autre seconde en mariant sa fille au sieur de Miran: donation vniuerselle de tous les biens, & partant qui absorbe l'autre: ce moyen fondé sur la loy si unquam. C. de reuccand, donationibus, sur la counerture de la pieté paternelle tirée de la na74 D. ARRESTS DECISIFS DE QUEST.

ture mesme, ne alienam sobolem quis sua anteponere videatur. l. cum onus. C. decondit. & demonstrat. l. cum acutisimi. C. de sideicommissis: ayant la loy voulu que qui donat nullos habens liberos, tacità sub hac

conditione donare intelligitur, si liberos postea non susceperit.

Monsieur le Compartiteur disoit, que ce moyen se trouuevoit soible, si nous considerions de plus pres la raison sur laquelle les loix ont fondé cette presomption naturelle introduite par Papinian. Car Iustinian mesme qui a plus approché de son temps, en la loy generaliter, au s. cum autem. C. de instit, & Substitut. faisant mention de cette decision de Papinian, met en ces mots: Intelligentem, dit il, nimirum Papinianum verisimile esse patrem si de liberis cogitasset non facturum talem substitutionem: ergo si cogitauerit de liberis, vel liberos habens donauerit, ces Loix n'ont point de lieu. Cujacius in dicta l. si vnquam, & sur la loy sum auus. ff. de cond. & demonst. Apparet, inquit, has leges loqui de superuenientia liberorum, de quibus non cogitauit testator: quia alioqui si non ignorauerit susceptos liberos, vel cogitauerit de suscipiendis, aliter disponens videtur eis pratulisse sideicommissarium. Et les autres Do-Eteurs tiennent tous d. legem, si vnquam, locum non habere in donatione facta ab ec qui iam liberos habebat, vel qui in negotio quod egit mentionem fecit de liberis futuris. Mais Socinus en a fait vn conseil exprés, conseil 53. & 147. sur lesquels Tiraqueau grand Iurisconsulte de nostre temps escriuant sur ladite loy si unquam, in verbo: prins, decide en ces termes, non renocari donationem nativitate liberorum factam in contractu matrimonij ipsius donantis, quia cogitauit de liberis, cum matrimonium fiat liberorum procreandorum causa: vnde formula illa solemnis, & sponsores olim adhibiti. Et partant si par le mesme contractil donne à quelqu'vn, il a voulu preserer celuy là à ses enfans propres, commeicy il a voulu preserer ledit du Faur son priuigne à ses enfans qui naistront dudit mariage. Secus, disent les Docteurs, cum in alieno contractu matrimony non in suo donauerit: caril n'a pas songé à ses propres enfans, nec alienam sobolem sue pratulit.

Mais outre la cogitation presomptiue des ensans à naistre en la personne du sieur de Pinos contractant mariage auec ladite Dame de Mansencal, nous auons par le mesme contract mention expresse d'iceux, & vne substitution graduelle des masses les vns aux autres; quibus descientibus, il veut à l'exclusion mesmes des silles qui naistront dudit mariage, que ledit du Faur son

prinigne iouisse de l'effect de la donation: & ce nominis conseruandi causa, des du Faurs; laquelle consideration pour conserver le nom & les armes de la famille, est fauorisée par les loix, l. sa. Eto. S. sub conditione. l. si nominis férendi conditio sff. de condit. & demonstrat. l. 114. filius familias. S. cum pater. sff. de legat. l. 78. ci m pater. S. libertis de legat. 2. & ce ad exclusionem des temelles, cum sæmina sit caput & sinis familia sua. Cette faueur estant encores auiourd'huyen la personne dudit du Faur, n'ayant ledit sieur de Pinos eu que des filles dudit mariage, & le cas par luy apposé en sa donation estant corrigé, tant s'en saut qu'il la puisse reuoquer, que cette donation ne reçoit plus aucun doute ny interpretation.

Reste le dernier moyen, qui est la tradition faite aux enfans ex causa onerosa pour les marier, la faueur des gendres vestus & saissi de la donation, en presence mesme, & sie du consentemet dudit du Faur, & partant plus favorable par la loy Quoties. C. de rei vindicat. Auquel il est facile de respondre: car outre que par la premiere donation il y auoit retention d'vsufruict, qui equipole à vne tradition, cum idem sit vsumfructum retinere quod & tradere l. quisquis. Cod. dedonat. il est certain que cette loy Quoties n'a lieu, comme disent les Docteurs, qu'en la concurrence de deux achepteurs, pour sçauoir qui est preserable, & quis est potior in rei vindicatione, mais non contre le vendeur. Et n'y a nul doute que tenetur ex conuentione rem tradere, à celuy auquel il est premierement obligé: car il né peut pas alleguer son dol, pour dire qu'ila depuis liuté & vendu à vn autre, d. l. cum profitearis. Il y a encores vne autre taison; c'est que ledit sieur de Miran est donateur vniuersel, omniumbonorum tam mobilium quam immobilium, prasentium & suturorum. Cequi le rend, non vn tiers possesseur, mais heritier dudit sieur de Pinos, & partant tenu de ses faicts & promesses, & luy mesme oblige ad rem tradendam, selon la loy Quisquis. S. sin autem. C. de donat. Et pour ces raisons Monfieur le Compartiteur soustenoit son aduis, & concluoit à confirmer la sentence: & ce saisant, condamner le sieur de Pinos passer dans quinze iours procuration pour infinuer la donation, sans auoir esgard aux lettres obtemuës par iceluy, & nonobstant ladite seconde donation vniuerselle de tous les biens, laquelle: demeureroit en sa force & vertu au profit dudit sieur de Miran pour le reste des biens dudit sieur de Pinos.

76 D. ARRESTS DECISIFS DE QVEST.
Cet aduis passatout d'une voix en la premiere Chambre le
13. Aoust 1602. & sut prononcé en robbes rouges à Noël, le
Lundy 23. Decembre ensuiuant, par Monsseur le premier President de Harlay, auec la mesme grauité dont il accompagnoit
toutes ses actions.

DONATION PAR LE PERE AVX PVISNEZ.

En la Coustume de Ponthieu la donation faicte par le pere aux puisnez, n'est censee estre en aduancement d'hoirie, & leur est acquest, & non propre.

X.

Au rapport de Monsieur Bouguier. IEN que par la Coustume de Paris, & presque par toutes les autres, censetur à patre fatta donation este loco legitima, & faicte en aduancement d'hoirie, estant vray que ce qui luy est ainsi donné luy soit fait propre, & non acquest: Toutessois en la

Coustume de Ponthieu, n'y ayant que l'aisné qui soit heritier en toute succession, & le plus proche estant seul heritier vniuer-sel, soit en succession directe, soit collaterale; sugé que la donation faite par le pere à son fils puisné par sorme de division ou autrement, suy est acquest & non propre: d'autant que les puisnez extraneorum loco sunt, & n'emportent rien, & n'ont aucune part en la succession de leur pere par ladite Coustume. Et depuis, le 31. suillet 1602, le mesme sui iugé au rapport de Monsieur Sauare en la mesme Chambre.

Belline with a way of the constraint of the cons

er japanda brazil uthem basson . Is dispose as as include an an include and a 2/15/2019 to 2/10/21 grant of passing an office of the contract with the contract of the contrac

DONATION AV MARY DE L'HE-RITIERE PRESOMPTIFVE.

On peut donner au mary de l'heritiere presomptiue, & cette donation subsiste, encore que la Coustume defende de donner à son heritier presomptif, & que ex post facto ces biens donnez soient reuenus à l'heritier presomptif.

XI.



E faict est: Vne nommée Renée Muance, Dame de Monsieur de Monsieur de Grieux nance de derniere volonté par forme de legs au sur procez mary de Marguerite Muance sa niepce & heri- party, Montiere presomptiue pour les bons & agreables ser-chal Comuices qu'il luy auroit rendus, tous & chacuns ses partiteur.

meubles, acquests & conquests immeubles, & le tiers de ses propres, suivar la Coustume de Poictou, qui permet cette donation. Le mary pour iouyr de l'effect de cerre donation, après le deceds de ladite Renée Muance sa rante, fait conuenir ses heritiers pour luy faire deliurance de son legs: Les heritiers debattent ladite donation de plusieurs moyens de suggestió, de fraude, & autres, sur les quels les parties sont appointées à informer : & depuis ayat renoncé respectivement aux moyens de faict, se seroient tenus au seul moyen de droiet, & de l'interpretation de ladite Coustume, qui permet à la verité qu'on puisse donner à vn estranger tous ses meubles, acquests & conquests immeubles, & le tiers de ses propres; mais à son heritier apparent non plus que la portion qui luy pourroit competer & appartenir par droist successif: n'ayant voulu la Coustume conformement à la disposition de droict, que deux causes sucratives concurrent ensemble, le legs &l'heredité, non seulemet pour vn temps, mais aussi à l'aduenir en vne mesme personne, ayant mesme desendu de donner à l'heritier de son heritier presomptif: & partant disoient les heritiers que si cette donation auoit lieu en la personne du mary, que ce seroit frauder la Coustume, & admettre indirectement ce qu'elle

K iijidala

78 D. ARRESTS DECISIFS DE OVEST. auoit defendu tres expressément. Sur ce le mary decede. Ladite Marguerite Muance niepce, & l'vne des heritieres de ladite Renée sa tante, reprend le procez au lieu de son mary, & par le moyen d'vne donation mutuelle & reciproque faite entre sondit mary & elle, vn an ou deux ansapres ledit testament fait par ladite Renée, demande à ses coheritiers l'esfect de ladite donation, son mary estant decedé sans ensans procreez de leur mariage. Les heritiers insistent plus que deuat, & disent que les choses estans venu ës au poin et de la Coustume, c'est à dire entre les mains de l'heritier presonptif, qu'il n'y auoit difficulté quelconque qu'il falloit la declarer non recenable.

Au contraire, ladite Marguerite Muance soustenoit la Coustume estant prohibitiue ne receuoir aucune extension d'vn cas à vn autre: Que la donation avoit subsisté en la personne de son mary, qui estoit comme estranger à la testatrice : qu'il ne falloit considerer ce qui estoit depuis arriué, ny la donation mutuelle qui estoit incertaine, cum frau non exeuentu sed ex consilio sit accipienda, son mary ayant pour ses services merité le legs particulier

fait par la cante.

Sur ce sentence donnée par les Presidiaux de Poietou, par laquelle ladite demaderesse est maintenue en la possession de tous les biens meubles, acquests & conquests immeubles, & le tiers des propres de ladite Renée: & ordonné que deliurance luy en fera faite. Appel parles heritiers. Le procez mis aux opinions en la cinquielme Chambre des Enquestes, Messieurs s'y trouuerent partis: Monsieur de Grieux Rapporteur. Monsieur Mareschal Compartiteur.

L'aduis du Rapporteur,

Estoit de mettre l'appellation & sentence au neant : en emendant ordonner que deliurance seroit faite à ladite Marguerite Muance des meubles & acquests. seulement, & non du tiers des propres, ains que chacun des heritiers prendroit fa part & portió esdits propres, à la charge de payer les legs & debtes testamenraires, si mieuxn'aimoient laisser entierement ladite donatió à ladite Marguerite Muance, à la charge de payer toutes | 1000 A 1000 A 1000 A les debtes.

L'aduis du Compartiteur,

Estoit de confirmer la sentence, & condamner les appellans és despens de la caused'appel.

DE DROICT ET DE COVST. D. Les raisons du Rapporteur & de ceux qui le suivoient estoient, que les Coustumes, bien que particulieres, ayant lieu d'Ordonnance au pays où elles sont establies, qu'il falloit considerer non seulemet les mots, mais le sens & l'interpretation, vulgat. lege 17. scire leges. ff. de legibus: de façon que celuy peche aussi bien contre la loy qui saluis verbis legis mentem etus circumuentt, comme celuy qui fait directement contrece qu'elle statue & ordonne : & n'y a difference entre l'vn & l'autre, qu'autant que la parole est autre chose que la pensée, quod distat puro vario & stavolas, hoc distat frans ab eo quod contra legem sit. l. 29 contra legem.cum l. seg. ff. de legibus. C est pourquoy lors que la loy defend quelque chose expressément, tout ce qui peut conduire à ce qui est desendu, est égalemet compris en la prohibition, Cap. cum quid lex. de reg. turis, in 6. l. 16. oratio. ff.de sponsalibus. Prohibitis nuptijs inter certas personas, ut inter senatorem & libertină, & sponsalia quoque nullius funt mometi, quamuis de iis nihil oratione D. Antonini caucatur, vt impleatur quod orationi deest. Et toutes les prohibitions portées par les soix s'estendent tousiours, neque per se, neque per interpositam personam, l. non licet. ff. de contrahend. emptione: laquelle parle de celuy qui est enuoyé en vne Prouince auec vne puissance, vt neque per se, neque per interpositam personam aliquid eiemere liceat propter metum impressionis. Laloy si per impressionem, au Cod. tit quod metus causa, dit, similem panam legis incurrere qui coningis vel amici nominibus abutentes sibi aliquid acquirunt: autrement ce seroient procez, mocqueries que des loix, & s'en ioueroit-on, comme fit Tibere de la loy qui detendoit, ne serui in caput domini torquerentur; car, dit Tacite, callidus & noui iuris repertor Tiberius seruos Libonis accusati actori publico mancipauit, vt in caput ipsius torquerëtur: comme il fit encore apres in Sciani filia, laquelle ne pouvant estre condamnée à mort par da loy qui defendoit ne virgo innupta capite damnatetur, tortori stuprandam dedit, comme rapporte Dion & Suetone en sa vie, innumeras virgines ita capite damnatas à Tiberio refert. D'où vient que Pindare non sans grande raison doutoit si les murailles de la Iustice estoient si hautes que la malice des hommes ne peust passer pardessus. C'est pour quoy les luges qui sont establis pour la conservation & pour l'observance d'icelles, doivent autant empescher la fraude faite à la loy, & casser tout ce qui est indirectemet pratiqué, comme ce qui est contraire directement à icelle. Ainsi nofre Coustume de Paris fondée sur les Arrests, defend au mary

CARLES IN

SO D. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. d'aduantager sa femme directement ou indirectement, au pere d'aduantager l'un de ses enfans au prejudice des autres, soit par voye directe ou indirecte: & au mineur de leguer au fils de son tuteur, ne pouuat leguer à iceluy. Mais au faict qui se presentoit, qu'on ne pouuoit iustement douter qu'il n'y eust fraude apparente saite à la Coustume, en ce que ne pouuant par icelle donner par testament à sa niepce & heritiere presomptiue plus que la part & portion qui luy pourroit competer par droict hereditaire, par vne personne interposee elle luy donne tous ses meubles, acquests & conquests immeubles, & letiers de ses propress. Mais vne personne si conjointe, qu'elle fait de soy presumer la fraude, argument. l. donationis. C. de donat. Vn mary qui ne peut auoir rien, ny posseder qu'en mesme temps il ne le communique à sa semme, iure societatis: car comme dit Accurse en la loy 1. S. 1. ff. pro (ocio: in societate omnium bonorum, dominium omnium bonorum statim transit de uno in alium pro aqualibus portionibus. Qui ne dira donc que ce qui est donné au mary est veritablement donné à la femme, & contrà? Carne sert de rien de dire que le mary a peu donner, dissiper, vendre, & qu'il est maistre de la communauté, que la femme n'a rien en icelle du viuant de son mary, n'en ayat la disposition. Car au cas qui se presentene l'ayant fait, ains au contraire le tout est ant aufourd'huy entre les mains d'vn heritier apparent, par le moyen d'une donation mutuellement faite, au surniuant, qui ne dira que par la raison de la Coustume ce legs ne soit du tout aneanty? Cela est decidé par les Institutes au S. an serno. tit. de legatis: où la loy parlant en mesme cas de prohibition, ne legatum & hereditas simul sint, veut qu'encore quele cas ait esté au commencement separé de l'heredité, si toutessois il vient à estre rejoint auec l'heredité, enanescit legatum. d. S. vers. Quod si in eade causa permanserit, & instrudomini legataris seruns adierit hereditatem, euanefeit legatum: n'estant à propos de dire qu'elle demade le legs, ex alia caufa quamex caufa legati: Sçauoir est comme ayant droist de son mary qui estoit legataire. Car dés le commencement par le moyen de ce legs elle eut sa part par le moyen de la communauté: & cette interposition de personne fait presumer la fraude; qui fait que tout ce qui a esté fait depuis doit estre cassé, comme contraire à la Coustume, qui defend de donner à son heritier apparent plus que sa contingente portion.

Ceux au contraire qui suivirent l'aduis de Monsseur le Com-

DE DROICT ET DE COVST. D. partiteur soustenoient par des raisons non moins sortes, ce legs auoir subsisté en la personne du mary, comme estranger à la testatrice, & partant appartenir iustemet à la semme par le moyen de la donation. Car pour respondre aux raisons alleguées, qu'on demeuroit d'accord des maximes: mais qu'en matiere de loix prohibitiues on faisoit vne distinction: Car, ou la Loy defend vne chose qui de soy est contre les bonnes mœurs, contre l'honnesteré publique, contre le droist naturel: & de ces prohibitions se doit entendre la regle alleguée, cum quid lex prohibet: la Loy oratio. ff. de sponsalibus, la Loy non licet. ff. de contrahend. empt. Ou bien elle deffend quelque chose qui de soy est indifferente, mais par des raisons particulieres d'Estar ou de police, non permise en la Prouince: & en ce cas nous disons, Quodomissum est suppleri non debet. Balde sur la Loy 64. f. solut. matr. quando lex providet de remedio extraordinario, si cessant verba legis, imelligitur & mens ipsius cessare: & ideo non fit extensio, quia extensio non fit nisi per mentem & sententiam legis. Et cela est confirmé par la disposition de la Loy mesme 64. au s. de viro heredéque eius. ff. de donat. intervirum & vxorem. Car en l'espece de ce g. qui veut, que si maritus seruum dotalem manumiserit, omne quod adeum tanquam ad patronum aut adheredemeius peruenerit ; id ad mulierem pertineat : le lurisconsulte VIpian demande, Cum de viro heredeque eius lex tantum loquatur, de socero autemeius que heredibus nihil dictum sit; an eo casu quo lex deficit, vtilis actio sit danda mulieri aduersus soverum, cum sit eadem ratio? Et respondet ex sententia Labeonis, non esse supplendum; cim sit emissum. Nous divons icy en la Coustume particuliere de Poictou, qu'ayant defendu de donner à son heritier apparent, cette prohibition estat extraordinaire, cessant en la personne du mary de l'heritiere, que le sens aussicesse: & que la donation subsiste, & qu'en ce cas nous sommes en la decision de Bartole, qui veut que, statuta non recipiant interpretationem extensiuam: estant le mary vayement estranger à la testatrice, & la semme en France ne succedant à son mary, & n'ayant peu pretendre aucun droit,, part & portion audit legs du viuant de son mary, qui estoit maistre de la communauté, & qui le pouvoit donner à qui bon luysembloit, ayant seul merité ce legs par ses services particuliers. Autrement ce seroit rendre vne personne intestable sans raison: & que cette resolution se pouvoit tirer d'vne Loy tres-expresse en ce faict, ne quis sit heres & legatarius simul, au mesme s. anserno.

82 D. ARRESTS DECISIFS DE QUEST.

Institut. de legatis, allegué par Monsieur le Rapporteur. Cartrait tant cette question, an servo eius qui beres institutus est, legari posit: il dit que, non potest pure secus si sub conditione: quò d si diverso domino legetur pure, eins seruiqui heres institutus est valet legatum. La raison est, quia statim apudeum qui heres sit, dies legati cedat, & inueniatur hereditas à legato separata, & possit per eum seruum alius heres effici, si priusquam adeat, iussu domini in potest atem alterius translatus sit. De mesme nous pouvons dire, le legs fait au mary a subsissé en sa personne, & fuit hereditas à legato separata: & encores que depuis par vn nouueau droi& il soit paruenu entre les mains de l'heritier, non propterea euanescit, comme on veut dire de ce g. in versie. qued si in eadem causa: car res non in eadem causa permansit, comme dit le Iurisconsulte au fai& dudit S. Mais l'heritiere qui est Marguerite Muance, niepce de la testatrice, le pretend, non ex causa legati, sed ex causa donationis, qui a esté fait deux ou trois ans apres, & qui auoit en soy vn euenement incertain de la mort de l'vn ou de l'autre; & lequel partant exclud toute presomption de fraude. Que si l'on veut dire que la proprieté d'vne moitié de ce legs ait des l'instant appartenu à la semme iure societatis, & par consequent, que ab initio, le legs & l'heredité sesont rencontrez par ensemble, saltem pour vne moitié: & par consequent, que pour cette moitié enanescit legatum: par la raison de cette mesme loy l'on peut encore satisfaire à cette difficulté, pour ne laisser rien en arriere, par vne decisson tres-belle qui est en la Loy Aristo.ff. qui potiores, vbi per extraneum quis consequitur quod ex persona non haberet, l'espece en est dans la Loy si quis duos .ff. de liberat. leg. Par le moyen de la societé coniugale Marguerite Muance prend le legs qu'elle ne pourroit auoir comme heritiere, ayant subsisté tout entier en la personne de son mary. Aussi en ce faict, si locus fuit, dit cette Loy, propter eum qui capax est, & is qui capere non potest capit per consequentias: ce que la Loy permet en certain cas.

Par ces raisons, qui seruoient de response à toutes celles qui ont esté alleguées au contraire, l'opinion de Monsseur le Compartiteur sembloit estre plus iuridique, de confirmer la sentence,

Leady to the transport of the control of the contro

water of the transfer of the t

& passa par cet aduis le 9. Decembre 1606.

DONATION ENTRE VIFS.

Donation entre vifs qui a traict, & est suspenduë au temps de la mort, est reputée donation à cause de mort, & comme vn legs testamentaire sujet à caducité, si le legataire decede auparauant le testateur.

XII.

V procez d'entre Pierre, Nicolas, Germain & Iean Au rapport Gillots, & Adrienne & Louyse Gillot, tous heritiers de Monsieur de desffuncte Marie Gillot leur tante, d'vne part, du Faultray. Et Iacques Hegron Huissier en la Cour, executeur

testamentaire, & donataire mutuel de ladite defuncte, d'autre. Fut iugé qu'vne donation entre viss faite par ladite Gillot, tante desdits Gillots, à vne sienne niepce, de tous ses acquests, & des quatre quarts des propres, perpetuellement & irreuocablement, à la charge de payer ses debtes, qui se trouueroient au temps de sa mort: que cette donation, quoy qu'irreuocable, ayant traich au temps de la mort, estoit censee donation à cause de mort, à cause de cette clause de payer les debtes qui se trouueroient, & partant saite caduque par la mort de la donatrice auant sa tante.

La raison de la difficulté estoit, que par la Loy 17. vbi itadonatur. sf. de donationibus mortis causa, il saut considerer les mots dont
vse le donateur : de saçon que, si mortis causa quis donare voluit, si
toutes sois il a adioussé, itavet nullo casureuo cari possit, per inde haberi
debet, atque alia qua uis inter viuos donatio, causa enim donandi magis est
quam mortis causa donatio. Icy donc ques ayant vsé de ces mots,
perpetuellement é irreuo cablement, ayant mesme icy voulu donner
entre vis, la clause de la mort ne peut pas saire changer la donation en vn autre nom, qui est de donation testamentaire ou de
legs; & partant les heritiers de la donataire bien sondez à demander l'execution de ce contrast, qui leur atransporté la proprieté de la chose perpetuellement & irreuo cablement.

Mais à cela la response estoit, Que par les Arrests & par nos Coustumes nous considerons plustost la cause & esse que les 84 D. ARRESTS DECISIFS DE QVEST.

mots pour estimer vne donation à cause de mort, ou entre viss. L'on sçait par le droict Civil, que la donation entre vifs dissere de la donation à cause de mort, en ce qu'elle saisit le donataire dés lors du contract, luy transfere la proprieté de la chose perpetuellement & irrenocablement par le moyen de l'acceptation & infinuation. La donation à cause de mort au contraire est conditionnelle & reuocable: conditionelle, parce qu'elle a toufiours cette condition inherente; que si le donateur vient à mourir (si quidhumanitus ei contigerit, comme parlent les Iurisconsultes) la chose donnée appartient au donataire: mais s'il reuient en santé, ou qu'il la reuoque, comme il peut faire, elle luy retourne, de façon que son effe & despend, aut ex mortis euentu, aut ex mutatione voluntatis. Mais la maladie ou le peril ne fait pas la donation à cause de mort : la Loy 2. ff. de mortis causa donat. y est expresse: nam & est una species danationis causa mortis cum quis nullo prasentis periculi metu, sed sola cogitatione mortalitatis donat. Mais on regarde l'effect, cum quis non absolute donat, mais soubs condition; de saçon que par le droiet Ciuil, si quis in extremis vita constitutus, ita donec ve nullo casureuocari posit, (la Loy dit, sine vlla conditione redhibendi) non tammortis caus a quam moriens donat, & est inter viuos donatio: contre l'article de nostre Coustume de Paris, art, 277, qui veut que toutes donations conceues entre vifs, c'est à dire, par ces mots, perpetuellement & irrevocablement, si elles sont faites par personnes gisans au lict malades, dont ils sont decedez, sont reputées à cause de mort, & testamentaires. Par ce discours l'on void que le droit regarde l'esset, & non la cause: au contraire nous considerons plustost la cause finale, & l'intention du donnant detenu au list malade, qui donne irreuocablement, parce qu'il croit mourir: que s'il vient à conualescence, la donation retourne à luy; ou si celuy à qui il a donné meurt deuant luy, la donation comme vn legs testamentaire est saite caduque.

Et de faict, il a esté iugé par Arrest donné en la troisses en Chambre des Enquestes, qu'vne donation entre viss faite perpetuellement & irreuocablement, soubs cette condition neantmoins, au cas qu'elle mourust sans ensans, qu'elle estoit à cause de mort, à cause que l'intention de la donante avoit esté de la suspendre insques au jour de sa mort, & trastum habebat vsque ad tempus mortis: rapporté par Louet l'Arrest de l'an 1574, au rapport de Monssieur Gillot: des 200 que, vt mentio mortis non sait

DE DROIOT ET DE COVST. D.

la donationem causamortis: de metme ce mot d'irreuocable, ne fait pas la donation entre viss. Si d'ailleurs nous voyons que la donante a voulu suspendre l'effet de sa donation insques au temps de sa mort, & que rien n'a esté acquis au donataire qu'apres la mort du donnant. Cujacius consilio 20.6 30. quia donatio (dit-il) ita facta interviuos vi morte demumnon secuta consirmetur, non est interviuos donatio. Molineus consilio 25.

Or icy l'effet de cette donation a esté tellement differé par la donante au temps de sa mort par cette clause, A la charge de payer mes debtes qui se trouveront lors de mon deceds; qu'il appert qu'elle n'a pas donné purement & simplement, mais auec retention de la proprieté: que le donateur n'a esté saisi par l'acceptation, puis que la donante se reservoit la faculté de pouvoir encores obliger ce qu'elle donnoit, Cum res aliena pignori obligari non posit : tellement que c'est donner & retenir, ce qui est prohibé expressément par nostre Coustume. Il y a article exprés en la Coustume de Niuernois sur ce mesme sujet, qui dit qu'en ce cas la donation ne vaut pour estre entre vifs, mais est censée donation à cause de mort, ne pouquant le donnant donner & retenir. Articl. I.II. III. tilt.des Donations. C'est doncques vne donatió à cause de mort, testamentaire, faite cogitatione mortis; & qui n'estant confirmée que par la mort de la testatrice, cette niepce estant decedée auparauant sa tante, la donation appartient aux heritiers ab intestat de la donante, & non aux heritiers de la donataire: pource que c'est vne maxime en Droict, que pour recueillir vne succession ou vn legs, & pour le pouvoir transmettre à son heritier, il faut estre in rebus humanis tempore mortis: les Loix y sont formelles, la Loy interuenit, & la Loy 10. ff. de legat. prastandis, in verbis esse autem vxorem tempore mortis exigimus, dies enim legati pure reliett non nisi à die mertistest atoris cedit, lib. 5. & toto titulo, Quando dies legatorum seu fideicommissorum cedat. Or il est certain que, si legatarius decesserit ante diem legati cedentem, nihil transmittit ad beredem suum, d.tit. & ainsi sut iugé. A aussi esté iugé par les mesmes raisons cy dessus, que la donation entre vifs faite par la femme à son mary, en cas de survie, & par contract de mariage, bien qu'irreuocable, est donation à cause de mort, & n'entre point en la communauté, n'ayant ion effet qu'au temps de la dissolution.

L'autre question en ce procez sut, si vne donation particutiere d'vne maison, saite entre viss, par le mesme acte à ladite niepceseparément, toutes sois pouvoit valoir, cum idemactus pro parte valere, & pro parte non valere, nondebeat. Et d'autant qu'on alleguoit la fraude du mary qui avoit extorqué cette donation. Mais estant vn acte entre viss, duquel l'vtilité pouvoit subsister de soy, la donation sut confirmée selon l'opinion des Docteurs, in lege vtile per inutile non vitiatur. Quoties id quod inutile est ab vtilis commo de separari potest, eo detracto, quod vtiliter gestum est per sa subsistit. Et que la niepce l'auoit meritée par ses services particuliers.

DONATIONS ENTRE VIFS.

Donation entre vifs faite par la femme à son mary, en cas de sur-vie, es par contract de mariage, bien qu'irreuocable, est donation à cause de mort, es n'entre point en la communauté, n'ayant son effect qu'au temps de la dissolution. Office apres la mort de l'Officier ne tombe point en partage de la communauté, mais seulement le prix d'iveluy, qui est ce qu'il a cousté à la communauté, es non pas ce qu'il vaut lors de la dissolution.

XIII.



O M M E procez fust meu & pendant pardeuant nostre Preuost de Paris, ou son Lieutenant: Entre Louys de Haruille, sieur de la Grange Palaiseau, & Françoise Seruin son espouse, appellans de la closture du compte de la tutelle & administration

des biens de ladite Servin, à eux rendu par nostre amé & seal Conseiller en nostre Conseil d'Estat, & nostre Aduocat en nostre Cour de Parlement Louys Servin son pere, pardeuant vn Commissaire du Chastelet de Paris, d'une part: & ledit Servin intimé d'autre.

Sur ce que lesdits appellans disoient que ledit Seruin auroit espousé en premiere nopces I canne du Hamel, Damoiselle, auec laquelle il auroit eu communauté de biens, suiuant la Coustume de Paris: & d'icelle du Hamel il auroit eu trois enfans, Nicolas

DE DROICT ET DE COVST. D. decedé en bas aage, Françoise, conjointe par mariage auec ledit d'Harville seur de la Grange, & Louyse, mariée auec Lancelot de Barat sieur de Brunelles: laquelle du Hamel estant decedée ledit Seruin auroit esté tuteur de ses enfans, & auroit renoncé à la succession dudit Nicolas son fils, laquelle par ce moyenseroit accreue ausdites Françoise & Louyse ses sœurs, de la reddition du compte de la dite tutelle dont est à present que sion. Or estoit à noter que pendant le mariage auec ladite du Hamel, l'Office d'Aduocat General en nostre Cour de Parlement ayant vacqué par la demission saite en nos mains par Maistre Iacques Faye, pourueu d'vn Office de President en nostredite Cour. Le seu Roy Henry III. pour la grande suffisance & litterature dudit Seruin, dont il rendoit des tesmoignages publics aux Audiences de nostredite Cour, desira se servir de luy, & le pourueut dudit Office le quatorziesme Auril 1389. En consideration dequoy il auroit fait prest audit Roy Henry nostre predecesseur de la somme de dix mil escus, sournis à l'Espargne le douziesme May ensuiuant. Depuis ledit Seruin auroit espouséen secondes nopces Jeanne Dasse, Damoiselle, laquelle par contract de mariage du vingt-huictiesme Octobre 1599. luy auroit sait donation de tous & chacuns ses biens, meubles & immeubles, mesmes des propres, en quelque lieu qu'ils fussent situez & assis, qui luy estoit loisible de donner par les Coustumes, en cas qu'il suruesqust ladite donatrice, article 240. 241. & 246. de ladite Coustume. Au moyen dequoy, & de la communauté continuée entreiceluy Seruin & ses enfans, faute d'auoir fait inuétaire apres le deceds de ladite du Hamel, le profit de ladite donation estoit entré en la communauté. En apres estant ladite Dasse decedée sans enfans, ledit Seruin pour la troissessme fois auroit contracté auec nostre chere & bien-aymée Françoise Anne de Rambures, & par contract de mariage, preferant l'affection de sa troisiesme semme à la charité naturelle de ses propres enfans, auroit sait une donation immense à sadite semme, & aux enfans qui naistroient dudit mariage, leur donnant par donation entre vifs, tous les biens à luy appartenans en meubles, propres & acquests, dont il auroit peu disposer par les Coustumes des lieux où ils estoient situez & assis, mesmes ceux qui luy auoient esté donnez par ladite Dasse, sa seconde semme, qui deuoient entrer en la communauté des enfans du premier liet.

iij D. ARRESTS DECISIFS DE QUEST.

Enfin ledit Seruin auroit resigné son office, & en auroit traité pour la somme de cinquate mil escus, de la quelle somme, qui fai soit le principal de son bien, auec la terre de la Greue, procedant de la donation de la dite Dasse, ledit Seruin pretendoit exclure ses enfans du premier list, pour en gratisser ceux de sa derniere semme, ores que le tout, comme estat entré en leur communauté se deust partager également entr'eux & ledit Seruin leur pere.

Si, disoient lesdits appellans, qu'à ladite Françoise Seruin, comme heritiere de ladite du Hamel sa mere, appartenoit le quart du prix de la composition dudit Office, soit qu'il sust censé & reputé de nature d'immeuble, pour en auoir esté acquis, & payé des deniers de ladite communauté, bien que soubs pretexte de prest, d'autant qu'en ce temps là les Offices de Iudicature n'estans reputez venaux, le prix qui en estoit payé estoit desguisé du nom de prest, soit qu'il sust consideré comme ayant esté donné audit Seruin par pure gratification de nostre predecesseur le Roy Henry troisselme, attendu que par la Coustume tous dons & aduantages doiuent entrer en communauté, soit qu'il fust tenu pour meuble, comme de sa nature il est, n'estant vn fonds d'heritage, mais vn bien casuel, qui n'a point de subsistance de soy, ny d'assiette, & qui n'estoit reputé immeuble, qu'en vn cas exprimé par la Coustume, à sçauoir en cas desaisse par les creanciers, ce qui n'estoit introduit par fiction en leur faueur, laquelle expression excluoit les autres cas, tesmoignant qu'au surplus il estoit reputé meuble, comme en matieres de successions & partages. C'estoit donc vne acquisition ou don de chose mobiliaire, dont on ne pouvoit frustrer la communauté: & ce que l'on dit que l'Office est inherent & attaché à la personne, s'entend du titre & charactere de l'Office & fonction d'iceluy, & non pas de son estimation, comme il n'y a rienqui ne reçoiue estimation, mesmes les seruitudes & droicts incorporels, qui ost le remede ordinaire quand les choses ne peuvent autrement subsister, dont il se trouuoit assez d'exemples, comme en la Loy 23. si fundus. ff. ad l. falc. Et en la Loy premiere & seconde, C. de communi seru manum. & principalement au fai& qui se presente, auquel l'inconvenient estoit de la destitution de l'Officier: bien estoit vray que quand le mary est suruiuant, les heritiers de la femme n'ont pas droist de demander que le mary se despouille de sa charge pour la mettre en partage, & sont les.

DE DROICT ET DE COVST. D. iiij les heritiers de la femme tenus se contenter de la moitié de ce qui a esté pris en la communauté, pour l'achapt de l'Office, non plus que si le mary auoit employé à bastir sur son fonds l'argent de la communauté, sors on diroit que le bastiment solo cedit, & la femme se doit contenter d'estre recompensée du my-denier pris en la communauté. Ainsi a esté iugé par plusieurs Arrests, que l'on ne pouvoit demander au mary la moitié du iuste prix de son Office, mais la moitié de ce qui avoit esté puisé dans la communauté: mais icy le mary s'estoit des mis de sa charge, & ce qui demeuroit en controverse, c'estoit le partage du prix entre les enfans, & de iuger s'il se doit partager également, ou si l'excez hiperocha, dudit prix doit tourner au prosit des enfans d'vn second & troisies me lict:

Disoient en outre lesdits appellans, que la communauté d'entre ledit Seruin & ladite du Hamel, ayant esté continuee auec leurs enfans, suiuant la disposition de la Coustume, art. 240. & 241. attendu qu'inventaire n'auroit esté fait des biens de la communauté, sinon en l'an 1600, qui estoit l'annee ensuiuant ledit second mariage; les demandeurs estoient sondez de prendre moitié des biens qui auoient esté donnez audit Seruin par ladite de Dasse, suivant l'art. 246. de la Coustume; par lequelil est statué que les donations faites à l'vn des conioincts, purement & simplement, & non à la charge que les choses données seront propres au donataire, doiuent entrer en la communauté. Bien est vray, que par disposition de droi & en la Loy, Actione. S. morte pro soc. & autres lieux semblables. Mais par nostre Coustume la societé conjugale est continuee entre le pere ou mere surviuant & les enfans du predecede, si le survivant par la confection d'vn inuentaire solennellement fait, ne se depart de la societé. Ce que la Coustume a prudemment & iuridiquement introduit pour punir la negligence, & peut estre, la maluersation du suruiuant, qui sans inventaire s'immisce dans les biens, avec liberté d'en pouuoir dinertir & receler tout ce que bon luy semble.

Or dans cette societé, attendu qu'elle est faite à titre yniuersel, & est composee de toutes sortes de biens, fors des propres, entrent les dons & auantages faicts à l'vn des associez, suiuant mesmes la disposition de droict en la Loy 3. §. cum specialiter prosoc. cum nominatim. Et en la Loy 73. si societatem, il n'y a qu'vn cas excepté par les Arrests des donations saites par les parens en D. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. droicte ligne, parce que telles donations sont reputees estre faites en auancement d'hoirie, Et pars quadam est in antecessum data eius hared. tantisque iure legitimo obuenire debet. Et semble que ce soit plustost vn acquit de debte naturelle, qu'vn nouvel acquest, comme dit la Loy i. C. de imponenda lucr. diser. Et n'estoit considerable ce que l'intimé mettoit en auant pour moyen principal, que telle donation deuoit estre tenuë pour donation à cause de mort. Car elle estoit saite par contract de mariage, & entre viss, estoit pure & simple & irreuocable, insinuee suiuant l'Ordonnance. Et encores que la clause y sust apposee, que le donataire n'en iouiroit qu'en cas qu'il suruesquist à ladite Dasse sa semme. Cette dilation ou condition apposee à l'execution du contract, ne pouuoit changer la nature d'vn acte qui estoit irreuocable, suivant la volonté constante & immuable de la donante sussisamment declaree par ledit contract; car il est certain, qu'encore qu'vne donation semble auoir trait à la mort, qu'elle ait pour object le hazard ou la cogitation de la mort, si elle est irreuocable, elle ne peut estre censee & reputee donation à cause de mort, suiuant la Loy, Vbi ita de mort. can. don. Ce qui est confirmé par la Loy 2, au mesme titre. Et encores par la Loy Sonatus. Cette irreuocabilité rend la donation presente, & entre viss, & la condition de suruiene suspend pas la donation, qui est parfaite en soy, mais limite son effect, en sorte que si le donataire n'est suruiuant, la chose donnee retourne au donateur. Quoy que ce soit, il se pouvoit dire que la donation telle qu'elle est, puis qu'elle est presente & irreuocable, estoit acquise à la communauté auec ses restrictions & limitations, auec l'emolument casuel qu'elle pouvoit produire, estant vn droi et acquis à la communauté, dés lors que l'acte auoit receu sa persection.

Car quand on la tiendroit pour donation à cause de mort, elle ne laisseroit d'estre acquise à la communauté. Mais cum sus onere, & à la charge de n'en tirer aucun emolument, qu'en cas de suruie du donataire, lequel cas estant aduenu son esse tretournoit au temps du contrast, & conuenoit entendre que toute donation de sa nature ne pouvoit estre sans tradition, de quelque sorte qu'elle sust, soit entre viss, soit à cause de mort, soit en faueur de mariage, soit entre mary & semme, après le mariage contracté, encores qu'elle ne soit valable, & ne se puisse soustenir que par perseuerance en mesme volonté, iusques à la mort. La

DE DROICT ET DE COVST. D. vi tradition estoit de l'essence de la donation, & qui dit donation dit tradition, ou actuelle, ou pour le moins imaginaire, sans laquelletoute donation estoit inutile, s'il n'y avoit stipulation expresse qui obligeast le donateur, comme és contracts de mariage telles stipulations sont ordinaires pour valider les donations: Mais la donation à cause de mort a cela de particulier, qu'encore qu'elle soit parfaite par la tradition, & que la proprieté soit transferee, elle est reuocable quand il plaist au donateur, & locus est panitentia, auquel cas de reuocation, competit rei vindicatio ei qui donauit, comme il se prouue par la Loy, si mortis causa de mor cau. don. Velcondictio ob rem dati nil sine causa, par la Loy, qui mortis au mesme titre. Laquelle condition ou vindication monstre eurdemment qu'il n'y a eu transsation de proprieté, & que la chose donnee est entree en la possession du donataire: mais que, ex poss facto, elle se peut reuoquer, de sorte que, pura quidem est, sed sub conditione resoluitur: Ce qui est decidé en termes exprés par la Loy premiere de donat. Or puis qu'en la donation dont il s'agist, non est locus panitentia, & que la condition n'y peut auoir heu pour estre irreuocable, & que statim translata est rei proprietas: on pouvoit conclure, que quand elle seroit prise pour donation, à cause de mort, elle produiroit vn effect present translatif de proprieté, & auroit esté le droict acquis audit Seruin du iour de la donation, & par luy porté dans la communauté, sous condition neantmoins de suruie, laquelle condition estant aduenuë, a son effect retroactif au temps du contract.

Comme generalement en toutes fortes de contracts & conuentions, les conditions aduenuës, retrotrahuntur ad tempus contrastus, encores que le contract essant conditionnel n'eust produict qu'vne esperance sans translation de proprieté. Ce qui
est proposé par forme de reigle au titre de verb. oblig. aux Institutes: dont on pourroit inferer, que si inheredem transmittitur illa
spes, ergo si in socium. C'est vne maxime de droict infaillible, qu'en
toutes conventions (comme celle-cy qui est grandement savotable, estant inseree en vn contract de mariage) encores que
l'esse en soit disseré ou suspendu par vne condition, neantmoins elles prennent leur sorce du jour de la convention, & de
ce jour-là le droict est acquis au stipulant, & transmis à l'heritier, comme il se verissoit par infinis passages, nommément par
la Loy 78. si filius sam, de verb. oblig. Ce qui est consirmé par la

vij D. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. loy, vsufructus de stipul. seru. c'est pourquoy celuy qui n'aqu'vne obligation conditionnelle ne laisse d'estre tenu pour creancier, parce que comme dit la Loy 42. is cui de obl. & act. & pour prenue infaillible de cette maxime, l'ordre des hypotheques estoit à considerer, n'y ayant rien en Iustice, où le temps des obligations & contracts fust plus exactement & soigneusement obserué qu'en l'ordre des hypotheques. Or il est indubitable, que la conuention faite sous vne condition casuelle, a son effect retroactif pour l'hypotheque au temps du contract. De sorte que la condition aduenue, le creancier qui a le premier contracté, encores que sous condition, est preseré à celuy qui a posterieurement contracté, purement & simplement, encores que la condition soit escheuë apres cesecond contract: la raison est rendué en la Loy potior. S. II. qui potior in pign. hab. Ce qui est traicté & examiné bien au long en vne question d'Afriquain, inserce au mesme titre en la Loy qui balneum. Consequemment le droi & de la donation ayant esté acquis audit Seruin dés le temps dudit contract de mariage, le profit d'iceluy auoit esté à l'instant deferé & communiqué à la communauté continuee auec ses enfans, encores que l'effect demeuraft suspendu jusques à l'existence de la condition; partant concluoient, à ce qu'il fust dit qu'il auoit esté par lesdits de Haruille & Françoise Seruin bien appellé de la closture dudit compte, en ce que par ledit Servin avoit esté obmis de coucher en recepte à leur profit la quatriesme partie des deniers procedans de la composition de son office de nostre Aduocat general en la Cour de Parlement, ensemble la quatriesme partie des biens compris en la donation à luy faite par ladite Françoise de Dasse, & en emendant que la recepte sust augmentee de la quatriesme partie, tant du prix dudit office de nostre Aduocat general, & interest d'iceluy prix depuis le deceds de ladite Duhamel, que de la valeur & estimation des biens meubles, acquests & conquests, immeubles & propres à luy donnez par ledit contract de mariage, & des fruicts & reuenus prouenants d'iceux, depuis le deceds de ladite donation.

L'inthimé pour ses responses & moyens, disoit qu'il demeuroit d'accord du faist, ainsi qu'il auoit esté proposé par les appelans, sauf en ce qu'ils alleguoient contre verité, qu'il auroit manqué d'affection naturelle enuers ses enfans du premier list, lesquels au contraire il auoit toussours cheris, aimez & embrassez DE DROICT ET DE COVST. D. viij de paternelle affection, iceux esseuez & instituez auec vn soin paternel, & apres honnestement poutueus par alliances en grandes & bonnes maisons, leur ayant donné mariage auenant, selon leur rang, & que ses facultez luy ont permis. Mais comme paterna pietas pro liberus consilium capit: il a estimé qu'il estoit de la preuoyance paternelle, de pouruoir à l'imbeculité de ceux qui naistroient en sa vieillesse, lesquels il pourroit laisser en bas aage, destituez de secours paternel, à cause dequoy, & qu'il voyoit ses filles pourueuës, il auroit voulu seur faire quelque aduantage, selon ce qui suy estoit permis par les Loix municipales, lesquelles il faudroit accuser de peu de consideration & de preuoyance, auant que se reprendre d'inegalité d'assection enuers ses enfans.

Au fonds, pour respondre au premier chef controuersé, touchant le prix de son office d'Aduocat General du Roy, disoit que c'estoit en vain que les appellans se trauailloient à examiner si les offices devoient estre tenus pour meubles ou immeubles. Comme aussi plusieurs personnes notables de cetemps, s'estoiet exercez en cette question inutilement & sans sujet, veu que les offices de leur nature, n'estoient ny meubles ny immeubles, & ne le pouuoient estre, estans droicts incorporels, lesquels in iure consistant, les biens meubles & immeubles sont corporels, Veluti pradia vrbana & rustica, pecunia numerata, greges, armenta, supellex, & catera. At ea qua iniure consistunt, neque mobilia sunt nec immobilia, qualia sunt iura pradiorum vrbanorum & rusticorum, qua seruitutes appellantur, hereditas vsus fructus, vsus & obligationes quoquomodo contracta, quia sui natura, nec tangi, nec moueri possunt. Et ces droicts-là, ratione rerum quibus adharent, sont reputez meubles ou immeubles, comme l'vsufrui& & les seruitudes reelles sont estimees immeubles, parce que coharent pradius. Quant aux actions elles sont reputees mobiliaires ou immobiliaires, iuxta materiam subiectam, & la chose qui est demandee; car on distingue, vtrum actio sit ad consequendum immobile, an vero ad soluttonem que in pecunia consistat: mais les offices ne sont meubles ny immeubles, ne quidem ratione subiecta materia: car ce sont droicts purement personnels, quia persona coharent, nec unquam ab ea diuelli possint: à cause dequoy, iura illa parentib, per liberos qui in eorum potestate sunt non acquiruntur, comme dit la Loy 3.5 si quid mimeri de minorib. & par consequent, si patri ius militia non acquiritur

ix D. ARRESTS DECISIFS DE QUEST.
multeminus societati, d'autant que ce droist est attaché enti

multeminus societati, d'autant que ce droict est attaché entierement à la personne. Il n'est donc ny meuble ny immeuble, le cas de la Coustume excepté, auquel par fiction, propter rerum vtilitatem, il est reputé immeuble, & les deniers en prouenans meubles; hors ce cas-làil est de mesme nature que les autres qualitez, conditions, dignitez & prerogatiues des personnes, & y adherentes, comme la qualité de Noble, la qualité d'Ecclesiastique, le privilege de scholarité, encores que ces qualitez ne produisent desoy aucun émolument ny reuenu, ains quelques privileges & facultez seulement, sont toutes qualitez personnelles, qui cum adhereant capiti libero, inter bona numerari non possunt. Partant c'est chose vaine, & comme ridicule de disputer si les dignitez & offices sont meubles ou immeubles. Vray est que les deniers qui en procedent; bonis adnumerantur, vt ex quacunque causa pecunia conflata, c'est pourquoy quand le mary est predecedé les deniers procedants de la vente de l'office, se partagent entre la semme furniuante, & les heritiers du mary predecedé; caril n'y a plus de personne à laquelle l'office soit attaché: tellement qu'en sa succession, ou en la communauté demeure la faculté de vendre l'office, & le convertir en deniers: & quand le mary est surviuant, les deniers pris en la communauté pour acquerir l'office, doiuent y estre rendus & remplacez. Mais la plus valeur de l'office, s'il y en a suit la personne de l'officier, ainsi qu'il a esté jugé par grand nombre d'Arrests. Et ne servoit de dire par les appellans qu'ils ne veulent pretendre que l'officier soit contraint de se demettre de son office pour en partager le prix; car l'intimé s'en estoit desia démis, & n'estoit question que de partir le prix de l'office entre les enfans: Laquelle raison, encore que belle en apparence, estoit captieuse en effect, d'autant qu'il falloit rapporter le tout au temps de la dissolution de la communauté; auquel temps l'intimé estant vestu & iou'issant de l'office, il luy deuoit demeurer, à la charge de rapporter à la communauté en faisant partage, les deniers qui en auoient esté tirez, & par apres l'office demeuretoit en sa libre disposition.

Quant au second chef de la demande des appellans, concernant la donation faite audit intimé par ladite de Dasse sa seconde semme, il demeuroit d'accord de la continuation de communauté, iusques au jour de l'inuentaire par luy saict apres son second mariage: Mais soustenoit ladite donation n'estre entree. DE DROICT ET DE COVST. D. x en l'adite communauté pour plusieurs raisons. La premiere estoit la volonté de la donante, qui n'a voulu ny entendu que les enfans du premier list, qui estoient personnes estrangeres & incogneus, pour le regard de la dite de Dasse sa femme. Celuy qui vse de liberalité, impose à la chose donnee telle loy qu'il luy plaist, puis que liberalement & sans contrainte, il met la chose donnee hors de ses mains à cette charge & condition: la Coustume mesmes nous y achemine, qui statue que ce que le donateur a donné pour estre propre à l'yn des associez, luy demeure sans entrer en la communauté.

Or icy les argumens de la volonté de la donante sont euidens & fondez sur le sens commun, l'execution de laquelle volonté ne peut estre euincee par les associez, qui n'ont contribué, ny de leur industrie, ny de leur bien, c'est à dire, du bien de la communauté pour obtenir la donation. Ce qui est conforme à la disposition de droiet, qui ne permet pas que ce qui a esté donné à vn associé pour son merite, & par consideration de sa personne particuliere, soit compris és biens de la societé. Car apres l'enumeration des choses qui entrent en la societé, la Loy 9. pro socio, dit : Ner adiecit Sabinis hereditatem, vel legatum, vel donationes mortis causa; siue non mortis causa: fortasis hac ideo, quia non sine causa obueniunt, sed ob meritum aliquod accidunt. La Loy dit, ob meritum. Ob id scilicet quod donator, officium aliquod & benemeritum eius remunerari voluerit. Ce qui est confirmé par les Loix suiuantes, par ce que la raison ne souffre pas que l'vtilité de ce qui est personnel, personam egrediatur & alterius lucro cedat. Et est encores confirmé par deux exemples notables: le premier est en la Loy1. pro foc.

La raison est fort belle de la Loy, Quia seorsim eorum de se meritaexpendisse apud se patronus, & pro eorum diversitate, variè illo pensasse videtur. Le second en la Loy dixiesme, s. vlt. & en la Loy suiuante mandati, d'vn sideiusseur: auquel le creancier a remis & quitté la debte. Car si la debte est remise en faueur du sideiusseur, non seulement il demeure quitte, mais aussi il peut agir contre le debiteur principal, pour le payement de la debte, comme si

le creancier luy auoit donné & cedé ses actions.

Pour second moyen, ledit intimé disoit que la donation dont est question, estant faicte en cas de survie, estoit vne vraye do

nation à cause de mort, dont apparoissoit euidemment par la desinition mesme: Cum se malit quis habere quameum cui donat magisqueum cui donat qu'am heredem suum, la quelle en nostre vsage commun
nous appellons don, en cas de survie, &n' auons accoustumé de la
desinir, ny qualifier autrement; & de faict ladite de Dasse n'a
voulu que la proprieté de son bien sust trasseree, sinon lors que la
mort suy en osteroit la iouissance, auquel temps l'inventaire ayat
esté faite, l'intimé se trouvoit seul capable de recueillir le fruict
de la dite donation: & ne fait rien que par le contract de mariage,
elle soit dite entre viss; car vne fausse enonciation & erreur en la
qualité de l'acte, ne peut changer ou alterer la nature d'iceluy, laquelle paroist euidemment par la convention ou disposition des
parties, quia plus valet quod agitur, qu'am quod simulate concipitur.

Moins estoit considerable, que ladite donation sust inseree en vn contract de mariage, pour en faire vne donation entre viss, attendu qu'vn contract de mariage reçoit en soy toutes sortes de conuentions, lesquelles pour y estre inserees ne perdent pas leur nature & qualité, sauf qu'elles sont renduës irrenocables. Aussi ne vouloit l'intimé nier qu'és donations à cause de mort l'atradition ne peust interuenir, & n'eust esté anciennement practiquee, encores qu'elle ne fust pas necessaire, puis que les donations à cause de mort ont esté reduites ad instar de legs testamentaires: & demeuroit aussi d'accord que les choses donnees à cause de mort, & liurees, se pounoient reuoquer apres le changement de volonté par la voye de condition, ou de vindication. Mais disoit que l'affaire n'estoit point en ces termes; car la donation portee par le contract de mariage n'auoit esté suivie de tradition actuelle ny imaginaire, ne contenant aucune clause equipollente à tradition, comme retention d'vsufruict ou constitution de precaire. Done n'ayant ny la possession, ny la proprieté des choses données esté transseree en la personne dudit intimé, elle estoit demeuree ès mains de la donatrice, tant s'en faut qu'elle peust estre tenuë pour donation entre vifs, n'y ayant rien de si repugnant à la nature de l'acte, & à la Coustume, que de donner & retenir : consequemment ou elle estoit donation à cause de mort, ou elle estoit nulle & de nulle valeur. Et ne se pouuoit aussi dire que ce sust vne donation parfaite, qua sub conditione solueretur, comme on avoit voulu induire de la Loy premiere de donat. Car la donation dons

DE DROICT ET DE COVST. D. dont il s'agist ne produisoit aucun effect present, y manquant la tradition qui est essentielle en la donation; & quand il y auroit eu tradition; pour ne rien obmettre, & traitter la question en termes generaux, la proprieté n'auroit pas esté acquise à l'intimé par latradition, d'autant que, Nonomnis traditio transfert rei proprietatem, sed illa tantum traditio qua fit ex causa qua dominium transferri debet; veluti ex causa venditionis, aut dotis, aut legatorum. Nec enim transfertur dominium si restradita sit ex causa depositis, verbi gratia aut commodati, aut pignoris. Et ainsisse doit entendre le passage d'Vlpian, libro Regularum tit. de dominiis & acquisitionibus rerum. Nec mancipi rerum dominis ipsa traditione apprehendimus: scilicet si ex instacaus atradita sint nobis: ce qui est confirmé par la Loy Curatione. S. ha quoque, & aux deux paragraphes suivans, de acquir rer dom. auquel lieu est à noter que le Iurisconsulte auoit escrit: Necmancipiquoque res, ratione nostra sunt: au lieu dequoy ceux qui ont compose les l'ande ctes ont mis: Ha quoqueres qua traditione nostra fiunt: tant y a, que ex traditione facta propter mortis causa donationem, dominium rei non transfertur: quia imperfecta donatio est, comme il sera dit cy-apres : Nisi forte specialiter id actumesset : comme il est porté par la Loy 2. demort. can. don. Laquelle donation, encores que de prime face elle ait eu la consideration ou l'apprehension de la mort, en effect est une donation entre vifs. Aliam esse seciem mortis causa donationum ait: cum quis imminente periculo commotusita donat, vt statim fiat accipientis. En cette espece de donation, la proprieté est transferée: mais à condition, que ex pænitentia renocari possit per condictionem. Tertium genus esto donationis ait: si quis pericuto motus non sic det vt statim faciat accipiendus; sed tunc demum eum mors fuerit inscensa. Auquel cas la proprieté de la chose donnée n'a pas este pransserée par tradition! mais interim & pendente casu mortalitatis, le donavaire a esté rendu comine depositaire de la chose donnée comme il se peut voir en l'exemple de Telemachus pris d'Homere, rapporté en la Loy premieresdemort.caus.donat. & aux Institutes conostixed ob mosop 300

Mais on a voulu dire qu'elle ne pouvoit effre renue pour donation à cause de mort, parce qu'elle essoit irrevocable, & que toute donation à cause de mort est sujette à revocation & changement de volonté: à quoy respondit l'intimé, qu'elle n'estoit point irrevocable de sa nature, mais par vne qualité accidentelle, à cause qu'elle estoit incidente à vn contract de maxiij D. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. riage, quine reçoit aucune convention qui ne soit irrevocable, comme quand vne institution d'heritier est inserée en vn contract de mariage, elle nelaisse pas d'estre vraye institution d'heritier, & d'en produire tous les effects, & neantmoins elle est irreuocable par le privilege du contract, comme si hors vn contract de mariage le cas arrivoit de la Loy, si pater. S. si quis de donat. Dont on peut inferer que quand cette donation seroit faite à cause de mort, elle seroit irreuocable: consequemment encores que la donation dont il s'agist soit irrevocable, puis que la condition de suruie y est apposée, in ceteris, elle receura les proprietez essentielles de la donation à cause de mort, & sera regie par les regles & maximes d'icelle, les autres proprietez naturelles & originaires luy demeurans, qui luy ont donné son estre. Aussila Loy Senatus, au melme titre ne laisse d'appeller donation à cause de mort celle qui est irreuocable. Et pour respondre à la Loy vbi ita, qui est le principal fondement des appellans, elle se deuoit interpreter par la Loy seconde, & la troissesme de donat. Donc en interpretant la Loy vbi ita, il se peut dire qu'en son espece il estoit maniseste que ce n'estoit pas icy le cas, auquel omni mo do donare voluisset, puis qu'elle retenoit la proprieté des choses données, & n'entendoit la transferer qu'en cas de suruie. Et outrela Loy Vbi ita, dit vt nullo casu renocetur. Mais au faict qui se presente, aliquo casu potest reuocari donatio nimirum, cessant la suruie: tellement qu'encores qu'elle ne se puisse reuoquer par vn changement de volonté de la donante euentu, elle peut estre reunquée per conditionis defectum, ergo non ita donatum est, vt nullo casu renocaretur.

Pour dernier moyen l'intimé respondoit à l'objection saite par les appellans, que la condition de suruie suspendoit bien l'effect & l'issuë de la donation, mais non pas la conuention dont le droist estoit acquis dés l'instant de la passation de l'acte qui estoit irreuocable, encores qu'il ne deust produire son esfect que lors de l'existence de la condition, lequel cas estant aduenuil auoit vn effect retroactif au temps du contract, dont ils vouloient induire, que la seule esperance de jouir du don, en cas de suruie, auoit acquis vn droist à la communauté continuée. Pour à quoy respondre pertinemment, l'intimé soustenoit qu'il y auoit vne grande difference entre les stipulations, & autres contracts, & les dispositions testamentaires, laquelle distinction

DE DROICT ET DE COVST. D. xini estoit assez commune & respanduë en infinis passages de droict Ciuil, entre lesquels l'intimé se contenteroit d'en mettre deux en auant, l'vn pris de la Loy 42. Is cui. de oblig. & act. l'autre estoit pris de la Loy, Qui in fraudem cui & à quib manum lib. non fiant. La raison est, que par les stipulations & autres contracts, nous netraictons pas seulement pour nous, mais pour nos heritiers & bien-tenans, & consequemment pour nos associez. Quia plerumque tam heredibus nostris quam nobismetipsis cauemus, comme dit la Loy 9. si pactum de probat. Mais aux dispositions testamentaires on ne considere que la personne que le testateur a voulu gratifier, & au profit duquel scul il a disposé, & non de ses heritiers. Partant en toutes lesdites dispositions les conditions estans accomplies, ne se rapportent point au temps de l'Ordonnance du testateur, & n'ont aucun effect retroactif, & n'ont force ny vigueur qu'au temps de l'existence de la condition. there and was properly

Or est-il que les donations à cause de mort se reglent comme les actes testamentaires, non seulement par la constitution de lustinian, qui est la Loy dernière, C. de mort. cau. don. dont est saict mention aux Institutes: mais auparau ant mesmes la dite constitution, comme en la Loy, Marcellus de mort. caus. den. Et en la Loy trente-deux, non videtur. & trente-sept, illud, au mesmetitre: Dequoy nous auons vn exemple notable en la Loy septiesme, au mesme titre, si aliquis mortis causa donauerit. Et mesmes pour le temps qui doit estre consideré, afin de donner force à la donation, & la transmettre, & rapporter la capacité du donataire, la Loy 22. estoit expresse; In mortis, de mort. caus.

Or si l'intimé n'estoit capable de perceuoir la donation, sempore donationis multominus, il estoit capable de la communiquer, & la porter dans la communauté; & regulierement il se pouvoit conclure, que, in mortis causa donationibus, non cedit dies capiendi, nec transmittendi du temps de l'acte, & que le droict ne se peut acquerir ny transmettre qu'apres le deceds du donant: Mais si on vouloit objecter, que tous les articles & conventions inserées en vn contract de mariage sont reuestues de stipulation, & par consequent doivent estre reglées par les Loix des stipulations, ce seroit errer grandement; car toute la stipulation conventionnelle suit la nature du contract auquel elle est attachée,

XV D. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. & à la confirmation duquel elle a esté apposée, comme l'accessoire suit la nature du principal. Et par exemple si elle est adjoustée à vn contract de vendition, elle tiendra de la nature de la vendition, & totus contractus erit bone fidei contractus, quia nihil aliud est quam accessio, & additamentum ad roborandum contractum appositum, comme dit la Loy s. de verb, oblig. partant la nature de la donation à cause de mort n'en est point changée; laquelle donation estant conditionnelle, ne produisant aucun effect, iusques à ce que la mort soit aduenuë, il ne se peut dire que la seule esperance qu'auoit l'intimé d'vne chose contingente, cuius neque cesserat neque venerat dies, doive entrer en la communauté, Spes in iudicium pro socio non venit. Veluti cum quis ad legitimam hereditatem proximitatis iure vocari potuisset, aut ad testamentarium hereditatem: si ante delatam hereditatem societas soluta fuerit, id est, ante mortem testatoris aut cognati proximi, ei soli acquiritur bereditas. Nisi forte dolose versatus sit: veluti si callide in hoc renunciauerit societati, ut lucrum obueniens solus haberet: & generaliter, ne constante societate ad affectum res peracta non perueniret, par la Loy 65. Actione. S. diximus pro soc. Comme dit le S. manet aux Insti-

Finalement, disoit l'intimé, que mal à propos on alleguoit l'ordre des hypotheques quise contractet par stipulation & conuention expresse, puis que la question qui se traittoit à present estoit d'une donation à cause de mort qui deuoit estre reglé comme un legs & disposition testamentaire.

Partant concluoit ledit intimé, à ce que sans auoir esgard aux debats d'omission de recepte mise en auant par lesdits appellans, dont ils seroient deboutez, la closture du compte tiendroit, & se-

roient condamnez aux despens, que tielle a comme

Et sur ce tant eust esté procedé que les parties sur l'appel appointées à consirmer, ou insirmer, escrire & produire, bailler contredits & saluations, la Sentence sut consirmée par Arrest, par laquelle le Preuost de Paris (par la Sentence du troissesme Aoust 1626.) entre autres choses sur l'appel interjetté par les dits de Haruille & sa semme de ladite closture de compte, auroit mis les parties hors de Cour & de procez, & ledit compte tenu pour bien cles. Et ce faisant sur la demande intentée par ledit de Haruille & sa semme, asin d'augmentation de recepte, tant de la quatriesme partie du prix dudit Office de nostre Adrapt de la quatriesme partie du prix dudit Office de nostre Adrapt de la quatriesme partie du prix dudit Office de nostre Adrapt de la quatriesme partie du prix dudit Office de nostre Adrapt de la guatries de la prix dudit Office de nostre Adrapt de la guatries de la prix dudit Office de nostre Adrapt de la guatries de la prix dudit Office de nostre Adrapt de la guatries de la prix dudit Office de nostre Adrapt de la guatries de la prix dudit Office de nostre Adrapt de la guatries de la guatries de la prix dudit Office de nostre Adrapt de la guatries de la gu

DE DROICT ET DE COVST. D. vocat General, & des gages d'iceluy, ensemble du quart des biens meubles, acquests & conquests, immeubles de ladite defsunce Françoise de Dasse, que propres par elle donnez audit Seruin par ledit contract de mariage & fruicts prouenans d'iceux, ledit Servin en auroit esté envoyé quitte & absous, & lesdits de Harville & sa semme condamnez aux despens.

Et tout diligemment examine, Nostredite Cour par son lugement & Arrest, a mis & met lesdites appellations & sentences, desquelles a esté appelle au neant sans amende, en ce que lesdits de Haruille & Seruin auroient esté condamnez és despens; lesdites sentences au residu, sortissant effet sans despens, tant des causes principales que d'appel, sans preiudice de la somme de quinze mil liures prouenans du remboursement desdits droiets denos Aydes, mentionnée en ladite Requeste du 24. Feurier, sur laquelle les parties seront plus amplement ouies pardeuant le Rapporteur du procez: Prononcé le 4. de Mars 1628. an Roy & Capitaine de les Gal les, denagé exelle

d'inspanissi Anne Delle renel , femme departe al anthonille



locate Conetin fernit combabilite de la matice serfement (e la valeur Rechimetion des Sahimons reveraucus de augmentations faires en le dicercire de Plainville pendaux lédit maite es à railing of historication of authorizated a volcur. Executive The mother has not got be attached. Sing bright all got

Is a alor de la difficulté ett, due par es gasyen le merr pre-

Ediciercipal den comuell our lour elles recipie que et els

iosas in American

DON MVTVEL.

La recompense qui est deue à la femme survivante, & qui a don mutuel pour les bastimens faits par son mary sur l'he-ritage à luy propre, n'est que de la moitié à elle afferante, à cause de la communauté; l'autre moitié cedant au fonds sans entrer au don mutuel.

ARDEVANT Messieurs des Requestes du Palais à Paris, il se meut vn procez entre Anne Gobelin, vesue de Charles Destournel, viuant Escuyer Seivefue de Charles Destournel, viuant Escuyer Sei-gneur de Plainuille, Conseiller au Conseil d'Estat du Roy, & Capitaine de ses Gardes, demanderesse

d'vne part: & Anne Destournel, semme separée & authorisée de Iean Viault, sieur de Monceaux, heritiere dudit deffun & sieur de Plainuille son frere, deffenderesse: en laquelle instance entre autres chefs des demandes de ladite demanderesse, qui auoit don mutuel auec ledit Seigneur de Plainuille son mary; il estoit question de la valeur des bastimens saits sur ladite Seigneurie de Plainuille, & autres meliorations que sondit mary avoit fait des deniers de la communauté, lesquels ladite Gobelin sa vesue soustenoit luy appartenir entierement, à cause de son don mutuel. Surquoy ne luy ayant esté fait droict, & les parties ayant respe-Liuement interjetté appel en la Cour, le procez instruict & iugé ladite Cour apres auoir fait droict fur les autres pretensions des parties; elle iugea aussi ce qui concernoit lesdits bastimens faits à la maison de Plainuille. Et sur ce faisant droi &, ordonna que ladite Gobelin seroit remboursée de la moitié seulement de la valeur & estimation des bastimens, reparations & augmentations faites en la dite terre de Plainuille pendant le dit mariage, à raison que la terre auoit esté augmentée de la valeur, & renduë de plus grand prix. Par Arrest, au rapport de Monsieur de la Nauue, le 15. Auril 1620.

La raison de la difficulté est, que par ce moyen le mary prejudicieroit au don mutuel, qui doit estre reciproque & esgal, DE DROICT ET DE COVST. D. 87 & en fraude duquel il ne peut rien faire, estant lié & obligé par la condition reciproque qu'il contient en soy; & que le don mutuel comprend toutes les accessions & emolumens de la communauté, lesquelles la semme peut vindiquer comme à elle appartenantes par son don mutuel, tout ainsi que si son mary auoit des deniers de la communauté rachepté vne rente, la semme reprendroit vne moitié, iure communionis, & l'autre moitié luy appartiendroit, comme vn acquest de son mary en vertu du don mutuel, par l'article 232. de la Coustume de Paris.

Mais la response est, que le mary peut disposer des biens de la communauté, mes mes donner sans fraude à vn estranger par la disposition de la Coustume, à plus sorte raison il a pû pour la necessité ou vtilité, decoration & embellissement de ses heritages propres, ou de ceux de sa semme, & pour les rendre plus commodes, saire des impenses, à la charge de recompense de moitié. Car s'il estoit allegué & verissé que cette despense eust esté faite en fraude du don mutuel, & inodium de sa semme, aliud dicendum esset.

Ce differend se doit regler par les maximes des donations, esquelles le donnant n'est tenu d'aucune euistion, & n'est reputé auoir voulu faire naistre vne action contre son heritier: non pra-

Sumitur quis donare actionem contra se un moltisse and contra con

Il faut considerer que la donation est iuris non rei alicuius specialis, quod quidem ius recipit incrementum & diminutionem. Il faut donc voir ce qui peut estre compris sous le nom de meuble ou d'acquest, & en exclure & separer ce qui est propre, & consequemment les accessions inherentes & inseparables, & qui sont de mesme nature, pour recompense desquelles on ne doit presumer que le donateur ait entendu donner vne action, ains seulement quod extat en nature, de meubles & d'acquest.

Ces recompenses que donnent les Loix & Coustumes, sont données à ceux quibus aliquid abest, & ne se donnent pas en cause purement lucratiue, sous couleur que le prosit de la donation pouvoit estre plus grand qu'il n'a esté par l'euenement: il n'y es-

chet point de recompense, n'y ayant point de perte.

Quod in adificatur solo cedit, & n'y a point d'action, aduersus dominum soli: sinon en deux cas: si in possessione constituto adificatori soli dominus domum petat, que casu seruat impensas qui inadisi-

88 D. ARRESTS DECISIFS DE QUEST.

cauit per exceptionem deli mali. L'autre est, si is qui impendit viiliter, non possideat, quo casu datur ei ex aquitate viilis vindicatis. Mais en l'vn & en l'autre: car il faut, que versetur in damno, celuy qui vendique. Hoc enimitilis actio ex aquitate datur ei tantum cui aliquid abest. Non ob lucrum cessans datur hac actio, sed ex detrimento. Atqui nihil abest mulieri vi viilis vindicatio ei accommodari possit.

Ex adaerso idem esset dicendum, si le mary avoit basty sur les propres de sa semme, & qu'il eust survescu. Car il auroit bien la récompense de sa moitié à suy appartenant, à cause du droisse de communauté: mais pour l'autre moitié afferante à la semme, il nie la pourroit demander en vertu du don mutuel, essant vn accessoire, quod coaluit avec les propres de sa semme par son consentement. Nec audiendus esset, s'il vouloit alleguer qu'il l'eust sait in fraudem de la Loy qui prohibe les donations: d'autant qu'il n'a rien donné de suo, mais il a conserué à la semme la moitié qui suy appartenoit. Consequemment on ne peut dire, que inde locupletior susta sit mulier: ce qui est requis pour enerver testes donations.

Et si le mary disoit qu'il l'auroit fait in fraudem du don mutuel, qui ex enentu luy a esté acquis: On luy tespondroit qu'il auroit pû renoncer à son droict, puis qu'en y renonçant sa semme n'auroit point esté aduantagée au prejudice de la Loy qui dessend les donations, mais seulement par le faict du mary, présinum ins luy auroit esté conserué.

Quant au don mutuel, il faut qu'il soit reciproque: mais il n'est pas necessaire qu'il soit esgal, & n'y a rien qui l'empesche que par l'euenement, la condition de l'vn ne se puisse trouver meilleure que de l'autre, estant vn droist vniuersel, qui de sanay ture est sujet à croistre & diminuer.

lement quadratat en varine, de grenbles & d'acquelt.

Ces recompanies que donnera les Loix & Couffernes, font
de present de con qui la diquit désif, & ne e connent paren cade
parement de catiue, four couleur que le profit de la donair que
pe uvoit eltre vios grand qu'il n'a effé par l'evenements din policie.

I was section for sells, or n'y a point & action, advertise

sheepoint de recempente, my ayant point of perte.

DE LA DOT.

La femme pour sa dot est preferée à tous creanciers, sans entrer en contribution.

XIV. Contest and the state of the contest of the co NTRE le Syndic & creanciers de Iean Particelli Au rapport deffendeur, appellans de la sentence du luge & Se-le Camus. neschal de Lyon, d'vne part.

Et Isabelle Berger, semme de Iean Particelli, qui auoit fait banqueroute à tous ses creanciers, oppo-

sante à la saisse de ses meubles, & demanderesse en preserence pour ses conventions matrimoniales, d'autre.

A esté iugé suivant autre Arrest precedent, donné à la cinquiesme Chambre, au rapport de Monsieur Haste, le 20. May 1616, & autres Arrests precedens.

Que la dite Isabelle seroit payée de la somme de trente mil liures & de quinze mil liures pour l'augment de sa dot, & ce par preserence à tous les creanciers dudit Particellison mary, & sans entrer en contribution. De la contribution de la co

Fut la question fort agitée pour la somme de quinze mil liures d'augment de dot. Car pour le regard de sa dot, chacun estoit d'aduis de suiure l'Arrest de la cinquiesme Chambre, qui sut veu, & lequel est tel qu'il s'ensuit, donné au rapport de Monsieur Haste, le 20. May 1616. Entre les deputez des creanciers de Bernardin Groffa, appellant de la sentence du Conservateur de Lyon, du 10. Octobre 1604. & Françoise Bara semme dudit Groffa, raphe del Ariefe de Monfieur Halle, en . s'Hord

Que sur les meubles, en cas de desconsiture les creanciers doiuent venir à contribution au sol la liure, sans preserence des hypothecaires aux chirographaires: & neantmoins que la semme pour sa dot sera preserée & premiere payée auant tous creanciers sans entrer à contribution, idque non ex tempore vel hypotheca, selon la Loy asiduis, qui est des Loix abrogées, au titre du Code, Qui potior, in pign. hab. laquelle n'est receue en France par non vsance, sed ex causa debiti & privilegio personali, suivant les Arrests du 3. May 1612, au rapport de Monsieur Pelletier,

D. ARRESTS DECISIFS DE QUEST.

entre les creanciers de Philippes Mesnier: l'autre du 27. Aoust 1612. au rapport de Monsseur de la Vau, entre Mire du Vau, ap-

pellant, & ses creanciers, intimez.

Il est certain que la Loy Asiduis, mesmes en pays de droict escrit, n'est point gardée, comme contenant vn droiet nouveau & extraordinaire, & vne iniquité manifeste, en ce que la semme est preferée à tous creanciers, mesme anterieurs d'hypotheque, contre l'ordre de nature & de toute regle ciuile & naturelle, ve qui prior sit tempore, potior sit iure: mais le priuilege personnel qu'elle auoit mesme par le droict des Digestes, vt solidames integram dotem consequatur, luy a esté tousiours reserué, dont il est fait mention en la Loy. Si sponsa.ff. de iure dot & en la Loy. Quesitum. S. vlt. cum l. sequ.ff. de prinileg. cred. car comme il est dit en la Loy. I.ff. solut.matr. dotium causa semper & vbique pracipua esse debet; Interest enim rei publica, dotes mulieribus conseruari, vit facilius nubere possint, & vi repleatur liberis ciuitas: mais ce privilege donné à la dot pour la conservation d'icelle, es ne damnum mulieres in suis rebus patiantur, d.l. asiduis.in fine: sembloit ne deuoir estre estendu à l'augment de dot : qui est-ce que les Grecs disent ain pépun, contraria donatio qua fit à marito: car cét augment estant vn pur don, la raison naturelle ne permet pas que la femme le puisse emporter auec la perte & detriment de tous les creanciers, cum nullus sit casus in iure, auquel il soit permis aliquem cum alterius iactura sieri locupletiorem. Et que les privileges doivent estre restraints dans leurs cas, sans les estendre: alioqui non privilegia, sed privilegia dicentur. Iustinian a dit aussi expressement en ladite Loy Asiduis, sub finem: Nonenim in lucro fouemus mulieres, sed ne damnum in suis rebus patiantur: Et Cujas estoit de cette opinion, que les privileges donnez à la dotne s'estendoient pas à la donation propter nupitas.

Toutesfois à cause de l'Arrest de Monsseur Haste, qui portoit aussi pour l'augment de dot, bien que l'arresté n'en portastrien, & d'autant que ledit Arrest auoit esté publié en la Seneschaussée de Lyon, pour seruir de Loy, nous susmes adstraints à le suiure, & passa cet aduis auec grande difficulté, quelques-vns voulans informer de l'vlage. L'anno de l'anno de l'anno en la remaine

Pour les biens parafernaux fut iugé, n'y ayant point d'Arrest contraire, que pour le payement d'iceux elle viendroit à contribution auec les autres creanciers.

Ces decissions ont lieu au pays de droist escrit. Car en pays

DE DROICT ET DE COVST. D. Constumier, il a esté iugé solemnellement par deux Arrests, l'vn donné à l'Audience à Tours le 2. Auril 1591. Buisson & Robert Aduocats plaidans, rapporté par Chopin sur la Coussume de Paris, qu'en cas de desconsiture la semme n'est preserée, & vient à contribution auec les autres creanciers, suiuant autre Arrest rapporté par Monsseur Robert, & donné en la Coustume de Paris le 22. Decembre 1585, sur la sin de son Liure, Re-

La raison du pays Coustumier est, que l'article estant general, qu'en cas de desconsiture tous creanciers sont pareils, sors ceux qui sont exceptez par les Coustumes, & desquels est fait mention expresse, cette regle est consirmée en tous les autres cas, qui ne sont exceptez: & partant la semme n'estant exceptée pour le privilege qu'elle a, par le droict on ne l'a voulu fauoriser dauantage qu'vn autre creancier: joint qu'à cause de la communauté, & le mesnagement qu'ont les semmes pendant leurs mariages, on presume qu'en cas de desconsiture, elles ont tasché à sauver le seur sur les meubles qui sont en leur puissance.

DOT.

Que la femme pour son dot & ses conuentions matrimoniales est preferée au doüaire Coustumier, demandé par les enfans.

XV.

E faict est: Estiennele Lieure, sils de Guillaume le Lieure & Anne Petit, l'an 1572. après le deceds dudit Guillaume son pere, & du consentement de ladite Anne Petit sa mere, sut conjoint en mariage auec Ieanne Tronson, selon les vs & Coustumes de la Ville, Preuosté & Vicomté

de Paris.

Les pere & mere de ladite Tronson donnerent en dot à leurdite fille la somme de deux mille einq cens liures, & moyennant ce le surur espoux doua ladite Tronson sa future

rum indicatarum.

92 D. ARRESTS DECISIFS DE QUEST.

espouse, de la somme de mil liures de doüaire prefix ou coustu-

mier, à son choix & option.

Entre autres clauses estoit expressement porté, que la dite su ture espouse, en renonçant à la communauté reprendroit tout ce qu'elle auroit apporté en faueur de mariage, auec son doüaire & preciput, & ce qui luy seroit aduenu & escheu constant le-dit mariage, franchement & quittement, sans qu'elle sust tenuë d'aucunes debtes ou hypotheques, encores qu'elle y eut parlé. Et d'autant que lors dudit mariage ledit Estienne le Lieure n'a-uoit atteint l'aage de majorité, la dite Anne Petit sa mere en son propre & priué nom auroit promistenir, accomplir & executer toutes les clauses, promesses & conuentions dudit contract de mariage.

Du mariage dudit Estienne le Lieure, & de la dite Teanne Tronson estoient issus trois enfans, Anthoine, Pierre, & Claude le Lieure: le pere desquels estant decedé en l'année 1590, la dite Tronson sa vesue renonça à la communauté, sit estire vn curateur à ses enfans, & auec iceluy opta & choisit le doüaire coustumier; selon qu'il luy estoit permis par son contract de mariage, demandases conuentions matrimoniales, la restitution de ses deniers dotaux, auec le remploy de ses propres, alienez par le dit Estienne le Lieure son mary, & d'estre acquittée des debtes

creées pendant ledit mariage.

Parsentence du Preuost de Paris de l'an 1591. la dite vesue obtint à ses sins contre le tuteur de ses sels enfans: mais elle estant de cedée en l'an 1596; peu de temps apres le partage des biens de la succession d'Anne Petit, ayeulle maternelle desdits Anthoine, Pierre, & Claude le Lieure, enfans du dit Estienne le Lieure, & de la dite Ieanne Tronson, le dit Anthoine le Lieure, sieur de Vaucouleur, ne se voulut porter heritier de ses dies pere & mere: & cette qualité sur retenuë par ses disques en l'année 1601.

Auquel temps la succession dudit Estienne le Lieure ayant estérecogneuë insoluable, le tuteur desdits Pierre & Claude le Lieure, par sentence du Chastelet sut receu à renoncer à la succession, & de prendre le douaire coustumier sur tous les biens, sauf à se pour uoir sur les biens paternels, pour le recouurement des conventions matrimoniales de ladite Tronson mere des mineurs.

DE DROICT ET DE COVST. D.

Mais attendu la multitude des creanciers, & que le douaire deuoit estre preallablement pris & retenu sur les dits biens dudit Estienne le Lieure, les dites conventions ne pouvant aussi estre prises sur iceux; le dit Claude le Lieure resté seul heritier de la dite Tronson sa mere, sit appeller M. François Berland Receveur du Taillon en la Generalité de Paris, tant en son nom que comme tuteur & curateur de ses enfans & d'Anne le Lieure sa semme, heritiere en partie d'Anne Petit, semme de Guillaume le Lieure se ayeul & ayeulle, ou quoy que soit, bien tenant de ladite Anne Petit, à ce qu'il sust tenu luy payer & rembourser ce qui desaudroit des dites conventions.

Cette poursuitte à cause du deceds dudit Claude le Lieure, sur intermise iusques à l'an 1620. auquel temps ledit Anthoine le Lieure sieur de Vaucouleur se declara heritier par benefice d'inuentaire dudit Claude le Lieure, aussi heritier beneficiaire de Ieanne Tronson sa mere, & reprint le procez aux Requestes du Palais au lieu de sondit strere esdits noms, se constituant deman-

deur aux fins de l'exploict du 26. Auril 1606.

Contre ledit M. François Berland, tant en son nom que commetuteur de ses ensans, & d'Anne le Lieure sa semme, heritiere en partie d'Anne Petit, semme de Guillaume le Lieure ses ayeul

& ayeulle, deffendeur.

L'edit demandeur soussensit pardeuant les Gens tenans les Requestes du Palais, que ledit Bernard à cause de sa semme ne pouvoit dénier qu'il ne sust heritier & bien-tenant de ladite Anne Petit, laquelle estoit obligée par le sussition tract de mariage, à l'entretenement & accomplissement de toutes les clauses & conventions d'iceluy, & qu'il ne pouvoit recouvrer d'ailleurs la dot & les conventions de ladite Tronson sa mere, que sur les biens possedez par ledit Berland de la succession de ladite Anne Petit qui s'y estoit obligée.

Le dessendeur, sans s'arrester aux sins de non receuoir proposées contre le demandeur, disoit que le principal ches de la demande concernoit la restitutió de deux mileinq cens siures pour les deniers dotaux de dessurche Ieanne Tronson sa mere, lesquels se deuoient prendre les premiers sur tous les biens du pere, & auparauant toutes debtes & obligations creéos par ledit contrast de mariage, ou depuis iceluy; d'autant que prima és potioress

causa dotis, & que lesdits biens estoient plus que suffisans.

D. ARRESTS DECISIFS DE QUEST.

Quant au doüaire coustumier, duquel le demandeur ou ses freires estoient nantis, & par ce moyen auoient emporté la moitié des propres dudit desfunct Estienne le Lieure leur pere, suiuant l'vsage commun, la disposition du droict, les Arrests & iugemens sur ce interuenus, il falloit que les deniers dotaux sussent les premiers pris, & rendus auant que de pretendre aucun doüaire.

C'est pour quoy le dessendeur soustenoit deuoir estre enuoyé absous desdites demandes, sins & conclusions; du moins que si on vousoit estendre l'obligation de ladite Anne Petit, pour la seureté des deniers dotaux, que le demandeur deuoit rapporter premierement tout ce qu'il auoit tiré de la succession de ladite Anne Petit; & outre la moitié des rentes & propres de sondit desfunct pere, qu'il s'estoit fait adjuger par sorme de douaire coustumier, sur lesquels prealablement les dits deniers dotaux par luy pretendus, deuoient estre pris auparauant que s'addresser à la caution de ses heritiers.

Le demandeur repliquoit au contraire, que son action estoit bien intentée apres la discussion des biens de son pere, qui ne sufficient pas pour le payement des debtes. Et quant à l'obligation de la dite Anne Petit, il estoit certain que par le contract elle estoit obligée à toutes les conuentions & conditions portées par iceluy. Et pour respondre à ce qu'on disoit, qu'auparauant qu'il pûst rien pretendre audit douaire, il falloit premierement acquitter sur tout sedit bien les deniers dotaux, lesquels estoient prealables.

On n'ignore point les faueurs & privileges octroyez à la dot, tant par les Arrests que par le droict. Les Arrests mesmes ont iugé, qu'en concurrence du dot & du douaire entre les creanciers de l'vn ou de l'autre, les creanciers du dot sont preserez, & viennent les premiers sans entrer en contribution, comme estans creanciers par vn mesme contract, & estant leur hypotheque en mesme temps, dont il y en 2 vn donné au rapport de Monsieur Deslandes.

Mais cela peut auoir lieu en matiere de doüaire prefix, pour le payement d'vne certaine somme, ou aux autres Coustumes où le doüaire est viager, & proprement se dit lucrum nuptiale et nucépra, i. contraria donatio, esquels cas le dot va toussours le premier. Autre chose est quand il est question d'vn doüaire coustumier, & nommément en la Coustume de la Preuosté &

DE DROICT ET DE COVST. D.

Vicomté de Paris, laquelle à ses propres vs & raisons particulieres en son destroiet, sondées sur l'equité. Le douaire donc en icelles par disposition particuliere est declaré propre aux enfans,

pour leur conseruer franc & entier.

Tellement que les decissons alleguées pour le dot ne peuvent auoir lieu, là où le douaire coustumier est tel qu'en la dite Coustume, par laquelle est nommément & expressément porté & statué és articles 248. & 249. Que le douaire Coustumier, qui est la moitié de tous les biens que possede le mary au jour de la benediction nuptiale, est tellement propre aux enfans qui naistront dudit mariage, que les pere ou mere des dits enfans des l'instant d'iceluy ne le peuvent vendre, engager nehypothequer au preiudice des dits enfans; De sorte que la mere ne peur pretendre un plus ancien & plus particulier droiet sur la moitié des dis biens que ses dits enfans: & quand elle en auroit, elle y renonce consentant ledit douaire, & stipulant pour ses dits enfans dans ledit contract.

Or si la mere ayant apporté vn grand dot, auoit la repetition d'icelle & preserence sur les biens du mary auant que les ensans y peussent rien pretendre en vertu dudit douaire, ce seroit frauder la Coustume de son intention, qui n'a pas seulement par vne Loy particuliere introduit ce droist, & comme asseuré vne legitime aux enfans, mais aussi dessendu de l'aliener & engager aux pere & mere de leur viuant, & conseruer omnibus modis, ce droi &

& cette moitié entiere aux enfans.

Et de fait il peut arriver tous les iours, que la femme qui apporte, comme dit est, en mariage de grands deniers, & stipulant pour son mary, qu'aduenat que pour les debtes qu'elle contractera auec luy sesdits deniers doraux soient absorbez par ses creanciers, qu'elle aura vn recours perpetuel sur le bien de sondit mary, en faisant tousiours remonter son hypotheque au iour dudit mariage, auec le mesme priuslege & preserance, ne laissant rien aux ensans de ce qui leur estoit acquis par la Cou-Hume.

Quant à la comparaison du privilege de la mere contre l'enfant, ou de l'enfant contre la mere, il n'est besoin de s'y arresten dauantage: il'est vray que c'est elle qui donne le nom au mariage, dit du mot Latin matrimonium à matre. Dieu commande aux enfans d'honorer leur mere; bref, c'est elle qui rend le mariage accomply, & le confomme par la procreation des enfans: mais cette fin estant le principal but du mariage, la Loy municipale

66 D. ARRESTS DECISIFS DE QUEST.

s'y est plus attachée pour pouruoir à la nourriture, education & instruction desdits enfans, ausquels dés l'instant du mariage la moitié des biens du mary est du tout affectée comme leur propre: cét vsage estant gardé en celle où nous sommes, authorssée

par les Arrests de cette Cour.

Le dessendeur à cela respondoit, qu'il n'y a rien de particulier en la Coustume de Paris; car la Loy qui a estably vindouaire coustumier aux enfans, quelque consideration qu'elle ait eue, n'a pû oster l'obligation naturelle du mary, en laquelle il s'est obligé naturellement à la restitution des deniers dotaux qu'il a receus, ou qu'il doit receuoir per conditionem dotis, d'autant que lex civilis iura naturalia perrumpere non potest. De dire qu'en consentat au contract, qui porte stipulation expresse du douaire coustumier au profit de ses enfans, laquelle auroit en ce cas renoncé à son hypotheque par la Loy, si voluntate. S. & non videtur. ff. quibus mod. pig. sol. que c'est s'abuser euidemment; d'autant que celuy qui consent à l'alienation de la chose, qui luy est dessa hypothequée, à la verite il semble remettre son droict d'hypotheque qu'il avoit des sus; Cum rei aliena pignus vel hypotheca consistere non posit.l.rem alienam.ff.depig.act. Maisicy nous ne sommes en ces termes; car par le mesme contract de mariage il s'agist d'establir l'hypotheque à la femme pour son dot, aussi bien que d'establir le douaire coustumier ordonné par la Loy au profit des enfans qui naistront; ce seroit retorquer l'acte au contraire de ce pourquoy il se fait: & ne peut estre la semme estimée renoncer au droiet d'hypotheque, quod adhuc sibi non competit. Nemo intelligitur renuntiare iuri quod ignorat. Et la Loy en cela deffendant l'alienation ou engagement de la dite moitié aus dits pere & mere au preindice de leurs enfans, dés l'instant de leur mariage, n'entend pas exclure l'obligation de la restitution de la dot, laquelle est prinilegiée & premiere, soit par l'ordre de la nature, soit de l'escriture.

Veu mesmes que les prohibitions d'aliener ou obliger, s'entendent tousours, saluo iure dotis aut donationis propter nuprias: cùm ea qua communiter omnibus prosunt, praserenda sint iis qua specialiter vitilia sunt, la faueur de la dot estant toute publique, Authent. res qua restitutioni. Cod. de leg. & sideicom. Et en la concurrence des

deux la dot doit emporter comme la premiere.

D'alleguer des inconueniens, qui peuuent arriuer que la mere s'obligeast puis apres à des creanciers, dit que cette question pourroit DE DROICT ET DE COVST. D.

sourroit estre disputée entre des creanciers interuenans, mais icy qu'il n'y en auoit aucun en ce procez qui demandast les deniers dotaux, & ne s'agissoit qu'entre les enfans, & celle qui auoit respondu pour la dot, qui opposoit vne exception & compensation du bien qu'ils auoient pris de la succession de leur pere parforme de douaire, auec la constitution du dot à laquelle il estoit obligé, & dont ils faisoient demande particuliere.

Que ce n'est point destruire la Loy ny la fin principale d'icelle, qui n'est pas tant attachée aux enfans, comme elle est à la mere qui les a produits, & sans laquelle ils ne seroient pas au monde, estant la mere née pour conseruer le bien à ses enfans, & non pas les enfans à la mere; & que les Loix qui ont fauorisé les meres à cause de la procreation qui les regarde, interpretatione adiuuande (unt: tant s'en faut qu'elles doiuent estre par interpretation diminuées ou retranchées. La Loy 94. ff. de condit. & demonstr; est fort belle à ce propos: lex vtilis reipublica, sobolis scilicet procrean-

de causa lata, adiunanda est interpretatione.

Quant à l'Arrest de la Boëssiere rapporté par le Commentateur de M. Louet, donné le 18. Feurier r614. en l'Audience, il a ses considerations particulieres. Celuy qui demandoit le douaire auoit les droists cedez, & outre y auoit clause partieuliere au contract pour le regard dudit douaire: mais cet Arrest seul ne peut saire de preiudice à plusieurs Arrests, mesmes les derniers, & particulierement vn donné au rapport de Monsieur Catinat en la deuxiesme Chambre, où la question auoit esté agitée & demandée aux Chambres, & fut resoluë; tellement que c'estoit

vne Iurisprudence certaine.

Sur ces moyens les parties ont esté appointées en droict à escrire & produire, joint vne autre appointement en droist entre Jeanne Preud'homme petite fille, & par representation heritieredeladite Anne Petit, demanderesse en lettres du 18. Decembre 1626, pour articuler faicts nouneaux, joignant en cause auec ledit Berland, demande le rapport d'vne maison située ruë de la Verrerie; Contre Antoine Maubert Bourgeois de Paris, à ceque ladite maison fust declarée, affectée & hypothequée à la garantie des demandes dudit le Lieure: Surquoy desfenses fournies, & appointement en droi& suiny à bailler contredits & salnations. A quoy ayant estésatisfait de part & d'autre, sentence seroit ensuiule le 27. Ianuier 1621, par laquelle ayant esgard aux

18. Decembre 1620. le contract de mariage du 12. Iuin 1572. & sentence du Preuost de Paris, du 30. Mars 1591. auroient esté declarez executoires à l'encontre dudit Berland; & en ce faisant audit nom condamné payer audit le Lieure 2500. liu. d'vne part, & 400. liu. d'autre: & tout ce qui estoit aduenu & escheu à ladite Tronson pendant son mariage auec ledit Estienne le Lieure, & aux interests depuis le deceds dudit le Lieure au denier douze, insques à la reduction des rentes, & depuis ledit temps insques à l'entier payement au denier seize, sauf à déduire le plus receu de ce qui leur pouvoit appartenir; ledit Berland & ladite Preud'homme condamnez aux despens. Et sur leur demande contre ledit Maubert, les parties mises hors de Cour & de procez.

De laquelle sentence les dits Berland & Preud'homme se seroient portez pour appellans, le procez par escrit conclud & receu pour iuger entre les parties. Ioint les appellations verbales interjettées par le dit Berland de trois sentences données par le Preuost de Paris, le 30. Mars 1591, le 11. May & 12. Iuin 1601, & encores d'vn appointement des Requestes du Palais, du 29. Auril 1620. Ioint aussi les sins de non receuoir contre ladite Preud'homme, & dessenses au contraire. Veu le procez, & le tout consideré, apppointement sur l'appel desdites sentences, escritures & productions des parties, & autres instances, requestes & lettres, & tout ce qu'elles ont voulu produire de part & d'autre.

La Cour en la premiere Chambre des Enquestes, faisant droist sur le procez par escrit; appel de l'appointement du 29. Auril 1620. & instance de requeste du 18. Iuin, sans s'arrester aux sins de non receuoir, & lettres respectiuement obtenuës, a mis & met les appellations, sentences, & ce dont a esté appellé au neant, sans amende: en emendant, sans auoir esgard à ladite Requeste, A ordonné & ordonne que la somme de 2500. liures pour les deniers dotaux pretendus par ledit le Lieure de Ieanne Tronson sa mere, sera premierement prise & acquittée sur tous les biens generalemet qui ont appartenu à dessunct Estienne le Lieure son mary: Et à cette sin seroit tenu ledit intimé rapporter ou precompter tout ce que luy & ses sireres ont eu desdits biens; mesme ceux qui sont procedez de la succession d'Anne Petit leur ayeulle, tant meubles qu'immeubles, par le partage de l'année 1596.

DE DROICT ET DE COVST. D. ou autres successions collaterales, pour estre employez au payement & remboursement desdits deniers dotaux, sans que ledit le Lieure, auparauant ledit remboursement, puisse retenir aucune chose desdits biens pour douaire Coustumier. Et en cas qu'apres discussion & rapport lesdits biens ne soient suffisans, a condamné ledit Berland, au nom & comme tuteur de ses enfans, heritiers d'Anne le Lieure sa femme, & ladite Preud'homme audit nom, heritiere d'Anne Petit leur ayeulle, payer ce qui deffaudra de ladite somme de 2500. liures: Et pour le regard des 400. liures de preciput de ladite Tronson, remploy de ses propres alienez, pendant & constant le mariage, & debtes par elles creées auec sondit mary, que sedit le Lieure pretendoit ledit Berland deuoir acquerir, en a ladite Cour absous lesdits Berland & Preud'homme: Et sur les autres appellations verbales, mesmes Cét Artest : fur l'appel dudit Berland & Preud'homme contre ledit Mau-esté depuis bert, a mis & met les parties hors de Cour & de procez, sans robbes roudommages & interests, & despens, tant des causes principales ges par Moque d'appel. Donné le 22. Mars 1622.

DOVAIRE PREFIX.

Que pour iuger on Douaire prefix, s'il est propre ou viager, il faut suiure la Coustume du domicille du mary qui l'a constitué sur ses biens, & qui est le domicille aussi de la femme creanciere: mais en matiere de partages reels, il faut suiure la Coustume des lieux où les choses sont situées.

NTRE lean Goujon ayant le droict cedé de Claude Au rapport Goujon son pere, demandeur en declaration d'hypo-de Monsseus theque, & se tenant au douaire de Gilbert Goujon Brûlart. fon ayeul, & ayant renoncé à sa succession, d'vne part:

& les Pagiers heritiers de Iean Pagier & Gabrielle Dellonne leur pere & mere, deffendeurs d'autre.

Fut iugé le 5. May 1602, que le douaire estant prefix & constitué par le mary en sorme de rente sur tous ses biens, que pour le iuger, ou propre ou viager, il falloit suiure la Coustume du

100 D. ARRESTS DECISIFS DE QUEST.

domicile du mary: & partant le mary au faiêt particulier ayant son domicile estably à Paris, & ses biens immeubles assis au pays de Bourbonnois, où le doüaire prefix consistant en une somme de deniers, est reputé viager, qu'il falloit leiuger propre suiuant la Coustume de Paris, bien qu'il sust assigné de la somme de cent liures, à laquelle auoit esté restraint le doüaire, & se deust prendre sur les biens aussi au pays de Bourbonnois.

Les raisons de cét Arrest estoient, que le douaire de sa nature est paternel, & n'est autre chose que donatio propter nuptias, venant de la part du mary in compensationem dotis. Nouell. de aqual. dot. & donat. propt. nupt. Et que ce doüaire consistant en vne somme de deniers, se doit estimer de mesme que les rentes constituées; lesquelles se doiuét regler par le lieu du domicile du creancier, & non selon les lieux où les biens sont situez & assis, pour estre censées mobiliaires ou immobiliaires: cola jugé par Arrest donné en la cinquiesme Chambre, apres auoir pris deux de Messieurs de chaque Chambre, au rapport de Monsieur de Mesme le 7. Mars 1598. Qu'en matiere de conuentions matrimoniales, locus domicily mariti, du mary creanciere pour sa dot, semper inspicitur; & ce mesme domicile est celuy de la femme, par la Loy Exigere ff. de iud. ad quem per conditionem matrimony mulier reditura eft. Mais au fait particulier, le lieu du domicile du mary à Paris estoit aussi le lieu du contract, & mesmes par leur contract de mariage auoit expressément contracté communauté suiuant la Coustume de Paris : le mary pareillement y estoit decedé, suiuant ordinairement la Cour, & allant à la suitte du Roy. Tellement que comme le domicile des Roys de France est censé estre au Louure, bien qu'ils n'y soient perpetuellement residens, juge pour feu Monsieur le Cardinal de Guise: de mesme celuy des Courtisans est censé estre à Paris, où le Roy est d'ordinaire.

Sur ce on peut proposer cette decission generale: Ou il est question de la solemnité de l'acte, laquelle a deu estre obseruée pour
la validité d'iceluy: & en tel cas il faut garder la Coustume du
lieu, où l'acte a esté passé, soit testament, soit autre contract: lugé par Arrest du dernier May 1566. Ou il est question de la matière & execution dudit contract au testament: & tune il saut distinguer: Ou ils'agist de meubles ou actions censées mobiliaires, & tune il saut considerer la Coustume du lieu où l'on auoit
son domicile, vbi quis sedem rerum ac fortunarum suarum constituits

DE DROICT ET DE COVST. D:

quia vnusquisque testari ac disponere debet secundum consuetudinem loci in quo domicilium habet: ou bien il s'agist de l'execution qui se doit faire sur les immeubles, ou donation, ou partage: & lors il faut considerer, & se regler selon la Coustume du lieu où les herita-

ges sont situez & assis; quia generaliter immobilia spectant territo-

rium, & se reglent selon leur assiette.

C'est pourquoy par le mesme Arrest la discussion sut iugée selon la Coustume de Bourbonnois, de tous les biens de Gilbert Goujon, qui auoit constitué ledit douaire, auparauant que se pouuoir addresser ausdits Pagiers tiers acquereurs, qui estoient appellans: bien que par la Coustume de Paris, suivant laquelle ledit doüaire prefix fut iugé propre & non viager, les tiers detempteurs d'heritages chargez d'vne rente sont tenus & obligez sans aucune discussion du principal debteur : d'autant que cette discussion estant reelle, elle se deuoit regler suivant les Coustumes du lieu où les heritages sujets à discussion sont assis, autrement l'Arrest seroit contraire en soy.

DOVAIRE COVSTVMIER.

Douaire Coustumier constitué à la semme par son contract de mariage a lieu du iour dudit contract, au preiudice du creancier, qui a contracté entre ledit contract & la benediction Nuptiale.

XVII.

NTRE Mariele Sage, fille de deffunct Denys le Sage, & Geneuiesue Guillaume ses pere & mere, & appellante d'vne Sentence donnée par le Preuost de Paris, Monsieur de ou son Lieutenant, par laquelle tous les biens dudit desfunct le Sage, auroient esté declarez affectez & hypothequez à la rente de 50. liures constituée sur ledit dessun & le Sage, à seu lacques Bertaut le 13. Ianuier 1583. depuis le contract de mariage dudit le Sage auec ladite Geneuiefue Guillaume d'vne part : Et

la vesue dudit desunct Iacques Bertaut creancier intimé, d'autre. A esté iugé que le douaire Coustumier introduit par la Coustume, article 248, qui est la moitié des heritages que le mary

Monfieur le Roullier Grieux Copartiteur,

D. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. tient, & possede au iour des espousailles & benediction Nuptiale, ne s'entend que lors qu'il n'y a point de contract de mariage passé entre les parties: mais lors qu'il y a stipulation expresse par vn contract de mariage, ce droict de douaire coustumier introduit par la Coustume, remonte iusques au iour dudit contract, pour le pretendre par la femme sur les biens de son mary de ce iour, au preiudice du creancier qui auroit contracté depuis & entre les deux temps; sçauoir est de la benediction Nuptiale, & du contract de mariage: de façon que sans s'arrester aux lettres obtenuës par ladite le Sage, pour se faire releuer de la vendition de la maison qu'auroit fait son mary audit lacques Bertaut en payement, & pour se deliurer de la rente de 50. liures par luy constituée depuis son contract de mariage, ladite intimée sut condamnée à delaisser la moitié de ladite maison dont estoit question à ladite appellante pour son doüaire Coustumier, déchargée de ladite rente de cinquante liures, sans despens ny restitution de fruicts, le 17. Mars 1618. en la premiere Chambre des Enquestes, le procez ayant esté party en la grande Chambre, entre Monsieur le Roullier Rapporteur, & Monsieur de Grieux Compartiteur.

La difficulté estoit, que quant à l'hypotheque que la semme a sur les biens deson mary pour ses conventions matrimoniales, & pour son doitaire presix, il est vray qu'elle se prend du jour du contract: mais pour le douaire Coustumier, qui est la moitié en proprieté du bien du mary, qui vient & appartient aux ensans apres sa mort, & à la semme par vsus ruiet, sa vie durant, vi consuetudinis, la Loy municipale l'ayant desiny au temps de la benediction Nuptiale, il sembloit que quelque clause qu'eussent apposées les suturs mariez en leur contract, qu'elle prenoit sa force de la Loy, reservi debet ad id tempus, quod à lege desinitum est: toutes sois ex magna aquitate, pour obuier aux fraudes & dissipations des biens que les marys pour oient faire entre le temps du contract, & le temps de la benediction Nuptiale au prejudice des enfans, eum dissositio hominis faciat cessare dissositionem legis, l'opinion

de Monsieur le Rapporteur sut suivie.

DOVAIRE COVSTVMIER.

Que les enfans se tenans au doüaire Coustumier peuvent de mander distraction de la moitié des heritages propres & bastimens, sans rapporter aux creanciers les impenses et meliorations faites par le pere en ladite moitié.

XVIII.

E faich est, qu'vn Procureur de la Cour se mariant, par son contract de mariage accorde douaire Coustumier à sa semme. Pendant son mariage il emprunte argent de personnes, & sait en mesme temps plusieurs impenses & meliorations en vne maison qui luy appartenoit de son propre, su-

jet audit doüaire. Decede qu'il est, cette maison est mise en criées par ses creanciers. Les enfans ayant renoncé à la succession de leur pere, se tiennent au doüaire Coustumier de leur mere decedée vn peu auparauant, lequel doüaire Coustumier par l'article 244. de la Coustume de Paris est la moitié des heritages propres du mary, franche & quitte de toutes debtes contractées pendant ledit mariage, & s'opposent à sin de distraction de ladite moitié d'heritages & bastimens.

Les creanciers consentent ladité distraction, en rapportant par les dits ensans ce à quoy peuvent monter les impenses, frais & meliorations faites vulement & necessairement par leur pere

en ladite moitié.

Les enfans soustenoient le contraire pardeuant le Preuost de Paris, qu'ils n'estoient tenus audit rapport ou compensation aucune pour les dites meliorations, la Coustume leur donnant la la la moitié purement & simplement sans aucune charge de debtes.

Sentence du Preuost de Paris, par laquelle auroit esté ordonné que distraction seroit faite de ladite moitié au prosit desdits ensans, en recompensant leurs creanciers des frais, impenses & meliorations saites vtilement par leur dessinct percen ladite maison. 104 D. ARRESTS DECISIFS DE QUEST.

Appel par les enfans: pour leurs griefs ils disoient, que par l'article 246. de la Coustume de Paris, le douaire Coustumier dés l'instant du mariage, est tellement fait le propre heritage des enfans venans dudit mariage, que le pere & la mere ne le peuuent vendre, engager, ny hypothequer, au preiudice de leursdits enfans: ce qui monstre qu'il n'appartient plus au pere iure dominy, il n'en peut disposer, il n'est qu'vsufruictier: tellement que s'il fait quelques meliorations ou reparations, il les fait tanquam vsufructuarius, vt adificia sarta & tecta conseruet. Que s'il fait de si grandes impenses, vt modum excedant vsufructuary, il ne les peut pas repeter: videtur enim illas donasse, cam omne quod inadificatur solo cedat, au profit du proprietaire, l. vltima.ff. de superficiebus. l.2. Cod. derei vindicat. l. si area. 39 .ff. de legatis 3. qui est contraire à cette Loy, si chorus.ff.eodem. Aussi que le pere quamdiu viuit, & que tantisper silet illud dominium propre aux enfans, qui n'a lieu qu'apres la mort, bastissant en son fonds, cette accession & ciuilement & naturellement cedit sola, laquelle ne peut estre qualifiée donation ou aduantage, cum iure naturali fiat. Et cela n'est point deffendu comme vn aduantage indirect: car nous voyons tous les iours, que les peres voulans fauoriser leurs fils aisnez, bastissent leurs maisons principales, & y sont de grands & somptueux edifices, qui appartiennent à l'aisné entierement, au preiudice des puisnez: & vn tel aduantage n'est point reprouué, cum vnicuique liceat in re sua adificare & arbitrio suo vii.

Au contraire, les creanciers disoient que les appellans ayans renoncé à la succession de leur pere, qu'eux intimez comme creanciers entroient en sa place pour demander les mesmes choses dont pourroit luy-mesme faire demande. Or qu'il pourroit retirer ces impenses, per exceptionem etiam in alieno solo fa-Etam & mala fide: car mesme celuy qui sciens alienum esse solum adificauit in eo per exceptionem doli retinet impensas factas, saltem quaterus locupletior factus est dominus, l. plane. 38. ff. de petit. heredit. & l. Inlianus. ff. de rei vindicat. A plus forte raison qu'ils estoient bien receuables estans, au lieu du pere qui auoit fait ces impenses & meliorations en sa chose, de demander recompense & retention desdites meliorations faites en yn fonds affecté au doüaire Coustumier, estant cette repetition & deduction desimpenses; qua necessario & vtiliter fiunt, generalement accordée par le droist; ita vt nulla ratio, dit la Loy, possit impedire hans deductionem

DE DROICT ET DE COVST. D.

dustionem & retentionem qua iuris naturalis est, nequis cum aliena ia-Etura locupletior siat. l. inrebus. S. possunt iustam. sf. commodati. S. illud.

Instit.de rerum diuis.

Aussi que par la datte des rentes constituées par le pere & par les parties sournies & acquittées aux maçons qui auroient sait les les reparations; ilse trounoit par la proximité des temps que l'argent auoit esté employé esdites reparations: comme nous dissons que le premier acquest que fait vn mary apres la vendition ou rachapt du propre de sa semme, est presumé fait des deniers du remploy: & partant qu'outre la raison generale alleguée ils estoient en la faueux de la Loy Interdum. sf qui potiores in pignore habeantur, qui veut qu'on soit preserable, quando creditum in remconservandam & tuendam impensam est.

loint que le douaire ne pouuant estre diminué ny hypothequé au preiudice des enfans, il ne pounoit aussi estre augmenté: ains sussit qu'il soit distrait au prosit des enfant, en tel estat & valeur qu'il estoit lors de la constitution & origine d'iceluy, cum reciproca ratio esse debeat damni & lucri: Autrement il seroit en la puissance d'vn pere qui auroit des ensans, & qui neant moins se verroit accable de debtes, d'emprunter & prendre à rente de l'argent de plusieurs creanciers, pour employer en bastimens & mehorations, qui s'en iroient, tanquam accessiones, au profit des enfans, auantagez par ce moyen indirectement, locupletiores faction cum aliena iactura, in fraudem creditorum: ce qui seroit contre toute disposition, mesme celle appellée interdictium fraudandorum creditorum, qui deffend toute tradition & alienation faite in fraudens creditorum: & n'est necessaire que proponatur eum qui ira tradidit, consilium fraudandi habuisse; car c'est assez que creditores habere se sciuevit, & que le sçachant il ait hypothequé ou vendu de son bien. Ce deffant donc estant tellement dementé en icelle, que vniver sa bona non sufficiunt ari alieno, il apparoissoit euidemment, que ces meliorations auoient esté faites in fraudem, & partant actione renocatoria sujettes à compensation:

Mais comment pourroient les appellans pretendre les meliorations? car ou c'est iure donationis, quia pater adificans censetur donasse filius: ou par droist d'accession de la superficie au sonds. Par donation ne peuvent-ils pretendre ces meliorations, d'autant qu'estans douairiers, & se tenans au douaire Coustumier de leur mere, ils doiuent abandonner toutes donations & auan-

106 D. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. rages à eux faits au profit des heritiers du deffunct, ou bien du

curateur à la succession vacante, ou bien des creanciers: & cesuiuant l'article 300. de la Coustume de Paris, & l'Arrest du 14. Aoust 1594, donné contre les enfans du Grenetier de Nogent

sur Seine, rapporté par Bacquet.

Par droict d'accession ou augmentation ne les peuvent-ils non plus pretendre; d'autant que le doitaire seur appartenant des l'instant du mariage, ex eo demumtempore de let considerari qualitas: tellement qu'il ne peut estre augmenté ny diminué. De dire, que tanquam accessiones solo cedant, cela n'estoit tousiours certain: cat en la Loy. Si chorus. S. sacra.ff.de legatis 3. cum area legata sit, quod inadificatum est peti non potest. Et par ces moyens soustenoient les intimez la Sentence du Preuost de Paris, qui ordonnoit la retention, & concluoient à ce que les appellans fussent declarez non receuables en leur appellus sions of on liezus las 255 sebres que

Les appellans au contraîre pour repliquer disoient, que par les contracts de rentes constituées, il n'estoit point specifié que deniers eussent esté prestez in hanc causam, & qu'il n'apparoissoit aussi par quittances des payemens, qu'ils eussent esté employez à cét effet : ce que la Loy requiert, vt reficiende nauis aut domus causa creditum sit. Mesmes neseroit affez de l'auoir stipulé, nisi re vera in rem ipsam versum sit, toto tit. de in rem verso. De dire que id sieret in fraudem creditorum, & que ce seroit ouurir la porteaux fraudes, cela n'auoit point d'apparence: d'autant que par ces meliorations la condition des enfans ne peut estre faite meilleure que celle des creanciers ne soir aussi augmentée, veu qu'ils se partissent entre eux, & que les enfans pour le douaire Coustumier n'en emportent que la moitié seulement. L'on ne peut donc presumer aucune fraude, neque confilium fraudendi habuisse, veu que le tout ne tourne pas au profit de ses ensans, inl. omnes. S. Lucius.ff. qua in fraudem creditorum.

Tellement que les intimezne pouvoient rien apporter de particulier en ce faict, & ne pouuoient demander rapport ou compensation quelconque pour lesdites meliorations & impenses, d'autant qu'en tout cas, per exceptionem retineri tantum possunt, non etiam per actionem peti. Et que cecy se trouveroit auoir esté iugé par Arrest du 3. de Mars 1597, entre les Chappelains de la Chappelle de Passy, fondée en l'Eglise sainct Geruais, d'vne part: & certains Marchands preneurs à bail emphyteotique d'vne masure

DE DROICT ET DE COVST. D. fize rue de la Mortellerie en cette ville, d'autre: par lequel lesdits preneurs ayans fait plusieurs meliorations en cette masure, estant leur bail emphyteotique expiré, & voulant retenir per exceptionem illas impensas, qui estoient grandes, & qui excedoient de beaucoup ce à quoy ils s'estoient obligez par seur bail: La Cour en l'Audience, apres auoir évoqué le principal, & y faisant droict, auroit declaré le bail emphyteotique refolu & finy : & ce faisant condamné lesdits preneurs laisser la possession libre & vacue de laditemaison aux Chappelains, sans aucun rembourfement des meliorations & impenses par eux faites.

Or que les enfans estoient en plus forts termes, d'autant que leur pere non in alieno solo adificauerat, sed in suo: & qu'en ce fait-cy, les creanciers ne sont point en possession de la chose comme estoient lesdits preneurs à emphyteose: lesquels sinon per actionem, saltem per exceptionem, vouloient auant que partir de la possession, retenir les grandes impenses & meliorations par eux faites. Oricy les creanciers veulent par action de rapport ou compensation les repeter des ensans, lesquels sont en possession de la chose en laquelle elles ont esté faites par le pere, tanquam in re sua: & lequel partant les a transmis à ses enfans douairiers, eum iure soli, sans estre sujettes à aucune compen-

fation.

Sur ces raisons amplement deduites par Monsieur le Premier President de Harlay, le Vendredy 7. Septembre 1601. Arrest

prononcé en robbes rouges, par lequel,

La Cour a mis & met l'appellation, & ce dont a esté appellé au neant, sans amende: en emendant ordonne que pour le douaire Coustumier, distraction en sera faite de la moitié de la maisonmise en criées au profit des enfans, sans aucun remboursement des reparations ou meliorations faites par le pere en ladite moitié. the true are the fire authorized by the committee of

Contrologist tab see that Dalanguage record, before Remarked के के प्रतिक के के किए में किए के में के किए के स्वार्थ के किए के कि to consider the companies of some the rest of the property of the contract of

क्षेत्रक के विकास के किया है।

DROICT DE DIRECTE VNIVERSEL.

Quand le Seigneur est fondé en droict de directe vniuersel en tout un territoire limité & uniuersellement, nul ne s'en peut dire exempt, quelque possession de liberté qu'il allegue.

lander des melloren one et iX IX Per Ca

Au rapport de Monfieur le Roy.

NTRE les Prieur, Chanoines & Chapitre de S. Pierre de Puellier de Bourges, appellans d'vne part : Et Maistre Estienne du Moulin, sieur de Bonnay, & Bourgeois de la ville de Bourges, intimé & deffendeur au principal. Logues abung del deges a deine les als le

Fut iugé que lesdits Chanoines estans fondez en certain droist de terrage sur vn certain climat appellé le terrage de Clef, & pretendans par les anciens baux & accensemens ledit droist universaliter en toute la contrée, bien qu'il n'apparust de l'ancienne concession & baillée originaire desdites terres, toutes sois par les papiers terriers estans en vne possession de plus de quatre-vingts ans, d'auoir esté payez vniuersellement par les particuliers detempteurs des terres affises audit climat qu'ils estoient bien sondez in qualibet parte territorij limitati, estant ledit Bonnay comme detempteur d'vne cettaine quantité de terre assis & enclauée parmy les autres, fut declaré sujet audit droict, bien qu'il ne fust verifié d'aucun payement fait par luy, ou par ses predecesseurs, & qu'il fust en vne possession immemoriale de liberté: l'Ar rest est du 14. de May 1602. La raison est qu'en ce cas, presumisur contra libertatem: qui est l'opinion de du Moulin, in consuetad. Paris. S. 46. num. 6. post vicinum qui est fundatus in vniuerso territorio limitato, & au S. 2. num 13. que par la Coustume de Berry le droict de terrage est imprescriptible par deux articles, en ce qu'il y a ius commisi post tres annos, & ius retractus, qui monstroit la retention de la directe Seigneurie.

DEVOLVT.

Qu'vn deuolut obtenu pour cause de confidence depuis prouuée Et verifiée, n'ayant esté signifié au Confidentiaire, n'empesche pas l'effect de sa resignation, Et ne priue pas le successeur du droict qui luy est acquis par la collation de l'Ordinaire, en vertu de ladite resignation.

XX.

NTRE M. Mathurin du Prat Prestre, pourueu du Prieuré de Maison-seyne par deuolut, & demandeur en complainte & trouble à luy fait, d'vne part: & Louys Bertrand aussi pourueu dudit Prieuré par resignation de M. Iean Colhon con-

sidentiaire, auparauant que le devolut eust esté signissé audit Colhon, deffendeur & opposant, d'autre. Sentence sut donnée par le Seneschal de la Marche, ou son Lieutenant à Guetet, le deuxiesme Iuillet mil six cens vingt-vn, par laquelle, auant que iuger dessinitiuement sur la plaine maintenue dudit Prieuré, auroit esté ordonné, que les parties articuleroient leurs faicts sur la confidence mise en auant par ledit du Prat, dans quinzaine, feroient preuue sur iceux à la quinzaine ensuivant, bailleroient moyen de nullité, & reproches, produiroient & contrediroient dans le temps de l'Ordonnance, pour ce saict ordonner ce qu'il appartiendroit, & pendant le procez, par maniere de prouisson, la recreance des fruicts dépendans dudit Prieuré, adiugée audit du Prat, en baillant par luy bonne & suffisante caution; dessense audit Bertrand de le troubler en la jouissance desdits fruicts & reuenus, à peine d'amende arbitraire, tous despens, dommages & interests referuez.

De cette Sentence ledit Bertrand se portapour appellant à la Cour de Parlement, en laquelle le procez par escrit conclu & receu pour iuger, iceluy procez veu, griess & responses, pro-

110 D. ARRESTS DECISIFS DE QUEST.

duction nouvelle dudit appellant, contredits & saluations, &

tout diligemment examiné.

La Cour par son lugement & Arrest, a mis l'appellation & Sentence de laquelle a esté appellé au neant, sans amende; en emendant a maintenu & gardé ledit Bertrand en la possession & jouissance dudit Prieuré de Maison-seyne, fruists & reuenus d'iceluy; fait dessenses audit du Prat de le troubler, l'a condamné à rendre & restituer les fruists, si aucuns ont esté par luy perceus, & és dommages & interests à cause du trouble, liquidez à huist liures parisis, & és despens de la cause principale, sans despens de la cause d'appel, la taxe d'iceux à elle referuée. Iugé le 30. Iuillet 1622, au rapport de Monsieur Bou-

langer.

Par cet Arrest a estéingé, que le devolut pour cause de confidence prouuée en la personne du resignant, n'ayant esté signifiée auparauant la resignation au considentaire ou Simoniaque, n'empesche pas qu'il ne puisse resigner à vn autre, & ne prine pas le successeur de son droict qui luy est acquis: & cette resignation vaut, quando resignans fuit in possessione beneficy triennali, encore qu'il semble que la simonie, dont la considence est vne espece, imò plus dangereuse, afficit & inficit rem tanquam lepra. Cét Arrest est donné suivant l'aduis de M. Charles du Moulin; qui en cite vn Arrest de l'an 1526. donné au Parlement de Paris pour le Prieuré d'Issoire en Auuergne: par lequel sur vn appel d'yne Sentence de Messieurs des Requestes du Palais, la recreance ayant esté adjugée seulement au resignataire du dernier titulaire: sur lequel auoit esté obtenu le deuolut, per incapacitatem aut alias quouis modo, tamen quia resignatio erat expedita (ce sont les mots de du Moulin, num. 232. iusques à 204.) ante citationem & litem motam, per Arrestum huius Senatus sententia suit annulata, & plenum possessorium resignatario adiudicatum: ainsi que par ce present Arrest la Cour a ordonné, encores que quelques-vns de Messieurs fissent grande dissiculté, veu que le devolut estant obtenu pour cause de confidence prouvée, qui est vne espece de simonie, voire plus dangereuse que la simonie, il sembloit par la disposition de l'Extrauagante, que beneficiam va eauerit ipso iure, & que la possession du dernier possesseur ne fust considerable, cum etiam fructus restituere teneatur, en matiere de simonie, celuy qui a possede ex titulo infetto, cap. cum delettabile.

DE DROICT ET DE COVST. E. de simonia, in extrauagantib. in verbo, nec faciat fructus suos, sed ad illorum restitutionem teneatur. Mais cela a lieu en cas de simonie, & non pas de confidence, qui n'est pas vn moyen de faire vaquer le benefice ipso iure, par les Arrests. Bref on peut direque la restitution des fruicts, & la disposition de l'extrauagante a lieu, lors que le resignant & le resignataire ont fait quelque paction secrette, pour couurir le vice de confidence ou simonie: mais in resignatione admissa, elle ne peut y auoir lieu, pource que le resignataire ins habet à collatore, non à resignante.

EDICT DES MERES.

Contre les paternels plus essoignez en faueur des ayeulles, & autres parens maternels.



Rocez s'estant meu pardeuant le Bailly de Forests, ou son Lieutenant au Siege du Bourg-argen- de Monsieur tal, entre Catherine Chappelle, vefue de feu Iean Fayet, lors Coulon, demanderesse en execution de lettres de la troissesse garde & maintenuë, pour la successió de seu Fran-Chambre, &

çois Charrin, comme son ayeulle maternelle, d'vne part: Et Mai-depuis Pressfire Claude Charrin Notaire Royal demeurant à Chauanay, premiere, cousin germain dudit desfunct François Charrin, desfendeur, & opposant à l'execution desdites lettres, d'autre part : Et Claire Coulon, vefue de feu Pierre Charrin mere dudit François, interuenante audit procez, pour la maintenue des fruices & reuenus de la moitié desdits biens sa vie durant, d'autre.

Sur ce que la demanderesse disoit, que du mariage dudit seu Iean Coulon & d'elle seroient issus plusieurs enfans, entre autres ladite Claire Coulon, de laquelle ayant esté conjointe par mariage auec ledit Pierre Charrin, seroit issu ledit François Charrin: lequel ayant apprehendé tous les biens de sondit pere, seroit aussi decede intestat, luy suruiuant ladite Coulon sa mere, ensemble la demanderesse son ayeulle plus proche parente, habile à recueilir la succession du dessunct apres la mere qui

n'y pretendoit aucun droiet. Nou. 118. S. si igitur defunctis. Partant concluoit à ce que suivant le Droiet Civil, par la disposition duquel le pays de Forests est regy, auquel les biens dont est quession estoient situez, & les dites parties demeurantes, elle sust maintenue & gardée en la possession & faissine de tous les biens, meubles & immeubles delaissez par ledit François Charrin; mesmes de ceux qui luy auroient appartenu par la succession dudit Pierre son pere; l'vsus ruiet de la moitié d'iceux reservé à ladite Coulon mere du dessun de l'empeschement du dessendeur, & interests procedans de l'empeschement du dessendeur, &

despens du procez.

Ledit dessendeur disoit pour dessenses, qu'en la succession dudit François Charrin, qui estoit decedé mineur & en bas aage, n'y auoit autres biens que ceux qui luy estoient escheus par le trespas dudit Pierre so pere, duquel luy desendeur estoit nepueu, & cousin germain dudit François du costé paternel. Et ores que la demanderesse se trouuast plus proche du dessunct en la ligne des ascendans, neant moins les dits biens ne luy pouuoient appartenir: d'autant que par l'Edict publié en la Cour de Parlement à Paris, au mois de May 1567, auroit esté statué & ordonné que les meres ne succederoient d'ores-en-auant à leus ensans, pour le regard des biens du costé paternel, lesquels retournoient aux parens paternels, reserué seulement aus dites meres l'vsufruict de la moitié d'iceux, sans qu'elles y puissent pretendre aucune chose ny proprieté.

Lequel droict ayant esté estably par Edict, pour le regard des meres, deuoit à plus sorte raison auoir lieu à l'endroit des ayeulles maternelles, estans de la mesme ligne des ascendans, comme secondes meres, plus essoignées de degré de parenté, & beaucoup moins sauorables: dont appert par la disposition mesme du Senatus consulte Tertullian, lequel ayant deseré aux meres la succession de leurs ensans, & postea. Inst. de S. C. Tertull. n'y a pas admis les ayeulles, ne les ayant iugées dignes de mesme prerogative au droict de succession, il ne s'ensuit que l'ayeulle y soit admise, il estoit de consequence necessaire que la mere excluse, l'ayeulle n'y pûst aspirer; attendu mesmes que par tout le discours de l'Edict il apparoissoit clairement qu'il n'auroit eu autre but que de consequence l'estat & grandeur des familles

DE DROICT ET DE COVST. E. samilles en ce Royaume, & empescher que les biens ne soient ostez de l'estoc & ligne dont ils sont prouenus, pour estre transferez en samille estrangere. Lequel inconvenient ne se pourroit éniter, si les ayeulles, ou autres parens maternels succedoient aux biens paternels : tellement que si l'Edict auoit entendu admettre l'ayeulle, ayant exclus la mere, il ne se pourroit trouuer raison, ny apparence quelconque pour le soustenir & dessendre. De là resultoit euidemment, que l'Edict n'ayant exprimé en ces paroles dispositives que le nom de mere, il s'estoit vousu seruir de ce nom, pour vne designation de la branche & lignage qu'il en tendoit forclore, non pour restriction de sa volonté à vne personne plus fauorable que les autres; & neantmoins quand on voudroit examiner & considerer de prés les difes paroles dispositives, tous les parens maternels s'y trouveroient disertement exclus, parce qu'ils ne s'arrestent pas à l'exclusion de la mere: mais pasfant outre, deferent la successió paternelle aux parens paternels: desorte qu'il ne se peut dire que cette disposition n'a pas vne sorce expulsiue de la mere seulement, mais aussi inductive des paternels appellez à lasuccession au mesme moment que la mere en est expulsée: Exeoquo dillis consultum voluerit, eorismque contemplatione id actum sit, vt in l. sideicommissa. S. interdum. de legat. 3. Qua ratione potissimum nititur Bartolus ad l. 2. S. 4. ad Terrull. qui quidem hanc afferuit sententiam. Autrement ce ne seroit leur deferer la succession au lieu de la mere, si la ligne maternelle n'en estoit excluse; d'autant que ce qui leur seroit donné d'vne main, leur seroit osté de l'autre; les maternels se trouvans plus proches. Et quand ores la volonté de l'Edict ne seroit assez maniseste, tant par lesdites paroles attributiues du droiet de succeder aux paternels, que par les causes & raisons motiues d'iceluy, bien amplement recitées en sa preface. Neant moins par vne consequence neces saire, la mere demeurant priuée des biens paternels de son fils, l'ayeulle maternelle ne les pourroit pretendre: d'autant que la mere tenant le premier degré, & occupant la premiere place des ascendans, couppoit le chemin aux parens de mesme ligne, empeschant que le droid de succeder ne s'estendist plus loing, Joint quel'exclusion d'icelle en mesme instant faisoit ouverture de la succession à la ligne des paternels, lesquels entrans en la place de la mere, repoussoient l'ayeulle qui se trouuoit plus essoignée. Si donc la succession estant controuersée entre les paternels & la

E. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. mere, les paternels se trouuent les plus forts; & que la mere par droict de proximité soit preferable à l'ayeulle, à plus forteraison les paternels deuoient vaincre l'ayeule: Nam qui me potior est, quum ego te superaturus sum, multo magis aduer sus te obtinere debet.l.de accessionibus ff. de divers. temp. prastr. Autrement adviendroit que l'Edia seroit frustré de l'effet de son intentio. (in fraudem legis facit qui saluis verbis legis sententiameius circumuenit:) attendu que la mere succedant à l'ayeulle, comme la fille heritiere naturelle & legitime, trouveroit en sa succession les biens que l'Edi& luy a voulu oster. Et ne seruiroit de rien à la demanderesse de mettre en auant que cét Edict, comme introduilant vn droict nouuel, deust estre restraint à la personne de la mere, sans estre estendu plus auanticar il ne se pouuoit dire, ny odieux, ny repugnat au droist commun, veu qu'il poirte auec soy la faueur des parens paternels, & maintient les droists & la grandeur des familles : la conservation desquelles a toûjours esté estimée en ce Royaume meriter vne singuliere recommandation; & ce faisant n'apportoit neantmoins aucune desfense à la personne de la mere, ne luy ostat les acquests de son fils, ains seulement les biens prouenus de l'estoc paternel ne luy pouvoient appartenir par droict de proximité, estant pour le regard de tels biens personne du tout estrangere: Mais qui plus est, par vne gratification speciale, la rendoit de meilleure condition qu'elle ne seroit à la rigueur, luy octroyant l'vsustruict de la moitié desdits biens procedans du costé paternel. Aussin'estoit l'Edict exorbitant du droiet commun, attendu qu'il se trouvoit estre plustost reductif du droict ancien, qu'introductif d'vn droict nouuel: car abrogeant le Senatusconsulte Tertullian & rappellant les paternels à la succession, il ne faisoit autre chose que restablir pour ce regard le tres-ancien droict d'agnation, introduit premierement par la Loy des Hebrieux, Num. cap. 27. & depuis soigneusement entretenu par les Romains durant la fleur de leur Republique & grandeur de leur Empire. Consequemment il ne failloit douter que l'Edict suivant son intention, fondée sur la raison generale, ne se deust estendre où la raison se trouvoit semblable & plus apparente; estant plein de faueur & conforme au droist ancien. Et quand ores il s'y tronueroit quelque rigueur, il n'estoit loisible d'y contreuenir, & reuoquer en doute la Iustice d'vne Loy establie & receue en ce Royaume, par les formes ordinaires; par laquelle la personne plus digne de faueur, excluses DE DROICT ET DE COVST. E. 115 celle qui est moins fauorable, ne pouvoit estre rendue de meilleure condition. Partant concluoit ledit dessendeur, à ce qu'il sust maintenu & gardé en la possession des biens, meubles & immeubles delassez par ledit F. Charrin, provenus du costé paternel, l'vsustruist de moitié reservé à la mere, avec condemnation de dommages & interests, à cause du trouble à luy fait, & despens du procez.

Et de la part de ladite demanderesse avoit esté repliqué; Que ce qui estoit mis en auant par le dessendeur seroit considerable, si leur differend se devoit terminer plustost par les maximes des pays Coustumiers, & consequences incertaines d'vn Edictintroductif d'vn droict singulier & extraordinaire, l. ius singulare, de legib. que par les regles & decisions du Droi & Civil, qui estoit la Loy municipale & originaire du pays, Lugdunenses Galli, item Viennenses iuris Italici sunt, l. vlt. de Censib. L'authorité duquel estoit d'autant plus grande qu'il ne tenoit pas seulement lieu de Coustume particuliere audit pays: mais auoit cette preeminence, d'estre le droiet vniuersel de toutes navions ciuiles; auquel la distinction de biens & regle, Paterna paternis, materna maternis, n'auoit oncques esté introduite ny receuë: (Nonnulli tamen existimant introductam fuisse à Iustiniano illam regulam in l. de emancipatis. C. de legit. hæred. sed falluntur, quum eo loco nihil de paternis déque aduentitius bonis statutum fuerit. Praterea id omne statim abrogatum fuit. Is vlt. S. nec fratrem, eod. tit. comme contraire à la raison naturelle: sur laquelle sont fondez les droiets de succeder ab intestat, qui est la seule proximité du sang, en vertu de laquelle celuy qui se trouue le plus proche parent le faisit de tous les biens du deffun &, sans distinction ny consideration de la qualité ou origine d'iceux. Attendu que par l'ordre de nature toute succession se fait directement d'vne personne à autre, le successeur entrant au lieu & place du predecedé, & le representant; en consequence dequoy il apprehendeles biens par luy delaissez. Pour laquelle raison les Autheurs du Droist Ciuil ont estimé qu'il n'y avoit que la qualitédes personnes, & le lien de parenté considerable en toutes successions. Ce qui auroit aussi esté soigneusement obserué audit pays, & entretenu par les Arrests de la Cour de Parlement, mesmes apres la publication de l'Edict: par lesquels les successions collaterales auroient tousiours esté adiugées entierement & sans distinction de biens aux plus proches du deffunct indiffe-

E. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. remmet paternels ou maternels. Pour le regard de l'Edict, la de manderesse n'entendoit soustenir qu'il ne deust estre gardé en ces termes, mesmes au ressort dudit Parlement de Paris,, auquel il a esté publié, parce qu'il a esté resusé au Parlement de Toulouse & autres, estans en pays de droict escrit; comme appert par l'Arrest donné aux Grands-iours de Clermont, en Septembre 1582. Encores qu'ilse pûst dire que le droict des successions estably de toute ancienneté és Prouinces reglées par le droist escrit, estant contre leur Loy originaire, en l'observation de laquelle elles auroient vescu par temps immemorial, & auec laquelle elles seroiet entrées en l'obeissance du Roy: ne se deuoit renuerser ou alterer sinon apres conuocation des Estats desdites Prouinces, & deleur consentement. Mais en tout cas s'il le falloit entretenir, on ne deuoit outre-passer les termes d'iceluy, ny tirer en consequence sa disposition, comme exheredative & odieuse, (aliamque caus am esse institutionis que benigne acciperetur: exheredationes autem non essent adinvanda. l. cum quidam, de lib. & possum.) non seulement contreuenante au droict commun, mais qui sembloit aussi repugner à l'equité &raison naturelle, priuant de la succession la personne plus digne de faueur & consolatio, rompant le droict de succeder, où le lien de parétése trouve plus estroit, & la proximité concurrente auec l'amour & pieté naturelle: Pietas enim parentibus, & si inaqualis est eorum potestas, aqua debetur.l. furiosa de curat. furios.l. si quis à liberis. S. I. de lib. agnoscend. Bien estoit vray, quela conseruation des biens aux samilles est estimée fauorable en ce Royaume, laquelle estoit prise pour couleur en la preface de l'Edict : mais en effet il ne se trouuoit qu'au dispositif d'iceluy il y eust esté pourueu, n'estant aucune regle pour ce regard : sauf que la mere s'y crouve priuée du droict de succeder aux biens paternels: au contraire l'Edict n'empeschoit point que le pere, l'ayeul, & autres as. cendans paternels, ne succedassent aux bies maternels. Il n'ostoit aussi aux collateraux, soit paternels ou maternels, de quelque degré qu'ils soient, le droit de succeder indifferemment en toutes fortes de biens. Au moyen dequoy les bies d'vne famille ne laifsoient d'estre transserez en vne autre. Tellement que sadisposition n'estoit pas seulemet repugnante au Droict Guil, mais aussi au Constumier, encore qu'il ne semblast estre fondé sur les raisos & maximes d'iceux : d'autant que les Coustumes priuans en general tous les maternels des biens paternels, par vne proportion

DE DROICT ET DE COVST. E. esgale, excluoient ausiles paternels des biens maternels: ce que ne fait l'Edict qui s'arreste à la personne de la mere, & lequel quand on voudroit estendre à l'ayeule, demeureroit toûjours defectueux & inesgal, en ce que la regle ne seroit reciproque à l'endroit des ascendans paternels, qui ne laisseroient de succeder aux biens maternels, comme ils succedent à present contre ladite regle du droict Coustumier. Et qui pis est, les droicts des collate-Faux demeurans en leur entier, mesmes les maternels estans admis aux bies paternels selon l'ordre de leur degrez; il en resultoit vn inconvenient & absurdité plus grande; d'autat que les personnes plus esloignées de degré & de faueur, se trouvoient appellées à la succession, & les plus proches parens & plus fauorables rejettez, encores qu'il fust entr'eux question de mesme sorte de biens. Car la tante maternelle qui est au troissesme degré, estoit admise à la successió des biens paternels sans difficulté: la mere qui tient le premier degré en estoit déboutée, & de l'ayeulle qui est au se-. cond degré, & est mere commune, tant de la mere que de la tante, on en doutoit, en la voulant rejetter comme mere de la tante, & consequemment preferable à elle: quoy faisant, ce seroit desererlessuccessions à rebours : ne se pouuant alleguer aucune raison de preferer la tante à l'ayeulle, sinon que l'ayeulle la precede au degré de parenté, & tient rang de mere sur le desfunct, qui directement est extrait de son sang, ayant part, tant en la dignité qu'en la charité maternelle. De sorte que le bien de parenté, la renerence & pieté naturelle, & toutes les raisons sur lesquelles le droict de succeder est fondé, par lesquelles l'ayeulle est appellée, seroient employées pour les reculer, en admettant les collateraux plus essoignez de degré, & d'affectio, & souvent incogneus. Et si quelque proximité que les collateraux ayent auec le deffunct, elle n'auoit son estre que par l'interposition & liaison des parens ascendans: comme la tante maternelle ne seroit parente deson nepueu, sinon par la rencontre de leur origine quisetrouue en l'ayeulle, souche commune de l'vn & de l'autre. Ainsi ne pouuoit la tante autoir autre droi & de proximité, que celuy qui luy est ouuert par l'ayeulle, qui est la clef & jonction commune de cette parenté. Consequemment la tante ne pouvoit venir en son ordre pour succeder, que preallablement on ne fist place à l'ayeulle, par laquelle ce droict luy estoit transmis. Doncse trouuant la disposition de l'Edict repugnante, tant au droict escrit

E. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. & Coustumier qu'à la raison naturelle: c'estoit assez de le garder en ses termes, sans en tirer des consequences, par lesquelles aduiendroit que toute la partie du Droiet Ciuil, concernant les successions, seroit remplie d'incertitude & confusion. Ce qui estoit conforme au droiet commun, l. non possunt, & l. seq. de leg. & se -pouvoit estendre par interpretation, estant fondé sur la raison naturelle, qui demeure solide & immuable: mais les constitutions nonuelles & derogeantes au droi& commun, deuoient estre prises estroittement. Quodverò contra rationem iuris receptumes, non est producendum ad consequentias, l. quod verò de legib. D'autant qu'elles peuuent auoir pour fondement quelques considerations, particulieres, occultes & incogneues, qui les rendent tolerables en leur particulier sujet. Ius singulare est, quod contra tenorem rationis, propter aliquam vtilitatem, autoritate consituentium introductum est, l. ius singulare, de legib. Ioint qu'il ne se pouvoit soustenir, ny par raison valable, ny par authorité des Iurisconsultes, que sous le nom de mere l'ayeulle fust comprise, & encore moins l'ayeul maternel: jaçoit qu'à raison de l'ancienne puissance paternelle, fous le nom de pere, l'ayeul paternel pûst estre entendu, pourueu que ce fust en dispositions sauorables : Non in duris & odiosis, viin specie legis Patrib. ad.l. Iul. de adult. Mais le nom de mere ne se pouuoit rapporter à l'ayeulle mesme, en ce qui concerne les droiss de succeder : dont apparoissoit clairement par les Senatusconfultes Tertullian & Orfician: (In Tertulliano matris nomine auia non continetur. S. postea, Instit. de S. C. Tertull similiter in Orficiano filiorum appellatione nepotes non comprehenduntur. S. sed cum. 1. de S. C. Orfic. item vetustas. I.de heredit. qua ab intest. d.f.l. si defunctus. C. de suis & legit.) Or qu'il ne se puisse rien imaginer plus remply de faueur & d'equité que la disposition d'iceux; par laquelle neantmoins sous le nom de mere l'ayeulle n'estoit comprise; d'autant que c'estoient Loix nouvelles, esquelles les personnes estoient designées par leur appellations naturelles & particulieres de mere & fils, ainsi qu'elles sont exprimées en l'Edict. Ex nouis autem legibus & hereditates & tutela plerumque sic deferuntur, sut persona naturaliter designentur, ut eoce deferunt hereditatem Senatusconsulta matre & filio, inquit l. tutela, decap. minut. Et tant s'en faut que l'Edict pûst estre hors de ses termes, qu'il se pouvoir recueillir par ses paroles mesmes, que son intention n'auroit esté de passet plus auant : attendu qu'il est disertement porté par iceluy, qu'il

DE DROICT ET DE COVST. E. abroge la Loy faite par les Empereurs Romains en faueur des meres, qui est le Senatusconsulte Tertullian: par lequel la mere & non autre est appellée à la succession de son fils. Il n'auoit donc pas au Maboly l'Edict du Preteur, unde cognati, ny la Nou.118. de Instinian, declarative & amplificative d'iceluy: par lesquels toutes personnes conjointes de parenté, de quelque costé que ce soit, descendans, ascendans, & collateraux, sont appellez à la succession, suivant leurs degrez. Consequemment les droites de l'Edict du Preteur & de la Nouelle (sauf en ce qu'ils ont de conformeauec le Tertullian) estoient demeurez en leur entier. Aussi n'estoit vray-semblable, que si l'intention de l'Edict eust esté de toucher au reste des ascendans ou collateraux maternels, ul n'en eust fait expresse mention, & eust voulu laisser des choses de si grande importance entelle incertitude. Partant estoit à presumer, que pour ce qui n'est exprimé en iceluy, il auron voulu que l'on eust recours au droi à commun: dequoy l'vsance ordinaire du pais rendroit suffisant tesmoignage: optima verò legum interpres est consuetudo, l. si de interpretatione, l. nam Imperator. de legib. Et les Arrests donnez par la Cour, dont les dattes & qualitez sont exprimées en la fin de cét Arrest en grand nombre; par lesquels les plus proches auroient esté admis indifferemment à succeder sans distinction de biens; monstroient euidemment que par l'Edict la regle des paternels aux paternels n'a point esté establie. A quoy pouvoit estre adjousté la consideration de l'vsufruiet laissé à la mere: car filadite maxime auoit lieu, ce seroit faire tort aux paternels de leur ofter l'vsufrui & d'vne partie des biens qui leur devoient appartenir. Dont on pouvoit iuger que cela auroit esté tait pour laisser quelque contentement à la mere seule priuée de les droiers. Mais quand aux autres n'auroit esté fait mention d'vlufruict: ce qui faifoit cognoistre, qu'on auroit entendu toucher aleur droist de succeder. Et quand mesme se trouueroit de l'obscurité en l'intention de l'Edict, il se pouvoit dire qu'en matiere de dispositions odieuses, exheredatives & nouvelles, il n'y a que ce qui est porté par exprés en icelles qui puisse nuire : n'estant besoin quant au surplus d'entrer aux coniectures de volonté, & suffisoit pour s'en eximer, de dire que du surplus il n'en est rien escrit en la Loy, ea de re nihil in lege scriptum est, vt in l. vero. S. de viro. fol. matrim. Et ne se devoit mettre en avant Par le deffendeur, que l'ayeul & autres maternels soient exclus

120 E. ARRESTS DECISIFS DE QUEST.

par la force des paroles de l'Edict introductines des parens paternels: cariln'y auoit autres paternels appellez que ceux qui suiuent la mere immediatement, & qui ne sont precedez par autres maternels que par elle: la personne de laquelle obmise, l'Edict auroit voulu que la succession fust deferée au plus proche, encores qu'il fust paternel, & de droitt commun exclus par la mere. Laquelle interpretation pouvoit estre tirée de l'Edist mesme, tant pour estre fondé sur le sujet particulier d'yn ayeul paternel, que pour n'auoir rien ordonné contre les autres parens maternels: laissant le droist ancien en son entier pour leur regard, & estoit aussi confirmé, tant par l'authorité d'Vlpian inserée au traitté du Senatusconsulte Tertullian, (l.2. 5. se mater hereditatem, ad S.C. Tertull. omittente matre beneficium Senatus consulti, ius succedit vetus, & S.vlt. einfd. legis. Matre prohibitaius suum vindicare, cateri admittuntur, perinde ac si mater non esset. Ergo & agnati exteri que succedant, &c. l. 1. I. vlt. ff. ad S.C. Tertullianum.) que par lesdits Arrests interpretatifs de l'Edict : dont on pouvoit recueillir, que l'Edict n'auoit force inductine des paternels, que pour les faire entrer en la place de la mere, lors que la mere ostée, ils se trouvoient les plus proches: en sorte qu'il n'y eust que sa personne qui les pûst exclure: non pas quand il se trouuoit autres ascendans collateraux maternels plus proches qu'eux. Autrement par lesdits Arrests vn seul collateral maternel n'eust esté admis, sinon au deffaut de tous les paternels. Et pour respondre à L'objection du deffendeur, que le cousin paternel estant preseré à la mere, & la mere à l'ayeulte; à plus forte raison il sembloit estre: preferable à l'ayeulle: disoit la demanderesse, que ce mesmeargument tournoit à son aduantage, estant pris en forme qu'il doit estre. Ex Cujacio ad l. Claudius, qui potior in pign. A sçauoir où il se trouue pareille raison de preserence: d'autant que les oncles maternels du deffunct exclusient de la succession le cousin paternel par la disposition de droiet entretenuë par les Arrests: en sorte que s'ils vouloient se rendre parties, la successióne pourroit leur estre controuersée. Or il estoit indubitable que l'ayeulle devoit. estre de la ligne des ascendans plus fauorables de Droi & Civil & par raison naturelle que les collateraux. Donc elle deuoit à plus forte raison estre preserée aux cousins paternels, parce que ce qui rendoit les oncles preferables aux cousins, sçauoir est la preseance au degré de parenté, donnoit pareil aduantage à l'ayeulle

DE DROICT ET DE COVST. E. fur les oncles. Nam hodie sublato iure agnationis, non alia ratione defertur hereditas quam proximitatis siue ordinis graduum cognitionis. Mais le deffendeur au contraire abusoit de cet argument; car la mere precedoit l'ayeulle au droict de proximité: mais le cousin ne pouvoit vaincre la mere par ce moyen, ains par vn privilege extraordinaire de l'Edict; de sorte que la raison de preserence estant diuerse, l'induction du deffendeur se trouvoit captieuse. Encore moins valable estoit l'objection; que ce seroit faire fraude à l'Edia, d'admettre l'ayeulle, à laquelle la mere comme la presomptiue heritiere pourroit succeder: car la mère pouvoit aussi succeder aux collateraux maternels, qui pourtant ne sont exclus & se trouve des occurrences infinies, esquelles de droict les biens peuvent eschoir indirectement à ceux qui directement n'y sont appellez: Vt erat filius exheredatus à patre, nihilominus ad fratris legitimam vocatur hereditatem, & hac ratione defuncto fratre bona paterna fratri delata capere non prohibetur. Et seroit vne grande absurdité de mettre la personne de la mere qui doit estre renue pour venerable & sainte, (Semper honesta & santta p rsona parentis nobis esse debet, l. liberto. de obseq. par. prast. l. s. S. 1. de lib. agnose.) au rang des personnes infames, indignes, incapables, & tellement odieuses, que les Loys ayent pourueu, que mesmes par personnes interposées, elles ne puissent apprehéder aucune chose des biens du deffunet, vinl. 1. S. sine itaque. C. de nat. lib. Mais au contraire il estoit expedient d'admettre l'ayeulle à succeder, afin que les biens, qui contre la Loy du pays estoient ostez à la mere, Parentes liberique ad hereditatem vocati, pene ad propria bona venire dicuntur, l. v. S. Largius, de success. edict.) luy peussent indirectement retourner. C'estoit vne occasion qu'il falloit embrasser pour amollir la rigueur de l'Edict, & reprendre les erres du droict commun, & se rapprocher de l'equité naturelle, dont on autoit esté dévoyé. Rapienda oscasio est, qua prabet benignius responsum. Aussi c'estoit une pure mocquerie de mettre en auant que l'Edice ne fust ny odieux, ny contraire au droict commun, comme portant sur le front la faueur des paternels, sans des saueur de la mere: Car on ne pouvoit douter qu'vne disposition exheredatine. & qui priue quelqu'va de ce qui luy doit appartenir de droice commun, ne soit tres-odieuse, encores que de cette exheredation vne autre soit gratisiée. Et quant à ce qu'il laisse à la mere l'vsu122 E. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. elle ne pouvoit rien pretendre comme estrangere; cela seroit considerable en pays de Coustume, non és Prouinces regies par le droict escrit, où on ne fait estat de la qualité des biens, ains de la seule conjonction des personnes, & proximité du sang. Selon la Loy desquelles Prouinces, tant s'en faut qu'elle soit gratifiée, qu'on luy oste la moitié de l'vsufruiet, & de la proprieté du total des biens qui ne sont ostez aux plus-essoignez qu'elle. Et d'estimer que l'Edict eust quelque conformité au droit ancien, comme remettant susse droiet d'agnation, en abrogeant le Tertullian, ou autres droicts introduits au profit des parens maternels; ce seroit errer grandement : car il faudroit à ce compte qu'il deferast la succession entiere au plus proche paternel. § . 1. Inst. de legit.agnat. fucc. sans distinction de biens:qu'il preserait le plus proche paternel à tous les maternels. § 1. de succes. cognat. mesmes aux collateraux, qu'il n'eust lieu qu'à l'endroit des paternels masses, l. lege C. de legit. hered. sans comprendre les femelles, hors la sœur germaine, & qu'il sust restraint aux paternels, (Agnati enum cognati sunt virilis sexus per virilem sexum descendentes. S. funt autem. Inst. de legit. aguat. succ.) qui portent mesme nom: estant notoire que l'ayeulle paternelle, les enfans de la sœur ou tante paternelle, ne sont du nombre de ceux qui par les Romains estoient appellez Agnati. (De his loci plurimi referuntur à Licinio Rufino, lib. de collatione legis Mosaica cum iure cinili.) Mais qui plus est, il se pouvoit verifier, & par plusieurs passages des Iurisconsultes anciens, que les meres qui auoient esté conjointes par mariage, par cette ancienne & legitime ceremonie Nuptiale, moyennant laquelle elles acqueroient le titre de iustes & legitimes meres de familles, (Reliqua enim habebantur vxorum loco:) & estoient reputées comme filles envers leurs marys, estoient appellées à la succession, non seulement de leurs marys en cette qualité de filles: mais aussi de leurs enfans reciproquement à la succession des meres, comme s'ils eussent esté freres & sœurs. Ce qui a esté obserué long temps apparauant les Senatusconsultes Tertollian & Orfician, en vertu du droi & de consanguinité introduit en la premiere Iurisprudence en faueur de ceux que les douze Tables auoiet obmis. Lequel droist de succeder auoit depuis esté esclaircy & amplifié par lesdits Senatuscosultes, qui ont deferé le droist successif à toutes les meres & enfans en general, sans plus considerer le lien du Droict Ciuil, ains celuy de nature seulement,

DE DROICT ET DE COVST. E. Nam in his Senatus consultis habetur ratio etiam vulgo quasitorum. Donc tant s'en falloit que l'Edist abrogeant le Tertullian, remist le droict ancien en son estat, qu'il s'y trouveroit directemet contraire: partant vne telle disposition ne se deuoit estendre & amplisier, quand ores il se trouveroit plus d'apparence en la consequence que l'on en voudroit tirer: d'autant qu'il n'estoit necessaire que l'exclusion speciale d'vne personne plus fauorable cust trait à vne moins fauorable, toutes exheredations estans person= nelles, & en telles dispositions exheredatives, n'estant question de peser les faueurs, ains observer seulement ce que la disposition ordonne par exprés, mesmes quand les personnes sont appellées à la succession, de leur chef, non par representation de la personne excluse. Consequemment on ne pouuoit inferer que la personne excluse se trouuant despouillée des droists à elle appartetenans par le droist commun, non pour en estre indigne, (Quia nonideo quodindigna sis mater autincapax, repellitur à successione sily: sed propter specialem constitutionis regia prohibitionem, qua quam contra ius introducta sit, ad exemplum non trahitur: quim personalis sit personammen egreditur: qua dura sunt & odiosa propagari non debent: multo minus qua absurda sunt, & à iure aliena. Ius est ars aqui & bonis ergo iuris argumenta ducenda sunt ab eo quodaquum est & bonum, ad id quod est aquius, vel quod eandem continet aquitatem. Minime verò serere oportet absurda ex absurdis, iniuriam ex iniuria:) mais par vne prohibition particuliere & extraordinaire, il faille tenir mesme rigueur, & faire mesme iniure à vne autre (encore qu'elle soit plus esloignée & moins fauorable) venant à recueillir ses droicts de son propre ches en vertu de proximité & conjonction de sang, par la Loy generale du pays, qui nesetro une abrogée pour

Surquoy tant eust esté procedé pardeuant ledit Bailly de Forests, que les dites parties auxoient esté appointées en droist à escrite par aduertissement, & produire, bailler contredits & saluations. A quoy paricelles parties auroit esté respectiuement satisfait, sauf partiadite Coulon qui n'auroit baillé contredits ny saluations. Finalement ledit Bailly par sa sentence du 27. iour de lanuier 1562 sans auoir égard à l'opposition du dit dessendeur, de laquelle il l'auroit debouté, auroit maintenu & gardé ladite demanderesse en la possession & jouissance de tous les biens, hoirie

son regard. Par lesquels moyens la demanderesse persistoit em

E. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. & succession dudit François Charrin, à luy escheus par le deceds dudit Pierre Charrin son pere, & fait dessenses audit dessendeur, & tous autres de l'y troubler ou empescher: & faisant droist sur la demande en interuention de la dite Coulon, luy auroit adiugé la jouissance des fruists & reuenus de la moitié desdits biens, sa vie durant, & condamné le dit dessendeur és despens de l'instance enuers la dite demander esse, dommages & interests pour le dit trouble, tel que de raison.

De laquelle sentence eust esté appellé de la part du dit Charrin à la Cour de Parlement: en laquelle parties ouies en leurs causes d'appel, & le procez conclud entre iceluy Claude Charrin, Marguerite, Catherine & Claire Charrin ses seurs, austi cousines germaines du dit dessunct François Charrin, appellantes d'une part: Et la dite Catherine Chappelle intimée d'autre: & receu pour iuger si bien ou mal auroit esté appellé, les despens requis par les dites parties, & l'amende pour nous; joint les griefs hors le procez, pretendus moyens de nullité, & production nouvelle des dits appellans: Ausquels griefs & moyens de nullité, la dite intimée pourroit respondre, & contre la dite production nou-

uelle bailler contredits.

Et sur ce seroient interuenus Iean Coulon & Claude Mercier, à cause de Catherine Coulon sa femme, lesquels auroient presenté Requeste à la Cour, à cequ'ils fussent receus parties audit procez; & ce faisant, que les biens paternels dudit François Charrin leur fussent adiugez, comme plus proches à luy succeder ab intestat, estans, sçauoir ledit Iean Coulon, oncle maternel dudit desfund, ainsi qu'il se trouvoit verifié au procez, & ladite Catherine tante maternelle: ce qu'elle requeroit lesdits appellans estre tenus consesser ou nier, pour ce fait y estre pourueu. Et apres que le Procureur desdits appellans autoit declaré ne demeurer d'accord de la qualité de ladite Catherine Coulon, ladite Cour par Arrest du 10. I anuier 1594. auroit receu ledit Iean Coulon à interuenir partie au procez, apres que pour tous moyens d'interuention & production, il auroit employé ce qui auoit esté escrit & produit en iceluy, & ordonné que lesdits Charrins escriroient & produiroient pour ce regard, pour le tout joint audit procez estre sait droist. Et quant à ladite Catherine Coulon, seroit passé outre au jugement dudit procez, sans que l'Arrest qui interuiendrait luy peust nuire ne preiudicer. DE DROICT ET DE COVST. E.

Veu lequel procez, griefs & responses, & productions nouuelles desdits appellans & intimée, qui auroient respectivement renoncé d'y bailler contredits, ledit Arrest du 10. Ianuier 1594. production desdits Charrins contre ledit Coulon suivanticeluy, & acte d'employ du procez par ledit Coulon pour contredits, le tout diligemment examiné.

Ladite Courpar son lugement & Arrest, faisant droist sur le tout, & ayant aucunement esgard à ladite interuention, a mis & met l'appellation au neant, sans amende & despens, tant de la cause d'appel que de la dite interuention: Ordonne que la sentence dont a esté appellé sortira sone sfer; & neantmoins a moderé & liquidé les dommages & interests mentionnez en icelle à la

somme de deux escus.

Le procez fut premierement party en la 3. Châbre des Enquestes. Puis departy en la 1. en laquelle estoient lors M15 de Champront,&Martin de Brageloigne Presidens. En laquelle depuis, au rapport de Monsieur Damours la mesme question fut iugée sous le present fait, & l'ay eulle maternelle preserée aux parens paternels du deffunct, & ordonné que l'Arrest seroit leu & publié en la Seneschaussée de Lyon pour y faire Loy, entre Iean Meysson & Honier: l'Arrest est cy apres inseré tout au long in S. de l'an 1624.

Il y a d'autres Arrests donnez au profit des maternels contre

les paternels plus esloignez.

Specification of the second production of the L'vn du 4. Feurier 1581. touchant la succession d'Estienne Da-

Entre Claude Dadeau ayant le droict de Guillemette Dadeau tante paternelle du dessunct demandeur, & Antoinette Lardet, & Glaudine Lardet, rante maternelle, deffenderesse, par lequel tous les biens dudit deffun & Dadeau, de quel estoc & nature qu'ils sussent, ont esté adjugez ausdites parties chacun pour vn tiers.

Autre Arrest du mois de Septembre 15.82. donné aux Grands-Iours de Clermont en l'Audience, entre les parens paternels & les freres vterins du deifun &, par lequel les biens paternels sont adiugez ausdits freres vterins, auquel est inseré le plaidoyé ou requisitoire de Monsieur de Thou, lors Aduocat du Roy, pour lesdits vterins, saisant mention que l'Edict a esté resulé au Parlement de Thoulouse, & autres, estans és pays de droist escrit.

Du 22. Aoust 1587, sur le différent de la succession de feu lean

de Montabert.

Fly. lib. Regular, rit. de livest, betest.

126 E. ARRESTS DECISIFS DE QUEST.

Entre Claude Martin, dit Montabert, cousin du costé paternel du dit desfunct, tant en son nom, que comme ayant droict par transport de Iean de Montabert son oncle, demandeur: & Benoist, Iean & Ieanne Iaquemots, oncle & tante maternels du dit dessance, dessendeurs, par lequel tous les biens du dessunct, tant paternels que maternels, sont adiugez aus dits l'aquemots.

Autre Arrest, au rapport de Monsseur de Roissy, prononcelaveille de Noël 1593. Par lequel la succession des biens, tant paternels que maternels de Charles Mascon, a esté adjugée à Guillaume & Guillemette Iullin ses frere & sænt vterins, contre Be-

noiste Mascon, tante & sœur paternelle du deffunct.

Autre Arrest du 6. Aoust 1594.

Entre Guillemette du Farget & Catherine de la Moline ayeules paternelles de Claude Bailly, par lequel a esté ordonné que les biens, tant paternels que maternels dudit Bailly, seroient également & indifféremment partagez entre les dites parties.

A quoy se doiuent rapporter ces decisions generales.

Primo, la Loy 2. S. vlt. ad S.C. Tertull.

Videndum est, matre prohibitaius suum vindicare, virum cateros admittamus: atque si maternon esset, an ipsam heredem dicemus sieri, vel aliud nomen successionis induere, sed denegamus ei actiones. Et inuenimus rescriptum ab Imperatore nostro Antonino Augusto & Diuo patreeius Manilia Maximina pridie Idus Apriles, Plantiano iterum Consules matre remotaeos admitti qui venirent si maternon suisset ergo & agnaticaterique succedunt, aut si nemo sit, bona vacabunt.

Ex libro Lic. Rufini de collatione legis Mosaica cum inve Romano,

tit. de intestat. successione.

Vxor quoque qua in manu viri est, ei sua heres est, quia silialoco est. Ex Caio Instit. lib. 3.

Consanguineos & adoptio facit & adrogatio; cansa probatio & inma-

nu conventio. Ex Vlpiano.

Agnatorum hereditates ad fæminas vltra consanguineorum gradum non pertinent. Itaque soror fratri sororive legitima heres est: amita verò si fratris heres esse non potest. Sororis autem nobis loco est etiam mater vel nouenca, que per in manum conuentionem, apud patrem nostrum ius filia consecuta est. Ex Cay Instit. lib. 3.

Sand consanguineas lex non apprehendit: at interpretatione prudentum primum inter-agnatos locum acceperunt. Ex Pauli sententiis.

V.lp. lib. Regular. tit. de legit. hered.

DE DROICT ET DE COVST. E.

Imperatorum Antonini & Commodi oratione in Senatu recitata, id est, S.C Orsiciano) id actumest, vt sine in manu conventione, matrum legitima bereditates ad filios pertineant, exclusis consanguineis & reliquis agnatis.

EMPHYTEOSE, ET QVAND LA prescription de la rente est empeschée.

La recognoissance ou payement entier fait par l'un des preneurs à emphyteose, interrompt & empesche la prescription de la rente ou canon, etiam contra tertium possessorem.

II.

NTRE les Chanoines de Nostre Dame de Bray sur Aurappore Seine, demandeurs d'vne part : & vn nommé Damis, de Monfieux desfendeur d'autre: Apres auoir pris l'aduis de toutes Sanguin.

les Chambres, le 13. Iuin 1614. fut iugé que letiers acquereur d'vn heritage baillé en emphyteose, à la charge de reuersion, ne peut aucunement prescrire ladite faculté, ne mesmes la proprieté de l'heritage, bien qu'il ait acquis de bonne foy, & qu'il ait possedé dix ans entre presens: lors qu'vn autre des codetempteurs ou emphyteutes a payéla rente entiere au Seigneur, & la prestation originaire: Recognitio enimilla ab vno facta prodest domino contra omnes; cuius desidia accusarinon potest, cui omne quod debitum erat singulis annis accedebat: argumento l. 10. sancimus. C. de agricol. & censit. qui fut alleguée, vbi filius censitus etiam per multos annos noncolendo agrum, dummodo per patrem cultura fieret, non træscribit libertatem. Toutefois au Recueil des Arrests de Monsseur Louet semble auoir estéingéle contraire, que le tiers detempteur prescrit, encore que le Seigneur direct ait esté payé desarente. Mais ie croirois aliud effe statuendum in emphyteusi, laquelle a ses Loix particulieres, & le donne à plusieurs vies, sub certa canonis prastatione, cuius prastatio ab une facta nocet alis etiam tertiis possessoribus, pour interrompre la prescription, cum non possideant remnise cum sua causa: argumento l. wit. C. de duobus reis.

128 E. ARRESTS DECISIFS DE QUEST.

EMPHYTEOSE.

L'Emphyteote ne peut apres le temps de l'Emphyteose expiré demander ses meliorations.

III. sa modern

E fai & estoit. Les Chappellains d'vne Chappelle de Passy sondée en l'Eglise de Sain & Geruais de cette ville de Paris, baillent & delaissent par contra & emphyteutique, vne masure size en cette mesme ville, ruë de la Mortellerie, à certains Marchands preneurs, moyennant hui & liures de

rente, qu'ils promettent payer chacun an pour canon & pension ordinaire, & outre qu'ils seront contraints d'ameliorer ladite place, y bastir & edifier iusques à la somme de six cens liures, & ce pour l'espace de quatre-vingts ans. Le temps dudit contract estant expiré en l'an 1597. lesdits Chappelains sont adjournes pardeuant le Preuost de Paris lesdits preneurs, pour se voir condamner à se desister & departir de la detention & occupation desdits lieux, comme estant le bail & terme du contract expiré. Les preneurs assignez, consentent que lesdits Chappellains rentrent dans leur maison & sonds à eux baillé, mais qu'ils ont fait des impenses & meliorations beaucoup plus qu'ils n'estoient tenus de faire par le contract, y ayant basty insques à la valeur de 600 escus au lieu de 600 liures: & partant qu'ils estoient bien fondez auparauant que de quitter la possession de la chose, d'en demander le remboursement : Les parties sur ce ayans esté appointées en droist, & la Cour estant saisse de l'appel dudit appointement, sur la Requeste presentée tendante à l'euocation du principal, les parties ayans plaidé par Aduocats, fut ingé, faisant droict sur le principal éuoqué, que la Coura declaré le contrast emphyteotique passé entre les parties resolu, & cefaisant, permis auldits Chappelains de rentrer en leur maison, sans aucun remboursement des meliorations & impenses par eux faites en ladite maison.

Les raisons de l'Arrest qui furent deduites par les plaidoyez

DE DROICT ET DE COVST. E. des Aduocats estoient, que quoy qu'il s'agisse d'vn contract emphyteutique, cuius natura hac est, que la chose baillée doit estre renduë & mise en bon estat par le preneur : Ad hoc enim res in emphyteussim datur vt melioretur: & le mot Grec de auquitus, qui est à dire inserere, ou plantare, le monstre assez. Que les preneurs donc ayans basty sur le fonds de cette masure, quelque impense qu'ils ayent faite, ils n'ont fait ce qu'ils estoient tenus de faire par la nature du contract: que s'ils ont employé dauantage qu'ils n'estoient tenus par la clause expresse apposée en seur contract, qu'ils se doiuent imputer cette temerité d'auoir basty dans le fonds d'autruy : & videntur tacite alienasse materiam, cum non ignorarint se in aliene solo adificare. S. ex dinerso. Instit. de rer. dinis. in verbo: Et verò materia intelligitur voluntate eius qui adificauit alienata, viique si non ignorabat se in alieno solo adificare, & l. adeo. S. penult.ff. de acq.rer. domin.l. vlt.ff. de superficiebus: cum superficies solo cedat, & l.2. C. de rei vindic. adeo, vt licet sit diruta domus, materiam tamen suam vindicare non possit, que semel desiit esse sua. dict. S. ex dinerso. Car la raison naturelle & civile donne & transporte le tout au maistre du fonds, l. vlt ff. de superficieb. Ce qui serr pour respondre à l'objection qu'on pouvoit saire, que par les Loix en ce cas sinonactio, saltem datur exceptio doli possidenti ad seruandas impensas, ne quis alienaia etura locupletior fiat, l. Iulianus. ff. de: reivindicat. & l. Paulus. ff. de dol. mal. & met. except. car ces Loix ont lieu in bona sidei possessore: lequel ignorans in alieno solo tanquam suo adificauit. Et en ce cas il n'est pas estimé auoir donné ou aliené ce qu'il pensoit acquerir à suy-mesme en edifiant dans vn sonds qu'il croyoit estre sien. Mais en ce fait les deffendeurs ne pounoient ignorer leur titre: ils sçauoient qu'ils bastissoient dans le fonds d'autruy, & que la proprieté en appartenoit aux Chapel lains, qu'il y auoit mesme clause expresse de bastir iusques à six cens liures. Si donc ils ont passé pardessus toutes ces considerations excepiendo de dolo, on leur repliquoir de dolo, si non dolo adificastis in alieno fundo. Car de dire qu'ils ne sont point en ce cas mala: sidei possessi d'autant que mala sidei possessor est qui sine titulo possidet, quique nullam habet causam possidendi aliam quam quòd possideat, h12. qui interrogatus.ff. de petit. bered. Et qu'eux possedoient en vertu d'vn bon titre, nonvi, non clam, non precario: & que ce qu'on dit, que qui temere in alienam rem aliquid impendit, videtur donasse, l. item. S. si aliuam. ff. adl. Aquil. que cela a lieu in eo qui in alienare,

E. ARRESTS DECISIFS DE QUEST.

cum non possideret impensas fecerit. Cujac. lib. 10. observat. cap. 1. non pas de celuy, qui estant possesseur de la chose, bastit comme pour soy, comme ils ont fait, pensant en retirer le profit pendant leur

bail, & s'en seruir.

A cela on respondoit, qu'aussi par cette jouissance si longue de 80. ans, ils s'estoient remboursez par le moyen des louages de la maison, des sommes principales par eux déboursées; estans mis en fait, que la maison estoit louée plus de cinq cens liures par an; tellement, que nulla iactura pour eux en ce fait: aussi qu'ayant basty pardessus la clause, ils ne peuvent dénier qu'ils n'ayent esté en cela de mauuaise foy; adeò vt, par le Droict, ne gestorum quidem negotiorum actione has impensas repetere posint, in quantum sit factus locupletior dominus fundi, l. fin. Cod. de negot gest. pource qu'ils ont fait pardessus sa volonté expresse, d.l. vlt. Car autrement il seroit par ce moyen contraint de delaisser l'heritage pour n'estre capable de rembourser les grandes impenses qu'on auroit saites: & par ces raisons sut iugé qu'ils n'estoient tenus à aucun remboursement. L'Arrest est du 3. Mars 1597. Et depuis suiuant cet Arrest en la premiere Chambre des Enquestes, au rapport de Monsieur Seguier, à present President en la Grand'Chambre, fut la mesme question iugée le 26. Fevrier 1603. entre les Minimes du Bois de Vincennes, bailleurs à emphyteose, & les N. N. preneurs.

ENFANT LEGITIME.

Le fils qui est nay onze mois parfaits & accomplis apres la mort de son pere, n'est presumé legitime.

Au rapport de Monfieur Loyfel.



NTRE René Dubouets curateur aux causes de Charles de Villeneusue Escuyer, heritier de Re-né de Villeneusue, viuant Escuyer sieur de Boisgrolleau, appellant d'vn iugement donné par le Seneschald'Anjou, ou son Lieutenant à Angers,

le neufiesme Aoust 1625. & intimé d'vne part : Et Damoiselle Jacqueline Dubois, vefue dudit desfunct René de Villeneusue,

DE DROICT ET DE COVST E. au nom & comme tutrice naturelle de Renée fa fille, intimée, & appellante des sentences données par ledit Seneschal d'Anjou, ou son Lieutenant à Baugé, le 8. Aoust 2.8230. Decembre 1625. 13. Ianuier, & 3. Fevrier 1626. Ensemble de deux autres sentences données par le Seneschal d'Anjou, ou son Lieutenant à Angers, les 2. lanuier, & 14. Mars 1626. & de tout ce qui s'en est ensuiuy, d'autre : Et entre Michel Desmonts, Escuyer sieur de la Pischerie, Lieutenant Particulier au Siege de Chastelleraut, & Damoiselle Magdeleine de Villeneusue sa femme; François de Vallory, Escuyer sieur de la Gallopiniere & de Lezey, tant en son nom, que comme mary de Damoiselle Marguerite de Villeneusue: René du Bouchets, Escuyer sieur de la Lardiere, tant en son nom, à cause de Damoiselle Marie Guiocheau sa semme, fille de feu Iean Guiocheau, viuant sieur de la Boullaye, & de Damoiselle Ieanne de Villeneusue, que comme curateur à la personne & biens d'Alexandre Querrand, Escuyer sieur de Vivier, fils de deffuncts Christophle Querrand, & de Damoiselle Claude de Villeneusue ses pere & mere, heritiers par benefice d'inventaire dudit seu René de Villeneusue, demandeurs, & receus parties interuenantes au procez, d'vne part: & ladite Damoiselle Iacqueline Dubois audit nom, deffenderesse en ladite interuention, d'autre.

La Cour faisant droist sur le principal éuoqué, sit inhibitions & dessenses à ladite l'acqueline Dubois, de donner à ladite Renée sa fille, qui estoit née onze mois parsaists après la mort de son pere René de Villeneusue, la qualité de fille & le nom de seu René de Villeneusue, sieur de Bois-grolleau son mary, auroit maintenu & gardé les les Charles, Magdeleine & Marguerite de Villeneusue, & consorts, en possession & jouissance de tous les biens qui auoient appartenu audit seu René de Villeneusue, sieur de Bois-grolleau: & sit dessenses à ladite Iacqueline Dubois, les y troubler en quelque sorte & maniere que ce soit, sans despens. Prononcé le 22. Aoust 1626.

La question sut sort agitée en la Grand'Chambre, si cét enfant estoit tenu pour legitime, la mere estant accouchée onze mois parsaicts apres la mort de son mary, & le douziesme mois commençant. La Nouelle de Iustinian y est expresse pour cesujet, cap. 2. Nouelle 39. de restitutionibus, & ea qua parit undecime

E. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. mense post mortem viri defuncti sobolem illam non ex priore matrimonio consistere, sed ex scorto na um partum: & ideò prinatur donatione antemuptias à marito facta: vbi interpretes de annuo partu, de decimotertio mense nato. La Loy est aussi expresse, l. 16. de liberis & posth. l.3. §. 11. de suis .ff. Post decemmenses mortis natus non admittitur ad bonorum possessionem tanquam legitimus heres, Gellius lib. 3.cap.19. de tempore humani parrus, rapporte que Adrian Empereur a determiné le contraire, in fæmina bonis atque honestis moribus, requisitis veterum Philosophorum & Medicorum sententiis: Mais ce cas estant particulier, non debet ex eo regula constitui. Au contraire les Loix ayans definy le temps de la puberté de la restitution de la vie de l'homme, em romasisov, il faut aussi definir tempus pariendi, iusques au dixiesme mois. Le dixiesme, conficiebat annum autressois: & ita ex Homero accipitur annus partus, cum Homeri temporibus annus non duedecimmensium fuerit, sed decem. Allusit ad hoc Virgilius:

Longa decem matri tulerint fastidia menses.

Et lesquels mois pris pour Lunaires, nouem tantum menses consicerent, qui ost le terme ordinaire. Mais d'autant que par les fascheries de la mere l'ensantement peut estre retardé, vsque ad decimum mensem incipientem, le temps de l'ensantement a esté par les Loix prorogé iusqu'à ce terme, imò vsque ad vndecimum affectum, non

confectum, c'est à dire, commence, & non parfait.

Tellement que l'onziesme mois estant icy parfait, l'enfant sut declaréillegitime, bien que la semme sust tenue pour chaste, & non soupçonnée: quiaid non ex honestis aut in honestis moribus vxoris estimandum, sed ex certa definitione. Pline en son Liure de l'Histoire naturelle rapporte 13. mense nature à L. Papirio legitimum iudicatum: sed Iuriscensulti menstrosas illas raritates non recipiunt.

control de des la control de l

essentia di la composita de la compania de la comp La compania de la co

FIDEICOMMIS.

Que les enfans qui n'estoient nez ne conçeus lors du sideicommis ou substitution escheue, ne peuvent pretendre part audit fideicommis, ains les biens delaissez par iceluy passent en l'heritier sans charge de restitution, nonobstant ladite clause de substitution.

N nommé Iean de la Boirie, Bourgeois & habitant Prononce de la ville d'Aurillac, ayant eu d'vne concubine deux rouges.

enfans, vn fils masse nommé François, & vne fille nommée Françoise, par lettres de legitimation verifiées & enterinées en la Chambres des Comptes, il sait legitimer ledit François son fils, le rendant habile & capable de luy succeder. Peu de temps apres il marie sondit fils, & par contract de mariage en faueur & contemplation d'iceluy, il luy donne tous ses biens, se reservant seulement l'vsufruict & puissance d'en disposer durant sa vie; & à la charge aussi de nourrir, marier & doter sa sœnr Françoise de la somme de cinq cens liures; & au cas qu'il decedast sans enfans, ou ses enfans en pupillarité, que la donation detous ses biens reuiendroit aux enfans legitimes, qui naistroiet deladite Françoise en loyal mariage. Iean de la Boirie meurt, & apres luy François son fils sans enfans: Françoise ayant esté mariée, delaisse plusieurs enfans nez & conçeus long-temps apres le deceds de François heritier vniuersel chargé de restituer.

Procez donc se meut entre les ensans de ladite Françoise, pretendans en vertu de la clause dessubstitution apposée en la donation, tous les biens de lean de la Boirie leur ayeul, d'vne part: & les cousins parernels de François plus habiles, & plus proches à luy succeder & saissir de tous lesdits biens, d'autre part. Sentence par laquelle les heritiers plus proches auroiet esté maintenus en la possession & jouissance de tous & vns chacuns les biens delaissez par le deceds de Iean & François de la Boirie, auec desfenses aux enfans de ladite Françoise de les troubler ny empescher.

134 F. ARRESTS DECISIFS DE QUEST.
Appel par lesdits enfans: la sentence confirmée par Arrest.

Les raisons pour les heritiers legitimes estoient telles: Vt qui heres esse possit, oportet tempore mortis testatoris natum vel conceptumesse. Les textes y sont exprés en la Loy 6. Titius. st. de suis és legit. Qui post mortem aui sui concipitur, un neque legitimam hereditatem eius tanquam suus heres, neque bonorum possessionem tanquam cognatus accipere potest, quia lex duodecim Tab. eum vocat ad hereditatem, qui moriente eo de cuius bonis quaritur in rerum natura suerit. Et es Loix suiu antes il est adjousté, vel si viuo eo conceptus est, quia conceptus quodammodo in rerum natura esse existimatur. Item prater edicto suo proximitatis nomine bonorum possessionem pollicetur his qui defuncto mortis tempore cognati suerint. Le mesme est decidé en la Loy premiere, s. si quis.

ff. wnde cognati.

Cela est dit des heritiers legitimes: il en est de mesme des testamentaires, selon la Loy 49. si alienum. ff. de hered. instit. où il est dit nommément, que capacitas heredis duobus temporibus spectatur: tempore testamenti, vt consistatinstitutio & tempore mortis, vt effectumhabeat. Si on considere la capacité, à plus forte raison l'estre doit estre consideré: Non entis nulle sunt qualitates, disent les Philosophes: l'estre precede la qualité, & faut auoir esté en vn certain temps auant de pouvoir estre qualifié heritier: C'est pourquoy en Droidt, qui non funt in rerum natura, aut qui esse desierunt, pro non scriptis habentur, l.vnica. S.in primo. C.de cad. toll. Ce qui n'a pas seulement lieu quand il s'agist de heredibus, mais aussi de legatarius. Celsus en la Loy 59. liber homo. S. fe heres.ff. de hered inft. apres auoir dit en substance ce qui auoit esté couché en la Loy precedente si alienum, il adjouste ces mots: Ideminlegatis & bonorum possessionibus. Les textes sont frequents en Droict, l.4.ff.de his que pro non script. Si eo tempore quo alicui legatum adscribebatur, in rebus humanis non erat, pro non scripto hoc habebitur. De mesme en la Loy seconde, §. guod si.ff.de iur.cod. Quod fiei qui post test amentum factum & antequam codicilli sariberentur mortuus effet datum effet, pro non scripto habetur. En la Loy 6. in fin.ff.eod. Si post testamentum factum mortuo codicillis quis legauerit, licet testamento confirmatis, pro non scripto legatum sit. En la Loy 14.ff.eod. Ego autem ausim sententiam Proculi verisimam dicere: nullius enimmomenti est legatum quod datum est ei qui tempore codicillorum in rebus humanis nanest, licet testamenti fuerit, esseenim debet cui detur. Idem dicitur in l. si Titio .ff. quando dies leg .vel fid. ced. l. intercedit. ff.de condit. & demonstr.l. sicognatis.ff.de reb. dub.

DE DROICT ET DE COVST. F. Si bien que c'est vne maxime de Droist tres-certaine, que pour recueillir vne succession & vn legs, il faut necessairement estre in rebus humanis, & estre capable tempore mortis: de mesme pour recueillir yn fideicommis, nam per omnia exaquata sunt legata fideicommisis.l.1.ff. de leg. 1. legati verbo fideicommissum continetur: & in 1. Babius.ff. de pact. dotal. appellatur prælegatum, notat Cujacius 4. observat.23. Et de fait pour monstrer que l'estre ou la capacité sont requiles en la personne du fideicommissaire, comme du legataire au temps du deceds, ou ce qui vaut autant, cum dies legati vel sideicommissi cedit, sine post mortem testatoris in legato, sine heredis rogati in fideicommisso, sine post aditam hereditatem, vt in legato libertatis; vsusfructus, & aliis, sine alio tempore; nous en auons plusieurs Loix formelles, & particulierement la Loy interuenit. ff. de leg. prast. contra tab, Car sur ce qui auoit esté dit en la Loy premiere au mesme titre, vt qui indicia patris rescindunt, per contra tab. bonorum possessionemex iudicio eius quibusdam personis legata & fideicommmissa præstarent, puta liberis, parentibus, vxoribus, nuribus: le Iurisconsulte en cette Loy dit, que interuenit illa quastio quando in numero liberorum esse debeat qui legatum petit : Et il respond, Placet sufficere si in ea necessitudine fuerit, quando dies legati cedit. Sufsicere, id est oportere. Sufficit, en Droidt emporte vne necessité precise: & cela se remarque en la Loy 10. Sed etsi, au mesme titre, où au mesme propos il est dit, Esse autem vxorem tempore mortis exigimus. Il est donc vray de dire, que la decision de ces Loix Interuenit & Sed. etfi, se doit entendre, tam in fideicommisso quam in legato, puis que le titre parle non seulement de legatis prastandis contra tabulas, mais aussi de fideicommissis, en la Loy premiere au mesme titre, & quetant aux legs qu'aux fideicommis la capacité

A cecy se peut fort bien rapporter l'espece de la Loy 4. C. de legat. Seruis test amento dominorum non data libertate legatum seu sidei-commissum relictum non valet, nec conuales cere potest licet post mortem testatoris libertatem aliqua ratione consequuti sint. Cette maxime estant tellement veritable, que si le legataire ou sideicommissaire n'est capable à l'instant mesme, que dies cedit, & qu'il y eust tant soit peu d'intervalle, voire d'vn moment, intercessionem diei, & capacitatem legatari vel sideicommissari, entre l'ouverture du legs ou sideicomis, & le temps de la capacité, il n'y pourroit rien pretendre, qui dies semel inutiliter cessit; il faut en vn mot que la capacité

136 F. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. precede, & non pas qu'elle suiue: Ante diem, non post, esse oporter. Ce qui se pratique mesme in legatis & fideicommisis cum libertate coniunctis, & quisembleroient par vne reflexion necessaire participer aucunement à la faueur qui accompagne l'a liberté auec laquelle ils s'estoient conjoints, comme on void en l'espece de cette Loy 4. C. de legat. Et à ce propos sont sort singulieres, 1. 91. quaritur. S. prasenti. ff. de legat. I. Prasenti qui dem die data libertate servo legari, vel pure, vel sub conditione poterit, & 1. 76. cum filius. S. seruus. ff. de leg. z. seruus pure manumissus, cui libertas propter impedimentum iuris post aditam hereditatem non competit, quod status eins extrinsecus suspenditur, forte propter adultery quastionem, ex eo testamento neque legata neque sideicommissa pure data sperare potest, quia dies inutiliter cessit. Or en l'espece de l'Arrest, la capacité des enfans de Françoise substituez, n'estoit point suspenduë comme au §. seruus: mais qui est encore moins, ils n'estoient pas seulement capables lors du fideicommis escheu, puis que non erant in rebus humanis: & tant s'en faut que leur capacité fust proche du iour du fideicommis, comme au f. prefenti, qu'au contrais re elle en est essoignée de plusieurs années. Consequemment disoient les heritiers legitimes, que la proprieté desdits biens leur appartenoit, iure successionis legitima: & que les enfans nais de ladite Françoise de la Boirie, long-temps apres l'ounerture de la substitution aduenuë par le deceds de François donataire, ne pouuoient jouir de l'effet de la clause de reuersion apposée audit contract de donation:

Les considerations qu'on apportoit au contraire pour les dissens de Françoise, n'estoient pas aussi destituées de raisons de droict. Vl pian en la Loy, Inconditionibus sf. decond. E demonstr. In conditionibus, inquit, primum locum obtinet volunt as defuncti, eaque regit conditiones; denique in ea conditione; Si silia mea cum Titio nuptaerit, placuit non semper mortis tempus observari, sed volunt ate partrocinante tardius produci. De mesme, si legatum relictum sit, si liberos procreauerit, nati post mortem liberi proficiunt, l. si vir vxori. si de cond é dem. On peut diretout de mesme, en ne changeant qu'vn mot, In sideicommissis primum locum obtinet volunt as defuncti, voire mesme totum facit, comme il est dit en vn autre lieu: & partant au sideicommis dont il s'agissoit en ce procez-, laissé apres la mort de François aux ensans de Françoise, non aquum videbatur tempus mortis observari, sed voluntate patrocinante tardius produci; c'esti

DE DROICT ET DE COVIST. F. 135 c'est à dire, insques au jour de leur naissance: Quasi sideicommissum intempus capiendi tacit è sit relictum: attendu mes mes que les sideicommis à leur commencement n'estoient à autre sin que pour sa-voriser ceux qui ex testamento capere non poterant, & pour les saire jour tacitement des liberalitez qu'ils ne pouvoient recueillir directement, comme remarque Instinian Instit de sideicom.

Mais à cela la response est, que differt conditio à dispositione: multum interest an liberi sint in conditione, Si liberos procreauerit; an in dispositione, Liberis restitui volo. Qui sunt in conditione, quandocumque nati prosiciunt: tout ainsi qu'en cette condition, Si nupserit, quandocumque nupserit, impletur conditio, debetúrque legatum, d.l.in conditionibus. d.l.si vir. & l. conditionem. 91. l. hac conditio. sf. de condit. & dem.

Mais ceux quisont in dispositione, comme au fait qui se presente, Liberis restitui volo; il faut qu'ils se trouuent en nature, & capables à l'instant mesme que dies sedit, sans que l'existence ou la capacité quisuruient apres la mort, leur puisse prositer aucunement. Et ne fait rien de dire, que reipsa tempus natiuitatis inest, & que tacitemet le fideicommis leur est l'aissé, quandocumque nascerentur. De verité, si disertement il estoit laissé, in tempus nascendi aut capiendi, ils y pourroient venir, & telle volonté seroit soufferte, beneuolentia quadam, vt in l. in tempus. 62. ff. de hered. instit. in tempus capienda hereditatis institui heredem posse, beneuolentia est: veluti, Lucius Titius cum capere potuerit, heres esto. Ideminlegatis. Et en la Loy. Si itaquis. si. ff.de leg. 2. si ita quis testamento suo cauisset; Illi quantum plurimum per legemaccipere potest darivolo: vique tunc, cum quantum capere poterit videtur ei relictum. Mais si cela n'est expressément dit ,il n'est iamais tacirement entendu: comme pour exemple. sicalibis vel Laz tino Iuniano quid relictum sit, tants'en faut que la Loy presume, in tempus capiendireli etum, qu'au contraire pour jouir de la liberalité, ilfaut que l'un soit marié. & l'autre Citoyen Romain ssaltem in. tracentum, creationis dies, dit Vlpian en ses Fragmens. De mesme, deportato si quidlegatum est, il faut que ciuitatem Romanamrecuperet,. antequam legaticonditio euenerit, l. 10 4. eum qui.ff. de condit. & dem. Selon laquelle il faut interpreter la Loy interdicit, au mesme titre. Et à ce propos est fort belle la Loy premiere, C. qui no possunt ad libert. peruenire. Bref pour conclusion, si ces mots eussent esté en la donation, le veux que mes biens retournent aux enfans de Françoise, en quelque temps qu'ils naissent; sans doute la Loy cederoit à cette voloté: mais ne l'ayant point dit disertement, il ne se peut iustement presumer, d'autant que les Loix nesont point faites contre elles mes136 F. ARRESTS DECISIFS DE QUEST.

mes, Prasumptio non sit aduersus legem, necextenditur voluntas testa-

toris contra mentem legis.

On pourroit encore objecter quelques textes de Droict, aufquels la response est facile; comme celuy de la Loy 4. ff. de liber. & post. où il est dit, que non natus potest institui: ergo & substitui. Et encore le texte de la Loy substitui ff. de vulg. & pup. substitui liberis is etiam potest qui post mortem eius natus suerit, cui substitutus hores fuerit. Car ces Loix parlent de posthumo qui non erat natus, sed erat conceptus tempore mortis, vel quando dies sideicommissi cedit, sui uant le texte de la Loy si duobus. S. si Titio. ff. de leg. 1. & sui uant l'opinion de Cujas in d. l.

On dit: Si cette rigueur est gardée, il s'ensuiur oit que s'il s'ensuiur oit que s'ensuiur oit

On demande que deuiendront les donations que les peres font ordinairement aux aisnez de leurs ensans par leurs contracts de mariage? La response est qu'il y a bien de la difference: cartelles donations prennent traict en la personne des peres & meres, qui les acceptent pour leurs ensans, & leur conservent ses choses données: de manière que bien que (quant à la forme) ce ne soit qu'vne donation faite aux ensans, toutes sois en esser est duplex donatio: l'vne interviuos faite au pere & à la mere; l'autre causa mortis, aux ensans. Cela se cognoist en ce que les peres & meres ne sont point tenus qu'apres leur mort rendre les choses données à leurs ensans: & si la donation est faite à l'aisnée; l'aisnée se prend non qui primus natus, mais celuy qui est aisnée tempore mortis.

En somme, pour resoudre cette question; si ceux qui ne sont nais que quesques années apres le jour du fideicommis le pouuoient recueillir, il faudroit necessaire met de deux choses l'une, ou que les biens eussent tousours esté in suspense, ou bien qu'ils sussent passez à l'heritier legitime cum onere si deicommissi.

Mais nous ne pouvons dire que les biens ayent esté in suspenso, pour plusieurs raisons. Primo, pource que nostre Droist François

l'empesche, qui dit, Le mort saissite vif. Secundò, iamais les biens ne sont en suspens s'il n'y a quelque condition qui les y tiennes icy il n'y en a point d'expresse; cela est certain; il n'y en a point aussi de tacite, qui a non prassumitur, cùm sit contra legem. Tertiò: Si les biens auoient esté en suspens, il s'ensuiur oit que les enfans n'en se roient pas seigneurs seulement du iour qu'ils se trouvent debout, & qu'ils les acceptent; mais retrò à morte Francisci, du iour de l'ouverture du sideicommis: & consequemmét nous seindrions ceux qui ne sont nays que d'auiourd'huy auoir esté nays il y a cinq ou six ans, plus ou moins: quodest contra naturam, & qui partant ne se peut seindre; ars naturam imitatur, sistio nulla impossibilium. Bart. m l. siab hostibus. st. de vsurpat.

Dauantage, quand bien l'heredité auroit tousiours esté in suspenso; toutes fois les enfans de François ne se trouuans en nature que de ce iour, n'y pourroient rien pretendre; comme il est expliqué in l. 6. Titins. ff. de lib. & posth. Car de dire que la possession de Françoise leur mere, leur ait conserué ce bien, ce n'est pas vne bonne raison: iniusta possessio nunquam prodest: elle n'auoit point autre occasion de posseder, quam quia possideret; d'autant qu'elle n'estoit point appellée au fideicommis, mais ses enfans seulement. Puis donc que les biens n'ont pû estre par tant d'années in suspenso, il faut necessairement qu'ils ayent passé en l'heritier legitime, & passé purement & simplement sans charge de les restituer, cum nascerentur. Et ne fait rien de dire, que caducum transit cum sua causa. l. pater. ff. de leg. 2. carà cecy on dit deux choses, l'une que proprement non est caducum sideicommissum. Caduca sunt qua cadunt in fiscum, & que semel fuerunt vtilia: rien icy de pareil. L'autre, que ce qu'on dit, caducum sit cum sua causa, cela s'entend ex alia causa, quam ex ea qua cadit, & sur vne autre personne que celle super qua caducum factum est. Comme si les ensans de Françoise auoient eu charge de rendre ce bien à Titius. ou à vn autre; en ce cas-làles choses passeroient à l'heritier legitime, cum eadem causa, & servient tenus de les rendre à Titius: mais de dire qu'ils soient tenus de les rendre aux mesmes enfans, quando nascentur; cela implique contradiction: comme qui diroit que fideicommissum caducum est, & toutessois que transit cum sua causa ex qua fit caducum.

Toutes ces considerations saisoient qu'il sembloit raisonnable de maintenir l'heritier legitime en tous ses biens, sans que 138 F. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. les enfans de Françoise y peussent rien pretendre. Autrement il s'ensuiuroit vn grand inconuenient, que les biens demeureroient en suspens, non pas dix, vingt, ou trente ans seulement, mais tant que viuroit celle aux enfans de laquelle on auroit laissé quelque chose: ce qui importeroit de beaucoup au public. Et sut ainsi iugé pour l'heritier legitime par Arrest du 8. Auril 1596. au rapport de Monsieur de Moussy en la troisses me Chambre des Enquestes, prononcé en robbes rouges, par Monsieur le President de Villeray en la dite année à la prononciation de la Penrecoste, le Vendredy dernier May 1596.

Et depuis pareille question s'est presentée en la Chambre de l'Edict en l'année 1615, au rapport de Monsieur Catinat, sur yn faict qui estoit tel. Messire Pierre de Pontleuoy Euesque de Mallezais, par son testament du 20. Mars 1572. donne & legue à Iean de Pontleuoy son nepueu tous ses biens meubles & acquests, auec cette clause: Et où sondit nepueu iroit de vie à trespas sans hoirs procreez de soncorps, veut iceluy testateur que ses dits biens soient & appartiennent après le deceds de sondit nepueu aux enfans masses qui naistront ey-apres de Messire Louys de Pontleuoy, & de Dame Françoise de Froc sa semme, pere & mere dudit Iean. Et où il n'y auroit autres enfans masses dudit mariage, donne & legue ses soit procreées dudit mariage.

Apres le deceds du testateur, Iean de Pontleuoy son nepueu a recueilly le legs, & est decedésans enfans, & lors il n'y avoit autres filles procreées du susdit mariage que Renée l'aisnée, & Louyse: & lesquelles le testateur avoit expressément appellées, & consequemment pretendoient estre seules capables de recueil.

lir le fideicommis.

Or long temps apres le deceds dudit Iean estoient nez & proceez dudit mariage quelques ensans, & entre autres Marguetite de Pontleuoy, laquelle seule pretendoit deuoir auoir part audit sideicommis, comme estant appellée par ces mots inserez au testament, & autres silles si aucunes sont procreées dudit mariages dont elle auroit esté déboutée par sentence de Messieurs des Requestes du Palais du 24. Mars 1614. consirmée par Arrest du 7. Septembre 1615, entre Messire Henry de la Cressonniere, & Dame Louyse de Pontleuoy sa semme intimez & appellans, & François Berrary Escuyer sieur de la Roche Louerre, & Damois selle Marguerite de Pontleuoy sa semme appellans & respecti-

DE DROICT ET DE COVST. F. 139 mement intimez, & ce suivant le precedent Arrest, qui sut alle-

gué au procez.

Ce qui sit la plus grande dissiculté en ce procez, sut vn Arrest rendu au Parlement de Grenoble en l'an 1566. pour la succession du sieur President Oppede, produit audit procez, par lequel la

question sembloit auoir estéiugée tout au contraire.

Le faiet estoit que ledit sieur President Oppede ayant institué in re certa, Claire de Meinier Dame de Porieres sa fille aisnée, au cas qu'il laissast des enfans masses, & luy ayant laissé au cas qu'il decedast sans enfans masses, l'vsufruict d'vne partie de ses biens, & en outre ayant fait pareille institution, in alia re verta, d'Anne de Meinier Dame de Lauris sa puisnée, & à elle mesme delaissé pareil vsufruice d'vne autre partie de ses biens auec les mesmes clauses & conditions, sous lesquelles il auoit institué, & laissé l'vsufruiet à l'aisnée: il auoit au surplus de tous ses biens institué son heritier l'aisné masse qu'il auroit au temps deson deceds; & au cas qu'il n'en eust point, l'aisné de la Dame de Porieres, qui suruiuroit lors du deceds de luy testateur : & en cas que ladite Dame de Porieres decedast sans enfans masses, il faisoit son heritier vniuersel, Claude de Perussis fils de la Dame de Lauris, auec substitutions aux descendans masses de l'vn à l'autre à perpetuné, & prohibitions d'aliener ou distraire aucune chose. Estant decedé en cette volonté sans enfans masses, Claude fils de la Dame de Lauris demandoit estre mis en possession des biens, comme estant seul heritier, veu que lors du deceds du testateur, la Dame de Porieres n'auoit aucuns enfans. Ladite Dame au contraire soustenoit qu'en attendant la condition de la naissance des enfans qui pourroient prouenir d'elle, elle deuoit jouir des biens, & au cas qu'elle vint à auoir vn enfant masse, elle estoit obligée de luy restituer la succession, quandocumque nascituris esset, comme compris au fideicommis; & que pour le regard dudit Claude, il n'estoit appellé que sous vne condition qui n'estoit point encores aduenuë, à sçauoir au cas qu'elle decedast sans enfans masses, & qu'en attendant elle deuoit jouir des biens: d'autant qu'vne telle substitution faite sous cette condition, si elle decede sans enfans, monstroit que le testateur eammaluerat habere quam substitutum. Par ledit Arrest de l'an 1566. il sut dit que iusques à ce que Claire de Meinier sust desedée sans enfans masses, ou bien que d'elle fust né vn enfant

masse, icelle Claire & Anne sa sœur jouiroient des biens & hoiries du dessur à duenant la naissance d'vn fils masse de la Dame
de Porieres, ou le deceds d'icelle sans enfans masses, son fils
masse, ou Claude de Perussis seroient incontinent mis en posses
fion des biens, sauf & reserué en tout cas ausdites Damoiselles
Claire & Anne de Meinier l'vsusquiet & autres choses à elles
respectiuement leguées par le testament, & sans presudice des
droicts de legitimes par elles pretendus.

De cét Arrest la dite Marguerite de Pontleuoy se vousoit preualoir, pour monstrer que l'enfant masse de la Dame de Porieres auoit esté appellé à ce sideicommis, encores qu'il ne sust nay ny conceu au temps du deceds du testateur, & quandocumque

nasceretur.

Mais la response estoit, que la Dame de Porieres comme plus proche & appellée à la plus grand part des biens par le testamer, auoit obtenu par ledit Arrest la possession & jouissance des biens & hoirie dudit sieur President, & ce à titre universel 6 la Cour ayant fait en cét Arrest par une équité singuliere le deuoir du Preteur, in dandis bonorum possessionibus,) laquelle possession de droict & effectuelle devoit par le mesme Arrest appartenir au fils, incontinent & sitost qu'il seroit nay, suiu ant la volonté du testateur : de façon que la proprieté des biens & hoirie n'auroitia-. mais esté en suspens, ladite Dame de Porières l'ayant toussours conseruée en sa personne auec vn iuste titre. Secusen l'Arrest de Iean de la Boirie, lequel par sa disposition n'auoit aucunement appellé Françoisesa fille, & laquelle n'auoit pû conseruer la possession des biens dudit lean de la Boirie à ses enfans, quand ils naistroient: d'autant qu'elle possedoit sans titre, & n'auoitoccasion de posseder quam quia possideret: tellement que les biens n'ayans pû estre en suspens par tant d'années, il sut jugé par cet Arrest, qu'ils estoient passez aux heritiers legitimes sine ville onere; par la regle de nostre Droid François, Le mort saist le vif.

La mesme question se trouve avoir esté jugée par deux autres Arrests, l'vn du Parlement de Paris, l'autre du Parlement de Thoulouse. Le premier estoit pour la substitution de Monlor, en laquelle avant les filles estoient appellez & preserez les masses, si aucuns naissoient des filles: Louys de Modene de Monlor estant décedé iln'y avoit lors de son deceds que des filles; long

DE DROICT ET DE COVST. F. temps apres aduint que l'acqueline, l'vne des filles, eutvn mafle, lequel interuint au procés, & soustint deuoir estre preseré aux filles: la seule exception alleguée contre luy, sut qu'il n'estoit né ny conçeu lors de l'ouverture du fideicommis : & partant qu'il ne pouvoit rien pretendre en ladite substitution, par Arrest donné en la Grand' Chambre, auec cognoissance de cause, le 23. Aoust 1607. au profit de Dame Marie de Monlor semme de Messire Philippes d'Agoust Baron de Grimaut, sut ledit masse debouté sur cette seule consideration, qu'il n'estoit né ny conceu au temps du fideicommis escheu.

Lesecond est rapporté par Monsieur Maynard Conseiller au Parlement de Tholose, en son œuure des Questions de Divice

escrit, tome 1. liure 5. chap. 37.

FIDEICOMMIS TACITE.

La mention des enfans faite en un legs induit un tacite fideicommis, & la mere n'y peut renoncer, encore qu'il soit fait à elle en consideration desdits enfans.

E faict est, qu'vn nommé Noel Gautier donne & le- Sur procez gue par testament à la sœur de sa premiere femme seurs de nommée Martine 150 liures de rente, en consideration Grieux Rapdu nombre des enfans qu'elle auoit, nepueux de sa LoyselCompremiere semme. Les heritiers dudit Noel Gautier vendent partieur. leurs droicts successifs à vne nommée Charmoluë, laquelle traittant de ce legs auec la dite Martine, qui auoit de sia auparauant intentéson action contre les heritiers par vn acte fait sous sein priué; ladite Martine (voicy les mots) quitte & repudie le legs à elle sait, tant pour la bonne amitié qu'elle porte à ladite Charmoluë, que pour le don par elle fait de 25 mines de grain à Barbe sa fille. Ladite Martine depuis transporte le droist de ce legs par elle quitté à vn sien fils, lequel tant au nom de sa mere que de son chef, prend lettres pour faire casser cette renonciation, & demande contre ladite Charmoluë, à ce que les cent cinquante liures de rente leguez à sa mere luy soient deliurez, & les arrera-

142 E. ARRESTS DECISIFS DE QUEST.

ges escheus payez à icelle, comme ayant acquis l'heredité dudit dessuré Gautier testateur, laquelle le soustient non receuable par plusieurs raisons. Sur ce sentence par laquelle ayant esgard aux lettres par le sils obtenuës nonobstant la renonciation saite par la mere, le sils est admis & declaré bien sondé en la demande du legs de 150 liures de rente. Appel par l'heritier de ladite Charmoluë: le procez conclud en la 5. Chambre, Messieurs se trouuerent partis en opinions.

Monsseur de Grieux Rapporteur, Estoit d'aduis mettre l'appellation & sentence au neant sans amende : en emendant ladite sentence, sans auoir esgard aux lettres, débouter le fils de la demande par luy faite desdits cent cinquante liures de rente, tant au nom de sa mere que de son chef, en cedant & transportant par l'heritier de ladite Charmoluë les vingtcinq mines de grain, desquelles le don estoit énoncé par l'acte de ladite renonciation: condamner le demandeur és despens de la cause principale, sans despens de la cause d'appel

fideicommis de la mere à ses enfans.

de la cause d'appel.

Les raisons de Monsseur le Rapporteur se pouvoient reduire à deux raisons principales, pour monstrer que le fils estoit non receuable en ses lettres: La premiere, qu'ayant le droist cedé de sa mere, il estoit non receuable à venir contre une renonciation saite par elle ob certam causam: & pour venir de son ches il faudroit que ce sust in vim taciti sideicemmissi, & en vertu de ces mots. Item ay legué à ladite Martine cent cinquante liures de rente en consideration du nombre des ensans qu'elle a, nepueux de ma premiere semme: Mais que ces mots ne pouvoient par plusieurs raisons induire un

Car pour induire vn fideicommis, il est certain par le Droist qu'il faut que le testateur declare sa volonté estre telle, & que cela apparoisse clairement par les mots dont il a testé, que is valde voluerit: encores que fideicommissum nutu relinqui possit. l. nut: 21. ff. de legat. 3. & quibuscumque verbis nontantum directis, sed etians obliquis & precariis. l. omne verbum. C. de fideicommissis. Mais il faut que les mots y soient, pour monstrer qu'il a desir que son heritier.

Monsieur Loysel

Estoit d'auis de met-

tre l'appellation au

neant:ordonner que la sentence sortiroir

esfect, les parties re-

miles en rel estat que

elles estoient aupa-

rauant ladite renon-

ciation, & l'appellant condamné és

despens de la cause

Compartiteur,

DE DROICT ET DE COVST. F. ouson legataire, rem restitueret; vt cupie, Exigo, Desidero vti des: Scio te hereditatem meamrestituturum, l.115.etiam hoc modo, & l. eo modo.ff. de leg.1. Il y en a de ce vn Edict exprés, mesmes pour l'interpreration du sideicommis entre les enfans, fait par vn testateur, his verbis: non dubitare si quodcumque vxor cepisset, liberis reddituram: vi quamuis verba fideicommissi cessarent, tamen eum sermonem ex particulari casu pro fideicommisso esse accipiendum : ne honor, dit-il, bene transacti matrimonij & fides communium liberorum patrem decipiat. in l. vnum.67.5. vltimo.ff. de legat.2. Il y a certains mots dont il faut vser pour induire vn fideicommis S. vltimo. Inst. de singules rebus per fideicommissa vt Rogo, cupio, mando, fideicommitto: & faut qu'ils soient dispositifs & non pas conçeus par vne énonciation ou recommandation de la personne, comme en la Loy Fideicommissa: 2. S. si itaquis scripserit. de legat. 3. si le testateur a dit en ces mots, Illum tibi commendo, il n'y a point de fideicommis: Aliud est enim, dit le Iurisconsulte, personam commendare, aliud voluntatem suans fidei heredum committere.

Carquant à la Loy 39. Pamphilo ff. eod. de legat. 3. vbi verba enuntiatina ad granatum directa dispositionem inducunt, en cette espece; Testator legauit Pamphilo liberto centum vltraid quod codicillis reliquerat: & adjouste apres, Scio omnia que vibi Pamphile relinguo, ad filios meos peruentura, cum affectionem tuam circa eos bene perspectam habeam: Scanola interrogé sçauoir si illa centum restitui deberent siliis. Il refpond, quantum adverba testatoris attinet, non videri sideicommissum vicentum restituat: mais par le rescrit precedent, D. Marcus, & par l'interpretation d'iceluy: quia (dit-il) in simili specie & imperator noster D. Marcus rescripsit centumilla debere restitui quasi ex sideicommisso. Cette Loy, dis-je, & sa decision est particuliere en son cas, propter affectionem & certam spem testatoris quam decipi inhumanum: esset. Ex diet. l. Et par la faueur des enfansen la consideration desquels multa singulariter introducta sunt in iure.l. cum auus. ff. de condit. & quibus ex voto parentum, toutle bien de leurs peres leurs appartient, mesmes de seur viuant.

Iusta quidem series patri succedere, verum

Esse simul dominos gratior or do pius.
Car autrement les mots seuls apposez par le testateur, bien qu'ils continssent certam suam voluntatem & affestionem, toutes fois si ce viest inter liberos, estans simplement énonciatifs n'induisent pas un sideicommis, l. generalisse de vsu évosus. Falici liberto vsum-

148 F. ARRESTS DECISIFS DE QUEST.

fructum fundi lego, cuius proprietatem puto te consecuturum si non contenderis cum herede meo, sed potius concordaueris. Par la response du mesme Sceuola ces mots n'induisent vn fideicommis, bien que certam spem contineant: pource que la faueur des enfans n'y est pas comme en la Loy 68. Iuliano sf. de legat. 3. Curate agros attendere, ce ita fiet vt filius meus silios vestros vobis condonet, non inducitur sideicommissum his verbis. D'où Bartole tire vne maxime, Verba adulatoria ad honoratum directa dispositionem sideicommissariam non inducunt.

Or qu'au faict qui se presente, nous n'auons rien de pareil en cette espece pour en induire vn fideicommis: car ces mots seuls, I'ay legué à Martine en consideration du nombre des ensans qu'elle a, neque certam spem habent, neque affectionem test atoris erga eos. A la verité si le testateur eust adiousté, Le quels ensans ie vous recommande, ausquels ie sçay que vous conserverez ce que vous auez de bien, ou bien autres mots de recommandation, il y auroit plus de doute: mais rien icy detout cela: & encores, non inducerent illa verba sideicommissum, nisi inter liberos propter affectionem certam: laquelle ne peut estre icy dite d'vn testateur enuers les nepueux de sa premiere semme.

La seconde raison sur laquelle l'aduis de Monsseur le Rapporteur estoit fondée, c'estoit que le fils y venoit (quand bien ce seroit vn sideicommis, & que plenissime, nous voudrios interpreter ces mots; Enconsideraison du nombre des enfans qu'elle a) qu'il y venoit, dis-je, ante diem legaticedentem, la mere viuant encore, estant certain, que dies sideicommissi noncedit, sinon du jour que l'heritier

chargé de restituer est mort.

Au contraire, Monsseur le Compartiteur soussenit que ces mots, l'ay quitté ét quitte les cent cinquante liures de rente à moy le-guées, sant pour la bonne amitié que ie porte à ladite Charmoluie, quen sonsideration du don par elle fait à Barbe ma fille, induisent une donation, ou plustost une dation ou cession ob causam, laquelle ne se trouvant point, c'est à dire le don de 27 mines de grain, & melmes le dessendeur en lettres n'en faisant point apparoir, il est certain que quod faisò donatum est, aut salsa opinione donatione, repeti potest, par la Loy eleganter st de condindebitico le in summest, eodemi veluti si quis putauerit salsò transactionem sactam esse, quod salsa opinione transactionis solutum est repeti potest de la summass. eod, il ne saut donc point admettre le sals, tanguam ex sideicommisso, mais per condittionem indebiti, à repeter au nom de sa mere ce qu'elle

DE DROICT ET DE COVST. F. a quitté par vne sausse opinion d'vne donation saite à sa fille par ladite Charmoluë. La Loy 3. §. 7. sed si seruns ff. deconditione indebiji, est excellente à cesujet: où Cessus le jeune, apres auoir apporté l'opinion de son pere, qui merite par ses grands sens estre appellé Celsus entre les Iurisconsultes, & qui par la maxime generale croyoit en ces especes, où quelque chose est remise, ob cau-(amin prateritumrelatam, n'y auoir aucune repetition, etiamsi falfa esset, par la Loy damus ff. eodem: quia donare voluit. Toutes fois laudatur sententia du fils, qui meu d'vne grande équité auoit respondu sur le faict d'vn seruiteur, qui croyant par le testament de son maistre estre tenu de bailler dix escus à l'heritier pour obtenir libesté, cum codicillis pure libertatemesset consecutus, locum esse repetitioni. Cette mesme équité faisoit, qu'ayant ladite Martine esté deceuë, se croyant estre comme naturellement obligée ad winder, ayant quitté ce legs en contemplatio d'vn don fait à sa fille, qu'il y a lieu de repetition, cum ea causa finalis fuerit, arg. l. vlt ff de beredibus instituendis, & l.cum mater ff. de inoffic test. vt subueniatur, & deficiensilla caufa caufam habeat renocanda voluntatis, quand il apparoist qu'elle n'eust autrement donné: attendu mesme qu'au faist quise presente, quadam suspicio doli incidit. Vne pauvre semme vicille, destituée de conseil, chargée d'vn grand nombre d'enfans, en faueur desquels principalement la donation auoit esté saire, & induite par vn faux donné à entendre; qu'en ce cas, ex summa aquitate, il failloit subuenir, & à la mere & aux enfans.

Mais à cela Monsieur le Rapporteur respondoit, qu'en termes de Droist ces raisons ne pouvoient subsister ny avoir lieus en ce cas: d'autant qu'il falloit distinguer, suivant l'opinion de tous les Dosteurs, de falsa causam prateritum relata, quand quelque chose a esté pay ée ob falsam causam, pour laquelle i estimois estre obligé & tenu, comme par sentence, partransaction, comme heritier d'un dessunet: autrement en ce cas il y a lieu de repetition, toto tit se de sondist indebit. Mais quand ie donne liberalement nullo iure cogente, encores que i adiouste une cause passée, la consideration d'icelle, bien que fausse, ne destruit pas la donation, & n'y a lieu de repetition: qui substata illa causa remaner semper hac causa, quia donare voluit. C'est cette maxime de la Loy, damus, se de cond. indebiti: qui ideo dat quòd aliquid ab alio consecutus est, vel quod aliquid factum est, etiam si falsa causa sit, repetitionem non esse quia donare voluit. Et la Loy in summa. Sid quoque se codement

dit le mesme: quamuis quis falsò sibi persuaserit quod quis negotia sua gestisset. Mais s'il pense estretenu & obligé à cela ex causa antecedente, & par laquelle il pouvoit estre contraint, n'ayant eu aucune intention de donner, erit repetitioni locus, comme en l'espece de cette Loy alleguée au § 7. sed si serum, de la Loy 3. st de cond. indebiti, qui est singuliere en son espece: car autrement en la mesme Loy exopinione Celsi patris pro regula traditur constare, ea qua quis dedit ea spe quò d se abeo, qui acceperit remuner ari existimaret, vel amicio-

rem sibieum futurum, repetere non posse falsa opinione deceptum.

Et cela se traitte par la mesme distinction en matiere de legs saits ob falsam causam: quia ratio legandi legato non coharet, sed animus donandi, l. 72. cùm tale. S. falsa causa. st de cond. & demonst. Les exemples sont en la Loy 12. si ita legatum, & l. 17. demonstratio. S. quod autem st. eodem. S. longè autem. Instit de legatis. Or au faict qui se presente, animus donandi, estoit expressément adherant à la clause de la cession & quittemet qu' auoit fait ladite Martine de son legs, his verbis; Tant pour la bonne amitie que ie luy porte, que pour la consideration du don fait à Barbema sille. Laquelle dernière clause, comme fausse, estant ostée, tousiours demeure la première & principale, quia donare voluit vt cam sibi amiciorem redderet, comme dit cette Loy 3. S. sed si seruus. st. de cond. indebiti. & partant n'y a lieu aucun de reuocation de volonté.

Monfieur le Compartiteur repliquoit & disoit, que ces maximes en Droist n'estoient point si precises que ex causa, il n'y eust eu dinersité d'aduis entre les Iurisconsultes, pour restituer celuy qui se trouveroit auoir esté deçeu par vne sausse opinion, ex clausula illa, Si qua mihi iusta causa videbitur: de saçon qu'ils ont mis cette exception, nisi probetur alias donaturum vel legaturum non suiscette exception, nisi probetur alias donaturum vel legaturum non suiscette exception, nisi probetur alias donaturum vel legaturum non suiscette exception, nisi probetur alias donaturum vel legaturum non suiscette exception, nisi probetur alias donaturum vel legaturum non suiscette emonstrat. Et en la Loy 6 cum te. C. de pastis int. emp. les Empereurs ont respondu locum esse restitutioni, en cette espece si sundum quis sub certa rei contemplatione, veluti si aliquid secerit, exiguo pretio vendiderit: si celuy qui a achepté le sonds à cette condition, non prastiterit ex parte sua, il sera condamné de rendre le sonds & les struicts, pource qu'autrement l'autre auroit esté deçeu ou trompé.

Mais à cela Monsieur le Rapporteur respondoit, qu'il y auoit grande difference en Droi Linter caus am & conditionem: quòd caus semper in prateritum confertur, modus in suturum: modus concipitur his auerbis: Et aliquid fassat, vi monumentum condat: vi pabulum muni-

DE DROICT ET DE COVST. F. eipibus prabeat: causa verò, quia negotiamea gessit, quia mihi tale quid fecit: & se rapporte tousiours à ce qui a esté ja fait. Comme en ce faict, Enconsideration du don fait à Barbe ma fille. Or au faict de cette Loy 6. cum te.C. de pastis, c'estoit modus vel conditio, qua deficiente, il est certain qu'es contracts innominatis locus est panitentia, & competit condictio ob causam dati causa non secuta, toto tit. de condictione ob causamdat.ff. & C.eod. car en l'vn & en l'autre cas, causa promodo accipitur, commetiennent tous les Interpretes: vt plerumque en Droict modus pro causa & causa pro modo, l. vltima.ff. de heredibus instituendis: & ibi Interpretes. Car en l'espece mesmes de la Loy, sitta legatum.ff.de legat.z. si le testateur au lieu de dire, Quoniam maior natu decem ex arca sumpsit, anoit dit, si maior natu decem ex arca sumpsit, aut, si Titius negotia mea gessit: tot habeto, tot percipito: en ce cas, pource que le testateur n'a pas crû asseurément la cause pour laquelle il leguoit, mais suspensa voluntate, il n'a voulu leguer que lous cette coditio, Si telle chose avoit esté faite, fi ea causa falsa sit, corruit legatum, l.17. demonstratio. S. quod autem. ff. de conditionibus & demonstrat.pource que par les mots du testateur, il appert non alias legare voluisse. Et par la mesme raison, encores que falsa causa non vitiet legatum, d.l. 72. cumtale. S. falla.ff. C. eodem toutesfois si probetur alias testatorem legaturum non fuisse, le legs ne sera point deub, d.S. Mais cette preuue doit estre faite par l'heritier: car autrement causa legandi legato non coharet: & cette cause fausse ostée remanet semper illa, qu'il a voulu donner, qu'il a voulu exercer sa liberalité: qui est la cause premiere & inherente en toute espece de donation.

F. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. en ce cas aufa ligandi liberationem fuit solutio qua coharet legato. Inserpretes d. loco in verbis, nisi liquido probauerit errore lapsum testatorem. Comme austi la cause de l'institution d'heritier: quandil appert qu'elle à esté fondée sur la consanguinité ou cognation, cette cause est presumée tellement coherante & finale, vt si falsa sit, corruat institutio & legatum, in 1.4. & 1.7.nec apud. C. de hered. instit. comme en cette Loy derniere. C. eodem, alleguée par Monsieur le Compartiteur, Quoniam quos beredes mihi habere volui non habui, cum falso rumore mors instituti heredis perlata fuisset, l'institution faitesous cefaux bruit, & auec vn regret de ce que sa premiere volonté n'auroit pû sortir effet, monstre l'intention finale du testateur: laquelle estant fausse, vitiat secundam institutionem. Si entout ce fait il n'y a rien de pareil; l'on ne void point, neque ex verbi, neque ex interpretatione aut mente, que l'intention finale du quittement de ce legs de cent cinquante liures, air esté la consideration du don qu'elle croyoit auoir esté fait à sa fille, sed vt amisioremeam redderet, comme dit la Loy: tellement que deficiente illa caufa, le demandeur ne faisant point de preuue au contraire, toussours la donatio subsiste pour la bonne amitié qu'elle luy portoit. Et n'a esté besoin d'aucune acceptation ou infinuation, quia nihil tradebatur, sed iuri suo renuntiabat: remittentibus autem actionos suas, ampliusad eas non datur regressus. Et ne sert de dire qu'elle estoit vieille, qu'elle a esté deceue, qu'il y a eu dol, & de la surprise; car ce sont failts. qu'il faudroit prouver ; dolus enim non prasumitur misi probetur. Et partant Monsieur le Rapporteur soustenoit, non sans grandes raisons, son aduis estre plus iuridique & plus appuyé de raisons de Droi & loint qu'elle condamnoit l'heritier de satisfaire à la caule faussement énoncée, & ce moyen estoit tout dol, & toute surprise & deception. Neantmoins par vne grande équité, & pour la faueur des enfans, & le grand nombre d'iceux, en consideration duquel mesme le legs auoit esté fait, l'aduis de Monsseur le Compartiteur emporta tout d'vne voix, sçauoir est de remettre les parties entel estat qu'elles estoient auparauant la dite renonciation, & condamner melme l'heritier de ladite Charmolue au payement des arrerages de ladite rente depuis le deceds du teflateur, le 18, Auril 1608.

to a glade to the historical registration and the state of the state o

ance's contacted appearance when you proof they a live director; to

FIEF ESCHEV PAR FIDEICOMMIS.

Es choses feodales arriuées par droict de fideicommis ou substitution à une famille par succession, bien que collaterale, l'aisné prend son droict d'aisnesse.

III



NTRE Iean de Lirard, Escuyer fieur de Colombrie- An rapport res, & Damoiselle Louyse de la Baie sa semme; & de Mondeux Charles de Laufernat, Escuyer, & Damoiselle Anne de Calais sa femme, appellans d'vne part : Et Patil de

la Baie leur frere aisné, intimé d'autre.

Le saict estoit qu'en l'année 1573. le 18. Octobre Damoiselle Claire de Millaud, & Anne de Millaudsceurs, firent entre elles vn contract de donation mutuelle de tous les biens, meubles & immeubles, contenant en soy vn fideicommis graduel en la personne de leurs enfans, & au survivant de l'vn d'iceux, succedant à ses freres decedez sans enfans. Les deux sœurs donc estans decedées, & leurs biens estans tombez par le moyen de cette donation graduelle en la famille des Baies, la question estoit, si l'aisné d'iceux pounoit pretendre son auantage de droict d'aisnesse esdits biens escheus en vertu d'vne donation entre viss, & non par succession. Car estans tous les enfans de l'vne & l'autre sœur, nomine collectino appellez par ce contract, & estans coniunctive & verbis, il sembloit qu'ils sussent in viriles partes instituti & quasi substituit tacité, suivant la disposition de la Loy, Qui quartam. S. si quis wnam summam filiabus legauerit. ff. de legat. 1. est enim inter illes ius ucrescendi. Or il est certain que quand 2. ou 3. sont instituez, & coniuncti sunt re & verbis, si nulle partes adiecte fuerint, intelliguntur inviriles & aquales partes instit. 1.63. heredes ff. de hered.instit. 1.36 ff. eod. Tellement qu'il sembloit que l'aisné fust appellé également comme les autres. Mais à cela on disoit que cette disposition ne pouvoit pas operer davantage, quam vt ordo fuccessionis servaretur, & n'auoient expressément derogé aux Coustumes: ils n'ont pas crû que leur bien fust autrement parragé entre leurs enfans, qu'il estoit statué & ordonné par icelles, estant certain que distos154 F. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. tio hominis tollit provisionem legis, si modò provisio illa pendeat ex futuro, & sit in pendenti. Mais non pas si la Loy à disposé purement & simplement, comme les Interpretes ont decidé en cette Loy derniere, Cod. de patt. conu. Car autrement il seroit en la puissance des particuliers de déroger par contracts à la disposition des Coustumes, ne le pouuant mesme saire par testament : Cum non possit quis facere quin leges in testamento suo locum habeant. Et partant fut la sentence confirmée des Presidiaux de Sens, en ce qu'elle auroit ordonné que l'intimé qui estoit l'aisné; prendroit l'auanrage porté par les Coustumes és terres seodales contenues au partage des biens prouenans desdits Millaud, par le moyen du fideicommis graduel apposé en ladite donation, & par la succelsion de Claire Millaud fille d'Anne Millaud satante derniere de: cedée. Iugé le 3. Iuillet 1604.

CLAVSE DE FOURNIR ET FAIRE VALOIR.

Que le Cessionnaire d'une rente ne peut agir contre son cedant en vertu de la clause de garentir, fournir et faire valoir, sans auoir prealablement discuté les biens du principal debteur: & s'il ne s'est opposéaux biens d'iceluy, il perd le recours contre son cedant, pour les sommes dont il eust pû estre mis en ordre.

Prononce en robbes rouges par Moficur le Prefident Seguier.



E faiet de cette question prononcée en robbes rouges à la prononciation de Pasques, a esté misen lumiere entre les Arrests de Monsieur Louet; lequel ayant esté de la s. Chambre, & partant mieux instruit des raisons d'iceluy, qu'aucun autre, il seroit inutile & superflu de les déduire, ne ser

pouuant rien adjouster. Ie ne mettray donc en cet endroit que les raisons decissues de ladite question, ainsi que le l'ay pû requeillir de ce grand Oracle de Instice Monsieur le President Seguier. Ladite question sut iugée, au rapport de Monsieur Garraut en la 5. Chambre, entre Claude & Jeanne Guillon cedans: delarente, & Godefroy cessionnaire.

DE DROICT ET DE COVST. F.

Par Arrest du 2. Auril 1602. & prononcé en robbes rouges, le 11. dudit mois, la sentence du Preuost de Paris est mise au neant sans amende; en emendant les Guillons sont condamnées payer les arrerages de la rente dont estoit question, discussion prealablement saite des biens du debteur principal de la rente, & deduction premierement saite sur les arrerages, & apres sur le sort principal, si tant se montent les sommes de deniers pour lesquelles ledit Godesroy cessionnaire pouvoit venir en ordre, s'il ne se sus sur les sont en ordre, s'il ne se sus sur les sont est de deniers pour les seus de deniers pour les seus de deniers pour les seus de seus de seus de contra les seus de deniers pour les seus de se

La raison generale & decisiue est, que cura medy temporis, pour da soluabilité du debteur principal, appartient au cessionnaire, qui est tenu d'apporter vne exacte diligence pour se conseruer au droist de ses hypotheques: autrement cette grande negligence de laisser passer par decret le bien du debteur sans s'opposer, est presumée vne fraude pour opprimer les cedans, & les faire condamner en vertu de cette clause de garentir, sournir & saire valoir, au payement tant du sort principal de la rente que des arrerages, apres que le debteur auroit estéreduit à vne insoluabilité sans s'estre opposé. Car estant maistre de la rente, periculum & casus ad eum pertinet & in re sua diligentia: tellement que le cedant est tenu de luy payer quanto minus à reo servari poterit. Et furent remarquées en la prononciation dudit Arrest, nona quadam Iurisprudentia, deux questions assez ordinaires, & neantmoins diuersement jugées, qui furent decidées pour n'en plus douter.

La premiere, qu'auparauant la discussion de tous les biens du debteur, & non des speciales seulement hypotheques, portées par le contract, le cessionnaire ne peut agir contre son cedant en

vertu de cette clause de garentir, sournir & saire valoir.

La seconde, que cura medij temporis, depuis la cession de la rente, & que le cessionnaire est fait maistre & seigneur d'icelle, luy appartient, & doit veiller sur les hypotheques: d'autant que la clause de garentir, sournir & saire valoir, mesme de payer, si l'onn'y adiouste, apres vn simple commandement, non amplius operatur quam quanto minus à reo sernari potuerit: C'est à dire, apres discussion faite en temps & lieu: & à ce propos sut alleguée la Loy 116. S. decem à Titio stipulatus. sf. de verb. obligat. in illis verbis, à Mauio enim ante Titium executio non restè petetur. Car la stipulation par laquelle Mæuius s'est obligé de payer, si à Titio exigi

F. ARRESTS DECISIFS DE QUEST.

non posset, est conditionnelle, & pendente stipulationis conditione in-

certum est an debeatur à Mauio.

Il est bien certain que par le stile du Chastelet, & quelques Arrests, ces mots garentir & faire valoir, estoient auparauant cét Arrest égalez en leur force à cette clause de Droist, Fide meaesse iubeo si reustibi non soluerit, qui sont au S. dernier de la Loy 16. sideiussor.ff.de sideiussoribus. C'est pourquoy sans discussion precedente, & sans aucun soin de la part du cessionnaire le cedant estoit tenu si reus appellatus quoquo modo non soluisset, disto s. Mais qu'auiourd'huy par cet Arrest les cedans ne sont point estimez ou fideiusseurs ou coobligez à la rente en vertu de cette clause de garentir, fournir, & faire valoir, adjoustée à la cession d'icelle, & sont seulement obligez subconditione, si totum à Mauio exigi planta of the top to the tribles. ne produced appropriate two first and

FRERES CONSANGVINS ET VTERINS.

En la Coustume de Touraine ; ctiam en matiere de successions de roturiers, les enfans des sœurs consanguines excluent les freres vierins en succession mobiliaire.

An rapport NTRE les Houdriets freres vterins de Marie Hubi dede Monfieur de Villeme-de Villeme-seau. tenant, d'vne part: & Pierre Thomas, & consorts, enfans de l'acquette Hubi, sœur consanguine de ladite Marie Hubi: Fut iugé que les dits Houdriets ne pounoient pretendre aucune chose en la succession des biens, meubles & acquests immeubles de la deffuncte, ains qu'ils en estoient exclus par les representans celle qui estoit conjointe à la desfuncte, exvtroque latere, & ce suiuant les articles de la mesme Coustume, 287.288 & 289. qui sont exprés, lesquels bien qu'ils soient mis & escrits sous le titre de la succession des nobles, neant moins fut iugé avoir aussi lieu en la successió des roturiers pour deux raisons: Pyne que cette decision estoit conforme à la dispositió du Droist Ciuil & commun, par la Loy quacumque. Cod. de bon. qua lib. l'autre, que n'y ayant rien de disposé au contraire en la dite Coussume

DE DROIGT ET DE COVST G. sous le tiltre des roturiers, casus omissus remanebit in dispositione iuris communis. Ledit Arrest fut donné le 25. Mars 1602.

GARENTIR ET FAIRE BONNE VNE RENTE.

Que ces mots, Garentir & faire bonne vne rente, idem operantur, que Garentir & faire valoir apres discussion.

NTRE Maistre Gabriel Buignon mary de Da- Au rapport moiselle Caron, auparauant vesue de dessiun et de Monsseur lean de Sellieres, tant en son nom que comme Forget, tuteur de ses enfans, demandeurs en declaration d'hypotheque, d'vne part : & Adrian de Cugnieres Greffier hereditaire du Grenier à Sel d'Amiens, fils & heritier de Damoiselle Antoinette Pelé vesue de dessunct Florent Praie, deffendeur en ladite declaration d'hypotheque,

Le faist est, que ledit Iean de Sellieres se dessit de son Estat de Greffier au Grenier à Sel d'Amiens, entre les mains de Florent Praie, luy ceda & transporta certaine rente de quatre-vingts vnze liures treize sols quatre deniers, qui luy auoit esté constituée par François Cornet sur tous & vns chacuns ses biens, & laquelle par ledit contract de cession il promettoit garentir, & faire bonne audit Sellieres. Cette rente fut bien payée quelque temps: mais enfin par le mal-heur des guerres ou autrement ledit François Cornet debteur principal de la rente demeure insoluable: plusieurs heritages à luy appartenans sont vendus & decretez, à la vente desquels ledit Sellieres & ses heritiers & ladite vesue Caron s'estans opposez ils n'auroient pû venir en ordre: Si disoient donc que le desfendeur qui estoit en possession de l'Estat de Greffier; & pour & au lieu duquel ladite rente constituée sur ledit François Cornet auoit esté transportée, que n'estans payez & ne pouuans venir en ordre sur son bien, qu'ils estoient bien sondez à demander de rentrer dans ledit Estat, quasi pretio nors

d'autre.

139 G. ARRESTS DECISIFS DE QUEST.

foluto, selon le S. vendita verò. Institut. de rer. diuis.

Au contraire le dessendeur, apres auoir fait certaines offres de payer la moitié de ladite rente, lesquelles depuis il auroit revoquées ayant obtenu lettres à cét esfet, soustenoit pardeuant le Bailly d'Amiens, ayant esté le demandeur debouté de sa reiuindicarion par le Preuost de Mondidier, laquelle ne pouvoit avoir lieu en ce cas : d'autant que semel dominium translatum fuerat pretio soluto, par le moyen de la cession de la rente, & re tradita, que mesmes il n'estoit tenu aucunement du payement & continuation de ladite rente, & soustenoit le demandeur non receuable en sa declaration d'hypotheque, à ce que l'Estat fust declaré affecté & hypothequé pour le tout à la garandie de la diterente: d'autant que par les mots de la garandie, il apparoissoit que deffun & Florent Praie, luy viuant mary d'Anthoinette Pelésa mes re, dont il estoit heritier, n'auoit promis garentir, fournir & faire valoir icelle rente, tant en sort principal qu'arrerages, ainsi qu'on a accoustumé de stipuler : quo casu non solum promittitus cuictio iuris, sed etiam facti, videlicet debitorem fore soluendo. Molineus intractat. de vsur. quast. 62. & partant apres discussion le cedant responsable. Mais qu'il auoit seulement promis la garentin & faire bonne: laquelle clause n'emporte autre chose que ce que nous disons en Droi &, bonum nomen, locupletem esse debitorem.l.1.ff. ad S.C. Macedonianum: scauoir est au temps du contrast, non autem in perpetuum. Car mesme s'il n'eust adjousté, & faire bonne, la promesse de garentie n'opereroit autre chose, que nomen subesse; non etiam locupletem esse debitorem, par la Loy, Si nomen sit distracti. in verbis, debitorem quidem esse oportet, sed non locupletem prastari oportet.ff. de hered. vel act. vend. quia tune nomen tale quale est vendidisse intelligitur.l. si plus. S. vlt.ff. de euictionib. Or qu'en ce faict à la verité on auoit promis faire bonne la rente, mais que cette promessene se pouvoit estendre qu'au temps du contract, & non pas in futurum, pour rendre le cedant tenu de l'insoluabilité du debteur, mesme suruenuë depuis le contract, comme icy ayant esté ledit François Cornet principal debiteur ruiné à l'occasion des troubles; lequel au temps du contract estoit notoirement soluable: estant certain par les maximes de Droict en toute vente, que le peril precedant le contract est au dommage du vendeur, & le subsequent de l'achepteur. l. necessario. ff. de pericul. 69 comm. reivend. & est nommément decidé en la Loy 96. pupillo. 5.

DE DROICT ET DE COVST. G.

foror.ff. de solut. que inopia superuenientis periculum ad nominis emptorem pertinet. Et par ces raisons soustenoit n'estre aucunement tenu de l'insoluabilité dudit Cornet.

Au contraire le demandeur soustenoit estre bien sondé: à ce que l'Estat comme immeuble, estant les Estats des Greffiers reputez immeubles, fust declaré affecté & hypothequé au payement & continuation de ladite rente, si mieux n'aimoit deguerpir: d'autant que ces mots, garentir, fournir & faire bonne, emportoient autant comme garentir, fournir & faire valoir; c'est à dire bonne, sinon perceptible: lesquels alioqui superflua forent, veu que la seule garandie emporte que la rente est bonne & bien constituée lors de la cession : tellement que selon la doctrine de Balde, vt aliquid operentur etiam potius sunt improprianda. Car quant aux Loix alleguées, la Loy si nomen, & la Loy si plus, elles contiennent leur exception, nisi nominatim aliud conuenit, etiam idoneum debitorem esse fore, comme par ces mots de faire bonne, lesquels en matiere de rentes qui sont perpetuelles & non racheptables à la volonté du debteur, se qui sont escheantes in diem successivement quant aux arrerages, & quant au sort insques au iour du rachapt, ne pouuant estre imputée aucune negligence au cessionnaire, quin'a sçeu contraindre le debteur de rachepter, ne peuvent estre autrement entendus que le cedant qui fait bonne la rente, qu'il a promis bien exigible, bien perceptible iusques au iour du rachapt: & partant ayant fait vne discussion entiere des biens du debteur, n'estant plus perceptible, qu'il estoit bien sondé en ses conclusions, à ce que l'Estat qui avoit esté affecté à l hypotheque par le cedant, fust vendu pour toute la somme principale, si mieux le dessendeur n'aymoit iceluy deguerpir.

Sentence fut renduë par le Bailly d'Amiens, par laquelle l'E. stat est declaré affecté & hypothequé au payement seulement de la moitié de la somme principale, & cependant condamné à

payer icelle, si mieux n'aymoit deguerpir.

Appel, sur lequel interuint Arrest du 29. Ianuier 1604. par lequel faisant droict sur le tout, l'appellation & sentence est mise auneant sans amende, & en emendant ledit Cugnieres dessendeur est condamné payer & continuer la somme de quarante sing liures seize sols huist deniers, faisant moitié desdits quatre-vingts vnze liures trois sols quatre deniers de rente, transportée par ledit Florent Praie audit Sellieres; & pour l'autre

moitié de la dite rente montant à pareille somme, a declaré le dit Estat de Greffier au Grenier à Sel d'Amiens, ensemble dix-huist iournaux de terre possedez par le dit Cugnieres, assedez & hypoquez au payemet & continuation d'icelle moitié, pour estre yendus, discussion prealablement saite, tant sur les biens du principal debiteur François Cornet que du dit Praie; sans despens.

Trois questions surent jugées par cet Arrest : la premiere, que qui a cedé vne rente & promis la garentir, & faire bonne, s'est obligé apres discussion faite sur le principal debteur, tout ainsi que celuy qui a promis garentir, fournir & faire valoir. A cecy peut-on rapporter l'Arrest cy-dessus rapporté & prononcé en robbes rouges par Monsieur le President Seguier, qui est le quatriesme de la lettre C. La raison principale est, qu'encores que periculum semper ad emptorem pertineat, par la maxime de Droist, toutesfois s'estant constitué par ces mots comme fideiusseur, aut compromissor du debteur principal, au cas qu'il fust insoluable, periculumillad in se recepit: tellement que le cas aduen ant il en est tenu, quia in hoc sideiussor accipitur ne creditor in damno sit. Apparoissat donc qu'autrement le cessionnaire seroit en perte ayant discuté les biens du principal debteur, le cedant qui à promis de faire bonne la rente ou bien promis la garantir, fournir & faire valoir, est tenu de la payer & continuer au lieu du debteur principal. Les autres raisons sont inserées dans l'Arrest prononcé par mon. dit sieur le President Seguier.

La deuxiesme question estoit, qu'vn Estat de Gressier hereditaire est vn immeuble, & tellement immeuble qu'il peut estre
suiuy par hypotheque en la personne de l'heritier: tellement
que les deniers prouenans de la vente sont distribuez par ordre
d'hypotheque, & ne sont sujets à contribution comme meubles en cas de desconsiture, suiuant l'article 95, de la Coustume
de Paris, qui ne parle que des Ossices venaux & non pas hereditaires, lesquels sont reputez immeubles, non ex natura sua, sed ex
vi de la saisse, quand l'Estat a esté saisse na personne du debteur:
& la question auoit esté sugée auparauant entre les creanciers
de seu le Pileur en la cinquiesme Chambre au rapport de Monsieur le Prestre, & sur jugé que tels Estats peuvent estre poursurint, pour ueu qu'ils ayent esté saisse sur le debteur. Alias ungé
aurapport de Monsieur Buisson en l'année 1608. entre Nicolas

DE DROICT ET DE COVST. G. 161 Foucaut appellant de la sentence donnée par le Seneschal d'Anjou ou son Lieutenant à Saumur le 28. Nouembre 1606. d'vne part: & Renée Iacob & consors, intimez, d'autre: Qu'un Office venal, etiam, here ditaire non saisi sur le debiteur ou son heritier ne pourraestre poursuiuy par hypotheque, sur celuy qui auroit esté pourueu du dit Estat parresignation ou demission, encores que le resignataire fust fils du debiteur, mais non son heritier.

La troissesme question, que Florent Prayemary d'Anthoinette Pelé, ayant seul contracté & obligé le fonds commun, ita eum affecit iure pignoris, encores que sa semme n'ait parlé au contract, qu'apres la dissolution de la communauté, il ne suffit que sa femme ou son heritier paye la moitié, estant detenteresse du total ou departie; mais il faut qu'elle paye toute la debte, ou qu'elle deguerpisse ce qu'elle a eu, ita tamen vt non teneatur que insques à la concurrence de la communauté, sauf à elle son recours contre

les heritiers de son mary. Cette question sembloit plus douteuse, d'autant que comme celuy qui rem communem pignori obligauit, non nise pro parte sua eam obligare intelligitur, partem autem socij nullomodo obligare potest, l.1. Cod. si communis res pignor. oblig. sit : combien qu'à la verité la division puis apres faite entre les communs & compartageans ne peut preiudicier au creancier, quin cuius que partis dimidiams habeat sibi obligatam, & partem illam indivisam perseguatur etiam en maintierce, 1.7. si consensit. & vlt. ff. quibus modis pignus vel hypoth. contr. Toutesfois quant à l'effet du payement, il est certain que le compartageant qui n'est point obligé & qui ne l'a iamais esté, & duquel aussi par consequent la part n'a pû estre obligée, repellet exceptione creditorem, en luy offrant ou l'argent à quoy la part que son compartageant luy a obligée peut monter; de saçon qu'il retienne tout le fonds en payant la debte, ou bien qu'il luy baille l'estimation de la sienne en retenant par luy le tout, ne semper in communione remanere cogatur: & par le moyen de cette exception il élude l'action hypothecaire du creancier: & est vray neantmoins qu'il aura le prix entier de sa part & portion, & ita quedammodoremipsam, & nesera point tenu hypothecairement de payer plus que la part de son frere peut monter, c'est à dire la moitié de la debte. l. 2. C. commun. divid. l.7. C. communia vtr. ind. tam commun. divid. quam samil. ercis. Aussi en ce cas il sembloit que la semme & son heritier en payant la moitié de la debte deust estre quitte

d'autant distracto toto pignore, il semble qu'elle doine toucher la moitié du prix en payant ce qu'elle doibt à cause de la communauté, é sis en esset ne payer que sa moitié, & non point apres la discussion du bien du mary, l'obliger au payement de la somme entiere, & declarer sa part assedée & hypothequée pour estre venduë, & les deniers baillez aux creanciers: Car il semble au contraire par le Droict qu'ayant le creancier discuté vne partentiere, il ne soit plus receuable à poursuiure l'autre, ciem non nissemme partem obligatam habeat ab initio.

Mais d'autant que, & voicy la raison decisoire, nous considerons en la communauté du mariage, le mary non comme socium, mais comme ravoriu, dominum & maistre de la communauté: tellement qu'il peut vendre, aliener, disposer, mesme donner ce qui est commun, sans le consentemet de son associée, & partant constituer hypotheque, art. 225. de la Coustume de Paris, cettehy. potheque ayant esté bien & deuëment constituée, encores qu'apres la mort & dissolution de la communauté, partage & division ait esté faite entre les heritiers du desfund & le survivant, cette diuisson ne pouvoit preiudicier au creancier, qu'il ne puisse poursuiure la solidité de son hypotheque contre la part mesme qui est escheuë à la femme ou à son heritier, estant certain que pactis & divisionibus privatorum ius creditoris minui non potest. Or ce droist du creancier estoit tel, qu'il pouvoit pendant la communauté faire vendre & decreter tour le fonds pour la debte, encores que la femme n'y eust point parlé: diuisione ergo facta idem ius manebit creditoris. Toutesfois cét Arrest tempere la rigueur de ce droiet par vne équité: car en ce qu'il ne l'a condamné à payer l'autre moitié de la debte, qu'apres la discussion tant du principal debiteur, que de Florent Praie, il ne l'a voulu tenir heritier de sa femme, que pour tiers detempteur, n'ayant iamais parlé au contract: & partant qu'il peut deguerpir, & ne peut estre tenu que iusques à la concurrence de ce qu'il tient de la communauté, & non pas dauantage.

GRIEF D'APPEL.

Qui a cotté vn seul Griefen vn appel indefiniment interjetté, ne peut apres l'Arrest sur ce interuenu cotter nouveaux Griefs.

V G E' l'année 1601, que celuy qui a appellé d'vne de Monsieur sentence indefinimet, & neantmoins n'auroit con- Perrot. testé que sur vn seul Grief, sur lequel seroit internenu Arrest infirmatif ou confirmatif de la sentence, ne peut puis apres cotter vn nouueau Grief de laditesentence, ayant tacitement acquiescé aux autres.

HERITIER SIMPLE ET PAR BENEFICE D'INVENTAIRE.

En la Coustume de Poictou l'heritier pur & simple en ligne dire-He n'exclud l'heritier par benefice d'inuentaire.

par Arrest prononcé en robbes rouges par Monsieur le robbes rou-President de Thou à la prononciation de Pasques le seur le Pres Mardy 17. Auril 1602. bien que les anciens Practiciens ydent de eussent resolu au contraire par leurs opinios, Masuer.tit.desuccess. S. item si ille qui proximior. Chassan, tit. de success. S. 13. D'où vient qu'on met encores ordinairemet aux lettres de benefice d'inuentaire cette clause tirée de la regle des anciens Practiciens, Pourneu qu'il n'y ait autre qui se dise heritier simple. Aussi la Coustume de Paris l'a ainsi receu au titre des successios art. 342. L'heritier en ligne directe qui se porte heritier par benefice d'inventaire, n'est exclus par autre parent qui se porte heritier simple. La raiso est que l'heritier par benefice

d'inventaire est aussi bien heritier comme celuy qui se porte hesitier simple, & saisi par la Coustume en vertu de l'article, Le mors

La esté jugé en cette sorte en la Coustume de Poistou, Prononcéen

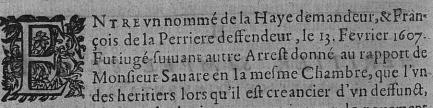
164 H. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. Saisit le vis. Maxime en succession directe, en laquelle iure suitatis continuatur magis dominium quam de nouo acquiritur. Et ne seroit raisonnable de le priuer de l'heredité, sous pretexte d'vn benefice de droict par luy obtenu, pour s'asseurer en la gestion d'icelle, & qu'vn autre plus asseuré que luy se voulust porter heritier simple.

HERITIER CONTRE SON COHERITIER.

Qu'vn heritier peut agir contre son coheritier pour la debte qui luy est deuë, sa part & portion confuse solidairement & pour le tout.

II.

Au rapport de Monsieur de la Nauue.



dinocatante chi andi bica heri ner comune colu

pour quelque somme de deniers, peut agir pour le payement de ladite somme à luy deuë, & s'addresser contre l'vn de ses coheritiers, non seulement personnellement pour estre payé de la part & portion qu'il peut luy deuoir, comme heritier du defunct, mais aussi hypothecairement pour estre payé in solidum, de toure la debte, sa portion consuse, selon la Loy premiere pecuniam.ff. de hered. action. qui y est expresse. La raison de la difficulté est, qu'il semble que cette action hypothecaire ayant une reflexion mesme contre luy, estant aussi hypothecairement obligé, qu'il ne soit receuable à demander ce dont il est tenu luy-mesme, & per circuitum quodammodo occultatur illa actio. Mais il est raisonnable qu'à la charge que s'il arrive que l'vn des heritiers decede infolnable, qu'il porte la dite insoluabilité pour la part & portion dont il est heritier, & aussi sa part & portion confuse l'action luy soit libre pour demander hypothequairement le surplus de la debte à vnde ses coheritiers. the and the property and the

witer fimple, at last out and envertuged anteler as any

HERITIER DES PROPRES DE LA ligne dont ils sont venus defaillant, qui doit y succeder.

Quand les beritiers de la ligne paternelle defaillent pour succeder aux propres d'un deffunct, on reprend la ligne maternelle à l'exclusion du sisque ou du Roy, & haut-iusticier.

the state of the second state of the second state of the second s

NTRE Edmée Hubert, vefue en dernieres nopces de seu lacques Gobert, & auparauant vesue en pre- de Monsseur mieres nopces de dessunct lean de Blery, natif du Seguier, pays d'Artois, ayant laissé Anthoine de Blery son fils & heritier, appellante de la sentence donnée par le Preuost de Paris, d'vne part: & Nicolas Torquet Maistre Barbier & Chirurgien à Paris, ayant droiet par donation à luy faite par les Religieux, Abbé & Conuent de Sain & Geneuiesue du Mont de Paris, sut iugésuivant l'article 330. de la Coustume de Paris, qu'encores que par la regle obleruée en France, Paterna paternis, materna maternis, ce qui est propre paternel soit du tout destiné à l'estec paternel: toutes sois quand il n'y a aucuns heritiers dudit costé, l'on reprend l'autre ligne à l'exclusió du fisque ou du Roy, ou du seigneur haut-iusticier, lequel ne peut venir que post omnes heredes, si exviroque latere deficiant: ce qui auoit esté soleninellement jugé auparauant, & prononcé en robbes rouges la veille de Noël mil six cens onze, au profit de Maistre Claudele Quard, Aduocat au Conseil Priué du Roy, à l'encontre des donataires du Roy. Maistre Claude le Quard auoit espousé Mar. guerite de Merueilles, fille de Henry de Merueilles, & Margueguerite de Lassa ses pere & mere, tous deux Flamands de nation, & ainsi la semme dudit le Quart Flamande, elle auoit obtenu lettres de declaration de naturalité verifiées en la Chambre des Comptes: elle decede, laissant Henry le Quardson fils, depuis decedé, duquel le pere se disoit heritier, tant des meubles que des propres, puis qu'iln'y auoit aucuns parens regnicoles du costé maternel. extinued by this delicatestique

Au contraire les donataires du Roy & Monsieur le Procureur

166 H. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. General soustenoient que les propres appartenoient au Roy, puis que la ligne d'où procedoient les biens venoit à manquer: d'autant que c'estoit tout de mesme n'auoir point de parens du tout, ou n'en au oir point du costé & ligne d'où procedet les biens capables de succeder: & alleguoit vn Arrest ancien, capporté par Bacquet en son Traitté du droiet de desherence, & transcrit au registre Olim, inter arresta facta in Parlamento anno Domini 129 8. suiuant lequel les anciens Practiciens, comme Masuer in sua Practica, & autres, ont tenu que le Roy estoit admis en ce cas, à l'exclusion de l'autre ligne qui est du tout estrangere. Mais nonobstant toutes ces raisons, & autres amplement alleguées, sut ledit le Quard maintenu & garde en la possession & jouissance de tous les heritages propres & biens meubles delaissez par le trespas de Henry le Quard son fils: Austi ladite vesue Hubert appellante, fut en renuersant la sentence du Preuost de Paris, maintenuë en la possession de tous les biens meubles & propres, delaissez par le le trespas d'Antoine de Blerison fils, à l'exclusion dudit donataire, qui estoit opposant à sin de distraire la moitié d'vne maison size aux faux-bourgs S. Marcel, qui auoit esté acquise pendant la communauté de son premier mary lean de Bleri: & depuis pour vne moitié fait propre à Anthoine de Bleri son fils decedé puis apres mineur, & en fort bas aage, ne laissant aucuns heritiers regnicoles capables de succeder: ce qui sut ingé par Arrest le 7.Septembre 1604. Et depuis en la Coustume d'Anjou, au rapport de Monsieur Seguier en la mesme Chambre, & par la mesme raison:

Entre René Grosbois Escuyer, mary de seu Damoiselle Olive Guimel, appellante de la sentence donnée par le Seneschal d'Anjou, ou son Lieutenat à Saumur, le 13. Ianuier 1604. d'vne part: & Damoiselle Perrine de la Porte, vesue de seu Iacques Catalere, & consorts, heritiers de la dite Olive de Guimel intimez, d'autre: en interpretant l'article 268. de la dite Coustume d'Anjou, sutingé le 6. Aoust 1604. que s'il ne se trouve aucun parent de l'estoc & ligne, dont les heritages & biens immeubles dela issez par le desfunct sont procedez, & que le seigneur repudie ou obmette le droict de succeder qui luy appartient nommément par la Coustume, qu'en ce cas les heritages appartiendront aux parens du

HERITIER TRESOMPTIF EN LA COVSTVME DE TOVRAINE.

Qu'en la Coustume de Touraine le mot d'Heritier presomptif és articles prohibitifs de donner à iceluy heritier, doit estre entendu de l'heritier qui est en degré plus proche or plus habile à succeder, bien qu'il ne prenne rien en la succession.

IV

E procez party en la deuxiesme Chambre des Sur procez Enquestes, apres auoir esté dereches party en la party. premiere.

Iugé qu'en la Coustume de Touraine le mot potteur, & d'Heritier presomptif, mis en l'art. 233. & 234. ti- Chatton Copatitions tre des donations, & en l'art. 325, titre des testa.

mens; par lesquels articles toutes donations ou legs saits par vn testateur à son heritier presomptif, sont nulles, se doit entendre de l'heritier qui est en degré plus proche & plus habile à succe-

der, encores qu'il ne prenne rien en ladite succession.

Le faict est, que François Leger sieur de Lauconniere, Secretaire de la Reyne Elizabeth, & Intendant de sa maison, decedé en sa maison de Lauconnierre, assise en Touraine, le huicliesme Aoust 1591, sans enfans, delaisse plusieurs heritiers collateraux, les vns des propres, les autres des meubles & acquests: sçauoir est, Marin le Vacher, Iean Chappelle, enfans d'une sœur germaine, heritiers des meubles, & Marguerite Leger, & autres enfans d'vne sœur, mais d'vn costé seulement, heritiers des propres, suivant la Coustume de Touraine. Il fait deux testamens, l'vn en 87, tout escrit & signé de sa main, par lequel il legue la somme de sept mil liures ausdits Leger, & consorts: L'autre en 1591, contenant aussi plusieurs legs, forsceluy de sept mil liures qui auroit esté obmis: lequel testament par Arrest de la Cour donné en ladire cinquiesme Chambre des Enquestes est declaré nul. Mais entre autres personnes, procez s'est meu en execution de cét Arrest, entre lesdits Leger, & consorts, demandeurs, d'vne part: & lesdits le Vacher, & consorts, dessendeurs d'autre; sur ce que lesdits Leger di-

Sur procez party. Mcsheurs de Fottia, Rappotteur, & Chatton Copartiteur 168 H. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. soient qu'incontinent apres le deceds dudit testateur, ignorans ce premier testament, ils auroient accepté l'heredité des propres dudit desfunct, qui leur estoiet escheus par la Coustume de Touraine, en laquelle le testateur estoit decedé; mais soustenoiet estre bien receuables, par le moyen des lettres par eux nouvellement obtenuës, à demader le legs de 7000. liures, porté par le premier testament de 1587, attendu que le dernier qui sembloit le reuoquer, auroit esté declaré nul par ledit Arrest, & renonçoient à present à l'heredité des propres par eux acceptée, & demandoient à estre releuez de ladite acceptation: d'autant qu'il se trouueroit qu'elle a esté faite par erreur, & par le dol des parties aduerses qui leur auroient monstré vn pretendu testament de 1591, qui estoit faux, & tel declaré par Arrest; par lequel on ne leur leguoit rien, celans doleusemet le premier qui estoit bon, & qui n'estoit point reuoqué, & qui portoit le legs de la somme de sept mil liures : Et partant concluoient à la deliurance dudit legs, suiuant le premier testament de 1587. dont ils demandoient l'execution.

Au contraire les deffendeurs se dessendoient; premierement par la fin de non receuoir contre ces lettres, y ayant plus de vingt ans qu'ils jouissoient de la dite heredité, qu'ils auoient acceptée purement & simplement, & partant non receuables à y renoncer auiourd'huy, les fai ets des lettres estans calomnieux & faux. Car de dire qu'ils leur ayent celé le testament de 1587, soustenoient qu'ils l'auoient bien sçeu: mais aussi qu'ils sçauoient bien qu'il estoit nul, & non considerable, n'estant qu'yn brouillard, sur le-

quel celuy de 1591. auoit esté dressé.

Mais quand ils seroient receuables en leurs lettres (que non) ils estoient mal sondez en leur demande de ce legs pour trois rai-

sons diuerles; l'vne desquelles suffit pour les exclure.

La premiere, Que ce pretendu testament, dont ils ne representent qu'vne coppie, estoit nul; La seconde, Qu'il estoit reuoqué, & leur legs par consequent, par vn posterieur testament.
La troisiesme, Que par la Coustume de Touraine (en laquelle
ils sont demeurez d'accord par tout le procez, comme aussi il y
a preuue que le dessunct y demeuroit, qu'il y a testé, & qu'il y est
mort) ils sont incapables de tous dons, legs & aduantages dudit dessunct, dont ils sont parens & heritiers presomptifs, par les
articles 233. & 234 de la dite Coustume, tit. des donations, &
en l'article 325, des testamens, où la mesme Coustume inter-

DE DROICT ET DE COVST. H. 169 pretant quels sont les heritiers presomptifs, dit, Et sont entendus les

heritiers presomptifs, tous ceux qui tiennent le premier lieu en la succession, comme enfans, freres, nepueux, &c. Or les demandeurs sont nepueux du deffun & partant incapables du legs par eux demandé, quelque renonciation qu'ils fassent à la succession, qui n'est point considerable en cette Coustume. Cette instance en execution d'Arrest ayant esté reglée, Messieurs de la cinquiesme

Chambre se sont trouuez partis en opinions. teur Monsieur

L'aduis du Rappor- | Du Compartiteur Monsieur Charton:

Fortia: Ayant esgard aux lettres, receuoir les Debouter les deman- demandeurs à renoncer à la succession deurs de l'effect & en- des propres, & ce faisant condamner therinement de leurs lesdits Marin, le Vacher, & consorts, lettres, & les condam- faire deliurance du legs de sept mil liner aux despens. ures, auec despens.

Pour l'aduis du Rapporteur, l'on disoit premierement, que le testament dont on demandoit l'execution, estoit du tout nul, & que toutes les nullitez qui se sont remarquées mesmes par les demandeurs sur le testament de 91. dernier, que la Cour par Arrest contradictoire a declaré nul, se rencontroient aussi en ce pretendutestament, qu'ils appellent premier, receu par le mesme Notaire Coiseau hors le ressort de sa Chastellenie; Les tesmoins qui l'ont signé non residans sur le lieu: La clause de Leu Greleu essentielle requise par la Coustume, art.322. defaillant : l'vn & l'autre fait par les pratiques d'vne concubine qui luy faisoit distribuer son bien à qui elle vouloit. Mais la plus grande nullité estoit, que le dernier testamét estoit fait & dressé, coppié & transcrit de mot à motsur celuy de 87, qui n'est demeuré que pour vn brouillard. inutile pardeuers le Notaire. Comme aussi il est fait à plusseurs &: diuerses sois, suiuant les mouvemens & persuasions de cette concubine: Non uno contextu & actu, comme requiert la Loy Heredes. Solt.D. detestam. l. cum antiquitas. 28.C. detestament. Et le dernier quin'est que la coppie ayant esté declaré nul, il n'y a apparence que le premier coppié & reuoqué demeure valable.

Qu'à la verité les demandeurs voyans ces nullitez oculaires & sans responses, ont soustenu que ce brouillard estoit vn testament holographe, non sujet à aucune formalité: & que le dernier ayant esté declaré nul, il demeuroit seul bon se valable:

170 H. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. Partant qu'ils estoient bien fondez à demander leurs legs porté

par iceluy.

Mais à cela les deffendeurs respondoient, que la seule inspectió * & lecture de l'acte monstroit qu'il n'estoit point holographe, pource qu'il y a plus de la moitié escrit & signé par le mesme. No. taire Coiseau, & tesmoins, & que le dessunct l'appelle son testament en diuers endroits. Et partant ce n'est plus vn testament holographe, ains vn seul acte continué, & mis entre les mains dudit Notaire: Commeils sont d'accord qu'il a esté compulsé de ses Registres en 1603. lequel doit avoir les formes requises par la Coustume, suiuant la Nou. de Valentinian de testam. hologr.l.cum antiquit. § fin. in verbis, test amentum omne manu sua scriptum. C. de testam. Car puis que les Coustumes reçoinent deux for mes diverses de testament, on les doit suiure separément, & non les confondre, Neceade res diverso iure censeri potest, l.eum qui. D. de vsucap. & vna res mon potest pro parte valere, pro parte non, l.nam absurdum.ff.de bon.lib.

De dire que les deux premieres pages estoient entierement escrites & signées de la main du dessunct, qui font le testament parfaict; & que s'il y a fait adjoufter & escrire quelque chose par le Notaire, ce ne sont que codicilles, qui ne doiuent peruertir & rendre nul l'acte precedent, qui seul subsiste ces additions estant ostées, & que viile per inutile non vitiatur, & superfluanon vi-

tiant (cripturas.

Les deffendeurs respondoient, que l'intention & volonté du testateur a esté, que ce qu'on pretend auoir esté par luy escrit, & ce qu'il a fait escrire par ledit Notaire & tesmoins, ne fust qu'vn seul & mesme acte. Car autrement ce qui est escrit par le Notaire en 91. seroit le premier testament, & non ce qui est en 87. d'autant qu'en plusieurs endroits le desfunct appelle son testament, ce qu'il a fait escrire par ledit Notaire, ou il faut confesser que ce n'est qu'vne continuation du mesme acte. Aussi n'est-il eserit & deliuré separément, mais par vn mesme contexte. Partant estant un corps individu, un mesme testament pardeuant Notaire, il doit estre sujet aux observations requises par ladite Coustume: lesquelles manquans, ledit acte est du tout nul: & est la pratique ordinaire, comme il a esté iugé par plusieurs Arrests, l'vn du 12. May 1380. & l'autre du 23. Iuillet 1575. rapportez sur la Coustume de Paris. Et Choppin sur la Coustume d'Anjou en rapporte va autre lib. 4. tit. de testamentis, num. 4. par lequel

DE DROICT ET DE COVST H. lequel il avoit esté sugé que si vn testament est tout escrit & signé de la main du testateur, & qu'il y ait fait puis apres adiouster & escrire par vn Notaire & telmoins, ledittestament ne demeure plus holographe, qu'il est nul par le deffaut de la clause leues releu. Ce qui à plus forte raison doit estre ingéen cette cause, en laquelle il se void, que le deffunct a fait vn testament posterieur pardeuant le mesme Notaire sur cette copie : lequel partant ne demeuroit plus que pour vn brouillard sans effet ny valeur. Car ilest bien certain que la volonté du testateur, que est regina testamentorum, n'a iamais esté, hoc holographo test amento relieto decedere. Etce qu'on dit que vtile per inutile non vitiatur, & de superfluis; ne se peut rapporter à ce qui concerne la sorme & l'essence des testamens, en laquelle le moindre desfaut rend l'acte nul, l. si non.l. sivnus.C. de testamentis. Et tel acte ne peut pro partevalere, é pro parte non.l.nam absurdum ff.de bon.libertorum.

Mais quand ce testament subsisteroit, ils seroient non receuables par le second moyen, qui est la reuncation d'iceluy, & de leursdits legs par le dernier testament de 1591, que le dessunct a fait dresser sur ce pretendu testament, transcrit de mot à mot, fors seulement ce qui concerne le legs desdits demandeurs, lequel il eust aussi bien repeté que le surplus, s'il ne l'eust voulu renoquer. Le Notaire qui a representé celuy de 1591. pour le dernier, qui les auoit tous deux, a monstré qu'il sçauoit la reuocation du premier : & n'est à presumer qu'il eust voulu faire preiu-

dice à se alliez, auec qui il contractoir double alliance.

Les demandeurs disent, que ce dernier testament ayant esté declare nul par Arrest, nulli eius sunt effectus, & n'est plus considetable pour les priuer du legs fait par le precedent, qui demeure sculvalable, le dernier estant cassé.

A cela respondo ent, que le dernier testament a esté casse & declare nul, non ex defectuvoluntatis, mais par deffaut desolemnité. Car il estoit constant au procez que le deffun & l'auoit fait dresser & signer : mais que la clause de leu & releu y avoit esté obmise, laquelle apres le deceds dudit desfunct on auoit sait adiouster si grossierement, que la fausseté par cette addition paroissoit par la seule inspection de la piece. Or il n'y a point de doute, que ex testamento nullo defestu solemnitatis probatur ademptio legati in priore testamento facti, l. 18. si iure. D. de leg. 3. Lia ratio est institutionis heredis, quia legata nuda voluntate & nutu

172 H. ARRESTS DECISIFS DE QUEST.

dantur, adimuntur & transferuntur, l. nutu. D. de leg. 3.l. si quisita. . ult.l.filio.S.matri.D.de adim.leg. sed institutio iure factanon aliterinfirmatur quam perfecto & solemni posteriore testamento.l. sancimus.C.

de testament.

Or le desfunct a assez fait cognoiste par le dernier testament qu'il a fait, qu'il n'auoit aucune volonté de leur donner outre ce qui leur appartenoit ab intestat en la succession: eux-mesmes l'ont recogneu, ayant seuce qui s'estoit passé pour le regard de ces testamens par ledit Notaire leur allié, & s'estans tenus à ladite heredité des propres, ne se sont engagez en ce procez, que commeils y ont esté suscitez par la concubine qui auoit pratiqué

toutes ces dispositions.

Et quand ces deux moyens cesseroient, que le troissesme estoit indubitable. Car par la Coustume de Touraine, où le dessund demeuroit, y a testé, y est decedé, & où il auoit son bien, il ne pouuoitrien donner aux demandeurs, ny leguer quand il eust voulu; car parladite Coustume de Touraine toutes donations, legs, & aduantages faits aux heritiers presomptifs, & qui sont en degré de succeder, sont deffendues, art. 233. 234. titre des donations. Idem intestament. art. 325. Bref, generalement ladite Coustume prohibe de faire aucun aduantage directement ou indirectement, art.302. & 309. Et la mesme Coustume interpretant ex professo, qui sont les heritiers presomptifs, dit, & sont entendus les heritiers presomptifs, tous ceux qui tiennent le premier lieu en la succession, comme enfans, freres, nepueux, cousins, & autres, ou chacun d'eux au deffaut du plus prochain selon leur ordre & degré, art. 234. Et pour cette raison par ladite Coustume on ne peut se tenir à son don, & renoncer à la succession; comme les demandeurs veulent faire. Ils deuroient rapporter le don qu'ils demandent s'ils l'auoient receu, art. 30%. Les Coustumes d'Anjou, du Mans & Bretagne sont conformes, de sorte que prouisso legis excludit prouissonem hominis.

Or par la mesme Coustume de Touraine, quandil y a heritiers en mesme degré qui sont conjoints, ex vno latere tantum au deffunct, & autres conjoints, ex vtroque latere; tous les meubles & acquests appartiennet aux conjoints des deux costez, art. 289. elle demeure en certe disposition, & disant tout, ne laisse aucune faculté au testateur ou donateur, au profit de ceux qui ne sont que d'vn costé seulement, au desauantage des autres : & les y appelle tous, chacun en leur degré: monstrant qu'elle comprend

DE DROICT ET DE COVST. H. en ladite prohibition generale, tous ceux qui ont la qualité d'heritiers presomptifs, & proches parens du testateur, & que les meubles & acquests sont affectez, comme vn propre naissant, au branchage & souche des conjoints des deux costez, ne laissant la faculté au testateur d'en disposer autrement : ainsi qu'il a esté iugé par Arrest prononcé en robbes rouges, le 2. Auril 1602. entre les heritiers de l'acquette Huby. Car ladite Coustume ne specifie point, au cas qu'ils soient heritiers: mais, pour ueu seulement qu'ils ayent la qualité d'heritiers presomptifs, qu'elle interprete après par l'art. 234. Or les démandeurs ont cette qualité, & ne la peuvent dénier, ny y renoncer. C'est ius sanguinis, & le testateur ne peut faire, quin leger in suo testamento locum habeant. l. nemo. l. si quis inquilipus. S. vlt. D. de leg. 1.1.1. C. de v fufr. Partant non receuables de faire autrement, ce seroit directement contre la Coustume. Car les demandeurs recognoistront, & est vray, que non seulement ils sont heritiers presomptifs dudit deffunct; mais qu'ils luy ont succedé & partagé ses propres auec les deffendeurs en pareil degré; ils ne peuvent donc estre legataires: & seroit absurde qu'esdites Coustumes on prist les propres titule heredis, & les meubles & acquests, titulo donationis. Ils ne peuvent auoir deux causes lucratiues.

Les demandeurs repliquent deux chofes; l'vne qu'ils ne sont point heritiers en Touraine; que le deffunct n'y auoit aucuns propres, & qu'ils n'y succedent aucunement, ayans renoncé à la qualité d'heritiers, & pris lettres pour en estre releuez, & partant

qu'ils ne peuvent estre legataires.

Mais cela ne respond point à la Coustume, qui porte expressément la prohibition à la qualité d'heritier presomptif: quod nomen iuris & sanguinis est, & significat capacitatem succedendi, & non actum successionis: car estre heritier presomptif, c'est estre parent en degré de succeder. Les Coustumes appellent le plus prochain habile à succeder en degré, & pour n'auoir herité en Touraine ny ailleurs en aucuns biens, on n'a pas moins la qualité d'heritiers presomptifs: oum hereditas sit namen iuris, qua etiam sine rebus intelligitur. Ces raisons pourroient auoir lieu en la Coustume de Paris, qui porte seulement la prohibition à l'heritier venant à la suscession: comme aussi celle de Montsort Lamaury art. 92. Bourgogne art. 63. Senlis art. 160. Clermont, S. Quentin, & autres: esquelles Coustumes on peut bien renoncer à la succession & se

174 H. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. tenir à son don; d'autant qu'il n'est dessendu de donner qu'à celuy qui vient à la succession. Et c'est esdites Coustumes seulement que l'on peut disputer, si l'on peut estre heritier en vne Coustume, & donataire en l'autre: mais la Coustume de Touraine passe outre; car elle ne prohibe pas de donner à l'heritier venant à la succession seulemet, mais à tous parens qu'elle appelle heritiers presomptifs, encores qu'ils renoncent & qu'il n'y ait rien en quoy ils succedent: tellement que tous parens qui sont en degré de succeder, quoquo modo é in quauis re sue iure, sont en la prohibition de la Coustume. Argentré sur celle de Bretagne, tit. de don.gloff.9.num.17.8.9.10.6 14. où il allegue mesme vn ancien Arrest conforme donné au Parlement de Paris pour les Brinons. Choppin sur la Coustume d'Anjou l.3.tit.4.fol.332.en allegue vn autre Arrest, & en la Coustume de Bretagne, art. 202. aucun ayat heritiers des deux costez, ne peut donner chose qui vienne de l'vn d'iceux à l'heritier de l'autre: ce qui est aussi porté par la Coustume de Poictou art.315. Ce qui sert de response à ce qu'en escriuent du Moulin & Chassaneus sur leurs Coustumes, & à l'Arrest donné en la Coustume de Montfort : d'autant que par l'art. 275. de ladite Coustume de Touraine, representation a lieu infiniment en tous degrez, tant en ligne directe que collaterale, esgal ou ineigal, & retournent les biens paternels aux heritiers paternels, & les maternels aux maternels, de l'estoc & branchage dont ils sont procedez: & encores qu'il ne soit heritier ex eo genere bonorum, le testateur ne peut rien donner à vn heritier paternel du maternel. De mesme il n'est permis de donner indirectement contre ladite Coustume à ceux qui ne sont conjoints que d'vn costé, & les aduantager des meubles & acquests, & laisser aux conjoints des deux costez seulement inane nomen heredis, auec les charges de la succession, & en décharger les autres, in fraudem de ladite Coustume, laquelle en cette prohibition generale parle sans distin-Stion, & ne peut par testament faire plus le testateur que par donation entre vifs, dicto art. 325.

Cette raison auroit esté trouvée si forte & sans response, que le procez estant sur le bureau, les demandeurs auroient pris lettres pour estre releuez de ce qu'ils auoient recogneu par tout le procez, que le domicile du dessunct estoit en sa maison de Lauconnière en Touraine, & ont voulu dire qu'il auoit son domicile à Paris, pource qu'il suivoit la Cour; & que cette paperasse

DE DROICT ET DE COVST. H. qu'ils appellent testament holographe, est dattée de Paris en l'an 1587. Ces lettres de leur consentement ont esté jointes au procez, apres que les deffendeurs y ont fourny de desfenses qui estoient, que le desfun & n'eust iamais maison, ny bien, ny domicile à Paris, & n'y a iamais demeuré qu'en chambre locante; au contraire il auoit sa maison de Lauconniere en Touraine, dont il portoit le nom, qu'il auoit acquise y auoit plus de trente ans, où il auoit toute sa famille, & tenoit grande maison, & s'y retiroit tousiours: & en laquelle dés l'an 1588. il se retira du tout, & ne vint plus à Paris, & en tous actes passez par Notaires prenoit tousiours son domicille en sa maison de Lauconniere, en laquelle ils demeufent d'accord qu'il seroit decedé: & depuis son deceds les demandeurs ont tellemet recogneu, que son vray & seul domicile estoit en Touraine en sadite maison, où il auoit tout son bien, & sedem fortunarum, qu'ils ont partagé sa succession suivant ladite Coustume de Touraine, & non de Paris, & n'ont iamais rien demandé és meubles & acquests: Et partant ils ne pouuoient & ne seroient à present receuables à alleguer vn faict contraire, & qui n'estoit

Aussi que pour la validité des legs & d'vn testament & incapacité du legaraire, il ne faut pas seulemet considerer locum vel tempus factitest ameti, sed tempus mortis defuncti: car si le legataire estoit capable tempore facti testamenti, & qu'il se trouvast depuis incapable tempore mortis, legatum ei non debetur, sed in causam caduci penes heredam remanebit, l.vlt. S.122.C. de caduc. tollend. Puis donc qu'ils ne peuvent dénier qu'il ne demeurast lors de son deceds en Touraine, & qu'il y auoit estably son domicille, & que par la Coustume de Touraine ils recognoissoient qu'ils sont incapables de tous dons & legs, frustratoirement ils disputent du lieu de la demeure du deffunct, quatre ans auparauant son deceds. Car edipse que le testateur seroit allé demeurer en autres pays & Coustumes, il y auroit renocation du premier domicile; cum domicilium vt animo & facto constituitur, ita etiam solo animo & facto neuccari posit. Et partant toutes ces raisons faisoient qu'il n'y avoit aucune apparence de fauoriler ces legataires qui veulent auoir le bien d'autruy, & certant de lucro captando, contre la disposition expresse dela Coustume du pays. Car ce seroit renuerser tout l'ordre des samilles, & troubler le repos de la Prouince.

Au contraire l'aduis du Compartiteur estoit: premierement

176 H. ARRESTS DECISIES DE QUEST. pour respondre à la fin de non receuoir, que l'erreur auquel on quoit esté mis par le dot des parties aduerses qui leur auroiet celé le testament de 1587. les rendoit restituables contre tous les actes? d'apprehension d'heredité qu'ils auroient faits depuis 1591. iusques à huy. D'autant que croyans le testament de 1591. bon, lequel ne leur leguoit rien du tout, & qui reuoquoit le premier, ils se seroient tenus aux propres, & portez heritiers, bien qu'ils sussent de peu de valeur, ignorans le legs qui leur auoit esté fait par le testament de 1587. mais aujourd'huy que le testament de 1591. est declaré nul, en vertu duquel l'on a fait le partage des meubles & des proprès, & ont consenty que les deffendeurs prinssent tous les meubles en payant les debtes, se tenans aux propres quin'estoient presque rien, assis en autre Coustume; qu'ils estoient bien sondez, le testament de 1591, ayant esté declaré nul, & qui reuoquoit le premier de 1587. comme posterieur, & duquel premier ils n'auoient eu aucune communication, de se faire restituer contrele partage & division, ensemble contre l'apprehension d'heredité des propres du deffunct, comme faite par eux. Cela est fondé en la Loy 4. si post divisionem. C. de iuris & facti ignor. vbi si post divisionem factam testamenti vitium in lucem emerserit, preiudicium tibi non comparabitur ex his qua per errorem facta sunt. Car pour obliger vn homme par l'adition de l'heredité, il faut qu'il sçache ex qua causa il fait cette adition, anex testamento, an ab intestato, veu que l'adition est, animi. l. pro berede. ff. de acquirenda & amittenda heredit. Si donc il a erré en l'adition ou division, competit restitution aduersus erroneam dinissonem. Le temps donc qui s'est escoulé depuis l'adition, le dernier testament n'ayant esté encores rompu, tous les actes faits en consequence de cette adition, initio inspe-Ho, ne sont nullement considerables, & encores qu'ils sussent majeurs, ils sont restituables à l'encontre de ces actes, ex clausula, si quainsta cansavidebitur. Et partant auiourd'huy bien receuables à demander le legs desept mil liures, en vertu du premier testament, lequel se trouuera estre bon, valable, & en la forme d'vn testament holographe, escrit & signé de la main du testateur. Et bien qu'il soit fait à diverses fois, & que sur la fin il air plusieurs actes passez pardeuant Notaires, comme codicilles adioustez & relatifs; ces actes ne peuvent pas destruire ce qui estoit de soy parfaict, estant certain que ville per inutile non vitiatur, par la reigle de Droiet qui a lieu, comme tiennent tous les Docteurs,

DE DROICT ET DE COVST. H. quoties id quod inutile est, ab viili commode separari potest, & eo detracto quod vtiliter gestumest per se subsistit. Doctores ind. l. vtile per. extra.in sexto. Comme en ce faict, car ce qui a esté escrit & signé entierement du testateur, & qui contient le legs de sept mil liures qu'on demande auiourd'huy, se peut aisément separer d'auec ces actes derniers signez du Notaire Coiseau: & la Loy qui veut que un sontextu fiat testamentum, dit que non vitiatur praterea testamentum, si aliquidex internallo fiat, cum non credendum sit quemquam genus testandi eligere ad impugnanda sua iudicia. l. 21. heredes. S. vno contextu.ff: de testamentis. Estans tous actes separez, ausquels en ostant ce qui est nul, l'vtil n'est point vitié par iceluy: Maxime en matiere de testamens, vbi interpretatio facienda est, vii actus magis valeat quam pereat. l. quoties. ff. de rebus dubiis. Et ces Arrests alleguez ne se trouueront estre donnez en cette hypothese de testament parfaist & holographe. Voila pour respondre au premier moyen,

Quand au second moyen, qui est la reuocation du legs; qu'il ne se pouvoit dire en Droict que le legs sust revoqué par vn testament declaré nul par Arrest, cum per testamentum impersectum, prius renouarinon possit. l. testamentum. Cod. de testamentis. Et la Loy 15. si iure. ff. de legatis 3. alleguée par les dessendeurs en lettres, se trouueroit contraire à ce qu'ils alleguent, inverbis, sedvix id ebtinere potest, où Pomponius respond par vn assez fort argument qu'il accommode à ce lieu, quod non aliter prasumitur testator à priore testamento velle recedere, quam si posterius valiturum sit. Et faut remarquer en Droist cette distinction qui se tire de la Loy militu.38. S. veteranus. ff. de milit. testa. Ou le testateur a voulu decederintestat, apres auoir fait vn testament, ou bien il a fait vn sccondtestament: caren ce dernier cas, non alias renocantur legata in priore testamento relicta quam si posterius valeat. Secus en l'autre cas, comine en l'espece de ladite Loy militis. 38. 9. veterasus, là où veteranus miles qui iure communi fecerat testamentum, postea intestatus decedere voluit, legatary petentes legata ex priore sestamento exceptione doli repelluntur. Pource que l'heritier ayant sceu l'intention du testateur, qui a voulu deceder intestat, & partant toute disposition nulle, il vsera de l'exception contre le legataire, sinon dole facio petendo & in pari causa potior est conditio possidentis. d.l. militis: Mais au fait qui se presente, le testateur a fait ynsecond testament, & sic test atus voluit decedere : non aliter ergo reuecatur legatum

178 H. ARRESTS DECISIFS DE QUEST.
in priore testamento relictum quam si posterius subsistat.d.l. si iure.

Et bien que l'ademption du legs se fasse, sola & nuda voluntaie, l.3. § non solum. If de adimendis legatis; comme il a esté dit par les dessendeurs: toutes sois cela s'entend, vbi constat de illa ademptione, vel per translationem in alium, vel per detractionem aut diminutionem, vt in l. legat. 24 ff. de adimentis legatis. Paier hortos instructos filia donanis: Postea quadamex mancipiis hortorum donanit vxori etiam inutiliter: & si non valeat donatio, tamen minuisse legatum silia pater intelligitur. Ainsi en la Loy 34. plane. If de legatis. I vbi translatione legati in aliam personam adimitur legatum, & priori non debetur, etiamsi nouissimus sit in cuius persona legatum non consistat. Mais en ce cas le second testament ne substitant point, le legs fait au premier, demeuro en son entier: nec videtur ademptum aut tacit è reuscatum per voluntatemmi-

nime solemnem. d. l. si iure. 18.ff. de legat. 3.

Reste la troisiesme & derniere difficulté de la Coustume de Touraine, par les articles alleguez 233. & 234. mais il est facile d'y respondre en vn mot. Les demandeurs ne prenant rien de l'heredité du desfunct, & renonçant de pouueau à sasuccession qu'ils auoient acceptée par erreur, non possunt dici heredes; & admissare pudiatione restitui debet legatumé donatio. Car si peu de propres que le desfunct a laissé, non encores en la Coustume de Touraine, mais de Chartres, ils les abandonnent & se tiennent purement & simplement à leur legs, qui ne leur doit estre enuié par les desfendeurs en lettres, qui heritent de plusieurs beaux meubles & acquests en ladite Coustume. Et est ridicule de direqu'il suffit qu'ils soient plus proches & plus habites à succeder, encores qu'ils ne prennent rien, quasi aliud sit bereditas, aliudres singula: ainsi que Seneque s'est mocqué en sela des Inrisconsultes : Car cette interpretation ex subtilitate iuris non hic assumenda, pour faire perdre vn legs aux demandeurs & enrichir les dessendeurs, estans tous en pareil degré au deffun &, bien que les vns conjoints ex vtroque latere, & les autres d'vn costé seulement: & les demandeurs ayans herité de plusieurs beaux meubles, ne leur doiuent enuier ce petit legs de sept mil liures.

Sur ces raisons le procez ayant esté dereches party en la premiere Chambre où i'estois, non sine magnis rationibus, en sin en la seconde, vicit Relatoris sententia, le iour de Ianuier 1619.

BALTER OF MARKET OF THE MARKET LAND

HYPOTHEQUE.

L'hypotheque sur les biens de l'heritier pour les debtes du de sfunctn'a lieu que du iour de la condemnation contre luy obtenuë, ou tiltre nouuel par luy passé.

V.

N a fort disputé, & y a encores diversité d'auis touchant l'hypotheque qu'vn creancier a sur les biens de l'heritier de son debteur, ou du mary à cause de sa semme. Car pour le premier, encores que l'heritier de sur le premier, encores que l'he-

sa femme. Car pour le premier, encores que l'heritier, post aditam hereditatem, semble par cette adition auoir taisiblement contracté auec les creanciers de celuy duquel il a apprehendé la succession, & se soit tacitement obligé au payement de leur debre: toutesfois cela s'entend pour la personalité seulement, & non pas que ses biens soient obligez. D'autant qu'encores que par l'adition confusa fuerint duo patrimonia, de functi & heredis, toutesfois les creanciers de l'heritier peuvent tousiours demander separation de biens, pour dire qu'il ne soit obligé à la debte à laquelle il n'a point parlé, & iusques à ce que les dits creanciers du deffun & ayent obtenu sentence de condamnation contre l'heritier, & qu'il ait passé volontairement tiltre nouuel, par lequel il ait obligé tous ses biens, le creancier du deffunct n'aura aucun droi & d'hypotheque : Proprij enim heredis creditores habent propria eius bona, & personam que potest quamdiu viuit acquirere.l. 5. creditores versic propry in sine ff. de separationibus. Tellement qu'en matiere d'ordre les creanciers du dessun & ne viennent en concurrence auec les creanciers de l'heritier sur les biens de l'heritier, que du jour & du tiltre nouuel passé; encores que long-temps auparauant, & du jour de leurs contracts ils ayent l'hypotheque sur les biens du desfun&, & ce suivant la decission de la Loy 25. Paulus ff. de pignoribus: Bona heredis à creditore testatoris in vim hypotheca à defuncto constituta vindicari pon possunt, que nous sui nons au Palais contre l'opinion de Balde & de Cynus, marquée en la postille de ladire Loy, & ainsi a esté jugé en la 1, des Enquestes au rapport de Monsseur Quelain le 19. Iuillet 1613.

HYPOTHEQUE DES INTERESTS.

Que les mots que les Notaires ont accoustumé d'adjouster à la fin de tous les contracts & obligations, & qui s'estendent en la grosse, Promettant, obligeant, & c. à peine de tous despens, dommages & interests, font que l'hypotheque pour les dits interests long-temps depuis demandez & adiugez par sentence, remonte iu ques au iour dudit contract en vertu de ladite stipulation.

VI.

Au rappost de Monfieur le Roy.



NTRE le sieur Descoubleaux Seigneur de Coudray, appellant d'vne sentence d'ordre donée par Messieurs des Requestes du Palais, & intimé en l'appel interjetté par Brouet & Menissier, en ce que pour les interests

d'vne somme de huist cens escus à eux deuë par obligation, ils n'auroient esté mis en ordre que du jour de la condemnation & sentence confirmée par Arreit, d'vne part: & le sieur du Bellay intimé & subrogé au lieu desdits Brouet & Menissier, d'autre.

Cette question auparauant incertaine à cause de la diuersité des Arrests sur resoluë & terminée apres auoir assemblé deux

Conseillers de chaque Chambre en la façon que dessus.

Les raisons des Arrests alleguez au contraire, estoient que la différence estoit grande de ce qui est communément stipulé par convention, ou bien de ce qui est apposé au bout d'vn contrast par vn stile de Notaire, estant la convention ce qui donne la sorce aux contrasts; autrement qued non nominatim in stipulationem deductum est, id plane omissum intelligitur. La quidquid adstringenda st. de verb. obligat. Or ce qui est mis par les Notaires est plustost vne énonciation qu'vne disposition, & ne peut-on dire que ce soit l'intention de ceux qui contrastent, veu qu'ils n'en ont aucunement par lé es termes precis de l'obligation.

Vne autre raison principale desdits Arrests, estoit sondée sur l'absurdité qui semble naistre, de dire que les interests d'vne somme portée par obligation, ne soient deubs que du jour de la demande, & ne peuvent estre legitimement stipulez par obligation

DE DROICT ET DE COVST. H. 181

ou convention expresse: & toutes sois que l'hypotheque remonte iusques au iour de l'obligation, pour estre payez en l'ordre d'icelle, veu qu'ils n'ont pas pris racine, & n'ont commencé à estre

deubs que du iour de la demande.

Mais à ces raisons on respondoit, qu'encores que la demande fait courir les interests, en sorte qu'ils soient estimez de ce iour là seulement, ex communi voto contrahentium, & ex assidua illa clausula, qui est ordinairement apposée à toutes obligations, cette obligation est tacitement comprise sous la principale, veu qu'vn chacun entend estre payé de son sort, & outre des interests pour le retardement fait par le debteur apres le comandement à luy fait. tellement qu'on peut dire que comme és obligations sub conditione, purificata demum conditione contractus ex prasenti vires accipit: aussi le debteur venant à cesser de payer, il doit les interests en vertu de l'obligation premiere, & ce du iour seulement qu'on luy a fait commandement de payer, & demande d'iceux, pource qu'auparauant non intelligitur moram fecisse in soluendo, cum illa de-

monstratio constituat demum debitorem in mora.

Aussi que par la raison naturelle, ce qui ne subsiste par soy, ains. depend d'vne cause plus principale qui l'engendre & produit, doit estre cense auoir des qualitez & faueurs conjointes auec ce mesme principal : C'est ce que dit la regle, accessorium sequitur naturam rei principalis: les interests donc nesubsistant point de soy, maiss'adjugeant par le mesme office du Iuge, en consequence de l'action pardeuers luy intentée pour le sort principal, laquelle vne sois terminée, fait aussi cesser toutes demandes d'interests, l.I.C. de indiciis: il est bien raisonnable que par mesme ordre de temps le creancier soit payé, & de son sort principal, & de ses interests, & que suivat ces raisons tres-fortes & pertinentes il auoit esté continuellement pratiqué par tous les ordres les plus solemnels qui se sont faits au Parlement: de façon que rerum perpetud & similiter indicaturum authoritas, faisoit cesser le doute que pouuoient apporter quelques Arrests particuliers alleguez au contraire, & donnez durant les troubles pour soulager l'vrgente necessité des debteurs: sesquels ont eu leur raison en leur temps: mais que la regle qu'on devoit tenir estoit celle cy, veu que les despens saits pour estre payé du contenu en vne obligation, viennent & prennent leur hypotheque, non du iour de la condemnation, mais de l'obligation, & que les interests d'yne somme por-Bb in

H. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. tée par cedule & promesse particuliere viennent du iour de la recognoissance, estant certain qu'au mesme temps qu'vn homme oblige ses biens au payement d'vne somme principale, en mesme temps il les oblige aussi aux interests d'icelle, au cas qu'il soit refusant de payer, & qu'ils soient demandez, cum ea que sunt moris & consuetudinis, insint ipso iure bona sidei contractibus, comme sont aujourd'huy tous les nostres.

Par Arrest donné en la premiere Chambre des Enquestes. au rapport de Monsieur le Roy, le 18. Aoust 1608. prononcé le 30. ensuiuant, deux de Messieurs les Conseillers de chacune Chambre appellez au jugement du procez, & veus tous les Arrests contraires: la sentence de Messieurs des Requestes du Palais a esté infirmée, & iugé que l'hypotheque pour les interests auoit lieu du iour de l'obligation, combien que la clause ordinaire [à peine de tous despens, dommages & interests] ne sust point inserée.

SPECIALE HYPOTHEQUE DAVTRVY. MAISON

L'hypotheque speciale d'une maison appartenant à autruy est validée & confirmée par le moyen de l'adition de l'heredité faite parceluy à qui n'appartenoit la maison, estant fait heritier de celuy quine l'auoit pas obligée.

VII.

NTRE Guillaume de Villacoublay, Escuyer sieur de Monsseur de Serizy, appellant du Preuost de Paris: & Maiftre Simon Chanuin, Aduocat en Parlement, intimé: Fut iugéle 14. Aoust 1601. que l'hypotheque speciale d'une maison obligée à un sien creancier,

par Guillaume Marchand, tuteur d'Anne Marchand sa fille, laquelle ne luy appartenoit point lors de ladite obligation, mais à Amne Marchand sadite fille, cum rei aliena pignus consistere non possit: toutes fois ayant depuis succedé à sadite fille, que cette hypotheque conualescebat par le moyen de l'addition d'heredité. DE DROICT ET DE COVST. H 183

eyant esté fait heritier de celle de laquelle rem suamipsa ignorante obligauerat. Ce qui se doit iuger par vne grande équité, & par vne action vtile, non directe, selon l'opinion de Modestin en la Loy si Titio.ff. de pignoribus: laquelle nous suiuons plustost que celle de Paulus in l. rem alienam. ff. de pignor. act. qui est fondée sur la rigueur : benignior autem sententia magis amplectenda.

SCAVOIR SI L'HYPOTHEQUE SE perd par celuy qui signe au contract.

Qui signe en un contract de mariage ne perd pas l'hypotheque sur les biens du mary, s'il n'est dit qu'ils sont francs & quittes.

V111.

NTRE Simonne le Choiselet, vesue de Pierre Che- Au rapport nauce, appellante du Preuost de Chantemerle, ou de Monsseur fon Lieutenant: & Iacques de Villars, & Catherine Chenauce sa femme, intimez. Fut iugéle 15. Iuin

1602. qu'encores qu'vn frere ait vne hypotheque acquise par contract de constitution, ou autrement, sur le bien d'vn sien frere qui se marie, que pour assister au contract & pour signer iceluy il ne preiudicie point à son droist d'hypotheque, ains viendra en son ordre du jour de son contract, & fut mesme preferé à la semme qui s'estoit opposée apres la mort de son mary sur ses biens pour ses conventions matrimoniales, bien qu'il semblast que par sa presence consentant une autre hypotheque à son preiudice il eust tacitement renoncé à la sienne, suivant l'Arrest qu'on dit de Pelerin, rapporté par Monsseur Robert 1. 4. chap. 14. an qui prasens est, & non contradicit, iuri suo renunsiare tacité censeatur. Mais Messieurs les Anciens representerent qu'en cet Arrest, donné au profit de Damoiselle Claude Poulain, vefue de seu Maistre Louys Pelerin, contre Guillaume Pelerin en Decembre 1584. ils auoient appris des Iuges par la clause du contract de mariage, auquel estoit interuenu ledit Guillaume Pelerin, que ledit Louys Pelerin son frere se marioit franc & quitte de toutes debtes: tellement que ladite

184 H. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. Damoiselle sut preferée, & sut la raison de l'Arrest, quia iudicatum est à Senatu ob subdolam illam disimulationem & reticentiam, qu'il auoit perdu la prerogatiue de son hypotheque: qui est la mesme. raison de l'Arrest, prononcé en robbes rouges, contre le Notaire Payen, en l'an 1581. ce qui a esté remarqué par ledit Robert. chap.14.liu.4. propter publicam fidem & affeuerationem. Certaines ment en contract de vente, la seule reticence & consentement presté seroit perdre l'hypotheque, & de ce y a Arrest allegué par le mesme Robert, au mesme endroit, donné contre vn nommé Imbert Moriceau, par lequel sut iugé que ledit Moriceau appellant ne pouuoit pretendre hypotheque; d'autant que comme tesmoin il estoit interuenu au contract de vente, fait par son debteur, de la terre qui luy estoit specialement hypothequée, iaçoit qu'il n'y eut clause de garentie de toutes debtes & hypotheques par le contract. La raison doit estre tirée des Loix & du Droid Romain: quia in contractuvenditionis, subscriptione & subsignatione, etiamsi quis vt testis tantum interueniat, remittitur tacite hypotheca, quia excipitur contra eum, si non voluntate tua res veniit.l.t. ff. de remiss. pign. & ibi Doctores. Car le consentement de celuy auquel la chose est hypothequée n'estant necessaire pour la validité de l'acte, s'il y a apporté son consentement; il faut, a fin qu'il ait quelque effet, cum verba & consensus aliquid operaridebeant, qu'on le presume auoir esté desiré de l'achepteur, pour s'asseurer contre l'hypotheque que le creancier pouvoit pretendre : qui est la raison de la Loy fideussor. S. pater. ff. de pignorib. d'où l'on tire cette maxime, que toutes fois & quantes que le puis empescher un acte, & que neantmoins i'y preste consentement, comme tesmoin, ou autrement, que lors la seule reticence me nuit bien. Seeus, si ene puis empescher l'acte, comme en la Loy Caius.ff. de pignor.act. qui semble contraire à la Loy sideinssor. ff. de pignorib. & que Robert concilie par la difference du testament, & d'vn acte entre viss: mais l'autre distinction me semble plus naturelle.

STOP DESCRIPTION AS BELLEVILLE OF THE STOP IN THE

confirm white de fan Martin I. syn Pelerlin, de gere Carland for Pelerlin, de gere Carland for Pelerlin and State of Sta

HYPOTHEQUE DES CREANCIERS anterieurs de temps à l'assiette de la Taille.

Que pour le payement des Tailles, le Roy n'a droict de preference contre les creanciers hypothecaires, ains sont preferez lesdits creanciers en leur hypotheque, s'ils sont anterieurs de temps à l'assiette de la Taille.

lacquidator fonte objects a.X. I sked

NTRE Marguerite Saulnier, femme d'André de Au rapport Mambe appellante d'vne sentence d'ordre, don- de Monsieur. née par le Bailly de Forests, ou son Lieutenant, le 13. Iuillet 1605. d'vne part : & les Collecteurs des Tailles des années 1596. 97. 98. intimez d'autre. Fut iugé le 9. May 1608. que pour le payement des Tailles, ny le Roy, ny les Cotlecteurs des Tailles n'auoient aucun droist de preference contre les creanciers hypothecaires, lesquels viennent en ordre du jour de leurs contracts precedens en datte de l'assiette de l'adigetaille: & par ledit Arrest sur la sentence mise au neant, & la semme preserée, comme precedente aux Collecteurs.

Les raisons de l'Arrest sont, que le fisque a bien un droist de preserence entre les creanciers chirographaires, suivant la Loy quod nauis fabricanda. ff. de privilegiis credit. vbi fiscus præfertur omnibus princlegiis personalibus, sine ante, sine post contraxerint. l. 3. Cod. de prinileg. fisc. Mais ce privilege n'est consideré entre les hypothecaires: d'autant que l'hypotheque surmonte tout priuilege personnel, l. eos qui acceperunt. Cod. qui potior, in pign. hab. Estant l'hypotheque vn droist reel qui emporte toute personalité, & entre ceux qui ont vn droict reel le temps seul, & non le priuilege donne la preference. C'est pourquoy le fisque postevior tempore non prafertur mulieri priori, l. I. C. de priuil. fifc. sed inter eos seruatur ordo temporis, & cessat prinilegium fisci, d. l.i.C. de privil. fifc.

Encores donc que les Tailles sussent vn droiet reel, ce qui n'a lieu qu'en la Prouence, & autres pays qui ont esté les premiers domptez par le peuple Romain: toutessois la preserence ne

186 H. ARRESTS DECISIFS DE QUEST.

leur pouuoit estre donnée contre yn creancier hypothecaire precedent en datte. Mais nonobstant cela il se peut dire qu'il y auroit beaucoup de difficulté au pays de Prouence, & autres, où les Tailles sont reelles & non personnelles. D'autant que quando tributa sunt realia, comme ils estoient par le Droict Romain, d'où vient le mot de Prouincia, quasi procul & primo victa, & ont retenu cét ancien Droict Romain, perpetud rem perseguuntur, nec licet rem sine censuo reliquis comparare, l. sine censu. C. sine censu, i. tributo & reliquis vniuersis fund.comp.non poss. Tellemet que les possesseurs des fonds, come tributa sunt onera pradiorum non personarum, à l'instant de l'acquisition sont obligez à toutes ces pensions publiques, qua annona & vectigalia publica dicuntur, l.3. C. de annon. & tribut. lib.12. 1.1. Cod de censib. lib. 11. sçauoir est que annona se payoient en especes de bled, ou autre genre de fruicts, & les tributs se payoient en argent. Cujacius ad dictum titulum: & comme ils pouuoient vendre leur bie sans cette charge reelle, aussi ne pouuoient-ils les hypothequer. Cui erim vendere licet, & pignori obligare licet, & contra. Mais par la Coustume generale de France les Tailles estans personnelles, & personis non rebus imposita; il estoit sans difficulté, que la femme creanciere hypothecaire doit estre preferée par la Loy cos. Cod. de pignorib. Et pour monstrer que les Tailles estoient personnelles en France, c'est qu'elles ont esté premierement impolées du temps du RoyLouys XI. & il n'y en auoit eu auparauant: Car mesmes du temps des Anglois sous le Roy Charles VII. la Cour des Aydes n'estoit encores establie, & de tributis nullamentio erat. Et quand les Roys vouloient leuer quelque chose sur leur peuple, c'estoit ad tempus, & pour subuenir aux vrgentes necessitez de leur Royaume, & capitationes dicibantur, pource qu'elles se leuoient per capita, & cessoient si tost que la cause ou necessité vrgente cessoit, comme il est aisé à remarquer du temps du Roy Ican, du Roy Louys IX. & autres. Mais celle-cy estant en datte precedente, & ayant son hypotheque anterieure, & auparauant l'assiette de la Taille saite sur les biens de son mary, iln'y auoic nulle difficulté. Cumetiamsi esset posterior, elle precederoit la debte de la Taille qui n'est que personnelle, & partant qui doit ceder à toute debte hypothecaire.

Il est bien vray qu'entre les creanciers personnels & chirographaires, la debte de la Taille est privilegiée, & le Roy preferable à tous autres creanciers, mesmes premiers saississans,

comme

DE DROICT ET DE COVST H. 187 comme il a esté iugé par Arrest donné en la Cour des Aydes, entre les Collecteurs des Tailles, ayans saissiles meubles qui auparauant auoient esté saisse par vn autre creancier, par lequel il fut iugé, qu'encores que par la Coustume de France, saisse sur saisse ne vaut, & qu'en matiere de meubles le premier saississant l'emporte, toutesfois que la Taille estoit privilegiée, & la saisse faite pour le payement d'icelle tiendroit, & seroient les Colle-Leurs, encores que posterieurs saisissans, preferez au creancier, par le privilege personnel du fisque & destributs, quia sunt subsidia regni. Nam neque quies gentium sine armis, neque arma sine stipendiis, neque stipendia sine tributis haberi possunt: dissolutionemque Imperij segui sublatis stipendiis & fructibus quibus Respublica sustine. tur, ce dit Tacite, lib. Histor. vltim. & 13. Annal. Mais cette faueur & ce privilege n'estoit considerable contre vn creancier hypothecaire: & sic, la femme sut preserée, & la sentence mise au neant qui auoit preseré les Collecteurs.

HYPOTHEQUE DE LA FEMME POUR L'INDEMNITE DE SES PROPRES.

Que la femme en vertu de la clause apposée en son contract de mariage, qu'elle pourra prendre en renonçant à la communauté, tout ce qu'elle a apporté franchement & quittement, n'a neantmoins hypotheque sur les biens de son mary pour l'indemnité des obligations esquelles elle est interuenue auec son mary, que du iour de ses contracts & obligations, & du iour de son contract de mariage.

X.

N deux procez d'ordre, l'vn de René Gaultier, Rece-Au rapport ueur des Consignations d'Angers: & l'autre du Com-de Monsieur te de Chasteau-vilain, a esté arresté par nouvelle Iuris mon rapport prudence, contre quelques Arrests alleguez au con-en l'année, traire: Que l'hypotheque qu'a la femme sur les bies de son mary, & ses creanciers au lieu d'elle, pour les obligations esquelles elle est interuenuë, ne peut remonter mesmes au jour de son con-

Cc

188 H. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. tract de mariage; mais seulement doit estre prise du jour & datte desdites obligations. La raison est, que lors de son contrast de mariage l'obligation principale n'estoit encores née, & partant l'hypotheque, qui n'est qu'accessoire de la principale, ne peut estre acquise de ce iour sur les biens de son mary. Or le recours qu'elle a sur les biens de son mary, pour estre indemnisée, & l'action personnelle qu'elle peut intenter contre iceux ne luy est acquise que du iour desdites obligations: partant l'hypotheque ne peut estre née que de ce jour; autrement ce seroit donner aux mariez vn moyen de preferer les creanciers posterieurs, in fraudem des anterieurs, en faisant interuenir leurs semmes en ces obligations, bien que posterieures; car les creanciers succedans en leur droist, & venans du jour du contract de mariage precederoient ceux ausquels le mary seul se seroit obligé: ce qui seroit contretout droiet, & viam fraudibus aperire. Ne sert de dire, que le contract de mariage ou la Coustume ayant en soy cet. te clause de pouvoir renoncer à la communauté, & ne faisant remporter son bien franchement & quittement par laditesemme que par telle renonciation à la communauté elle se descharge bien des debtes contractées par son mary seul, ausquelles elle n'a point parlé: mais de celles où elle a parlé (s'il n'est nommément dit par le contract) elle en est tenuë & obligée aux crean. ciers. Il faut donc qu'elle soit indemnisée par son mary, à cause qu'il a tous les biens de la communauté. Or cette action venant de la clause du contract, & de la Loy par la condition y apposée, l'hypotheque doit venir du jour dudit contra & : car la response est que cette stipulation n'estant expresse, elle ne peut estre entenduë: & la Coustume ayant preueu ce cas, dit bien qu'elle se deliure par la renonciatio à la communauté de toutes les debtes contractées pendant ladite communauté: mais auec cette exceprion, si ellen y a parlé, & si ellene s'y est obligée. Doncques cette exception veut que l'effet de la renonciation à la communautén'opererien ence cas: & pour ses propres elle en doit estre indemnisée du jour qu'elle a eu le recours acquis sur les propres de son mary, qui est du iour seulement des obligations: & partant ses creanciers ausquels elle est obligée, qui sont au lieu d'elle, n'ont hypotheque que du jour desdites obligations. Jugé ainsi à mon rapport pour Geneuiesue Doni, semme de Scipion Dacquauiue, pour les obligations esquelles elle estoit interuenue

DE DROICT ET DE COVST. H. depuis sa separation de biens (ce qui est sans difficulté, n'estant plus debtes de communauté) qu'elle n'auoit hypotheque que du

iour desdites obligations.

L'Arrest de Coignet du 17. Mars 1608. est contraire: mais il est particulier en son espece, à cause de la clause expresse qui auoit esté apposée au contract, comme il sut asseuré par quelques-vns de Messieurs. La clause estoit, que pour les debtes qu'elle auroit parlé, elle en auroit recours sur les propres de son mary. Oril est certain que expressa nocent, non expressa non nocent. l. expressa ff. de regul. iuris.

HYPOTHEQUE DES CREANCIERS D'VN GREFFIER DES CONSIGNATIONS.

Les Creanciers du Receueur des Consignations, pour cause de consignation, viennent tous sur ses biens immeubles et argent concurremment en ordre par contribution au sol la liure, et) ont hypotheque du iour & datte de la Consignation des sommes de deniers par eux consignez, or par preference à tous autres creanciers sur les deniers estans au Greffe, mesmes sur les autres biens acquis depuis la reception.

X House Westernoon

V procez d'ordre d'entre René Gautier Rece- Au rappont ueur des Confignations d'Angers, & les crean- de Monfieur sauare, ciers d'iceluy opposans, sut iugé selon la Loy 7: Si hominem cum l. sequente. ff depositi. Que les Con. signataires qui ont deposé leur argent sous la foy publique, le Receueur venant à déconfiture, nullas ordo hypothece inter eos seruatur, sur tous les biens dudit Receueur. L'on ne considere point la datte de leurs hypotheques du iour de la confignation par eux faite au Greffe, ou bien du jour de l'ordre, pour lequel faire ils ont configné comme adjudicataires: Mais tous sont admis par contribution au sol la liure: idque principali rescripto constat; dit la Loy, simul admittendos; estant certain qu'ils viennent tous d'vn melme iour, qui est celuy

190 L. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. auquel il a esté obligé au public par sa reception en la charge

de Receueur des Confignations, exemple nummulariorum quoties foro cedunt, quorum vsus publicus erat. l. argentary. ff. de edendo.

Au mesme procez, iugé que pour les creanciers chirographaires, mesmes pour les hypothecaires qui ont contracté depuis sa reception en la charge de Receueur des Consignations, les consignataires sont preserables selon la Loy suiuante, non seulement sur les deniers de la charge, ou qui sont trouvez encores dans les coffres du Receueur, mais aussi sur les autres biens : Ex Papiniano in d. l. sequente : quod privilegium exercetur, non tantum in ea quantitate qua in bonis argentarij ex pecunia deposita reperta est, sed in omnibus fraudatoris facultatibus inter prinilegiarios, idque propter necessarium vsum argentariorum ex viilitate publica receptum est. Toutesfois les creanciers qui ont hypotheque auparauant la re-Roy est proprement ga- ception en l'Office, quia hypotheca omni privilegio potior est, ils se-

ront preferez aux confignataires.

Colignatai-L'on alleguoit au procez deux Arrests du Grand Conseil conres de leur debte, qui la traires, l'vn donné entre les creanciers de Maistre Hierosme Tiellement Receueur des Consignations dudit Grand Conseil, rend privilegiće auant tous autres. de l'an 1615, par lequel les deniers procedans de la vente & ad-C'est ce qu'il iudication dudit Estat de Receueur, furent adiugez aux creanente publica ciers de la Consignation par privileges & preferences aux creanciers hypothecaires qui ont contracté depuis la reception en l'Office de Receueur: Mais quant aux deniers procedans de 1'Office de Greffier, (car il estoit Greffier & Receueur des Consignations,) & sur les autres biens, ils surent adiugez à chacun creancier selon l'ordre de leur hypotheque, c'est à dire, du jour de chaque consignation de leurs deniers, & de la datte de la quittance de Consignation. L'autre du 15. Decembre 1607. contre Maistre Martin Baudichon Tresorier General des

> ylures. Mais estant certain que les Receueurs des Consignations par l'erection de leurs Estats & Offices, sont obligez de ce iour à tous les Consignataires, & que le Roy est leur garand, en ce qu'ils suivent la foy publique, estans tous d'vn mesme iout, & pour les deniers de la recepte, il n'y a nul doute qu'ils n'y doiuent venir à contribution entr'eux au sol la liure, cum omnes in idem pignus concurrant, & en baillant leur argent, omnes eandem fidem publicam secuti sunt; & sic inter eos nullus ordo servari debet ex

rand aux

receptum.

DE DROICT ET DE COVST. H. principali rescripto: Mais cette équité a lieu aussi in ceteris bonis fraudatoris, pour l'hypotheque (bien que quelques Interpretes l'ayent definy, inter chirographarios tantum creditores,) car les Confignataires ont privilege de preference d'hypotheque à tous les autres creanciers hypothecaires, qui ont contracté depuis la reception en la charge, propter necessarium v sum consignationis, & quia vilitas publica hic potior est, que concurrit cum hypotheca: car les Confignataires estans au lieu du Roy ou du fisque qui leur est garand, ils succedent aux mesmes droicts du fisque, lequel a ce privilege, vt causam omnem pignoris praveniat. l. si quis mihi ff. de iure fisci: Et de faict l'Edict de l'an 1594. des Receueurs des Confignations, porte nommément qu'ils seront contraints aux payemens des deniers, comme pour deniers Royaux, ergo eodem iure & privilegio du Roy ou du fisque. Or estans entr'eux tous concurrens en mesme privilege, nullus ordo hypotheca servari debet, cum prinilegia von ex tempore, sed ex causa astimari debeant: la Loy 28. si quis mihi. ff. de iure fisci, est expresse. Or estant au lieu du fisque, ils sont preferez aux autres creanciers qui ont depuis contracté, quia prauenit fiscus omnem causam pignoris in rebus saltem postea quasitis, l. vltima: De sacon qu'en ce faict estant certain que tout le bien de René Gaultier Receueur des Consignations, auoit esté acquis depuis qu'il auoit esté recen audit Office de Receueur, ayant fort peu de commoditez auparauant; les Confignataires estant au lieu du Roy, furent jugez preferables à tous les autres creanciers de René Gaultier hypothecaires, qui auoient contracté depuis sa reception en sa charge de Receueur des Confignations d'Angers.

Arrest donné le quatriesme May 1626.

HYPOTHEQUE.

L'hypotheque qu'a le vendeur pour le prix d'un heritage vendu, qui ne luy a esté payé, est privilegié sans stipulation expresse, et preferable à tous autres creanciers hypothequaires.

XII.

Au tapport de Monfieur Sauarre, & à mon tapport les dernier Auril & 8. Septembre 1616.



N l'ordre de René Gaultier Receueur des Confignations d'Angers, bien qu'on en ait douté cydeuant, & mesmes qu'il y en ait Arrests contraires: Si est-ce que par vne nouuelle & plus certaine. Iurisprudence, il a esté arresté que celuy qui a

vendu vn heritage moyennant certain prix à payer dans certain temps, à faute de payement d'iceluy, il a vne tacite hypotheque sur la chose, bien qu'il n'y air aucune stipulation ou convention pour cét effet : & non seulement a vne tacite hypotheque du jour de son contract, mais aussi privilegiée à tous autres fors qu'au Seigneur, mesmes à ceux qui auroient basty en icelle depuis le contract, & rendu la chose meilleure. La raison de la speciale hypotheque & privilege est, que non tam iure hypotheca quam iure proprietatis res ab eo vindicatur. Car encores que par la tradition il se puisse dire qu'il a transporté tout droiet de proprieté à l'achepteur: toutesfois videtur sub hac conditione translatum dominium, si pretium solveretur; argumento legis 1. S. finali, cum sequente. ff. de rebus eorum qui sub tutela: & ab initio in ipfa translatione dominy inhasit hac conditio sue hypotheca: laquelle comme elle luy est acquise ante traditionem, iusques à ce qu'il soit payé entierement du prix de son contract, adeo vt parte pretij soluta, pro eo quod superest, posit quasi pignus eam rem quam vendidit retinere. l. Iulianus. S. offerri. ff. de act. empt. Aussi apres la tradition il a la mesme hypotheque pour la conservation du prix qui luy est deu, & est preferé à tous. autres fors au Seigneur: Quiacausa proprietatis & dominy directi est potior omni hypotheca. Tellement qu'à mon rapport sut jugé que le Seigneur est preserable aux maçons & charpentiers qui ont.

DE DROICT ET DE COVST. L. basty depuis le contract, & rendu la chose meilleure, non pour le prix entier du contract : mais pour l'estimation de la valeur de la chose, eu esgard au temps dudit contract, ventilation faite d'icelle. Et en l'ordre du Comté de Chasteauvillain, la mesme question pour la tacite hypotheque a esté iugée à mon rapport, pour le prix d'vne portion dudit Comté deub à la Marquise de Turin, laquelle a esté mise en ordre par preserence à tous autres creanciers, pour la somme restante de sa portion, venduë à Anne Daquaulue mere dudit Comte de Chasteau-vilain.

LEGS.

Qu'vn legs d'une pension annuelle eschet dés le premier iour de l'année commençante ; de façon qu'encores que le legataire decede au commencement de l'année, & que le legs soit esteint par sa mort comme un vsufruict, toutesfois il transmet à sonheritier l'année commencée de son viuant.



Acques Besson heritier de Marie Besson Au rapport sa mere, legataire de cinquante escus de de Monsseur pension annuelle, sit sa demande pardeuant le Seneschal de Lyon, contre Anthoine Samson fils & heritier du testateur, & donateur de ladite pension de cent cinquante liures, de laquelle estoient deues trois années escheues depuis le jour du dit legs à elle

fait, estant decedée ladite Marie Besson au commencement de la troisiesme année. the section of constant until vour rung

Le deffendeur Anthoine Samson fils & heritier du testateur, offroit payer les deux années de ladite pension qui reuenoient à la somme de trois cens liures, mais que ladite Marie Besson

de la Naune.

legataire, mere du demandeur estant decedée au commencement de ladite troissessme année, concluoit à ce qu'il sut deschargé du payement de ladite pension pour ladite année commencée, & qu'en ce cas annus incaptus pro completo haberi non poterat, & partant ledit demandeur deuoit estre debouté de sa demande.

Par sentence du dit Seneschal de Lyon, donnée le 28. Aoust 1621. le dit Samson dessendeur sut condamné, comme heritier de son pere, payer la somme de deux cens dix liures, restans de la somme de quatre cens cinquante liures pour trois années entieres de la dite pension de cinquante escus, encores que la troisses année eust esté seulement commencée: de la quelle sentence le dit Samson s'estant porté pour appellant, par Arrest donné au rapport de Monsseur de la Nauue le 7. Septembre 1622. sut la dite sentence consirmée, l'appellant condamné aux despens de la cause d'appel, & iugé selon la disposition de droist, que le legs & pension annuelle delaissée par testament, estoit deub pour l'année seulement commencée & non acheuée.

Les textes de Droiet y sont exprés en la Loy 5. A vobis. l.in singulos annos. l. filia mea.ff. de ann. leg. & fideic. où il est resolu que annuum legatum cedit initio cuius que anni, & integrum debetur, licet totus annus nondum fuerit completus, & legatarius decesserit infra duos aut quinque menses anni incepti & nondum finiti. Enquoy il différe de l'vbufruict d'vn fonds legué. Car on regarde si l'vsufruictier est decedé auant la recolte des fruicts, ou depuis; & tel·legs, tacitam habet in se conditionem, Si l'vsustruictier est en vie, mesmes au temps de la perception des fruiets, l. desun-Eta.ff. de vsufruetu. d.l. 8. in fingulos annos. ff. de ann. leg. Mais le legs d'vne certaine somme payable par chacun an, statim incipit deberi, dés que l'année se commence, & ided transmittitur spes illius legati ad heredem, vt neque legatum morte finitur. Ce qui n'est pas in legato conditionali. Car il faut que la condition soit escheuë du temps du deffunct, pour pouvoir en transmettre l'efset à son heritier. l. qua legata sub conditione. ff. de reg. iu. C'est pourquoy l'vsufruictier, ne quidem fructus pendentes ad heredem transmittit. l. 13. ff. quib. modis vsus f. amitt. l. 25. S.I. vers. Praterea. ff. de vsuris. l. 48 ff. de acquir. rer. dom. Car s'ils ne sont separez du sol, ils n'appartiennent à l'ysufruictier: Spica que solo tenetur

DE DROICT ET DE COVST. L. ad dominum fundi pertinet. §. 36. Inst. de rerum divisione. L'on pourroit dire la mesme chose pour les pensions des benefices & fruicts d'iceux, car les Beneficiers n'estant qu'vsustruictiers, ils ne peuvent transmettre à leurs heritiers le droist des fruists, s'ils ne sont decedez apres la perception d'iceux, comme il est dit en la Loy defuncta v sufructuaria. ff. de vsuf. vbi defuncta v sufructuaria mense Decembri, quia integro anno v susfructus duranit, ideò pensiones integra vsufructuarij heredi debentur, licet tardiùs inferantur, nempe Galendis Martiis: Mais si l'année entiere n'estoit escoulée, la pension n'est deuë que pro rata temporis quo v sus fructus constitit.l. 26 .ff. eodem: & en ce cas nous suiuons la Loy dinortio ff. soluto matrimonio, que nous pratiquons constamment au Palais, pour la divission des fruicts des benefices entre les heritiers du Beneficier & le nouueau successeur: Eodem modo quo fructus dotis soluto matrimonio dividuntur inter viduam & viri heredes d.l. divortio in princip. De saçon que si le Beneficier est decedé en Mars, ses heritiers auront la quatriesme partie des frui ets de toute l'année, encores que le Beneficier soit decedé ante perceptionem fructuum: s'il est decedé en Iuin, il en aura la moitié, & ce, pro rata temporis quo vsufructus duranit, quia beneficium propter officium. comme le mary supporte les charges de mariage, & dos pro oneribus matrimonij. C'est ce qui sembleroit en ce saict que la pension de cent cinquante liures, pour la troissesme année, ne sust deuë, que pro modo temporis, que Marie Besson a vescu: & partant ayant vescu deux mois seulement de la troissesme année, il sembleroit qu'estans alimens il n'appartient à l'heritier que la sixiesme partie qui estoit offerte: mais estant la disposition des Loix expresse, que le legs d'vne certaine somme, cedit ingressu cuiuslibet anni, & statim debers incipit, il est certain qu'elle a transmis à son heritier le droist & l'action qu'elle auoit de la demander entierement. La Loy 5. ff. de annis legatis, le decide en la mesme espece; voicy les mots: à vobis quoque cateri heredes peto, vi vxori mea prastetis quoad vixerit annuos. decem aureos: vixor supervixit marito quinquennio, quatuor mensibus; quaro an heredibus eius sexti anni legatum debeatur. Modestinus respondit sexti anni legatum deberi, & non pas, pro rata temporis quo viwit. Autant en est diten la Loy 22. au mesme tiltre, & en la Loy in singulos. La raison de la differece entre le legs d'un vsussité de certain fonds, & le legs d'vne certaine somme payable par chaeun an, a esté dite cy-dessus; c'est que le premier est, legatum sub

en fin ela

M. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. conditione, l'autre, legatum in diem, cuius spes transmittitur ad heredem.

Pour les pensions deuës par vn beneficier sur son benefice, aliud statuendum putarem: car ces pensions estant loco fructuum,& mesmese reglans par le reuenu des benefices, n'en pouuant exceder le tiers, ie croirois que la mesme regle se garderoit apres la mort du pensionnaire, qu'il ne penttransporter à ses heritiers le droict de la pension qui luy estoit payée par chacun an, qu'au pro rata du temps qu'il auroit vescu, selon la Loy dinortio, gardée en France pour les Beneficiers. week, or correspondituation to Loyalian to Afficia Section of

was being being to a superior of a M. with a post of the state of the state of

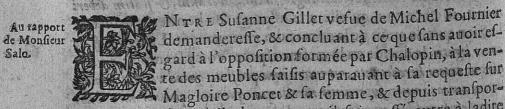
MEVBLES SAISIS SVR LE LOCATAIRE.

Que le proprietaire & locateur d'une maison n'est preferable pour les loyers de sadite maison à un autre creancier qui a saisi les meubles qui sont en la maison, quand la saisie a esté faite auparauant le bail à loyer, & qu'elle a esté tousours poursuiuie.

right what water advant there I are the second a moderal area.

Sur l'article de la Coustume de Paris 171. qui commence, Toutesfois les proprietaires des maisons sises és villes, &c.

Au tapport



tez en la maison où ils demeurent, il soit passé outre à ladite vente, & les deniers en prouenans baillez à la demanderesse, d'vne part, is mis molament a Louis al mant fin manne d'une d'une part, is mis molament au l'une part de la molament au leur de la molament au l'une part de la molament au l'

Et Pierre Chalopin proprietaire de la maison en laquelle sont demeurans ledit Magloire Poncet & sa semme, opposant à sin de preserence, comme priuilegié sur les biens meubles de son

DE DROICT ET DE COVST. M. 197 locataire trouvez en sa maison, suivant la disposition de l'article 171. de la Coustume de la Preuosté & Vicomté de Paris, conçeu en ces termes:

Toutes fois les proprietaires des maisons sisses és villes & faux-bourgs, & fermiers des champs, peunent suiure les biens de leurs locatifs ou fermiers executez, encores qu'ils soient transportez, pour estre premiers payez de leurs loyers ou moisson, & iceux arrester insques à ce qu'ils soient vendus & deliurez par authorité de sustice.

Sur cette contestation, les parties ouyes, sentence s'en est suiuie de Messieurs des Requestes du Palais, le 19. Decembre 1620, par laquelle dit est: que sans s'arrester à l'opposition du dit Chalopin il sera passé outre à la vente des meubles saissis à la requeste de la

demanderesse.

De cette sentence, ledit Chalopin s'estant porté pour appellant à la Cour de Parsement, où le procez conclu & receu pour juger entre les dites parties, Artest s'en est ensuiuy au rapport de Monsseur Salo, le 26. ou 27. Juillet 1622, par lequel la dites entence des Requestes du Palais a esté consirmée, & les conclusions

pleinement adiugées à la demanderesse & intimée.

La raison de cet Arrest est, que la chose saisse a passé auec la charge de la faisse qui estout faite auparauant le bail à loyer, qui est une raison de Droist qui a lieu in omnibus casibus, res tradita cum sua causa. l. ea lege Cod. de donat, & que la tacite hypotheque pour les loyers de la maison, introduite par la Coustume de Paris, ne peut auoir son effet sur vne chose qui est faisse par aucun, & possedée par vn autre qui est debteur, en vertu de ladite saisse, lirem alienam aut ab alio possessam. ff. de pignorat, act. Carlaraison du priudege donné au locateur est, d'autant que le creancier & locateur possede par son debteur ses meubles qui sont dans sai maison: de sorte qu'estant en possession il est preseré au creancier, mesmes saississant auparauant by mais quand ils ont este saissauparauant, & puis transportez en sa maison, il ne peut pas dire les posseder, veu qu'auparauant un autre en estoit constitué. possesseur des mesmes meubles par la saisse qu'il en auoit saite, & que duo vnius eins demque rei possessores esse non possunt in solidum. Aussique le transport des meubles a esté fait en sa maison, à la charge de ladite laisse: c'est ce qui fut suiuy par l'Arrest. apply the saire du don die les du puroi

MARIAGE D'VNE IMPVBERE.

Qu'vne fille impubere n'ayant accomply l'aage de douze ans, estant proche de puberté, est capable de contractermariage, con vertu d'iceluy peut demander ses conuentions matrimoniales.

H. Andrew Tenton Towns of the Control of the

NTRE Maistre Iean Iarry sieur de la Tousche, curateur de Damoiselle Catherine Gaultier, vesue de seu Maistre Pierre le Conte, demandeur à l'entherinement d'une Requeste par suy presentée à ladite Cour, le 10. Ianuier 1622, tendante à ce que la

desfenderesse suite Cour, se so sante la somme de six mil liures pour l'assiette de trois cens soixante & quinze liures pour le douaire presix de la dite Gaultier, ou luy en bailler & deliurer assiette, & à luy en payer les arrerages deubs & escheus, & à luy faire deliurance de son preciput: & ordonné que sur les biens meubles & immeubles dudit dessun Pierre le Conte, par preserence elle sera payée des arrerages de sondit douaire, & autres choses qui luy sont deuës par la succession dudit dessun el le Conte: & que la dite dessenderesse representera & communiquera l'inuentaire qu'elle a fait saire apres le deceds dudit le Conte son mary, d'une part.

Et Damoiselle Louyse Boucherat, vesue de dessun Maistre Raoul le Conte dessenderesse d'autre: Et encores Damoiselle Marie le Conte, semme authorisée par Iustice, au resus de Maissire Iean Giully, Aduocat au Priué Conseil du Roy, son mary, heritiere sous benefice d'inuentaire dudit dessun Maistre Pierre le Conteson frere, demanderesse à l'entherinement d'une Requeste par elle presentée à ladite Cour, se 7. Auril 1622, tendante asin d'estre receue partie interuenante en l'instance d'entre les les Iarry & Boucherat: & faisant droi & sur son interuention, que ladite Gaultier sust declarée non receuable en la demande par elle faite du douaire & du preciput, & autres choses par elle pretenduës: & ordonner que les meubles dudit

dessure des enfans & heritiers par benefice d'inuentaire de defunct Maistre Pierre Gaultier, sieur de Bonnois, Conseiller du Roy en son Conseil d'Estat & Priué, & Maistre René Iarry, tuteurs des enfans & heritiers par benefice d'inuentaire de defunct Maistre Pierre Gaultier, sieur de la Verauderie, qui en est chargé, & qu'à ce faire ils seront contraints, & partant deschargez: & ladite Catherine Gaultier condamnée en tous les despens, dommages & interests, d'yne autre part.

Et les dits M. René Gaultier, M. René & Iean Iarry, es dits noms, la dite Gaultier & Louyse Boucherat, dessendeurs d'autre. Et encores la dite Boucherat, demanderesse en execution d'Arrest, d'une part, & les dits Gaultier & Iarry, es dits noms, dessendeurs d'autre part, sans que les qualitez puissent prejudicier.

Le Noir pour ladite Boucherat a dit, qu'en vertu d'Arrest contradictoire elle a fait faire commandement aux tuteurs des enfans de dessunct Gaultier, de representer les meubles, pour estre vendus: a quoy n'ayant satisfait apres plusieurs suites de leur payer, la cause ayant esté renuoyée par Arrest du Conseilen cette Cour: A baillé sa Requeste, à ce que les commandemens seroient declarez valables, & que les dits tuteurs seroient contraints à la representation des dits meubles, suiuant l'Arrest, mesmes par pri-

son, comme depositaires.

Germain pour ladite le Conte, heritiere de son frere, interue? nante, dit que sa Requeste tend à ce que ladite Catherine Gaultier, pretenduë vesure de seu Pierre le Conte, frere de l'interuenante, soit declarée non receuable au doüaire & preciput par elle requis : alleguant pour moyens que le contract de mariage d'entre le dit dess'un et le Conte & la dite Gaultier, auoit esté passé en cette ville, ladite Gaultier estant encore impubere, n'ayant que dix ans & trois mois. Qu'il y auoit clause audit contract, que le mariage seroit solemnisé de la volonté des parens, laquelle n'auoit esté suivie : Qu'au contraire contre la volonté de lamere, & la disposition de droist, ledit feu le Conte estant en la ville d'Angers le mariage auroit esté solemnisé, ladite Gaultier n'ayant lors qu'onze ans quatre mois. Que le pere d'elle, la recognoissant incapable du mariage la renuoya deslors hors d'auec son mary en vne maison qu'il auoit proche de la ville d'Angers. Que le 24. luin de l'année 1619. ledit feu le

Conte allant pour voir ladite Gaultier, qui ne peut estre dite autre que sa siancée, s'estant mis sur la riviere de Loire su noyé, elle n'ayant lors qu'onze ans & huiet mois. Consequemment tel mariage non valable, estat contracté avant la puberté de la sille, estant lors, & encore au temps de la dissolution d'iceluy, incapable de procreation. Que telles conjonctions estoient prohibées par toutes sortes de Loix: mesmes que telle estoit l'observance du peuple Israëlitique. Que la question avoit esté decidée par vn Arrest prononcé à Noël 1621, par Monsieur le President de Verdun, donné en la Chambre de l'Edict, contre vn nommé d'Aubigny: contre lequel y ayant eu Requeste Civile, les parties sur icelle Requeste Civile auroient esté mises hors de Cour & de procez. Et depuis l'Arrest prononcé solemnellement en robbes rouges: ce qui décidoit la question, & conclud à ce que ladite.

Gaultier soit deboutée auec despens.

Le Verrier pour ladite Catherine Gaultier, dit qu'elle avoit fouffert vne affliction insupportable en mesme temps, d'auoir perdu fon mary & fa mere, noyez en la riuiere de Loyre, & peude temps apres son pere estant decedé. Qu'auiourd'huy son interest est plus grand pour la perte de son honneur, si le mariage estoit declaré nul. Qu'il estoit veritable que deffun& Pierre le Conte estant commis aux Gabelles d'Anjou demeura pendant deux ans en la maison de deffunct Gaultier son pere. Que ledit deffunct Gaultier estant venu en cette ville auec sa femme & sadite fille, la Damoiselle Boucherat, mere dudit deffunct le Conte, fit la demande du mariage; que le contract en fut passé le 24. Iuin 1618. en presence de plusieurs parens de qualité. Le pere promet à sa fille six mille liures, le preciputs stipulé au surviuant de quinze cens liures, le douaire prefix ou coustumier accordé, la mere du mary ne luy baille rien, promet seulement trois mille liures de nente : Qu'elle auoit preuue par quinze lettres missiues de la mere du contraire de ce qui avoit: esté plaidé, que le mariage auoit esté solemnilé contre sa vol lonté. Que mesmes en Feurier suivant, la mere avoit fait publier les bans en cette ville en la Parroisse de Sain& Merry. Que son desfundt mary & elle auoient tousiours vescu ensemble insques au iour de l'accident suruenu. Qu'il y auoit eu contract fait apres la mort, qui estoit decisif, par lequel vn nommé Guerou, parent & Procureur de ladite Boucherat, mere du

DE DROICT ET DE COVST. M. 201 dessunct l'auoit recogneue vesue, s'estant sais de partie des meubles, ayant delaissé les autres pour le preciput de la femme, suiuant le contract, auec le trousseau qui luy auoit esté baillé, delaissé és mains de son pere, iusques à ce qu'il en eust esté aduisé. Que depuis poursuite auroit esté faite pour l'interest des six mille liures, promis par le contract. Arrest en May 1621. contre les heritiers de seu Gaultier, portant condamnation de l'interest depuis le iour du contract iusques au deceds dudit seu le Conte. Que s'il y auoit de la faute en ce mariage, elle deuoit estre imputée à la mere du desfun & qui l'auoit recherché: Tomboit d'accord que ladite Gaultier avoit esté née le 5. Octobre 1607. Que lors du mariage elle n'auoit qu'onze ans quatre mois, & qu'elle estoit demeurée vesue à onze ans & neuf mois: mais que les mariages contractez entre impuberes sont valables, quand il n'y a point eu de séparation, ou que les parties n'ont point declaré n'en vouloir resilir auant la puberté, & que le mariage a receusa persection & consommation. Que par le Droict Canon, la fille approchant de la puberté estoit capable des effets du mariage, lequel droict estoit suiuy & obserué lors qu'il estoit question de la validité des mariages: dit & pose en fai& que le mariage a esté consommé, & qu'elle en a la preuue par escrit par des lettres missiues, notamment par vne recogneuë par le mary, qui porte la recognoissance du mariage accomply. Ques'il y a difficulté, cela se verifiera par toutes sortes de prenues.

Que l'Arrest allegué auoit des particularitez & rencontres contraires à la question qui se presente, parce que le mariage auoit esté contracté en l'absence du pere & de la mere du contractant. Que le pere du mary n'auoit ratissé, il y auoit desfaut de la publication des bans: que la semme n'auoit demandé son douaire que huist mois apres la mort de son dessure matriage, auoit contracté vn second mariage, apres lequel elle auoit demandé à verisier la consommation du premier matriage. Que s'il y a de la faute au faict qui se presente, elle ne peut estre imputée à la vesue innocente, qui a esté contrainte d'obeyr à la volonté de ses pere & mere, à son mary, à sa mere, & à ses parens, pour la faute desquels elle ne doit estre priuée de ses conuentions matrimoniales. Et partant a conclu à ce que le douaire & preciput luy soient adiugez, du moins par

provision, estant sondée en contract. Et pour les tuteurs, dit qu'ils ne peuvent representer les meubles, parce qu'ils estoient entre les mains de ladite Gaultier vesue, pour laquelle soustient qu'ils luy appartiennent, & qu'elle ses devoit reprendre par le contract de mariage: quoy que ce soit, qu'elle se pouvoit faire payer ses conventions matrimoniales sur iceux,

Le Noir a repliqué, que la representation des meubles est iugée par Arrest contradictoire: Que les approbations alleguées du mariage par ladite Boucherat ne luy peuvent preiudicier, ayant renoncé à la succession de son sils: Que Guerou n'estoit que son Procureur, elle procedoit comme creanciere &

caution.

Et Germain en replique dit, qu'il ne peut y auoir aucuné fin de non receuoir contre sa partie, qui n'a rien approuné du mariage, la preuue de la consommation duquel n'est receuable.

La Cour en la premiere Chambre des Enquestes, faisant droict sur la Requeste de ladite Gaultier, sans s'arrester à l'interuention de ladite le Conte : A ordonné & ordonne que ladite Gaultier sera payée de son douaire & connentions matrimoniales, suiuant le contract de mariage, & Coustume des lieux, sur les biens de son mary: & entant que touchela Requeste de ladite Boucherat, Ordonne que les meubles seront representez par les tuteurs en la ville d'Angers, pour estre vendus à la maniere accoustumée : A ce faire seront contraints par toutes voyes deuës & raisonnables, pour estre les deniers procedans de la vente d'iceux distribuez à qui il appartiendra. Cependant comparoistront les parties pardeuant M' Maistre Iules Sauarre, Conseiller en ladite Cour, pardeuant lequel contesteront sur la preserence desdits deniers, pour à son rapport leur estre fait droiet, sans despens. Fait en Parlement le vingt-quatriesme Ianuier mil six cens vingttrois.

Cét Arrest, bien qu'à l'Audience, & sur les plaidoyers des Aduocats; toutessois ayant esté donné aues grande cognoissance de cause, apres que Messieurs se surent ouys par deux matinées, semble estre du tout contraire à l'Arrest cy-dessus allegué, prononcé à Noël 1601. & imprimé entre les Arrests prononcez en robbes rouges, sub illo lemmate. Vne sille impubere

DE DROICT ET DE COVST. M. bere qui n'a accomply douze ans, n'est capable de contracter mariage, & est priuée de ses conventions; ayant esté jugé tout le contraire par cettuy-cy: mais ie croy qu'il se peut remarquer vne raison de cette contrarieté, par le faist particulier & circonstance que ie pense seule estre decisiue. C'est qu'en celuy-là la semme qui demandoit son douaire s'estant remariée huist mois apres la mort de son dessun & mary, & s'estant par son faict osté le moyen de prouuer qu'il auoit esté consommé, bien qu'auant la puberté la presomption du Droist estant contre elle: cela sut cause de la debouter de la demande de son douaire, bagues & preciput. Mais en cettuy-cy la preuue de cette consommation, outre laquelle elle offroit le verifier plus amplement, y estoit au procez par certaines lettres missiues recogneues, que le mariage auoit esté consommé entr'eux, bien qu'auant la puberté de la fille. C'est ce que les Canonistes ont determiné, & que nous suivons en matiere de mariage, in cap. puberes. extr. de despons.impub. Certumest enimeum esse puberem qui ex habitu corporis pubertatem oftendit, & generare iam potest, vt in cap.3.codemtit. Manifestum est enim eum esse puberem qui gesticulatione sui corporistalis est vt procreare possit, licet ad metas legibus definitas non peruenerit. le sçay que par le Droiet Ciuil il ya eu des aduis contraires sur cette puberté: les Proculiens determinoient la puberté par l'aage, c'est à dire aux femelles, par l'aage accomply de douze ans, & aux masses par l'aage de quatorze ans, parfaicts & accomplis, & le quinziesme commençant : d'autant que la femme vient plustost à la perfection & puberté que l'homme, & est plustost capable d'engendrer: ce qui vient non tant de la chaleur, qui est plus forte en l'homme qu'en la semme, que de l'infirmité & temperature froide: car elles croissent & engendrent plustost, pource que leur fin est plus proche, à cause que seurs principes de vie sont plus soibles, & ayans la vie plus courte, pource qu'elles sont plus froides, elles croissent & passent plustost par tous leurs aages, que les hommes, selon la maxime d'Aristote liure quatrielme chapitre 6. de la Generation : Tout ce qui est plus petit & plus foible arrive plustost à sa fin. Du Laurens question a. de son huistiesme liure de l'Anatomie. Ce que nous voyons aux fruices, Eaulia poma citius maturescunt, robusta serius. Les Cassians & Sabinians definissoient au contraire la puberté par l'habitude du corps: ce qui semble auoir esté suiny par les

204 M. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. Canonistes. Mais l'honnesteté & la raison ciuile du Droict ont enfin emporté que la puberté s'estime non par l'habitude du corps, ou par l'inspection d'iceluy, cette nudité estant contraire à la pudeur & à l'honnesteré, mais par l'aage telle que cy-dessus: tellement que la semme est estimée impubere qui n'a pas accomply l'aage de douze ans, & le masse qui n'a pas atteint complettement l'aage de quatorze ans. Indagatione corporis inhonesta cessante, dit la Loy 3. C. qui testamenta facere possunt; Ce que lustinian auoit tiré d'autre Loy plus ancienne: car auparauant cette constitution cela s'observoit entre les Payens. Tertullian lib. de velandis virginibus; Tempus, inquit, Ethnici observarunt, vt iura sua atatibus reddant: nam fæminas quidem à duodecim annis, masculos à duobus plus annis ad negotia mittunt. Tellement que pour le mariage, definitum est instas esse nuptias, que secundum pracepta legum fiunt, intermasculos puberes, fæminas verò viripotentes. §.i. Instit. de supt. lequel mot de viripotens, id est, qua virum pati potest, en la semme, n'est pas mis par difference, pour dire que mulier pubes st qua virum pati posit, cela ayant esté determiné autrement par Justinian, mais d'autant qu'en la femme ce nom propre luy est convenable, au masse le nom propre desfaut. C'est pourquoy il vse du nom commun, comme fort bien remarque Cujas in cap. 1. de desponsat. impub. extra. Et en cela l'Arrest prononcé en robbes rouges par Monsieur le Premier President de Verdun semble estre fondé, que l'impubere auparauant douze ans accomplis n'est capable de contracter mariage: mais il faut recognoistre que les Canonistes, bien qu'ils ayent suiuy les Loix ciuiles, mesmes contre les deux definitions cy-dessus proposées de Isidore & de Gregoire VII. en ce que la puberté regle le mariage: de facon que celuy qui a accomply l'aage de puberté, encores qu'ilne fust pastel par l'inspection du corps, c'est à dire, que puberalemeius nondum vestem cepisset, le mariage seroit bon, contre l'opinion de la Glose en ce chapitre Puberes, condamnée par Ioannes Andreas, & par Panorme: toutesfois l'impubere, pour ueu qu'il soit proche de la puberté, in matrimonium coire potest, cap 7.8.9.6 vlt.extra de desponsat.impub. celle est estimée proche de puberté & de contra-Eter mariage qui a l'aage d'onze ans accomplis, ou qui est circa duodecimum annum, dict.cap.7.in verbis, si fuerit atate proxima, viin undecimo vel circa duodecimu annum, c'est à dire, qui est sur l'onzielme année, ou qui l'a accomplie. Servius ad illud Virgily Ecloga 8.

Alter ab undecimo tum me iam ceperat annus. Ad est, dit-il, duodecimus tertius. Alter enim de duobus dicitur, & wult significare se vicinum esse pubertati: Ayant accomply ou bien atreint l'an treiziesme de son aage, & à plus forte rais on elle sera estimée pubere qui a commencé le douziesme, comme au faict qui se presente, & aussi en celuy sur lequel a esté donné Arrest prononcé en robbes rouges; car elle auoit vnze ans ou plus, ainsi qu'il est rapporté au faict: & ie dis qu'en cette espece proximus pubertati pro pubere habetur; maxime, s'il peut faire preuue de la consommation & de la capacité de procréer, qui est necessaire au mariage, comme au faict de cet Arrest, c'est à dire, celle qui a passé vnze ans ; qua tamen attigit annum undecimum, & cap. 21. de desponsalib. & matrimon. in specie proposita. La raison de cette decision introduite par les Canonistes, & que nous suivons en matiere de mariages, est que par la raison naturelle, selon Aristote, Quod parum abest, de co idem sentimus, ac si nullo modo abesset : vi கித் யால் ம்கை வில், சிருவி சிலவ். Celuy qui est proche peus'en faut de la puberté, doit estre estimé pubere : Mais en ce faict, ayant suiuy la volonté de son pere & de sa mere, elle ne doit estre pri-

uée de ses conventions par la faute d'autruy. Joint qu'elle estoit preste, au cas qu'on voulust faire quelque dissiculté sur l'aage, de faire apparoir de la consommation ensuiuie: Vt pubes omnino debeat estimariqua proxima suit pubertati. Voila les raisons sur lesquelles Messieurs se sonderent, que i'ay recueillies du mieux que i'ay pû. Et en cas que les deux Arrests sussent contraires, standune esset vltima decisioni, ayant examiné les raisons du precedent Arrest: Cum posteriores leges derogent prioribus, & secunda cogitationes

sapientiores esse debeant.

And the state of the state of

MOINE.

L'habit ne fait pas le Moine, mais la profession.

111.

Au rapport de Monfieur Pidoux.

NTRE Benigne de Valentiennes, semme de Philippes de Carissere Notaire Royal, appellante d'vne part: Et Anne Benoist & Denys d'Estain, intimez d'autre, le 28. May 1603, sut iugé pour rendre vn homme vray prosez, & partant interdit de pou-

uoir disposer de son bien, qu'il ne suffit pas vne profession tacite, squoir est, d'auoir porté l'habit de profez, & fait tous actes de vray profez par an & iour, voire par l'espace de 25. & 26. & 28. ans dedans vn Monastere ensermé, ains est besoin d'vne profession par escrit, suiuant l'Ordonnance de Moulins article 55. d'où vient le Prouerbe, Habitus non facit Monachum, sed professio. Il y a quelques-vns qui ont distingué quand les habits des profez sons distincts & dissemblables, vitume la longue possession, & les actes fassent presumer la profession, suiuant la disposition du chapitre ex parte, & du chapitre viduam, de regularibus, apud Gregor. Mais ie croy qu'en ce cas il faudroit toûjours alleguer la perte de l'acte de profession, suiuant la dite Ordonnance de Moulins.

为一个人,不是一个人的人,也是一个人。

STATE OF STA

ke little in the profession of the contract of

a classifications of the control of

CAS DE MORT ES STIPVLATIONS COMMENT S'ENTEND.

En matiere de conuentions & conditions des stipulations, le cas de Mort s'entend de mort naturelle, & non de la mort ciuile.

IV.

NTRE Tean Herué Bourgeois de Paris, & ses ayans Aurapport cause, appellans d'vne sentence donnée par le Preuost de Monsseur de Paris, par laquelle ils auroient esté condamnez se

desister & departir d'vne maison size sur le pont Nostre Dame, baillée audit Herué à certaines vies, d'vne part: & les Marguilliers de l'Eglise S. Geruais bailleurs de l'heritage, intimez, d'autre. Fut le 8. Iuillet 1603. iugé qu'encores que par de Droiet en quelque cas, la mort ciuile soit comparée à la naturelle, en la Loy 13. sed etsi mors.ff.de donationibus inter virum & vxorem: vbi donatio causa mortis facta à marito vxori confirmatur deportatione postea subsecuta tanquam morte mariti, humanitate quadam: toutesfois qu'en matiere de conuentions & stipulations regulietement mortis appellatione naturalis tantum intelligitur. Tellement que le bail fait à vies de certaines personnes, n'est point finy par la profession Monastique d'vn d'iceux, licetalioqui sola eapitis minutione finiatur etiam vsusfructus, scilicet maxima & media. §. finitur autem v fusfructus. Instit. de v sufruct.

La raison qui fut alleguée est, qu'en ce cas quand quelqu'vn change la vie seculiere en Monastique, neque capite minui, neque mori reuera intelligitur: & bien que nous dissons qu'ils soient morts au monde, cela s'entend pour n'estre plus habiles à succeder & contracter, & faire tous autres actes seculiers: mais non pas qu'ils semblent estre minuti capite, ny estre morts civilement, cum contrà în gloriam perpetuo viuere sint existimandi, sicut qui in bello pro patria meiderant: de façon que la sentence fut mise au neant, & en emendant, les appellans enuoyez absous des demandes des Marguil-

tiers, lesquels furent condamnez aux despens.

N.

NANTISSEMENT PAR VN CREANCIER.

Que le Creancier qui au pays de Nantissement a nanty son contract, & payé ou composé du quint denier deub au Seigneur, n'est remboursé par le debteur de la rente lors qu'il la rachepte, que de ce qu'il a actuellement payé au Seigneur.

I

Au rapport de Monsieur Biet. NTRE Sean Dompierre demandeur, & vn nommé Houdart dessendeur, le 22. Iuillet 1606. Fut jugé en la Coustume de Ponthieu, en laquelle il est deu le quint denier de chacun nantissement au Seigneur, dont releuent les choses nanties; & par laquelle aussi en contract de constitution de rente, il est requis de se faire nantis sur les biens de son debteur, pour acquerir le droict d'hypotheque par le creancier, lequel est tenu ce saisant payer le quint denier de la rente: Que si le debteur vient à rachepter sa rente, comme il peut, il n'est tenu de rembourser le creancier que de ce qu'il aura veritablement payé au Seigneur, pour les droicts du quint denier, & non du droict entier dont il auroit eu don ou composi-

Ce qui sit difficulté, estoit que par plusieurs Arrests, le retrayant lignager auroit esté condamné à faire remboursement entier à l'achepteur des quints & requints & droits Seigneuriaux par luy, ou payez, ou bien à luy donnez, encores qu'il n'eust rien deboursé. Mais la raison de la difference sut remarquée, qui est qu'vn retrayant lignager, bien qu'il semble sauorable, neantmoins en ce qu'il oste la liberté de contracter, est aucunement odieux, & doit l'achepteur qui a acquis de bonne soy, estre remboursé de ce qui luy tient lieu d'argent, é omnino indemnis haberi. Le debteur au contraire racheptant sa rente ex matura contractus, il ne sait rien que ce qu'il peut, & le creancier

tion pour ses seruices particuliers.

DE DROICT ET DE COVST. N. 209 qui a tousiours profité de la somme principale ne doit estre remboursé que de ce quod revera ei abest, & non pas tirer encorevn gain extra sortem, qui luy est payé auec tous les arrerages. C'est pourquoy la sentence du Seneschal de Ponthieu sut infirmée, qui condamnoit le deffendeur au payement entier & rembourlement du quint denier.

NANTISSEMENT EXCLVD LES DROICTS PERSONNELS.

Article de la Coustume de Boulenois: Tous droicts reels, comme Nantissement, excluent les droicts personnels.

II

E faict est, que lacques Morel & Alix Bonata- Aurapport que sa femme, constituerent solidairement sur de Monsseux eux & sur tous leurs biens vne rente de trente liures à vn nommé Charles Raut, lequel ne se feroit fait nantir fur les heritages & biens ausdits

Morel & Bonataque appartenans; ledit Iacques Morel decede: apres lequel deceds tes heritiers vendent vne terre estant de la succession dudit Morel à vn nomme Claude Routier, lequel fait nantir son contract d'acquisition, & l'ensaisiner en la Iustice du Seigneur, dont le dit heritage estoit mouuant, suiuant la Coustume de Boulenois. Peu de temps apres il est assigné à la Requeste de Blimond Varnier, & Charles Mignot, en declaration d'hypotheque, lesdits Blimond Varnier & Mignot heritiers de Charles Varnier; qui estoit legataire de Charles Raut de la dite rente de trente liures, & concluent contre Claude Routier, à ce que comme detempteur & possesseur de ladite terre & heritage qui auroit appartenu à deffun& lacques Morel son debteur; il soit condamné à payer & continuer ladite rente de trente liures à luy deuë & leguée par ledit Charles Raut, auquel auroit constitué payer les atrerages escheuës, & continuer tant, &c.

Charles Routier se deffend, & soustient qu'estant nanty, &

210 N. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. ayant fait ensaisiner son contract d'acquisition, qu'il est asseuré contre les demandeurs legataires du creancier du deffunct, lequel creancier n'auroit fait nantir son contract de constitution de ladite rente, n'ayant par ce moyen qu'yn droist personnel, attendu que l'heritage dont est question, estoit assis en pays de nantissement, & dans la Coustume de Boulenois, où il est dit par arti. cle exprés: Que tous droicts reels excluent les droicts personnels: & bien qu'il ne soit que creancier de l'heritier, & eux creanciers du defunct long-temps auparauant son hypotheque acquis; toutesfois ayant acquis bona fide, le bien du deffun & estant saisse de l'hypotheque ayant acquis vn droiet reel, il doit estre preferé aux demandeurs en la possession de la chose, sans estre renu de déguerpir, & sans que les demadeurs puissent en ce cas demander separationem bonorum, selon la Loy premiere: S. sciendum.ff. de separationibus: car cel a seroit bon, si resin hereditate remansisset: mais estant venduë, & ayant esté acquise sans fraude, ils ne peuvent en ce cas auocare pignus. l.2. ff. de separat. ab herede vendita hereditate frustra separatio desiderabitur, viique si nulla fraudes incurrit suspicio. Sur ce Arrest, par lequel ledit Routier est absous de la demande en declaration d'hypotheque par luy intentée, auec despens, ordonné que l'Arrest seroit seu & publié en la Seneschaussée de Boulenois, pour seruir de Loy en semblables cas.

Prononcé le 6. Mars 1622. & fut iugé que le tiers detempteur qui a nanty son contract d'acquisition, exclud le droict personnel du creancier du dessunct, dont son vendeur est heritier, qui ne s'est fait nantir en ladite Coustume de Boulenois. Et ce suivant autre Arrest donné au rapport de Monsieur Portail en la cin-

quiesme Chambre, le 21. Mars 1617.

Secus esset, si la chose n'auoit esté venduë, & qu'elle sust encores dans l'heredité: car lors le creancier du dessun si seroit preseré au creancier de l'heritier qui auroit nanty par le moyen de la sepatation des biens qu'il peut demander contre le creancier de l'heritier, & non tam potior quàm solus invenitur, d & sciendum, l.1. sf. de separationem auotat hypothecam à creditere, d. & sciendum.

NOTAIRES QUAND PEVVENT ESTRE POVRSVIVIS.

Que les Notaires ne peuvent estre poursuivis ne condamnez pour vne faute commise par eux par imperitie de leur art, si dolus absit.

A question qui va de sçauoir si le Notaire qui Au rapport par imperitie auroit obmis ces mots, leu & releu, de Monssenre doit estre condamné aux dommages & inte-reau, rests propter imperitiam, fut iugée par l'Arrest cy-apres cotté contre vn Notaire appellé Sa-

chet, & François Rançon, le vingt-vniesme Ianuier mil six cens cinq. Car François Rançon n'estant admis à la succession de son oncle que pour vn tiers, par ledit Arrest qui auroit declaré le codicille nul, faute de ces mots qui auoient esté oubliez dans la minutte, & par lequel codicille il estoit appellé en vne moitié entiere de la succession, il sembloit qu'il fust bien fondé en la demande des dommages & interests par luy intentée contre ledit Sachet : estant certain par le droiet qu'en tous les contracts qui eulpam recipiunt, post culpam commissam periculum aut damnum pertinet ad eum qui culpam commist. l. contractus. ff. deregul. iur. & que l'imperitie culpa adnumeratur, quia culpa est, imò lata, non intelligere, quod omnes homines einsdem vocationis intelligunt: toutesfois les parties furent par ledit Arrest mises hors de Cour & de procez. La raison est, qu'il y a certains negoces entre les hommes qui ne tombent point en aucune espece de contracts, neque conductionis, neque locationis, neque commodati, neque alterius generis: veluti in mensore, in aduocato, in procuratore: nous dirons de mesme en vn Notaire: Vbi quod datur, non mercedis sed honorary loco datur, & opera beneficij loco prastatur. l. 1. ff. si mens. fals. mod. dix. Or en toutes ces negoces on est tenu seulement du dol, culpa autem nomine quis non tenetur. d.l. 1. vbi disitur mensorem agrorum qui falsum modum dixerit, de dolo tantum:

212 N. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. & lata culpa teneri, cum sibi imputare debeat qui imperitum adhibuit. Car qu'il y ait vne action particuliere en Droict, par laquelle culpa vindicetur, vt actione de dolo dolus, il est certain qu'il n'y en a qu'vne seule introduite par le Preteur, qui est actio legis Aquilia, laquelle est particuliere propter seruum aut inuentum, aut iniuria occisum. l.t. & 2.ff.ad l. Aquiliam. Et c'est pourquoy si medieus imperite fernum secuerit, tenetur illa actione aux dommages & interests, propter damnum culpa datum; licet quod ei datur, honorary loco detur: mais c'est per actionem legis Aquilia.l.7.5 vlt.cum l. sequenti.ff. adl. Aquiliam: mais hors ce cas en Droist nulla actione in factum sulpa vindicatur. Quant à l'Ordonnance, nous n'en auons point qui vueille que les Notaires soient condamnez en ce cas aux dommages & interests: Partant n'y ayant point de dol, au contraire estant vn Notaire de village, cuius rusticitati venia dari potest: Que ledit Sachet n'estoit tenu à aucuns dommages & interests enuers ledit François Rançon: sibi imputare debet quòd peritiorem non adhibuerit. Et suivant ce, depuis en mon rapport en la Chambre de l'Edi& en l'an 1610. entre le sieur de Clermont d'Amboise demandeur, d'vne part: & Mancheuelle, & Quatreuaux Notaires demeurans à Paris, quibus peritia maior esse débet, encores qu'il y eust de leur faute bien grande, pour auoir signé vn testament deux iours apres le deceds du testateur, non en la presence des tesmoins, deuant lesquels le testateur auoit declaré sa volonté, mais à leur logis & à part, toutesfois furent les parties mises hors de Cour & de procez. Le mesme est rapporté par Monsieur Louiet en son Recueil d'Arrests, in lemmate: Notaires quand sont tenus aux dommages & interests. Mais les raisons de Droict qui y sont adioustées, nous confirment dauantage en cette re-Solution.

And the second of the second o

-site hereo and the reduced the section is a self-section

THE PARTY OF THE P

The states of the last states to the state of the states o

0.

OBLATS.

Oblats ne se prennent que sur les Abbayes de fondation Royale ou Ducale, qui sont en la nomination du Roy.

I.

V T iugé le 12. Auril 1603. pour le Prieur de Sel- Au rapport les, contre vn nommé Brissonneau, que toutes de Monsseur Abbayes ou Prieurez qu'on veut assujettir à la place d'vn Oblat, faut qu'elles soient de fondation Royale, Comtale ou Ducale, ou bien en la nomination du Roy: & partant au faict de celuy qui estoit nommé en la place d'vn Oblat audit Prieuré de Selles, ne faisant apparoir que le dit Prieuré sust de fondation Royale, surent les parties mises hors de Cour & de procez, apres auoir demandé l'aduis de toutes les Chambres.

OBLIGATION DE LA FEMME SANS. L'AVTHORITE DE SON MARY.

Cesmots, de pouvoir s'obliger par la femme sans l'authorité de son mary, ne s'entendent que d'vne simple obligation, & non pas des contracts des alienations perpetuelles.

II.

NTRI deux Bourgeois & habitans de la ville de Aurapport
Mante: fut iugé le dernier Iuin 1603, en ladite Coude Monsseur
flume de Mante; qui porte par article exprés, que
femme separée de biens peut s'obliger sans l'authorité de
son mary, que cela se doit entendre d'vne simple obligation, qui n'emporte vne expresse alienation de son immeuble;
mais seulement vne hypotheque: tellement qu'vn contract d'es-

O. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. change fait par vne semme sans l'authorité de son mary fut cassé, n'ayant esté authorisée par Iustice au resus de son mary: d'autant que les contracts de vente & d'eschange, qui habent in se causam perpetuam transerendi domini, ne peuvent estre compris sous le mot d'obligation, & aussi que la Loy dessend en ce cas à la femme d'aliener son bien sans l'authorité de son mary, par la Loy whi. Cod. de iure dotium, in verbis, nulla licentia ei res suas alienandi.

OBLIGATION SOLIDAIRE.

Que l'obligation contractée par deux ou trois qui s'obligent conjointement, ou au payement d'une certaine somme, ou à un bail iudiciaire à eux fait, s'ils n'ont dit expressément par tiers, ou par moitié s'entend estre solidaire ratione du creancier.

III.



NTRE Iean Niuelet & Nicolas Estourneau, appel-Au rapport de Monsseur Bouguier.

lans de la sentence donnée par les Presidiaux de Poistiers d'vne part: & Iean Arnaut, au nom & comme tuteur de ses ensans, poursuiuant le payement de la somme de neuf cens liures, contenue

en certaine transaction du 17.0 Cobre 1610. intimé d'autre.

Par Arrest du 6. Aoust 1622. donné à mon rapport, furent lesdits Estourneau & Niuclet condamnez solidairement au payement de la dite somme de neuf cens liures, in eo, qu'ils s'estoient tous deux obligez conjoinctement au payement de ladite som-

me, & promis payer icelle.

La raison de douter estoit, à cause que ces mots, solidairement vn seul & pour le tout, n'auoient pas esté exprimez en ladite obligation & transaction, lesquels estans apposez doiuent operer quelque chose dauantage que quandils sont obmis: selon qu'il est decidé en l'Authentique, hoc ita. C. de duob. re stip. & prom. si pactum fuerit speciale vnumquemque teneri in solidum. Car DE DROICT ET DE COVST. O.

si conuenerit tantum, vt vterque sit obligatus, alter in solitum non potest conveniri, sed pro parte tantum; ainsi non datur actio in solidum

centra onumquemque nisi id actum sit specialiter.

Toutesfois la raison de decider est plus équitable, d'autant que ces mots, solidairement vn seul & pour le tout, sont inutiles & superflus, procedans plustost d'vn stile de Notaire, que necessaires pour rendre l'obligation plus solidaire. C'est la disposition de la Loy 2. Cum duo. ff. de duob. re. const. Cum duo eandem pecuniam aut promiserint, aut stipulati sint ipso iure, & singuli in solidum débent, & debentur. Ce qui se trouve avoir esté à ce confor- Autre Arrest mémentingé par autre Arrest prononcé le mesme iour & an que semblable au dessurapport de Monsieur Damours, en vn procez de Com-rapport de missaire, entre vn nommé Richard, demandeur en recours, en Damours. vertu d'vn bail iudiciaire fait à trois conjointement, & vne nommée de Volay, desfenderesse, fut jugé qu'il se pouvoit addresser solidairement pour le payement dudit bail montant à la somme de deux cens soixante & seize liures contre la dite de Volay, comme heritiere de sa mere, qui s'estoit renduë fermiere iudiciaire auec deux autres, bien qu'elle pretendist n'en estre tenue que pour vnetroisiesme partie par la disposițion du Droist expressément remarquée en la Loy 9. eandem rem.ff. de duob. reis: où il est dit que non seulement, per stipulationem duo rei debendi constituuntur. S. ex his obligationibus. Instit de duob re. sedetiam in aliiscontractibus, emptione, venditione, locatione, conductione, &c. & il est certain que si trois s'estoient obligez enuers vn creancier au payement d'vn bail à ferme à eux fait, qu'ils seroient tous trois obligez solidairement, nisi nominatim adiectum sit, provirilibus portionibus eos teneri, ou bien que l'yn se fust obligé en quelque clause particuliere sans que l'autre en fust tenu : tuncenim non sunt duo rei debendi, à quibus impar suscepta est obligatio, d.l.t. ce qui est fortremarquable, maxime, en vn bail iudiciaire, nonobstant le benefice de division, qui ne regarde que les fideiusseurs.

and the second superscription of the makerial particles of the second superscription of the second supe

And Alast Dry to Book to State William State Control of

OBLIGATION DE REPRESENTER

Qu'un fils qui s'est obligé de representer son pere, toutes fois co quantes qu'il sera ordonné, s'estant renducaution pour luy, pour plusieurs sommes de deniers, est quitte, & deliuré par la mort du pere subitement arriuée, sans auoir esté interpellé, ny ordonné de le representer, on est tenu au payement des sommes pour lesquelles il s'estoit rendu caution, bien qu'il se fust obligé au payement d'icelles, à faute de le representer.

A u rapport de Monsieur Baillon.



EAN Cheville, Bourgeois de Montlucon, tant de son chef, que pour Michel Gigonniet, se confitua demandeur pardeuant le Seneschal de Bourbonnois, ou son Lieutenant, contre Gaspar & Pierre Pinet, freres, enfans de seu Maistre Gilbert Pi-

net, pour se voir condamner, faute de pouvoir representer ledic feu Gilbert leur pere, de payer audit demandeur deux cens dix: liures sept sols six deniers d'vne part, soixante & quatorze liures d'autre, deux cens dix liures dix-hui&t sols d'autre: & encore cent dix liures onze fols d'vne part, & fix vingts sept liures dix sols, & quinze liures d'autre : pour lesquelles leurdit pere auoit esté emprisonné: ensemble que solidairement servient tenus payer lesdites sommes, & aux despens, dommages & interests. Sur laquelle demande les parties ayans contesté & procedé, sentence seroit suivie du premier iour de Mars 1622, parlaquelle lesdits dessendeurs auroient esté condamnez au payement desdites sommes: & en ce faisant ledit demandeur leur feroit cession d'actions, sans garentie ny restitution de prix, & sans despens.

De cette sentence les deffendeurs ayans interjetté appel à la Cour de Parlement, en laquelle le procez par escrit conclu & receu pour iuger entre lesdits Gaspar & Pierre Pinet, appellans de ladite sentence, & intimez d'vne part, & ledit Cheuille, intimé & appellant de ladite sentence, tant pour luy que

DE DROIGT ET DE COVST. O. 217 pour ledit Michel Gigonniet, ence que par icelle les dits Pinet n'auoient esté condamnez folidairement payer les dites sommes, & aux interests & despens d'autre, les parties ayans escrit & produit respectiuement de part & d'autre, le tout veu & examiné, la dite Cour par son sugement & Arrest a mis & met les dites appellations & sentence de laquelle a esté appellé au neant, sans amende, & les parties hors de Cour & de procez, sans despens, sauf audit Cheuille audit nom, à se pour uoir sur les biens dudit seu Gilbert Pinet, ou contre ses heritiers, ainsi qu'il aduisera bon estre, & dessens au contraire. Cét Arrest est du 13. Aoust 1622, donné au rapport de Monsieur Baillon.

Par ledit Arrest a esté iugé que celuy qui a promis representer vn autre toutes sois & quantes, ou au dessaut, de payer pour luy, il est quitte, si celuy qu'il doit representer meurt auparauant qu'il ait esté constitué en demeure, & interpellé de le representer.

La raison de ce est, que nemo ad impossibile obligatur, l. impossibilium.ff.dereg.iu.& tout ainsi que si que stipulatus sit Stichum mortuum dare, inutilis est stipulatio. S. penul. & 1.103. liber homo.ff. de verb. obligat. aush si pænam promiserit aut certam quantitatem, sous cette condition, si Stichus datus non esset, & posteamortuus sit, cum homo mortuus sisti non possit, nec pænarei impossibilis committatur. l. 65. si homo moriuus.ff de werb.obligat iunctal. si decesserit.ff.qui satisdare cogant. & l sancimus. 26. in verbo, nisi intra primum tempus quod ei statutum est, reus principalis ab hac luce fuerit subtractus. C. de fideiuss. Car icy l'obligation n'est pas alternatiue de representer ou payer, in qua virumque est in obligatione, alterum in solutione, & bomo, & summa, l. res & astimatio: quia tunc si res non extet, & fundus chasmate perierit, omnimo do astimationem prastabit maritus, etiamsi in mora tradendi non fuerit, l. plerumque. S. vlt. ff. dein. dot. Mais en cette obligation, vnum est in obligatione, sifere hominem, laquelle estant reduite ex posifacte ad imposibilescum home mortuus sisti non possit, pana aut astimatio non committetur, laquelle n'est deue que sous cette condition, si homo non sistatur, ainsi qu'il a esté iugé en la premiere Chambre comme cy-deffus. entrational constants

Ilsemble qu'il y a quelques Arrests contraires à celuy-cy: entre autres celuy de Pelicano, prononcé en robbes rouges, à la Nostre Dame de Septembre 1618. Car bien que le pere sust decedé, si est-ce qu'il estoit decedé post tempus exhibitionis, apres les trois mois de délay qui luy auvient esté donnez pour le repre218 O. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. senter: d'ailleurs le fils s'estoit obligé purement & simplement pour son pere, & le cas estoit qu'il se vousoit faire releuer de cette obligation, sous pretexte de minorité dont il sut debouté. Pour le regard de l'Arrest de Lassemas, confirmatif de la sentence du Preuost de Paris, par laquelle il auoit esté restitué de l'obligation par luy faite estant mineur, pour deliurer son pere de prison, il y auoit des particularitez, & porte l'Arrest, sans tirer à consequence, d'autant que le pere dudit Lassemas estoit encore viuant, au-

quel ses creanciers se pouuoient addresser, si bon leur sembloit, puis qu'ils estoient remis en tel estat qu'ils estoient lors de l'essargissement de leur debteur. Mais icy le pere estant decedé auant que les enfans eussent esté requis de representer, l'obligation estoit esteinte, ne pouuant plus per rerum naturams.

OFFICE.

Que l'Office acquis pendant la communauté appartient seul au mary, & que les heritiers de la femme predecedée n'ont qu'une action de my-denier: (1) partant que l'accroissement de la valeur, comme l'Estat, n'est point communicable ausdits heritiers, sice n'est que le desfunct l'ait declaré au contraire.

de Monfieur Barillon en vn procez de Commissai-



representer vn mort.

NTRE Charles Emanuël Desrues, appellant & intimé de divers chefs d'vne sentence de Messieurs des Requestes du Palais. Et Ican Varlet, curateur de la fuccession vacante de seu François Desruës, aussi ap-

pellant, intimé.

Fut agitée vne question tres-importante pour la valeur des Offices, qui s'est augmentée tout à coup par l'ambition des par-

ticuliers, maxime, en l'Estat de France.

Il estoit question de l'Office de Receueur General ancien des Finances en la Generalité de Soissons, acquis par dessunct François Desruës, pendant son mariage, auec Catherine le Vacher, decedée auparauant ledit Desruës: depuis lequel temps ledit Delruës

DE DROICT ET DE COVST. O.

Desruës ayant administré la tutelle de ses enfans, & depuis mort, insoluable, ledit Emanuël Desruës son fils auroit esté contraint de renoncer à ladite succession, & y faire establir vn curateur, se tenant à la succession de samere Catherine le Vacher : de saçon qu'entre autres choses, il estoit demandeur pour la somme de trois cens mille liures, faisant moitié de six cens mille liures, à quoy ledit Office ancien auoit esté estimé & vendu à Maistre Iacques Pastourel, le 2. Decembre 1611, bien qu'il n'eust cousté à la communauté, & n'eust esté achepté par son pere deffunct, pendant son mariage, que trente-cinq mille liures, de laquelle somme ledit Syndic luy offroit la moitié, soustenant n'estre tenu à

plus grande fomme.

Les raisons de l'appellant estoient, que bien que les Offices soient attachez à la personne seule du mary, & n'entrent point proprement en partage ny en communauté, d'autant qu'ils vacquent par la mort du mary seul, & sont impartables & indiuisibles de leur nature, comme a esté iugé par plusieurs sois: neantmoins qu'il falloit distinguer & considerer deux respects en tous Offices, celuy qui concerne la fonction publique d'vn Officier, & pour laquelle l'Office est principalement institué: l'autre, le commerce dudit Office, l'achapt ou la proprieté d'iceluy. Au premier, il est vray que le mary seul est titulaire du benesice; la semme, le mineur, bien que ledit Office sust achepté de leurs deniers, ne peuuent rien pretendre audit Office, ne se peuuent pas qualifier du titre d'iceluy, qui est indivisible: mais l'vn & l'autre par le moyen de l'Edict estably pour le droict annuel s'est conserué ce bien pour la vesue, & pour ses ensans, qui s'en peuuent dire proprietaires & seigneurs: & les Offices faisans auiourd'huy la meilleure partie en nos biens, on peut dire que le prix procedant d'iceux, ou la valeur, entre en la communauté, & est partageable comme vn autre bien de la communauté entre le suruiuant des deux conjoints & les heritiers du predecedé.

Cette distinction se peut consirmer encore par vn exemple ordinaire, qui tous les iours se pratique entre Financiers, & dont on n'a iamais fait dissiculté depuis le dir establissement du droiet annuel, qui les rend comme hereditaires & sujets au partage, en matiere de societez. Car plusieurs ayans fourny argent pour achepter vn Office de Finance, & vn seul s'estant rendu

titulaire dudit Office, & ayant accommodé sonnem à des personnes associées au prosit & emolument dudit Office, le pourueu, en verité, estoit seul l'Officier, comme exerçant la charge & seul recogneu titulaire; mais les achepteurs, & qui auoient sourny l'argent estoient les vrays proprietaires; & comme ils participent également au reuenu, ils participent aussi à l'accrosssement & augmentation de la valeur dudit Office, prouenue du temps & de l'encherissement de toutes choses: & l'on n'a point veu que le titulaire ait pû retenir ledit Office à suy seul, en remboursant ses associez du prix par eux déboursé, & de l'argent seulement qu'ils auroient auancé.

Si cela ne s'est pratiqué en matiere de societez particulieres d'Estars, il doit encore estre moins pratiqué en societez coniugales, où la femme entre aux honneurs du mary comme aux infortunes, & doit participer à l'emolument comme au dommage: qui est vn argumentinfaillible, tiré du Droiet; Eadem enim esse debet ratio lucri & damni. S.cum autem. verf. sed etsi post emptionem. Institut. deempt. & vend. Nam & commodum eius esse debet cuius est periculum: post emptionem persectamomne periculum ad emptorem pertinet; ergo si fundo aliquid per alluuionem accesserit, ad emptorem quoque pertinebit. Caril est certain en ce faict, que si le mary pendant la communauté, n'vlant point du benefice du droiet annuel, comme il le pouuoit, en ne payat point pour la taxe, l'Office venat puis apres à vacquer par sa mort, que cette perte sust tobée sur toute la communauté, & par consequent au dommage de la femme, & non sur sa portion seule. Nous diros donc par cette mesme raison, que s'il est augmenté, si per allunionem aliquidaccesserit, que cela doit appartenir à sa femme ou à ses heritiers, cum sit eadem ratio lucri & damni.

Au contraire, les intimez respondoient, que cela auoit esté dessa preiugé par plusieurs Arrests: tellement que toutes ces raisons cessoient pour le iourd'huy, ayant esté iugé selon l'opinion de Benedictus & de Chassaneus, que les Ossices appartiennent au mary seul, & que les heritiers de la semme n'ont qu'vne simple action de my-denier, pour ce qui a esté pris dans la communauté, à l'exemple de l'heritage acquis pendant la communauté, lequel peut estre retiré par retraict signager par l'vn des conjoints, apres la dissolution de la communauté: & ne tombe point en icelle communauté, mais est au pouvoir de celuy du costé duquel vient ledit heritage, de le conserver en la famille, venant

DE DROICT ET DE COVST. O.

dans l'an du jour de la dissolution de la communauté, en payant la moitié du prix pour lequel l'heritage a esté acquis, suiuant l'arricle 155. de la Coustume de Paris. Il y a Arrest du 21. Ianuier 1612. donné en la cinquiesme Chambre des Enquestes, au rapport de Monsieur Hassé: & l'Arrest donné aussi en la premiere Chambre, au profit de Monsieur le President le Coigneux; & les raisons qui surent deduites l'ont ainsi preingé, ayant determiné qu'Anne Cerisier sille vnique de Marie Durant, apres la mort de sa meren'aubit eu aucune part en l'Office de Maistre des Comptes, qu'auoit acquis son pere pendant le mariage d'entre luy & Marie Durant: L'Arrest en est imprimé avec les raisons. Autre Arrest sur allegué de Monsieur de la Proutiere, & encore vn autre pour Monsieur Gourreau Maistre des Requestes, le 1. Fevrier 1605 par lesquels on a jugé que l'on ne peut contraindre le mary deresigner, & au cas qu'il ait vendu son Office, l'action ne vacque que pour demander la moitié du prix qu'il a cousté à la communauté. Quant'à l'argument du peril & de la perte, que cette societé deuoit estre interpreté en la faueur des marys qui supportent tout le faix de la charge, & quibus modicum illud lucrum non debetinuideri, par des heritiers collateraux, lesquels n'ont que dire, estans remboursez de ce que la communauté a esté diminuée, 6 quodeisreuera abest. Et cette question enfin a esté determinée en ladite premiere Chambre par Arrest du 4. Mars 1628. pour l'Estat & Office d'Aduocat du Roy de Monsseur Servin, vendu cinquante mil escus, qui n'auoit cousté que dix mil escus à la communauté, contre Louys de Haruille, sieur de la Grange & Paloiseau, & Françoise Seruin son espouse, appellans d'yne part, & ledit Louys Seruin son pere, intimé d'autre, dont a esté fait mention cy-dessus en la lettre D, nombre XIII.

Cette decision demeure pour constante, si cen'est que le pere alitervoluerit, associant ses enfanstant à la perte, qu'en l'énrolument de la charge: & ayant fait cette declaration depuis l'inuentaire fait, & la communauté dissoluë, à l'exemple de l'heritage acquis par retraich lignager, lequel apres l'an, le lignager n'ayant proposé son action de my-denier, ne peut plus auoir l'heritage à luy entieremet, mais est censé estre de la comunauté: à plus sorte raison si aliquo modo, il a voulu que ses enfans eussent parten cét Estat: comme au faict particulier de ce procez il apparoissoit par le papier iournal du deffunct, qu'il auoit fait depuis la mort de sa 2.22 M. ARRESTS DECISIFS DE QUEST.

femme, qu'il auoit compris son Office entre les biens communs à luy & à ses enfans, qu'il seur auoit laisse la moitié des deniers par luy baillez pour la confirmation du dit Office: que le Syndic l'auoit ainsi alloué au compte rendu; & partant que le pere n'auoit voulu retenir à suy seul sedit Office, ains le faire courir aux risques desdits enfans; aussi l'émolument seur deuoit appartenir, c'est à dire, la moitié du prix qu'il auoit esté vendu, & non la moitié de ce qu'il auoit cousté à la communauté.

Et ainsi sut jugé, & la sentence confirmée qui adjugeoit audit Desruës la somme de trois cens mil liures, faisant moitié de six cens mil liures, pour laquelle ledit Estat auoit esté vendu, & non la somme de dix-sept mil cinq cens liures, faisant moitié de trente-cinq mil liures, pour laquelle il auoit esté achepté par le pere pendant son mariage. Ledit Arrest donné le 8. Septembre 1621, au rapport de Monsieur Barillon en vn procez de Commissaire.

OFFICE REDVIT EN DENIERS.

Que les deniers d'vn Office, dont le mary estoit pour ueu auparauant son mariage, n'entrent point en la communauté, of sont
propres aux heritiers à l'exclusion de la vefue survivante.

IV.

Prononcé en robbes rouges. NTR E Monsseur de la Grange Trianon Conseiller en la Cour, au nom & comme tuteur d'vne sienne niepce mineure, delaissée par le trespas du sieur de la Grange son strere, Thresorier à Orleans, appellant d'vne part:

& la vesue dudit dessuration de l'Estat dudit de la Grange moitié de trois mil escus, prouenus de l'Estat dudit de la Grange en vertu de sa procuration suy sust adiugée, comme estant la dite somme entrée, & faisant part de la communauté, nonobstant que le dit dessuration trait pour ueu dudit Estat au parauant son mariage.

La demanderesse se sondoit sur ces raisons: Premieremet l'Office de Thresorier ayant esté resigné, il estoit meuble par la Coustume de Paris art. 95. le desseunce auoit esté despouisse dés son viuant de son Estat; c'estoit donc vn meuble, & par ainsi le prix qui en estoit prouenu deuoit entrer en la communauté: & qu'ainsi ne soit quad la Coustume dit que l'Office est reputé immeuble, cela s'entend quand il est saisse auant la resignation admise & prousson DE DROICT ET DE COVST. O. 223 faite au profit d'vn tiers: Et neantmoins les deniers en prouenans sont distribuez au sol la liure, comme au cas de déconfiture.

En second lieu, quand l'Estat seroit immeuble, si est ce que les neuf mille francs qui en sont prouenus ne peuvent estre immeubles. Car tout immeuble est ou de nature, ou par convention. Naturellemet il ne se peut: car yne somme d'argent notoirement est meuble: Par convention il ne peut aussi, d'autant qu'il n'y a point de stipulation de remploy. Dailleurs on donne des qualitez à des immeubles qui ne peuvent s'accommoder à la somme pretendue immeuble. Vn immeuble a fondement en la chose comme on dit, sundo vel solo haret, unde res soli dicuntur. Dayant age l'immeuble a suite par hypotheque, ce qui ne se peut dire de la somme de neus mil liures. Or il estoit en la puissance du dessun et de stipuler le remploy de l'Estat, au cas qu'il eust esté vendu: ce que n'ayant sait, sibi imputet par les Loix, In conventionalibus. st. de verb. oblig. l. veteribus. st. de pastis. l. alienatio. st. de contrah emp. & vend. l. si cum ea. C. de dot. promiss. l. tutor st. de administr. & per tut.

En troisiéme lieu, deux fictions ne peuvent concurrer ensemble. Lsiverò S. Marcellus. ff. mand. Or il y auroit deux fictions en ce cas. La premiere, seroit la fiction de la stipulation de remploy, qui n'a point esté: La secode, qu'vne some mobiliaire soit yn immeuble.

En quatriesme lieu, l'Office n'est point jugé absolument immeuble, sinon en vn cas, quand il est saiss auant la resignation admise: & de fait la Coustume vse du mot, est reputé immeuble, qui est

vn verbe signifiant improprieté.

Quintò, il y a vne tres-grande consideration, qui est, que si les Offices estoient immeubles, les semmes seroient exposées aux plus grands inconueniens, & à la plus grande pauureté du monde. Car il se void souvent que les hommes doivent le prix de leurs Offices, ou bien en sont rentes, & se mariansils acquittent leurs Estats du bien de la communauté, & de l'argent que leurs semmes leur ont apporté; tellement que s'il advient qu'ils decedent, si leurs Estats sont immeubles, ils iront au prosit des heritiers, & les semmes demeureront dépouillées de la plus grande partie de la communauté: Ainsi à leurs despens les heritiers de leurs marys s'enrichiront, & elles deviendront pauvres. Par ces moyens, la demanderesse concluoit à ce que ladite somme sust reputée mobiliaire, & que la moitié luy sust deliurée, l'autre mise à prosit pour la mineure.

224 O. ARRESTS DECISIFS DE QUEST.

Le dessendeur au contraire soustenoit la demanderesse non receuable en ses sins & conclusions: En premier lieu, il prend la Coustume à son aduantage, laquelle declare assez la nature de l'Office quand elle dit qu'il est immeuble. Et quand nous n'en aurions autre preuue, si est-ce que nous le pourrions apprendre de ce que les Offices sont donnez aux hommes pour vne marque de dignité, de laquelle les semmes ne peuvent estre capables, & par ainsine doivent en tirer prosit.

Dauantage, qui considerera la valeur des Offices & des Estats d'auiourd'huy, il iugera les Offices tenir lieu d'immeubles, pourautant que les hommes sont si aueuglez, & comme insensibles en leur conuoitise & ambition, que d'autant plus qu'ils voyent les Estats hors de prix, d'autant plus ils en sont desireux: de là vient qu'ils ne font difficulté de vendre leurs biens propres & immeubles pour les changer en Estats: d'où l'on void l'inconuenient qui en aduiendroit si les Offices estoient renus pour meubles, & entroient en la communauté. C'est pourquoy les Offices ont toûjours esté fauorisez par les Loix, qui leur ont donné des prinileges particuliers qu'ils n'ont pas fait aux autres biens & possessions des hommes: Cela se void en l'Authentique 53. chap. 5. là où dicuntur militiæ quadamab omni hypotheca immunes, & alia qua ex ca n dicebantur, neque ad heredes transibant nisi benesicio & concessione Principis: quadamerant hereditaria, & alia temporaria qua cum vita finiebantur: Et encores, Hereditaria ad heredes non transibant mortuo militante,nisi præstito aliquo, scilicet centum aureis, vi celligitur ex titulo de Adintoribus Quastoris: & sic sub certa pretij desinitione heredes in habebans: buius modi militias retinendi. De là est venu le reglement de la Paulette, qui est enfin rendre les Estats hereditaires, & les faire immeubles. On peut voir pareillement les priuileges des Offices aux titres de off.mag.off.de Privileg.schol. & la Loy Mortuo boue, & la Loy Lucius Titius, la premiere. ff. de legat. 2.

Ces raisons ayans esté deduites pardeuant Messieurs des Requestes du Palais, sentence s'en ensuiuit, par laquelle les neus milliures sont declarez auoir nature de meubles; & entrer en la communauté: ce que faisant, la moitié seroit & appartiendroit à la demanderesse, & l'autre moitié à la mineure: de laquelle sentence le desseur audit nom se porta pour appellant, releue son appel, le procez conclu & receu pour juger en la premiere

Chambre des Enquestes.

DE DROICT ET DE COVST. O. 225

On alleguoit en cette cause contrarieté d'Arrests, l'vn du 23. Decembre 1552, donné entre Marguerite Martinet vesue de seu Anthoine Giraut viuant Notaire Royal, d'vne part: Et lean le

lenne tuteur & curateur, d'autre.

L'autre du 12. Decembre 1558, entre les heritiers d'vn nommé Grenier, luy viuant Secretaire du Roy, & pourueu dudit Office lors de son mariage, d'vne part; & savesue d'autre: par lesquels les deniers prouenus des dits Estats auroient esté adiugez aux heritiers immobiliaires des dessurcts, à l'exclusion des vesues, & neantmoins par vn autre Arrest nouvellement donné en la Chambre de l'Edist au rapport de Monsseur Bauyn, les deniers prouenus d'vn Estat venal, auroient esté adiugez moitié à la vesue, & moitié aux heritiers du dessurct.

Sur ce constitt d'Arrests sut aduisé de prendre deux Conseilders de chaque Chambre, pour trouuer la dissiculté: & passal'aduis en cette sorte, en emendant la sentence de Messicurs des
Requestes du Palais qui auoientiugé les deniers de la vente dudit Ossice, meubles, & adjugé la moitié d'iceux à la vesue: que
Marie de la Grange, sille dudit Louys de la Grange, viuant
Thresorier de France, jouïroit de la somme entiere de trois
mil escus, qui estoit se prix de la vente dudit Ossice dont il estoit
pourueu auparauant seur mariage, comme n'estant l'Ossice entré en communauté, ny par consequent les deniers procedans
d'iceluy.

Prononcé en robbes rouges par Monsieur le Premier President de Harlay, le Vendredy 7. Septembre 1607. Et après la prononciation de cét Arrest, Monsieur le President aduertit que l'Arrest estoit sort remarquable, pource qu'il fait Loy à la Cousume de Paris, par lequel ou apprend qu'vne somme de deniers prouenus d'vn Office, duquel estoit pour ueu le mary auant son mariage, n'entre point en la communauté.

A site mye de ca. Decembre reignach africh an ablicitiet of les test of les tests o

Model of Alle Methods - Cutes of Source

danielege de la Couftame de l'aris.

PRIX DE L'OFFICE VENDY.

Que l'action qu'a l'heritier de la femme pour demander la moitié des deniers pris par son mary dans la communauté, pour achepter un Estat & Office venal, est pure mobiliaire, mesmes en la personne du mineur, & partant le prix dudit Estat appartient entieremet à l'heritier mobiliaire, & l'action est confuse en luy.

an temporal Anna temporal design to the decision

Sur vne cause plaidée en l'Audience en la premiere Chambre des Enque-Acs.



NTRE Damoiselle Marie Liedet vesue de Maistre Gilles Durant, Lieutenant General des Eauës & Forests de France, au nom & comme tutrice, & ayant la garde-noble des enfans mineurs dudit deffunct& d'elle, ayant repris le procez au lieu dudit deffunct

qui estoit appellant d'vne sentence rendu e par le Preuost de Paris ou son Lieutenant, le 11. iour de May 1617. & demandeur en Requeste par luy presentée à la Cour le 20. May ensuiuant, tendante afin d'évocation du principal, d'yne part: Et Maistre Iacques le Coigneux Conseiller du Roy & President en la seconde Chambre des Requestes du Palais, & Messire Pierre Brulard Escuyer sieur de Vaux, Conseiller du Roy en ses Conseils d'Estat & Priué, intimez & deffendeurs en ladite Requeste d'éuocation, & demandeurs en Requeste par eux presentée à la Cour le 26. Novembre dernier, tendante à fin de main-leuée de la saisse faite à la Requeste de ladite Damoiselle vefue Durant, des deniers procedans de la composition de l'Office de Maistre des Comptes de deffin & Maistre Barnabé de Ceriziers, entre les mains de Maistre Nicolas Mandat, d'vne part : & ladite Damoiselle vesue Durant, en la qualité en laquelle elle procede, deffenderesse à ladite Requeste à fin de main-leuée, d'autre.

A estéingé le 22. Decembre 1617. que l'action qu'a l'heritier de la femme, pour demander la moitié des deniers de l'Office venal achepté par le mary des deniers de la communauté, & pendant icelle, n'est que mobiliaire: & partant que le pere comme heritier de sa fille y succede comme à vn meuble, sans preiudicier à

l'article 95. de la Coustume de Paris.

Le

DE DROICT ET DE COVST. O. 227 Le faist est, qu'en l'année 1583, au mois de Fevrier, sut contraté mariage entre dessunst Maistre Barnabé de Ceriziers prenant qualité d'Argentier en la maison de Monsieur le Duc de Ioyeuse, & de seu à Damoiselle Marie Durant sœur de l'appellant & demandeur.

En 1585, au mois d'Auril, ledit sieur de Ceriziers est pourueur d'vn Ossice de Correcteur en la Chambre des Comptes, & en l'année suiuante 1586, au mois de Septembre de l'Ossice de Maistre des Comptes, l'vn & l'autre des dits Ossices, ayans esté acquis pendant & constant seur communauté & des deniers d'icelle.

En l'année 1593. au mois de Septembre, ladite Damoiselle Marie Durand seroit decedée, de la issant Anne de Ceriziers sille vnique du dit sieur de Ceriziers & d'elle, niepce de l'appellant, laquelle par l'article 229. de la Coustume auroit succedé à sa mere en la moitié des biens conquis pendant la communauté: sçauoir en la moitié de l'Office, & moitié de plusieurs rentes constituées contenuës en l'inventaire fait incontinent apres le deceds de ladite mere.

Et laquelle moitié de conquests par le deceds de l'adite Anne Ceriziers aduenn sur la fin du mois d'Aoust 1599, est ant morte mineure & en bas aage, est depuis retourné à l'appellant son oncle & heritier immobiliaire du costé & ligne de sa mere, par le trespas de laquelle luy estoit escheuë ladite moitié: de laquelle moitié toutessois ledit sieur de Ceriziers succedant à sa fille, auoit jouy par vsusquiet sa vie durant, suiuant l'article 2,0, de la mesme Coustume.

Quant aux propres anciens de ladite Anne de Ceriziers, qui consistoient, tant en ce qui auoit esté baillé à sa mere par le contract de mariage, qu'autres biens à luy aduenus par le partage sait entre ledit seu sieur de Ceriziers, au nom & comme tuteur de sa fille d'une part, & l'appellant d'autre, deux ou trois mois apres son deceds tous les dits propres luy surent rendus & restituez par contract passé entr'eux le 14. Nouembre audit an 1599, par lequel apres la restitution des dus propres sont escrits ces mots: Sans presudice du partage qui reste à saire entr'eux des biens acquis pendant la communauté d'entre ledit seur de Ceriziers & salite des surs presudite sur sur quand l'un d'eux en requerra l'autre. Paroles qui surent expressement adjoussées pour conserver l'heritier immobilier en la moitié à lux

appartenant en la dite communauté, à la quelle il ne pouvoit encores penser valablement, obstant l'vsussuit du pere qui viuoit lors.

Or le deceds dudit sieur de Ceriziers estant depuis arriué le 19. iour d'Auril 1617 incontinent apres, le sieur Durant bailla sa Requeste au Preuost de Paris, & sur icelle sit appeller les deux heritiers, qui sont les intimez, à cause des Damoiselles leurs semmes, siles du deuxiesme lict dudit sieur de Ceriziers, & demanda partage estre sait, tant de l'Ossice de Maistre des Comptes, jacent en l'heredité, que des rentes constituées qui estoient de la communauté de sa dessur, suiuant la clause inserée audit partage de l'an 1599.

Pour le regard des rentes acquises, les intimez offroient partage à l'appellant, & pour l'Office l'empeschoient, & soustenoient que cela estoit confus en la personne du pere qui auoit succedé aux meubles de sa sille. Voila le principal dont sedit Durant auroit demandé l'éuocation par Requeste du 20. iour de May 1617. l'appel ayant esté sormé par luy d'vn iugement par dessaut, par sequel le Preuost de Paris auroit ordonné au principal que les parties viendroient plaider au premier tour: & cependant

permis aux intimez de disposer de l'Office.

Les raisons de l'appel estoient, que c'estoit preinger la cause en effet de leur auoir permis de disposer d'vn bien de trente mil escus de valeur sans le consentement de l'appellant, bien que moitié luy en appartenoit comme heritier immobiliaire de ladite Anne de Ceriziers sa niepce: & estant ledit Office purement immeuble,quelque subtilité que l'on y puisse apporter : & à quoy le demandeur concluoit au principal évoqué. Et pour ses raisons disoit, que la Coustume estoit expresse pour luy en l'art. 95. en ces mots, Office venal est reputé immeuble; où ce mot de reputé n'estoit marque d'improprieté, ou fiction. Car en tout ce tiltre de biens meubles ou immeubles, elle n'auoit iamais parlé autrement. Les cedules & obligations pour choses mobiliaires sont reputées membles. Les v stancilles d'hostel reputez meubles. Poisson dans l'estang reputé immeuble. Bois, foing, coupez, reputez immeubles. Office venal reputé immeuble. Bref iamais la Coustume n'a parlé autrement, à l'exemple du Iurisconsulte: in l. fructus ff. de rei vindic. fructus pendentes pars fundi essevidentur, id est sunt.

Et la Coustume ayant estably cette maxime, que l'Ossice venal

DE DROICT ET DE COVST. O.

est immeuble, elle confirme cette disposition par deux marques infaillibles; adjoustant qu'il a suite par hypotheque, quand il est saissi parauant resignation & provision faite au profit d'vn tiers, &

qu'il peut estre decreté.

Par l'art. 170. il est porté que les meubles n'ont point de suite par hypotheque. Voulat donc cofirmer l'immobilité de l'Office venal apres l'auoir declaré immeuble, elle adiouste, Et a suite par hypotheque, auparauant resignation & provision seulement. Car ilne seroit pas raisonnable de pretendre hypotheque sur vn Office qui a passé en main tierce, apres provision du Roy, qui est estimée, à l'esgard d'vn Office, comme vne adjudication par decret. Car l'Officier pourueu & receu, non habet ius à resignante, sed à principe. Si vous auez donc pretension sur vn Office, il y faut venir de bonne heure, auant que l'Office soit hors la main du restgnant : & cette saisse l'affecte & le rendimmeuble pour estre decreté. C'est ce que le mesme art. 95. pour la deuxiesme marque de l'immobilité, dit que l'Office peut estre crié & adiugé par decret: car les meubles ne sont iamais decretez. C'est donc deux marques certaines que l'Office n'est point meuble: & toutes fois l'article sur la fin, porte cette modification & limitation. Que les deniers de l'adiudication sont sujets à contribution entre les creanciers : qui n'est qu'vne exception, que firmat regulam, & qui ne rend pas l'Office moins immeuble.

Et neantmoins au faiet particulier, que nous estions hors de ces termes: car l'Office n'estoit ny saissiny resigné, & n'estoit question de la distribution ou contribution des deniers: d'autant que le sieur de Ceriziers n'en deuoit rien, son Office estoit tout entier & tout libre à sa succession, & ne restoit que de le partager & endisposer au profit de tous les heritiers qui ont part en la communauté, soit à cause de luy, ou à cause de sa semme, & partant ne se pouvoit dire autrement, que la moitié de l'Estat ne fust affecté

aux heritiers immobiliaires de la femme.

Mais outre les deux marques comprises audit article de la Cousstume, il y en auoit d'autres par les Arrests de la Cour: comme de dire que les deniers de l'Office n'entroient point en communauté, en laquelle entrent naturellement toutes sortes de meubles. Iugé au rapport de Monsseur de la Nauve en la dite premiere Chambre, & depuis prononcé en robbes rouges, & pour la vesue de Monsseur de Chess Conseiller, qu'vn Ossice est sujet au

O. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. douaire coustumier, que pour vn Office on intente complainte en eas de saissine, que pour iceluy on obtient rescisson sondée sur vilité de prix : Brefque les deniers d'vn Office vendu doiuent estre remployez: & qu'il sembloit que cela fust maintenant hors de toute difficulté apres tous ces Arrests sur ce interuenus: mais fur tout l'appellant remarquoit que la consequence & interest du public estoit grand de iuger autrement. Car ce seroit ruiner toutes les familles & maisons de ce Royaume, comme l'on pouvoit iuger par vne confideration & presupposition qui estoit faisable, & pouuoit aduenir. Si ladite Damoiselle Marie Durant eust suruescu sadite fille au lieu du sieur Ceriziers (comme cela pouvoit estre) elle en eust emporté vne moitié pour sa part, à cause de la communauté, & eust herité de l'autre moitie, comme heritiere de sa fille, si tant estoit que l'Office fust meuble, ainsi que pretendoient les intimez. Par ainsi elle emporteroit l'Office entierement: & si vn mary n'eust eu que son Office pour tout bien (ce qui n'est que trop ordinaire dans Paris) que deuiendroient les heritiers? attendu mesme que les Offices estans asseurez en la famille par le moyen du Droiet Annuel, ils sont faits comme patrimoniaux, & chacun aniourd'huy courant aux Offices employe non seulement tout son bien, mais aussi celuy de ses amis: & d'aller les mettre entre les meubles qu'il n'y auroit apparence cum mobilium sit vilis & abiecta possessio.

Voila les moyens à peu prés, sur lesquels l'appellant fondoit tant son appel que la demande au principal éuoqué, representez par Garnier Aduocat plaidant pour la vesue, qui auroit repris le procez au lieu dudit sieur Durant son mary: Et concluans à ce que la moitié des deniers procedans de la vente dudit Office luy suffibaillée audit nom, comme heritiere immobiliaire de ladite

Anne de Ceriziers.

Au contraire Tallon pour les intimez respondoit à cela, que bien qu'vn Ossice venal soit vn immeuble, tel reputé par la Coustume article 95, toutes sois que c'est par sistion, estant meuble de sanature, comme il est parlé en tout ce titre des choses qui de leur nature estans meubles, sont censées & reputées immeubles par sistion, par la mesme Coustume, comme du poisson estant dans l'estang, art. 91. d'une somme de deniers donnée par le pere, pour estre employée en heritages, art. 93. vstensiles d'hossiel, s'ils ne peuvent estre transportez sans fraction ou deteriora-

DE DROICT ET DE COVST. O. 231. sion, article 90. Car l'on ne peut douter que toutes ces choses ne · soient de leur nature meubles, & neantmoins reputez immeubles par fiction en leur cas : Comme l'Office venal est reputé immeuble par l'article 95. qui est en suite, mais c'est à dire par fiction en son cas: sçauoir quand il est saiss sur le debteur auparauant resignation admise, & pour estre decreté en la forme & maniere d'immeuble. Mais la fiction ayant eu son effet, elle retourne à sa nature de meuble, & les deniers se partagent entre les creanciers comme meubles, comme porte ledit article sur la fin. Aussi encores que regulieremet les femmes communes en biens ayent part à tout ce qui est acquis pendat le mariage des deniers de la communauté, soit meubles ou immeubles: Ce neantmoins les Offices n'appartenoient point ny aux vefues ny aux heritiers, & n'y pouvoient pretendre aucune part au tiltre de l'Office impartageable & incommuable de soy. Mais l'action qu'elles ont estoit le droiet de recompense ou my denier qu'elles peuvent demander pour estre indemnisées de ce que le mary a pris dans la communauté: & partant apres le deceds de ladite Damoiselle Marie Durant, Anne de Cerizies sa fille mineure & morte mineure,n'auoit qu'vne action de recompense & de my-denier à l'encontre de son pere qui a retenu l'Office, & payé le droi & du reuenu annuel (ce qu'il faut remarquer n'auoir esté estably que depuis la mort de ladite Anne de Ceriziers) comme l'Estat aussi estant à ses perils & fortunes: de façon que son pere comme son tuteur luy estoit comptable non de l'Office, mais d'vne somme de deniers, lesquels en la personne de la mineure n'ayans iamais esté remployez, l'action de la part ne peut estre estimée que mobiliaire, puis qu'elle n'alloit qu'à des deniers dudit Office reputez meubles par ledit art. 95 Et sic in succe sione luctuosa filia, le pere succedant à sa fille avoit aussi succedé à ladite action comme mobiliaire, ayant esté confuse en sa personne.

Et partant quant à l'appel, soustenoient auoir esté bien sugé & au principal (duquel il consentoit l'éuocation.) Concluoit à ce que les intimez sussent enuovez absous de la demande asin de partage des deniers dudit Office; & en consequence de ce, sai-sant droict sur sa requeste, que main-leuée suy sust faite de la sai-sie saite à la requeste dudit Durant, depuis l'appel par suy interjetté entre les mains dudit sieur Mandat achepteur dudit Office, auec despens, dommages & interests; Offrant, suivant les

dessens à partager, comme rentes & autres choses estans de la communauté d'entre ledit dessund Ceriziers, & ladire Marie. Durant s'a première semme. A quoy il soustemoit estre bien son-

La Cour à évoque & évoque le principal differend d'entre les parties, & y faisant droist en ce qui concerne le partage de l'Office de Maistre des Comptes, & deniers provenus de la vente d'iceluy, ensemble sur l'appel, a mis & met les parties hors de Cour & de procez, sans despens: & en consequence fait main-leuée aux intimez & desfendeurs des saisses faites à la requeste de la demanderesse: Et sur le surplus ordonne que les parties viendront

à partage. Fait en Parlement le 22. Decembre 1617.

dé, joint ses Offices cy-dessus.

Les raisons de cet Arrest, suivant les aduis de Messieurs qui opinerent en cette cause, ainsi que ie les ay pû recueillir, surent que pour resoudre cette question tant importante pour les maisons & samilles de ce Royaume, & pour sçavoir au particulier si le demandeur & appellant, comme heritier immobiliaire d'Anne de Ceriziers sa niepce, est bien sondé à demander la part en l'Ossice de Maistre des Comptes (qui est encores en la succession de Maistre Barnabé de Ceriziers, & non vendu) telle qu'eust pû demander ladite Anne Ceriziers, comme heritiere de sa mere, à qui la moitié de l'Ossice appartenoit par droist de communauté, comme ayant esté acquis des deniers d'icelle.

Qu'il falloit traitter trois autres questions, par le moyen desquelles l'on pouvoit trouver la decision de celle qui se presente, selon nos maximes ordinaires, & sans se departir d'i-

celles.

La premiere; si les Offices en general sont meubles ou immeubles de leur nature. Cette question a esté traictée amplement, par vn Autheur de ce temps, liure 8. chap. 4. en son Traité des Offices, ayant rapporté toutes les raisons de part & d'autre, & tellement balancées qu'il nous laisse en doutesur ce sujet. Mais pour la decider en vn mot, que l'on pouvoit dire que sont que l'on considere la qualité de la chose qui est vne digniré annexée & attachée à la personne de l'Officier, soit le titre, soit l'exercice ou sonction, soit sa subsissance non perpetuelle, mais temporelle, nontransmissible à l'heritier, mais casuelle, & sujette à se perdre en vn moment, que l'Office en soy & de sa nature doit estre

DE DROICT ET DE COVST. O. censé plustost meuble qu'immeuble, puis que par nostre Coustume nous ne recognoissons que ces deux especes, ou pour mieux dire, l'estimant mixte, ainsi qu'il semble plus raisonnable (comme quelques-vns ont remarqué sur ledit article 95. que nostre Coustume en a voulu constituer vne troisiesme espece) toutessois nous pouuons resoudre que de sa nature il participe plus du meuble que de l'immeuble : & partant que chaque chose retournant facilement à sa nature ordinaire, en cas de doute, nous luy donnerons plustost sa place entre les meubles : veu que chaque chose prend sa nomination ab eo quod praualet, commeil est dit en la Loy Hermaphroditum. ff. de statu hominum. Et en cela nous ne faisons point de prejudice à la Coustume: car encores que par ledit article 95. elle semble l'auoir definy immenble, sans alleguer que ce mot de reputé denote une imperfection, puis qu'il en est dit autant en tout ce titre des choses semblables, particulierement des rentes, qui sont vrays immeubles par nostre Coustume en l'article precedent : ades vt les deniers procedans d'icelles se distribuent selon l'ordre des hypotheques, &c sont censez immeubles en la personne des mineurs pour aller à l'estoc & à la ligne dont elles sont procedées originairement, & sans aussi s'amuser à la conjonction de ces mots, Office venalest reputé immeuble, & a suite par hypotheque, mettanticy la virgule, nous dirons qu'il est immeuble & censé tel par la Coustume, mais par fiction seulement, & pour vn certain effet, qui est pour pounoir estre decreté à la façon d'vn immeuble, quand il a esté taiss sur le debteur: mais la fiction ayant eu son eiset, la chose resourne à sa nature de meuble par le mesme article : car les deniers procedans du decret ne se distribuent pas comme ceux des tentes decretées selon l'ordre des hypotheques, mais par contribution au sol la liure entre les creanciers, & ce comme meubles, dit la Coustume. Ce qui monstre bien que de sa vraye nature il participe plus du meuble. Et quant à ce qu'on dit qu'il a esté jugé par Arrest donné au rapport de Monsieur de la Nauue en cette mesme Chambre en l'an 1609 entre la vesue d'yn nommé de la Grange Thresorier de France à Orleans, & les heritiers d'iceluy, que l'Office de Thresorier qu'il avoit lors de son contract de mariage, n'estoit point entré en la communauté, & partant que la vefue acceptant icelle ne poquoit participer au prix de l'Estarqui auoit esté vendu apres sa mort, & duquel on

234 O. ARRESTS DECISIFS DE QUEST.

anoit tiré quelque recompense : Cela ne l'a pas rendu plus immeuble que la Coustume, sinon en son cas particulier, pour n'entrer point en la communauté, & pour en exclure la femme. Aussi qu'auparauant cet Arrest, cette clause estoit assidue & ordinaire en tous les contracts de mariage : Que si le mary venoit à vendre ou tirer recompense de son E stat qu'il auoit en se mariant, & qui luy estoit propre, encore qu'il fust dit, qu'ils fussent communs en tous biens, neant. moins qu'il n'entreroit point en la communauté. Et ainsi est-il dit des propres conventionnels stipulez par la femme, pour en exclure le mary iure communionis: mais ces fictions ne les rendent pas propres successifs, comme nous dirons cy-apres: & celane fait point changer la nature de la chose qu'elle ne retourne puis apres à son origine, avant eu son effet en son cas: comme aussi de ce qu'on peut intenter complainte pour vn Office, bien que cela n'estoit bien certain, cela ne le doit faire estimer plustost immeuble desa nature; cela ayant esté donné à la dignité & à l'excellence de la chose: non plus que le grand prix qui est venu plustost de la folie des hommes que de la valeur de la chose, & de l'establissement du Droiet Annuel, lequel comme une glace de nuiet est fonduen vn instant, ayant esté reuoqué nouvellement par Arrest du Conseil. Voila donc pour la premiere question.

La seconde est, de sçauoir, si posito que l'Office venal soit immeuble, indesinité etiam, pour le droict de succession, & partage, toutes sois s'il entre en icelle, & si l'heritier peut y pretendre

part.

Pour cette quession nous pouvons dire en vn mot, que ce n'est point l'Estat qui entre en l'heredité, mais la faculté seule de le vendre: car autrement il s'ensuiuroit que l'Ossice estant à plusieurs, les vesues & les mineurs incapables de les tenir y auroient leur part, que plusieurs feroient seigneurs d'une chose indivisible de soy, & incommunicable par sa nature, & mille autres absurditez: de saçon qu'au sai et qui se presente nous pouvons resoudre qu'Anne de Ceriziers, sille vnique de Marie Durant, apres la mort de sa mere n'a point eu part en l'Ossice de Maistre des Comptes qu'auoit son pere, mais bien en la saculté qu'il avoit de le vendre s'il eust voulu: car de l'y contraindre, iugé par Arrest pour Monsieur de la Proutiere, contre les heritiers de sa femme, que les heritiers ne pouvoient avoir cette contrainte contre le mary survivant. Ayant esté iugé que l'action de la semme.

DE DROICT ET DE COVST. O.

semme ne va qu'à ladite moitié, à l'exemple de l'heritage acquis par retraiet. Lugé au rapport de Monsseur Hate en la cinquiesme Chambre, rapporté ey-apres en la decision de ladite question. L'action donc qu'elle avoit, n'estoit que pour demander la moitié du prix s'il eust esté lors vendu : & sic, elle n'alloit qu'à des deniers, lesquels bien que procedans d'vn immeuble, tel reputé par la Constume, neant moins sont censez par la mesme Coustume meubles, par le mesme article 95. Et bien qu'elle ait esté mineure lors, & qu'elle n'ait pû employer ses deniers ny les demander, & qu'elle soit morte mineure, toutessois l'action qu'elle auoit, n'allant qu'à des deniers, & des deniers reputez meubles par la Coustume, nous dirons & conclurons que cette action n'estoit que mobiliaire: Et c'est la troisses me question qu'il faut traitter, & qui serre le nœud de cette matiere, descauoir si les deniers qu'elle eust pû demander, attendu qu'ils procedoient d'vnimmeuble qui luy estoit propre, & tel stipulé par le second contract de mariage dudit Maistre Barnabe de Ceriziers conuolant en secondes nopces, dont les parties tomboient d'accord, & ladite Anne de Ceriziers mineure, estant encores lors viuante, & n'estant decedée que long-temps apres : sçauoir, dis je, si ces deniers ne serot pas censez immeubles, à l'exemple des rachapts des rentes appartenas à des mineurs, qui sont par la mesme Couflume, art. 94. censez immeubles pour aller aux heritiers de l'efloc & ligne: veu que cela estant de disposition de Droist, il semble que in persona de cette mineure, idem dicendum sit, cum non potuerit re aliter vti quam in vsum destinatum. Maistre Gilles le Mai-Are en son Traitté des criées chap.1. argumento legis, Quidergo. S. quid ergo.ff. de contraria act. tutel. Attendu mesme la stipulation de propre faite par le pere dudit Estat au prosit d'icelle: & partant si cette action ne doit pas estre censée immobiliaire, veu qu'elle ne peut prendre sa qualité que de la chose pour la quelle elle pouvoit estreintentée, & qui ne se pouvoit direimmeuble par la maxime de Droict en la personne d'vn mineur.

Pour traitter cette question il nous faut premierement oster la difficulté de cette stipulation de propre faite par le pere, & monstrer qu'elle n'a point changé la nature de la chose : d'autant que ces stipulations de propre conventionnel rendent bien les choses immeubles, pour n'entrer point en la communauté, soit au profit du mary, soit au profit de la femme : mais

236 O. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. non pas propres successifs pour aller aux heritiers de l'estoc & ligne, s'il n'est nommément dit. Mesme ces actions à saute d'employ ont esté perpetuellement jugées mobiliaires injure succedendi: car la fiction ayant cu vne fois son effet pour en priuer le mary, la chose puis apres retourne à sa nature de meuble, la fille ayant succedé en cette action à sa mere ne l'a transmis à ses heritiers immobiliers, mais le pere succede à icelle comme meuble: & encores que la fille ait esté mineure & morte mineure : jugé au rapport de Monsieur Biet en la mesme Chambre le 27. Mars 1607. à la suite d'vn Arrest donné en la Chambre de l'Édict au rapport de Monsieur Ribier, lequel est rapporté au long cy-deuant, au Recueil des Arrests, que le pere y succedoit : car encores que la fille mineure n'ait pû re aliter vti quam in v sum destinatum; & partant que la destination semble rendre la chose immeuble en sa personne: toutesfois considerant l'origine de la chose, qui est vne somme de deniers faite propre par fiction, in successione luctuosa filij vel filia, se trouuant en nature de meuble lors & au temps de la succession, nous auons tousiours iugé cette action mobiliaire, mutata enim persona mutatur & qualitas reisargumento l. vltima.Cod.de inofficioso testamento, l. per curatorem.ff. de acquirenda hereditate. Sicut castrensia bona mutatione persona desinunt esse sastrensia, & quod periculum erat, incipit vnum esse patrimonium, si filius familias esse desti, les sictions de Droict n'estans perpetuelles. Iugé au rapport de Monsseur Buisson, entre les Garauts, le r. Mars 1611. au rapport de Monsseur Ribier en la Chambre del'Edist, entre les Dauenes: Et depuis Arrest prononcé en robbes rouges à Noël 1609. Voyez l'Arrest des Regnauds. Icy donc la stipulation de propre ayant eu son effet pour ne faire point entrer l'Estat en la seconde communauté, la chose n'en estant point changée, & n'estant question que de deniers, l'action qui estoit en la succession de la fille, n'a esté que mobiliaire, & res redit ad naturam fuam de meuble.

Cette difficulté doncques oftée, reste de respondre à l'argument tiré des rentes: & c'est icy le nœud de la cause. Il y a grande différence entre les rentes & les Offices. Les rentes sont vrays immeubles tels reputez par nostre Coustume: ie dis pure és indesinité. Car de ce que les deniers du rachapt sont meubles par l'article 94. d'icelle, celane change point leur nature, veu qu'il est certain que l'argent procedant d'vn immeuble, de sa nature

DE DROICT ET DE COVST. O. n'est plus immmeuble, mais par siction seulement: mais elles onttoutes les marques du vray immeuble : elles sont perpetuelles & transmissibles à l'heritier: elles ont leur assiette & subsistance sur des immeubles: elles sont decretées comme vn immeuble; & les deniers procedans de la rente decretée se distribuent entre les creanciers selon l'ordre de leurs hypotheques. Ce qui n'est pas és Offices, lesquels nous auons mis en vne troiesme espece, qui est mixte, mais participant neantmoins plustost du meuble qu'immeuble: puis que les deniers procedans du decret d'vn Office, se distribuent comme meubles, & sont estimez meubles indefiniment par ledit art. 95. qui n'a point adjousté, comme en l'article precedent, vne exception en la personne des mineurs. C'esticy donc où la personne du mineur, non plus qu'en la stipulation d'vne somme de deniers qui est de sa nature meuble, ne peut pas faire que la fiction s'estende dauantage qu'en son cas: & suffit qu'elle ait eu son effet vne fois, pour puis apres retourner à sa nature de meuble, suivant cette Loy derniere Cod. de inofficioso testamento. De façon que les deniers d'vn Office immeuble par fiction ne peuvent estre censez immeubles par la mesme siction,, pour estre vn propre successif, & aller à l'estoc & ligne dont ils sont procedez; d'autant que ce seroit admettre deux sictions en vn mesme sujet : ce qui n'est admis par le Droid: & que la chose retourne à sa nature de meuble, ainsi qu'il est dit en l'art. 259. de la mesme Coustume pour le douaire prefix d'vne some de deniers qui est censé immeuble & propre aux enfanse mais c'est pour aller puis apres aux heritiers mobiliaires, apres que la fiction de propreintroduite par la Coustume a eu son effet. Ces deux difficultez estans ostées, reste de conclure que le pere a succedé à sa fille en cette action, comme mobiliaire, & partant que l'heritiers immobilier n'y peut rien pretendre, & ainsi il a esté iugé par ledit Arrest.

Et depuis, du vnziesme May 1618. y a Arrest donné au rapport de Monsseur Barillon en ladite premiere Chambre, entre Messire Iean Villemereau Consciller en ladite Cour, & Eustache le Picard sieur de Villeron, appellans de la sentence renduë par Messieurs des Requestes du Palais, d'vne part: Et Messire Anthoine Ruzé Cheualier sieur Dessiat, intimé d'autre: Par lequel en consequence du precedent Arrest la sentence des sieurs des Requestes du Palais, par laquelle sur les demandes

O. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. faites par lesdits Villemereau & Villeron, pour auoir part en la recompense qui auroit esté tirée par dessunct Messire Martin Ruzé sieur de Beaulieu, des charges & Offices de Secretaire d'Estat, Secretaire du Roy, & Secretaire des Finances, & de Grand Thresorier de l'Ordre, acquises par luy pendant la communauté dudit sieur de Beaulieu & de Geneuiesue Carabi sa semme, dont lesdits Villemereau & Villeron auoient achepté les droicts des heritiers de ladite Geneuiesue Carabi, auroient esté mises hors de Cour & de procez.

Ayant juge par cet Arrest, que supposé que lesdites charges que ledit deffun & auoit exercées du viuant de ladite Carabi la semme, & dont il auroit continué l'exercice dix-sept ans entiers apres la mort de sadite semme, sussent venales (que non) & acquises pendant la communauté, que l'esperance de la recompense ou deniers qui en pourroient prouenir desdits Estats estoient purs meubles: & partant l'action que pouuoient auoir les heritiers estoit purement mobiliaire, & ainsi confuse en la personne du sieur de Beaulieu, comme le seigneur de tous les meubles: suiuant la Coustume de Touraine qui donne au suruiuant des deux conjoints nobles tous les meubles.

OPPOSITION QUAND N'EST NECESSAIRE.

Comme il ne faut point s'opposer pour le cens, aussi ne faut-il pour le droict de coruée porté par les anciens adueus.

VIII.

NTRE Vincent Pelet d'vne part, & le sieur Code Monsseur de la terre & Signeurie d'Aunay en de la Poterie. France, d'autre: Fut jugé le 30. Aoust 1608. qu'vn France, d'autre: Fut juge 1e 30. Mour le Seigneur n'est point tenu de s'opposer pour le droict de coruées porté par ses adueus & chartres

anciens, ce droit estant personnel & general sur tous les manans demeurans en sa seigneurie: & fut remarqué que ce droist de DE DROICT ET DE COVST. O. 239 coruces estoit comme une servitude introduite à l'exemple de cesservitudes anciennes qui avoient lieu entre les Romains, vt speras prestarent; qui sont imposées à la personne; le mot de coruée estant derivé de corpore vehere. Tellement que ceux qui se sont assujettis se peuvent dire hommes de corps, comme en la Coustume de Bar & autres Coustumes, où il en est sait mention, si bien que comme pour se droict de bannalité il n'est point tenu s'opposer, de mesme pour ce droict de coruées.

La difficulté estoit, que ce droi est estant extraordinaire & imposésur chaque masure d'Aunay, & reduit à argent, il sembloit estre purgé par le decret. La Coustume de Paris article 357. auec lesumant titre des criées, n'exceptant que le chef-cens pour lequel il n'est point besoin de s'opposer, estant besoin par la mesme Coustume de s'opposer pour droicts seigneuriaux, les droicts dequint, droict de relief, ventes & amendes. La raison decisiue fut, que ce droict estant proprement feodal, & ne pouvant appartenir à autre qu'au Seigneur, qui tanquam patrono iure recognitionis & Superioritatis opera illa prastantur, qu'il les faut tenir annexez à la Seigneurie. Tellement que comme il ne faut point s'opposer pour les droicts feodaux, aussi qu'il n'est besoin de s'opposer pour ce droiet de coruées qui est inseparablement vny au fief, & porté par les mesmes adueus & recognoissances que le vassal baille à son Seigneur dominant, duquel releue son fief, article 355. de la Coustume: car autrement ceseroit reduire les Seigneurs àvne grande perplexité. gripped promited and control on the control of the control of

Can apply a straight and a second characterist constant anytheir annual motive and the second constant and the second constant

the file of the second second

grand and the companies of the leading that can be a produced that the companies of the com

Military 3 miles of particular and half back of the following of the Military of the first of th

the complete water that we consider the control of the control of

are appearance and of the land the bollowing in the light of the

omed ast experiently and require

PREBENDE THEOLOGALE.

Qu'vne Prebende Theologale est affectée tellement à vn Docteur en Theologie, qu'il est preferé à tous autres nommez auparauant luy & insinuez.

over niver for top of each a Call home deliver

O M M E procez eust esté meu pardeuant Monsseur le Preuost de Paris ou son Lieutenant, entre Maistre Iacques Durand Prestre Docteur en la Faculté de Theologie à Paris, demandeur d'une part, & Maistre Anthoine Gesselin Prestre Licentié és Droicts, Professeur és Lettres humaines en l'Uniuer-

sté de Caën, dessendeur d'autre. Sur ce que le demandeur disoit qu'en l'année 1622. le 3. Ianuier, mois affecté aux graduez nommez, seroit aduenu vacation de la Prebende Theologale d'Auranches, par le decèds de Maistre Denys Lucain Docteur en la Faculté de Theologie de Paris, laquelle Prebende auroit esté conferée par l'Euesque d'Auranches le huicties me Ianuier ensuivant à Maistre Pierre Corbet Bachelier en Theologie, lequel ayant pris possession le demandeurse seroit addressé audit Euelque le vingt-deuxiesme dudit mois, l'auroit tres-humblement; supplié & requisluy conferer ladite Prebende Theologale, comme gradué nommé plus ancien & qualifié, auquel ledit Eucsque auroit fait response que le lieu estoit remply, & qu'il y auoit auparauant pourueu; pour lequel refus ledit demandeur se seroit retiré pardeuers l'Archeuesque de Rouen superieur, qui luy auroit conferé ladite Prebende le huisties me Fevrier ensuiuant,. de laquelle ayant pris possession, se seroit meu disserend au Priué Conseil du Roy, entre ledit Corbet & Durand en reglement de luges, auquel seroit interuenu ledit Maistre Anthoine Gesselin dessendeur, qui auroit mis en auant vne prouisson à luy faite par ledit Euesque le vingt-huictiesme dudit mois & an. Pour

DE DROICT ET DE COVST. O. graffon de laquelle les parties ayans esté renuoyées pardeuant le Preuost de Paris, ledit Corbet se seroit departy du droist qu'il eust pû pretendre en ladite Prebende, demeurant ledit Gesselin seul en cause : Si, disoit ledit demandeur, qu'il estoit bien & camoniquement pourueu, estant gradué nommé par l'Vniuersité de Paris en qualité de Maistre és Arts, dés le huistiesme Mans mil six cens seize, ayant insinué & notifié audit Euesque ses qualitez & temps d'estude, & insinué son nom le Caresme precedent la vacquance du Benefice, depuis laquelle nomination faite par l'Vniuersité, ledit demandeur auoit acquis tous les degrez d'honneur que l'on peut obtenir en la profession de Theologie, ayant rendu des tesmoignages publics de sa suffisance, tant par les actes & disputes ordinaires du Cours de Theologie, que par ses Predications en plusieurs Eglises & Parroisses des plus grandes & celebres de nostreville de Paris. Ce qui estoit notoire audit Euesqued'Auranches, auquel & à son nepueu l'Euesque de Tarse, il auoit presenté & dedié ses Theses, tant de Sorbonne, que de grande & petite ordinaire, lesquels actes publics ayans esté par luy faits auant la vacation du benefice, il auoit acquis la licence, & ne luy restoit qu'à prendre le bonnet de Docteur, qui ne consistoit qu'en vne simple ceremonie, en laquelle il deuoit estre admis en son ordre, soustenant qu'à bonne & iuste cause ledit Archeuesque luy auois conferé ladite Prebende Theologale, deuë & affectée à ceux de sa qualité & capacité, par le Concordat & par nos Ordonnances, & que ledit Euesque n'en auoit pû pouruoir le dessendeur, n'estant permis au Collateur ordinaire de varier & conferer pour la seconde fois, pour mesme cause de vacation, attendu qu'il auoit consommé son droiet en la provision par luy donnée audit Corbet, lequel estant lors en possession du Benefice, ledit Euesque ne luy pounoit oster pour le donner à vn autre, & demeuroit sans pouuoir, pour ceregard. Partant concluoità ce qu'il fust maintenu & gardé en la possession & jouissance de ladite Prebende Theologale en l'Eglise d'Auranches, fruiets & reuenus d'icelle, auec dessenses audit Gesselin de le troubler ou empescher en ladite possession, & iceluy condamné en la restitution des fruicts depuis la prise de possession faite par ledit demandeur, & aux dommages & interests procedans à cause du trouble, & despens mesmes à eux reservez par l'Arrest de renuoy donné en nostre-Acmeui C

242 P. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. dit Conseil le vingt-vnième Octobre mil six cens vingt-deux. Le desfendeur pour ses dessenses disoit au contraire, qu'il auoit esté bien & canoniquement pourueu de ladite Prebende par le Collateur ordinaire dés le vingt-huicties me lanuier mil six cens vingtdeux, de laquelle il auroit pris possession le lendemain vingtneuficsme, auparauant que le demandeur y eust aucun droict, & obtenu prouision d'icelle, qu'il estoit gradué & qualifié, & plus ancien nommé par l'Vniversité de Caen, non seulement comme Maistre és Arts en l'Université de Paris, mais aussi Licentie in vtroque inre, en l'Vniuersité de Poistiers, par lettres de nomination du vingt-quatriesme Fevrier mil six cens vnze, lesquelles auec ses temps d'estudes il avoit deu èment notifiées & insinuées, & encores depuis auroit fait profession publique, tant dela Philosophie, que des Lettres Humaines, Grecques & Latines en ladite Vniuersité de Caën, mesmes s'estans mis au Cours de Theologie, & ayant fait acte public de Fentatiue le vingt-sixiesme dudit mois de l'anuier, auroit acquis le degré de Bachelier, formé en ladite Vniuersité de Caën, consequemment capable, & de la qualité requise par le Concordat, pour obtenir la Prebende Theologale, & preferable au demandeur, tant par le choix de la personne fait par l'Euesque, auquel appartenoit de iuger du merite & capacité de ses Diocesains, mesmes de ceux qui estoient ordonnez pour annoncer la parole de Dieu, que par la disposition du Concordat, qui deferoit le benefice au plus ancien nommé. Que si la qualité plus eminente deuoit estre mise en consideration, il auoit infinué le degré de Licentié in viroque jure, audit Euesque, auquel se demandeur n'auoit infinué que la qualité de Maistre és Arts: & bien que ledit Euesque pûst auoir cognoissance des actes faits par le demandeur au Cours de Theologie, elle n'estoit considerable, ne luy en estant apparu par voyes ordinaires, & formes introduites par le Concordar. Ne vouloit nier que 1 Vniuersité de Paris n'eust quelques preéminences d'honneur pardessus les autres, mais soustenoit que pour l'adoption des benesices elles estoient suivant les Concordats, par lesquels tous les graduez estoient indifferemment admis & jugez capables de les obtenir en l'ordre de leur nomination. Et pour le regard de la seconde collation dudit benefice audit deffendeur, faite par l'Ordinaire, il ne se pouvoit dire qu'elle ne sust bonne & valable, veu que la precedente par le desissement dudit Corbet estoit

demeuré

DE DROICT ET DE COVST. P. 243 demeure inutile & sans effet. Et en tout euenement ledit deffendeur auoit depuis obtenu vne autre prouisson en Cour de Rome, portant la clause de quouis modo, en vertu de laquelle il se pouvoit maintenir estre bien pourueu, & mesme obtenir le lieu dudit Corbet vacant par son desistement pur & simple. Par ces moyens concluoit, à ce qu'il fust maintenu & gardé en la possession de ladite Prebende Theologale, & des fruicts y appartenans: dessenses au demandeur de le troubler ou empescher, & condamné en tous les despens, dommages & interests. Et de la part dudit demandeur estoit repliqué, qu'encores que la Prebende Theologale vacante au mois des Graduez pûst estre requise & obtenue par vertu du degré : neantmoins elle auoit des considerations particulieres, resultantes tant de sa sonction propre, que de la disposition du Concordat & de nos Ordonnances, estant tres-euident que l'intention de nostre Sain & Pere & de nos predecesseurs Roys Fres Chrestiens en ce traitté, n'a esté autre que de distraire lesdires Prebendes Theologales du nombre des autres benefices, & les affeeter, specialement aux personnes de grand sçauoir & literature, qui vacqueroient continuellement aux Leçons de l'Escriture Sain&e, & Predications de la parole de Dieu, pour l'instruction, tant des autres Ecclesiastiques, que de nostre peuple: tellement que pour effectuer vne Loy tant vtile & salutaire, il estoit necessaire és differends concernans lesdites Prebendes Theologales d'auoir esgard à la capacité & suffisance des personnes, plustost qu'à l'ordre fortuit de la nomination des Vniuersitez, & de preserer ceux qui estoient exercez en l'estude de Theologie, & és Predications aux autres Graduez, bien que versez aux autres Sciences & Lettres Humaines, laquelle intention se pouvoit recueillir des paroles du Concordat, qui auoient distingué lesdites Prebendes Theologales des autres benefices, en la collation desquels l'ordre des nominations devoit estre gardé, & icelles Prebendes nommément affectées aux Maistres en Theologie, Licentiez, & Bacheliers formez, par l'ordre & suite desquelles paroles l'intention de la Loy se manifestoit assez, joint la disposition en vn autre article, auquel estoit statué qu'en concurrence les Docteurs seroient preferez aux Licenciez, & les Licenciez aux Bacheliers, & qu'en faueur des estudes de Theologie, les Docteurs K.k.

244 P. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. en icelle seroient preserez à ceux des autres Facultez. Ce qui est encores plus ouuertement declaré par nostre Ordonnance confirmatiue & interpretative dudit Concordat, laquelle avoit expressément reservé & affecté les dites Prebendes aux Docteurs en Theologie, les mots de l'Ordonnance: Sans pouvoir estre conferée à autres qui ne soient de la dise qualité, en l'art.34. de l'Ordonnance de Blois, sont exprés, suiuant l'art. 8. de l'Ordonnance d'Orleans, pour interpreter & annoncer la parole de Dieu: & ne pouuoit nuire audit deffendeur le deffaut qui luy estoit objecté, de n'auoir insinuéla qualité de Licentié en Theologie, sur laquelle il sondoit sa preference, d'autant que la seule insinuation du degréde Maistre és Arts luy suffisoit pour estre admis au rang des Graduez, & auoir droict de requerir le benefice vacquant au mois à eux affecté. Mais pour estre preseré par presogative de degré & de capacité en la Prebende Theologale, l'insinuation de la qualité plus eminente n'estoit necessaire, & suffisoit la notorieté publique, que pour paruenir au Doctorat on obtient licence en l'Escole de Paris; il estoit de necessité d'auoir rendu des preuues euidentes de grande suffisance par les laborieux exercices, & celebres actions qu'il conuenoit subir auparauant. Enquoy les autres Vniuersitez se trouvoient grandement essoignées de la splendeur de celle de nostre ville de Paris, la plus fameuse de la Chrestienté, & qui estoit l'vn des principaux ornemens de nostre Estat, à cause du petit nombre de ceux qui frequentoient les estudes és autres Vniuerstrez, & du peu d'exercice en l'estude de Theologie qui se faisoit, dont ensuivoit la facilité d'obtenir les degrez en chacune Faculté. Quant à la provision obtenue par le deffendeur en Cour de Rome, portant clause de certo modo, soustenoit le demandeur qu'elle estoit inutile, tant à cause que ledit demandeur ayant esté long-temps auparauant pourueu par l'Archemesque de Rouen, ladite Prebende ne se pouvoit en aucune maniere dire vacquante, que d'autant qu'icelle clause de serto modo. estoit declarée & particularisée en la signature de prouisson, causée par le deceds dudit Lucain, ou incapacité dudit demandeur, ausquels cas exprimez l'incertitude & generalité de la dite clause se deuoit rapporter, non au desistement dudit Corbet, fait sans resignation, & par sorme d'acquiescement, qui devoit tourner plustost au profit dudit demandeur en personne, auquel il auoit esté fait: au moyen dequoy soustenoit le dit dessendeur estre sans DE DROICT ET DE COVST. P. 245 iltre & canonique institution, & persistoit le demandeur en ses conclusions.

Le dessendeur aussi persistant de sa part, tant sur ce qui auroit esté procedé pardeuant nostredit Preuost de Paris ou son Lieutenant, que lesdites parties appointées en droiet à escrire par aduertissement, & produire, ayant icelles parties d'vne part & d'autre produit leurs prouisions, lettres, & tiltres, & finalement appointées à ouir droict; par sentence de nostredit Preuost ou sondit Lieutenant du 6. Septembre 1623. ledit Durand auroit esté maintenu & gardéen la possession & jouissance de la ditePrebende Theologale, fruicts, reuenus, & émolumens y appartenans; dessenses audit Gesselin de le troubler ny empescher en ladite possession, & condamné rendre & restituer les fruists depuis la prise de possession dudit Durand, & aux despens, mesmes en ceux reservez par ledit Arrest de nostre Conseil Priué. Eust esté par ledit Gesselin appellé à nostre Cour de Parlement, en laquelle le procez par escrit conclud & receu pouriuger entre lesdites parties, si bien ou mal auroit esté appellé, les despens respectivement requis, & l'amende pour nous. Ioint les griefs, moyens de nullité, & production nouvelle dudicappellant, ausquels l'intimé pourroit respondre & bailler contredits. Veu iceluy procez griefs, requeste employée pour responses, forclusion de produire de nouvel, & tout diligemment examiné. Nostredite Cour par son Jugement & Arrest, a mis & met l'appellation & sentence, de laquelle a esté appellé, au neant, sans amende en ce que ledit Gesselin auroit esté condamné en la restitution des fruicts de ladite Prebende, & aux despens reservez par ledit Arrest de nostre Conseil, en emendant ladite sentence quant à ce, a deschargé & descharge ledit Gesselin de ladite restitution de frui ets & despens reseruez, sauf audit Durand à se pouruoir pour lesdits fruiets. contre ceux qui les ont perceus. La sentence au residu sortissant effet, sans despens de la cause d'appel, la taxe des adjugez pardeuers nostredite Cour reservée. Prononcé le 22. Juin 1624

PASTURAGES ENTRE COMMUNES.

Sçauoir si les Pasturages se peuuent partager entre les communes, & à qui le droict de les diniser appartient.

II.

Arrest d'Au-

N la Chambre de l'Edict l'an 1603, plaidant Monfieur le Bret pour le Procureur General: fut iugé entre certaines Communes, manans & habitans de trois villages au pays d'Aunergne, ayant droict de pasturages en commun en certaines Parroisses, que

ce droist ne pounoit estre party entreux, vi competentem quisque portionem habeat; mais il faut qu'ils en vsent en commun, sans que l'vn puisse prouoquer l'autre en partage: C'est vne exception de la reigle de Droist qui a introduit iudicium communi dividundo, ne quis in communione remanere cogatur. Car elle n'a lieu in his qua sunt vniuer sitatis, nec singulorum, vi sunt theatra, stadia, fora: idem de pascuis. S. 1. Institut. de rerum divis. tellement que la forme & la nature n'en peut estre changée par les particuliers. Les seuls Seigneurs sont en cela fauorisez par les Arrests, vi sibi competentem portionem habeant, & in parte divisa pascua, & peuvent prouoquer à partage leurs manans pour leur voir assigner vne part separée des pasturages, qui est ordinairement le tiers: vide l.1. Cod. de Pascuis, lib. 10. Cod. in verbo, competentem portionem.

PRELEGS.

Si les Prelegs font part de l'institution d'heritier, & partant s'ils viennent entierement en la restitution ou substitution, & si vn temps certain apposé en un legs vaut condition.

III

Efaict est, qu'en l'an 1564. Ican Cope l'aisne de- Au rapport meurant au pays de Masconnois, pays de Droi de Monsseux escrit, fit son testament, par lequel apres auoir fait plusieurs legs & prelegs à ses deux nepueux Anthoine & Iean Cope, tant en meubles qu'immeubles, au residu de tous & vns chacuns ses

biens, noms, raisons & actions, desquels il n'auroit testé, ny disposé, il auroit institué sessitis nepueux ses heritiers, & au cas qu'ils vinssent à deceder sans enfans, il substitue Thomasse Fournier sa femme, & les substitue l'vn à l'autre en cas de predeceds de l'vn ou l'autre sans enfans: Depuis ce testament le mesme testateur en l'an 1567, trois ans apres fait vn codicille, par lequel confirmant son testament il legue à ladite Thomasse Fournier sa femme, tous ses meubles en general, à la charge de bailler audit Iean & Anthoine Cope ses nepueux chacun la somme de mil liures, quandils auroient atteint l'aage de vingt-cinq ans. Ican Cope testateur decede tost apres, & depuis Anthoine Cope son nepueu, apres auoir recueilly l'heredité en vertu dudit testament, comme aussi lean Cope le ieune ayant accepté ladite heredité du consentement de son tuteur & curateur meurt sans enfans, & deuant qu'auoir atteint l'aage de vingt-cinq ans; & ce du viuant de ladite Thomasse Fournier, qui par le moyen de la substitution ouverte en sa personne, a esté saisse de tous les biens dudit Iean Cope l'aisné.

Procez s'est meu pardeuant le Bailly de Masconnois, entre Maistre Denys Arcelin heritier de Iean Cope le ieune dernier decedé, d'vne part, & Guiot Fournier heritier de ladite Thomasse Fournier, d'autre: pretendant ledit Arcelin, & concluant

Kk iij

248 P. ARRESTS DECISIFS DE QUEST.

contre ledit Guiot à la restitution des prelegs, saicts tant en meubles qu'immeubles aus dits Anthoine & Iean Cope nepueux du dit testateur, comme n'estans compris en la substitution; enfemble au payement de la somme de mil liures, que la dite Thomasse Fournier estoit chargée par le codicille de payer aus dits Anthoine & Iean Cope quand ils auroient atteint l'aage de

Sentence dudit Bailly de Masconnois, par laquelle il a debouté le demandeur pour le regard des prelegs faits à Iean Cope le ieune decedé, desquels il estoit seulement question au procez: estant Guiot Fournier heritier legitime d'Anthoine Cope à cause de sa semme, cousine germaine dudit Anthoine: & pour la somme de mil liures, contenue audit codicille, condamne ledit Guiot Fournier comme heritier de la dite Thomasse Fournier, de payer audit Arcelin la dite somme, ensemble les interests d'icelle depuis le iour que le dit Iean Cope le ieune eust atteint l'aage de vingt-cinq ans. Appel tant par le dit Arcelin que par le dit Guiot.

En cause d'appel'il y auoit lettres obtenues par ledit Arceline comme heritier dudit lean Cope, qui estoit decedé mineur, pour estre releué de l'adition de l'heredité faite par son tuteur, & pour estre receu à repudier & renoncer à l'heredité: voulant par ce moyen emporter solida pralegata, faits audit lean Cope le ieune.

Arrest par lequel la Cour sans s'arrester aux lettres, met l'appellation & sentence de laquelle a esté appellé au neant: & en emendant condamne ledit Guiot Fournier laisser la possession libre & vacuë audit Arcelin de la moitié des immeubles contenus aux prelegs saits à lean Cope le ieune, ensemble à la restitution des fruists de ladite moitié depuis la contestation en cause: & pour le regard des meubles qui estoient deperis, à la restitution de la moitié de la somme, à laquelle ils se trouveroient monter, eu esgard au temps du deceds dudit Jean Cope le ieune, & aux interests de ladite somme depuis contestation en cause: Et pour le regard de la somme de mil liures, ordonne que ladite somme, qui avoit esté touchée par provision en vertu de ladite sentence, par ledit Arcelin, luy demeureroit avec les interests, depuis le iour que lean Cope le ieune eust atteint l'aage de vingtainq ans.

DE DROICT ET DE COVST. P. 249

Pour les raisons de Droict sur lesquelles il sonde cet Arrest:
deux questions surent agitées en ce procez.

La premiere, vtrum pralegata sint in institutione, & par conse-

quent an veniant in substitutionem vel restitutionem.

La seconde, virum tempus adiectum legato faciat conditionem: de saçon qu' Anthoine & sean Cope estans tous deux decedez auparauant vingt-cinq ans, que l'heritier ne puisse demander auiourd'huy ladite somme de mil liures quasi desiciente conditione.

Pour la premiere question : sçauoir, si les prelegs faits à Iean Cope le ieune, sunt extra hereditatem, ou bien in hereditate, & en l'institution, & par consequent compris & confus dans la substitution ouuerte au profit de ladite Thomasse Fournier: Il nous faut suiure le chemin que nous ont tracé l'Empereur & les Iurisconsultes en cette question, vt primum constet de voluntate testatovis, cum plerumque voluntas illa magis quam verba in fideicommisis sit intuenda, l. 15. cum virum. C. de sideicommisis, l. si non alias. ff. de legatis I.l. in conditionib ff.de cond. & demonstrat. C'est à dire, si le testateur a voulu ou tacitement entendre que ces prelegs fussent in ipsa hereditate: & s'il y a preuue au procez ad commendandame hanc voluntatem defuncti, comme dit l'Empereur en ladite Loy oum virum: car alors sans doute il n'y auroit que tenir d'en décharger l'heritier de ladite Thomasse entierement, en est ant saiss par le moyen de la substitution ouverte du viuant de ladite Thomasse.

Or par le fai particulier du procez, & par la lecture du testament, il y a trois choles qui nous sont presumer qu'il n'a point eu cette volonté de comprendre ces presegs en l'institution. Primò, par ces mots du testament, & au residu de tous & vas chacuns mes biens, noms, raisons, & actions, i'instituë mes dits deux nepueux; car cela monstre que ce qu'il seur auoit legué & presegué aupara-uant, il seur auoit laissé iure pracipiu: & comme Papinian l'explique en la Loy 12. cum responso. C. de legatis: pracipito, id est, extra hereditatem capito. Secundò, que des presegs qui consistent en meubles, il seur a permis de disposer, qui monstre qu'il ne ses a vousu comprendre ny en l'institution ny en la substitution, cùm bona substitutioni aut restitutioni obnoxia alienari non possint. Tertiò, que la nature & le droict du sang veut que quesque èmolument vienne à Arcelin l'heritier legitime, nec prasumptio aliter siert

150 P. ARRESTS DECISIFS DE QUEST.

debet, pour dire qu'il ait voulu priuer du tout ses heritiers legiti-

mes pour aduantager sa femme.

Cela estant, il nous faut venir à la pure question de Droist: & pour la traitter selon les maximes, il faut poser vne regle trescertaine, eidem ab eodem legari non posse: legatum à semetipso inutiliter relinquitur: & de là vient, s'il n'y a qu'vn seul heritier institué, & eidem pralegatum sit, le legs qui luy est fait est nul, l.17.qui filiabus S. vlt.cuml. sequente.ff. de legatis 1.l.54.plane. S. plane si alter. ff. de legatis 1. Mais si deux ou plusieurs sont instituez, en ce cas les prelegs faits à vn ou à tous les deux, ou bien etiamsi unus à semetipso accipere inssus sit, toutesfois cela estant pris civilement, quatenus partem à coheredibus accipit, vnam à semetipso prout heres est; ces prelegs vaudront pour telle part & portion qu'il prend de son coheritier iure legati, & pour l'autre iure hereditario, qu'il prend de soy-mesme comme heritier, l.34. Titia. S. Lucius ff, de legatis 2. l. filium quem. Cod famil. erciscunda. Et de cette consequence, que pralegatum vni ex heredibus factum valet, partim iure legati, partim. ture hereditario, nous en tirons vne autre; que si cétheritier auquel on a fair vn legs ou prelegs, rogatus sit hereditatem restituere; aut etiam substitutus sit ei heres, il faut qu'en la substitution ou restitution vienne cette partie de prelegs qu'il tient par droist hereditaire, & qu'il prend de soy-mesme comme heritier: & au contraire celle qu'il prend de son coheritier, & qu'il retient par droist de legs, il ne sera tenu aucunement de la restituer. La Loy in fideicommissaria. S. vlt.ff.ad S.C. Trebellianum, y est excellente au S. dernier: si legatum sit heredi relictum, & rogatus sit portionem hereditatis restituere, id solum non debere eum restituere quod à coherede accepit : caterum quod à semetipso ei relictum est, in sideicommissum radet. Car il ne faut point faire de difference entre la substitution directe & fideicommissaire pour ce regard, estant la raison mesme en l'vne & en l'autre; nempe qu'il n'y a qu'vne partie de prelegs qui soit censée estre de l'heredité: il n'y a que cette diuersité pour la substitution directe estant conforme, & ne se pouuant faire qu'en vne façon, verbis directis regulariter: les prelegs n'y viennent pour la part & portion qui vaut par droict de legs par la Loy Sextiam de legatis 3. mais en la restitution sideicommissaire, pouvant l'heritier estre chargé de restitution en diverles formes, verbis precariis & obliquis, nous distinguons: car ou il est chargé de restituer, quidquid ex hereditate ad eum peruenerit; & CD.

en ce cas propter illud verbum, quidquid, perceptionis compendium omnimodo verbis testatoris comprehensum rescribit Imperator, d. l. cim virum. Cod. de fideicommisis: & n'en retient aucune part l'heritier; ou bien mesmes si portionem quam habet indistincte restituere iuss sit, en ce cas comme en l'autre pour la presomption de la volonté du restateur, qui n'a pas adiousté portionem hereditariam, le mesme est decidé, vi perceptiones & pralegata fideicommisso contineantur: & la Loy Marcellus.3. S. quidam liberis suis. ff. ad Senatufconsultum Trebellianum : Quia (dit Vlpian) non portionem hereditariam testator commemorauit, sed simpliciter portionem. Mais quand le testateur a chargé l'heritier de rendre & restituer sa part & portion hereditaire, vt in l. 1. allegata, portionem hereditatis, en ce cas nostre decission a lieu, qu'il n'est tenu restituer que celle part & portion des prelegs qui luy ont esté faits, qu'il prend de soy-mesme comme heritier, & qui vaut iure hereditario: l'autre qui vaut iure legati, elle demeure parde-

ners luy.

Cette regle neantmoins reçoit vne exception, si renuntiauerit hereditati is cui quadam pralegata sunt, aut abstinuerit, aut omiserit: car en ce cas par la repudiation de l'heredité, il est vray que le legs est solidairement & entierement confirmé en sa personne, & si decesserit, solidum legatum ad heredem transmittit: Tellement que le legs qui ne valloit ab initio, que pour celle part, quam à coherede accipit, est confirmé par la repudiation, comme si iamais il n'auoit esté institué heritier, suivant la disposition de la Loy profectitia. s. S. si pater. ff. de iur. dot: joint ce que Balde remarque sur le mesme paragraphe de cette Loy, & totum legatum petere potest, quamuis à semetipso inutiliter ei legatum suisser, h.17. qui filiabus. S. vltimo, cum l. sequente. ff. de leg. 1. Tellement que s'il est charge de restituer sa part & portion hereditaire, aut etiam ei substitutus sit heres, aucune portion de legs ne viendra en la restitution, ne substitution: la Loy 32. Sextiam ff. de leg. 3. y est expresse, vbi substituta erat Sextia Martio: cum certa perceptiones Martio essent relicta, Martius partem hereditatis ex qua heres scriptus erat, omisit, repudianit: questium est an Sextia ex substitutione etiam hac qua pralegata erant Martio vindicare posit. Scauoia Sextiam in legatis que Martio facta sunt substitutam non videri. La raison est que par la repudiation de l'heredité faite par Martius, les legs & prelegs qui luy ont esté faits, ont esté entierement confirmez

252 P. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. en sa personne, & n'y a aucune part qui soit iuris hereditary,

cum nullam accipiat à semetipso, sed solida legata ab heredibus con-

sequatur.

Doncques au faict qui se presente, Jean Cope le ieune ayant fait l'adition de l'heredité, ou son tuteur pour luy, & estant decedé sans auoir expressément renoncé: il est vray de dire que nous sommes au cas de nostre decision, que les prelegs à luy faits doiuent estre censez valoir partim iure legati, pour celle part qu'il prend de son coheritier Anthoine Cope, partim iure hereditario, pour celle qu'il prend à semetipso, comme heritier de Iean Copo l'aisné, testateur. De saçon que nous pouuons resoudre, qu'Arcelin demandeur est bien receuable à demander la part & portion, que valuit iure legati, & laquelle n'a iamais esté comprise en la substitution ouverte au profit de Thomasse Fournier; ny par consequent transmise à Guiot Fournier desfendeur son heritier: tellement que cette part se trouve sine causa penes eum, cum sit extra hereditatem. Mais pour celle qu'il prenoit à semetipso, comme heritier; il est aussi vray de dire qu'elle n'est sujette à la demande dudit Arcelin: Tellement que cet Arrest, iuridiquement, en emendant la sentence du Bailly de Masconnois, condamne ledit Guiot Fournier rendre la moitié seulement des prelegs faits audit Iean Cope le ieune: qui est la moitié qu'il prenoit de son coheritier Anthoine Cope, & laquelle valebat iure legati.

La difficulté plus grande qu'on alleguoit au procez, estoit la renonciation faite par Arcelin à posteriori, & les lettres par luy nouvellement obtenuës pour estre releué de cette acceptation d'heredité de Iean Cope l'aisné, faite par Iean Cope le ieune, au moins par son tuteur, luy estant encores mineur. Renonciation acceptée par Guiot Fournier : car le benefice de restitution qui competoit au mineur, ex capite minoris etatis, estant decedé auparauant vingt-cinq ans, il l'auoit transmis à son heritier, qui est le demandeur. Tellement qu'iceluy Arcelin estant dans le temps de restitution, c'est à dire dans les trente-cinq ans, comme il estoit constant au procez, il sembloit que cetterenonciation acceptée fist changer l'estat de la cause pour la juger, comme si jamais lean Cope le ieune n'eust accepté l'heredité: & partant qu'Arcelin pouvoit demander solida legata, qui luy avoient esté faits par le

testament, quasi om ssa bereditate aut repudiata.

DE DROICT ET DE COVST. P.

Mais la response à cela estoit, qu'en cette question sufficit si femel adita suerit hereditas, ou bien si celuy qui estoit institué heritier, cùm nondum adisset, neque etiam renuntiasset, ante aditam hereditatem decesserit, qui est le mesme; caril saut une expresse renonciation & repudiation de l'heritier institué, ut solida pralegata consequatur, cùm inutiliter eidem ab eodem legatum sit. De sa con que s'il decede sans auoir expressement renoncé, portiones tantum qua pro parte coheredum constiterunt, ad hered s legitimos transmittit. C'est la Loy, Miles. 75. S. pro parte. st. de leg. 2. qui doir estre ainsi entendue: & la raison est, d'autant que etiamsi heres proparte institutus reuera non adierit, animum tamen heredis habuit, comittenda hereditate.

Au faiet donc qui se presente, la renonciation faite par l'heritier de ce Iean Cope ne peut rien operer, cum ille semel adita hereditate, aut certe non repudiata decesserit. Tellement qu'Arcelin ne peut demander que la portion ou moitié qua pro parte coberedis sui Anthoine Cope constitit: maxime cum ius adeunda aut repudianda hereditatis ad heredem non transmittatur. l. si infanti. C. de iure deliberandi. l. 4. ff. de acquirenda & omittenda hereditate: Car de dire que beneficium restitutionis saltem hoc casu competit, lequel est donné aux successeurs des mineurs, ores mesmes qu'ils sussent mineurs.l. minore. 18. 9. vltimo, cuml. sequente.ff.de minoribus: Celaest bon, cum cognitione causa, & propter cessionem, damni vitandi gratia, non etiam lucri captandi causa: Comme il seroit en ce saict, vt solida legata quis consequeretur. Et quant à l'acceptation de cetterenonciation faite par Guiot Fournier, & ayant este faite sub illa conditione: Entant que servir luy peut, & non autrement; elle ne fait rien pour direque la repudiation qui est nulle de soy, en soit par là confirmée pour auoir effet, comme frelle eust est éfaite pars Iean Cope le ieune.

Restoit encores vne antre dissiculté qui sut touchée par les opinions de Messieurs, qu'on dit qu'il faut prendre ce testament comme vn partage de division sait entre ses nepueux, quos affectione filiorum diligebat: Et partant qu'Arcelin ayant remoncé à l'heredité de Iean Cope l'aisné, testateur, retorquant cette renonciation contre luy, que omnino actio pralegatorum es denegari debet par la Loy 9. Quid ergo. 2. S. Plane. st. de leg. 1 plusibus heredibus silius institutis ratione pralegatorum actio denegabitum.

254 P. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. ei qui non agnouerit hereditatem: Et surquoy la sentence du Iuge de Masconnois pouvoit estre sondée: mais nous ne sommes au cas de cette loy. Premierement, elle parle d'un pere, qui omnia bona inter filios Verbis prælegatorum diuisit, & heredes eos nomine tenus instituit. Or en ce cas, ex prasumpta voluntate testatoris actio ei leg atorum nomine denegabitur qui non agnouerit hereditatem: pource que cette diussion fait part de l'heredité & de l'institution, les prelegs & l'institution n'estans qu'vne mesme chose. Icy riende pareil, car il y a institution particuliere au residu de tous les biens, & separée des legs. C'est vn oncle entre ses nepueux. Aussi que pour trancher cette question, etiam in filio cui prælegatum est, non propterea actio ei denegabitur legatorum nomine quòd noluerit heres este: non enim impugnatur iudicium ab eo qui iustis rationibus noluit negotys hereditarys implicari.l. 87 filio pater. ff eodem, de leg. 1. nisi appareat de voluntate testatoris, quod non alias voluerit pater habere eum legatum nisi hereditatem retineret. d. l. 87. cum l. sequente, ve in Specie dicta legis. Quid ergo. S. plane. Non enim, dit excellemment la loy 4. ff. ad S C. Trebellianum, prascribit heredi instituto debet, cur metuat hereditatem adire, vel cur nolit, cum varia sint hominum Voluntates, quorumdam negotia timentium, quorumdam Vexationem, quorumdam æris alieni cumulum, quorumdam offensas vel inuidiam. Mais en ce faid cette renonciation estant nulle) comme nous auons dit') & n'estant faite par l'heritier institué, elle ne peut produire aucun effect, ny pour, ny contre celuy qui l'a faite. De façon que cette difficulté n'estoit grandement considerable, & n'auoit deu le luge debouter ledit Arcelin par cette railon.

Pour la seconde question, Vtrum tempus adiectum legato faciate canditionem: & partant qu'en ce faict Anthoine & Iean Cope le ieune, estans decedez auparauant 25, ans, sçauoir si ceste somme de mil liures peut estre aujourd'huy demandée par Arcelin comme heritier dudit Iean Cope, cum decesserit ante conditionis euentum.

Pour traitter cette question, il faut vser de distinction, ut multum intersit quibus verbis fuerit vsus testator, es verum legatum sit Titio cum annorum 25. erit, ou bien si l'heritier est chargé de bailler à Titius vne certaine somme, cum annorum 14. aut 25. erit, comme icy, par le codicille fait en l'année 1567. par le mesme testateur, Thomasse Fournier sa semme, à laquelle il fait vn legs de

DE DROICT ET DE COVST. P. 255 tous ses meubles en general, est chargée de bailler aus dits Anthoine & Iean Cope ses nepueux chacun la somme de mil liures

quand ils auroient atteint l'aage de vingt-cinq ans.

Car en premier cas ce legs fait à Titius, cum annorum 25 erit, non solum diem, sed & conditionem in se continet, & perinde est ac si ita dixisset testator, si annorum 25. erit: De façon que si Titius decede ante 25. annos, ad heredem eius legatum non transit, cum decesserit ante euentum conditionis, vel ante diem legati cedentem.l.22.si Titio. in prin. ff. quando dies legat. cedat : qui est expresse : l. si sub conditione ff. de verb. oblig. S. ex conditione. Infitt. eod. mais au second cas, dies adiectus est, non legato, sed solutioni: & pour monstrer plustost quand le payement s'en feroit, que pour suspendre la grace & le bien-fait. l. 26. Firmio. \$.1.ff. quando dies legatorum ced. où Papinian elegamment dit en ce cas : certam atatem sorti soluenda prastitutam videri, non autem pure fideicommisso aut legato relicto conditionem insertam: dont s'il vient à deceder ante tempus prastitutum, sem illam transmittit ad heredem, cum purum fuerit legatum. d. l. 26. quialicet dies non venerit, cessit tamen viuo legatario: & desia il estoir deub, bien que la solution en fust differée, l. sedere diem ff. de verborum signific. Nous disons donc qu'en ce faiet Anthoine & Iean Cope sont decedez deuant les 25. ans, mais ils ont transmis ce legs à leur heritier Arcelin, qui est le demandeur, pour pouvoir estrepar luy demandé du jour qu'ils eussent atteint l'aage de 25. ans, s'ils ne fuffent decedez: & partant la sentence du luge tresivridique, d'auoir condamné Guiot Fournier à payer ladite somme de mil liures audit Arcelin, auec les interests du iour que ledit Iean Cope le ieune eut atteint l'aage de 25. ans : Car à la verité interusurium du temps depuis le deceds du testateur insques audit aage de 25.ans, penes heredem remanere debet, cum dies ille adiectus solutioni regulariter in gratiam eius qui debet adiectus intelligatur, afin qu'il s'appreste à payer, & qu'il songe pendant ce temps aux moyens de pouvoir executer sa promesse, ou bien la volonté du testateur. La regle de Droict y est, l. cum tempus.ff. de regulis iuris: De façon qu'il peut payer auat le temps, s'il veut: mais il n'y peut estre contraint, nisi alias appareat (qui est une exception de cette regle') de voluntate testatoris: c'est à dire, qu'il n'ait voulu en cela fauoriser le legataire, putà, vt lubrico atatis provideret, vt inl.3.5. sum Pollidius. ff. de wsuris, & l. eum qui. 15. ff. de annuis legatis: car en ce cas, commodum medij temporis hares sentire non debet, sed cum

256 P. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. summa principali, etiam interusurium debetur legatario. Sil'heritier paye auant le temps, non liberatur d. l.eum qui. S. cum Pollidius, vbi fructus medij temporis restituuntur ab herede, quia lubrico tutela sideicommissi remedium mater pratulerat. Mais icy ne nous apparoissant. de la volonté du testateur, qu'il ait voulu en cela fauoriser ses nepueux, ains au contraire qu'il a adjousté ce temps en faueur de sa femme: nous demeurons dans la regle, vtv sura non debeantur, sinon du jour que ledit lean Cope le joune eust atteint l'aage de vingt-einq ans: car de dire qu'en France lex non interpellat prohomme; & que les interests ne sont deubs que du jour de la demande, etiam in bona fidei iudiciis: comme tous nos Iugemens sont de cette façon, n'y ayant point de difference d'actions par. nostre Droict François: Toutesfois estanticy question de la personne des mineurs, solo tempore tarda pretij solutionis vsura debentur, comme les Empereurs ont sauorablement respondu en pareille cause. l. 3. in minorum. C. in quibus causis in integrum restitutio necessaria non est: itaque reipsa mora sieri intelligitur in his qua moram desiderant, in bona sidei contractibus, sideicommissis, & legatis. C'est pourquoy l'Arrest l'a ainsi iugé, & condamné Guiot Fournier à payer les interests du jour que Iean Cope le jeune eut atteint l'aage de vingt-cinq ans: car de ce temps mora facta est in solvendo: & n'a deu attendre aucune interpellation iudiciaire, ayant esté l'heritier du mineur, toussours mineur lors & depuis, & n'ayant encores atteint l'aage de vingt-cinq ans. Par Arrest donné en la premiere Chambre des Enquestes, au rapport de Monsieur Quelain, le 28. May 1599,

The state of the s

inand of philip make the him he made the

PRESTATION DE PLUS DE

QVARANTE ANS.

La longue Prestation de plus de quarante ans , faite à vne Eglise de certain Droict Annuel induit une obligation à l'aduenir, contre ceux qui ont payé volontairement, encores qu'il n'apparoisse de titre, idque fauore Ecclesia.



NTRE Messire Pierre de Flagens, & Dame Margue- Au rapport rite de Rostaing sa semme, d'vne part: & Maistre Tho- de Monsseur mas l'Amy Prestre & Curé de Sain & Estienne de Noisi

le Sec, d'autre. Fut iugé le 8. Aoust 1601, pour ledit Curé fauorablement, touchant vne prestation de trois muids de vin qu'il pretendoit contre la dite Dame par chacune année. Car bien qu'il ne fit apparoir d'aucun titre par lequel ladite Dame ou ses anciens se sussent obligez à ladite prestation, toutes sois saisant apparoir d'vne longue prestation & payement volontairement sait par plus de soixante ans par les predecesseurs de la dite Dame, fut icelle condamnée à continuer à l'aduenir ledit deuoir suiuant la Loy cum de in rem verso. in principio, & S. Imperator Seuersis. ff. de vsur. où l'Empereur Seuere par vne grande équité auoit respondu le mesme in causa dois: Tellement qu'en ce faict fanore religionis, qui est comparée à la faueur de la dot, idem statuendum videbatur: aussi que cette prestation sembloit auoir esté accordée en consideration du petit reuenu de ladite Cure, par les Seigneurs de Noisi le Sec- si bien que cette prestation auroit en soy fauorem alimentorum, lesquels ayans esté long-temps payez inducitur ex illa longa prastatione obligatio.l.s. Cod. de sideicomm. Ioint l'Edict de Cremieu fait en faueur de ceux de l'Eglife: autrement longa prastatio annuatim fasta non inducit obligationem in posterum.l. si certis annis. Cod. de pactis.

about Thought at the part of the property and a

REMPLOY.

Comment doit estre fait le Remploy d'une somme de deniers stipulez propres par contract : quel est l'effet de cette stipulation, tant pour le patage de la communauté entre mary H) femme, que pour le droiet de succeder entre les heritiers mobiliers ou immobiliers.

de Monsieur Buiffon.



E toutes les questions interuenues aux lugemens des procez, les plus frequentes & ordinaires, & neantmoins les moins certaines en leurs decisions pour la contrarieté des Arrests qui s'y trouvent, sont celles qui regardent ou l'action, ou la stipulation

du remploy de certaine somme de deniers prouenans d'heritage à rente, pour la rendre & estimer vn propre heritage, soit paternel ou maternel, ou meuble, soit pour entrer en la communauté, & estre partagée entre le mary & les heritiers de la femme, aut è contra: ou pour estre comprise en la succession des meubles appartenans au pere ou à la mere succedans à leurs enfans.

Doncques afin de concilier plusieurs. Atrests interuenus suc cette matiere, qui semblent contraires, & pour en tirer quelque maxime certaine, selon laquelle nous puissions dresser nos lugemens: i'ay crû qu'encores que toute definition en Droi & soit sort dangereuse, qu'on pouvoit par vne distinction generale, comme

par vn fil setirer hors de ce labirinthe.

Toute chose est reputée propre & heritage ou par convention fictione iuru, ou de sa nature. Le propre, soit conventionnel, soit naturel naissant, qui a esté acquest au pere, & fait propre en la personne du fils, ou ancien venu de nos ayeuls, se gouvernent par mesmes reigles: c'est à dire que si vne somme de deniers est stipulée propre, ou bien si vn heritage ou vne rente ayant esté acquise par le pere, est faite propre en la personne du fils, ou DE DROICT ET DE COVST. R. 259 bien acquise par l'ayeul & venue de pere en fils, ou que la rente ait esté racheptée, & que les deniers se trouuent en nature non employez en hetitages selon la stipulation ou remploy en autrerente ou heritage, & qu'ils'agisse de partir ces deniers entre le pere suruiuant, ou la mere & les heritiers collateraux, pour sçauoir si ces deniers sont reputez meubles ou propres; nec agatur de iure communionis, sed de iure hereditario: en ce cas les deniers doivent appartenir comme meubles, au pere ou à la mere succedans à leurs enfans: & l'action de remploy reputée mobiliaire entre les heritiers des meubles & des immeubles. Tels sont les Arrests suivans.

lugé au rapport de Monsieur Buisson en la premiere Chambre des Enquestes, entre les parens maternels d'vn nommé Pierre Baraut, contre les heritiers paternels; qu'vne somme de deniers promise par contract de mariage pour estre le propre patrimoine de la future espouse n'ayant esté employée, que cette action deremploy comme vne debte personnelle & mobiliaire se doit prendre sur la communauté d'entre elle & sondit mary, qui auoit renduë confuse ladite action pour vne moitié, son fils Pierre Baraut lors viuant & succedant à son pere, luy estant debreur de l'autre moitié: lequel fils ayant depuis suruescu ses pere & mere, recueillant les deux successions, auroit confondu en sa personne la debte per concursum debiti & crediti: laquelle estant personnelle, & l'action estant mobiliaire, n'y ayant qu'vne simple destination, ne pouvoit plus estre cossiderée comme vn immeuble, pour aller aux heritiers maternels, & estre cette somme reprise par eux: d'autant que cette destination & stipulation ne regarde que le mary, à cét effet qu'elle n'entre point en communauté, & non pas pour rendre vn propre perpetuel du pere ou de la mere. Cecy suringé conformément à d'autres Arrests. Papon au tiltre de la communauté d'entre mary & femme, lib. 15. art. 22. Arrest du 12. Ianuier 1601. entre Monsieur Brissart, & vn nommé Iean de Pasfay. Depuis au rapport de Monsseur Biet en la mesme Chambre le dernier Mars 1601. entre Maistre Pierre Herisson appellant des Presidiaux de Rion, d'vne part: & Catherine Martinat & consorts intimez, d'autre; bien que la clause d'employ d'vne somme de deniers de quatre cens liures fust expresse en ces termes, Pour estre le propre de Charlotte Martinat & des siens: neant moins Herisson appellant qui auoit esté condamné par la sentence du luge à

P. ARRESTS DECISIFS DE QUEST: remployer cette somme de quatre cens liures au profit des Martinats, comme obligé par ledit contract, fur absoult, en infirmant ladite sentence de la dite action de remploy contre luy intentée, y ayant eu vne fille de ladite Martinat qui seroit morte incontinent apres samere, & à laquelle ledit Herisson auroit succedé comme pere, l'action de remploy n'estant que mobiliaire. Aussi que cette clause, Pour estre employez en heritages qui servient propres à Charlotte Martinat & aux siens, rendoit bien ladite somme propre conventionnel pour le regard de la femme ad exclusionem mariti, pour n'y pouuoir participer par le mary; mais non pas propre successif pour les hericiers d'icelle & pour l'estoc des Martinats: si ce n'est que la clause le portast expressement, Pounelle é les siens de son estoc é ligne : comme il a esté jugé en l'Arrest des Regnauds, prononcé en robbes rouges par Monsieur de Harlay à Noël 1600, lequel depuis en prononça vn autre le 23. Decembre 1619. par lequel conformément à l'Arrest des Martinats, & autre Arrest donné auparauant en la Chambre de l'Edict, au rapport de Monsieur Ribier: entre vn nommé Bertrand Dauennes, contre Siluaine Grassit vesue de seu Maistre Claude Dauennes, ayant l'administration des biens de Philippes Dauennes son fils, vne somme de six mil liures, stipulée par le mary, pour luy eftre propres & aux siens, fut adjugée à la mere succedant à son fils qui auroit suruescu le pere.

Tellement que quoties agitur de iure succedendi, non de iure communionis, cette reigle est veritable, estant la chose trouuée en nature de meuble, ou n'ayant iamais esté employée, les successions se deuant reigler selon la nature mobiliaire ou immobiliaire qui se rencontre aux choses dont il s'agist, estans lesdites successions escheues: c'm in successionibus perpetud tempus delata hereditatis inspici debeat. Bacquet au Traitté des droicts de Iustice fol. 298. ne pouuant cette stipulation d'employ en heritage operer persectionem iuris, plus que la verité mesme: car si vn heritage propre auoit esté vendu, ou vne rente racheptée, les deniers trouuez hors de la succession, appartiendroient, comme meubles, au pere & à la mere, non inspetta grigine, encores que ce sust vn heritage ancien & patrimonial, & le prix ne se reprendroit au profit des heritiers immobiliers. Iugé à mon rapport, entre vn nommé Noël le Vasseur, au nom & comme tuteur de ses enfans: & Françoise Laudion heritiere immobiliaire de François Plain,

DE DROICT ET DE COVST. R. demandeurs d'vne part : & Iean le Plain deffendeur d'autre : lequel, comme pere ayant succedé à son fils és meubles, presendoit le prix prouenant d'vn heritage ancien & patrimonial vendu luy appartenir: les heritiers immobiliers pretendant au contraire, que le prix comme succedat au lieu de la chose, se deuoit reprendre à leur profit: sut le pere absout de la demande que luy saisoient lesdits heritiers immobiliers, comme estant l'action d'employ mobiliaire & confuse en la succession de son fils, l'Arrest du 10. Decembre 1615. Le mesme a estéiugé le 19. luillet 1615 entre Gilles Vanier, appellant de la sentence du Bailly de Montdoubleau, d'vne part: & Perrine Marie, semme de René Belot, heritiere immobiliaire de deffuncte Anthoinette Marie sa sœur, viuante semme dudit Gilles Vanier, au rapport de Monsseur Tudert, que l'action de remploy qu'auoit ladite Anthoinette pour le prix de ses propres vendus par ledit Vanier son mary, estoit mobiliaire: & partant que ladite action estoit confuse en la personne du pere, heritier mobilier de sa fille decedée en bas aage, & qui auroit suruescu sa mere decedée maieure, autrement eust esté iugé si ladite mere fust decedée mineure, comme il a esté ingé par l'Arrest cy-apres inseré du 8. Juillet 1614 au rapport de Monsseur Cumont en la mesme Chambre. La fiction doncques d'vn propre conventionnel n'auoit pas plus d'effet pour rendre vne somme de deniers propre in perpetuum, mais seulement pour en exclure le mary du droist de communauté, qu'il y pourroit pretendrepar le moyen de la clause d'employ y apposée: lequel en ayant esté vne fois exclus, & la clause ayant eu vne fois son effet, si puis apres il vient à succeder à son fils, propter luctuosam filij successionem, nous luy adiugerons plustost comme meuble cette somme de deniers, que l'imaginant un propre il ne seroitéquitable l'adinger aux heritiers collateraux in perpetuum.

Cela a lieu fors pour les mineurs carfansstipulation aueune les deniers procedans de la vente des heritages ou rentes propres au mineur, sortissent pareille nature, que tenoient les dits heritages ou rentes, pour retourner aux parens du costé & ligne, dont les dites rentes estoient procedées, art. 904 de la Coustume de Patis, tiltre Quels sont meubles ou immeubles: mais cela est propter personam minorum, les quels ne pouvans disposer de leurs biens pendant leur minorité, les choses aussi qui leur appartiennent ne changet point de nature, pour éuiter aux fraudes que pourroient

262 R. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. faire les tuteurs en l'administration des deniers pupillaires, estans d'ailleurs obligez au remploy, l.2. § quid ergo.ff. de contraria act. tut. Comme il sera dit cy-apres, & cela arresté en ladite premiere Chambre, au rapport de Monsieur de Cumonts, le 8. Iuillet 1624. au procez d'entre Christophle Brosseron, appellant d'ync sentence donnée par le Preuost de Paris, ou son Lieutenant, & Gens tenans le Siege Presidial audit lieu, d'yne part: & Guillaume Mettereau, & Anne Langlois sa femme, tant en leurs noms que comme ledit Mettereau tuteur de Simon Langlois, intimez d'autre, où il fut iugé que l'action qui avoit appartenu à Vespasien Brosseron, fils dudit Christophle Brosseron decedé mineur & en bas aage, pour le remploy des heritages de deffuncte Claude Langlois sa mere, vendus & alienez par ledit Christophleson pere, pendant & constant leur mariage, & la minorité de ladite Langlois, aussi decedée mineure, n'estoit point demeurée confuse en la personne dudit Brosseron pere, qui auoit suruescu & succedé audit Vespasien son fils quant aux meubles: mais que les deniers procedez de la vente desdits heritages propres à ladite Claude Langlois mineure estoient subrogez, & tenoient lieu desdits heritages vendus, & estoient de mesme nature: & en suite que les deniers appartenoient aus dits Mettereau & sa femme, oncles & heritiers des propres maternels dudit Vespassen fils, & non pas audit Christophle son pere qui l'auoit suruescu. Voyez l'Arrest des Regnauds, où toutes ces questions sont amplement traittées. agrey vellement le destant she mercan la action

Mais s'il s'agist de partir les biens de la communauté entre le mary survivant, & la semme survivante, & les heritiers du mary predecedé, ou de la semme predecedée, qui sont les enfans contre le pere, si le mary s'est obligé par son contract au remploy de certaine somme de deniers stipulée propre, ou bien qu'vn heritage propre à l'vn des conjoints ait esté vendu, ou bien vne rente racheptée pendant & constant le mariage: La Coustume de Patris ausourd'huy l'obligeant au remploy, & cette stipulatió estant tacitement entenduë, les deniers non employez ou bien non remployez en autre heritage ou rente, se prendront par les enfans, comme propre paternel ou maternel, & n'entrerôt point en la communauté, & le mary ne pourra rien pretendre iure societatis, en estant exclus par la stipulation, soit tacite; soit expresse; afin qu'il ne prosite de son dol, art. 232, de la communauté des biens;

DE DROICT ET DE COVST. R. 263 mais s'il n'y auoit stipulation expresse ou tacite par la Coustume, i'en douterois: Et de fait en la Coustume de Blois, où par article exprés le mary peut, si bon luy semble, remployer le propre vendu de sa femme n'y estant obligé, au rapport de Monsieur Sauare, en la premiere Chambre des Enquestes, sut dit qu'on informeroit par turbes sur l'vsance dudit article. Et depuis ay ant informé par turbes, & fait son rapport, sut iugé qu'en la dite Coustume le remploy auoit lieu, suiuant la pratique qui auoit esté toussours gardée audit pays, & rapportée par les turbes.

Et fut la femme mise en ordre sur les biens de son mary du jour de son contract de mariage. Et depuis pareil Arrest donné au rapport de Monsieur de Grieux en la Chambre de l'Edict le 16. Iuillet 1616. entre Pierre Hemeri, appellant d'vne part : & Françoise le Grand, semme separée de Maistre Iean Thomas, intimée: Par lequel la sentence du Bailly de Blois sut confirmée, qui mettoit ladite le Grand en ordre du iour de son contract de mariage pour certaines sommes à elle deuës prouenantes de la vente de ses propres, & c'estoit les biens propres de son mary, suivant le precedent Arrest: & celase iuge maintenant sans difficulté en toutes les Chambres, & ce par vne nounelle Iurisprudence: car auparauant la reformation de la Coustume de Paris, l'on iugeoit tout autrement, & les rentes racheptées, ou le prix d'vn heritage vendu, ne se reprenoit auant part, ains entroit en la communauté. L'Arrest du 13. Aoust 1591 des Camus en est exprés, donné entre Macé Patrouillard, au nom & comme tuteur subrogé de Fiacre le Camus, fils mineur d'ans de deffun & Fiacre le Camus, & de Ieanne Benoist, & ladite Ieanne Benoist vefue dudit deffun & Fiacre le Camus, ayant esté donné sur vn contract de mariage fait auparauant la nouvelle Coustume de Paris, & estoit vn commun prouerbe, Que le mary ne se leuoit iamais assez tost pour vendre le propre de sa femme. Ie sçay bien qu'on allegue l'Arrest de Thomas Ioly, comme contraire au precedent du mesme iour & an. Mais encores qu'il ait esté donné sur vn contract fait auparauant la reformation de la Coustume: toutesfois il contient en soy vn temperament des luges, fondésur le Droiet nouveau, par lequel ils ordonnerent qu'encores qu'il n'y eust point de stipulation expresse par le contract, & d'obligation au remploy : neantmoins que le prix des heritages qui auoient esté alienez depuis la reduction de la Coustume, seroit repris au profit de celuy

R. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. auquel ils appartenoient: veu que deslors la Coustume auroit obligé à ses Loix tous ceux qui sont demeurans en son destroit, & que le mary n'avoit deu ignorer à quoy la Coustume l'obligeoit, qui estoit au remploy. Tellement que ne l'ayant sait, sur ingé que ce prix n'entreroit en la communauté, afin que le mary ne profitast de son dol. Voy Bacquet au Traitté des Droicts de Iustice, fol. 298. 6 segg. où il rapporte ces deux Arrests contraires. donnez en vn mesme iour, & lesquels se peuvent concilier par ce moyen, plustost qu'en distinguant le propre ancien d'auec le naissant: car en ce cas il n'y a aucune difference entre l'vn &

Voila ce que i'ay pû recueillir de tout ce discours, qui regarde l'action & stipulation de rempley.

is Grand. Temper the stood of the Lean Thomas internation

consines formmes a cite dentis-processors di

RENONCIATION A SUCCESSION.

Les Renonciations stipulées par pere & mere marians leurs filles à leur succession au profit de leur aisné masse, qu'estce qu'elles operent, & qu'elle en est l'effet en matiere de partage pour la computation des legitimes, entre ceux qui viennent. Stras Smith September 18 où la succession. The description of the series of the series

marificaciant bands and an article and

Au rapport de Monsieur Maynard.



ETT equestion s'est traittée au procez du sieur d'Arsgenton, en la premiere Chambre des Enquestes, au rapport de Monsieur Maynard, & est pour sa decis sion tres-remarquable, ne sçachant point qu'elle ait esté iugée auparauant.

resendBanolfi, Andre Les gne Behout we'th

Doncques au procez d'entre Gilles d'Argenton heritier. seul de Charles son frere aisné, au profit duquel trois filles mariées par le pere auoient renonce par leurs contracts de mariage à toutes successions, comme cette clause est ordinaire és contracts de mariages d'entre nobles, d'vne part. Et le Baron de Montrotier, au nom & comme mary de l'yne des filles dudit sieur d'Argenton, non mariée par le pere, mais espousée

DE DROICT ET DE COVST. R. 265.
par ledit Montrotier depuis le deceds d'iceluy, demandeur en

partage & liquidation de ses droiets successifs.

Entre autres questions sur remuée celle des renonciations saites par les trois silles mariées du viuant du pere, & lesquelles se tenans encores à leur contract de mariage s'abstenoient de l'heredité: qui consistoit en trois poinces.

L'yn, de sçauoir si lesdites renonciations subsistans & ayans sieu, bien que les dites filles, par le moyen des dites renonciations, ne sussent admises à l'heredité de leur pere; toutes sois facerent partem, pour les portions hereditaires qu'elles eussent pû prendre en

ladite succession sans lesdites renonciations.

Le deuxiesme, si faisant part, & neantmoins ne prenant rien en ladite succession à cause de la clause de renonciation apposée en leur contract de mariage, les parts & portions accroissoient à toute l'heredité, ou bien au profit seulement de Charles, en la faueur duquel la clause de renonciation auoit esté stipulée par le pere.

Et le troisses me, sçauoir si en ces parts & portions hereditaires accroissans au masse seul, il falloit precompter les sommes de deniers baillez par le pere ausdites silles par leur contract de mariage, quass legitima loro: de saçon que ledit sieur d'Argenton les retenant à son prosit sustenu deduire, precompter, & d'autant moins prendre que lesdits mariages & sommes de deniers pou-

noient mointer sur chaque part & portion.

Pout le premier & leçond poinct de cette question, ils se trouuent resolus par l'opinion de Petrus Iacobus, & ses suiuans, rapportée par Guido Pape en ses decisions, decisione 215, de filio inter liberos computando; quòd filia qua quitauit bona paterna vel materna, sacit quid m partem tanguam silia, quantum ad legitimam, sed non admittitur ad partem: & qui a esté l'opinion de Iason, & des autres Docteurs, quam communem esse assert ledit Guido Pape: & bien qu'ilme soit de cét aduis, refert secundum eum indicatum esse iteratò, in curia Grasianopolitana: & laquelle opinion a esté du depuis sousin curia Grasianopolitana: & laquelle opinion a esté du depuis sousemble estre sondée sur une reigle posée par Bartole, quòd ille qui non admittitur ad partem, nec admitti speratur aliquo iure actionis, vel retentionis, vel alterius aquitatis; vt silia qua renuntiauit, vel per se, vel per alium, non dicitur sacere partem. Bartol. inl. huius modi. § si Titio. É l. nemo sf. de leg. 1. 266 R. ARRESTS DECISIFS DE QUEST.

Mais l'autre opinion a esté authorisée par les Arrests: & Boërius en sa decision 104. num. 9 & 10. rapporte auoir esté suivie au Parlement de Bordeaux: suivant laquelle il tient expressement, quod dicta quidem silia partem facit in computatione legitima, sed non quòd consequi positi aliquam partem, sed remanebit illius portio penes heredem patris in cuius gratiam facta fuit, comme icy au prosit de Charles & de Gilles son heritier, ensans masses dudit sieur d'Argenton, en la faueur desquels, & pour conserver le nom de sa famille, il auroit fait les stipulations expresses portées par les contracts de mariage de ses silles: Itaut, dit le mesme Boërius, non accrescat illius portio hereditati, & sic aliis fratribus aut sorcribus, sed heredit tantum expresso, contre la regle ordinaire, qui veut que ius accrescendi hereditatem semper, non certam personam sequatur, l. si to-

tam vel partem. ff. de acquirenda hered. de ibi Doctores.

Le troissesme poinct se trouva plus douteux, n'ayant estétraitté ny resolu par aucun Interprete de Droict: car de prime faceil sembloit par la faueur des collations & rapports entre coheritiers, introduites partoutes les Coustumes, que le fils masse prenant, comme nous auons dit, la part & portion de sa sœur qui a renoncé en sa faueur, qu'aussi il doit deduire & precompter sur ladite part, ce que sa sœur a receu par son contract de mariage: veu qu'elle mesme, si elle venoit à la succession, partem sibi à patre datam conferre teneretur, l.1.C. de collationibus. Tellement qu'au faict particulier qui se presente, Gilles prenant les trois parts de ses lœurs qui ont renoncé, il sera tenu precompter sur leursdites parts & portions le mariage de cent mil liures, donnez à chacune desdites filles: ita vt, s'il y a du reste, il tourne à son prosits non pas que ces portions luy appartiennent, à raison detoute la succession & de tout le bien delaissé par le trespas du pere, n'y comprenant les mariages baillez de son viuant, & qui sont sortis hors de la maison & de la famille. Car autrement, disoient ceux qui soustenoient cét aduis, que ce seroit en vne mesme succession faire deux parts & portions, & bailler deux legitimes: d'autant que ce qui est baillé par le pere de son viuant en auancement d'hoirie, est legitima loco, & iure portionis hereditaria censetur. Doncques ce que donne le pere à ses filles en les mariant, c'est vrayement leur legitime, aut loco legitima portionis, qui leur competoit & appartenoit en sa succession: & partant sujet à rapport.

DE DROICT ET DE COVST. R. 267

Toutesfois la resolution de cette question, qui sut suivie par l'aduis de Messieurs, sondée par moy en deux raisons principales, a determiné vn poin et tres-rare et tres-important pour le regard de ces renonciations, tout au contraire de ce qu'il sembloit de prime abord par les raisons precedentes. A sçauoir, que le masse, au prosit duquel les stipulations ont esté faites, prend les parts et portions de ses sœurs qui ont renoncé entierement ratione de tout le bien qui est demeuré apres le deceds du pere, sans compter ce qui leur a esté baillé par ledit dessuret de son viuant, non computato eo quod extra hereditatem est.

La premiere des raisons sur laquelle ie sonde cet aduis, est tirée de la saueur de ces renonciations introduites en France par vne raison politique, comme dit du Moulin en ses Consultations; contre la disposition du Droist Civil, l. ex pasto qued dotati. C. de pactis: laquelle doit estre conferuée entierement, & plustost estenduëpar interpretation que restreinte; par la reigle, Odia restringenda, fauores ampliandi. Nos anciens Gaulois viuans sous vne Monarchie, & s'estans rangez au commandement d'vn seul, aduiserent en mesme temps que toute la paix & soustenement d'icelle dependoit du corps de la Nobleffe & des illustres maisons, qui sont tenuës monter à cheual aussi tost que leur Prince & leur Roy le juge necessaire; d'où ils introduirent les conuocations du ban & arriereban: & pour conferuer ces maisons illustres en leur grandeur, & pour obuier aux diminutions grandes, & démembrement des terres seigneuriales qui se faisoient par le moyen des mariages des filles qui emportent tout le bien en vne autre samille, faisant la fin de la leur, ils introduirent par vne raisen politique ces renonciations contre la disposition du Droise Civil, les faisant renoncer en les mariant à toutes successions, soient directes, soient collaterales, & ce au profit des masses, qui font, comme dit Euripide, les colomnes des maisons, qui les soustiennent en leur splendeur, conservans le nom & les armes, & qui par ce moyen sont rendus plus puissans en moyens & facultez pour soustenir & entretenir la despense qu'il connient faire pour le service de leur Roy.

Cette faueur doit donc estre prise entierement selon son sens, vi masculi heredes sint soli, s'il faut ainsi dire, & reprenant l'exemple de cette Loy Salique, vi mulieres nullam portionem consequentur, c'est à dire, que les silles soient contentes de ce qu'on

268 R. ARRESTS DECISIFS DE QU'elles pe revi

les marie à personnes de leur condition, & qu'elles ne reuiennent plus à demander aucune chose, cum pretium omittenda hereditatis acceperint, en ce qu'on leur auance du bien de la suc-

cession.

L'autre raison estoit, que la faueur des collations & rapports entre coheritiers, ne pouvoit avoir lieu en ce cas, ny par la definition ny par la raison d'icelle, introduite par le Preteur, aquitate naturali inter emancipatos & suos, l. I. ff. de collationibus. Par la definition, d'autant que la collation ou rapport est definy en ces mots: Rei proprie habita ab eo de cuius hereditate agitur, gratia ipsius successionis obtinenda facta communicatio. Or si Gilles d'Argenton estoittenu en prenant les parts deses sœurs mariées rapporter ou moins prendre & precompter les mariages à elles baillez par le pere en auancement, non rem propriam, sed alterius conferret: & ce non gratia successionis obtinenda; caril y vient iure suo & ex sua persona, & par la renonciation qu'ils ont faire à son profit & de son frere aisné, qui a esté stipulée par le pere, les parts & portions de ses sœurs luy appartiennent; non quidem iure cesit, sed ex dispositione paterna. La raison aussi de la collation ce le en cet endroit : can elle a estéintroduite par le Preteur pour égaler tous les enfans, tant émancipez qu'autres, en la succession de leur pere ou ayeul, au lieu que ces renonciations par contract de mariage ont esté introduites, comme nous auons dit, par vne raison politique contre la disposition du Droict, pour aduantager les masses au preiudice des femelles. Et quant aux raisons qu'on apportoit au contraire, qu'il estoit facile d'y respondre. Car quant au premier poince, par lequel on dit que si les sœurs sont part en la diuisson de l'heredité, & sont comptées pour faire le partage entre ceux qui restent; qu'aussi ce qu'elles ont receu auparau ant legitima loco, & doit estre imputé en leur part, cum dos sit proprium patrimonium filia & legitima loco, l filia.ff. famil. ercife. & qu'autrement ce seroit establir deux portions hereditaires en une mesme personne, & deux legitumes. Il faut considerer que duobus modis quis dicitur facere partem in hereditate dividenda: aut enim facit partem, ita vt ipse admittatur ad partem: & tune il est certain par la reigle de Droist que conferre tenetur id quod accepit : & sic silia dotem quam accepit confert. l. 2.3.4.12.6 16. G. de collationibus: aut facit partem,ita vt non admittatur ad partem : & tune nous sommes au cas que traitte Boërius id decif. 104 num.9. & 10. parlant de ces renoncia-

DE DROICT ET DE COVST. R. tions faites par les filles. Filia que renuntiauit, facit quidem partem. i, facit numerum, & in numero liberorum est habenda, vi cognoscatur non quanta sit legitima eius (car elle est hors la succession, il ne luy faut point de part ny de legitime, y ayant vne fois renoncé) sed quanta sit legitima altorum: & partant elle n'est point tenue conserer ce qu'elle a eu, ci'm non admittatur ad successionem. Et quant à la dot que les filles qui ont esté mariées retiennet, il ne la faut point considerer à part comme vne legitime, ny comme portion hereditaire, ou chose baillée en aduancement d'hoirie: mais comme vne somme de deniers baillée par le pere, moyennant laquelle elles ont transporté leur droict de succession par la stipulation expresse & clause de renonciation apposée en leur contract de mariage: & ce au profit des masses. C'est ce que les Iurisconsultes ont appelle pretium omittenda hereditatis. Ce n'est donc point establir deux legitimes ou deux parts & portions hereditaires en vne mesme personne: mais c'est donner la part & portion des filles au masse, au profit duquel elles ont renoncé, non computato eo quod extra hereditatem est. Et pour monstrer que ce qui leur a esté donné par le pere, non debet legitime leco censeri, c'est que filia que renuntiauit semel, non potest postea petere supplementum legitima. Cela a esté iugé par plusieurs Arrests rapportez par Robert lib.2. rer. indic.cap. 4.ce qui toutesfois auroit lieu si la dot qui luy a esté baillée par le pere estoit considerée comme legitime; veu que par la disposition du Droiet constat nullo casu seu dotis datione, seu villo alio indicio paterno legitima praindicium fieri posse. l. omnimodo. S: repletionem.C. de inofficioso testamento: Mais ce dot que le pere baille auec la clause de renonciation, nous le pouuons instement appeller, comme nous auons dit, pretium omittenda bareditatis, auec Vlpian

en la Loy fuit quassionis. 24. sf. de acquirenda & omittenda hereditate.

Quand à l'autre poinct, par lequel on dit que si elles mesmes venoient à la succession, elles seroient tenuës conserer leur dot; & partant que le masse qui entre en leur place ne peut pas auoir plus de droict qu'elles: il faut considerer par les raisons precedentes, que les parts & portions que prend le sils aisné au prosit duquel elles ont esté stipulées, ne suy appartiennent pas sure cesso sed ex dispositione paterna, & par une espece de partage fait par le pere entre ses ensans: quod quidem iudicium paternum omnem residutionis speciem excludit. in l. silia. S. si pater. sf. samilia erciscunda. Supremi iudici dinisionem vocat Papimanus: & n'est point un aduan-

Nn ij

270 R. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. tage indirect prohibé par la Coustume de Poictou, en laquelle par article exprés il est permis de disposer de ses meubles & acquests: secus enim esset en la Coustume de Paris, en laquelle il estoit constant le sieur d'Argenton pere auoir eu son principal domicile: mais vne disposition paternelle fauorisée du public. qui fait que la volonté du pere doit estre plainement interpretée au profit des masses : estant certain que toutes ces Coustumes d'Anjou, le Maine, Touraine, & Poictou, qui ont fauorisé ces renonciations, ont visé à la conferuation des familles nobles. La fille qui a esté mariée par le pere à vn homme de sa condition, ne se peut aucunement plaindre, encores qu'elle n'eust eu, comme on dit, que le chapeau de roses en mariage: & le pere peuten ce cas aduantager ses enfans masses au preiudice de ses filles, n'estant icy question que de meubles & argent qu'il faudroit rapporter, ayant estétoutes les trois filles mariées par le pere de son viuant, & leur ayant donné à chacune cent mil liures.

Cét aduis passa, & sur la sentence infirmée donnée par le Preuost de Paris, par laquelle il auoit ordonné qu'és terres de la Coustume de Poistou ledit Gilles prendroit les parts & portions de ses sœurs en precomptant leurs mariages, en emendant sut dit, qu'en la succession du seu sieur d'Argenton ledit Montrotier, au nom de sa semme qui estoit seule restée à marier, prendroit pour part & portion hereditaire és terres de Poistou vne cinquiesme, & ledit Gilles d'Argenton ayant succedé à Charles son frere aisné prendroit les autres quatre cinquiesmes de toute la succession; sequoir est, les trois parts de ses sœurs sans precompter seurs mariages, & l'autre part comme puisné. Et est l'Arrest du 2. Juin 1607, qui contient en soy une decision tres-rare & tres-impor-

Fut adiousté vne clause à l'Arrest, Si mieux n'aymoit ledit Montrotier se contenter de cent mil liures, pour tout droiet, sans venir à partage: ce qui sut par luy opté.

Control of the Contro

The second of the self-section in the second section and the section in the second section in the section

providence of a party of the last of the state of the sta

TOTAL STREET, STREET,

Au rappore

de la Nauuco

RENONCIATION A SUCCESSION PAR VN DES ENFANS.

Renonciation faite par un des enfans à la succession de son pere, fait que sa personne n'est plus considerable en la computation des parts & portions des legitimes deuës aux enfans qui n'ont renoncé.

III.

NTRE Claude Melan au nom de Gabrielle le Roux sa semme, appellant de deux sentences de Monsieur renduës par le Seneschal de Ponthieu, d'vne part: & Nicolas le Roux legataire & heritier vniuersel de deffunct Gabriel le Roux, d'autre: sut donné

Arrest au rapport de Monsseur de la Nauue le premier Fevrier mil six cens vingt, par lequel deux questions de Droi& surent

iugées.

La premiere question est, quand la legitime se demande contre vn heritier, elle se prend ratione bonorum qua habuit defunctus sempore mortis, & eu esgard aux enfans qui restent à participer, & qui demandent part & portion en l'heredité, sans compter ceux qui se tenans aux donations qui leur ont esté faites s'abstiennent de l'heredité & y ont renoncé. Tunc enim qui non admittitur ad partem, non facit partem in computatione legitima secundum doctrinam Bartoli in l. huiusmodi. S. si Titio & Mauio. ff. de legat. 1. Secus par l'Arrest precedent in renuntiatione facta à filia au profit d'vne certaine personne: les raisons y sont selon la doctrine de Guido Papa. De façon que Gabriel le Roux pere ayant laissé cinq entans, desquels trois s'abstenoient de l'heredité, & ne demandoient aucune part & portion d'icelle, la legitime fut adiugée audit Claude Melan audit nom de Gabrielle le Roux sa semme à raison de deux enfansseulement restans à partager: & partant sa legitime estant par les Coustumes, & particulierement par celle d'Amiens, en laquelle les biens estoient situez & assis, la

272 R. ARRESTS DECISIFS DE QUEST.
moitié de ce qu'elle eust pû auoir ab intestat; si son pere n'eust
disposé par donations ou par testament, suy sut adiugé le quart
de tous les biens restans, les donations non comprises: & sut la
sentence insirmée, qui portoit la legitime à raison des cinq ensans, & donnoit vn dixiesme.

La seconde question estoit, que ces donations n'estans point arguées d'inossiciosité pour le regard de Pierre & de Ieanne qui avoient esté appannez par contract de mariage, l'yne de dixhuict arpens, l'autre de douze cens liures, ils n'estoient tenus suppleer ex largitatibus quas meruerant id quod deerat legitima: l'heritier testamentaire estant tenu seul d'assigner cette legitime qui se doit prendre ratione bonorum qua tempore mortis testatorreliquit. l. 6. cum Authent. sequ. vnde si parens. C. de inossi testam. Secus si l'inossiciosité estoit alleguée: car alors inter liberos, il se seroit rapport. d. Authornde si parens C. eod. Tellement que sur la demande contre Pierre & Ieanne touchant les rapports demandez, surent les parties mises hors de Cour & de procez.

RENONCIATION A VNE SENTENCE. DONNEE AV PROFIT DV RENONÇANT.

Qu'on peut changer de volonté, & Renoncer à l'effet d'une sentence donnée contradictoirement à son profit, bien que les choses ne soient plus en entier.

IV.

Sur procez party.



E partage de la cinquiesme Chambre ayant estéraps porté dans le Recueil des Arrests de Monsieur Louet fort au long, auec les raisons de part & d'autre, bien que dessors, qui sut le 27. Auril 1600, les raisons decissues dudit Arrest, surent par moy recueillies, i'ay

pensé qu'il eust esté superflu de les mettre icy en son ordre. le renuoyeray donc le Lecteur audit Liure, inlemmate, Qu'on peut changer de volonté pour cas fortuit: en la lettre C, nombre 37. l'adjousteray seulement que sors sut allegué vn Arrest de l'an 1550 du 2. Juin rapporté par Charondas au ch. 8. de ses Responses de

DE DROICT ET DE COVST. R. Droict, liure 6. qui est contraire en la mesme question, ayant esté arresté par iceluy que le peril survenu depuis la sentence de cassation & rescisson d'vn contract appartient au demandeur, tanquam domino cui res affecta est per sententiam, à l'exemple du retravant qui ne peut se desister du retraict propter periculum superueniens. Mais cet Arrest ne se trouve dans les Registres, l'ayant moy-mesme cherche, & se trouverent Arrests au contraire pour le retrayant.

RENONCIATION A LA COM-MVNAVTE'.

Faculté de renoncer à la communauté, & reprendre ce que la femme auroit apporté franchement (t) quittement, stipulée par le contract de mariage n'est transmissible aux enfans.

NTRE Nicolas Aufroy au nom & comme tuteur des Au rapport enfans mineurs de deffunct Pierre Aubri, & Ieanne de Monfieux Aufroy demandeurs d'vne part: & Pierre l'Anglois secod mary de ladite leanne Aufroy, desfendeur d'autre.

Fut iugé le 5. Decembre 1617, au rapport de Monsieur d'Amours, que la faculté qui est ordinairement stipulée par les contracts de mariage, que la femme pourra renoncer à la communauté, & cefaisant reprendre tout ce qu'elle aura apporté franchement & quittement, &c. n'est transmissible aux enfans, quoy qu'iln'y ait stipulation en cas desur-vie à son mary. Car au cas que le predeceds du mary fust exprimé, si elle vient au contraire à predeceder, c'est sans difficulté que ses enfans ne peuvent pas vier de la mesme faculté qui est personnelle, & par consequent esteinte par sa mort: Quia tale beneficium personale est. l.3. Quia tale.ff. solut. matr. quasi desiciente conditione. A la verité ils auront bien la faculté portée par la Coustume, & octroyée à la femme parl'article 2,7. de la Coustume de Paris, de pouvoir renoncer à la communauté de biens d'entre leur dessuncte mere & le masyluruiuant, pour ce faisant demeurer quittes des debtes mobiR. ARRESTS DECISIFS DE QUEST.
haires deuës par leur dite mere au iour de son trespas, & reprendre les propres franchement & quittement: mais non pas reprendre tout ce qu'elle aura apporté, c'est à dire les meubles apportez par la dessuncte en la communauté, à laquelle renonçant ils n'y peuvent rien pretendre, puis que les dits meubles ne sont entrez en icelle.

C'est pour quoy sa Cour par son Arrest a receu ledit Nicolas Aufroy au nom de ses mineurs enfans de dessunct Pierre Aubry; & de Ieanne Aufroy, à renoncer à la communauté de leur deffuncte mere, pour demeurer quittes des debtes mobiliaires qu'ils deuoient comme heritiers, mais non pas pour reprendre la somme de huist cens liures apportée par ladite Aufroy à la communauté par contrast de mariage.

La sentence du Breuost de Paris, qui condamnoit ledit l'Anglois second mary à rendre les deux tiers de tous les biens apportez par la dessuncte Aufroy par son contract de mariage franchement & quittement, estoit du 15. de Mars 1617. laquelle sur

mile au neant par l'Arrest duquel s'ensuit le dispositif.

Nostredite Cour par son lugement & Arrest a mis & met l'appellation & sentence de laquelle a esté appellé au neant sans amende, & en emendant, attendu la renonciation faite par ledit Aufroy audit nomà la communauté d'entre sedit l'Anglois & ladite Aufroy mere desdits mineurs, ordonne que la somme de huist cens liures apportée par ladite Aufroy à la communauté par son contrast de mariage du 25. Septembre 1604, demeurera audit l'Anglois sans que ledit Ausroy audit nom y puisse rien pretendre, & sans despens. Et depuis pareil Arrest a esté donné en la troisiesme Chambre.

Cét Arrest est notable en sourcas, d'autant que la clause portée par le contract de mariage estoit pure & simple en ces mots: Que la semme pourroit renoncer à la communauté, & ce faisant remporter franchement & quittement ce qu'elle auroit apporté par son contract de mariage, & c. Tellement que le cas de sur-vie ou de predeceds du mary n'y estoit point exprés, sur lequel les Artests precedens estoient sondez quasi desiciente conditione: Mais cette condition est tousiours tacitement entenduë, veu qu'elle ne peut vser de cette saculté qu'en cas de dissolution de mariage, par le predeceds de son mary. Tellement que la paction ne s'estend point aux enfants; encores que ea qua sunt personalia etiam ad filios transeants

par la Loy etiam. 18. ff. solut. matr. iuneta dieta lege. Quia tale. ff. eod. d'autant que le cas de sur-vie qui est tousiours entendu, les en exclud, & que cette clause estant extraordinaire, & contra communem contrahendi modum & ius societatis, il la falloit restraindre en son cas particulier & en la personne qui l'a stipulée. Pareil Arrest auoit esté donné en l'Audiance le 3. Fevrier 1671. rapporté par le Commentateur de Loüet: voyez-le in lemmate, De la clause, la femme renonçant à la communanté doit reprendre ce qu'elle a apporté, si cela a lieu aux enfans. litt. F. num. 28.

REDVCTION DE RENTE.

Que l'obligé subsidiairement ne peut demander reduction d'une rente constituée au denier dix par le principal debteur, demeurant en Normandie, mesmes apres discussion de tous les biens et hypothèques sisses en Normandie, pour n'en estre plus tenz qu'au denier douze.

VI.

E faict est, qu'vn nommé de Quinci demeurant à Paris, pere & tuteur naturel d'vn sien fils heritier sur process à cause de sa mere de la succession de Pimond est party, cheuë au pays de Normandie, auoit poursuiuy le retraict lignager d'vne terre appellée Candos estant en laditesuccession a Colombia.

estant en ladite succession, assis audit païs, sur vn mommé Dammielle demeurat à Roüen, en remboursant par luy, comme il est accoustumé, le prix dudit contract, frais & loy aux cousts. Les deux parties s'estant trouvées à Paris pour l'executio dudit remboursement, ledit Quinci au nom & comme tuteur de sondit fils constitué audit Dammielle au lieu d'argent comptant vne rente au denier dix, le contract passé à Paris au payement de laquelle rente & continuation d'icelle il oblige specialement ladite terre de Candos, & generalement tous les biens appartenans à son mineur, à luy escheus par la succession dudit Pimond, & subsidiairement s'oblige en son propre & privé nom au payement de ladite rente, ensemble tous ses biens, pour estre, & c. essisant domicile, pour l'execution dudit contract,

276 R. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. en la ville de Rouen où ledit Dammielle estoit demeurat, auquel lieu les parties vouloient & consentoient la dite rente estre payée, & les exploies à faire y estre faits. Cetterente est long-temps payée à la raison du denier dix. Les troubles estans furuenus, & ayant esté discontinuées par quelque temps, mesmes les speciales & generales hypotheques ayans esté discutées, c'est à dire tout le bien de la succession de Pimond principalement obligé, on s'addresse enfin audit de Quinci, comme obligé subsidiairement au payement & continuation de ladite rente. Il excipe & demande la cassation dudit contract comme vsuraire, & que les arrerages payez soient comme vsuraires imputez au sort principal; n'estant loisible par les Ordonnances d'exiger interest sinon au denier douze. Dammielle soustient le contract, empeschela cassation ou reduction d'iceluy au denier douze, par les moyens cy-apres deduits. Cette instance ayant esté reiglée entre les parties en execution d'vn Arrest precedent, Monsieur le Roy estant Rapporteur, Messieurs de la premiere Chambre se trouuerent partis en opinions contraires, le 4. Septembre 1602.

estoit,

Declarer ledit Damielle bien receuable en sa demande à l'encontre dudit de Quinci en execution d'Arrest: & ce faisant, condamner ledit de Quinci en son nom payer les arrerages escheus de laditerente au denier dix, nonobstant la reduction par luy demandée, & le condamner aux despens.

L'aduis de Monsieur le Roy Monsieur Quelain Compartiteur au contraire.

Ayant esgard aux lettres obtenuës par ledit de Quinci, reduire le contract de constitution passé entre lesdites parties au denier dix, à la raison de l'Ordonnance: condamner iceluy payer les arrerages escheus, & continuer à l'aduenir ladite rente à la raison du denier douze, sans imputation des arrerages payez, & sans despens.

Ceux qui estoient de l'aduis de Monsseur le Rapporteur, dont de sus entre autres, se sondoient sur quatre ou cinq circonstances de la cause, pour empescher la reduction demandée par ledit de

Quinci. La premiere: Pour sçauoir si cette rente subsistoit ayant esté constituée au denier dix, il falloit principalement considerer le domicile de celuy auquel elle estoit deu e, du creancier qui l'a mise entre son bien & ses facultez: ayant esté iugé par ArrestseDE DROICT ET DE COVST. R. 277 lemnel donné en la cinquiesme Chambre, que pour regler la nature & condition des rentes si elles sont meubles ou immeubles, il saut considerer le lieu du domicile du creancier de la rente, auquel bien qu'elles soient volantes, elles sont censées auoir leur sussibilitance: or que ledit Dammielle, auquel la rente auoit esté constituée demeuroit à Roiien, où les rentes sont tolerées au denier dix.

La seconde circonstance estoit que la terre de Candos, laquelle auoit estés specialement obligée au payement de la dite rente, & pour le retraich lignager de laquelle en execution d'iceluy l'on auoit constitué icelle, estoit assis au pays de Normandie: estant certain que la rente deuoit estre considerée selon la nature locale de la chose, in cuius locum subrogata suerat: c'est à dire, pour le prix & remboursement de la terre sire en pare de la terre d

& remboursement de la terre size au pays de Normandie.

Tertiò, que le lieu du payement estoit considerable, sçauoir à Rouen, auquel lieu les parties auoient consenty ladite rente estre payée, & tous exploiets de commandement estre faits; non pour appliquer l'action audit lieu, mais pour de là presumer la volonté & l'intention des contractans, que in contractibus primums locum obtinet : Pour monstrer, dis-je, qu'ils ont en la constitution de cette rente consideré la commodité & vtilité de celuy qui l'acqueroit, qui estoit demeurant à Rouen, & qui par consequent a desiré qu'elle luy sust payée en ce lieu-là, s'accommodans d'ailleurs audit de Quinci, & prenant vne rente au lieu d'argent comprant, pour le remboursement & execution d'vn retraict lignager: estissant outre ce leur domicile audit Rouen, & ledit de Quinci mesmes qui demeuroit à Paris, pour saciliter le payement de ladite rente, ayant pour l'execution dudit contract changé son domicile, & au nom de son mineur constitué iceluy. en la ville de Rouen.

Mais que la quatriesme circonstance estoit du tout peremptoire, qui est la qualité de celuy qui demande la reduction autourd'huy d'vne rente par luy constituée au denier dix, à raison de l'Ordonnance: n'estant le principal debteur de la rente, maiss subsidiairement obligé, sesauoms, secundus auctor, & lequel comme sideiusseur ne peut auoir meilleure condition que le debteur principal, cum neque in duriorem, neque in meliorem causamobligatus esse possit, qu'am reus: alia enim videretur esse obligatio, l. 8. Grace. Si stichum aut decem sf. de sideiussoribus.

278 R. ARRESTS DECISIFS DE QUEST.

Par ces raisons soustenoit ledit de Quinci non receuable en la reduction par luy demandée, & qu'il deuoit payer tous les arrerages escheus: ensemble continuer à l'aduenir ladite rente au denier dix, suiuant le lieu du payement & du domicile du creancier: Au contraire, ceux qui estoient de l'aduis de Monsieur Quelain, & qui tenoient la reduction au denier douze estre iustement demandée, suiuant l'Ordonnance, par ledit de Quinci, disoient:

Que c'est vne maxime tres-certaine qu'en toutes causes personnelles & execution de contracts, pour sçauoir commétils doiuét estre regis & gouvernez selon le divers vsage des Provinces, en ce qu'ils contiennent, il faut regarder le lieu du domicile du debteur, & de celuy qui s'oblige: & ne faut regarder le lieu du contract, qui n'est consideré que lors qu'il s'agist de la forme & solemnité qui a deu estre gardée en iceluy, ny aussi le lieu du pavement, d'autant que tout contra & n'induit qu'vne action qui suit le domicile du debteur: n'estant en France le lieu du payement considerable, s'il n'y a essection de domicile, à cause que l'action de eo quod certo loco: & lo tiltre vbi conueniri debeat qui certo loco dare promisit: & la Loy, Contraxisse quis intelligitur eo loco in quo solutio fieri debet, ne sont pratiquées, & n'ont lieu en France, où le domicile du debteur de celuy qui est obligé, & duquel la faueur est principalement considerée, fait tout, c'est à dire, le lieu vbi sedem fortunarum suarum constituit, & ouil a accoustumé de demeurer la plus grand part de l'année.

De façon qu'en ce faict le domicile dudit de Quinci & de son mineur debteur de la rente estant à Paris, il faut suiure l'vsage de la Prouince en laquelle ils sont demeurans; lequel ne reçoit telles constitutions au denier dix, ains les tient vsuraires, vicieuses comme contraires à l'Ordonnance: Tellement que cette Loy generale a telle force qu'elle empesche qu'aucune obligation ou contract qui est passé dans son destroit, ne puisse obliger aucun que suiuant icelle, & à la raison du denier douze, à laquelle toutes rentes sont reduites par l'Ordonnance. Pouvoit doncques ledit de Quinci estant auiourd'huy conuenu pour le payement d'icelle, demander la reduction, ayant esté ce contract declaré executoire contre luy ainsi que contre son pere subsi-

Et ne sert d'alleguer la consideration du domicile du crean-

diairement.

DE DROICT ET DE COVST. R. 279 cier, & mesme du domicile dudit de Quinci estably par ledit contract à Roüen: d'autant qu'ayant lors son vray & naturel domicile à Paris, il ne l'a pû changer sans déroger specialement à la Goustume. Car autrement ce seroit donner vne occasion de fraude pour éluder la force des Coustumes par des esses estestions de domiciles, asin de confirmer des contracts & des testamens, qui seroient autrement nuls & vicieux: cette esses ion de domicile ne regardant que l'execution du contract, le payement & les significations à faire, & non pas la nature & condition principale de la chose portée par le contract.

Ne seruiroit aussi de dire que la qualité de celuy qui demandoit ladite reduction le rendoit non receuable, n'estant le principal debteur, ains comme fideiusseur. Carencores que l'obligation principale subsistast au denier dix; neantmoins ledit de Quinci estant conuenu il pouuoit exciper ex persona sua, pour n'estre tenu qu'au denier douze, ayant son domicile à Paris, de laquelle l'vsage le conseruoit en cette exception, vt in leniorem causam sit obligatus, quatenus fideiussor in leniorem, reus in grauiorem accipi potest; reus pure, sideiussor sub conditione: qui est vne exception de la reigletraittée en ladite Loy, Grace. S. illud commune ff. de fideiussoribus. Eten ce cas, non videtur alia esse obligatio rei, alia si deiussoris. Car la nature de la rente demeure toussours vne en son sort principal: mais le payement des arrerages, esse durior in personarei, lenior in persona sideiussoris debet. Ioint qu'il se pouuoit soustenit que l'obligation mesmes principale en la personne du mineur ne pouuoit subsister au denier dix, d'autant qu'estant mineur & impubere lors du contract, il ne peutestre censé auoir son domicile ailleurs qu'en la maison de son pere: cum per incolatum animo domicilium constituere non possit, & in ea atate voluntatem nullam habero dicatur, l. pupillus ff. de reg.iuris. Domicilium autem animo constituitur, l.non viique.ff.ad municipalem, & de incolis, & ibi Accurs in verbo, constituitur. Et la Loy 5. ff. de capt. & postlim.reuers. & oportet habere animum remanendi, maxime in filiofamilias & hic.

Qu'en ce faict donc ques, soit que nous considerions le domicile du debteur principal, qui est le mineur, sils de famille, demeurant en la maison de son pere; domicile actuel, à quo paternam originem ducebat, comme il est dit en la Loy 6. assamptio. S. filius sff. ad municipalem, & de involès, n'estant point Normand, neque sure nativitatio, neque sure incolatus, sert le lieu de la passation du 280 R. ARRESTS DECISIFS DE QUEST.

contract; il est tres-certain que l'obligation principale n'a pû subsister sinon à la raison du denier douze, selon l'vsage de la Prouince dans laquelle ils estoient demeurans, & le debteur principal, qui estoit mineur, ne pouuant per atatem alibi habere domicilium constitutum, qu'en la maison de son pere.

Mais ceux qui soustenoiet l'aduis du Rapporteur, respondoient à ces raisons, & disoient que l'obligation principale en ce fait subsistoit au denier dix, pour les considerations cy-dessus remarquées, sçauoir des hypotheques speciales, sur lesquelles la rente estoit assie; des biens, in quorum locum elle auoit esté subrogée, & du domicile du creancier: ex cuius vsu, la nature de la rente deuoit estre considerée. Et quant à ce qu'on disoit que filius familias non potuit alibi constituere domicilium, qu'en la mailon de son pere, & que l'essection de domicile faite par le tuteur n'a esté que pour l'execution du contract, ayant esté son vray & naturel domicile à Paris, l'on respondoit que filius familias etiam domicilium habere potest, non vique vbi pater habuit, sed vbi ipse constituit: ciuitatem quidem patris, sed non domicilium sequitur: qui est la distinction traittée en la Loy placet eum, & l. sequente, & l. vbi assumptio. S. filium. ff. ad municipalem & de incolis. Et encores qu'on puisse dire que cela s'entend de celuy qui n'est pas impubere, & qui animum habet, & non pas de celuy qui in ea atate est vt velle non dicatur: toutesfois en ce cas ratione bonorum & fortunarum, veu que tout le bienappartenant au mineur estoit au pays de Normandie, & particulierement le tiers affecté au payement de la rente; nous dirons. son domicile y auoir esté: maxime, que sédit de Quinei contra-Etant comme tuteur qui domini loco est, luy auroit constituée aus nom dudit mineur: tellement que par la personne dudit mineur qui contractoit sous l'authorité de son tuteur, se peut dire que l'obligation principale a subsisté au denier dix, & par consequent que celle dudit de Quincisubsidiaire, a pris sa force à la mesme raison, cum non dixerte nominatim se in leuiorem causam intercederes mais purement & simplement auroit obligé sa personne & ses biens au payement & continuation de ladite rente, subsidiairementroutes sois, & apres discussion saite des biens du principal debteur : qui est la decision & l'explication de ce & illud commune, allegué en la Loy 8. Grace ff. de fideiussoribus, qui fait vne exception de la regle precedente, quando id nominatim actumest, vtreus in graniorem, sideiussor in leuierem obligaretur: & partant ne pouuoit ledit

DE DROICT ET DE COVST. R. de Quinci iustement demander la reduction d'vne rente qui subsustant au denier dix, tant en la personne du principal debteur que de la sienne, ny s'excuser du payement des arrerages escheus à la mesmeraison. Messieurs sur ces raisons se trouverent partis en opinions, & fut depuis le procez departy en la quatriesme Chambre des Enquestes, Monsieur le Roy Rapporteur, Monsieur Quelain Compartiteur le 25. du mois de Fevrier 1605. & passal'aduis du Rapporteur de deux voix seulement.

RENTES FONCIERES.

Les rentes anciennes deuës en grain ou argent de bail d'heritages ayant esté payées par plus de quarante ans, elles sont reputées foncieres perpetuelles, & non racheptables, encore qu'il n'apparoisse du titre originaire.

VIL

NTRE Anne de Coursillon Dame de la Perrine, appellante du Bailly de Blois, d'vne part : & Michel de Monseur Grosseteste, & sa femme intimez d'autre. Fut iugé le Vallée. 2. Aoust 1601. que les rentes anciennes deuës en grain sur certains heritages, lesdites rentes payées & acquittées par quarante ans & plus, bien qu'il n'apparoisse du contract de creation & constitution d'icelles, pour sçauoir de quelle nature elles sont, perpetuelles & foncieres, ou bien racheptables, que in dubio elles sont reputées soncieres & perpetuelles, & ne se peuvent rachepter.

Le mesme se doit tenir des rentes deues en argent par bail d'heritage & assiles sur certain fonds, qu'au cas qu'il n'apparoisse de titre, in dubio, elles sont presumées foncieres & non racheptables si elles ont esté payées par quarante ans continuel-

lement.

Imò, si lesdites rentes par leur tiltre sont racheptables par clause particuliere apposée, toutesfois estans de leur nature

Concieres & perpetuelles, si par quarante ans elles ne se ra-

R. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. cheptent point, & que le debteur n'vse de cette faculté de rachepter toties quoties, elles seront prescrites par ledit espace de temps, & ne se pourront plus rachepter : ce qui a esté jugé par le mesme Arrest, Aliàs toute rente, etiam qualifiée fonciere & de bail d'heritage, est racheptable au denier vingt, fauore liberationis iusques à quarante ans.

RENTES RETROCEDEES QVELLE NATVRE.

Que les rentes cedées & transportées auec clause de garentir, depuis retrocedées aux heritiers des vendeurs, ou bien par eux retirées pour se descharger de la garendie d'icelles, sont censées & reputées propres à leurs enfans, encores qu'elles ne fussent qu'acquests aux vendeurs.

VIII

Ser procez party.



NTRE Michelle Habert, vesue de seu Charles Bourlon, heritiere des propres maternels de desfunct Nicolas le Febure, Precepteur du Roy, appellante de la sentence des Requestes du dixiesme lanuier mil six cens seize, d'vne part : & vn nommé

Regne ayant les droicts cedez des heritiers paternels dudit le

Febure, d'autre.

A esté iugé le troissesme Mars mil six cens dix-huice, que les rentes venduës, cedées & transportées, auec charge de garendie, & depuis retrocedées aux enfans & heritiers des vendeurs, ou par eux retirées pour se décharger de ladite garendie, melme apres le parrage fait des biens du deffunct, sont censées & reputées propres aux enfans & heritiers, encores qu'elles fusient acquests aux vendeurs, pour retourner à l'estoc & ligne dont les biens font prouenus.

Le procez party en la cinquiesme Chambre, & encores party à la premiere, depuis departy à la troissesme, où l'opinion du

Rap-

DE DROICT ET DE COVST. R. 283 Rapporteur emporta, & sut la sentence confirmée, qui adiugeoit

ces rentes aux heritiers paternels.

La raison est, que ex causa necessaria, ayans esté contraints de retirer ce qui leur-estoit propre, & qui auoit esté aliené, censetur magis redditum quam translatum dominium, & la chose retournée à la nature dont elle estoit : & n'est point l'heritier censé acquerir de nouueau, veu que par la nature de la garendie il est contraint à ce faire, eum nemo inuitus acquirat.

Seeus, si vn homme ayant aliené son propre par contra & pur & simple volontairement, puis apres le retire ditior factus; car ce nouveau contract volontaire est vn acquest, & ayant eu l'alienation son effet pur & simple, pour faire sortir la chose hors de son bien, non censetur retrahere, sed de nouo acquirere. Et ainsi sut ingé au rapport de Monsieur Sauare, au procez d'entre les Marguilliers de l'Eglise de Mousson, demandeurs d'vne part, & vn nommé des lardins, d'autre: en luillet 1620.

RENTE EN ESCUS D'OR.

Que la rente constituée en escus d'or, bien qu'il soit dit qu'elle sera racheptable en escus, neantmoins elle se pourra rachepter à raison de trois liures, ou soixante sols l'escu, qui est l'Ordonnance derniere des escus en liures.

ELA a esté jugé par sentence donnée par le Seneschal de Lyon, le quatriesme Iuin mil six cens vingtdeux, entre les Recteurs de l'Hostel-Dieu du Pont du Rosne, demandeurs en recognoissance de deux

pensions, l'vne de dix liures, & l'autre desoixante escus d'or, payable & racheptable en escus d'orfol, & de poids, par contract du trentielme May mil cinq cens vingt-six, lesdites deux pensions constituées & assignées sur la maison ronde, scize au bout du pont du Rosne, & à sin de payement des arzerages desdites deux pensions, d'yne part: & lean & Estienne

284 R. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. Tardy, Marchands demeurans audit Lyon, deffendeurs d'autre Et encores lesdits Tardis, demandeurs en garendie, contre Emanuël Philbert de Bruges Comte de S. Amour, dessendeur: par laquelle lesdits Iean & Estienne Tardy auroient esté condamnez comme detenteurs de ladite maison, passer tiltre nouvel, & recognoissance, au profit des demandeurs desdites deux pensions,& payer en deniers ou quittances les arrerages d'icelles, à raison neantmoins de trois liures pour escu, & en continuer le payement, tant & si longuement qu'ils seroient detempteurs & proprietaires de ladite maison affectée au payement tant du principal qu'arrerages desdites pensions : & lequel principal pourroit estre rachepté par lesdits Tardys, pour la somme de trois mil huict cens liures, à raison de trois liures pour escu pour les soixante escus d'or, pour vne fois payable, tant en leur acquit que dudit de Bruges, lequel sur les fins & conclusions de recours de garendie contre luy prises par lesdits Tardys, auroit esté mis hors de Cour & de procez, sans despens, tant de l'instance principale, que de garendie, ladite sentence confirmée. Nostredite Cour par son lugement & Arrest a mis & met, tant sur l'appel de ladite sentence, qu'instance de sommation, les parties hors de Cour & de procez, sans despens. Prononcé le 21. Ianuier 1626.

Cét Arrest, apres auoir veu & examiné tous les precedens, a decidé, pour Iurisprudence nouvelle, qu'en contract de constitution de rente en elcus d'or & de poids, bien que racheptable, par clause expresse, en mesme especes d'escus d'or & de poids: neantmoins que le rachapt en peut estre fait, à raison de soix ante sols l'escu, suiuant la reduction des escus en liures, faite par l'Edict du Roy Henry I V. en l'année 1602. lequel n'a excepté que les de-

post & confignations.

Robert en Les Arrefts.

Cette Ordonnance generale fait que les Arrests precedens donnez mesme en contract de constitution de rente, n'ont plus de lieu, puis que les escus & la valeur d'iceux est reduite à raison de trois liures l'escu: maxime en contract de constitution de rente, car en matiere de prest, si aurei sunt crediti nummi aurei quoque reddantur: & le gain qui provient du rehaussement des monnoyes ne doit estre donné au creancier qui l'a presté gratuitement.

Pour resolution des Arrests contraires, & aduis des Docteurs,

l'on peut faire trois distinctions à mon aduis.

DE DROICT ET DE COVST. R. 285

Ou la valeur n'y a esté apposée de l'escu par le contract de constitution, ou obligation faite & passée en escus d'or; & tune, il n'y a nul doute, meimes par les anciens Arrests, que le debteur s'acquitte en payant la valeur ou estimation à laquelle se mettoient lors les escus, c'est à dire, tempore contractus.

Ou la valeur y a esté apposée & tunc, les escus doinent estre rendus, ou la valeur & estimation d'iceux qui a cours lors du payement, selon les distinctions suivantes, qui sont:

Ouils'agist d'obligation & de prest, fait gratuitement, ou de contract de constitution de rente à prix d'argent fait en escus d'or, & payable & racheptable en escus d'or: au premier cas si la monnoye est rehaussée depuis l'obligation, le gain que fait le creancier par son rehaussement ne luy doit estre envié, & faut que le debreur luy paye en mesmes especes d'or, ou qu'il luy paye la valeur telles qu'elles ont cours au temps du payement.

Au second cas qui est de la rente, le creancier s'estant sait payer toussours de l'interest, bien que legitime de son argent; il n'est pas raisonnable qu'il profite encores par ce rehaussement sur son debteur, la faueur duquel doit estre plus conseruée que celle du creancier: tellement qu'en ce cas en payant ou racheprant la rente à raison de soixante sols l'escu, suiu ant la reduction: faite par l'Edia de l'an mil six cens vingt, il sera quitte & ne pour ra estre contraint en vertu de la clause & stipulation expresse de rachepter en escus d'or, & rendre les mesmes especes, cette clause estant vicieuse & non considerable. Toutessois saut encore diffinguer, the content of a supplement of supplemental

Entre les contra les de constitution à prix d'argent, & les renres soncieres constituées par bail d'heritage, au premier cas la clause expresse de payer ou rachepter en escu est vicieuse & vsuraire, comme il a esté dit cy-dessus. Et l'Edist de l'an 1602. le: rend quitte en payant les arrerages, & racheptat la rente au prix. de soixant sols, c'est la decisson du present Arrest. En l'autre cas, la stipulation est bonne, cum uniquique licest in traditione rei suc quameumque legem apponere, & celuy qui doibt vne rente fonciere, il faut qu'il paye en escus, ou bien la valeur que lesdits escus ont cours au temps de chacun payement; cela a esté iugé à mon rapport le 23. Décembre 1624, en vn ordre fait par le Seneschal de Lyon, pour vne rente de huict escus d'or. Par la sentence duquel il auroit adiugé à lacques Trumel la somme de deux cens vingt

cinq liures pour sept années & demie d'arrerages de pension annuelle & perpetuelle & sonciere de huist escus d'or, imposée sur la maison decretée, & dont mention est saite par ledit Arrest, dont estoit appellé par Marguerite V alentain vesue de Iean Durant, par lequel Arrest en outre, dit que cette rente seroit payée & continuée en escus d'or, ou la valeur & estimation à laquelle se trouueront auoir cours les dites pieces, lors & au temps de cha-

cun des payemens, l'appellante condamnée és despens de la cau-

se d'appel, & d'vne instance à ce sujet éuoquée. Mais s'iln'y a clause expresse que la rente se payera & racheptera en escus d'or. La rente fonciere encores que constituée en escus d'or, se payera à raison de soixante sols l'escu, suiuant l'Edict de l'an 1602. & cecyferuira pour concilier vn Arrest de la Chambre de l'Edi& du 19. May 1618. donné entre Pierre Garbot Escuyer, appellant d'vne sentence du Seneschal de Lyon du 27. Nouembre 1617, qui auroit condamné ledit Garbot comme creancier & possesseur de la maison appellée la Seppe, à payer à Damoiselle Marie Henry les arrerages de vingt-cinq escus d'or, à prendre sur ladite maison, à raison de trois liures quatorze sols l'escu, & en cas de rachapt, payer pour vne fois la somme de cinq cens escus d'or, par lequel Arrest, ladite sent ece sut mise au neant, & en emendant condamné lédit Garbot à passer tiltre nouvel en recognoissance de ladite rente, & en payer les arrerages escheus & qui escherront tant & si longuement qu'il seroit detempteur de l'adite maison, à trois livres pour chacun escu; & en cas de rachapt la somme de cinq cens escus à la mesme raison, & ledit Garbot condamné és despens de la cause principale, sans despens de la cause d'appel. Pour ce que l'Edict de l'an 1602. n'excepte que les deposts & consignations; les pensions mesmes des Religieuses estant sujettes à la reduction en liures.

Angule before a cicles, or celes an include the secure of the constant of a secure of the constant of the cons

tempore programme de la composição de la

LA RECOMPENSE QVI EST DEVE A LA FEMME.

La femme qui a eu don mutuel de son mary, ne peut reprendre que la moitié des sommes employées aux meliorations faites par son mary sur les propres, encores que les dites sommes eussent esté prises dans la communauté.

NTRE Marie du Rousseau Damoiselle, vesue de Au rapport Leonard de la Seicheres, donataire mutuelle de tous de Monsieux les meubles, & du tiers des propres, appellante d'vne sentence donnée par le Seneschal de Montmorillon ou son Lieutenant, levingt-vniesme Feurier

mil six cens dix-huict, & intimée d'vne part: & Charlotte Seicheres, vefue de feu Anthoine Rampnoux, & Iacques Seicheres Procureur Fiscal à Sain & Matthieu, intimez & appellans de la-

dite sentence, d'autre part.

Fut donné Arrest le quinziesme Decembre mil six cens quinze, par lequel la Cour faisant droict sur les appellations respectivement interjettées, a mis les appellations & sentence de laquelle auoit esté appellé au neant sans amende, en ce que la metairie, forge, moulin, & bois de Bournat auroit esté declarée acquest, iusques à la concurrence de la somme de douze cens soixante liures, sans aucune recompense des bastimens & meliorations pretenduës par ladite du Rousseau, despens & restitution des fruices reservez : en emendant le jugement quant à ce, a declaré la part & portion afferante à ladite Charlotte Seicheres es biens immeubles & successions desdits Gabrielle, Pierre & Marguerite de la Seicheres ses frere & sœur delaissez audit Leonard, auoir appartenu audit Leonard comme propre patrimoine, iusques à la concurrence des heritages propres à elle baillez en eschange par ledit Leonard: & outre a declaré le total de ladite metairie, forge, moulin, & bois de

288 R. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. Bournat auoir esté propre dudit seu Leonard: ordonne que le tiers desdits propres sera baillé à ladite du Rousseau côme à elleappartenant, en vertu dudit don mutuel, & les deux autres tiers demeureront audit lacques & Charlotte Seicheres. Et outre que prisée & estimation sera faite par gens à ce cognoissans, dont les parties conviendront, autrement seront pris & nommez d'Of. fice, les deux tiers des meliorations, augmentations & bastimens nouveaux faits par ledit Leonard sur ses heritages propres, eu esgard au temps present, & selon que lesdits heritages se trouueront estre de plus grand valeur, pour estre ladite du Rousseau recompensée par lesdits de la Seicheres de la moitié (& non du toral, bien qu'elle fust donataire mutuelle) de l'estimation desdites meliorations qui se trouveront faites sur lesdits deux tiers desdits propres, qui demeureront ausdits Iacques & Charlotte de la Seicheres, comme à elle appartenans à cause de la communauté d'entre elle & ledit deffun & Leonard Seicheres, condamne ladite du Rousseau en la moitié des despens, tant de la cause principale que d'appel, l'autre moitié compensée, ladite sentence au residu sortissant effet: Et sur la restitution des fruicts ensemble sur les demandes, fins & conclusions de ladite du Rousseau mentionnées esdites lettres, à renuoyé les parties pardeuant ledit Seneschal de Montmorillon ou son Lieutenant pour

le z. Auril 1620.

de Montheur

An rapport Cette mesme question a esté agitée au procez, d'entre Anne de Monfieur Gobelin, vesue & donataire mutuelle du seu sieur de Plainuille, contre la Damoiselle de Monceaux, sur lequel differend sut iugé qu'vn mary qui a fait vn don mutuel à sa femme de tous ses meubles & acquests, & du tiers de ses propres en la Coustume de Mondidier, apres auoir employé plusieurs deniers de la communauté en bassimens & meliorations, qu'il auroit faite sur ses propres, que neantmoins la femme ne peut reprendre que la moitié desdites sommes à cause du droict de communauté, comme vn acquest d'icelle qui est fait dedans la commandauté, & non pas vne debte de ladite communauté. Car l'antre moitié est vn propre immobilier qui va aux heritiers, non tantum fictione, sed reipsa: cum omne quod inadificatur solo cedat. l. fin. ff. de superfici. l. 2. C. de rei vindic. & qui in suo adificat, statim acquirit sibi heredibusque suis, cum vnusquisque sit rei sua moderator & arbiter. l, in re. 2. Cod.

leur estre fait droist ainfique de raison. Iugé le iour & an que

DE DROICTET DE COVST. R. 289 mand. Et partant que cette moitié ne peut estre comprise dans le don mutuel comme vn acquest, veu que cela est fait sans fraude, nec videtur fraudem facere qui iure communivitur: & l'action pour les deniers de l'autre moitié ne peut auoir sa ressexion contre le mary, lequel n'est pas censé donner vne action contre luy-mes-

me en faisant le don mutuel. Il est certain que le mary se peut accommoder des biens de la communauté en laquelle il a la moitié, & la femme l'autre moitié iure proprietatis, sauf apres la dissolution de la communauté, de donner action à la femme ou à son heritier, pour la recompense de sa moitié que le mary a employée à son profit particulier. Et la Coustume de Paris qui a permis au mary de rachepter ses rentes des deniers de la communauté, & que de ladite rente ainfi racheptée des deniers de la communauté, le mary est nanty pour moitié, & l'autre moitié subsiste au prosit de la semme, en l'article deux cens quarante neuf ledit rachapt est bien reputé conquest pour la semme, qu'elle prend par le moyen de son don mutuel: mais elle neveut pas que la rente ainsi racheptée subsiste pour le tout: au contraire est dit en l'article deux cens quarante-six, que la moitié seulement de la rente est continuée au profit de la femme, & de ses heritiers, & est impossible que l'autre moitié subsiste: & le mary en la racheptant est liberé; telsement que cette moitié demeure esteinte pour son regard. Et cette augmentation que fait le mary de son propre par le moyen de cette accession des bastimens, n'est presumée estre faite en fraude, veu que mesmes il peut donner à vn estranger, estant maistre de la communauté, sans fraude, par la Coustume. Secus, s'il estoit allegué & verissé que cette despense eust esté faite en fraude du don mutuel, & in odium de sa femme : car sans ce faict, ladonation mutuelle estant iuris non alicuius rei specialis, elle reçoit incrementum & diminutionem sine dolo, & la recompense que demanderoit la femme aux heritiers de sonmary, ce seroit recompense, non d'vn dommage, mais d'vn gain plus grand, qu'elle pouvoit faire par le moyen de son don mutuel, si le mary n'eust basty en son fonds : ce qui est hors de toute équité, n'y escheant point de recompense, là ouil n'y a point deperte, & ces deux cas de Droict où il se donne recompense pour vn bastiment fait in alieno soto. Si le premier in possessione constituto adificatore per exceptionem dols mali. S. sane institut. Et le second, per leupal

290 R. ARRESTS DECISIFS DE QUEST.

vindicationem, si impendit vtiliter, & non possideat, en l'vn & en l'autre cas il faut que versetur in damno, celuy qui vendique, has enim viilis actio datur ex aquitate ei tantum cui aliquid abest, & ex detrimento tantum, cum autemob locum cessans. Et par cette raison, idem effet dicendum: Sile mary auoit basty sur les propres de sa femme, & qu'il eust survescu : car il auroit bien la recompense de fa mottie à luy appartenante, à cause du droi et de communauté, mais en l'autre moitié afferante à la femme, il ne la pourroit demander en vertu du don mutuel, estant vn accessoire, quod valuit auec les propres de sa femme, & qui doit aller aux heritiers des propres, sans aucune recompense. Que si l'on disoit que ceseroit vn aduantage fait en fraude de la Loy qui prohibe les donations, on respondroit qu'il n'a rien donné de suo. 80 qu'il a conserué seulement à sa femme la moitié qui luy appartenoit; nec inde locuplétior fatta est. Et encores si l'on disoit que ce seroit en fraude du don mutuel qui luy est acquis; on respondroit, qu'il l'auroit pû payer: que par ce moyen sa femme n'en est aduantagée, mais conseruée en sondroi&seulement qui luy appartenoit, & le don mutuel pouvoit (comme il a esté dit) croistre & diminuer de sa nature, cum sit iuris universi.

RESIGNATION OSTE LE REGREZ AV BENEFICE:

Qu'en matiere de resignation pure & simple, il n'y a plus de regrez au Benefice resigné, pour y pouvoir tenir le mesme rang qu'on tenoit: auparauant.

X.I.

Sur proces Party.



E faict est: Vn nommé le Vessier Chanoine Presbendier en l'Eglise Collegiale de Clermont, estant atteint d'vne griesue maladie, & reduit à l'extremité resigne purement & simplement entre les mains de l'Ordinaire, c'est à dire, du Chapitre, la

Chanoinie dont il estoit pourueu: ladite resignation est admise, & le Benefice conferé par le Chapitre à vn nommé Pauliac,

lequel

DE DROICT ET DE COVST. R. lequel n'ayant accepté ledit benefice, ny pris possession d'icelny, arriue que Vessier reuient en convalescence, & se fait de nouveau conferer par ledit Chapitre entant que besoin seroit, ladite Chanoinie par luy resignée, prend nouvelle possession dudit benefice, & en consequence de ce, veut jouir des droiets de petit ban,& autres attribuez à l'ordre d'antiquité & rang que tiennent les Chanoines entre eux selon leur reception. Il est empesché par vn nommé Hureau, lequel pretendoit estre entré par la dite resignation pure & simple, saite par ledit Vessier, au rang d'iceluy; & partant aux droi &s, prerogatives & preéminences deu es à l'antiquité : ce qui ne pouvoit puis apres luy estre osté par la nouvelle prouisson, laquelle ne pouvoit pas remettre ledit Vessier en sa premiere place, n'estant plus consideré que comme Chanoine nouuellement receu. Pardeuant les premiers luges, Vessier apoit gagné sa cause, & Hureau estoit appellant.

Messieurs de la cinquiesme Chambre se trouverent partis en

Monsieur Hennequin Rapporteur : A insirmer la sentence; & en emendant maintenir ledit Hureau aux droiets de petit ban, & autres deubs au rang par luy acquis par la resignation. dudit Vessier, selon l'ordre de l'antiquité d'entre les Chanoi-

Monsseur Louiet Compartiteur au contraire; confirmer la sentence, & ce faisant maintenir ledit Vessier aux droiets, prerogatiues & preéminences qu'il auoit auparauant la resignation par luy faite entre les mains du Chapitre, & nonobstant icelle.

Les raisons de l'aduis du Rapporteur estoient, que cette question estoit purement Canonique, & qu'elle deuoitestre decidée selon les Canons & saincts Decrets, lesquels ont tenu cette reigle en matiere de renonciations & resignations, que comme elles sont ab initio mera voluntaris, estant la renonciation ou resignation definie en ces mots, Spontanea sui iuris abiuratio ex idonea causa cum superioris auctoritate facta, & tellement libre que mul n'est contraint, etiam deplorate valetudinis, de se deffaire de son droist, cap. penult. extr. de clerico agrot. Aussi depuis qu'elle est faite, elle lie tellement celuy qui s'est volontairement démis, qu'iln'y a aucun regrez pour rentrer en son benefice. A l'exemplc d'Esau, lequel ayant vendu son droist de primogeniture à

292 R. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. Iacob son frere, ne peut plus y rentrer, & benedictionem patris amisit. Canon. quam periculosum, caus. 7. qu. 1. cap. 6. extra de renuntiat. & cap. 5. Super. ibid. vbi exceptio illa spontanea renuntiationis perpetuum silentium imponitei qui renuntiauit, & rejicit probationem in illum Mesmes qu'encores que la renonciation fust nulle, vipote à laico facta, toutessois le benefice ainsi mal resigné estant retourné au resignant, ei aufertur, cap. quodin dubiis. ext. de renuntiat quia, dit la reigle du Droict Canon, quod semel placuit, amplius displicere non potest, & 1.14 venditor S. quaritur.ff. de adilit.edict. remittentibus actiones suas ad eas regressius non datur: & à ce propos peut-on alleguer cequi est dans Aristote en ses Politiques liure 6. chap. 2. rapportant cette Loy comme vtile à toute Republique, Neguis eundem magistratum bis petat: pareille à celle qui fut publiée du temps de Coriolanus, rogante Censore nequis eundem magistratum bis ambiret. Mais en matiere de benefices, cette maxime a esté tousiours tres-certaine : tellement que toutes pactions de retrocedendo beneficio, ont esté reprouuées comme pleines de simonie, cum omnia pacta, & oumes conventiones in beneficiis reprobentur, cap. vel est, de pactis.

Cette reigle, bien que generale à la verité, reçoit quelques exceptions, & en deux cas celuy qui a resigné son benefice peut auoir regrez à iceluy, selon les Canonistes. Le premier est in permutatione, quand quelqu'vn a renoncé à vn benefice pour en auoir vn autre: car en ce cas s'il ne peut jouir du benefice baillé en contr'eschange pour quelque cause que ce soit, par la nature de la permutation, il rentre dans son benefice, ipso iure, cap. 20. si beneficia. de prabendis, in 6. Rebuff. in Tractatu de pacificiis possessoribus 13um. 146.147. & Sequentibus, dit que c'est propter tacitam conditiomem inharentem permutationi, quia non alias dimisit quam vt aliudhaberet. Et cela, dit-il, s'obserue sans difficulté par la pratique de France, rapportant plusieurs Arrests. Le second cas est en la resignation faite, non iure & simpliciter, mais en faueur de certaine personne: Car comme dit le mesme Rebusse au mesme tiltre num.146. quando quis renunciat beneficio itavt conferatur talivel tali, nec aliàs, nec alio modo, nec aliter, hochabet vim conditionis: Tellement que celuy-là ne l'acceptant, ce n'est rien fait; la resignation est nulle, & le resignant rentre dans son droiet. A la verité toutes ces conditions ont esté reprouuées par l'ancienne institution de l'Eglise, comme approchans de la simonie, d.cap. vtt. de pactis. Mais sinous considerons le deschet des mœurs & de la discipline, nous

DE DROICT ET DE COVST. R. 293 recognoistrons que ce qui est auiourd'huy tant traffique & negocié, estoit suy, & que ceux qui estoient admis aux dignitez Ecclesiastiques, estoient tirez par sorce du milieu des deserts & de la folitude. De façon que plusieurs se mutil ans & rendans tronquez de quelque membre, taschoient de se rendre exempts de pouuoir y eftre appellez, considerans la grandeur des charges: Cum beneficia non ex viilitate, sed ex ministerio & cura tantum astimarentur. Les nominations des successeurs furent depuis introduites par le bon zele des Euesques & Pasteurs, qui desirans laisser en leur place des personnes idoines & capables, & qui par leurs mœurs, science & doctrine, seruissent à l'edification de la mair son de Dieu, faisoient confirmer par le peuple les nominations qu'ils en faisoient de leur viuant. Ainfi S. Athanase, Clero Alexandria nominauit Petrum quem socium laboris assumpserat : lequel apres sa mort sut confirmé par l'aduis de tout le Clergé. S. Augustin nomma vn Eradius de saincte vie en sa place, comme il est rapporté au liure 4. chap. 20. de l'Histoire Ecclesiastique, & en l'Histoire Tripartite lib. 7. cap. 37. Mais ces nominations n'emportoient aucune necessité à l'Ordinaire de conferer à telle outelle personne, & estoient seulement designations. L'abus donc au lieu de ces nominations a introduit les resignations, qui se sont en saueur de tel ou de telle, lesquelles emportent vne telle necessité de conferer, que le Pape mesme ne peut conferer à vn autre, à cause de la clause, non alias, nec alio modo. C'est pourquoy ces resignations in fauorem ont esté tenuës pour simoniaques, à cause de la paction & condition y apposée: & pour cet effet ne peuuent estre faites qu'entre les mains du Pape, pource qu'en conserant il dispense quand & quand du vice de la simonie: encores que Duaren en son Liure de beneficiis lib. 8. soustienne cette condition n'estre nullement simoniaque, nullam in se habere nundinationem; & partant ces resignations pouuoir estre saites: aussi bien entre les mains des ordinaires, comme du Pape. Tant y a que comme nous viuons auiourd'huy, ces resignations in favorem certa persona admises par le Pape ont cette condition inherente, que celuy en faueur duquel elles sont faites, ne les acceptant, elles sont reputées comme nulles, & le benesice retourne au premier ipso iure, ayant tousiourstetenu la possession pardeuers luy. C'est l'Arrest de Bouchetel rapporté par le mesme Rebuffe enson traitté des Nominations num. 21. quaft. 21. & Qq ij

par Papon en son Recueil d'Arrests lib. 3. tit. 8. Arrest 17. lequel sur prononcé en robbes rouges par le Presidet Bertrandi en 1549. rapporté aussi par Molineus en son Traitté de publicandis resignationibus, num 145. & par Lucius in libro Placitorum lib. 2. tit. 4. lequel rapportant la decision de l'Arrest: Iudicauerunt, inquit, P.C. conditionem huic eiurationi inesse: & sic dictus Bouchetel, dit Rebusse, in priorem locum & stallum antiqui Canonici restitutus suit, siue potidis permansit, d. num. 45.

Voila les deux cas esquels renuntianti regressus datur ad benesicium: mais quand la resignation est pure & simple, comme icy, alors la reigle generale a lieu: tellement que Vessier ayant resigné purement & simplement sa Chanoinie entre les mains de l'Ordinaire, cette demission qui n'a aucune condition, l'a depossedé de tout le Droict qu'il y auoit: tellement qu'il ne peut plus rentrer sans nouveau droict & nouvelle collation. Et partant au faict qui se presente, il ne peut pas estre censé auoir rentré en sa place par la nouvelle collation, ayant vne sois perdu le rang qu'il auoit, & auquel Hureau seroit entré par l'ordre de

l'antiquité.

Mais on dit à cela, que cette refignation ayant esté faite par celuy qui estoit en extremité de maladie, & par vne cogitation de la mort; elle a aussi vne tacite condition en soy, telle qui est aux donations à cause de mort: de façon qu'estant reuenu en conualescence il est rentré dans son droist, rang & dignité, sans qu'il ait eu besoin de nouuelle collation: laquelle aussi il n'a prise qu'entant que besoin seroit: & cela par vne équité tres-grande, sur laquelle mesmes a esté sondé! Arrest qu'on appelle du Curé S. Innocent, donné en l'an 1558, & enregistré au corps des Ordonnances pour seruir de Loy; par lequel vne Cure resignée par vn homme mourant est retournée à la mesme personne apres estre reuenu en conualescence.

Mais cét Arrest estant examiné de prés, ne se trouver a de rien servir au saist qui se presente pour les singularitez qu'il contient; rapportées par Papon sort au long, d. loco. lib. 3.tit. 8. Arrest 17.0 à il rapporte que la cause decisiue dudit Arrest, sut que Maistre Iean Benoist Curé de S. Innocent estant en extremité de maladie sut persuadé par Iean Semelier son serviceur & Vicaire, de suy resigner sa Cure sous la promesse qu'il luy faisoit de luy retroceder au cas qu'il vinst en convalescence. Et de fait ces mots

DE DROICT ET DE COVST. R. 295 de persuasion & de promesse sont nommément inserez dans l'Arrest : laquelle promesse estant déniée par ledit Semelier, qui par dol & fraude vouloit ofter à son Maistre ce qu'il luy auoit promis, contre la foy à luy donnée & parole franche d'vn Maistre à son serviteur: ce cas, dis-je, meritoit bien vne nouvelle decision, Et c'est pour quoy le Roy interpose son authorité Royale, pour donner doresnauant puissance aux Iuges ordinaires en pareil cas, de permettre le regrez aux benefices resignez. Ce qui auoit esté iusques là caché & couvert, comme dit le mesme Papon. Mais de tirer ce remede extraordinaire à consequence, & d'en prendre vne exception generale de la regle, pour dire que quand vn homme constitué en extremité de maladie, a resigné son benesice, cette renonciation aye vne condition tacite en soy, si decesserit; tellemet que s'il retourne en conualescence, il rentre dans son droict sans autre collation, ce seroit introduire vne vraye succession aux benefices, & reduire les choses spirituelles aux maximes des choses temporelles, & faire que les benefices soient censez iure patrimonij, par des conditions tacites, lesquelles expresses rendroient vicieux l'acte comme pleines de simonie.

Les raisons du Compartiteur estoient en vn mot, que bien que l'Arrest cy-dessus allegué, sur lequel il vouloit fonder toute la force de son opinion, semble auoir en soy quelque fai & singulier: neantmoins que par vne identité de raison, & par vne emeina, laquelle doit iuger tous nos iugemens, cum in paribus cansis pariaiura desideret; la decision du faict qui se presente en pouvoit estre tirée, pour dire que Vessier est rentré en sa place & en son rang, nonobstant la renonciation pure & simple par luy faite, estant en extremité de maladie & proche de la mort; d'autat qu'elle n'a eu aucun effet. Et celuy auquel la collation a estésaite par le Chapitre, qui est Sauliac, n'a voulu l'accepter, & n'a pris aucune possession: & au contraire au fait dudit Arrest, Semelier auoit accepté, & pris possession: & neantmoins le resignant est rentré dans sa Cure. Caril se peut dire qu'en ce cas Vessier n'a point perdu la possession: & facile coniunguntur tempora de la premiere & derniere postestion par luy prise, entant que besoin seroit; pour dire qu'il est demeuré toussours au mesme ordre & au mesme rang: cum nihil med:um intercesserit quod impendiat coniun Etionem duorum extremorum, selon la reigle de Philosophie: & n'est point renuersé l'ordre de l'Eglise, ny les anciennes maximes des Canons, estendant l'interpretation de cét Arrest, & sauorisant par ce moyen les anciens Beneficiers: cùm multa ex duritie veterum, melvis & latius mutata, dit Tacite: nec omnia apud priores meliora, nostra quoque atas multas imitanda & laudis & artium posteris suis attulerit, dit le mesme Tacite in oratione Valery Messalini. Aussi que Vessier ayant pris nouvelle collation dudit Chapitre, entre les mains duquel il auoit resigné, la resignation estant demeurée en ces termes de simple resignation, sans qu'aucun euste sté pour ueu en consequence d'icelle, au moins cum essettu: il estoit vray de dire que Vessier in priorem locum & stallum antiqui Canonici restitutus fuerat, imò semper permanserat, comme en l'Arrest de Bouchetel.

Monsieur le Rapporteur repliquoit à cela, que ny l'Arrest de Bouchetel ny de Semelier ne pouvoient estre adaptez au fait qui se presente, ny paridentité de raison, estans du tout dissemblables, comme il a esté dit, ny par pareille équité: d'autant que cette interpretation tourneroit au grand preiudice de l'ordre & dignité Ecclesiastique, l'aquelle a tousours hay les regrez & reservations, & toutes pactions tendantes à fin de rendre les benefices hereditaires, & a estétousiours telle l'ancienne observance, & des Canons de ce Royaume, qui ne doit estre facilement changée: veu ce que respondoit ce mesme Tacite, negotiis melius atque rectius olim provisum, & qua convertuntur in deterius mutari, lib.14. Annal. parlant du Senatusconsulte Silanian. Et S. Bernard en son Epist, 1. parlant des anciennes institutions de l'Eglise: Nunquid patribus doctiores aut denotiores sumus? periculose prasuminus quidquid ipsorum in talibus prudentia præteriuit: nec verò id tale est quod nisi pratereundum fuerit, patrum potuerit diligentiam praterysse. C'est tousiours le plus certain de déduire les choses, particulierement en matiere des choses Ecclesiastiques & spirituelles, qui sont beaucoup descheuës de leur premieresplendeur & integrité à la forme ancienne.

Moribus antiquis res stat Romana virisque.

Reste à respondre à cette conjonction de possessions que l'on veut saire par l'aduis de Monsieur le Compartiteur, pour dire que Vessier est toussours demeuré en sa place & en son rang. Car il est aisé de monstrer par les raisons de Droict Civil & Canon, que Vessier par sa resignation pure & simple avoit abdiqué tout droict de possession, & que la nouvelle par luy prise en consequençe de sa nouvelle provision ne l'a pû remettre en sa place au pre-

DE DROICT ET DE COVST. R. indice de Hureau, auquel le droiet estoit acquis. Rebuffe num. 153. tract. de pacificis possess. dit qu'vne resignation pure & simple, faite entre le mains de l'Ordinaire, est actus totalis demissionis sine wlla reservatione aut possessionis aut proprietatis. Or en matiere de ces actes parfaits & consommez, iamais les fictions n'ont lieu pour retroagir ce qui est parfai & de tout poin &; mais seulement ce qui est in suspenso. cap. praterea. ext. de appellat. lesquelles outre qu'elles n'ontlieu, cum de reiveritate constat, nunquam operantur in praiudicium tertij; Molineus tit. de publicand. resignat. num. 144. cap. quamuis. de rescript. in 6. La siction donc ne pouuant auoir de lieu en ce faict, pour feindre que Vessier ait tousiours tenusa place & son rang; il est vray que la nouuelle collation nouum ius ei tribuit: & partant que nous sommes en la decision de la Loy 2. ff. de decurionib. vt ordinem teneat non quem primum habuit, sed quem nunc obtinet, ita vt vltimo loco sedeat. Et du Moulin au tit. de publicand.

resign. num. 245. où il decide cette question.

Car de dire que possessionem retinuit, veu que Pauliacn'a accepté la collation faite par le Chapitre, ny pris aucune possession en vertu d'icelle: cela est du tout contraire à la difference qui est establie en la Loy 17. si quis vi S. differentia. ff. de acquirend. possess. inter dominium & possessionem: quod dominium nihilominus eius manet qui dominus esse non vult: possessio autem recedit, vt quisque constituit se nolle possidere. Et la Loy 3. S. in amittenda. ff. eod. dit excellemment: in amittenda possessione affectio intuenda est: vt quamuis sis in fundo, si tamen nolis eum possidere, protinus amittas possessionem. Protinus, c'est à dire, sans qu'il soit besoin qu'vn autre apprehende la possession. Encores que Vessier n'ait esté depossedé par vn autre, toutesfois ayant vne fois resigné purement & simplement son benefice, sans aucune reservation, il a perdu & la proprieté & la possession: & ne se peuvent conjoindre illa duo rempora de la possession premiere & derniere, cum semel dimissa possessio non restituatur, nist apprehendat de nouo. l. denique. 19. ff. ex quibus causis in integ. qui est excellente en sa decision: nam si quis restituat ad ius, nontamen ad possessionem; cum possessio sit facti, causa verò fatti non continetur restitutione; & ideò si quis cum v sucaperet, captus sit ab hostibus & postliminio redierit, il est decide que non restituitur post liminio v sucapio, cum illa ex possessio pendeat. Necverò intelligi potest medio tempore possedisse, jaçoit que renersus ab hostibus postliminio omnia iura sua recuperet, cum retro singatur semper in ci298 R. ARRESTS DECISIFS DE QUEST.

uit ate suisse, quia nimirum causa facti insectum nulla restitutione faceve possunt, videaris possedisse, quod non possedisti. Ainsi il ne se peut faire que le Vessier qui a vne sois perdu la possession de son benesice, & par consequent son rang & son ordre, par la resignation pure & simple qu'il en a faire entre les mains du Chapitre; il ne se peut faire, dis-je, que retrò semper remansisse intelligatur, & possedisse, cùm possessio, maximè rerum spiritualium, semel amissa sine nouo titulo recuperari non possit.

Sur ces raisons qui furent amplement deduites de part & d'autre, le procez se trouua party en opinions en la premiere Chambre. Monsieur Louet en son Recueil d'Arrests litt. B. num. 13. rapporte auoir esté composé entre les parties, par le moyen d'une vacance aduenuë en ladite Eglise de Clermont, d'un droist de petit pain accordé par tout le Chapitre audit

Vessier.

RESIGNATION DES BENEFICES. EN FRAVDE DES GRADVEZ.

Que les resignations faites par les Beneficiers malades en fraude des Graduez, & aux mois affectez à iceux sont nulles.

XII.

Au rapport de Monficur

NTRE Maistre Hierosme Basin Clerc tonsuré du Diocese de Paris, demandeur & complaignant, pour raison du possessione de la Chappelle de Sain& Michel, fondée & desseruie en l'Eglise Parrochialle de Cheuilly, & dessendeur d'vne part: Maistre Nicolas

Aubry Prestre, & Maistre és Arts en ladite Vniuersité, Gradué, nommé, dessendeur & demandeur d'autre. Sur ce que le dit demandeur disoit, que Maistre l'acques Basin son frere, dernier & paisible possesser de la dite Chappelle, par sa procuration du premier Iuillet 1611, auroit icelle Chappelle remise & resignée purement & simplement és mains de nos chers & bien-amez le Doyen, Chanoines, & Chapitre de l'Eglise de Paris, lesquels dés le sixies me du dit mois auoient pour ueu luy demandeur du-

DE DROICT ET DE COVST. R. dit Benefice vacquant, par le moyen de ladite resignation, laquelle prouision, auec la prise de possession du douziesme ensuiuant, il auroit fait registrer au Gresse des Insinuations le 19. dudit mois de Iuillet en la maniere accoustumée. Ainsi estant bien & canoniquement pourueu, & de la qualité requise pour ledit benefice; c'estoit sans raison que le dessendeur s'essorçoit de l'empescher en la possession d'iceluy, comme pourueu en vertu de son degré, attendu que ladite Chappelle n'aunit vaqué par le deceds dudit Iacquet Basin, ains par sa resignation pure & simple, en vertu de laquelle estant ledit demandeur pourueu, le droiet luy estoit acquis à l'exclusion des Graduez, qui ne pounoient, par la disposition mesme de la Pratique Sanction, & du Concordat, sur laquelle ils sondent leurs droi ets, requerir & pretendre autres benefices que les vacquans par mort, d'autant que ceux qui vacquent par resignation ou permutation és mois affedez ausdits Graduez, y sont nommément exceptez. S. volumus de Collation.in concordat. Soint que la regle receuë en nostre Royaume contre les resignations faites par les Titulaires estans malades, vulgairement appellée la regle des vingt iours, n'auoir point de lieu és prouisions erronées des Collateurs ordinaires : concluoit par ces moyens, à cequ'il fust maintenu & gardé en la possession & jouissance de ladite Chappelle, fruicts & reuenu d'icelle, auec dessences audit Aubry, & à tous autres de le troubler & empescher: & en cas de plus long procez requeroit la recreance luy estre adiugée, auec despens, dommages & interests.

Et de la part dudit Aubry eust esté dit pour dessenses, qu'il avoit sait ses estudes en ladite Vniuersité de Paris, & obtenu son degré de Maistre és Arts, en vertu duquel il s'estoit nommé sur les les lettres, capacitez, & temps d'estude, & renouvellé ladite notification de temps en temps, mesme au Caresme de l'an 1611. precedent la vacation dudit benefice; laquelle estant aduenue au mois de Iuillet, affecté aux Graduez nommez, il auroit requis desdits Doyen, Chanoines & Collateurs ordinaires, prouison dudit benefice; & pour seur resus se seroit addressé à l'Archeuesque de Sens, comme Superieur, duquel il auroit obtenu provision le 29. Iuillet audit an 1611. & pris possession le 2. Aoust, à raison dequoy il soustenoit deuoir estre maintenu & gardé en la possession de ladite Chappelle, nonobstant ladite

300 R. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. resignation & prouisson obtenue par ledit demandeur; laquelle comme frauduleuse & saite au presudice des Graduez, & contre nos Ordonnances, deuoit estre declarée nulle: ne vouloit dispurer ou contester si la reigle des 20. jours auoit lieu contre les prouissons des Collateurs ordinaires, ou se deuoit restraindre aux prouisions obtenues en Cour de Rome: car supposé qu'elle n'eust point de lieu contre les Ordinaires, il ne s'ensurroit pas, que si quelque resignation auoit esté admise en fraude, & pour frustrer les Graduez de leur attente & legitime recompense deue à leur trauail, & à la faueur des estudes, telle resignation ne sustreuocable par la maxime generale establie par les Loix diuines & humaines, qui annullent tous actes, conventions & dispositions saites par dol ou fraude; de sorte que la mesme reigle des vingt iours, de laquelle les Ordinaires le prétendent exempts, pouvoit estre retorquée contre eux-mesines, s'ils se vouloient seruir de ladite exemption pour exclure les Graduez, estant certain qu'elle auroit esté introduite, non pas tant en leur faueur, & pour conseruer leurs collations, que pour empescher la succession des benefices, lesquels par ce moyen se rendroient hereditaires, dont les Ordinaires se rendrosent fauteurs & ministres. Qu'au faict qui se presentoit, la fraude pratiquée au preiudice du gradué, en la prouisson dudit demandeur, estoit évidente, car la procuration pour resigner avoit esté passée le premier Ivillet, ledit lacques Basin estant malade de la maladie dont peu de iours apres il estoit decedé: & neantmoins elle auroit esté gardée six iours auant qu'estre presentée ny admise par lesdits Collateurs, qui estoit vn argument que ledit desfunct n'entendoit se demettre dudit benefice qu'en toute extremité: & lors que ses parens & confidens iugeroient qu'il ne resteroit en luy plus d'esperance de vie, & que s'il n'y estoit promptement poutueu, ledit benefice vaqueroit par mort, & paisseroit en main estrangere. A raison dequoy le deffendeur soustenoit que la diteresignation ainsi passée; pendant la maladie de laquelle le resignant estoit decedé, gardée iusques à l'extremité, & admise au temps mesme de son deceds, ou peu auparauant, deuoit estre tenuë & reputée plustost par disposition testamentaire à cause de mort; qu'vn acte fait entre viss, & resignation pure & simple, 1.59. D. Solut. matrim. 1.7 S. patri. D. de Donationib. par laquelle le Titulaire eust voulu se demettre absolument, & quitter son benefice, sans dessein de le transmettre en

DE DROICT ET DE COVST. R. 301 autre personne par gratification, & auec la sincerité requise és demissions qui se sont és mains des Ordinaires. Aussi estoit à remarquer que la vacation du benefice estoit aduenuë, & la resignation & collation d'iceluy faite au mois affecté aux Graduez nommez, dequoy resultoit vne violente presomption, que la prescipitation dont on auoit vsé pour admettre ladite resignation, auoit esté pour preuenir le deceds du resignant : le Collateur ayant en consideration, que s'il laissoit vacquer par mort ledie benefice, il n'en pourroit disposer à sa volonté: mais seroit contraint le laisser au Gradué. La troisselme remarque qui manisestoit la fraude, & faisoit iuger que l'intention du resignant & du Collateur auoit esté d'empescher que le benefice tombast és mains des Graduez, estoit que la collation d'iceluy auoit esté faite au frere du resignant, en saueur duquel il n'estoit à presumer que l'Ordinaire eust si facilement admissaresignation sans crainte de mort eminente du resignant, mais plustost qu'il eust attendu l'euenement de la maladie, qui estoit vn tesmoignage manifeste de l'accommodation du Collateur à la volonte du resignant, lequel auroit mieux aimé contribuer au dessein qu'il auoit de conseruer son benefice à la personne choise pour luy succeder, que de le laisser vaquer en vn temps auquelle Collateur n'en pouvoit disposer. Recognoissoit le dessendeur que les presomptions separément prises, n'estoient suffisantes pour en tirer vne consequence necessaire. Mais en cette rencontre de la maladie) du resignant, pendant laquelle la resignation estoit saite au mois affecté aux Graduez, de la conjonction ou proximité des personnes, & de la collation faite sur le poin & du deceds, ou peu auparauant, lesdires presomptions se trouurans concurrentes, estoient plus que suffisantes pour rendre la preuue concluante: attendu qu'il estoit question de fraude & déguisement recherché pour circonuenir la disposition des Ordonnances, laquelle autrement. ne se pourroit découurir, demeurant toussours l'intention de frauder en l'esprit des hommes, cachée au secret de leurs pensées, sans autrement paroistre que paractes déguisez: à raison dequoy ne se pouuant verifier, ny par escrit, ny par tesmoins, il estoit de necessité d'auoir recours aux indices, coniectures & circonstances du faict, de la multitude desquelles se sorme la preuue concluante, encores qu'elles ne se rencontrassent toutes ensemble: car il n'y auroit autre rencontre que de la resignation & Ru ij

302 R. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. collation du benefice, au mois affecté aux Graduez, auec l'extre? me ou griefue maladie du resignant, la preuue seroit suffisante ainsi qu'auoient soussenu les plus iudicieux qui auoient traitté de cette matiere. Que si les coniectures & presomptions susdites n'estoient admises pour exclure les fraudes quise commettent en telles occasions, la voyeseroit ouverte aux successions des benefices contre les saincts Decrets, & n'adusendroit iamais, sinon par hazard & cas fortuit, qu'aucun benefice se trouuast vacquer par mort és mois des Graduez, lesquels par ce moyen demeureroient entierement frustrez de leur expectation & iuste recompense, & le reglement sain & religieusement sait par les Roys nos predecesseurs en l'assemblée des Prelats de nostre Royaume, suiuant la determination du Concile vniuersel, seroit renuersé & rendu inutile par les artifices de ceux qui pour asseurer les benefices en leurs maisons, ou autres interests, s'efforceroient de l'aneantir. En quoy nostre Vniuersité de Paris, la plus celebre & ancienne de la Chrestienté, & les autres de nostre Royaume, qui sont les seminaires, esquels s'esleuent ceux qui doiuent seruir à l'Eglise & au public, sousfriroiet vn grad dommage, qui pourroit tirer apres soy leur ruine & desolation, & tourner à nostre grand preiudice, ayant le principal interest que la ieunesse de nostre Royaume, non seulement soit instruite és bonnes lettres, en la pieté ancienne, mais encores qu'en cette premiere institution elle soit nourrie au respect & obeissance qui nous est deuë, & en la sincere & naturelle affection de sa patrie, pour estre renduë capable de bien & fidellement seruir és charges publiques. A quoy ne pourroit estre donné ordre, si la recompense proposée aux Professeurs des Lettres, estoit renduë non seulement, infructueuse, mais encore capticuse & invisible, d'autant que l'honneur entretenoit les sciences, & n'est à esperer que les esprits plus vertueux & industrieux s'addonnent à l'exercice d'icelles, si apres auoir employé leur aage & trauail, ils n'acqueroient le repos de leur vieillesse. Aussi nostre Cour de Parlement, curiense de conserver la sincerité és choses Ecclesiastiques, par ses Arrests auroit tousiours condamné telles provisions comme frauduleuses, & contraires aux Constitutions Canoniques. Par ces moyens ledit deffendeur concluoit à ce qu'il fust maintenu & gardé en la possession de ladite Chappelle, auec despens, dommages & interests.

DE DROICT ET DE COVST. R. Et de la part dudit demandeur, pour replique auroit esté soustenu, qu'il n'estoit interuenu dol ny fraude en ladite prouision, & nese trouuoit qu'il y eust eu aucun dessein, complot, ny intelligence, entre le resignant, ou le resignataire, & le Collateur pour frustrer le Gradué, que le dol estant allegué se deuoit proumer par indictions, suppositions & artifices, pratiquez pour deceuoir, frauder & circonuenir quelqu'vn; mais n'estant verisié, ny mesme articulé, les presomptions alleguées ne doiuent estrereceu es contre les Collateurs ordinaires, pour le respect de la dignité & authorité qu'ils ont en l'Eglise, & pour la reuerence du sain& ministere, induisant plustost vne presomption de probité & integrité: notamment au faict particulier, auquel la collation auoit esté faite par vn Chapitre & Corps Ecclesiastique, quin'estoit capable de dol & de mauuais dessein: mais supposé que l'Ordinaire, pour gratifier quelque personne de merite eust admis sciemment la resignation pure & simple d'vn benefice, lequel, vacation estant aduenuë par mort, eust pû elcheoir à vn Gradué, telle pronision ne pounoit estre arguée de fraude, ayant esté faite par celuy qui en auroit eu pouuoir, & qui auroit vsé du droict à luy naturellement acquis, à cause de sa sonction de Pasteur ordinaire, droict primitif, & de pareille ancienneté que l'establissement des Ordres Ecclesiastiques, auquel les Ordinaires auoient esté disertement maintenus par les mesmes constitutions, qui auoient introduit ledit droist en faueur des Graduez és benefices vaquans par mort, d'autant que par lesdites constitutions estoient exceptées & reservées les résignations simples & conditionnelles, & saites pour cause de permutation: partant n'auoit esté dérogé au droict des Ordinaires, & n'y auoit eu aucune prohibition qui leur ostast la liberté d'admettre les resignations saites en leurs mains purement & simplement: car n'y ayant Loy prohibitiue, ny dessenses d'admettre les resignations à leur exclusion, il ne se pouvoit commettre fraude ou nullité en telles prouisions; les prohibitions & desfenses estoient les seules causes d'annuler les actes, & d'induire les suspitions de fraude: lesquelles prohibitions cessantes, il n'y auroit point de contrauention, & les actes demeureroient bons & licites, consequemment les Graduez, qui par privilege particulier, & droist positif, estoient admis aux benefices vacquans par mort seulement, n'auoient aucun sujet de se plaindre, & prendre pour tort & iniure que les

304 R. ARRESTS DECISIFS DE OVEST. Ordinaires se maintiennent en la jouissance du droist qui leur appartient detoute ancienneté, veu que par la maxime generale de la Iustice, celuy qui vse de droiet à luy appartenant, ne se pouuoit dire estre en dol, ny faire tort à autruy, encores que par l'euenement il en receust quelque dommage: & à plus forte raison s'il setrouuoit seulement frustre d'vne esperance casuelle. Les simples esperances & expectatives des biens qui nous estoient comme destinez n'induisoient aucune prohibition de disposer, & n'empeschoient que celuy qui auoit droict de ce faire, n'en ysast ainsi que bon luy sembloit. Les Graduez donc se dévoient contenter de ce qui leur estoit ordonné, non pas sous couleur de la gratification qui leur estoit faire, oster aux Beneficiers la liberté de resigner, & aux Collateurs le pouvoir d'admettre les resignations. Et encores estoit à considerer, que les Ordinaires s'estans volontairement dessaisis par lesdites constitutions, d'une partie de ce qui estoit en leur disposition, au profit des Graduez, il n'estoit raisonnable que cette concession gratuite emportast la perte entiere de leur droiet de conferer, par vne interpretatió extensiue, que ceux qui amendent de leur liberalité voudroient introduire pour entreprendre sur les droiets de leurs bien facteurs: En laquelle concession, s'il se trouvoit de l'obscurité, elle devoit estre restrainte, comme tout autre prinilege, & l'esclaircissement laisse à ceux qui avoient esté autheurs de cette grace, autrement aduiendroit, que d'vne liberalité volontaire les donataires en voudroient extorquer vne non volontaire, & tirer consequence d'vn bien-fait, au desauantage de ceux de la grace delquels il estoit procedé. Consequemment l'action du Collateur ne pouvoit estre blasmée en telle occurrence, encores qu'il cust conseré à la recommandation du resignant : mesme n'estoit illicite, ny contre les bonnes mœurs, que par le tesmoignage d'autruy, il se puisse informer de la bonne vie, litterature, ou autres capacitez de celuy auquel le benefice seroit conseré: & ne pouuoient telles prouisions estre mises au rang de celles qui s'expedient sur resignations, in fanorem, lesquelles estoient hors le pouvoir des Ordinaires, comme non exempts du vice desuccession, parce qu'il suffisoit pour estre la provision valable, que l'Ordinaire eust eu la libre & franche disposition de conferer sans designation du successeur, & ne sust obligé par la procuration adresignandum, ou par quelque autre consideration de gain

DE DROIGT ET DE COVST. R. 805 80 paction illicite, de pouruoir celuy duquel il auroit eu quelque recommandation.

En outre, se pouvoit soustenir que cette liberté de conferer demeurant aux Ordinaires, l'Eglife en seroit mieux seruie, & les places vacquantes des benefices mieux remplies de personnes recommandables par leurs vertus & bonne vie, desquels les Pasteurs veillans continuellement sur leurs Eglises, auroient plus de cognoissance : ce qui n'aduiendroit si aisément par la rencontre fortuite d'vn Gradué, qui souuent par saueur ou importunité, plus que par capacité, obtenoit son degré. Quant à ce qui concernoit le faict du resignant, il ne se pouuoit nier que la procuration n'eust esté pure & simple, ny alleguer qu'il eust commis aucune chose contre la prohibition des loix, estant libre en tous temps, & à toutes personnes, soit en santé ou maladie de resigner leurs benefices, laquelle liberté naturelle n'ayant esté restrainte & coarctée par lesdites dernieres constitutions: ceseroit reduire les possesseurs des benefices en vne grande misere, qu'vn inconvenient de maladie suruenant, leur Ast perdre la disposition de leurs benefices, soubs ombre d'vne simple esperance des Graduez, qui ne deuoient rien pretendre aux benefices des viuans. Car de presupposer que sans la crainte de la mort les titulaires n'auroient eu volonté de resigner, ce seroit penetrer trop hardiment dans le seeret de la conscience d'autruy. Et pour monstrer plus cuidemment que les resignations saites en maladie ne peuvent estre reputées vicieuses ne frauduleuses, c'estoit que les mesmes constitutions n'auoient rejetté les resignations conditionnelles faites en Cour de Rome par les malades à l'exclusion des Graduez, encores qu'elles ayent en foy le vice de succession apparent, le successeur y estant designé. Au contraire, elles estoient ordinairemet admises auec la clause derogatine à la reigle des vingt iours : de sorte que le malade estant decedé apres la provision accordée, le Gradué se trouuoit exclus, encores que ladite resignation semblast estre vne vraye disposition testamentaire. Ce qui ne se pourroit dire des resignations simples, lesquelles estoient exemptes de tel vice, estans entierement commises à la discretion des Collateurs, pour y pouruoir selon leur volonté, dont on pouuoit inferer, & par la disposicion desdites constitutions, & par la pratique d'icelle, auec plus forte raison que la proussion ordinaire

d'vn benefice vacquant par la refignation d'vn malade, n'auoit ny vice, ny fraude, ains estoit licite & canonique. Et si quelques Arrests estoient interuenus en telles matieres au prosit des Graduez, ils auoient leurs especes particulieres & disserentes, desquelles resultoient diuerses considerations, comme és resignations forcées, & pour cause de permutation, que les Ordinaires estoient contraints d'admettre, non és collations qui dependoient de leur pure volonté, lesquelles nos dites Cours n'auoient entendu restraindre par leurs Arrests, comme exemptes de suspicion, de fraude & de succession, persistoit comme dessus.

Et de la part dudit desfendeur pour duplique eust esté dit, qu'il n'entendoit toucher à l'honneur & respect des Pasteurs de l'Eglise, & Collateurs ordinaires, ny entrer en recherche de leurs actions: mais qu'il estoit à desirer qu'eux-mesmes apportassent le soin & diligence requise pour empescher que les fraudes ne sussent si communes és provisions des benefices, d'autant que si la sincerité & bonne soy estoit requise en toutes conuentions & actions des hommes, elle deuoit estre abondante en l'administration des choses spirituelles, concernantes la disposition des benefices, qui devoient estre traittées auec toute pureté & innocence, sans avoir autre objet que l'honneur de Dieu, & aduancemet de son Eglise. N'entendoit soustenir qu'il ne fust licite au titulaire de resigner en maladie, ny au Collateur ordinaire d'admettre la resignation: mais disoit qu'en ce sujet particulier de plusieurs aces licites, il en resultoit vn illicite, sçauoir vne contrauention aux Ordinaires, déguifée d'apparences: ce qui estoit ordinaire & accoustumé en matiere de fraudes, que les plus subtils s'efforçoient de couurir par actions exterieurement bonnes & licites, lesquelles neantmoins r'affemblées, & les circonstances pesées du temps auquel se traitte l'affaire, de la qualité des personnes, de leurs ressentimens & affections, & sur tout de leurs interests: joint les euenemens vray-semblablement preueus, & qui sont ensuiuis auec la maniere dont on a vse, lesdites circonstances se rencontrans en nombre, par les presomptions & presuppositions de ce qui se fait ordinairement, & à quoy l'esprit humain porte ses inclinations, produisoient vne preuue concluante, & plus asseurée que celle qui resultoit de la disposition de plusieurs tesmoins. C'estoit donc frustratoirement que le deman-

DE DROICT ET DE COVST. R. demandeur desiroit la preuue d'vn dessein pris auec l'Ordinaire, pour frustrer le Gradué de son droi & , d'autant qu'il n'estoit befoin au fai& particulier d'articuler ny verifier vn dol premedité, & conseil de fraude, auquel le Collateur eust trempé, veu que la seule intention du resignant, concurrente auec l'effet, estoit suffisante pour rendre l'acte nul, voire mesme qu'il se pouvoit soustenir, que quand le resignant n'auroit eu intention de frauder, l'euenement seul pouvoit saire iuger l'acte frauduleux, & le rescinder comme contreuenant à la Loy: car la fraude se denoit considerer en deux manieres, ou pour vn dol personnel interuentien vnetransaction, ou autre contract, pour tromper & circonvenir celuy auec lequel on traittoit, ou pour fraude commite en alienation, donation, transport, ou autre disposition, non pour decenoir aucun, mais pour diuertir & faire perdrevn droid acquis, pretendu, ou esperé par vn tiers, en contreuenant à ce qui auroit esté accordé par convention entre particuliers, ou statué par la Loy, Reglement, ou Ordonnance. En la premiere espece, il estoit besoin pour casser le contract, verifier le dol premedité & effe-Aué auec artifices. En l'autre sorte de fraude, & principalement où il estoit question de recognoistre, si par quelque déguilement la disposition ou volonté de la Loy auoit esté circonuenue, il n'estoit necessaire de faire preuue d'aucun dol & machination, attendu que la Loy le dessendoit elle mesme, annullant tout ce qui luy resistoit, & toutes les subtilitez que l'esprit pouuoit inuenter pour colorer sa desobeissance, soit par manifeste contrauention, soit par occulte repugnance. Tellement que la seule contrauention rendoit l'acte nul, soit que directement la Loy fust offensée, soit qu'indirectement elle sust éludée. Et en telles occasions on appelloit & reputoit fraude, le seul dessein de se soustraire & délier de la subjection de la Loy, encores qu'il n'y eust aucun dol messé, ne intention de nuire & diuertir les droicts d'autruy, mais plustost de conserver à sa famille ce qui estoit sien, ou autrement en vser & disposer librement, & d'éniter l'accident, auquel la Loy en estoit la disposition. Et ne pouvoit la fraude se couurir du pretexte allegué par le demandeur, que celuy n'estoit en dol qui vse de son droiet car ayant esté le droiet d'obrenir les benefices vacquans par mort, attribué & transfere aux Graduez par constitution Ecclesiastique, authorisée par nos predecesseurs, & les Ordinaires chargez de SE

308 R. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. leur reserver lesdits benefices : ce n'estoit vser de leur droiet, de diuertir ailleurs ce qu'ils estoient obligez de conseruer aux Graduez, & qui leur estoit affecté: joint que certe maxime ne se pouuoit entendre des contraventions faites aux Loix, ains seulement de ce qui estoit de bonne soy par le proprietaire sur son sonds & heritage, & qui n'auoit autre consequence que le preiudice d'vn particulier. C'estoit aussi vn moyen captieux, d'alleguer que la Loy ne portant aucune prohibition, la liberté demeuroit entiere aux Ordinaires de conferer, & qu'il n'estoit necessaire qu'elle sust prohibitiue pour l'empescher : car la Loy imperatiue ou dispositiue a tousiours la mesme vertu de se faire obeyr, & d'empescher les fraudes. Ne vouloit le deffendeur entrer en la recherche de l'origine des benefices. & de la maniere d'y pouruoir, lors de la naissance de l'Eglise, ne disputer si la collation d'iceux estoit inseparable de la fonction & ministere des Ordinaires: mais se contentoit de dire que l'Eglise assemblée au Concile, qui en represente le corps vniuersel, voulant pouruoir par vne saincte reformation aux abus, qui insensiblement se glissent & s'accroissent par la corruption des mœurs, & desirant exciter vn chacun à l'estude des sciences & bonnes lettres, pour maintenir auec plus de vertu la doctrine de la foy, auroit jugé tres-expedient que ceux qui auoient consommé la meilleure partie de leur aage en la profession des lettres & institution de la ieunesse, fussent remunerez: lequel Reglement ayant esté approuué par le consentement commun de tous les Ordres, & confirmé par les Tres. Chrestiens Roys nos predecesseurs, il ne se pouvoit nier, que le droist des Graduez n'eust esté estably par ceux qui auoient l'entiere puissance d'en ordonner, & par l'Eglise mesines, laquelle seule peut pretendre les benefices luy appartenir en proprieté. Etne pouuoit aucun Collateur en particulier mettre en auant, qu'il so fust dessaiss de son propre, pour en gratifier les Graduez, les accusans d'ingratitude, & de donner audit Reglement vne restri-Rion, par laquelle il demeuroit enerué, & du tout inutile. Car encore que le dit droi & soit casuel, & consiste en esperance, neantmoins il n'estoit licite de le ruiner & aneantir par preuentions frauduleuses, veu que par les Loix Civiles le droiet de succeder, affecté à certaines personnes prinilegiées, leur devoit estre conserué, nonobstant les dispositions de ceux qui s'efforçoient de l'interuertir, encores que ce fust chose prophane, estant au comDE DROICT ET DE COVST, R. 309 merce, & leur propre patrimoine; donc à plus iuste occasion l'expectative des benefices, desquels les Titulaires ne jouissent que comme administrateurs, leur estant affectez par Ordonnance de l'Eglise vniverselle, ils ne pouvoient sans quelque espece d'iniustice estre frustrez de cette legitime recompense, sous pretexte de laquelle toutes ois ils ne pretendoient vsurper les droicts d'autruy, ny estendre les leurs: requeroit seulement que ce qui leur auoit esté octroyé si solemnellemet sustente de bonne soy, sans que pour les interests particuliers la soy publique sust violée.

Le demandeur mesmes estoit d'accord, que les resignations faires pour cause de permutation, auoient esté declarées nulles quand elles auoient esté trouvées frauduleuses. Or il ne se pounoit alleguer raison valable, qui pûst donner plus de privileges aux resignations simples; mesmes la liberté qu'auoient les Ordinaires de ne les admettre, n'estoit considerable, les fraudes est ant esgallement intollerables entous actes qui concernent le spirituel, encores que l'Ordinaire par sois mist en consideration la capacité de celuy que le Resignant auroit voulu fauoriser, estant toussours plus seur & vtile d'entretenir ce qui estoit prescript par vne Loy constante & immuable, que de s'arrester à la disposition d'vn particulier, sujet à diuers mouvemes. Et quant à ce qui auoit esté objecté des resignations conditionnelles des malades que l'on admettoit en Cour de Rome, au prejudice des Graduez, c'estoit tirer consequence d'vn inconuenient, & voye extraordinaire, laquelle n'estoit receuable en Iustice, où toutes choses demoient estre reglées par le droist & l'équité. Car si lesdites resignations estoient vicieuses, portant sur le front l'affection de se former vn heritier; celles qui se faisoient és mains des Ordinaires auec pareille intention, & qui produisoient mesme effet, estoient esgalement condamnables par le jugement qu'en faisoit le demandeur : Mais c'estoit à considerer que lesdites resignations s'admettent en Cour de Rome par authorité & pleniunde de puissance, & que lesdits Graduez ne se plaignoient desdites provisions, & ne les tenoient frauduleuses ny nuisibles, comme celle des Ordinaires, d'autant que ceux qui estoient en extremité de maladie, n'enuoyoient point à Rome pour obtenir vn successeur, estant à craindre que pendant l'intervalle du temps de l'heredité, ne demeura vacante, & ne sust occupée par vn plus habile à succeder.

310, R. ARRESTS DECISIFS DE QUEST.

N'estoit aussi considerable ce que le demandeur disoit, que le droit des Graduez, comme privilege & droit positif, devoit oftre restraint aux termes exprés des constitutions, sans receuoir interpretation à leur faueur, d'autant que les privileges estoient octrovez contre le droict, & n'auoient autre fondement que l'vtilité & la recognoissance du merite & qualité des personnes. Or ce qui estoit estably par vne si solemnelle constitution, & du consentement vniuersel de l'Eglise, sumant le droi & premiere institution, par laquelle les benefices estoient affectez à ceux qui les meritoient, ne pouvoit estre reputé priuilegene concession personnelle, mais vn salutaire Reglement, tres-vtil au public, imporcant à l'honneur de nostre Royaume, pour conseruer son lustre & principal ornement, & entretenir la gloire qu'il s'est acquise sur toutes nations par les lettres & sciences, & encores important au bien de nostre seruice, pour rendre nos sujets capables, tant des honneurs & dignitez Ecclessastiques, que des charges publiques & politiques.

Surquoy tant eust esté procedé pardeuant nostredit Preuost de Paris ou son Lieutenant, que les dites parties appointées en droist à escrire par aduertissement, & produire leurs lettres, & tiltres, bailler contredits & saluations, à quoy elles auroient respectivement satisfait, sinalement icelles appointées à oûir droist, nostre dit Preuost par sasentence du 27. Fevrier 1613, auroit maintenu & gardéledit Basin en la possession & joüissance de ladite Chappelle S. Michel, sondée en l'Eglise de Cheuilly, dont estoit question, & ordonné qu'il jouïroit des fruists & reuenu d'icelle, sait dessense audit Aubry de le troubler en aucune maniere, & en consequence de ce, luy auroit fait main leuée des saisses & Arrests faits és mains des fermiers de ladite Chappelle, lesquels seroient tenus luy payer ce qui en estoit deub, & condamné ledit

De laquelle sentence eust esté appellé par ledit Aubry en nostre Cour de Parlement, en laquelle parties ouves en leur cause d'appel, & le procez par escrit conclud, & receu pour iuger, si bien ou mal auroit esté appellé, les despens respectivement requis, & l'amende pour nous, joint les griess & moyens de nullité, ledit Basin intimé pourroit respondre, & contre la dite produ-

Stion nouvelle bailler contredits.

Aubry aux despens.

Depuis seroit aduenu le deceds dudit Aubry, attendu lequel

DE DROICT ET DE COVST. R. ledit Basin auroit obtenu main leuce des frui Is dudit benefice, par Arrest du 12 Iuin 1614. Et surce Maistre Iean l'Homme Dieu, tonsuré au Diocese de Paris, auroit obtenu desdits Chanoines & Chapitre de Paris prouisson de ladite Chappelle le 14. Iuin audit an, comme vacante par le deceds dudit Aubry, & pris possesfion d'icelle, obtenu lettres desubrogation au lieu & droicts dudit Aubry, le 17. desdits mois & an, & à cette sin presenté sa requeste à nostredite Cour le 18, dudit mois ensuiuant. Ce qui auroit esté empesché par ledit Basin, soustenant l'Homme-Dieu non receuable en ladite subrogation, & sa provision nulle, ayant esté decernée par lesdits Doyen, Chanoines & Chapitre, Collaceurs ordinaires, lesquels n'auroient pû varier, mul plante

Et par ledit l'Homme Dieu auroit esté soustenu le contraire, qu'il auoit esté bien & canoniquement pourueu, & par ceux qui auoient droi & de conferer, recognoissoit que l'Ordinaire ne pouuoit varier en mesme sorte de vacation : mais qu'il y auoit eu diuerses sortes de vacation, & changement par la mort du Ti-

oub discount l'ant a double l'armanique Surquoy par Arrest du 17. Iuillet les parties auroient esté appointées à escrire & produire, bailler contredits & saluations,& ladite instance jointe au procez principal, lesquels l'Homme-Dieu & Basin ayant produit respectivement, baillé contredits & saluations, iceluy Basin auroit interjetté appel d'abus de l'octroy & prouisson de la dite Chappelle saite audit l'Homme Dieu par lesdits Chanoines & Chapitre. Surquoy Arrest seroit interuenu le 14. May dernier, par lequel sur ledit appel comme d'abus, les parties auroient esté appointées au Conseilà escrite & produire, & joint audit procez, en vertu duquel lesdites parties auroient aush produit.

Etsur ce Maistre Nicolas Gougelet, Prestre Curé de la basse Eglise de la Sain & Chappelle, pour ueu en Cour de Rome par le deceds dudit Aubry, audit mois de Ivin 1614, auroit presenté requeste pour estre receu partie interuenante, le 20. Nouembre 1614. & depuis resigne son droict audit l'Homme-Dieu, par sa procuration du 2. Decembre ensuuant, laquelle resignation auroit esté admité en Cour de Rome le 20. Mars 1615. En consequence dequoy ledit Gougelet auroit declaré qu'il ne pretendoit plus aucun droidt au benefice contentieux, & ledit l'Homme-Dieu auroit presenté requeste le 3. Iuillet ensuiuant, à ce

R. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. qu'ayant esgard à la provision par luy obtenue, & sur la resigna tion dudit Gougeler, la maintenue dudit Benefice luy fust adiu. gée, fans préiudice du droist qui luy estoit acquis, & accumulant droist sur droist, laquelle requeste auroit esté joince au proceze par Arrest du 29. Aoust ensuiuant, sans preiudice des fins de non receuoir dudit Basin contre ledit l'Homme-Dien. Et finalement auroit ledit Basin fait sommer & appeller en nostredite Cour lesdies Doven; Chanoines & Chapitre, pour faire valoir la collation à luy faite de ladite Chappelle, & reuoquer celle qu'ils auroient depuis faite par la mort dudit Aubry, comme contraire, Surquoy icelles parties auroient esté appointées à escrire & produire le 7. Iuin dernier, & ladite instance jointe audit procez, suivant lequel appointement les parties auroient respective-

Le tout diligemment examiné, nostredite Cour par son iugement & Arrest, sans s'arrester à ladite requeste presentée parledit l'Homme Dieu, le 3. Iuillet dernier, faisant droict sur le procez par escrit, ensemble sur la demande dudit l'Homme-Dieu, ayant efgard aufdites lettres par luy obtenuës le 17. luin 1614. l'a subroge & subroge au lieu & droiets dudit Aubry, & ce faisant a mis & met l'appellation & fentence de laquelle a esté appellé au neant, fans amende, en emendant ladite sentence, a maintenu & garde, maintient & garde ledit l'Homme Dieu en la possession. & jouissance de ladite Chappelle S. Michel de Cheuilly, ordonné qu'il jour a des fruicts & reuenus d'icelle: & fait deffenses audit Basin & à tous autres de le troubler ou empescher en la possession & perception des fruidts d'icelle, condamne ledit Basin rendre & restituer les fruits par luy perceus, ou que ledit l'Homme-Dieu eust pû prendre & perceuoir depuis la prise de possession, & és despens depuis ledit Arrest du 27. Inillet 1614. sans autres despens pour ceregard, ne restitution de fruicts: & sur llappel comme d'abus & instance dudit Basin, contre lesdits Doyen, Chanoines & Chapitre, a mis & met les parties hors de Cour & de procez, condamne neant moins le dit Basin és despenssaits par ledit l'Homme-Dieu, en dessendant audit appel comme d'abus, sans autres despens; & ainsi sutiugéle 9. iour de l'anuier lequence deq over the Congeler amoit declare qu'il ne p: 3131 doitplus a seu d'aict au benefice contentieux, & ledit l'Hons

RESIGNATION D'OFFICE NE SE PEVT CONTRAINDRE.

Que l'on n'est point contraint precisément de Resigner un Office duquel on est pour ueu, bien qu'on s'y soit obligé: ains que cela se resoult en dommages et interests.

l'Ordonnance de 1930 - IIIX n'1045 contracte indiffine e

NTRE Maistre Claude Broe Esleu en l'eslection de Tonnerre, intimé d'vne part, & Jean Dogni Aduo- de Monfieux cat, appellant de la sentence des Presidiaux de Sens, par laquelle ledit Broe Esleu ayant resigné son Estat

Maynard,

d'Esleu audit Dogni, & s'estant obligé de fournir vne procuration ad resignandum, & en faire expedier lettres, moyennant cerraine somme d'argent dont ils auroient composé: ledit Broes'estant depuis repenty incontinent, & dans vingt quatre heures apres, auroit esté condamné d'executer sa promesse dans vn certain temps, ou à faute de ce payer les dommages & interests suiuant ses offres, n'y ayant eu aucune peine apposée, laquelle a accoustumé d'estre mise au lieu des dommages & interests : dequoy ledit Aduocat auroit appelle, soustenant qu'il deuoit estre contraint precisément à resigner, puis qu'il s'y estoit obligé: la sentence sut confirmée. Nam in obligationibus faciendi post moram succedit obligatio ad id quod interest, nec quis pracise ad factum cogisur. l. si quis ab alio in fine ff. de re ind. L'Aurest sut donné en la premiere Chambre, au rapport de Monsseur Maynard l'an 1608. Et depuis le mesme a estéingé au rapport de Monsseur le Clerc en la mesme Chambre, entre vn nommé Rigaut & Garnier Adcerte maniere l'un amplaidoyet in 26, linn 167, enti e maour d'Auglares appellant des Requelles du l'aus : d'une parte l'al Danie de Pausn, d'aurie : L'autre aux lugee de la Coer tet.

Auril milicing cens faix ante-neul, antre Marre M. Habeau les Correle, d'une part, & Pierre Conteld'aurre. L'aurre Atrest enelectinger dupremier Fevriei fall eingeens loixante-keptel nenelos Narronneaux donépario a lega Chadigi d'autechas é

Ludger Schlareige.

RESTITUTION DEDANS LES TRENTE-CINQ ANS.

Que les mineurs doiuent venir dedans les trente-cinq ans demander la Restitution contre les actes & contracts faicts auec leurs tuteurs, autrement non receuables: et) que l'Ordonnance de 1539, a lieu en tous contracts indistinctement, mesme pour reddition de compte, renonciation de partage, et autres.

cat, appellant de la yax nes des Preficiens de Sens.

de Messieurs Thumery & Bouguier pour les dermiers Arrefts.



V procez appointé au Conseil, entre se Cardinal de Rambouillet & ses freres, appellans des Requestes du Palais, d'une part: & Maistre Pier-re de Thouars intimé, d'autre : sur lequel est interuena Arrest du vingt - neusiesme Mars mil cinq cens septante cinq, au rapport de Mon-

sieur Larchier, a esté arresté apres en avoir demandé aux Chambres, que l'Ordonnance du Roy Louys XII. art. 46. qui parle de la restitution des maieurs, laquelle ils doinent demander dans dix ans & non apres : & celle du Roy François Premier de l'an 1539. art. 134. qui parle de restitution de mineurs, laquelle ils doiuent demander dedans trente-cinq ans; à lieu en tous contracts qu'auroit fait vn tuteur auec son mineur, soit pourrenonciation de son partage, redition de compte qu'autres, encore qu'il n'apparoisse d'aucune confection d'inventaire. Et furent veus audit procez les Arrests produits qu'on disoit auoir esté donnez en cette matiere: l'vn au plaidoyer du 26. Iuin 1567, entre le sieur d'Anglures appellant des Requestes du Palais, d'vne part: & la Dame de Pauan, d'autre : L'autre aux Iugez de la Cour les. Auril mil cinq cens soixante-neuf, entre Marie & Isabeau les Cottels, d'vne part, & Pierre Cottel d'autre. L'autre Arrest entre les Iugez du premier Fevrier mil cinq cens soixante-sept: Entre les Nargonneaux, d'vne part : & Iean Ciuadier, d'autre: signé Brulart & Marchet.

Suinant

DE DROICT ET DE COVST. R.

Suiuant cét arresté, ayant encore pris l'aduis de toutes les Chambres, sut donné Arrest au rapport de Monsseur de Thumery du 16. May 1620, par lequel vne transaction faite entre deux freres, contenant entre autres plusieurs affaires, vne descharge de la reddition du compte de tutelle qu'auoit exercée l'vn des freres, sans auoir rendu aucun compte, sut consirmée, attendu qu'on y venoit plus de vingt ans apres ladite transaction. La faueur des affaires transsées en ce cas, de peur de remettre en vne grande perplexité & involution d'affaires, ceux qui en ont voulu sortir nettement par vne transaction, sait qu'on garde precisément l'Ordonnance, & saut venir dans les dix ans.

Secus, s'il ne s'agissoit que d'vne simple quittance donnée par vn mineur à son tuteur, de la reddition d'vn compte qu'il seroit tenu luy rendre. Car en ce cas telle quittance est nulle, & n'est besoin de se pouruoir dans les dix ans contre ladite quittance, le mineur pouvant demanderreddition de compte de sa tutelle dedans les trente ans, nonobstant ladite quittance, qui est nulle ipfo iure. Arrest de ce en Iuillet 1607. à mon rapport, duquel s'ensuit lateneur: Entre Jean de Rost de mandeur en reddition de compte detutelle, & à l'entherinement de lettres Royaux du 20. Mars 1606, tendantes afin que certaine quittance generale portée par son contract de mariage, du maniement & administration de son bien, stipulée par lacques Guerin son oncle & tuteur, fust cassée & rescindée, d'vne part : Et Denise Aubry heritiere dudit deffunct lacques Guerin son tuteur, d'autre : Fut dit queces quittances generales passées par mineurs à leurs tuteurs, sans auoir veu ny examiné aucun compte, selon la forme de Droict, sont nulles ipso iure; & partant ne sont sujettes à la prescription de dix ans, du iour de leur maiorité: de façon que nonobstant icelles, ils peuvent dans les vingt & trente ans apres qu'ils sont faits majeurs demander compte, cum actio tutela sicut actio bereditatis triginta annis duret.

La difficulté estoit sur l'Ordonnance cy-dessus alleguée: Mais ces quittances auoient esté dés long-temps iugées nulles, comme extorquées par les tuteurs; lesquels non possunt dici rationes reddidisse, & estre quittes de leur tutelle, qu'en rendant bon compte en la forme de Droict. Opertet enim vt rationes legendas minori offerant, vt disquirere possit an imputationes probè aut improbè

referantur, an accepta rette relata necne: si seruus in folle reliqua obtulit, non videtur rationes reddidisse, argum.l. cum seruus.52. sf. de conditionib. & demonstrat. Il y a de ce Arrest rapporté par Charondas le Caron au liure sixiesme de ses responses de Droict, chapitre 69. donné entre le sieur d'Oignon, contre Damoiselle Marie d'Oignon sa mere & tutrice, suiuant lequel sut dit que nonobstant l'adite quittance, l'adite Denise Aubry comme heritiere dudit l'acques Guerin tuteur, rendroit compte audit de Rost, qui estoit aagé de plus de cinquante ans, & n'estoit venu dans les dix ans

de maiorité. L'Arrest susdit donné au rapport de Monsieur de Thumery. sera icy rapporté en sa forme: Comme de la sentence donnée par nostre Seneschal d'Auuergne ou son Lieutenant à Rion, le neufielme Septembre mil six cens dix sept. Entre Pierre Vidal Iuge de Lastricq demandeur, & ineidemment desfendeur en lettres (obtenues plus de quinze ans apres la transaction du troisiesme Aoust mil six cens vn) d'vne part: & Claude Vidal dessendeur, & incidemment demandeur en lettres, d'autre part : par laquelle sans avoir esgard ausdites lettres, ledit Claude Vidal auroit esté condamné payer audit Pierre Vidal la somme de cinq cens vingt liures, restant de sept cens liures mentionnées au compromis du troissesme Aoust mil six cens vn: & interests de ladite somme, du jour de la demande insques à l'entier payement l'ayant par ledit compromis transigé de la reddition du compte de tutelle qu'auoit eu Pierre Vidal de Claude Vidal son frere.) Comme aussi il auroit esté condamné à rendre & restituer audit Pierre Vidal vne paire de bœufs, & yne paire de vaches mentionnées audit contract, ou la iuste valeur, selon la liquidation qui en seroit faite, & aux interests de ce que monteroit ladite liquidation depuis la demande iusques à fin des payemens, sans despens; & sur le surplus des demandes, les parties contesteroient plus amplement, despens reseruez. Eut esté par ledit Claude Vidal appelle à nostre Cour de Parlement, en laquelle le procez par elcrit conclud & receu pour iuger entre lesdites parties, si bien ou mal auoit esté appellé, les despens respectivement requis, l'amende pour nous. loint les griefs hors le procez, moyens de nullité & production nouvelle dudit appellant; aufquels griefs & moyens de nullité ledit intimé pourroit respondre, & contre ladite production nouvelle bailler contredits.

DE DROICT ET DE COVST. R. Veu le procez, griefs, responses, Arrest du 7. Septembre 1618. entre ledit Claude Vidal demandeur en dessenses particulieres, suivant la requeste du 10. Auril audit an 1618. & cassation de tout ce qui seroit fait au preiudice de l'appel par luy interjetté de laditesentence du 9. Septembre 1617. d'vne part : & Pierre Vidal deffendeur, d'autre: par lequel la Cour auroit joint ladite instance audit procez, despens reservez. Autre Arrest du 23. Decembre dernier: entre ledit Claude Vidal appellant d'vne sentence ou appointement donné par ledit Seneschal ou son Lieutenant le 29 Septembre, &3. Nouembre 1617. & 18. Auril 1618. intimé, & demandeur en lettres par luy incidemment obtenues le 28. Iuin 1619. d'vne part, & ledit Pierre Vidal, intimé, dessendeur, & appellant de l'Ordonnance donnée par Jean Charri le 23. iour de Fevrier 1619. d'autre: par lequel sur lesdites appellations les parties auroient esté appointées au Conseil, & sur lesdites lettres en droiet à escrire & produire, & joint audit procez, productions desdites parties, contredits & saluations, production nouvelle dudit Pierre Vidal, contredits & saluations, le tour diligemment examiné. Il us alom, all mel as auda lab da mp

Nostredite Cour par son sugement & Arrest, sans s'arrester à nosdites lettres saisant droict sur le procez par escrit, a mis & met l'appellation au neant sans amende de la cause d'appel, or donne que la sentence de laquelle a esté appellé sortira esser, so sur l'instance des dessenses particulieres & appellations verbales, a mis & met les appellations & ce dont a esté appellé au neant, & les parties hors de Cour & de procez sans despens.

Language of the construction of the constructi

tulbenninsk, tv. spinn av græfe blindelse g**Te ip**rede sær Redebrunir, akture skrive til anbendelse særn av til skrive skrive

generations famore perfora. Toraquell. void.

RETRAICT LIGNAGER.

Qu'en matiere de Retraich lignager le retrayant est tenu de retirer mesme ce qui est acquest, quand il ne se peut commodément separer d'auec le propre.

Au rapport de Monfieur Gayant. NTRE Estienne Sire, demandeur en retraist lignager, d'vne part: & Perrette Sauoisi, vesue d'Estienne Bergot, dessenderesse, d'autre: Fut jugé au rapport de Monsieur Gayant, à present President, le 22. Iuillet

Monneur Gayant, a present Frendent, se 22. sumet 1606. que l'achepteur qui offre au retrayant de luy retroceder le total de son achapt, encore qu'il n'y eust qu'vne partie qui sust propre au retrayant, & par consequent qui cheust en retraist, est bien receuable pour le contraindre à retirer non seulement ce qui est de l'estoc & samille, mais aussi ce qui est d'acquest n'escheanten retraist, cum aliâs partem empturus non suerit, selon la loy Tutor. 47. §. carator adoles centium. sf. de minorib. 25. ann. qui est expresse, & suiuant l'aduis de Tiraqueau, qui tient, in suotrastatu de Retrastu gentilitio sol 37. §. 23. num. 8. 69. quòd non cogitur quidem emptor in totum discedere, sed si velit tenetur totum retrahere consanguineus. Ce qui n'auroit lieu in contrastu seudali: car le seigneur ne seroit tenu de retirer que ce qui seroit sotty du domaine ancien de son sief: quia retractus ille competit sauore certa rei; retractus gentilitius sauore persona. Tiraquell. ibid.

RETRAICT PAR L'HERITIER PAR BENEFICE D'INVENTAIRE.

Qu'un heritier par benefice d'inuentaire n'est personne capable de Retirer par droiet de parenté, l'heritage de la succession wendu par decret sur luy-mesme, & en en ladite qualité.

Seen ventelreque cen'el. IVX en dreist et assirviqui air

appartequal haphendelon elet, controlede quickent afficer NTRE Gaston Iean Baptiste Sauuat, & Magde- Au rapport lene Marchand, sa mere, demandeurs en retraist de Monsieur Berger. lignager d'vn jeu de paume siz aux faux-bourgs S. Germain, appellé le jeu S. Nicolas, d'vne part : &

Maistre Iean Roland Procureur en la Cour de Parlement, dessendeur d'autre. Par Arrest la mere sut deboutée du retraiet qu'elle demandoit dudit jeu de paume adjugé par retraiet sur ledit Marchand en qualité d'heritier par benefice d'inuentaire de seu Louys Marchand son pere, la sentence infirmée. Fut iugé en l'an 1621. en la premiere Chambre des Enquestes, au rapport de Monsieur Berger, contre l'heritier par benefice d'inuentaire, apres auoir esté pris l'aduis de toutes les Chambres, où fut allegué l'Arrest de la Dame de Grisole cy apres mentionné, qui estoit contraire, par lequel l'heritier par benefice d'inuentaire auroit esté receu à retirer. Toutessois il passa au contraire, & fut la sentence mise au neant, en ce que la mere heritiere par benefice d'inventaire avoit esté receue au retraict, & la sentence au residu confirmée pour le fils.

Les raisons de douter sont, que l'heritier par benefice d'inuentaire, n'a point de droict aux choses de la succession qu'apres les debtes payées : qu'il est tenu d'en rendre compte aux creanciers comme vn simple curateur : qu'il ne confond point auec les droites de la succession ceux qu'il peut auoir de son chef, & peut agir pour sa propre debte contre soy-melme, en ladite qualité, sans qu'on luy puisse objecter qu'il est creancier & debiteur, demandeur & deffendeur en yn mesme sujet. En

320 R. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. consequence dequoy il semble que la dite qualité ne le puisse empescher de retirer l'heritage de la succession sais & adjugé sur luy, pource qu'il ne vient pas audit retraict en qualité d'heritier, mais comme parent: qui est vn droi et qui appartient de son chef, & par consequent ne peut estre confus, ny la poursuite d'iceluy empeschée par ladite qualité d'heritier par benefice d'inventaire.

Qu'on ne luy peut objecter qu'il vient contre son propre faict, puis que la vente n'est point volontaire, & que ce n'est pas luy. qui a vendu, mais le luge : iusques là, que s'il y a quelque deffaut en la vente, ce n'est pas luy qui est tenu d'en respondre, mais le

poursuinant en criées.

Sion veut dire que ce n'est pas icy vn droiet ou action qui ait appartenu à l'heritier de son chef, contre le deffunct ou sa succession, n'ayant commencé d'auoir lieu qu'en vn temps auquelil ne pouvoit plus estre intenté: on peut respondre qu'il a esté jugé qu'yn enfant non encore nay ny conceu lors de la vente (& qui par consequent estoit en impuissance d'intenter cette action; lors. qu'il a commencé d'y en auoit ounerture) pouvoit neantmoins retirer venant à naistre auparauant l'an expiré, qui cst vn cas d'impossibilité beaucoup plus manifeste.

Que la mesme Coustume admet le retraice en vn cas encoreplus estrange; scauoir au profit de l'heritier pur & simple, quand l'heritage a esté vendu volontairement par le deffunct:quoy que l'heritier pur & simple sans aucune exception, soit reputé mesme. personne auec le desfunct, auquel cas on ne trouve point estrange, tant le retraid lignager est estimé fauorable, qu'vne personne vienne contre le faict de celay duquel il est heritier, qui est autant que s'il venoit contre le sien propre, sans pour celas'obliger à la

facilatencence mile an nearce en ce que la mere herries aibnateg Que par l'article 151, de la Coustume, il est dit, Que l'heritage vendu sur le curateur à la succession vacquante, & sur l'heritier par benefice d'inuentaire; est sujet à retraict. Par où il se void qu'en matiere de retraiet ces deux qualitez sont estimées toutes semblables. Or il est certain & jugé par plusieurs Arrests, qu'vn curateur parent peut retirer l'heritage de la succession vendu sur? luy, sans qu'on luy puisse objecter qu'il vient contre son faict : le mesme donc doit estre dit de l'deritier par benefice d'inuenfadire qualité, fans qu'on luy parfle objecter qu'il est ere pries

Et de faist Balde sur la loy derniere, Cod. de inne delib. tient

DE DROICT ET DE COVST. R. quel'heritier beneficiaire ne doit estre estimé qu'vn simple curateur. Chassanée en son Conseil 22. & Choppin sur la Coustume de Paris lib. 2.tit. 6.num. 23. sont de mesme aduis, & allegue ledit Choppin vn Arrest donné en l'Audience l'an 1601. Il y a aussi vn autre Arrest pour la terre de Grisole, vendué sur la Damoiselle de Cheselle en qualité d'heritiere par benefice d'inventaire de son frere, & puis retirée par elle-mesme comme lignagere.

Au contraire, les raisons qui sont contre l'heritier beneficiaire sont, que la Coustume n'admettant au retraict que le lignager du vendeur, elle exclud necessairement le vendeur. Et pour monstrer qu'au cas où nous sommes, l'heritier par benefice d'inmentaire est vendeur, il est certain qu'il est tellement seigneur des choses de la succession, que s'il veut payer les debtes, la proprieté ne luy en peut estre debattue ny éuincée: de sorte que soit qu'il vende volontairement ou par decret, il transfere la seigneurie à celuy qui acquiert, & par consequent ne peut demander le retraist de la chose ainsi venduë, sans venir contre son propre faict, & retirer à soy la proprieté d'vne chose qu'il a luy mesme

Et pour monstrer qu'il est veritablement seigneur, il a este iugé qu'vn heritage acquis par le dessunct, & vendu par decret sur son heritier par benefice d'inventaire est sujet à retraict, comme ayant fait souche en la personne dudit heritier : ce qui n'auroit esté si ladite qualité d'heritier ne l'auoit rendu vray proprietaire.

Ce fondement posé, qu'il ne doit point estre fait de distinction entre la vente volontaire & l'adiudication par decret, pourceque si telle distinction estoit receuable, toute personne sur qui on auroit ainsi vendu, pourroit demander le retraict, & dire que ce n'auroit pas esté elle qui auroit vendu, mais le luge: & neantmoins cela n'a iamais esté dit : & se peut respondre à cette subtilité, que celuy qui souffre qu'on decrete son heritage pour sa debte, est en mesme condition que s'il vendoit luymesme. The and and have red ing to writing at it is uning

Que le benefice d'inventaire ne diminuë rien de la qualité d'heritier: mais adjouste seulement ce priuilege, que l'heritier puisse apprehender la succession sans rien perdre du sien.

Et ne se peut dire qu'au moyen de ce que ses droites contre la succession nes énanouy ssent point par consusion, il puisse en Voyer

322 R. ARRESTS DECISIFS DE QUEST.

qualité de parent retirer la chose hereditaire venduë sur luy mesme: d'autant qu'il n'a iamais eu, ny pû auoir ce droist de retraist signager contre le dessunst, ny contre la succession, tant pource que le droist de retirer n'est pas vne astion qu'on ait contre celuy qui vend, mais seulement contre l'acquereur: que d'autant que lors de la succession escheuë il n'y auoit point de vente faite, ny par consequent de droist de retirer acquis à l'heritier en qualité de parent: de sorte qu'il ne peut dire qu'vn droist quin'effoit point en nature suy soit demeuré.

Quant à l'article qui dit, que l'heritier peut retirer dans l'an l'heritage vendu par son predecesseur: il faut considerer que le desfunct avant aliené cét heritage hors de la famille, le droict de retirer a esté acquis au parent dés l'instant de l'alienation: de sorte que venant par apres à succeder au vendeur, on ne peut dire que le droict ait esté confus en luy, pource que ce n'estoit pas vne action contre le desfunct; ny que l'heritier retirant vienne contre son propre faiet, pource que veritablement il est parent du vendeur, & non le vendeur mesme, & n'est reputé mesme personne auec luy que par fiction, pour l'exercice des actions actiues & passues de la succession, & non pour autre chose. Et la raison pour laquelle il n'est point tenu à la garendie, est celle-là mesme, par laquelle le vendeur n'est point tenu de garentir contre le retrayant, & qu'il y a grande difference entre le curateur & l'heritier par benefice d'inventaire; parce que le curateur est creé casuellement, & ne fait que porter son ministere, & n'a droi& aucun en la proprieté des biens qu'il administre, & l'autre est heritier par droict de sang, & gouverne les biens comme à luy appartenans en pleine proprieté: & ce qu'il est tenu de rendre compte n'est que par accident, à cause qu'il ne veut pas estre tenu des debres outre les forces de la succession : mais s'il vouloit il laisseroit d'estre comptable: ce qui ne peut pas estre dit du curateur à la succession vacquante.

En fin seront considerez les inconueniens & la fraude que pourroit saire vn heritier par benefice d'inventaire, s'il estoitreceu au retraict, laissant vendre les heritages à vil prix, pour s'en

asseurer apres par le moyen d'vn retraict.

Aussi par Arrest donné à l'Audiance le 7. May 1609. au prosit du sieur de Rostaing, cette presente question a esté vuidée & iugée contre l'heritier par benefice d'inuentaire.

Voyez

DE DROICT ET DE COVST. R. 323

Voyez Ludouicum Romanum Consilio 71. Tiraquellum de retractus luneari § 1. in versiculo vn lignager, glossa 9.num. 41.6 sequentib. 04 ils ont tenu cette opinion que l'heritier beneficiaire qui endure & permet que les biens soient vendus publiquement, & decretez pour payer les debtes hereditaires, est reputé vendeur: & partant estant luy-mesme garend de la vendition il ne la peut retirer par retraich lignager, non plus qu'vn vendeur conuentionnel, argum. l.13. Cod. de euset.l.1. verf. in vicem. Cod si incausa iudie. pign. cap.sit, lont les mots de l'Empereur Gordian: Invicem insta obligationis succedit ex causa contractus authoritas inbentis. Cen'est de mesme que du Magistrat qui a interposé le decret, ou le tuteur qui peut retirer la chose vendu ë sur son mineur, cuius auctor fuit, par retraict lignager. Car l'heritier beneficiaire en cette vente iudiciaire fait son affaire propre : & ce qui reste de bon en la succession, & du prix des choses venducs apres les debtes payées, il luy appartient & vient à son profit & commodité. Il ne peut donc contreuenir à son propre faiet, & oster à l'achepteur l'heritage que luy-mesme a vendu, l. vnica. Cod. ne fiscus rem quam vendidit enincat. ed, from his automobile with the fall - duling fride montgangly shareband

RETRAICT SVR LE CVRATEVR à la chose abandonnée.

Que le retraict n'a lieu en l'heritage vendu sur le curateur à la chose de la chose vacquante. Interpretation de deux articles de la Coustume de Paris, 151.65 153.

en une autrefamilie, de l'oudelle vere resultant de la bo-

A chose abandonnée se doit prendre non per cessionem bonorum, ou apres vne banqueroute, quand le creancier sait establir vn curateur aux biens & à la succession vacquante: mais de la chose particulierement déguerpie par celuy qui estoit pour-

suiny par vne action reelle ou hypothecaire pour la detention seur le presse Expossession de la chose. Car ence cas en la deguerpissant en dent de Ver-

Au rappore de la Nauuc.
Et depuis prononcé en robbes rouges par Monieur le Prefident de Verdun.

324 R. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. Iustice, il n'y a plus rien, habet pro derelicto, & la Iustice en est saisse, & cét heritage ainsi abandonné n'est sujet au retraice: ce qui sert d'interpretation à l'article 153, de la Coustume de Paris, de laquelle voicy les termes:

L'heritage adiugé sur le Curateur à la chose abandonnée, n'est sujet à retraiet.

Ces mots se douvent entendre de la chose déguerpie par vn acquereur de bone soy, pour estre hypothequée aux creanciers du vendeur: d'autat que lors que cét heritage est tenu pour delaissé, ne retourne pas au premier seigneur ou maistre qui l'a aliené, ny à ses parens voulans le retirer, encores moins aux parens de l'achepteur, auquel il n'a esté fait propre, mais simple acquest, où il n'y eschet aucun retraict. Tellement que cét heritage estant adiugé puis-apres sur le curateur à la chose abandonnée, ne tombe en retraict, comme dit le susdit article. La raison est dans la loy pro derelité, de in l. Sempronius Thetidi se proprietatem, l. 1. st. tim enim derelinquens amittet de possessionem, de proprietatem, l. 1. st. eod. Non sit autem alterius nisi possessa fuerit, d. l. pro derelitéo. De saçon que la chose ainsi abandonnée n'appartient plus à person-

ne, & partant ny eschet de retrai&.

Secus dicendum, quand l'heritage est vendu sur le curateur aux biens vacquans d'vn deffunct, dont la succession est jacente, ou d'vn debteur absent, qui se cache & latite ayant fait cession & banqueroute, dont est traitté in l. vlt. ff. decurat : bon. dand. toto titulo, Quibon.ced. poß. titulo, de successionibus sublatis qua fiebant per bonorum venditionem. Instit. whi I heoph. comme l'a fort bien remarqué l'Interprete qui a commenté ladite Coustume. Car par vne telle cession de biens, ou secrette, ou publique, le debteur ne perd pas la seigneurie de la chose à l'instant, & ne passe point en vne autre famille, l. is qui bonis cessit ante rerum wenditionem bonis suis non caret, l. quem pænitet. ff. de cess. bon. & l. Fulcinius. versis. eius bona posideri vendique, ff. ex quib. cauf. in possess. bonorum eatur. Tellement que si ladite terre est decretée, il y a lieu de retraict par les parens de celuy qui a fait la cession, ou qui est deffund, encore qu'elle soit venduë sur vn curateur. Car il est au lieu du desfunct, ou de celuy qui a fait cession tellement representé, que ce qui est vendu sur ledit curateur pour la debte du deffundt, ou de celuy qui a fait cession à la requeste d'vn des crean-

STE VEST TA

de Mariage

dela Nacone.

dear de 3 ap

DE DROICT ET DE COVST. R. 325 ciers, doit estre censé & reputé comme vendu sur eux-messes, & partant si c'est propre, il sera sujet à retraict. Et ainsi sut iugé en vn qui auoit sait cession, au rapport de Monsieur de la Nauue, en Mars 1613. & la sentence infirmée, qui mettoit les parties hors de Cour & de procez sur la demande en retraict. Et depuis cét Arrest mesme sut prononcé en robbes rouges par Monsieur le Premier President de Verdun, le 23. Decembre 1613, dont le saict essoit tel.

Iean Maillard marchand d'Angoulesme, estant descheu de moyens, & n'ayant dequoy satisfaire à ses creanciers, sut contraint recourir au benefice de la cession, laquelle ayant executée felon la forme de droi & accoustumée, declara n'auoir intention de frauder ses creanciers, ausquels il laissoit ses biens de bonne foy, promettant au cas qu'il n'y eust assez pour les payer, de fournir le surplus s'il pounoit faire meilleure fortune. Ces biens donc furent dessors saiss, & à iceux commis vn curateur aux biens vaquans, sur lequel les poursuites ayant esté faites, vn Conseiller du Siege s'en rendit adjudicataire comme creangier dudit cessionnaire. Pierre Maillard leieune, frere dudit cessionnaire, intenta son action de retraict lignager contre ledit Conseiller. Le deffendeur soustenoit le demandeur en retraiet non receuable, d'autant qu'il atroit acquis sur le curateur à la chose vacante, &: non sur le cessionnaire, lequel ayant vne sois abandonné son bien aux creanciers, il ne pouuoit plus recourner à ceux de la famille, & qu'ayant vne fois trompé la foy publique, il ne luy deuoit estre: permis de la tromper pour la seconde fois apres vne legitime adiudication.

Dauantage le retraict & la succession se reglent par de mesmes maximes, de saçon que celuy qui ne peut succeder ne peut aussi retirer. Or est-il que le bien du cessionnaire depuis sa cession n'est-

plus en sa succession, & par ainsi non sujet à retrait.

Mais pour vneraison plus forte, il se servoit du sussitie 153. de la Coustume de Paris, à laquelle il se rapportoit, puis qu'il n'en estoit point parlé en celle d'Angoulesme. Par ledit article cy-dessus rapporté, il est decidé, que l'heritage adiugé par decret, sur le curateur creé à la chose abandonnée, n'est sujet à retraict. Mais au contraire le demandeur repliquoit par vn autre article de ladite Coustume, à laquelle il declaroit pareillement se vou-loit rapporter au dessaut de celle d'Angoulesme; c'est l'article

326 R. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. cent cinquante-vn, duquel voicy les mots:

Vn hetitage propre adjugé par decret sur vn curateur aux biens vacans, ou sur l'heritier par benefice d'inuentaire est

sujet à retrault.

Le luge d'Angoulelme donna sa sentence, par laquelle saute d'entendre la distinction de la Coustume de Paris, debouta le demandeur de sa demande du retraict, & mit les parties hors de Cour & de procez, dont le demandeur se pour appellant: sur lequel appel sut donné Arrest au rapport de Monsieur de la Nauue, tel que dessus, & depuis prononcé en robbes rouges l'an & iour sus suite. La Cour donc par sondit Arrest solemnel, mit l'appellation, & ce dont estoit appellé au neant, en emendant condamna l'intimé à delaisser à l'appellant l'heritage à luy adiugé en vertu de son retraich lignager, & sans despens. La disserence qu'il y a entre les deux articles de ladite Coustume, & entre la chose abandonnée & les biens vacans, a esté cy-dessus claitement & amplement deduite.

REVOCATION DE LEGS.

Qu'vne Revocation de legs se peut faire par un acte simple pardevant Notaires, n'ayant forme de testament.

XVIII.

Sur procez



V Tiugé le 3. Mars 1612. entre les heritiers d'vn nommé Buron, & la niepce dudit desfunct, que le legs se pouvoit revoquer par vn acte simple, n'ayant aucune forme de testament passé pardevant Notaires.

Le faict estoit: Vn Chanoine de Mante nommé Buron sait vn testament holographe recognu pardeuant Notaires en l'an 1587, par lequel entre autres choses il legue l'vsus ruict de certaines pieces de vignes qui luy appartenoient à vne sienne niepce: depuis estant tombé malade il s'en va pardeuant les mesmes Notaires, & sans autre sorme ny sigure de testament, ny de codicille, il renoque ce legs sait à sa niepce, & au lieu de l'vsus ruict, luy DE DROICT ET DE COVST. R. 327

donne la somme de vingt escus, & sait vn autre executeur testa-

mentaire que celuy qui estoit porté par son testament.

Procez party en la troisses me Chambre des Enquestes, entre Monsieur Feideau Rapporteur, & Monsieur Ruelle Compartiteur: L'vn estoit d'aduis de confirmer le legs de l'vsussitué non-obstant la dite reuocation: l'autre estoit d'aduis de debouter cette niepce de la demande dudit legs, & ordonner qu'elle auroit pour tout la somme de vingt escus.

La difficulté estoit, que persettum testamentum non nistalio testamento aqui persetto rumpi potest § posteriore quoque sf. quib mod testamins. Car il n'y a rien si naturel que la chose soit rompuë & casse par les mesmes moyens qu'elle a esté liée. Linihit tam naturale sf. de regiur. Cétacte donc n'ayant ny forme de testament, ny de donation pure & simple, fait par vn homme malade, sans auoir gardé les sormes prescrites à ceux qui veulent tester, que c'estoit vn acte du tout nul, & de nul esset : Quod enim nullum est nullum produxit essetum: & partant ne pouuoit reuoquet vn testament

qui estoit solemnel, & falloit se tenir au premier legs.

Au contraire on soustenoit que n'estant qu'vne reuocation d'vn legs, elle se pouvoit faire nuda voluntate sine codicillis: quacumque enim voluntas sufficit, pouruen que constet de illa voluntate: la loy y est expresse, qui est la 2. S. vlt. & l. sequenti.ff. de ademption. legat. potuit enim mutare voluntatem.l. fin Cod. de pact. C'est pourquoy telle mutation vaut pour ademption, cim translationem in se contineat toto titulo. de adim. & transferend. legat. l. translatio. ff. eodem tit. translatio eum fit aut de re ad rem, aut de persona ad personam. Suiuant cet Arrest la mesme question en plus forts termes, sut iugéepar l'Arrest donné au rapport de Monsieur Perrot, le treiziéme May mil six cens vingt-deux, entre Anne Piedefer vefue de feu Maistre Ican Huaut sieur du Vair, au nom & commetutrice de lanuier Huaut, legataire de feu Maistre Girard Huaut, luy viuant Noraire & Secretaire du Roy, demanderesse d'vne part, & Louyse Seguier Damoiselle vesue, au nom de Charles Longueil son fils, deffendeur d'autre; par lequel fut iugé que le legs dudir Estat de Notaire & Secretaire du Roy fait par Girard Huaut, au profit dudit Ianuier Huaut son nepueu, par testament en bonne sorme auoit esté reuoqué par vn acte non passé pardeuant Noraires: mais par la tradition seule de sa procuration ad resignandum, mise entre les mains dudit Notaire, & par luy rem-

328 R. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. plie du nom dudit Charles Longueil deffendeur son nepueu au si bien que l'autre, & également aisné du dessunct, cet acte contenant vne translation dudit Estat, in aliam personam, laquelle induit vne tacite renocation du legs fait auparauant, l 5. & 6. translatio. ff.de adimend. & transf. legatis, & cette procuration adresignandum, remplie du nom dudit Longueil, esfant vne vraye donation dudit Estat fait à la personne dudit Charles de Longueil, qui fai& vne tacite reuocation du legs par ceseul acte, l. rem legatam 18 ff. eodem in verbis, si testator rem legatam vinus aly donauerit tacitè renocatur legatum. ins. Curiling a rice Contact que la choile temperature se remoc

The state of the s RAPPORTS.

Que les petits enfans ayans renoncé à l'heredité de leur pere et) mere, venans à la succession de leur ayeul par representation auec leurs oncles, sont tenus rapporter non seulement les dons et aduantages faits à leurs pere et mere, mais aussi les sommes de deniers qui leurs ont esté prestées par leur ayeul, pour estre mis en partage. taley yest expected quiette a Suit Golfestion of touchestics in the control of th

ough telle materian valtering adorantion, e so neasones Explication de l'article en la Coustume d'Amiens pour les rapports. Sulgant cor Arrest angelmo question of plus forts tecinies terror-



Omme en la cause meuë & pendante pardeuant nostre Bailly d'Amiens ou son Lieutenant; en-tre Nicolas Pestel, Raoul Boutillier, & Pestel sa

me, heritieres de Ieanne Cardon vesue de Claude Pestel, demandeurs d'vne part : & Charles Marchands, Marie Boistel sa femme, fille de Robert Boistel & Barbe Pestel, enfans de Claude Pestel, & de Ieanne Cardon desfendeurs d'autre, de la part desdits demandeurs eussent esté desduits plusieurs faits, raisons & moyens tendants & concluants à ce que lesdits Marchands & sa femme fussent condamnez (commie representant Robert Boistel & Barbe Pestel) leur payer la

DE DROICT ET DE COVST. R. 329 somme de quatre cens cinquante-trois escus, reduits suiuant l'Edict, à treize cens cinquante neuf liures : en laquelle somme lesdits Robert Boistel, & Barbe Pestel sa semme estoient solidairement obligez enuers ladite Cardon, pour cause de prest par obligation du septiesme lanuier mil cinq cens nonante vn, ou rapporter ladite somme à la succession de ladite Cardon, ayeule de ladite Boistel, à laquelle elle estoit appellée par la representation de ladite Barbe Pestel sa mere, auec les interests & despens. Et de la part desdits dessendeurs eussent esté alleguez autres faicts, raisons & moyens au contraire: par lesquels, attendu que ladite Boistel avoit renoncé & renonçoit à la succession de ladite Barbe Pestel, & entendoit apprehender la succession de ladite Cardon, son ayeule, de son chef: ils auroient conclu à ce que les dits demandeurs fussent declarez non receuables en leurs conclusions, desquelles lesdits dessendeurs seront absours, auec despens. Tant eust esté procedé, que les dites parties appointées en droid, & à produire, productions faites de part & d'autre, contredits & saluations respectivement sournis. Finalement appointées à ouyr droist, Nostredit Bailly par sa sentence du vingtquatriesme Auril mil six cens quinze, auroit declaré lesdits demandeurs non receuables en leurs demandes, fins & conclusions, dont il les auroit deboutez, sans despens. Eust esté par lesdis Nicolas Pestel, & consorts, appellé à nostre Cour de Parlement, en laquelle parties ouyes, & le procez par escrit conclu & recenpour inger. Sa sup 20153 sh 1000 300 had showed the

Nostredite Courpar son Ingement & Arrest dit, qu'il a esté malingé par nostredit Bailly d'Amiens, ou son Lieutenant, bien appellé par les dits Nicolas Pestel, & consorts, en emendant a condamné & condamne les dits Marchands, & Marie Boistel sa semme, rapporter à la succession de la dite leanne Cardon, ayeule d'icelle Boistel, la somme de treize cens cinquante-neus liures, portée par la dite obligation, pour estre icelle somme mise en partage auec les autres biens de la issez par la dite dessuncte, ou moins prendre en la part & portion hereditaire, à la dite Boistel asserante par representation de la dite Barbe Pestel sa mere: ensemble les interests de la dite somme, à raison du denier vingt, depuis le vinguesme iour de Iuin mis six cens quatorze, sans que la dite Boistel puisse estre tenuë & reputée heritiere de sadite mere, & sans despens, attendu la qualité des parties. Prononcé le qua-

330 R. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. torziesme iour de Ianuier mil six cens dix-sept, donné en la premiere Chambre.

La raison de douter estoit grande, veu que les debtes & obligations du desfunct, sequentur personam heredis. Or lesdits Marchands & Marie Boistel n'estans heritiers de ladite Marie Pestel Jeur mere, y ayant renoncé, il sembloit qu'ils n'estoient tenus, neque actione hereditaria, neque inre collationis de l'obligation de treize cens cinquante-neuf liures, pressée par Jeanne Cardon aveule à ladite Marie Pestel leur mere, cum aris alieni fiat confusio in ipsa hereditate, & le rapport qui doit estre fait entre compartageans, ne regarde que les choses qui ont esté données en auancement d'hoirie, & quasi legitime loco, laquelle doit estre rapportée par celuy qui veut venir à la succession, par representation de la donatrice, veu qu'autrement il en prendroit deux legitimes en vne mesme succession, cum donatio illis sit delibatio hereditatis, il faut la rapporter à la mesme heredité, y venant par representation de celle qui a eu le don: mais le payement d'une debte est onus heredis, & pro herede gestio, lequel ne peut appartenir qu'à celuy quise dit heritier. Toutesfois ces Marchands & Marie Pestel venans à la succession de leanne Cardon leur ayeule, non iure suo, mais par representation de leur mere Marie Pestel, auec leurs oncles maternels les Pestels, demandeurs en ce procez, tout ainsi que si leur mere venoit à cette succession elle seroit tenue rapporter cette somme qui luy auroit esté prestée, & cette debte luy seroit precomptée, n'estant point de celles qui ne sont exemptes da rapport, vi quod studiorum causa, aut alimentorum causa datum est à patre. Aussiles deffendeurs sont tenus la rapporter; estans en sa place, intrantenim in locum eius, par la representation : autrement ce seroit vn aduantage indirect contre la Coustume, fait à leur souche au preiudice des autres, ne pouuant les pere ou mere aduantager leurs enfans l'vn plus que l'autre. lates of item and countries well seeme mile on

for a came of standard less delasses per la licade stance on aroms pronder on the pure of portion heredical conditions of ladice Boilles as ferrance present per perfect on the ladice of the ladice o

-aup of sanomora. Restracted with the algebraic of REIGLE

REIGLE DE CHANCELLERIE DES VINGT IOVRS.

Que la Reigle des vingt iours a lieu en la permutation faite, ab infirmo & resignante, au mespris, & sans auoir sommé le Patron Ecclesiastique, & luy s'en plaignant. estamment & raildoloulous Xxtende, tatre, and ledit do Gony, qui torsestoit est a reintiede malatie, & horses esperan-



OM ME procés fut meu pardeuant nostre Seneschal de Ponthieu, ou son Lieutenant, entre Maistre Louys Beaubos Prestre, demandeur en complainte, pour raison de la Cure de Quen en Marquenterre, & deffendeur d'vne part. Et Maistre Charles Quesdon Prestre, dessendeur, & respectivement de-

mandeur en complainte pour raison de ladite Cure : & Maistre lean Peroult Prestre Archidiacre de Ponthieu, interuenant en ladite cause, & joint auec ledit Quesdon, d'autre. Pour raison de ce que ledit demandeur disoit, que le cinquiesme l'anuier mil six cens vingt-trois Maistre Geofroy de Gouy dernier paissible possesseur de ladite Cure de Quen, auroit traitté auec luy demandeur par permutation de ladite Cure contre la Cure de Villiers, de laquelle il estoit pourueu, & paisible possesseur, auroient lesdites parties respectivement passé procurations ad resignandum, pour cause de permutation, obtenu leurs prouisions par l'Euesque d'Amiens, Collateur ordinaire, & pris possession dés le lendemain sixiesme lanuier: tellement que ladite permutation estant executée, le dessendeur mal à propos auroit pris possession de ladite Cure de Quen, comme pourueu per obitum, dudit de Gouy, qui n'auoit aucun droist au benefice lors de son deceds, auquel temps le benefice estoit remply de la personne dudit demandeur, qui en estoit dessors titulaire & possesseur. Partant concluoit ledit demandeur à ce qu'il sust maintenu & gardé en la possession & jouissance de ladite Cure de Quen en Marquenterre, quec dessenses audit Quesdon de le troubler &

R. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. empescher, & pour l'auoir fait qu'il sust condamné en tous ses despens, dommages & interests, & à fin de recreance pendant le procez. Et que par ledit Quesdon desfendeur, auoit esté dit qu'il auroit estébien & canoniquement pourueu de ladite Cure iour de Ianuier audit an, par le deceds dudit de Quen, le de Gouy dernier titulaire, sur la presentation & nomination de sa personne, qui auoit esté faite audit Euesque d'Amiens, par ledit Peroult, Archidiacre de Ponthieu, Patron Ecclesiastique de ladite Cure, & n'estoit considerable la pretendué prouisson dudit demandeur, pour cause de permutation, comme nulle, precipitamment & frauduleusement obtenuë, faite auec ledit de Gouy, qui lors estoit en extremité de maladie, & hors d'esperance de recouurer fanté, ayant esté faite le cinquiesme I anuier, à trois heures aprecminuist, & la prouisson obtenue le mesme iour dudit Euesque d'Amiens, qui lors estoit à Amiens, distant de seize lieuës du lieu où ledit Gouy estoit malade, & le lendemain matin la possession prise en l'Eglise dudit Quen, enuiron le temps de son deceds, sans qu'il puisse sçauoir au vray si elle auroit esté prise le dit Gouy estant decedé, ou encores viuant, de laquelle precipitation, & de l'estat de la maladie dudit Gouy, resultoit une presomption violente, que le tout anoit esté fait en fraude de la reigle de infirmis resignantibus, vulgairement dite la reigle des vingt iours, & du Patron Ecclesiastique, joint la consideration de l'inégalité & disproportion qui se trouvoit en la valeur des benefices, estant ladite Cure de deux mil liures, ou enuiron, de reuenu annuel, & celle de Villiers de cinq ou six cens liures. Partant concluoit à ce que nonobstant ladite pretenduë permutation & collation faite au demandeur, en consequence d'icelle ledit desfendeur fust maintenu & gardé en la possession & jouissance de ladite Cure de Quen, auec dessenses audit demadeur de le troubler ny empescher, lequel outre seroit condamné en la restitution des fruicts depuis la prise de possession, & és despens, dommages & interests. A quoy par ledit demandeur auoit esté repliqué, qu'en matiere de permutations la nomination & presentation du Patton Ecclesiastique n'estoit necessaire, mais la prouision suffiseit de celuy qui auoit droid de conserer, pour prendre seulement par le pourueu le tiltre du benefice, n'ayant ny fan ny l'autre en ce cas aucune liberté de conferer ou dispoier, mel nement les permutans se trouvans capables, & n'auoit

DE DROICT ET DE COVST. R. le patron Ecclesiastique sujet de se plaindre, duquel la condition estoit differente, & moins sauorable que celle dudit patron lay qui ne pouuoit estre preuenu par le Pape, veu que hors le cas mesme de permutation, toutes prouissons obtenuës en Cour de Rome Spreto patrono Ecclesiastico, estoient bonnes & valables. Soustenoit que ladite permutation ne pouvoit estre arguée de fraude, attendu qu'il n'y auoit eu parenté, alliance, ny familiarité ou frequentation ordinaire entre les permutans: & pour poser vn faict de fraude, il saudroit qu'elle eust esté commise, ou pour contreuenir à la loy, ou pour frustrer quelque personne d'vn droist à luy appartenant. Qu'il y eust eu contravention à la reigle des vingt iours, il ne se pouvoit dire, veu que la dite reigle auoit esté faite en faueur des Ordinaires, pour empescher les preuentions du Pape, à laquelle l'Ordinaire avoir dérogé & tacitement renoncé à son droiet, ayant confere le benefice dans ledit temps; & pour le regard des personnes, il n'auoit esté fait preiudice ny au droist du patron, duquel la presentation n'estoit requise en matiere de permutation, ny du colfateur qui auoit pourueu & consommé son droich: denioit aussi qu'il y eust grande inegalité en la valeur des benefices, soustenant qu'ils estoient à peu prés de mesme reuenu: Partant persistoit en ses conclusions, & soustenoit ledit interuenant non receuable en son interuention, dont il devoit estre debouté auec despens. Et de la part dudir interuenant, estoit dit, qu'en qualité d'Archidiacre de Ponthieu en l'Eglise d'Amiens, il estoit patron de ladite Cure de Quen en Marquenterre, & avoit droi & de choisir, nommer &: presenter audit Euesque d'Amiens vne personne Ecclesiastique capable pour deservir ladite Cure, auquel par luy nommé, ledit Euesque estoit tenu de la conferer, sans qu'il fust en son pouuoir de le refuser, au preiudice duquel droiet & mespris de sa personne, le demandeur n'auroit pû obtenir prouisson dudit Euesque, & sans l'auoir prealablement aduerty, sommé, & interpellé de le nommer & presenter, ne vouloit pas nier qu'en permutations faites de bonne foy & sans fraude, les collations faites par l'Ordinaire, spreto patrono, n'ayent estétollerées pour le peu d'interest que le Patron y auoit : Maissoustenoit que la permittation dont il s'agist, estant saite par dol & fraude pour transferer le benefice d'vn homme mourant à vn amy esseu; & pour en mettre vn autre en sa famille, par contrauention à la reigle des vingt Xx ij

334 R. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. iours establie pour conseruer les droides des Collateurs ordinaires. L'Euesque n'auoit pû admettre la resignation, ny déroger à la reigle à son prejudice, attendu que le droict de pouruoir au benefice vacant ne regardoit pas ledit Euesque seulement, mais directement & principalement le Patron & presentateur, auquel seul appartenoit le choix de la personne, & consequemment l'entiere disposition du benefice, & à l'Euesque la consismation. donc il se pounoit dire en ce cas que le Patron tenoit lieu de Collateur ordinaire, ou auoit part au droi& de conferer, & le principal interest à l'observation de la dite reigle, la quelle ayant esté circonuenue par la fraude des permutans, la prouisson quin'auoit autre fondement que cette fraude, estoit nulle, & vaquoit le benefice per obitum, au moyen de laquelle vacation, le droict de presenter luy estoit ouvert, & n'estoit en ce cas son droice moindre, ou moins fauorable que celuy d'vn Patron lay, n'estant la disference alleguée fondée sur autre raison que sur la dignité & preéminence du Pape, auquel tous les Ecclesiastiques cedent, en sousmettant volontairement tous leurs droiets, lesquels ils maintiennent & conseruent à l'endroit des Collateurs ordinaires. Partant le joignoit ledit interuenant auec ledit deffendeur, & soustenoit la presentation qu'il avoit faite, & collation sur icelle interuenuë, bonne & valable, & demandoit despens. Nonobstant laquelle interuention, auoit ledit demandeur persisté en ses conclusions, par les moyens cy-dessus deduits. Et sur ce tant eust esté procedé pardeuant nostredit Seneschal ou son Lieutenant, que les parties appointées en droict à escrire & produire,& icelles ayans escrit & produit leurs lettres & tiltres, finalement appointées à ouir droict. Ledit Seneschal par sentence du 30. Mars 1623, auroit appointé les parties au principal, & cependant adiugé la recreance audit Beaubos demandeur, despens reseruez. De laquelle sentence eust esté appellé à nostre Cour de Parlement, en laquelle le procez par escrit conclud entre ledit Queldon, appellant d'vne part, & ledit Beaubos intimé d'autre, & receu pour iuger, si bien ou mal auroit esté iugé, les despens respectiuement requis, & l'amende pour nous, joint les griefs, moyens de nullité & production nouvelle dudit appellant, ausquels l'intimé pourroit respondre & bailler contredits. Iceluy procez veu griefs, responces, production nouvelle dudit Beaubos, & requestes employées pour contredits par ledit Quesdon. Arrest

DE DROICT ET DE COVST. R. 1 335 du vingt-quatriesme Ianuier dernier, par lequel Maistre Claude Gault Prestre Chanoine en l'Eglise d'Amiens auroit esté receu partie interuenante audit procez au lieu dudit Peroult. Autre Arrest du cinquiesme Fevrier dernier, par lequel le principal different des parties pendant pardeuant nostredit Seneschal de Ponthieu auroit esté éuoqué, & les parries appointées en droist à escrire par aduertissement, & produire, & à ouir droist, advertissemens desdits Quesdon, Beaubos, & dudit Gault internenant. Requeste employée par ledit Quesdon pour contredits, contre la production dudit Beaubos, auec renonciation d'en fournir contre ledit Gault. Autre Requeste employée pour contredits par ledit Gault, contre la production dudit Beaubos, auec renonciation d'en fournir contre ledit Gault; autre Requeste employée pour contredits par ledit Gault, contre les productions desdits Beaubos & Quesdon. Autre Requeste employée pour contredits par ledit Gault, Beaubos, tant contre la produ-Aion dudit Quesdon que contre celle dudit Gault. Lettres de nous obtenues par ledit Beaubos le quinziesme May dernier, tendantes afin d'articuler de nouveau, & verifier les faicts y contenus, communiquées à partie, & mises au sac de l'Ordonnance de nostredite Cour, auec les dessences dudit Quesdon contre lesdites lettres, & tout diligemment examiné, Nostredite Cour par son Iugement & Arrest, faisant droict tant sur le procez par escrit, que procez éuoqué, sans s'arrester ausdites lettres, a mis & met l'appellation & sentence de laquelle a esté appellé au neant, sans amende, en emendant a maintenu & gardé ledit Quesdon en la possession & jouissance de ladite Cure de Quen en Marquenterre, fruicts & reuenus d'icelle, fait deffenses audit Beaubos de le troubler ou empescher, sans restitution de fruicts iusques au dernier Decembre 1623. dommages & interests, condamné ledit Beaubos aux despens du procez éuoqué enuers ledit Quesdon sans autre despens entre toutes les dites parties, sauf audit Beaubos son recours pour la Cure de Villiers par luy baillée en eschange contre qui, & ainsi qu'il verra bon estre, & defsenses au contraire, la taxe des despens adiugez à nostredite Cour reseruée. L'Arrest est du 7. Iuin 1624.

Cét Arrest donné à mon rapport le en la premiere Chambre, doit estre mis en suite de celuy donné en la mesme Chambre, au rapport de Monsseur Perrot, pro-

336 R. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. noncé le 9. Ianuier 1616. contenant les raisons & moyens contreles refignations pures & simples admises par les Ordinaires, in fraudem des Graduez nommez, in mensibus graduatorum. C'est l'Arrest de la Boissiere, donné consultis classibus, & prononcé en robbes rouges le 14. Aoust 1550, par lequel fut ingé que la reigle des vingt iours n'auoit lieu, in ordinario, in simplice resignatione, comme en la permutation faite, spreto patrone Ecclesiasico, l'on en a douté, d'autant qu'en resignation pure & simple l'Ordinaire, volens admissit in permutatione, volens nolens, il y est contraint, si ce n'est qu'il y ait de la fraude éuidente en la permutation, & que le Patron Ecclefiastique se plaigne, comme en ce faiet, car lors la reigle des vingt iours se doit pratiquer, bien que la permutation eust esté executée de part & d'autre. Toutesfois il se trouve vn Arrest contraire du 12. Iuillet 1578. rapporté par Louet, & numero 52. in lemmate, si la reigle des vingt iours a lieu en la permutation des benefices: mais la difference du present Arrest auec celuy là, est que le Patron Ecclesiastique ne se plaignoit point, on alleguoit seulement son interest, ita vt non conquerendo ius suum remisse videretur: mais icy le Patron Ecclesiastique est interuenant, & le pourueu à sa presentation allegue la reigle des vingt iours, auec la presomption de fraude en la permutation faite par vn malade en l'extremité de mort le mesme jour de la permutation. The state of the desired to the same of

Toutes ces permutations frauduleuses doiuent estre rejettées. & condamnées faites Spreto patrono Ecclesiastico, qui y a autant de droist que le Patron laïque. Car les bons Patrons empescheront icelles permutations, Dolus & siraus absit.

Account of the control of the control of the deficience and the control of the co

REGALE.

Qu'iln'y a point eu d'ouverture à la Regale par la provision de l'Euesque d'Angers, & preconisation en Cour de Rome dudit Euesque à l'Archeuesché de Lyon, mais seulement du iour de la prestation du serment de sidelité pour ledit Archeuesché.

estimates que par la Mayen . IXX . estados estados totales destina

NTRE Maistre Marin Gougeon, Clerc au Diocese du Mans, Escolier estudiant en l'Université de Paris, pourueu d'une Prebende en l'Eglise Collegiale de Sain& Pierre d'Angers par la resignation de dessunct Maistre Geruais Buchau, son on-

cle dernier paissble possesseur de ladite Prebende, demandeur aux fins d'vne commission de la Cour du vingt-septiesme Nouembre mil six cens vingt-sept, d'vne part: & Maistre Vrbain le Frere, soy disant pourueu de ladite Prebende par le deceds dudit deffunct Buchau: & Maistre Jean Baudry, aussi soy disant pourueu en regale de ladite Prebende par la resignation de Maistre François Baudry son frere, desfendeurs d'autre, sans que les qualitez puissent preiudicier aux parties. Germain pour le demandeur, a dit, que Maistre Geruais Buchau son oncle desirant luy laisser le moyen de continuer ses estudes, ausquelles il l'auoit entretenu, passa procuratio le vingt neusielme May mil six cens vingt-six, pour resigner en sa faueur la Prebende contentieuse, de laquelle le vingt-cinquiesme Iuin de la mesme année il obtint provision en Courde Rome, que son resignant estant decedé au mois d'Octobre, par consequent dans les six mois, il n'essima pas d'estre obligé de prendre possession qu'à sa commodité; que pour cet esset au mois de lannier ensuinant s'estant presenté à Maistre Iean de la Barre, Grand Vicaire du sieur Euesque d'Angers pour prendre son Visa, il luy avoit refusé, ce qui l'auroit obligé de s'addresser à l'Archeuesque de Tours, lequel luy auroit fait expedier le sei-PEGME

R. ARRESTS DECISIFS DE QUEST.

ziesme du mesme mois de Ianuier il a pris possession, & lors il recogneut que deux luy contestoient ledit benefice, sçauoir Maistre Vrbain Frere, qui en auoit esté pourueu par mort, comme si le benefice eust vacque par le deceds de Buchau: l'autre estoit vn nommé Saulmureau, qui auoit esté pourueu par le Roy en regale, comme pretendant la regale ouverte par le deffaut d'enregistrement du serment de fidelité du sieur Myron Euesque d'Angers, lors qu'il fut pourueu de l'Euesché par le deceds du sieur de la Varenne Foucquet. A ces deux contendans suruint vn tiers, scauoir Maistre François Baudry Aduocat au Grand Conseil, lequel se fit pouruoir du mesme benefice en regale, estimant que par le moyen de la pretenduë translation dudit sieur Myron en l'Archeuesché de Lyon, l'Euesché d'Angers eust vacqué en France en vn instant. En vertu desdites prouisions du cinquiesme Ianuier ayant pris possession le vingt-sixiesme du mesme mois, colludant auec Maistre Vrbain Frere, il l'auroit fait assigner tout seul à la Cour pour se voir adiuger le benefice comme vacquant en regale, encores qu'il sceust bien que Saulmureau & Frere fussent en procez, & par appointé il a obrenu Arrest, Maistre Vrbain Frere recognoissant bien n'auoir aucun droiet audit benefice, puis qu'il n'auoit point vacqué par mort. Que par le moyen de cet Arrest Maistre François Baudry estoit en possession de la Prebende, & jouissant des fruicts il l'auroit resigné à Maistre Iean Baudry son frere. Ce qui auroit obligé le demandeur, qui auoit les droicts de Saulmureau, d'obtenir Commission de cette Cour, & saire assigner Maistre Iean Baudry : car quant à Maistre Vrbain Frere, il estoit desia assigné, & auoit comparu par Procureur. Qu'il y auoit deux personnes qui contestoient le benefice à sa partie, Maistre Vrbain Frere & Baudry. Quant au premier il recognoissoit si bien n'y auoir aucun droiet, qu'il ne se presentoit point. Et quant au second, que ses pretentions essoient fondées sur ce que le sieur de Marquemont estant decedé à Rome l'Archeuesché de Lyon, duquel il estoit pourueu, auoit vacqué in Curia; & que le Pape par le moyen du Concordat auoit pû y pouruoir, ce qu'il auroit fait des le deuxiesme Decembre mil six cens vingt-six, par la cedule Consistoriale, & par la Bulle de translation qui est du mesme iour, par lesquels actes le Pape auoit délié le sieur Myron de l'obligation qu'il auoit à l'Eglise.

DE DROICT ET DE COVST. R. ii l'Eglise d'Angers, & l'auoit transseré à l'Archeuesché de Lyon. De ce sour deuxiesme Decembre, ledit sieur Myron n'auoit plus esté Euesque d'Angers, le Roy avoit pû nommer à cét Euesché, & par consequent que tous les benefices sujets à la Regale, qui n'estoient remplis de sai & de droi & en vne mesme personne, vacquoient en Regale, & qu'au Roy seul appartenoit à y pouruoir; que la Prebende contentieuse estoit bien remplie de droist de la personne du demandeur, sa prouisson estant du vingt-cinquiesme Ium precedent, mais qu'il n'auoit pas le faict, n'ayant pris possession qu'au mois de Ianuier, huist iours apres les provisions en Regale, & partant qu'il y avoit ouverture. A quoy il respondoit que la translation estant nulle n'avoit pû délier le sieur Myron de l'Euesché d'Angers: & quand elle eust esté valable, que pour auoir l'effet de faire vacquer l'Euesché d'Angers il salloit que la translation eust esté effectuée & parfaite, & non plustost. Que la nullité de la translation paroissoit en ce que l'authorité du Roy auoit esté mesprisée, n'estant point parlé dans la Bulle, ny dans la cedule Consistoriale de la nomination du Roy, ce qui estoit necessaire pour faire qu'elle pust auoir esset en France. Que le Concordat ne pouvoit authoriser cette ysurpation, n'ayant iamais esté entendu d'Eueschez, Archeueschez & Primaties, & principalement quand c'est de ville frontiere, que la proposition contraire essoit trop hardie, trop importante à l'Estat pour estre authorisée dans le Barreau, toute la France avant soustenu le contraire, & ne se pouuant rencontrer d'exemples par lesquels on puisse monstrer que cela ayeiamais esté pratiqué; d'ailleurs que quand le Pape auroit pû sans la nomination du Roy, pouruoir à l'Archeuesché de Lyon, il ne pouvoit pouruoir qu'vne personne agreable au Roy, autrement il seroit à la liberté du Pape d'establir des estrangers, voire des ennemis de l'Estat; puis que la qualité d'Euesque donne l'honneur à celuy qui en est pourueu d'estre Conseiller d'Estat, il faut que ce soit vne personn agreable au Roy qui soit nommé, afin que l'on ne luy donne point de Conseillers contre sa volonté, joint que quand le Pape eust pû pouruoir à l'Archeuesché de Lyon, il ne s'ensuit pas qu'il eust pû ofter au sieur Myron! Euesché d'Angers; peur estre que le service dudit sieur Myron estoit vtile à Angers, l'on n'a pû à Rome luy ofter cet Euesche. Cela dependant nuëment de la volonté du Roy, n'estant point sans

R. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. exemple de voir la Croix jointe à la Crosse; au surplus qu'il n'apparoissoit point que le Roy eust eu la preconisation du sieur Myron Archeuesque de Lyon agreable, que le iour qu'il l'auoit receurau serment de fidelité, qui estoit le deuxiesme Fevrier mil fix cens vingt sept, & ne se iustifie point qu'il aye consenty que · ledit sieur Myron se démist de l'Euesché d'Angers que le neusiesme Fevrier qu'il a baillé sa nomination au sieur de Rueil, à present Euesque d'Angers, si bien qu'à vray dire, c'est de ce iour seu-Iement que la Regale peut estre dite ouverte à Angers, le sieur Myron ayant tousiours esté Euesque d'Angers iusques à ce qu'il s'en soit demis entre les mains du Roy, ce qu'il a fait le hui ctiesme de Fevrier, ou que la translation euft esté esfectuée, ce qui ne pouroit estre qu'en faisant le sermet entre les mains du Roypour la seconde Eglise en laquelle il estoit transseré, en matiere de translation, le consentement du transferé y estant necessairement requis: car puis que les translations d'Euesques estoient autresfois deffenduës, sur peine d'anatheme das la pureté des premiers Chrestiens, l'on pouvoit esperer de la probité du sieur Myron, qu'il refuseroit l'Archeuesche, & se contenteroit d'auoir fait vne tois divorce avec son Eglise, que s'il pouvoit resuser, son consentement y estoit necessaire, & iusques à ce qu'il aye consenty, l'on ne peut dire qu'il aye esté Archeuesque de Lyon : & qu'il n'aye plus esté Euesque d'Angers : car son consentement ne paroist que par le serment de fidelité qu'il a fait au Roy, comme Archeuesque de Lyon, & par la demission qu'il a faite de l'Euesché d'Angers en faueur du sieur de Rueil, lesquels actes ne sont que du mois de Fevrier, auquel temps la Prebende estoit remplie de sai& & de droict, n'y ayant apparence de dire, que le serment de fidelité a vn effet retroactif au jour de la preconisation, d'autant que la Regale n'admet aucune fiction, & en second lieu que l'effet retroactif n'a iamais lieu à l'esgard d'vn tiers : par ces moyens concluoit à ce qu'il fust maintenu & gardé en la possession & jouissance de la Prebende contentieuse auec restitution de fruicts, despens, dommages & interests. De Monthelon pour Baudry, desfendeur, que sa partie est pourueu en Regale de la Chanoinerie contentieuse, & en vertu de commission ayant fait appeller en cette Cour Maistre Vrbain Frere pourueu par mort, qui estoit en possession, apres auoir eu communication de ses tiltres: Frere a consenty que le benefice luy fust adingé:

DE DROICT ET DE COVST. R. de saict il y a Arrest à son profit, par lequel ladite Prebede en l'Eglise d'Angers luy a esté adiugée, & estant sondé en Arrest, soustient le demandeur non receuable en la contestation qui se presente, en laquelle pour establir son droict, il soustient que dés le deuxiesme Decembre mil six cens vingt-six ledit sieur Myron lors Euesque d'Angers, ayant esté pourueu par le Pape de l'Archeuesché de Lyon, qui a vacqué en Cour de Rome par le deceds dudit sieur Cardinal de Marquemont, & par la cedule consistoriale transferé de l'Euesché d'Angers audit Archeuesché de Lyon, que de ce iour l'Euesché d'Angers a vacqué, que le Roy y a pû pouruoir, & n'ayant ledit demandeur pris possession de sa Chanoinerie & Prebende que le seiziesme Ianuier ensuiuant, lors ledit benefice n'estoit remply de saict & de droict, & consequemment a vacqué en Regale, & sa partie en a esté deuement & canoniquement pourueu, n'estant considerable, ce qui a esté allegué par le demaudeur qu'il n'a pû plustost prendre possession, attendu l'accident des maladies contagieuses qui auoient lors couruen ladite ville, pource qu'il n'a pû prendre possession plustost, la procuration ad resignandum n'ayant esté enuoyée qu'au mois de Nouembre apres le deceds dudit Buchau, dont la preuue paroist au bas de la signature par le Missain registrum. C'est pourquoy en consequence de ce que le Roy a eu agreable la nomination dudit sieur Myron, par la lettre qu'il a escrite au Pape au mois d'Octobre mil six cens vingt-six; & par le breuet qu'il a fair expedier, par lequel il a accordé trois mil liures de pension sur l'Archeuesché de Lyon au sieur de Marquemont frere dudit defunct, & que ledit sieur Myron a eu agreable sa transsation; comme appert par la lettre imprimée, escrite par luy au Pape: dés se mois de Nouembre, le deuxiesme Decembre y a eu ouuerture, &c ainsi soustient que la dite Prebende luy doit estre adiugée, suiuant l'Arrest cy deuant obtenu contre celuy pourueu par mort. Talonpour le Procureur General du Roy, dit qu'apres auoir entendu les moyens proposez de part & d'autre, sur le faict de la Regale que l'on pretéd estre ouverte duiour de la translation du sieur de Myron en l'Archeuesché de Lyon, s'il s'agissoit d'vn benefice dependant de l'Archeuesché de Lyon, il n'y auroit point de contestation, estant certain que l'Archeuesché de Lyon vacquoit: mais que le benefice contentieux estant dependant d'Angers, il falloit voir si l'Eucsché d'Angers auoit vacqué, & de quel iours

R. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. car c'estoit de ce temps là seulement que l'on pouvoit dire Regale ouverre, que le devoir de leurs charges les obligeoit à estendre le droict auguste de la Regale le plus loing qu'ils pourroient: mais qu'ils s'empescheroient bien en authorisant vne Regale, faire preiudice aux droicts du Roy és choses qui seroient de plus grande consequence. Que l'on vouloit sonder la Regale, sur ce que le Pape auroit en Consistoire preconisé le sieur Miron Archeuesque de Lyon, le deuxiesme Decembre mil six cens vingtsix, & que l'Archeuesché & Euesché estant incompatibles, l'Euesché ipso facto auoit vacqué, & par consequent tous les benefices sujets à la Regale qui en dependoient, n'estans remplis de faict & de droict en vne mesme personne, le Roy seul en pounoit pouruoir. Mais que cequi s'estoit sait à Romen'auost pû auoir effet en France que du jour que le Roy l'auoit eu agreable. Qu'il vouloit croire que ce qui auoit esté mis en la Bulle de translation procedoit du faict du dataire; & que le Papen'enrendoit point contreuenir au Concordat. Que l'obmission que l'on a fait d'inferer la nomination du Roy, n'estoit point vn adnantage qu'ils voulussent tirer, pour dire qu'ils auroient pû à Rome faire vn Archeuesque de Lyon, vn Primat sans le consentement & sans la nomination du Roy. Toutesfois qu'il failloit prendre garde qu'en iugeant la Regale ouverte à Angers dés le deuxiesme Decembre, il semblast qu'à l'aduenir l'on en peust tirer vne consequence, pour dire que la Bulle de translation ne procedant que du propre mouuement du Pape, ave eu effet en France du jour qu'elle a esté publiée à Rome. Quoy que le Roy ne l'aye point consentie ny approuuée; que pour eux ils auoient tousiours soustenu, que l'on ne pouuoit pouruoir aux Eueschez & Archeueschez aucunes personnes sans la nomination du Roy. Qu'il ne failloit point considerer si le benefice auoit vacqué in Curia, pour ce que le Concordat ne s'est iamais entendu d'Eueschez ny d'Archeueschez, & ne faut point faire distinction d'Archeueschez & d'Eueschez de villes limitrophes; pour ce qu'en quelque façon & en quel lieu qu'arriue la vacquance de quelque Euesché que ce soit, le Pape n'y peut pouruoir sans la nomination du Roy: & quand il l'a voulu entreprendre, il se void dans le Registre de la Cour que celuy nommé par le Roy a esté maintenu quoy que sans Bulle, & celuy pourueu par le Pape n'a point jouy; Cela se voit auoir esté

DE DROICT ET DE COVST. R. pratiqué par autres Arrests donnez à la requeste du Procureur du Roy, & à l'instance du Roy Louys XI. pour l'Euesque de Tournay transferé par le Pape à l'Archeuesché de Reims sans la nomination du Roy, dont y eut appel comme d'abus. Et du temps du Roy Charles VIII. pour l'Euesque de Laon, pourueu aussi par les Bulles de transsation du Pape, & surent telles promotions declarées nulles, & faites au preiudice du droi & de Regale, en l'an 1483. Qu'au surplus l'on ne pouuoit dire que l'Euesché d'Angers eust vacqué, d'autant que le Roy a desiré que le sieur Miron aye esté Euesque d'Angers, iusques à ce qu'il aye nommé le sieur du Breuil à cet Euesché, ce qui est arrivé le 9.Fevrier 1627. Si bien que c'est de ce iour-là seulement que l'on peut dire la Regale ouverte en l'Euesché d'Angers, auquel temps le demandeur auoit le faict & le droict, puis qu'il estoit legitimement pourueu, & qu'il auoit pris possession en personne. C'est pourquoy au particulier de la cause pour l'interest des parties sont contraints d'abandonner le Regaliste, & declarer qu'iln'y a eu aucune ouuerture de Regale en l'Eglise d'Angers, sinon du iour du serment de fidelité presté par le sieur Miron de l'Archeuesché de Lyon, ou du iour de la demission de l'Euesché d'Angers és mains du Roy. Et pour ce qui concerne les droits du dit Seigneur Roy ayant veu la Bulle du Pape enuoyée audit MessireCharles Miron de l'Archeuesché de Lyon sans sa nomination, comme estant contraire à ses droicts, demandent acte de ce qu'ils protestent eux y pouruoir par cy-apres contre icelle, & qu'elle ne luy puisse nuire ny preiudicier: Langlois Huissier rapporte auoir appellé à la Barre de la Cour Maistre Vrbain le Frere & Picart son Procureur; Froger pour Picart dit, que sa partie n'a point de droist au benefice. La Cour dit, qu'il n'y a eu ouuerture de Regale en l'Euesché d'Angers, iusques au jour du serment de fidelité presté au Roy par l'Archeuesque de Lyon pour raisou dudit Archeuesché, a donné & donne deffaut contre Maistre Vrbain le Frere, & adiugeant le profit d'iceluy, a maintenu & gardé, maintient & garde la parrie de Germain en la possession & jouissance de la Chanoinie contentieuse entre les parties, a condamné & condamne lesdits Baudry & le Frere à rendre & restituer les fruicts par chacun d'eux perceus, & ledit Baudry és despens : & faifant droi & fur les conclusions du Procureur General du Roy, lny a donné & donne acte de la protestation par luy faite que la Yy iij

Bulle obtenuë par ledit Archeuesque de Lyon, pour n'auoir esté expediée sur la nomination du Roy, ne puisse nuire ny preiudicier aux droicts dudit Seigneur. Fait en Parlement le sixiesme Iuillet mil six cens vingt-huick

REGALE.

Que l'ouverture de la Regale n'a lieu es benefices resignez in fauorem, encores que la resignation ait esté admise en Cour de Rome, si le resignataire n'a pris possession dans les trois ans, estant lors le benefice remply de droict & de faict, nonobstant la resignation & prife de possession apres ledit temps, & depuis la Regale ouverte.

XXII.

Chambre.



NTRE Maistre Philippes Fremin appellant de la sentence renduë par le Preuost de Paris ou son Lieutenant Ciuil, & encores demandeur en requeste d'vne part: & Maistre Pierre Millard Curé de Sain& Sauueur de Lagny, intimé & deffendeur d'autre, & encore Maistre Sebastien de Sainct

Martin Licentié en Theologie, & Professeur en ladite Faculté au College de Nauarre, demandeur en Requeste par luy presentée à la Cour le vnziesme May mil six cens vingt-huid, afin d'estre receu partie interuenante, & ce faisant maintenu & gardé en la possession & jouissance de la Prebende Canonialle de l'Eglise Cathedrale de Meaux, vacante par le deceds de seu Maistre Philippes Iumeaux dernier titulaire & paisible possesseur d'icelle, auec restitution de fruicts, despens, dommages & interests d'vne part, & ledit Fremin & Millard deffendeurs d'autre part, sans que les qualitez puissent preiudicier. Pour Maistre Philippes Fremin appellant & demandeur en Regale; fut dit qu'il a esté appellé pardeuant le Prenost de Paris, à la Requeste de Maistre Pierre Millard Curé de Sain& Sauueur de Lagny, comme Gradué nommé pour

DE DROICT ET DE COVST. R. viii raison du possessione d'vne Chanoinie & Prebende en l'Eglise Cathedralle de Meaux que l'on pretendoit avoir vacque au mois des Graduez nommez par le deceds de seu Maistre Philippes lumeaux, & ayant esté remonstré pardeuant ledit Preuoît de Paris par ledit demandeur en Regale, qu'il auoit esté pourueu en Regale de ladite Chanoinie, & en possession d'icelle en vertu des prouissons du Roy, & ladite Prebende à luy adiugée par Arrest, & que par ce moyen, attendu la qualité du demandeur & de son titre, ledit Preuost n'en pouvoit cognoistre, & à cét effet demandoit son renuoy en la Cour, nonobstant lequel ledit Preuost l'a debouté du renuoy, & reglé les parties en droist, tant sur la recreance que pleine maintenuë dont il s'estoit porté pour appellant, & concluoit à son appel, à ce qu'il fust dit, que mal, nullement & incompetemment avoit esté iugé, procedé & ordonné, & au principal soustient, qu'il a esté bien & deuëment pourueu en Regale de ladite Chanoinie, comme ayant vacqué par la multiplicité des resignations faites par ledit seu Philippes Iumeaux, au profit de Maistre Pierre Iumeaux, tellement executées, qu'information de vie & mœurs auroit esté faite par l'Official, interrogatoire faite sur la capacité ou incapacité de tenir ladite Chanoinie, afin d'obtenir la signature de Rome en forme gracieuse, laquelle a esté expediée dés l'année mil six cens dix, & depuis ce temps-là Maistre Philippes Iumeaux n'estant plus titulaire d'icelle, l'Euesché de Meaux ayant vacqué en Regale l'an mil six cens vingt-trois, le benefice n'estant remply de fai& & de droid, soustenoit que ladite Chanoinie auoit vacqué en Regale, & outre pour accumuler son droist auoit obtenu autres lettres de provision en Regale, en consequence d'autre resignation faite par ledit Maistre Philippes Iumeaux en l'an mil six cens vingt-quatre audit Maistre Pierre lumeaux son frere, qui estoit tenu prendre possession dans les deux mois apres le deceds dudit Maistre Philippes, du viuant duquel sa partie ayant rendu ladite Chanoinie contentieuse, depuis ledit benefice, luy a esté adjugé par Arrest, en vertu duquel il estoit de present en possession, & en temps que besoin seroit, concluoit comme dessus, à ce que ladite Chanoinie luy fust adiugée comme vacquante en Regale.

De la part de Maistre Pierre Millard, estoit allegué qu'il

IX R. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. estoit Gradué nommé sur l'Euesché de Meaux dés l'an mil cinq cens quatre-vingts huict, & constitué en l'an quatre-vingts neuf & dix, & depuis és années mil six cens vingt trois, vingt cinq & vingt six, partant qu'il estoit dans le temps auquel ledit benefice auoit vacqué, & au principal soustenoit qu'il n'y auoit eu ouuerture à la Regale à cause du deceds du sieur Euesque de Meaux aduenu en l'an mil six cens vingt-trois pour ledit benefice dont est question, d'autant que nonobstant la resignation faite par ledit Maistre Philippes Iumeaux in fauorem, de son frere, n'ayant esté depossedé par sa prise de possession du resignataire, de son viuant a esté conserué en son droict iusques à son deceds, & depuis la Regale fermée ladite Chanoinie auoit vacqué par mort audit mois des Graduez, & estant sa partie Gradué nommé, concluoit à ce qu'il fust maintenu & gardé en la possession & jouissance d'icelle.

Pour la partie de l'interuenant aussi comme Gradué nommé Maistre Sebastien Martin, sut dit qu'il employoit les moyens déduits par l'Aduocat de Maistre Pierre Millard contre le demandeur en Regale, & en consequence soustenoit que le droict luy estoit acquis à l'exclusion dudit Millard comme Gradué, & avoit signissé de temps en temps, estudiant de present au College de Nauarre: que ledit Millard estoit remply, & possedoit plusieurs benefices; joint qu'il n'auoit continue sa nomination, ny fait insinuer icelle, sinon és deux dernieres années, n'auoit pas mesme nommé fon nom & surnom, zinsi qu'il est requis par le Droict des Decretales, & par les Ordonnances, c'est pourquoy il concluois à ce qu'il fust maintenu & garde en ladite Chanoinie, & ledis Millard debouté. Sur lesquels plaidoyers, Monsieur Talon estant interuenu pour le Procureur du Roy, dit que le benefice estoit contesté entre trois personnes, Maistre Sebastien Fremin pretendant estre pourueu en Regale, les deux autres estoient Graduez, Maistre Pierre Millard & Sebastien de Sain& Martin. Et ce qui se presentoit le premier à examiner estoit, s'il y auoit ouuerture en Regale, & cela iugé, ce qui restoit à iuger n'auoit pas grande difficulté en la cause; on pretendoit qu'en consequence d'vne resignation faite par Maistre Philippes Iumeaux de sa Chanoinie in fauorem de son frere, icelle ayant esté admise en Cour de Rome qu'elle avoit vacqué en Regale, encores que le resignataire n'eust pas pris possession

DE DROICT ET DE COVST. R.S. possession d'icel e, & pour establir ce sondement on disoit que toute resignation in fauorem, saisoit des l'heure d'icelle vacquer le benefice, & qu'on en vouloit tenir de mesmes que des resignations pures & simples és mains des Ordinaires, mais tout au contraire les resignations faites en faueur d'vne certaine personne insques à ce qu'il ait pris possession le resignant ne perdoit point le tiltre, & demeuroit toussours en son droiet. Tellement que sans s'arrester à ce qui auoit esté allegué, Maistre Philippes Iumeau estoit demeure titulaire de sa Chanoinie iusques au iour de son deceds: & ne servoit rien d'alleguer que la Regale ne reçoit aucune fiction ny suspension: & que l'Eucsché de Meaux auoit vacqué en Regale en mil six cens vingt-trois: car l'Edict de l'an mil six cens six concernant la paissble possession des benesices pour trois ans, seruoit entierement pour les Graduez: & estoit vne Loy que le Roy y a voulu apporter, de laquelle ne falloit plus douter : partant declaroit conformément à deux. Arrests ey deuant donnez en cas semblable, qu'il n'y auoit lieu en la demande en Regale, estant contraint d'abandonner le Regaliste. Et neantmoins pour le regard de la procedure il ne pouvoit l'approuver, n'ayant den le Prevost de Paris, si tost qu'il a entendu parler de Regale, en prendre aucune cognoissance, & cognoistre du disserend plus auant, sans atrendre la iustification. C'est pourquoy demandoient qu'il sust dit, mal, nullement & incompetemment jugé, procedé & ordonné, & pour le differend qui reste entre les deux Graduez, de verité ledit Millard estoit plus ancien : mais on ne sçauoit d'où il venout : car depuis l'an mil fix cens dix-huict, il ne se trouuoit auoir demandé ny insinué sinon en l'an mil six cens vingt-cinq & mil six cens vingt-six, son Procureur n'auoit nommé son nom ny son surnom, & apres le temps du Caresme: ce qui est requis par le Concordat, & par les Ordonnances. Outre cela qu'il avoit des benefices de valeur plus que suffisans pour le nourrir. Quant à de Sainst Martin, c'estoient ceux de sa qualité, ausquels le benefice deuoit estre adiugé. Il auoit enseigné quelque temps, fait plusieurs labeurs : il estoit Bachelier en Theologie, & encore residoit & enseignoit au College de Nauarre, & s'estoit nommé de temps en temps: & pour ce adheroient auec luy à ce que le benefice luy fust adiugé.

La Cour a mis l'appellation, & ce dont est oit appellé au neant, & sur la demade en Regale, a mis & met les parties hors de Cour. & de procez, en faisant droi & sur l'instance de complainte entre les deux Graduez a maintenu & gardé, maintient & garde Maistre Sebastien de S. Martin en la possession & jouissance de la Chanoinie & Prebende dont est question, sans despens, ny restitution de frui & s. Fait en Parlement le 27. Iuillet 1628.

Cét Arrest est remarquable, qui met la difference entre la resignation pure & simple, & celle qui est faite in fanorem, qui a toûjours cette tacite condition, si le resignataire a pris possession. Non enim videtur amissum quod alteri non est quasitum: comme disent les Iurisconsultes, de re pro derelieto habite. Et bien que l'ancienne Jurisprudence en eust douté, à cause des opinions de Ruseus & de du Moulin, qui ont tenu que le droict de regalene receuant point de fiction ou suspension, auoit lieu aussi bien inresignationibus in fauorem, qu'aux autres resignations pures & simples; toutesfois à cause de l'Edict fait en l'an 1606. par le deffund Roy Henry IV. d'heureuse memoire, qui avoit confirmé le Decret de pacificis possessoribus, mesme pour le droiet de regale, verifié en la Cour, la volonté du Roy estant telle, pour asseurer les benefices, & neles laisser incertains, & que les Arrests qui s'en estoient ensuiuis l'auoient ainsi preiugé, qu'il n'en failloit plus douter, fut rapporté l'Arrest de l'an 1612. sur le plaidoyé de Monsieur Seruin.

THE CONTRACT OF THE PROPERTY O

... The pure the relief of the modern to the relief of the color of th

A THE STATE OF THE PARTY OF THE

SAISIE POUR PLUS QU'IL N'EST DEUB.

Saisie ne laisse d'estre bonne, encores qu'elle soit faite pour plus qu'il n'est deub.

la sentence du Bailly de Clermont en Auuergne, d'v- de Monsieur ne part: & Bernard Paillardon, intimé d'autre, le 11. Bouguier, Iuillet 1621. Fut iugé que la plus-petition en France est tout à fait abolie. Il estoit question d'vne simple saisse faite par vn seigneur, pour vne tenance seodale, & pour einq années escheues, apparoissant par quittances que le saiss n'en deuoie que deux : neant moins n'ayant rien offert, & ayant plaidé contre son seigneur, soustenant que la saisse estoit tortionnaire selon l'vsage receu au pays d'Auuergne, qu'on condamnoit aux dommages & interests: Fut la sentence mise au neant, qui declaroit la dite saisse tortionnaire, & les parties mises hors de Cour & de procez: & sur arresté, apres avoir pris les aduis de toutes les Chambres, que mesmes en matiere de saisse la plus petition n'a lieu en France, & que le saisi pour plus qu'il ne doit, s'il n'offre quelque chose, la saisse ne peut estre declarée tortionnaire; cum st debitor. videl. vnicam. C. de plus petitionib. s'il n'y a article exprés au contraire en la Coustume. La raison de douter est, que la saisie doit estre faite pour chose certaine, & somme liquide, & qu'elle est rigoureuse : tellement que qui saisit pour plus qu'il ne luy

est deub; cum ab executione potius quam ab actione inceperit, & se doit imputer cette faute, mais aussi la faute est au debteur qui

n'a tien offert, & nouissima mora nocet,

NTRE vn nommé Marcde Montagne, appellant de Aurapport

DROICT DE SEPVLCHRE.

Que le droict d'un Sepulchre familier appartient aussi bien à ceux qui sont parens du costé des femmes comme du costé des masses.

II.

Au rapport de Monsieur Huraut, NTRE Roche de la Berardiere, demandeur à ce que dessences sussent faites au dessendeur de le saire enterrer luy & sa famille en vn certain sepulchre destiné à la famille des Berardieres, d'vne part: & Iean Alard descendu d'vne fille des Berardieres

desfendeur, d'autre: sut iugé au rapport de Monsseur Huraut le 14. Septembre 1604. que in familiari sepulchro, id est familia certa constituto (sic enim familiaria dicebantur sepulchra, l. 5. familiaria.ff. de religios. & sumptib. fun.) non solum agnati, sed & cognati, idest, per faminini sexus personas coniuncti & descendentes, ont droi& d'y estre enterrez. Le doute estoit quod familia appellatio communi iure ad agnatos tantum pertineat, nec mulieres familiam habere dicuntur aut retinere: veu qu'au contraire estant mariées elles passent en vne autre famille, unde & soror dicta quasi seorsim nata, cum mulier sit familia sua caput & finis.l. pronuntiatio. S. familia & S. mulier. ff. deverb. signif. Mais par les Nouvelles Constitutions ce droict ancien & cette difference inter agnatos es cognatos, introduit par la loy des douze Tables, ayant esté osté quant au droist de succeder, il sut resolu qu'il y auroit apparence de l'oster aussi quoad ius sepulchri: mesmes que iure veteri quoad ius sepulchri nulla erat differentia, sed liberis suius cumque gradus vel sexus competebat ius sepulchri, licet alij non consentirent, l. familiaria, cum sequentib. ff. de relig. & sumpt fun. Tellement que la sentence du Seneschal de Rion sut confirmée, qui dessendoit audit de la Berardiere de troubler ledit Alard en la possession & droict de sepulchre, appartenant à luy & aux siens en la Chappelle des Berardieres.

i sa

SERVITUDE.

D'une caue dessous une maison acquise par tiltre particulier separément, n'est pas une seruitude pour laquelle il soit besoin de s'opposer au decret de ladite maison.

detail II.

AR Arrest donné au rapport de Monsieur l'Aisné, Au rapport a esté iugé qu'vne caue estant au dessous d'vne mai-l'aisse. son acquise par tiltre particulier, & de laquelle on est en jouissance, n'est pas vne seruitude pour laquelle il soit besoin de s'opposer au decret de la mai-

son, non possidetur iure seruitutis, sed iure proprietatis, comme part & portion separce d'icelle maison, sine qua ades esse intelligantur, composée du sol & de la superficie. l. eum qui ades ff. de vsurpat. & Vsucap. Secus si cette caue n'estoit possedée par tiltre particulier de proprieté. Car en la Coustume de Paris il faudroit s'opposer, comme pour vn droiet de seruitude, à cause de l'article 97 qui dit que qui a le sol a le dessus & le dessous. L'Arrest sur ce interuenu est en la forme qui s'ensuit.

Comme de la sentence donnée par nostre Bailly d'Amiens ou son Lieutenant le 12. Fevrier 1619. entre Gilles Becquerel demandeur, d'vne part: & Claude l'Anglois, & Marie Mallet sa femme, ayans pris le fait & cause de Pierre Becquet deffendeur, d'autre: par laquelle auroit esté ordonné que la cauc dont estoit question demeureroit au demandeur en vertu de son decret, par lequel la maison & le jeu de paume luy estoient adiugez, au dessous, & iusques à l'estendue du tenement à luy adjugée suivant & à droite ligne qu'il en occupe, & les dits deffendeurs condamnez és despens: Eust esté par lesdits l'Anglois & sa femme appellé à nostre Cour de Parlement: en laquelle se procez par escrit conclud & receu pour iuger entre lesdites parties, despens respectiuement requis, & l'amende pour nous, joints les griefs hors le procez, moyens de nullité & production nouvelle desdits appellans, ausquels griefs & moyens de nullité, sedit intimé pourroit respondre & contre la dite production nouelle bailler contredits:

Veu ledit procez, griefs, responses, forclusions de produire de nouvel, requeste du 13. Iuillet presentée par ledit Becquerel, auec les pieces y attachées, jointes audit procez, communiquées à partie pour bailler contredits, forclusion de bailler contredits, & le

tout diligemment examiné.

Nostredite Cour par son Iugement & Arrest a mis & met l'appellation & sentence de laquelle a esté appellé au neant sans amende, & en emendant en vertu de leur contract d'acquisition, par lequel ils auoient acquis ladite caue plus de vingt-cinq ans auparauant le decret fait de ladite maison du maistre & proprietaire d'icelle maison, sans s'estre opposez au decret, maintient les dits l'Anglois & sa semme en la proprieté & possession de ladite caue mentionnée au contract du 7. Mars 1580, sait dessences audit Becquerel de les y troubler & empescher, condamne ledit Becquerel és despens de la cause principale, sans despens de la cause d'appel, la taxe d'iceux à nostredite Cour reservée. Prononcé le 9. Aoust 1619.

SOVFFRANCES POUR MINEURS.

Interpretation de l'article 41. de la Coustume de Paris pour les souffrances baillées aux mineurs.

IV.

Au rapport de Monsieur de Boinville.



NTRE les de Montleheri & le sieur de Leufuille à cause de son sief de Guilleruille: sut iugé au rapport de Monsieur de Boinuille le 17. Mars 1603. suiuant l'opinion de du Moulin sur l'article 41. de la Coustume de Paris, sous le titre des siefs, que le seigneur

est tenu, quand tous les enfans sont mineurs, ausquels appartient le stef relevant de luy, bailler souts ance qui vaut soy tant qu'elle dure, article 41. & ces mots, susques à ce qu'ils ou l'und'eux soiten aage pour prester la soy & hommage, qu'il est tenu luy saire à vingt ans, doiuent estre entendus non taxatione quasi sufficiat unum peruenissed atatem, mais èmin masser d'autant que l'aisné ordinairement en portant la soy acquitte les autres. Mais d'autant que le seigneur le peut resuler, en ce cas il est vray de dire, que la soussirance

DE DROICT ET DE COVST. S. demeurera pour les autres mineurs qui n'ont point porté la foy par leur aisné: tellement que le seigneur ne peut saisir leur part: autrement cet article qui est fait en faueur des mineurs seroit retorqué contre eux par autre interpretation, si le seigneur pouvoit pour la negligence de l'aisne, qui n'auroit pas porté la foy, saisir leur part, & faire les fruicts siens sans leur faute.

STIPVLATION DES DOMMAGES INTERESTS.

Que la stipulation des dommages & interests a un effet retroactif au iour de l'obligation pour le regard de l'hypotheque.



Y-DESSVS a esté rapporté yn Arrest semblable à celuy cy touchant l'hypotheque des dommages & interests stipulez en vne obligation, laquelle remon- pon de Mote au iour de l'obligation principale, sans la restrain- sieur le Roy dre au iour de la sentence par laquelle lesdits inte-

rests ou dommages ont esté adjugez. Pour confirmer dauanta- esté pronongecette maxime, cet Arrest a esté mis sous ce tiltre de stipulation, qui neantmoins idem & simile ius statuit, que le precedent dessus rapen contrast de constitution. Voicy donc la teneur & le contenu porte, dudit Arrest.

Semblable Arrest donné au raple 15. Aoust 1605. & 2 cé en robbes rouges, cy-

Comme de la sentence donnée par nostre Bailly de Blois, ou son Lieutenant, le 14. Ianuier 1609. confirmatiue d'autre sentence donnée par le Bailly de Dunois ou son Lieutenant, le 23. Mars 1608, entre Jeanne Bellefort vesue de seu Pierre Morel, d'vne part : & Iean Michau Esteu à Chasteaudun, Martine de la Porte, vesue de seu Maistre Iean Michau, Iean Broisin le jeune, Pierre de Regin Chanoine de Sainet André dudit Chasteaudun, & Louys de Regin Controolleur des Tailles, heritiers d'André Breton, opposans pour estre mis en ordre sur le prix des heritages vendus par decret, d'autre : par laquelle entre autres choses auroit esté ordonné que ladite Bellefort seroit payée des arrerages à elle deubs de cinquante liures tournois de rente à elle ou ason seu mary constituées par ledit seu lacques

Michau, & Françoile Broudeau sa femme, parcontract du 11. Auril 1596, pour demeurer quitte de la somme de six cens liures contenuë en l'obligation du 19. Novembre 1574. Eust esté de la part de la dite Bellefort appellé à nostre Cour de Parlement : en saquelle parties ouyes en leurs causes d'appel, où le procez par escrit conclud & receu pour ingerentre icelles si bien ou mal auroit este appellé: joint les griefs hors le procez, pretendus moyens de nullité, & production nouvelle de ladite appellante, qu'elle pourroit bailler dans le temps de l'Ordonnance: Ausquels griess & pretendus moyens de nullité, lesdits intimez pourroient respondre, & contre ladite production nouvelle bailler contredits aux despens de ladite appellante: Iceluy procez veu, griefs, responses à iceux, forclusion de produire de nouvel par ladite appellante, & tout diligemment examiné. Nostredite Cour par son lugement & Arrest, a mis & met l'appellation & sentence de laquelle a esté appellé au neant, sans amende & despens de la cause d'appel: & en emendant icelle, a ordonné & ordonne que ladite Bellefort sera payée des arrerages de ladite rente constituée à feu Pierre Morel son mary par ledit feu Jacques Michau: pour le payement desquels l'hypotheque commencera du 19. Nouembre 1574, iour de l'obligation. Et a condamné & condamne lesdits Michau, la Porte; & consorts, és despens de la cause principale, la taxe des despens adiugez à nostre Cour reseruez. Prononcé le 20. Fevrier 1610. Signé Gallard.

Les raisons de cét Arrest sont sondées sur ledit Arrest du 15. Aoust 1605, en vertu de la clause apposée en l'obligation, de payer dans vn certain temps, à peine de tous despens, dommages & interests: Laquelle sait remonter l'hypotheque insques au iour d'icelle, pour les interests mesme stipulez depuis en contract de constitution, ayant en reserve expresse de l'hypotheque premiere par ledit contract, qui n'auroit innoué que la debte personnelle transmise & consondué dans ladite constitution de rente subsequente: non toutessois sans dissiculté; & se trouvent Arrests contraires, sondez sur ce que les interests qui remontent en vertu de ladite clause suivant ledit Arrest de l'an 1605, sont interests qui viennent ofsicio indicis, depuis le iour de la demande qui en a esté faite pardeuant le luge: mais ces interests qui sont demandez en vertu du contract de constitution, semblent estre d'autre nature du tout dissincte & separée, & ne

pouvoir la reservation de l'hypotheque s'addresser à ces interests, qui n'estoient encores deubs, ny stipulez, ny demandez: & partant ne pouvoir remonter plus haut qu'au temps du contract de constitution, en vertu duquel ils sont demandez & deubs; & non pas invim prioris slausula: Et ainsi a esté iugé à la Chambre del'Edict, au rapport de Monsseur Scaron en l'an 1615, au mois d'Aoust, si cen'est qu'il y cust demande d'interests ou sentence auparauant le contract de constitution, pour lesquels on pretendist l'hypotheque.

STIPVLATION DE DENIERS.

Stipulation d'une somme de deniers baillez en mariage pour estre propre à la future espouse, & aux siens, de son estoc es ligne, a tel effet, que non seulement la chose est censée immeuble & propre en droict de succession, mais aussi tellement affectée à la ligne, que le plus proche heritier du deffunct en est exclus par celuy qui est de la ligne, bien que la succession soit escheuë en pays de droict escrit.

VI.



AISTRE Antoine Regnaur, Thresorier à Prononceur Caën, domicilié à Paris, estant lors en la ville tobbes 10ude Lyon, contractamariage auec Antoinette ges sur processe Regnaut. En ce contract de mariage passé en ladite ville de Lyon, intervient Damoiselle leanne Ioincty mere de ladite Antoinette Regnaut, qui s'oblige au contract auec Iean Ba-

ptiste Regnaut frere de ladite Antoinette: Lesquels ensemble en contemplation dudit mariage, & pour l'accomplissement d'iceluy donnent par forme de constitution de dot, la somme de trente mil liures, dont dix mil entreroient en communauté, & les vingt mil restantes seroient employées en heritages, qui sortiroient nature de propre à ladite espouse, & aux siens de son estoc & ligne.

Aaa

Ladite Antoinette Regnaut meurt la premiere, laissant vue fille nommée leanne Regnaut. Le mary survivant convole en secondes nopces, & demande audit lean Baptiste Regnaut son beau-frere ladite somme de vingt mil liures, laquelle ne luy avoit encores esté payée. Accord entre eux, par lequel le-dit lean Baptiste Regnaut, du consentement dudit Antoine Regnaut, retient ladite somme de vingt mil liures entre ses mains, pour estre employée en banque au prosit de ladite leanne mineure: & moyennant ce, demeure quitte de ladite somme, comme ayant esté payée audit Antoine, & depuis baillée en mariage à ladite leanne Regnaut, fille issue du premier mariage, laquelle peu de temps apres decede mineure: Aussi ledit Antoine Regnaut son pere laissant deux enfans de son second list.

Procez s'est meu entre ledit Iean Baptiste Regnaut; & depuis sa vesue nommée Heleine Bartoly ayant repris le procez, comme legataire vniuerselle dudit Baptiste Regnaut son mary, qui demande ladite somme de vingt mil liures, comme heritage procedant de l'estoc & ligne de ladite Antoinette Regnaut sœur dudit Baptiste Regnaut son dessunct matry, au lieu duquel elle estoit: & les ensans du second mariage frere & sœur consanguins de ladite Ieanne Regnaut, de la succession de laquelle il estoit question, qui pretendoient cette somme de vingt mil liures, comme plus proches heritiers, estans lesdites parties de Lyonnois, pays de droist esterit, par la disposition duquel le plus proche heritier en degré emporte toute la succession du dessunct, sans distinguer de quel estoc & ligne les choses estans de la succession procedent.

Les parties ayant esté appointées au Conseil, & le principal évoqué, fourny de leurs plaidoyez & produit, Messieurs de la Grand' Chambre se trouverent partis en opi-

those clinic stroubs I many to

nions.

L'aduis de Monsieur de Monthelon Rapporteur:

Mettre l'appellation & sentence (qui n'estoit qu'vn appointement de reiglement) au neant, & les parties hors de Cour & de procez: & faisant droist sur le principal éuoqué, absoudre les freres de ladite Ieanne Regnaut des sins & conclusions de ladite Helene Bartoly, ausquels ladite somme de vingt mil liures est declarée appartenir, comme plus proches & habiles à succeder à ladite Regnaut.

De Monsieur du Tillet

Compartiteur:
Sur l'appel de la sentence idens, & au principal, declarer ladite Ieanne Bartoly, comme legataire de son mary; bien receuable en ses conclusions: condamner les freres de ladite Ieanne Regnaut dessendeurs, rendre ladite somme de vingt mil liures, comme estant du propre venu en l'estoc d'Antoinette Regnaut, à laquelle ledit Baptiste auroit succea dé.

Les raisons de ceux qui suivirent l'aduis de Monsseur le Rap-

porteur estoient:

Premierement, qu'il falloit considerer que la question estoit sur vn differend en pays de droict escrit, le contract ayant esté passé à Eyon. Or par la disposition du droict escrit, vnius familia una est hereditas; & confusa semel patrimonia unum corpus efficiunt. Quant à la reigle Paterna paternis, materna maternis, tellement receuë en France, qu'elle est entenduë en toutes Coustumes, (encores qu'elle n'y soit nommément comprise) elle ne peut auoir lieu qu'aux pays Coustumiers. Car au pays de droist escrit la reigle est au contraire, Proximus agnatus familiam habeto. Le plus proche en degré emporte la succession, sans considerer de quel estoc & ligne les biens, sont prouenus: & n'y, a qu'vn cas en droict où nous considerons d'où sont venus les biens, qui est entre les enfans vterins, pour estre preferez aux consanguins en biens prouenus de l'estoc maternel, par la loy de emancipatis, vers. exceptis maternis. Cod. de leg. hered. Mais hors ce casnulle distin-Ction de patrimoine, ny de ce qui est paternel ou maternel. Fellement que s'il n'y a point de freres vterins, fratres consanguinei sont admis en ces biens maternels à l'exemple des autres biens: & ne sont exclus par le plus proche parent du costé & ligne maternelle, ne ex diuersitate rerum & personarum incerta maneat disposiio. Doncques Baptiste Regnaut, strere de ladite Antoinette Regnaut ne pouuoit pas exclureles freres consanguins, qui sons

plus proches de ladite dessuré leanne Regnaut, de la succession de laquelle il est question en ladite somme de vingt mil liures, pource qu'elle auoit esté stipulée propre à ladite Antoinette Regnaut, & aux siens de son estoc & ligne: d'autant que cette
constitution n'a lieu en pays de droict escrit. Or il est certain que
le contract de mariage ayant esté passé à Lyon, qui porte cette
stipulation, les contractans s'estans tacitement sous mis à la disposition du droict escrit, sous laquelle ils viuoient, & auoient du
bien où ils pouvoient estre convenus en execution dudit contract, par la loy hares absens, au & dernier avec la loy suivante,
sf. de iudiciis, ladite leanne Regnaut, de la succession de laquelle
est question, ayant tousours demeuré à Lyon, y estant decedée,

on doit suiure cette disposition de droist escrit.

Secundo, Cette somme de vingt mil liures n'ayant esté employée en heritages, ains estant toussours demeurée en nature de deniers qui sont meubles, bien que nous ne sussions en la disposition du droist escrit, & qu'il fallust reigler cette convention & stipulation d'employ, estant apposée audit contract de mariage par la Coustume de Paris, à cause du domicile du mary qui estoit à Paris (à laquelle neantmoins les dits contra dans ne se se roient sous mis que pour le douaire & la communauté: tellement que pour le surplus ils seroient demeurez en la disposition du lieu où ils contractoient, par la loy 2. cum prator.ff. de iudiciis:)toutesfois cetre somme, comme meuble, seroit adjugée aux freres par l'art.340. de la Coustume de Paris, qui veut que les freres & sœurs, supposé qu'ils ne soient que de pere ou de mere, succedent également aux meubles & acquests: & dauantage, encore que cette Somme eust esté employée en heritages, ils fussent demeurez propres à ladite Antoinette Regnaut: neantmoins estant decedée l'ans qu'elle ait esté employée en heritages, & estant demeurée toussours en nature de deniers iusques au deceds de la dite leanne Regnaut, auquel temps faut considerer de quelle nature est la chose: il est certain que cette stipulation de remploy ne peut faire censer cette somme de vingt mil liures, ny immeuble ny propre, Car de dire que pecunia destinata in emptionem praditorum sit immobilis: Bartole, Cyn. Alexander, & autres, ont tenu tout au contraire. Bartole en la Loy Catera. S. sed se parauit. ff. de legat. 1. simplex destinatio non immutat naturam rei, argumento legis Catera, en laquelle, licet res adibus sit destinata, non tamen prohibetur legari, nist DE DROICT ET DE COVST. S. 347 L'adibus iunctassit: voire qu'encores qu'outre la destination & intention on sust venu à quelque acte proche de l'employ, comme d'auoir ensermé vne certaine somme dé deniers dans vn cossire, pour estre employée en heritage, qui est le cas auquel Alexander en son Conseil 96. veut que destinatum habeatur pro sacto: toutessois encores ne seroit-elle estimée immeuble, iusques à ce que reellement elle eust esté employée en heritages, & demeurant toûjours en nature de deniers, tanguam res mobilis capi posset inexecutione rei iudicata, in l. à Diuo Pio. S. vlt. sff. de re iudicata, é ibi interpretes. Ce qui est aussi amplement traitté par Monsieur le Maistre en son Traitté des Criées, chapitre premier.

Tertiò, Que la clause ayant esté vne sois accomplie, elle ne peut pas seruir in insinitum, pour rendre vne somme de deniers meuble de sa nature, affectée perpetuellement aux heritiers du costé & ligne. Il est certainque les biens, comme accessions, sui-uent les qualitez de la personne qui est principale. Mutata persona, mutatur qualitas rei. Cette somme estoit propre à leanne, mais elle l'a pû employer en autre vsage: & de faict le mary (comme le maistre) l'a employée en banque: É sic tousiours demeurée en nature de deniers. Il a donc changé de nature en sa personne. La chose retourne sacilement à la qualité de son origine, comme en l'article 259. de la Coustume de Paris. Douaire d'vne somme de deniers pour vne sois payer, venuë aux enfans comme propre, est reputée puis apres mobiliaire, & pert sa nature de propre & de douaire.

Cette somme de vingt mil liures, stipulée propre par le contract pour en exclure le mary, & pour n'entrer point en la communauté, a eu son effet. Antoine Regnaut mary n'en a point prosité: elle est demeurée tousiours entre les mains de Baptiste Regnaut; & depuis du consentement du mary de ladite Icanne, employée en banque, pour y estre au prosit de ladite Regnaut, en la personne de laquelle ç'a esté comme vn propre conuentionnel. La conuention du propre ayant esté executée & gardée, il ne saut pas dire qu'elle ait vn esset perpetuel: tellement que ladite Ieanne Regnaut ne l'ait pû conuertir en vn autre vsage que d'immeuble: au contraire ayant consenty qu'elle sust mise en banque, la qualité de la chose a esté changée. Car de dire que deniers mis en banque sont reputez immeubles, bien que Balde ait renu cette opinion, in cap. cùm causa extra de sen-

Traitté des Crièes, chapitre premier, preallegué: & pour cette raison que les Mendians, qui ne peuvent posseder immeubles ne bailler argent à rente, ne peuvent aussi mettre leur argent en banque: toutessois Alexandre a soustenu le contraire, & qu'vne somme de deniers, bien qu'elle sust mise en banque auec destination de l'employer vn iour en heritage, n'est partant saite immeuble: Alexander in l. 1. § suit quasitum. ff. ad S. C. Trebell. & l. 2

Dino Pio. S. vltim.ff. de re indicata. Quarto, que la demanderesse, comme legataire dudit Baptiste Regnaut, se trouueroit non receuable & malfondée de son ches à demander ladite somme de vingt mil liures; d'autant que si c'estoit vn propre, comme elle soustient, d'Antoinette Regnaut, & commetel ayant appartenu à Baptiste Regnautson deffunct mary, propre affecté aux heritiers de l'estoc & ligne de ladite Antoinette Regnaut: il est certain qu'elle n'y pouuoit rien pretendres, ains les heritiers abintestat dudit deffunct Baptiste Regnaut, lequel estant mort sans enfans auroit transmis son heredité ab intestat, à ses plus proches, & particulierement ses propres. Or estil que lesdits heritiers qui le pouvoient disputer, s'en estoient defistez & departis: partant ladite vefue non receuable à demander cette somme comme legataire, veu que ledit Baptiste Regnaut son mary l'ayant luy-mesme stipulée par le contract pour estre propre à sa sœur & aux siens, n'auroit pû au preiudice deses heritiers luy leguer, s'estant liéles mains, & interdit l'alienation. Autrement ce seroit admettre en vne mesme chose deux fictions. contraires. Et par ces raisons sembloit l'aduis de Monsieur le Rapporteur plus soustenable.

Au contraire, pour l'opinion de Monsieur le Compartiteur

I'on disoit.

Premierement, pour respondre à la sin de non receuoir, par laquelle l'on vouloit renuoyer ladite Helene Bartoly comme n'ayant aucun droist bon & iuridic deson ches; Que Baptiste Regnaut ayant testé en pays de droist escrit, il ne saut point considerer de quels biens il a disposé, de ses propres ou de ses acquests: ear en ayant esté saisi une sois comme plus proche heritier de ladite Antoinette sa sœur, du coste & ligne de laquelle son propre venoit, & luy ayant succedé; il n'y a nul doute qu'il l'a pûr leguer selon la reigle des douze Tables, Vti qui sque rei sua legassit,

DE DROICT ET DE COVST. S. 349 La ius esto: qui ne reçoit distinction ny restrinction aucune: & pouu ant en pays de droict escrit vn testateur disposer de tout son bien propre ou acquest sans aucune restrinctió, la liberté de tester ayant tousiours esté fauorisée par les Romains; tellement qu'il estoit permis par legs particuliers d'espusser son heredité, iusques à ce que la loy Falcidia sit vne distraction de la quatries me partie

de tous les legs pour demeurer à l'heritier.

Quant à la raison tirée du droi & escrit pour l'ordre des successions, pour donner cette somme aux freres comme plus proches & plus habiles à succeder, n'y ayant qu'vn cas en Droi auquel on considere de quel costé & estoc sont procedez les biens: outre que plusieurs Interpretes, ind.l. de emancipatis, par identité de raisons ont estendu ce cas etiam aux biens paternels, & non seulement entre freres, mais aussi entre les petits-fils: & partant qu'en ce faict nous pourrions aussi estendre la dispositio de droict pour estre ce bien propre des Regnauts affecté à leur estoc & ligne, & ne pouvoir estre emporté par le plus prochain heritier. Toutesfois sans faire cette extension, il faut considerer qu'au faict donc est question, non locus contractus inspici debet, mais le lieu du domicile, auquel ladite Antoinette Regnaut par la condition du mariage deuoit retourner, bien qu'elle fust mariée à Lyon. C'est la disposition de Droist en la Loy exigere dotem.ff. de iudiciis, ayant mesme depuis ledit contract ladite Antoinette Regnaut suiuy ce domicile, estant venu demeurer à Paris, & y estant decedée.

Doncques la Coustume du domicile du mary, qui estoit à Paris, doit estre en ce saist considerée: laquesse veut premierement
que cette stipulation expresse, qu'vne somme de deniers sera employée en heritages, fasse reputer ladite somme immeuble, encores qu'elle n'aitesté employée en l'article 93. de ladite Coustume: & outre elle veut que cét immeuble estant vne sois saist propreconuentionnel des Regnauts, ne puisse aller qu'à l'estoc & ligne dont il est venu: tellement que proximus is intelligitur, qui est
de la ligne, encores qu'il ne soit plus proche du dessun par les
art.326.329. & 330. Aussi que s'estans nommément rapportez à
la Coustume de Paris, tant pour le douaire que pour la communauté, ils ont aussi tacitement entendu s'y sousmettre pour cette stipulation d'employ en heritages: qui sait que cette somme
de vingt mil liures n'entre point en communauté, ains est saist
propre conuentionnel; ayant mesme esté iugéen plus sorts ter-

mes pour vn mary domicilié à Paris contractat mariage à Lyon, qu'il avoit aussi in vim de la Coustume de Paris contracté communauté & douaire, encores qu'il n'en sust rien porté par le contract. Au contraire, si vn mary domicilié à Lyon contractoit mariage à Paris, si la communauté & douaire n'estoit nommément stipulée par le contract, l'on ne devoit estimer y avoir aucune communauté: pour monstrer qu'en ces matieres de mariages le lieu du domicile du mary est tousiours consideré suivant cette

Loy exigere.

Quant à la seconde raison tirée de l'art.340. de la Coustume de Paris, l'art. 93. de la mesme Coustume cy dessus allegué y respondoit suffisamment: d'autant qu'encores que cette somme de vingt mil liures n'eust esté employée en heritages suivant la stipulation; toutes fois par cét article elle est reputée immeuble à cause de la destination, & fai& propre conuentionnel de Regnaut par cette paction: Pour sortir nature de propre à elle & aux siens de son estoc & ligne. Paction apposée ab initio, par ceux qui donnoient ladite somme: pactum in traditione rei sue appositum.l. traditione.ff.de pactis: paction in rem non in personam; qui regarde toute la famille des Regnauts, au nom desquels elle est stipulée: tellement qu'en ce faict mutata persona non mutatar qualitas vei: car cette regle a lieu seulement és choses qui prennent seur qualité de la personne, comme peculium castrense aut non castrense, en vn fils de famille: car cela dépend de sa personne, s'il suit les armes, ou s'il est d'autre condition: tellement que m'tata persona, mutatur qualitas reis voire desinit esse peculium, & la qualité n'est pas seulement changée, mais par la confusion de ce pecule dans la masse des biens la chose ne subsiste plus. d.l.vlt. S. vlt. C. de inofficio so test. Paction apposée en vn contract de mariage, qui a pareille force entre nous qu'au oient les testamens entre les Romains: vi quodeunque nuptialibus tabulis conscriptum fuerit, inconcussum maneat. Paction qui n'estant point contre les bonnes mœurs, opere, & a autant d'effet en pays de droid escrit comme cette reigle Paterna paternis, materna maternis, en pays coustumier: n'estant plus question de conside. rer le droi & escrit, puis que les contractans y ont pourueu, cum provisio hominis tollat provisionem legis.

Et encores que cette somme n'ait esté employée suivant la destination & stipulation, & qu'elle soit demeurée en nature de deniers; cela ne change pas l'estet: Quia destinatio illa facit imDE DROICT ET DE COVST. S.

mobile, tant par la Coustume de Paris, article 93. qui le dit nom-

mément, que mesmes par la disposition du droist escrit.

Et ne fait rien au contraire la loy à Dino Pio. S. vlt. ff. de re iudicata, alleguée, d'autant qu'elle ne parle que in executione rei iudicate. En laquelle on peut prendre aussi bien les immeubles des mineurs, comme les meubles, à cause de l'authorité du Juge qui interuient, par la loy 3. S. sed in possessionem. ff. de rebus corum que sub tut. vel cur. & auquel cas possunt etiam vendi sine decrete, & sans autre cognoissance de cause.

Ne fait aussi rien la loy Catera. S. sed si parauit. ff. de legat. 1. cy dessus alleguée : car on demeure d'accord que simplex destination non immutat naturam rei: & ne peut-on pas dire qu'vne chose seulement destinée pour estre appliquée & attachée à vne maison, ad affigendum adibus quasi mutata S.C. illo comprehendatur quo iunclas adibus legari non poterant: qui desendoit de leguer à part ce qui estoit attaché à vn edifice à ser & à clou, comme nous disons, ita vt destinata adassigendum non habeantur pro affixis. De mesme aussi doit estre entendue la loy 58. S. item Celsus. ff. pro socio, de pecunia destinata societati, non etiam collata in societatem, pource que nudum: propositum in mente retentu nibil operatur: & que par vne contraire volonté cette premiere peut estre esfacée : cum nemo ita legem sibi dicere possit, vi mutare non liceat. Mais quand l'intention de la destination n'est point simple, mais qu'elle a esté deduite & expliquée par contract, & qu'on s'est lié & obligé à l'effect d'icelle, & hypothequé tous ses biens, alors mutatur qualitas rei, par cette pactió & traditió, & de meuble qu'elle estoit, elle est faite immeuble par la volonté expresse de celuy qui l'a baillée & donnée à cette charge. Cela est prouué par la loy Quidergo: §. vsuras rei.ff. de contraria act.tutela: vbi si debitor sit pupillus tutoris sui, tamen tutor sibi ipsi soluere non potest de pecunia reposita in emptionem pradioră sine: authoritate pratoris, sed potest postulare à pratore, vt promatur. Car outre la destination du pere, elle a esté mise das le cossre à cet esse est: Et sic non fuit nuda & simplex destinatio: & de mesme en la loy Si chorus, au S.I. ff. de legatis 3. que mobilia mea do lego: la loy dic, non cotineri nummos in arca repositos vt mutui darentur: multo minds des deniers deposez ou stipulez pour estre employez en heritages. Doctores in d.l. 58 5 vlt. ff. prosocio. La stipulation auec la traditions change leur nature mobiliaire. Il y a vne loy fort expresse de ce, blex Iulia. ff. defundo dotali: vbi fundus destinatus doti, & per stipsola-Rbb

tionem sponso ante contractum matrimonij datus, sit notalis, nec alienari potest, à cause de la destination & tradition faite en mesme temps. Cela se peut pronuer encores par cét argument à contrario, qui est

bon en droict. l. fin. S. vlt. ff de legat. 3.

Tout ainsi qu'vn immeuble appartenant au mineur, par la disposition expresse de son pere, peut sortir nature de meuble sort vendi possit sine decreto. l. i. §. si defunctus. sf. de rebus eorum qui sub tutel. comme estant vne loy que luy a donnée le pere par son testament & derniere volonté, & non pas vne simple destination. Aussi à contrario, vne chose de sey meuble doit sortir nature d'immeuble, quand l'intention de celuy qui l'a voulu, ne se peut plus reuoquer, non plus que celle d'vn dessunt paruenuë au mineur, qui re aliter vti non potest qu'un in vsum destinatum. Monsieur le

Maistre au lieu sus-allegué.

Mais on dit par troissesme raison: Il suffit que certe clause ait estévne fois accomplie; premierement en la personne de la mere quin'en a point profité; secondement en la personne de leanne Regnaut à laquelle cette somme de vingt mil liures a esté bailkée, comme son bien propre. Dos proprium patrimonium vxoris. A cela il est aisé de respondre, que cette clause en ces mots, Qui sortiront nature de propre à elle & aux siens de son estoc & ligne, monstre qu'elle est perpetuelle in rem pour tous ceux de la ligne. Elle ne regarde pas vne certaine personne; totam familiam des Regnauts respicit. Quant à leanne Regnaut, comme son mary ne l'a pu adapter à son profit, aussi n'a-elle pû changer cét effet d'employ en heritages, ay ant esté toûjours mineure, & morte mineure. Non potuit aliter vii ea re quam in vsum destinatum. C'est le cas auquel l'argent demeure tousiours immeuble. Maistre Gilles le Maistre d.loco. Joint que ces mots, & de son estor & ligne, ne doiuent estre superflus & inutils; maxime en vn contract de mariage, wbi verba, quemadmodum in testamentis, itaintelligi debent, vt aliquid operentur. Laloy est belle, 32.6.1. ff. de legat. 3. En cette disposition, Ad liberos meos aut ad eum qui viuet pertineat; ces derniers mots, aut ad eum qui viuet, font que l'vlufruist est deub soli superstiti, & que les enfans d'vn frere deffunct, petit-fils du testateur, ne sont admis par representation auec leur oncle, à celle fin que ces mots operent quelque chose. Aussi ces mots d'estoc & de ligne, sont les mots qui ont fait la decission de l'Arrest portant en soy explicitement la succession des collateurs, autrement il estoit stipulé seulement

DE DROICT ET DE COVST. S. pour estre propre ancien, ou pour sortir nature d'heritage ancien, cela ne feroit pas la somme de deniers propre successif pour aller aux collateraux heritiers des propres, à l'exclusion du pere succedant à sa fille, & la rendroit immeuble fretif, ad exclusionem, du mary seulement pour n'entrer en la communauté. Arrest du 18. Iuin 1622 au rapport de Monsseur Boullenger, entre Iean Bellanger pere demandeur, contre Simon Mandroux & Ican Gautier ses gendres, pour la succession de Bonne Bellanger sa sille, en la somme de sept mil liures stipulée par cotract de mariage, pour estre employée en acquest, qui seroit heritage ancien de ladite suture espouse; la cause sut sort agitée: mais ces mots de propre ancien ne comprennent la succession collaterale; si ces mots ne sont adjoustez de l'estoc & ligne. Tellement que le pere fut admis à la succession de cette somme de sept mil liures, nonobstant la stipulation de propre ancien, doinent estre interpretez auoir force pour rendre cét immeuble propre affecté à toute la ligne des Regnauts, afin qu'ils operent quelque chose, & non seulement en la personne de sadite Antoinette Regnaut, & de sa fille Jeanne: Veuque ce mot d'effor, qui signifie souche, ligne, ne peut estre entendu deladite Regnaut & de sa fille, cum sui non faciant stipitem, mais proprement des collateraux, tel qu'estoit Baptiste Regnaut.

Que cela suffisoit pour respondre à toutes les raisons alleguées

par Monsieur le Rapporteur.

Mais quand tout cela cesseroit, que les termes de ce contract estoient si clairs, l'intention des contractans si expresse; qu'il sembloit n'y auoir lieu de douter, ayant pû mesmes déroger au droist escrit pour ce regard. l. contractus, in verbis, nisi aliter convenerit.ff.dereg. iuris. Carquant à ce que quelques-vns de Messieurs avoient allegué que cette paction estoit contra ius publicum; l'ordre des successions estably par la loy des douze Tables, vt proximus gradu du desfunct, familiam vel hereditatem eins habeat : Que cela receuoit response, en ce que l'on peut déroger mesme au droiet public, quatenus ad prinatos pertinet. Ce n'est pas comme si vn pere voulant auoir vn estranger pour heritier; paciscatur ne sibi filius ab intestato succedat, testamento non facto: car le droi & de la legitime, & directe succession ne peut estre interuerty, estant fondé sur le droit de sang & de nature, lequel ne peut estre changé par aucun droiet. l. iura sanguinis. ff. de reg. iuris. Mais iln'est ainsi des successions collaterales, desquelles

chacun peut disposer: maxime quand la faueur coniure, ne quid ex familia exeat, que ce qui est venu d'vn estoc, demeure perpetuellement à ceux de la ligne. Cujac. ad l. ius publicum ff. de

pactis.

Doncques cette clause si expressen'estant contre les bonnes mœurs, contre le droict public des legitimes successions, elle doit operer autant en pays de droict escrit par la conuention des parties, comme en pays coustumier, la regle cy-dessus alleguée, vet proximus intelligatur, celuy qui est de l'estoc, encores qu'il ne soit plus proche heritier du dessunct.

Partant Baptiste Regnaut ayant esté le plus proche de l'estocdes Regnauts pour succeder à cette somme de vingt mil liures, en ayant esté saisi, l'ayant pû leguer; que sa vesue estoit bien receuable à la demander aux freres de la dessuncte, encores qu'ils

fussent plus proches en degré d'icelle.

Par ces raisons l'aduis du Compartiteur l'emporta: & sut l'Arrest prononcé en robbes rouges par Monsseur le President de Harlay, lors Premier President, à la prononciation de Noël, le Vendredy vingt-deuxiesme Decembre mil six cens, & sut enjoint aux Aduocats de suiure ledit Arrest, tant en leurs consultations que plaidoyries.

Fut aussi iugé par cét Arrest qu'vne somme de deniers, bien qu'elle soit demeurée tousiours en sa nature sans estre employée, toutes sois par cette clause est reputée immeuble pour estre cen-

ar and the of the plant of the plant of the policy of the property of the prop

Emportant and provided to a Societa and The Little and

sée propre particulier de l'estoc & ligne.

SVBTITVTION DE MINEVR.

Le mineur Substitué peut rentrer dans les choses substituées et) alienées à son presudice : & le deffaut d'insinuation ne luy peut nuire, etiam quoad tertium possessorem, quand tel heritier institué qui a vendu estoit son tuteur.

NTRE Marc du Palais demandeur en reivindica- Au rapport tion des biens à luy substituez & vendus par son tu- de Monsseur teur, & appellant de la sentence du Bailly de Fo-Bouguier, rests, d'vne part : & Marguerite du Bost dessende-

a man maki Phaka

resse, ayant acquis lesdits biens d'vn nommé Viouzattuteur, & intimée d'autre: Fut iugéle 3. Aoust 1602. que nonobstant le dessaut de publication & insinuation, le mineur substitué peut éuincer la chose substituée, des mains d'un tel acquereur ou creancier. Cét Arrest sembleroit estrange par les raisons contraires, qui sont que les mineurs ne sont releuez du deffaut d'insinuation quand cela tourne au preiudice d'vn tiers, veu qu'ils font renus aux Ordonnances generales: statuta generalia ligant etiam minores. Or que l'Ordonnance de Moulins faite en l'an 1596. art. 57. ordonnoit, que tous testamens portans substitution seroient leus & publiez, & mesmes insinuez és Greffes Royaux plus prochains des lieux de leurs demeurances, & ce dans six mois: autrement seront nuls, & n'auront aucun effet. Et bien que par plusieurs Arrests les mineurs ayent esté releuez du dessaut d'insinuation, mesmes que par Arrest donné à l'Audiance le 13. Aoust 1548, produit audit procez, & cy-apres transcrit: Entre Catherine de S. Maure, & Messire Guy Oder de Lane Cheualier sieur de la Rochealais, & consorts, & Leon de S. Maure Escuyer sieur de Montauzier, il ait esté solemnellement jugé, que le desfaut de publication & infinuation d'vn testament portant substitution suiuant ledit article de l'Ordonnance de Moulins, ne rendoit nulle ladite substitution en la personne d'vn mineur substitué pour aduantager ses Bbb iij

S. ARRESTS DECISIFS DE QVEST. autres coheritiers qui sont garands du dol & de la faute de l'heritier institué: toutes sois il sembloit que cet Arrest & sa decision ne se doit estendre contre vn tiers acquereur ou creancier, lequel n'estoit aucunemet tenu du dol de l'institué, & qui de bonne soy a acquis ou pris en payement, ou assis hypotheque sur vn bien qu'il ignoroit estre substitué: & ce par les mots de l'Ordonnance qui les rend nulles & de nul effet faute d'infinuation, lesquels n'auroient aucun effet si l'Arrest s'estendoit mesmes au tiers possesseur : d'autant que les substitutions estans ordinairement conceuës en la personne des mineurs, cum etiam nondum nati & concepti ad substitutionem plerumque vocentur, & non point des majeurs, estans lesdits mineurs releuez de ce desfaut, iamais la nullité portée par l'Ordonnance n'auroit lieu: estant bien raisonnable que le dol de l'heritier institué ne profite pas à luy mesme ou bien à ses ensans, qui par le moyen de ce qu'il cacheroit la substitution, & ne la feroit insinuer dans le temps, la rendant nulle rendroit ses enfans heritiers de ladite succession auec le substitué: mais la chose substituée estant vendue & passée en main tierce d'un quia acquis de bonne foy, & ignoré la substitution, long-temps apres la veut énincer & renoquer d'entre ses mains : que cela sembloit iniuste & contre l'Ordonnance, cum medio temporis ius sit que situm à vne tierce personne, qui n'a participé aucunement auec le dol de l'institué. Et de fait, apres auoir pris l'aduis de toutes les Chambres, se trouua la question avoir esté iugée en la quatriesme Chambre des Enquestes, au rapport de Monsieur de Longueil: par lequel le mineur auroit esté debouté de pouvoir rentrer dans les choses substituées correvn tiers possesseur, par le moyen du deffaut d'infinuation, & de la publication du testament suiuant l'Ordonnance, sauf à luy son recours contre son tuteur qui estoit soluable: veu qu'en ce cas minor certat de lucro captando, & le tiers possesseur de damno vitando, & que par l'opinion de Bartole, in t. Titio centum ff. de sondit. & demonst. minori succurritur contra statutum quando pænam infert de suo, sed non vt lucrum captet. Et à ce propos est notable l'Arrest de Chaucy pour determiner & resoudre cette question, donné au profit de Hierosme Viouzat creancier, contre Dauid & Iudith de Chaucy opposans afin de distraire la terre de Prénoy, & demandeurs en lettres pour estre releuez du deffaut d'infinuation du contract de mariage, portant donation de ladite terre de Prenoy sous pretexte de minorité:

DE DROICT ET DE COVST. S. par lequel lesdits mineurs surent deboutez de leur opposition, sauf à eux leur recours contre leur tuteur qui estoit soluable. C'est ce qui semble du tout contraire à cét Arrest donné à mon rapport: mais en ce procez Viouzat tuteur, qui auoit vendu le bien substitué & appartenant à Marc Palais son cousin estoit solnable: tontesfois au faict particulier, ledit Viouzat ayant estétuteur dudit Marc, & ayant vendu le bien substitué qu'il avoit luymesme acquis par decret estant tuteur, n'ayant la deffenderesse pû ignorer que ce ne fust le bien du mineur qu'elle acheptoit, veu que ledit Marc Palais substitué estoit tousiours heritier ab intestat de celuy qui auoit testé: & que le tuteur vendant le bien de son mineur qu'il s'estoit luy-mesme par dol & fraude fait adjuger, auoit transmis le vice adherant en la chose, etiam in tertiam manum: Fut iugé par ces raisons, qui furent deduites plus amplement, que le mineur nonobstant le desfaut d'infinuation pouuoit rentrer dans la chose substituée, mesme contre le tiers possesseur, qui succedoit au vice de son autheur, qui furtum commiserat en l'acquerant luy-mesine, & faisant adjuger le bien de son mineur contre la foy de la substitution & sa qualité de tuteur qui l'empeschoit ne author sibi esset in rem suam. Rem autem furtua aterna authoritas esto; & restitutio minori competit in rem, sauf à ladite dessenderesse son recours contre ledit Viouzat tuteur.

SVBSTITVTION NON INSINVEE.

Que la Substitution est bonne & valable nonobstant le deffaut d'insinuation.

VIII.

NTRE Catherine de Saincte Maure Damoiselle, Arrest d'Au& Messire Guy Odet de Lane Cheualier sieur de dience,
la Rochealais, curateur de Guy & François de
Saincte Maure, enfans mineurs de dessur Messire
re François de Saincte Maure Cheualier sieur de
Montauzier, appellans d'un appointement donné par le Semeschal d'Angoulmois, ou son Lieutenant, le dernier Ianuier

S. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. & demandeurs à l'entherinement de la requeste d'éuocation presentéele 22. May ensuiuant, d'vne part : & Leon de Sain&te Maure Escuyer sieur de Montauzier, leur frere aisné, intimé, desfendeur d'autre: Bouthillier pour le fieur de la Rochealais a dir, que son appel est de ce qu'au lieu de juger sur le champ les conclusions que l'intimé auoit prises pour se faire adjuger les acquests que feu Messire Guy de Sain & Maure Cheualier sieur de Montauzier, ayeul des parties, avoit donnez à feu Messire François de Saincte Maure son fils aisné, & leur pere, comme substitué en faueur de l'intimé fils aisné, & de tous les aisnez de la maison de Montauzier, il a ordonné que les parties escriroient & produiroient pour faire vn procez par eferit sur vne simple dissi, culté, si la substitution estoit bonne, attendu qu'elle n'auoit point esté publiée: aussi l'intimé ayant recogneu que l'appointement à escrire n'estoit pas raisonnable, & sur la requeste que l'appellant a presentée, il a consenty l'éuocation du principal: lequel, sous correction de la Cour, ne peut estre iugé pour luy, d'autant que l'appellant a deux Ordonnances: L'vne de l'an cinq cens cinquante trois, & l'autre faite sur les cahiers des Estats assemblez en la ville d'Orleans: par lesquelles toutes les substitutions sont declarées nulles, & de nul esfer, à faute de publication. Les parties sont d'accord que seu Messire Guy de Sain de Maure, lequel a fait la substitution, est decedéen l'an 1569, que son testament a commencé d'auoir sa force par le moyen de son deceds: & consequemment que pour la validité de la substitution escrite en iceluy, il deuoit estre publié. Il s'ensuit donc qu'à desfaut de publication il doit estre declaré nul, suiuant ces deux Ordonnances. Tout ce que l'intimé apporte au contraire, est que seu François pere des parties estant donataire des acquests contentieux auec la charge de la substitution, & ne l'ayant fait publier, la faute n'en doit estre imputée à l'intimé, lequel lors du deceds de Guy son ayeul n'estoit pas encores né: & encores aujourd'huy estant mineur ne pouuoit demander sa publication. Mais à cela il y a response pertinente, qu'il est heritier de François, & consequemment que s'il y a eu quelque faute de sa part, il se la doit imputer. Que d'ailleurs les Ordonnances sont generales, sans aucune limitation : & que si telle excuse estoit receuë pour valider les substitutions non publiées, elles demeureroient sans effet: d'autant que tous les substituez ne faudroient iamais d'alleguer

DE DROICT ET DE COVST. S. le desfaut de leurs predecesseurs : lequel auroit , peut - estre, quelque apparence, s'ils n'en estoient point herniers. Mais le contraire estant au faiet particulier de cette cause, l'apppellant soustient qu'elle est claire pour ses mineurs. Et partant il conclud à ce que, s'il plaist à la Cour, il soit dit qu'il a esté maliugé, qu'en emendant le iugement & en euoquant le principal, il soit enuoyé relaxé & absous des fins & conclusions que l'intimé a prises. Pour raison des acquests pretendus substituez, qu'il soit dit qu'ils seront partagez tout ainsi que les autres biens, suiuant la Coustume, & que l'intimé soit condamné d'en rendre & restituer les fruicts, & aux despens, tant de la cause principale que d'appel.

Buisson pour l'intimé, & deffendeur en requeste d'euocation du principal, a dit que seu Messire Guy de Sain & Maure preuoyant que la maison de Nesle, de laquelle il estoit puisné, estoit sur le poin & de tomber en que nouille, & que luy & ses enfans seroient successeurs du nom & des armes, & de la dignité de la famille, & non pas des Marquisat de Nesse & Comté de Ioigny, & autres terres qui estoient instrumens de vertu en cette maison qui s'en alloient aux plus proches, encores qu'ils fussent descendus des filles: & considerant d'ailleurs que ses biens pour la pluspartestoient situez au pays d'Angoulmois, où les aisnez estoient fort peu aduantagez: pour donner plus de moyen aux aisnez qui descendroient de luy & des siens, de maintenir la grandeur & splendeur de sa maison, il sit son testament en l'an 15,8 par lequel il vnit & incorpora perpetuellemet tous ses acquests & conquests par luy faits au droict d'aisnesse & de primogeniture, & voulut qu'ils appartinssent à l'aisné masse de sa maison, graduellement & perpetuellement d'aisné en aisné, auec prohibition de les aliener: & mourut en cette volonté en l'an 1569. laissant feu Me sire François de Sain & Maure son fils vnique & seul heritier à l'exelusió de ses deux sœurs qui auroient esté dotées & mariées par le pere & mere, & auroient renoncé à leur succession de leur viu ant. Et comme le temps & la calamité des troubles ont rauagé & enseuely la pluspart de ce qui s'est fait & passé de ce temps-là, il ne se trouve point que ledit seu Messire François de Saincle Maure ait fait publier ce testament contenant la substitution cydessus, ny iceluy enregistrer au Greffe, comme il estoit requis par deux Ordonnances, l'vne de l'an 1553. l'autre faite en la ville

S. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. d'Orleans à la postulation des Estats : comme aussi estant seul & vnique heritier, il estima qu'il n'en estoit point de besoin. Car omni casu, il estoit seigneur de ces acquests, & n'y a iamais esté troublé. Apres son deceds ayant delaissé plusieurs enfans, l'aisné estant mineur, & ayant toutesfois dispense & benefice d'aage, se voyant troublé en la jouissance de ces acquests & conquests, fait appeller le sieur Rochealais, curateur de ses freres & sœurs, pardeuant le luge ordinaire, qui est le Seneschal d'Angoulmois, ou son Lieutenant, pour voir dire que comme estant la dite substitution faite desdits acquests & conquests ouverte à son profit, ledit de la Roche audit nom sera condamné à l'en laisser & souffrir jouir, comme à luy appartenant pour le tout, auec restitution de fruiets depuis le deceds dudit seu Messire François de Sainete

Maure son pere.

Sur cette de mande apres plusieurs poursuittes internient sencence, par laquelle au principal les parties sont reglées, & cependant ordonné que l'aisné jouyra par prouision desdits acquests: dont ledit de la Roche appelle, & a baillé sa requeste pour l'euocation du principal, soustenant qu'il se peut iuger sur le champ par le texte des deux Ordonnances cy-dessus. La derniere desquelles contient clause irritante des substitutions non publiées,& les declare nulles & de nul effet & valeur, sie vt tamen sunt leges non cum conduntur, sed cum observantur. La raison & l'équité ont tousiours eu tant d'authorité, & tenu si grandlieu en cette Cour sonueraine, qu'elle a emporté le prix par dessus toutes choses. Et comme la loy ne s'estendiamais aux choses impossibles par l'ordre de la nature : La Cour par ses Airests a iugéque cette Ordonnance ne pouvoit avoir lieu pour les mineurs, & encores moins pour ceux qui nondum nati sunt eo tempore quo fieri debet publicatio testaments. Voire il se peut dire, & est vray, qu'encores que l'Ordonnance de l'an 1553, eut esté sagement conceuë en termes clairs & intelligibles, qu'à faute de publication & infinuation la substitution n'estoit pas nulle, mais l'heritier institué estoit tenu des dommages & interests: qui est toute la peine qui s'y est pû apporter: siest-ce que l'ysage auroit monstré que l'execution de cette Ordonnance estoit quasi impossible, en sorte que & per non vsum & contrarium vsum obsoleuerat. Estant tout notoire qu'elle n'estoit pas gardée: & bien que pour la derniere Ordonnance on y ait adjousté la clause, Sur peine de nullité; si est-ce que l'viage

DE DROICT ET DE COVST. S. en a esté encores moins receu; comme n'estant pas en la puissance de la loy, d'obliger les hommes à chose impossible, & de faire porter la peine du coupable à l'innocent, & faire que les testamens & ordonnances de derniere volonté, qui ont force & authorité de loy, n'auront aucun effet, sinon autant que l'heritier le voudra: C'est à dire, qu'encores que l'heritier institué soit greué de rendre les biens par substitution graduelle à ses enfans, ou aux enfans de ses enfans, s'il ne luy plaist de faire publier ce testament en jugement dedans six mois, libere habebit: & cette substitution n'aura point de lieu. Qui seroit en effet priuer & oster du tout l'vsage des substitutions, (qui a esté inuenté & introduit auec tant de soin, & qui est si necessaire pour la conservation des maisons) hors du commerce des hommes, & les bannir & exiler du cout de ce Royaume : Estant certain que l'heritier institué sub onere restitutionis & sideicommissi, sera toussours bien ayse de se liberer de cette charge, & vt libere habeat, de ne point faire publier le testament: & en ce faisant il receura profit de son dol & de sa demeure, & fera preiudice au substitué qui ne sçait rien du testament, & qui peut-estre, n'estoit pas nay lors du deceds du testateur. Ce que le Iurisconsulte Caius a trouué inique & ridicule in l. facta. S. si quis bonorum. ff. ad Trebell. si quis bonorum possessoris fidei commiserit de hereditate restituenda, & sic passus suerit diem bonorum possessionis agnoscenda transire, aut per hoc tempus quo is cui restitui debebit hereditus aliqua ex causa, non potuit adire Pratorem & possulare ve petita bonorum possessionis admittenda exhibendi sideicommisi gratia. Et en ce lieu là Bartole met cette question en propres termes sur vn pareil Statut qui estoit à Peruse; & resoult que le dessaut de publication du testament ne peut nuire aux substituez ou legaraires: Comme aussi Balde decide le semblable en proprestermes inl. 2. Cod. quib. res iud. noceat neone. Et les autres Docteurs, inl. 1. C. de fid. inl. si legatarius. C. de legatis. Si legatarius celauerit testamentum, non nocet heredi instituto, vel substituto; aut è contra si heres institutsus testamentum, non nocet legatario. Idem dicendum de his qui sibi adscribunt, sibi ipsis tantum nocent: Nam alteri per alterum iniqua conditio adferri non potest, veluti si plures unam & eandam conditionem ndimplere iusti sint, & guidam parnerint; alij non, mora eorum qui non? paruerunt, non nocet parentibus. l. si plures. C. de condit instit. & l. si ita fuerit.ff. de manumiss. test, quamuis conditiones adjecte sint individue. Le de cela resulte, que si l'heritier institué, qui est tenu par l'Or-Ccc ii

S. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. donnance de faire publier le testament contenant substitution. est negligent & en demeure de satisfaire; sa demeure & negligence, vel nonnunquam etiam dolus illius substitutio nocere non debet. maxime non nato, vthic. Car quelle apparece y auroit-il que le defaut de publication du testament dudit seu Messire Guy de Sain-Ste Maure, qui a deu estre fait six mois apres son deceds peût saire preiudice audit intiméqui n'estoit pas nay? voire son pere n'a esté que plus de cinq ou six ans apres : & vt impossibiles conditiones pro non scriptis habentur, le precepte de l'Ordonnance n'a pas plus de force que pourroit auoir celuy du testateur quand il auroit substitué l'intime sub conditione, s'il faisoit publier son testament dedans les six mois apres son deceds : cette condition comme impossible seroit rejettée, & nonobstant icelle la substitution ne laisseroit pas d'estre declarée ouverte au profit dudit intimé. A plus forte raison, puis qu'il n'a point esté n'y pû estre en demeure, parce qu'il n'estoit pas nay, nihil imputari debet. Et ne fait rien de dire que le dit sieur de Montauzier aisné est heritier de son pere, car les appellantes le sont aussi, & elles mesmes seroient tenuës de ses dommages & interests, & pour iceux, prastaret remip-Sam, cum prastari ab illis possit. l. qui restituere. ff. de rei vend. Mais parce que cette cause a esté ja jugée en cas individu par deux Arrests prononcez en robbes rouges, l'vn à la prononciation de Seprembre mil cinq cens quatre-vingt trois, & l'autre par le seu President Brisson, pendant les troubles: C'est perdre temps que d'insister plus long-temps sur cesujet. Partant conclud à ce qu'il soit dit, quant à l'appel ledit de la Rochealais au nom qu'il procede, sans grief: & euoquant le principal, que lesdits deffendeurs soient condamnez souffrir & laisser jouir ledit demandeur de tous les acquests & conquests faits par ledit feu Messire Guy de Saincte Maure son ayeul, comme estans vnis au droid d'aisnesse, auec restitution de fruists depuis le deceds dudit seu de Montauzier son pere: & demande despens tant de l'instance principale que cause d'appel; sans preiudice des autres chess de ladite sentence. Ouy Marion pour le Procureur General du Roy, qui a dit que n'ayant veu les Arrests alleguez, il demeure à l'égalité. La Cour a mis l'appellation, & ce dont est appellé au neant, sansamende, a euoqué & euoque le principal differend d'entre les parties, & y faisant droict en consequence des Arrests, ordonne que l'intimé jouira des biens substituez, sans desDE DROICT ET DE COVST. S. 363 pehs. Fait en Parlement le quatriesme Aoust mil cinq cens quatre-vingt dix-hui&.

SVBSTITVTION RECIPROQUE.

En Substitution reciproque en pays de droict escrit, il faut faire distraction de la legitime, & la decision de la loy si pater ne s'obserue.

The first of Man and the class of

Rocez s'est meu pardeuant Messieurs des Re-sur vnappel questes du Palais, entre Pierre de Villeluine sils de Messieurs de Ieanne Borail demandeur en vertu de la clause des Requedes de substitution apposée au testament fait par deffun Pierre Borail son ayeul l'an 1585 d'vne part: de Monsieur Boulenger,

& Ioseph de Baltus, mary de dessurée Marie Borail tante du de-le 10 Iuin mandeur decedée sans enfans, comme heritier institué par sadite 1621. semme, par testament sait l'an 1621. pendant sa maladie, dessen-

deurs d'autre,

Le faict est, deffunct Pierre Borail ayant neuf filles viuantes procrées en legitime mariage, desirant pouruoir à icelles, & comme partager ses biens de son viuant entre elles, fait vn testament en l'an milcing cens quatre-vingt cinq, par lequel il legue par forme d'institution à Marie Borail l'vne de ses filles quatre terres specifiées par ledit restament, Pour tout droiet d'institution legitime & supplément d'icelle part & portion en sa succession : la faisant son heriviere & legataire en ces quatre terres. A son autre fille Rabelleil legue huist mille liures pour la marier : & apres auoir ainsi dispose au residu de tous ses biens, il institue Jeanne Borail sa fille aisnée mere du demandeur son heritiere vniuerselle. Et puis apres substitue reciproquement lesdites Marie & leanne I'vne à l'autre, & ordonne que les biens de la premiere qui docederoit sans ensans retourneroient à l'autre, ou à ses ensans. Marie Borail en l'an 1621. decede sans enfans, & ainsi le cas de ladite substitution reciproque estant arrivé, le demandeur intente son action contre ledit dessendeur en ladite qualité, pour la restitution desdites quatre terres, dont Marie Borailsa semme

364 S. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. auoit fouy en vertu de son legs, ou legitime à elle laissée par ledit testament.

Le dessendeur aduone la substitution, mais soustient qu'il faux

faire plusieurs distractions.

La premiere distraction est de la legitime qu'auoit par droice de nature la dite Marie Borail en tous les biens de la ilsez par deffunct Pierre Borail son pere, laquelle n'a pû estre greuée d'aucune condition ou restitution, par la loy quoniam. God. de inoss. sessame

La deuxiesme est de la loy Trebellianique ou Falcidie, qui est accordée à l'heritier institué quand il est chargé de restitution in honorem & pramium institutionis. S. sed quia. Instit. de sideicomm.

bered.

La troissesseme distraction pour les reparations & augmentations faites esdites terres substituées, & pour la part de la legiti-

me d'Elizabeth Borail teur sœur decedée.

A quoy le demandeur repliquoit qu'il n'escheoit aucune distraction. Car pour la legitime que nous estions en la disposition de la loy si pater puella. Cod. de inossic. testam. laquelle decide que quand il y a vne substitution reciproque, apposée aux institutions ou legs particuliers faits par vn pere à ses enfans, pour conserver le bien en sa famille, & ne bona extra familiam exeant, l'equité naturelle & l'esperance de l'auantage que peut auoir celuy qui se plaindroit de telle disposition, l'exclud pour ne pouvoir dire qu'il estoit greuc en sa legitime : & substitutio illa reciproca non est onus. A la verité la legitime doit estre plena & pura abomni onere substitutionis & restitutionis, par cette loy quoniam: mais l'exception de cette regle est en la loy si pater, au cas particulier d'vne Substitution reciproque, quoniam non potest dici las aut granatus qui sub incerto enentu maius commodum consequi potest, quam sit grawamen. l.de fidercommisso. Cod. de patt. & ditt. l. si pater. & ainsi l'anoient tenu tous les Docteurs.

Quant à la distraction Trebellianique, qu'il y estoit encores moins sondé, d'autant que ces terres auoient esté laissées parforme de legs particulier à ladite Marie Borail, n'ayant esté chargée de les restituer comme heritiere, mais comme legataire: Is enim quartam Pegasianam aut Falcidiam detrahit, qui tanquam heres restituere iussus est. l. mulier. 12. §. si heres ff. ad S.C. Trebellian.

DE DROICT ET DE COVST. S. Et pour la troisielme, il en est exclus par l'Ordonnace, qui n'admettoit pas seulement la retention, mais vne detraction des choles qui sont vindiquées iure proprietatis, pour les reparations faites esdites choses: car la restitution s'en doit saire à l'instant, sauf apres à les faire liquider suiuant l'Ordonnace de l'an 1539. art. 97,

Sur ces contestations les parties ayant escrit & produit; par Sentence de Messieurs des Requestes du Palais, le dessendeur est condamné faire deliurance & restitution audit de Villeluine des terres dont est question, sans aucune distraction de quarte legitime & Trebellianique, luy en restituer les fruicts depuis le deceds de ladite Marie Borail, en remboursant par ledit de Villeluine la somme de huict cens liures, qui avoit esté baillée à Ieanne Borail, par certaine transaction, pour avoir par ladite Marie deliurance

de son legs.

Appelen la Cour: Pour premier grief l'appellant disoit que de l'auoir priué de la detraction de la legitime deue à Marie Borail sur les biens de son pere, que cela ne se pouvoit soustenir par aucune raison. Car cette legitime est tellement deue par vn deuoir naturel, authorisé par la loy, qu'il n'est point en la puissance des peres de la retrancher, diminuer, affoiblir, ny changer : Ef enim à natura, nes potest pater eripere filio quod à lege habet : hinc quarta natura ab Interpretib. appellatur gloss. in l. I.in verbo, quartam.ff. ad l. Falcidiam debitum naturale Authent hoc amplius. Cod de fideicommissis: à Gresis volumes uées, & doit estre laissée toute entiere, non chargée d'aucun fideicommis, ne mesme de retention d'vsustruict.d.l. quoniam. tellement que la charge de restitution en ce sai & ne peut auoir esté que sur le surplus des terres, distraction faite de la quarte partie, de laquelle elle cust pû succeder à son pere. l. 8. Papiniamus.ff.de inoff.testam.

Et ne faut point alleguer en ce faict la loy si pater puella. Cod. de inoff. testam. pour dire que lesdites filles Marie & leanne ayans esté instituées reciproquement l'une à l'autre, non videtur propter incertum euentum ladice Marie avoir esté greuée, cum possit mains

commodum consequi. Car cette constitution de l'Empereur Alexandre a esté corrigée par l'Empereur Iustinian, par la loy Quoniam, qui est dudit Iustinian, faite trente ans apres, suppleant & corrigeant par icelle ce qui deffailloit aux loix precedentes, in werbis, Hoc prasenti san-Fioni addendum esse censemus. Aussi la glose de la loy Si pater, le

dist expressement. Bartole sur ledit titre, en deux endroits sur ladite loy, & sur la loy Filium. Cod. famil ercife. Faber, Salicetus, & tous les autres Dosteurs anciens; & boo iam in vsum fori transsit:

defaçon qu'il n'en faut plus douter.

Car aussi on ne peut dénier qu'vn sideicommis mutuel & reciproque ne soit onereux, comme dit le mesme Bartole, encore qu'il puisse apporter de l'aduantage en certain cas, puis que tant est que par le moyen de telle substitution reciproque, la liberté de pouvoir disposer par les enfans de leur legitime estoit ostée & retranchée, comme au fai& particulier on veut eneruer la disposition faite par Marie Borail au prosit dudit desendeur son ma-

ry, d'autant qu'elle effoit obligée à la restitution.

Pour le second gtief, il est en ce qu'on luy oste la quarte Trebellianique du chef de ladite Marie Borail heritiere instituée,
estant certain de droist qu'en toute restitution l'heritier institué
est bien sondé à distraire la quarte appellée Trebellianique, que
ei debetur in honorem & pramium institutionis. & que, vi altera de qua
diximus suprà iure nature, ita iure institutionis debetur, que & quarta
Pegasiana & Falcidia, & plerumque Falcidia beneficia appellatur. S. sed
quia Instit de sideicommisse hered le pater silium. le quod bonis. sff. ad l. Falcidiam. Et toutes sois estant chargé de restituer certaines choses,
etiam res singulares, non solum hereditaté, qui luy ont esté laissées par
forme d'institution, il peut distraire une quatriesme partie pour
la recompense de son institution, ex S.C. Pegasiano, unde quarta Pegasiana appellatur, idque ex omnibus sideicommissis tam universalibus
quam particularibus, sine per modum quota, sine certarum rerum, dummodo, ut in hoc casu titulo heredis & iure institutionis relinquatur.

Ces raisons deduites de part & d'autre, sut donné Arrest, par lequel la sentence est mise au neant, & en emendant condamné le desendeur à rendre & restituer les dites terres, distraction saite de la legitime qui pouvoit appartenir ab intestat à ladite Marie Borail es biens de son pere, sans autre distraction de la quarte Trebellianique, qui ne sut admise: laquelle neantmoins peut estre par les enfans instituez heritiers & chargez de restitution, distraite concurre mment auec la legitime, & par la loy Canonique que nous suivons selon le chapitre Rainatius, & la glose sur ledit chapitre De testament. apud Gregor. d'autant qu'il apparoissoit par les termes du legs particulier de ces quatre terres, que ces mots (par sorme d'institution) auoient esté apposez

DE DROICT ET DE COVST. S. ad excludendam tantum inofficiosi querelam, & non point qu'il eust

voulu faire son heritiere Marie Borail, n'ayant fait qu'vne seule heritiere vniuerselle Ieanné sa fille aisnée: Et par le mesme Arrest pour le regard des reparations, qu'elles seroient estimées par

gens à ce cognoissans.

Par lequel Arrest du 20. Iuin 1621. sut iugé qu'en pays de droist escrit, etiam in substitutione reciproca, il faut faire distraction dela legitime, qui est la quarte partie de ce que eust pû auoir ab intestat, celuy qui est chargé de restitution, & que la decision de la loy s'à pater ne s'obserue. Idem jugé au rapport de Monsieur Sauarre, pour le testament de Claude Durand, entre Guy & Noël Durand, & les enfans de Gilbert Durand, pour la succession de Claude substitué, le 7. Iuillet 1625.

EN LA SVBSTITVTION DV FILS, an contineatur Nepos ex filia.

Nomine filij, en cas de Substitution, non continetur Nepos ex filia.

NTRE Iean Conté appellant du Bailly des Monta- Au rapport gnes d'Auuergne, & demadeur en lettres, d'vne part, de Monsseur & Pons de Montal de Cruege Escuyer sieur de Sederac, & Damoiselle Catherine de Cabrol sa femme, & Gabrielle du Fayet, intimez & desfendeurs en lettres, d'autre: Fut iugé le 12. Iuillet 1601. pour le testament de Geraud de Cruege, viu ant Conseiller au Siege Presidial d'Aurillac, qu'en matiere de substitution Filij nomine non continetar nepos ex filia, pour dire qu'il soit appellé sous ce nom au mesme degré de substitu-

tion que les enfans masses de l'institué. Le saict est: Geraud de Cruege eut six enfans procreez en le gitime mariage: sçauoir quatre fils, Claude, Geraud Prestre, Geraud le ieune, & Guillaume: & deux filles, Catherine & Mar. guerite. Ledit Geraud pere fit son testament en l'an 1530, par le= quel il institua son heritier vniuersel Claude de Cruege son fils aisné, & au cas de deceds en pupillarité ou sans enfans il luy sub-

s. ARRESTS DECISIFS DE QUEST.

stitua Geraud le ieune, au mesme cas qu'il auoit institué Claude
son aisné, & à Geraud de Crueges il substitua pareillement Guillaume de Cruege, auquel au mesme cas il substitua Geraud de
Cruege Prestre, qui estoit son second fils selon leur ordre. Et
apres le deceds dudit Geraud Prestre, il voulut que ses biens appartissent de plein droict au premier fils masse de Catherine de
Cruege sa fille aisnée, mariée à Guillaume Cueille, à la charge
que ledit sits masse seroit obligé de porter le nom & les armes de
Cruege. Et au cas que ledit fils masse des falte fille Catherine decedast en pupillarité, ou autrement, sans ensans masses, il voulut
que Geraud Gard son filleul, fils aisné de Marguerite de Cruege
sa seconde fille mariée à Geraud Gard, sust son heritier aux mesmes charges.

Et si ledit Geraud Gard decedoit sans enfans masses, il ordonna que Guillaume Gard, frere puisné dudit Geraud Gard, fust son heritier aux clauses que dessus. Et au desfaut de tous les deux, il appelloit les autres enfans masses de la dite Marguerite de Cruege, au cas qu'elle en eust, en ces termes : Et sic deinceps superstité filio masculo dista Margarita, & si Margarita non haberet filios, terminant par ces mots sa volonté aux seuls fils masses procreez de ladite Marguerite. Ie veux, dit-il, que les filles de Claude mon premier fils & heritier institué, soient mes heritieres, & au dessaut des filles dudit Claude, les filles dudit Geraud le ieune, & au deffaut d'icelles il substituoit les filles de Guillaume son dernier fils. En dernier lieu, par ces termes il preferoit les filles de ses trois fils à ses propres filles, & excluoit les filles de ses filles, pource qu'il n'en auoit fait aucune mention en son testament. Aduenule deceds de Geraud peré & testateur, Claude son fils aisné recueillit tous ses biens comme heritier institué, lequel mourant sans enfans, quelque temps apres il y eut ouuerture de substitution au profit de Geraud de Cruege le ieune, qui depuis fut Conseiller au Presidial d'Aureillac, & l'espace de quarante ans sut en jouissance de tout le bien de la succession de son pere, au moyen de laditesubstitution, laquelle fut ouuerte en luy, estant deffaillie en ses autres freres tous decedez auant luy, comme aussi les fils de Catherine & Marguerite de Cruege, & de tous ceux qui luy auoient esté substituez.

Au moyen dequoy la substitution estant esuanouie & faite caduque, ledit Geraud de Cruege Conseiller libere habeat tous les

DE DROICT ET DE COVST. S. biens dudit Geraud son pere; tellement qu'il en disposa par testament, & fit plusieurs legs: entre autres il laissa cinq cens francs à Iean Conté petits fils de Marguerite de Cruege sa sœur & fils d'vne de ses filles, qui est l'appellant & demandeur en let-

Ce testament est executé & approuué par ledit lean Conté, auquel les legs à suy delaissez ont esté confirmez par sentence & Arrest consirmatif d'icelle: Et neant moins apres tous les actes approbatifs dudit testament s'estrendu demandeur en vertu du testamét dudit Geraud de Cruege pere en ouverture de substitution contre les intimez, & conclud contre eux que tous les biens d'iceluy Gerand son bisayeul, sussent declarez luy competer & appartenir prinatinement ausdits intimez, lésquels il demande estre condamnez soy départir & desisser de la jouissance d'iceux, auec restitution de fruists, offrant de porter le nom & les armes, & demeurer en la maison de Gruege.

Or entre les autres moyens desquels se servoit l'appellant, il apportoit celuy qu'il tiroit de sa qualité de prossepos de Geraud de Cruege son bisayeul, & de nepos de Marguerite de Cruege son ayeulle, femme de Geraud Gard son ayeul, & fils de Catherine

Gard, & de Pierre Contéses pere & mere.

Interpretant donc la volonté de Geraud de Cruege son bisayeul, quand il a appellé les enfans masses de ses deux filles apres ses sils: il inferoit de là que siliorum nomine etiam veniunt silij ex filia, & que lata significatione, filij includunt filiarum masculos.

Il ajouffoit vn grand indice de la volonté de son bisayeul testateur, en ce qu'apres auoir institué son fils aisné, & substitué ses autres freres de degré en degré au desfaut d'enfans masses, en dernier lieu il leur substituë les enfans masses de Catherine & Marguerite de Cruege ses deux filles : monstrant qu'il avoit cette intention de continuer la substitution à ceux de son sang, & aux enfans masses naiz de ses filles & capables de porter ses armes & fon nom.

Or est il que ledit Iean Conté appellant estoit issu dudit testateur en droite ligne comme son arriere-petit fils ou pronepos, essoigné seulement d'vn degré plus que ses oncles, compris en la sub-Aitution de son ayeul: ou plustost se trouuant en pareil degré que sessits oncles predecedez, à cause que Catherine Gard sa mere estoit decedée auant son ayeulle Marguerite de Gruege fille de

370 S. ARRESTS DECISIFS DE QUEST.

Geraud pere testateur, & par ce moyen iuris suitatis (comme si ladite Cathèrine Gard sa mere n'eust fait aucun degré) il deuoit estre censé auoir succedé directement à son ayeulle: & ce saisant

se trouveroit in eodem gradu que ses oncles.

Mais il prouuoit par plusieurs authoritez & textes de Droi & que siliorum nomine nepotes intelligantur, & premierement par vn passage de Philon Iuis en son liure de la legation à Caius: où il dit qu'à Rome les ayeuls tenoient les nepueux au lieu de seurs sils après le deceds de seurs peres: ψωνοί & πατέρων ἀντιδαντων εὐ ψῶν πάξει Εξὰ πάπποι νεταεθμοιώται. Nepotes enim post parentum obitum

aus censent pro filis.

Cela se consirme assez par les loix filij, la loy Grecque, in the more seron peia se èn proces en resurent. Filiorum appellatio ad nepotes etiam extenditur. l. iusta. l. liberorum. ff. de verb. fignif. & la raison du Iurisconsulte y est elegante, neque enim dulciore nomine possumus nepotes nostros quam filij appellare, cr. Quoy que c'en soit, tous les Docteurs tieunent que liberorum nomine omnes cr filij cr nepotes cr pronepotes, alique viterioris gradus comprehenduntur, in l. Lucius. 2. ff. de hered. instit. l. 1. Cod. de condit. insert. glossa cap. in prasentia. de probat. l. 1. ff. si tabula testam. null. ext. l. sed etsi hac lege. s. liberos. ff. de in ius vocand. Cela est cause que les petits-fils tiennent lieu d'enfans pour exclure les ayeuls de la tutelle. l. nepotes. C. de his qui num. lib.

Bref en vne infinité d'autres textes de Droist, cela se verisse tant aux dispositios testamentaires qu'autres. Il adjoussoit à cela l'authorité des Hebreux, qui appellent en leur langue tous leurs descendans nomine filiorum: & encores il apportoit le sens commun & naturel, par lequel nous recognoissons que les ayeuls caressent plus les petits ensans que leurs enfans, & les petits ensans

affectionnent plus leurs ayeuls que leurs peres.

--- Pappos auiásque trementes

Anteferunt patribus seri, noua cura, nepotes.

Et la raison en est renduë par Athenagoras Philosophe Chrestien en son liure de diasaoros, de Resurrectione: no muit no dynno dia dayan-

Zur oióispos, credens nepotum successione se mortalitatem exuere.

Par ces raisons & allegations & autres, soustenoit l'appellant que son bisayeul en sa disposition testamentaire, sous le nom de ses ensans, auoit entendu comprendre ses descendans en droite ligne, & leur auoit voulu plustost delaisserses biens qu'à DE DROICT ET DE COVST. S. 371 des estrangers: & concluoit à ce qu'il sust dit, mal jugé par les Presidiaux d'Aureillac, & en emendant que la substitution des biens de seu sondit bisayeul, soit declarée ouverte à son prosit, avec restitution de fruicts, despens, dommages & interests.

Mais les intimez au contraire monstroient par raisons pertinentes, l'appellant non reccuable en sa demande, & qu'il ne se pouvoit saire que la substitution faite par le testament de Geraud de Cruege son bisayeul, sust ouverte en sa personne. Les sins de non recevoir y estoient toutes evidentes, pource que l'appellant luy mes me avoit approuvé le testament de Geraud de Cruege le ieune, auquel la substitution avoit esté faite caduque: les textes y sont exprés. l. duos. sf. de condit. & demonstrat. l. si patronus. sf. de donat l. si silius emancipatus. 30. sf. de minor. l. non tantum. s. vlt. & l. si post mortem. S. illud. sf. de bon. poss. cont. tab. qui semel testatoris indicium approbaut, illud debet custodire. l. vlt. sf. de inosf. test. l. apud Aussdium.

20. ff. de opt. leg. l. vnic. S. pro secundo. Cod. de cad. toll.

Dauantage, vne autre fin de non receuoir estoit toute apparente par la disposition de l'Ordonnance de Moulins, article 57. qui restreint toutes substitutions au quatriesme degré apres l'institution: atqui l'appellant se trouue au sixiesme degré, quand il se pourroit diresubstitué, ainsi qu'il appert par la genealogie cy-apres transcrite. Mais pource que l'appellant se fonde sur la qualité & le nom de fils, lequel il veut estendre etiam ad nepotes ex filia, c'est ce qu'il faut destruire par les intimez, pour monstrer qu'il ne peut estre compris en la substitution du bisayeul, neque proprio, neque appellatino nomine. Car il est tres constant que sedit Geraud premier testateur, verbis conceptis, a seulement appellé les fils masses de ses filles, lesquels il a specifiez nommément : sçauoir Geraud Cueille fils de sa fille aisnée Catherine de Cruege, & à son desfaut Geraud Gard fils aisné de Marguerite de Cruege sa seconde fille, & à son deffaut Guillaume Gard son second fils: lesquels venans à faillir, & la substitution n'estant escheue en leur personnes ou autres masses de ladite Catherine, ledit testateur substituë les filles de ses fils les vnes apres les autres: De là se cognoist que ledit Geraud premier testateur a exclus de sa substitution ses filles propres & les filles de ses filles, ausquelles il a voulu manifestement preserer les filles de ses fils au deffaut des masses substituez: & ita tantum abest, que l'appellant se puisse dire appellé au cas qui est arriué, que

372 S. ARRESTS DECISIFS DE QUEST.
mesmes en plus sorts termes il n'estoit pas substitué aux masses
desdites Catherine & Marguerite s'il y eust en ouuerture de substitution en leur saueur.

Les termes dudit Geraud premier testateur sont considerables: É sic deinceps superstiti silio masculo dicta Margarita: É si dicta Margarita non haberet silios: Ie veux que les silles de Claude mon premier sils, &c. d'où il faut inserer que siliorum Catharina: É Margarita nomine noluit comprehendere silias ex illis descendentes, É multò minùs silios ex siliabus procreatos: puis qu'aux masses de ladite Marguerite il auoit fait le sixies me degré de substitution, lequel ayant laissé, il reprend les silles de son premier sils, & consequemment des autres, sans saire mention de ses propres silles ny de leurs silles.

De dire que, filiorum nomine nepotes ex filia comprehenduntur, c'est plustost par une extension sauorable du mot filij, que par une consequence necessaire, en certains cas qui sont exprés & limitez: comme in fideicommisis illi tantum admitti possunt qui sunt nominati, é qui ex his primo gradu sunt procreati: l. cum ita. in fine. 32. ff. de legat. 2. d'autant que leges toties in illis necessarium duxerunt cognationum singularum nominibus vti, veluti silij, nepotis, pronepotus, caterorumque qui ex his descendunt, quoties non emnibus, qui post eos sint, prastitum voluerunt, é ob id solis his succurrunt qui nominatim

enumerati sunt. l. liberorum.ff. de verb. signif.

Or est-il que le dit Geraud de Cruege premier testateur eos enumerauit omnes quibus consulere voluit: comme il se voit par la simple deduction des personnes substituées : tellement que filiorum nomen nunquam extenditur, comme dit Callistrate ind. l. liberorum; quoties certis personis, vel certis gradibus statuta, vel leges, vel testatores prastitum voluerunt: comme a fait ledit testateur, lequel par sontestament omnes personas recensuit quas & quibas substituere volebat: entre lesquelles ny ses filles, ny les filles d'icelles, ny les enfans de ses petites filles, soient masses ou semelles, ne sont aucunement compris. Ioint que substitutiones secundum strictissimas iuris regulas sunt accipiende, in quibus de re ad rem, de casu adcasum, de persona ad personam numquam sit extensio. l. commodisime ff. de lib. 6 posthum.l.quidquid adstringenda.ff.deverb.oblig. Namnonintelligitur institutus qui in hunc casum nascitur, qui non est testamento comprehensus, & quia institutio de filso facta non porrigitur ad nepotem filij filium. total. Gallus. & maxime in S. ille instituens. ff. de lib. & posth.

DE DROICT ET DE COVST. S. 373
Ne sert donc d'vser de coniectures, ou presomption de volonté, quia manisesta est dispositio test atoris, qua cùm in certis personis limitata sit, aliis nec nocere, nec prodesse debet: prasertim in substitutionibus in quibus omissum pro omisso semper habetur, & considerandum quid test ator scripserit, non quid cogitare potuerit, dicta leg. & S. Et tant s'en faut que nous soyons au cas de la loy cùm auus. sf. de condit. & demonst. & de la loy cùm acutissimi. Cod. de sideicomm. qu'elles ne sont aucunement à propos du faict qui se presente: d'autant que ny la mere de l'appellant, ny son ayeulle sille du testateur, n'ont esté appellées par son testament. Partant concluoient les intimez à estre enuoyez absous, auec despens.

Sur ce est interuenu l'Arrest de la Cour du 12 Iuillet 1601. par lequel la sentence des Presidiaux d'Aureillac qui auoit debouté l'appellant de sa demande, sins & conclusions, & enuoyé les intimez absous sans despens, a esté consirmée sans despens de

la cause d'appel.

Voicy la figure de la substitution de Geraud de Cruege premier testateur contenant la Genealogie des Crueges.

S. ARRESTS DECISIFS DE QUEST.

Infritué.

Claude x. fils institué & heritier, auquel eft fubstitué au defaut des masles legitimes ou morts en bas aage, le troisiéme fils de Geraud le ieune.

Geraud de Cruege testateur, a eu quatre fils & deux filles: par son testament il institue Claude son fils aisné son heritier.

1, Substitué.

Geraud le ieune 3. fils, auquel au mefme cas est substitue Guillaume 4.

2. Substitué.

Guillaume 4. fils, auquel au mesme cas est substitué Geraud Prestre.

3. Substitué.

Geraud Preitre deuxieme fils. substitué à Guillaume à la charge de rendre au premier fils masse de Catherine de Cruege fille aisnée du testa-

non Substituce.

Catherine fille aifnée du testateur, mariée à Guillaume Cueille, qui n'est point substituce.

non Subituée.

Marguerite seconde fille du testateur est mariée à Geraud Gard, qui n'est poins substituée.

4. Substitué.

Geraud Cueille fils de Catherine substitué du Prestre aux charges du nom & des armes, tenu rendre, mourat sans enfans masles, à Geraud fils aisné de Marguerice 2. fille du testateur.

5. Substitué.

Geraud Gard fils de Marguerite, substitué de Guillaume Cucille aux mesmes charges, tenu tedre à Guillaume Ion frere

6. Substitué.

non Substituée: Catherine Gard Guillaume Gard 2. fils de ladite Marfille de Marguerite de Cruege, guerite, charge, au deuxiesme fille cas qu'il n'ait enfas masses nez de madu testateur, & riage legitime, ou de Geraud Gard fut mariée à morts en bas aage, de rendre aux filles Pierre Conté.& n'est point subde Claude, fils aisné stituée. du testateur & heri

Toutes ces substitutions ont esté fancs caduques en la personne de Geraud le icune 3. fils & premier substitué; il fait testament aux charges portées par iceluy, & fait vn legs à Ican Conté, qui l'a accepté: & neantmoins pretendant la substitution de Geraud premier testateur, son bisayeul, estre ouuerte en luy, il en a esté debouté par le luge d'Aurilllac, dont il s'est porté pour appellant.

7. Substitué.

Les filles de Claude, fils aisné du testateur, qui n'ont point efté, toutesfois sont appellées apres les fils masses de Marguerite deuxième fille,& au defaut d'icelles il appelle celles de Geraud premier substitué.

8. Substitué.

Filles de Geraud qui n'ot point esté, toutefois sont appellees au defaut de celles de Claude, & au defaut de celles-cy il appelle celles de Guillaume second substitué.

9. Substitué.

tier institué.

Filles de Guillaume qui n'ont point esté, toutesfois sont appelées au defaut des autres, & c'est là où le testateur finit sa substitution qui monstre qu'elle n'est pas graduelle, n'ayant appellé ses propres filles.

non Substitué.

Ican Conté fil de Catherine Gard , & de Pierre Conté qui se presend lubstitus, ores qu'en la condition ou disposition du testa ment ne foit faite mention de luy, ny de sa mere, ny de son aycule.

SVBST1-

SVBSTITUTIONS ET INSTITUTIONS CONTRACTVELLES.

Que les Institutions ou Substitutions d'heritier contractuelles faites par contract de mariage, sont donations entre vifs, sujettes à infinuation, & nonreuocables, bien qu'elles ayent traict iusques à la mort.

XI



NTRE vn nommé Benoist; au nom & comme tuteur de re-niepce de deffun a Nicolas Rancon son grand on- de Villemez cle, appellant de la sentence donnée par le Bailly de reau,

Sens, ou son Lieutenant, & François Rancon nepueu dudit Nicolas, intimé.

Le faict estoit que par contract de mariage sait & passé entre ledit Benoist & ladite Esther sa femme, arriere-niepce de Nicolas Rancon, fedit Nicolas Rancon interuenant audit contract de mariage, en faueur & contemplation d'iceluy auoit rappellé ladite Esther à sasuccession auec vn nommé Paris, chacun pour vn tiers, pour succeder auec ledit François Rancon son nepueu plus proche & plus habile à succeder ab intestat, par la Coustume, laquelle n'admettoit representation en ligne collaterale que iusques aux nepueux, lequel en cas de difficulté de rappel instituoir ses heritiers, entant que besoin seroit, ladite Esther & ledit Paris. Ledit Benoist fait adiourner dans les quatre mois ledit Nicolas Rancon pour passer consentement à l'insinuation, lequel auroit refuse, disant qu'il n'auoit entendu les rappeller à sa successions qu'auec le bon vouloir de François Rancon son nepueu, & reuoquoit ladite institution. Sentence en l'an 1613, par laquelle ledit Benoist est debouté de sa requeste: & depuis ledit Nicolas Rancon, sans le consentement de son heritier, quatorze ans apresinlinuë ce contract, & peu apres decede.

Procez donc se meut entre ledit Benoist demandeur, d'vne part: à ce que la succession dudit Nicolas Rancon sust partagée entre luy & ledit François Rancon nepueu & plus proche hexi-

Eco

376 S. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. tier, suiuant la clause du rappel inserée en son contract de mariage bien infinué: & ledit Rancon deffendeur d'autre part: tendant afin d'absolution, d'autant que ladite succession ne se deuoit partager, fçauoir est, entre luy, comme plus proche heritier, & tous les arriere-nepueux, suiuant le codicile fait depuis par ledit Nicolas Rancon son oncle, lequel reduisoit les choses au droict, & auoit voulu que le dit François Rancon prist la moitié de tout son bien, & l'autre moitié sut prise par tous les arriere-nepueux, ne representans qu'vne teste en la ditesuccessió: à quoy il concluoit. Surquoy il y eut vne inscription en faux contre ce codicille, mais cela est hors de la presente question, & a esté cy-dessus la dissicultétraittée: sçauoir si le Notaire peut estre poursuiuy pour son imperitie. Mais au faist que nous auons à traitter, & sur les demandes des parties contestées entre elles, icelles ayant escrit & produit, sentence sut renduë par le Bailly de Sens, par laquelle il auroit, en confirmant le codicile, maintenu & gardéledit François Rancon en la moitié de tous les biens delaissez par le trespas dudit Nicolas Rancon son oncle, & ordonné que l'autre moitié seroit & appartiendroit à tous les arriere-nepueux ensemble, dont ladite Esther faisoit vne teste, nonobstant toute chose proposée par ledit Benoist, dont il l'auroit debouté & condamné aux despens, tant enuers ledit Rancon, que le Notaire: & sur la demande dudit Rancon contre ledit Notaire, a mis les parties hors de Cour & de procez. Ledit Benoist se porta pour appellant de cette sentence.

La principale question qui estoit en la cause, alloit à ce poinet, de sçauoir si l'institution d'heritier auoit lieu en France, & si elle se pouvoit saire par contract de mariage: & si cette institutió d'heritier estoit revocable, comme vne donation à cause de mort, ou vn legs: & si estant vne donation, elle estoit sujette à l'insinuation.

Il est donc certain par le droict des Romains, que pactis neque deserri neque auserri poterat hereditas, l. pactum quod dotali, & l. vlt. C. de pact. La raison est que de viuentis hominis hereditate nemo pacisci debet, sine quòd turpis illa sit cogitatio, comme disent les surificonsultes, qua inducit votum captanda mortis, d.l. vlt. sine quòd auserat liberam testandi facultatem. C'est ce que les Romains ont principalement consideré: car ialoux de leur liberté, & de disposer de leur bien comme bon leur sembloit, ils ont tellement sauorisé les testamens & leur liberté, qu'ils ont rejetté toutes pactions par

DE DROICT ET DE COVST. S. lesquelles on pouvoit resserrer & restraindre cette liberté, l.cum duobus. 52. S. idem respondit.ff.pro socio, in verbis, nec libertatem quis de supremis indiciis constringere petuit: & ont estimé la confection des testamens, non vn droict particulier, mais vn droict public, l.1.ff.detestam. d'autant que l'institution d'heritier, qui est la principale partie du testament, vient de la loy qui appelle le plus proche à l'heredité du deffunct, ou bien de l'ordonnance du testateur qui dispose : disponat test ator, erit lex. Ils n'ont donc point voulu que par des pactions faites entre vifs, on pûst deferer les successions, ny mesmes par contract de mariage, d.l. pactum quod dotali.C.de pactis. l. hereditas.5. C. de pact.conuent. Mais par nostre droict François nous auons receu autres maximes en matiere de succession: Carl'institution d'heritier premierement a esté du tout abolie, ita vt nomen tantum remaneat, n'ayant plus de force en soy: c'est pourquoy il est dit par toutes les Coustumes que l'institution d'heritier n'a point de lien, c'est à dire, qu'elle n'est necesfaire pour la validité d'vn testament: sine qua, entre les Romains, corruebat testamentum, & qu'elle vaut seulement par forme de legs. Ayant donc esté despouillée de sa principale force, il a esté aysé de permettre qu'elle se pûst faire non seulement par testament, mais aussi par contracts entre vifs, comme par nos contracts de mariage, ausquels nous auons donné mesme privilege que les Romains auoient donné aux testamens, vt quod semel nuptialibus sabulis scriptum fuerit, pro lege habeatur. De façon qu'auiourd'huy parmy nous en nos contracts de mariage nous inftituons, nous substituons, nous faisons renoncer nos filles à nos successions; lesquelle s renonciations sont iugées valables : bref nous faisons toutes fortes de pactions pour oster ou pour deserer vne succession, & de viuentis adhuc hominis successione pacisci licet. Tellement qu'il est vray de dire que toutes ces loix & raisons tirées du droi & nesont considerables, pour faire que cette institution d'heritier ne fust valable.

Estant donc telle disposition valable, on demandoit si elle se pouvoit revoquer. Car soit que nous la prenions pour vn legs, comme toutes les Coustumes le portent, il est certain que par vne contraire volonté, & adimi potest & transferri legatum: tote titul. de adim. & transfer. leg. soit pour vne donation à cause de mort, bien qu'elle soit faite par vn contract entre viss, d'autant qu'elle a traict insques à la mort, nec consirmatur nist morte donan-

378 S. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. tis.l.22 non videtur.ff. de donat cauf mort. Il est certain que pendente casu mortis reuncari potest quasi non perfecta, & ex pænitenia reuecari. l. mortis. 3. ff. de mort. cauf. donat. cilm ambulatoria sit hominis voluntas v sque ad supremum vita exitum, l.in donationibus.ff.cod. Toutesfois suiu ant l'opinion de Nicolaus Valla, en son liure Dereb. dub. il fauttenir en France que ces institutions d'heritier, faites par contract de mariage, ne sont reuocables; & qu'encore qu'il semble qu'elles ayent traict iusques à la mort, d'autant que ratione bonorum, ils peuuent augmenter ou diminuer pendant la vie de celuy qui en a disposé, & augmentum & diminutionem accipere possunt: toutessois ce sont donations entre viss, lesquelles ex presenti tempere vires capiunt & confirmantur morte, & ne sont point proprement donations à cause de mort. Aussi que toutes pactions qui se sont par contract de mariage, & sur lesquelles nous sondons l'establissement de nos familles en France, ne sont point reuocables, suiuant une loy Ripuaire qui contient le vioil droist des anciens Gaulois, & qui nous est particulier, en ces mots: Siquismalierem desponsauerit, quidquid per chartarum aut tabularum instrumenta conscriptum fuerit, id perpetualiter inconuulsum maneat. Qu'au saist particulier de cette cause cette institution d'heritier n'auoit pû estre reu oquée par le Codicile subsequent, d'autant qu'il estoit nul en sa sorme, & ex defectu solemnitatis, estant certain que ces mots leu & releu, sont tellement de l'essence du testamet, qu'ayans esté oubliez en la minute vitiant actum, quia non creditur id actum quod non sit scriptum. Cela mesme ne se pouuant moribus nostris, prouuer partesmoins: Les formes de nos testamens ne peuvent se suppléer par équipollent, comme il a esté jugé plusieurs fois: mesmes du Moulin en l'apostille sur la Coustume de Sens, en laquelle nous sommes, dit expressément que id testibus probari non potest: Bien qu'en ce cas par le droict Romain le testament vaudroit, quia errore scriptura rei veritas tolli non debet, l. errore. 7. C. de test. Et partant n'auoit pû ledit Iuge de Sens ordonner que ces mots seroient adjoustez en la grosse, sur la deposition des tesmoins instrumentaires.

Quant au dessaut de l'insinuation, ce seroit veritablement vn moyen pertinent s'il manquoit: attendu que par l'Ordonnance dans les quatre mois elle doit estre faite, art. 57. de l'Ordonnance de Moulins, qui est exprés pour toutes donations, mesmes à cause de mort, faites par contract de mariage, ou autrement. C'est DE DROICT ET DE COVST. S. 379 pour quoy ledit François Rancon disoit, que l'instinuation dessaillant en cette donation elle ne pouvoit substister: & partant il devioit estre seul heritier de son oncle, estant son nepueu & plus proche heritier, capable de succeder par la Coustume de Sens, par la quelle la representation n'avoit lieu en ligne collaterale que insques aux enfans des freres.

Mais à cela on respondoit: Premierement, que cette insinuation auoit deu estre faite par le mary qui avoit le contract de mariage en sa possession, & qu'il deuoit appeller de la sentence qui l'auoit debouté de la demande par luy faite afin d'insinuer: que le mary ne pouuoit en ce caspreiudicier à sa femme, laquelle n'a pû acquerir l'infinuation tandis qu'elle estoit en la puissance de son mary, lequel mesme elle auoit suruescu: & partant capable de demander encore l'infinuation, ayant esté iugé par plusieurs fois que les quatre mois portez par l'Ordonnance ne courent contre la semme mariée, pour le regard de son bien, que du iour du deceds de son mary: En deuxiesme lieu, qu'estant Rancon heritier de son oncle, il ne pouuoit alleguer le dessaut de l'insinuation. En troisiesme lieu, qu'estant une donation faite en faueur de mariage, en ce cas la femme n'en pouvoit estre excluse favore sponfalitia largitatis, cum neque donans, neque heres eius posit allegare defectum insinuationis. Authent. eò decursum. Cod. de donationib. ante mupt. Postremò, qu'il y auoit vne insinuation depuis saite, laquelle estoit bonne, encores qu'elle fust faite quatorze ans apres, puis que la femme pouvoit encore la faire insinuer estant dans le temps.

C'est pourquoy, veu tous ces moyens, la nullité du Codicile, le rappel à la succession, l'institution d'heritier n'estant reuoquable, ayant esté bien insinuée, par Arrest donné le 21. I anuier 1605. la sentence du Bailly de Sens sut mise au neant, & en emendant ordonné que suiuant la clause du contract stadite Esther semme dudit Benoist arriere-niepce dudit Nicolas Rancon testateur, prendroit en tiers en sa succession auec ledit François Rancon

Son nepueu, & ledit Paris.

SVCCESSION DEFEREE A LA

Que la vefue est preferable au seigneur haut Iusticier en la succession de son mary decedé sans heritiers.

XII.

Prononcé en robbes Rouges,



EAN Migordin, habitant d'vn certain bourg dependant de la haute Iustice du Comté de Sancerre, dece désans heritier legitime apparent, son bien saiss à la requeste du Procureur Fiscal sur les lieux, comme estant ladite succession deserte & jacente, & les

biens acquis au seigneur du lieu par droict de desherence : la vefues'oppose à ladite saisse, en demande main-leuée, & conclud à ce que les biens de son mary soient declarez luy appartenir à faute d'heritiers legitimes, par le droiet de succession vnde vir & vxor. Procez entre ledit Procureur Fiscal du Comté de Sancerre, & ladite vefue oppofante, sur lequel intervient sentence du luge de Sancerre, par laquelle la saisse faite à la requeste dudit Procureur Fiscal est declarée bonne & valable: & ce faisant les biens saissi declarez appartenir audit Comte de Sancerre, comme biens vacquans à luy acquis & confisquez par droiet de desherence. Appel par la vesue pardeuant les Gens tenans le Siege Presidial de Bourges: sentence dudit Siege, par laquelle il est dit qu'il a esté mal jugé par le luge à que, bien appellé par l'appellante: en emendant ladite sentence main-leuée est faite à la vefue de ladite saisse, & les biens declarez luy appartenir, en la possession desquels elle est maintenuë comme heritiere de son mary, à faute d'hoirs legitime : Appel en la Cour.

Les moyens de l'appellant estoient que la succession vnde vir & vxor, introduite par le droict Romain n'auoit iamais esté receue en France, & qu'au contraire on auoit receu vn droict general estably en toutes les Coustumes, & particulierement en la Coustume de Paris, laquelle estant la ville capitale du Royaume, aussi le droict receu en icelle deuoit estre le patron & l'exemple des autres Coustumes, vt de iure Constantinopolitana vrbis sta-

DE DROICT ET DE COVST. S. tuerant Imperatores, lors que le droi & est incertain en la Coustume particuliere, comme icy les biens dont est question, estans affis en la Coustume de Lorris, en saquelle n'y auoit aucun article contraire à ce droi & general. Or la disposition de ce droi & obserué en France est, que lors qu'vn homme est decedé sans hoirs legitimes & apparents, le Seigneur haut-Iusticier succedoit & confisquoitses biens, par la reigle generale, Qui confisque le corps confisque les biens, & qui est expresse en l'article 198. de l'ancienne Coustume de Paris, & le 183. de la nouvelle, le Seigneur haut-Iusticier estant au lieu du Roy & du fisque, lequel post omnes heredes heredem se facit: n'estant en ce cas considerée la semme comme habile à succeder, veu qu'elle n'est de la famille, du sang & de la maison dont les biens procedent, & que les successions se reiglent selon l'ordre & le fil de la nature: autrement ce droi& general ne seroit plus que particulier pour certaines Coustumes, & non vn droi& commun, auquel il faut recourir quand le cas particulier a esté obmis, suiuant la reigle, Casus omissus, &c. Car l'on sçait que le droict Romain a esté receu en France par authorité seulement, & par argument, & non pas pour nous y assujettir au preiudice de nos Loix & Coustumes: Cette reigle, Qui confisque le corps confisque les biens, estant l'vne de celles que nous appellons generales en France, & comme loix Françoises, comme, Institution d'heritier n'a point de lieu. Que l'on peut instituer & substituer, par toutes sortes de mots, par contracts de mariages, & autres semblables traditions, que nous pouvons appeller Droi& commun des François: qu'il ne falloit donc point alleguer la succession undevir & vxor, introduite par le droi & Romain: mais nous tenir à nostre droist commun, in cuius certa dispositione remanebat casus omissus en la Coustume particuliere de Sancerre. Au cotraire la vefue disoit que cette societé individue qui se contractoit par le mariage entre mary & semme, societé de tous les biens, rendoit la femme non estragere au mary, mais quasi heredem, pour empescher le fisque, lequel, comme dit Cassiodore, non nisi post omnes heredem se facit: car la semme par cette conjonction est faite socia divini & humani iuris: c'est à dire, & facrorum, & bonorum particeps: & comme elle passe en la puissance du mary, vt in sacris eius esse dicatur, comme le fils de famille in facris paternis, aussi elle entre au droict de luy succeder, & d'estre faite participante de ses biens. Cette loy estoit vne de

382 S. ARRESTS DECISIFS DE QUEST.

celles de Romulus, que la femme qui avoit esté conjointe avec les loix sacrées qu'ils appelloient per confarreationem, qu'elle entrast aux biens du mary, & sust faite participante d'iceux, comme rapporte Dionysius Halicarnas lib. 2. mais non seulement in matrimonio contracto per confarreationem, mais aussi per emptionem, cum mulier conveniebat in manum viri, & que par une seinte & simulée vendition, nummo Caiano, elle se vendoit à son mary: car lors transsibat in domum és familiam mariti, atque bonorum illius particeps siebat, comme est rapporté par Vlpian en ses fragmens, & par Servius sur ces vers de Virgile du septies me liure de son Æneide, parlant de Lauinie qu'on vouloit donner à Ænée.

Rex tibi comugium & quesitas sanguine dotes. Abnegat, externúsque in regnum queritur heres.

Hoc, dit Servius, de iure traxit: non enim generum sed heredem dixit, quia facto per emptionem matrimonio vir & mulier invicem sibi
succedebant. Et ce que dit Dionys. Halicarnas. au mesme liure de ce
mariage contracté per confarreationem, est fort exprés en ces mots
suivant la traduction Latine, Hac intervirum & vxorem communio prima ao sacra sibivinculum efficiens indissolubile, mulierem aquè
ac virum dominum reddebat; vt in eius defuncti bona succederet heres
sicut silia parentis, ex asse quidem si sine liberis decederet, si cum liberis ex aquo: Austi les loix Romaines in ordine succedendi, l'ont admise post omnes agnatos, par l'ordre de succeder, Vndevir & vxor.
Mais quand cela cesseroit, qu'il sembloit qu'on ne luy devoit
dénier cette succession de son mary, vt ad quam summus mæror
peruenit, ad eam loco solatis bona perueniant. l'iure succursum. sf. deiur. dot.

Mais ce qui estoit sort considerable pour elle, c'est qu'encores qu'onne voulust suive la disposition du droist Romain, auquel neantmoins il salloit recourir, vbi nibil aliud lege aut consuetudine statutum erat: Toutessois la Coustume prochaine & generale de Berry, auquel siege ressortissoient les appellations du lieu où les parties estoient de meurantes, se trouvant par article particulier, qui est l'article 8. des successions ab intestat, conforme à la disposition du droist Romain: Fut iugé qu'il salloit interpreter le cass obmis en la Coustume de Lorris par la disposition de la prochaine conforme au droist Romain, & partant que le Iuge auoit bien iugé de l'auoir declarée bien opposante à ladite saisse, & l'auoit maintenue en la possession des distintes.

DE DROICT ET DE COVST. S.

Sur ces railons Arrest prononce en robbes rouges par Monsienr le Premier President de Harlay, le Icudy 7. Septembre 1600. par lequel l'appellation est miseau neant sans amende, & ordonné que la sentence de laquelle auroit esté appellé sortiroit esse & l'appellant condamné aux despens. Tub es State Substitution subfrages

SVCCESSION DES NEPVEVX PAR RAPPEL.

Que les nepueux rappellez par le testament de leur oncle sont fondez à demander pareille part & portion en sa succession! que leur défuncte mere eust peu faire, & que tel rappel. n'est point vn legs reductible par la Coustume de Beauuais. s au oit point de neu antigo en la IX de. Organie par les effectes en efferte ceue coma e

O M M E procez fut meu pardeuant le Bailly de Aurapport Beauuais, ou son Lieutenant: Entre Iean Godin de Monsieur bourgeois de Beauuais, herîtier de defunct Maistre prononcéen Nicolas Godin, luy viuant Aduocat audit Beau-robbes rou-

uais, son srere, demandeur d'vne part: Et Georges ges. Payen, Eustache Payen, Glaude Gaudouin, & Agnes Payensa femme, enfans de Huguette Godin, viuante sœur dudit desun & Nicolas Godin, defendeurs d'antre: Pour raison de ce que ledir demandeur disoit, que Nicolas Godin son frere estant decedé sans enfans, ayant laissé ledit demandeur son plus proche & seul heritier habile à luy succeder abintestat, par la Coustume de Senlis, en laquelle la plus grand part des biens propres & immeubles dudit desun & estoient situez, auroit fait testament au profit des defendeurs ses nepueux, par lequel il auroit voulu les faire ses heritiers par moitié, comme representans leur mere: ce qu'il n'auroit peu saire valablement, d'autant que par ladite Coustume il estoit nommément statué, que representation n'a point de lieu en ligne collaterale: de sorte que les nopueux & niepces ne pounoient pretendre auoir droist de succeder en la part de l'heredité qui eust appartenu à leurs pere & mere, s'ils eussent esté viuans lors de l'ouverture de la succession. Et que par ladite Coustume : estoit prohibé de disposer par testa384 S. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. ment des quatre quints des propres, lesquels icelle Coustume vouloit & entendoit demeurer entierement à l'heritier: Partant ne pouvoient lesdits deffendeurs pretendre en vertu d'iceluy testament autre chose és biens du testateur que les meubles, acquests, & conquests, & lequint des propres : A raison dequoy le demandeur consentoit que le legs qui seur avoit esté fait, fust reduit à ce dont le testateur auoit pû disposer: & requeroit qu'en partage faisant, les quatre quints des propres du deffunct du costé paternel, luy fussent deliurez francs & quittes de toutes debtes, consentans le surplus desdits biens estre baillé aux deffendeurs pour ledit legs. A quoy il concluoit auec despens. Et dela part desdits dessendeurs auroit esté dit; Qu'ils estoient enfans de defuncte Huguette Godin fœur dudit Nicolas, auquel si elle eust suruescu, elle eust succedé esgalement auec ledit demandeur. Estoient d'accord que par la Coustume de Senlis, representation n'auoit point de lieu en ligne collaterale. Ores que par les autres Coustume, mesme par celle de Paris; elle ait esté receue comme iustes & equitable, & conforme à la disposition du Droict Ciuil 4. Mais disoient que ledit article de Coust.n'auoit lieu qu'en succession ab intestat. Or ils estoient sondez en la disposition testamentaire, & de derniere volonté dudit Nicolas Godin leur oncle, lequel par son testament du 13. Septembre 1612. & autres dispositions precedentes, les auroit rappellez à sa successió, pour y prendre telle part & portion qu'eust pû faire ladite Huguette Godin leur mere, si elle luy eust suruescu. Et declare qu'il entendoit que ses biens fussent partagez par moitié & par souches entre lesdits deffendeurs ses nepueux, & ledit demandeur son frere. Partant concluoient à ce que le dit testament fust executé selon sa forme & teneur; & ce faisant qu'ils sussent declarez heritiers pour moitié dudit dessunct Nicolas Godin, tant en propres qu'en meubles, acquests & conquests, & ledit demandeur condamné és despens. A quoy par ledit demandeur auroit esté repliqué; Que les dispositions testamentaires desquelles les desfendeurs se vouloient preualoir, ne pouvoient servir à leur intention, parce qu'elles deuoient estre reglées suivant le pouvoir de disposer octroyé aux testateurs par la Coustume, par laquelle cette faculté de rappeller les nepueux à la succession de l'oncle pour suy succeder auec les freres suruiuans, n'auoit esté receuë. Mais au contraire il se trouvoit que par l'intention, & par les paroles expresses d'icelles

DE DROICT ET DE COVST. S. ils en estoient entierement exclus. Car ladite Coustume n'ayant admis le droict de representation entre collateraux, & ne leur ayant deseré autre droiet de succeder ab intestat, que celuy qui par droiet de proximité appartient aux parens du deffunet, suinant l'ordre de leur degrez s: Il n'estoit vray semblable que la Coustume eust voulu en cas de testament introduire vn droi& particulier en la faueur des nepueux, & leur attribuer vne prerogatiue, pour laquelle establir eust esté besoin de disposition expresse, ne se pouuant suppléer ou introduire par interpretation ou conformité des autres Coustumes qui estoient locales, ayans leurs raisons & considerations particulieres appropriées à leurs Prouinces & regions qui les rendoiet iustes & équitables chacune en leur pays, hors lequel elles ne seroient tolerables: Et encores moins se pouvoit ladite Coustume changer ou alterer sous couleur d'interpretation que l'on voudroit tirer du droi & commun, à cause de la varieté de l'observation d'iceluy, suivant la diversité des temps 6 & des lieux; attendu mesmes qu'il se pouvoit dire que le vray Droist Ciuil des Romains estoit celuy qui auoit exclud les nepueux, duquel droict ils auoient vsé tat que leur Republique a esté florissante en armes & en police, & tant qu'a duré la grandeur de leur Empire. Mais qu'il n'y auoit aucune apparence de donner des interpretations à la Coustume, veu que par les propres termes d'icelle, mesmes en cas de testament, les nepueux se trouuoient exclus dudit rappel: car la Coustume rejettoit nommément toute institution d'heritier 7, & restreignoit les dispositions testamentaires au legs des acquests & des meubles, & du quint des propres. Or s'il estoit loisible au testateur de rappelles ses nepueux pour prendre part en sa succession auec leurs oncles, ce seroit donner lieu à l'institution d'heritier, & permettre au testateur de se former yn ou plusieurs heritiers pour venir à sa suecession concurremment auec l'herivier legitime: qui est le seul hesitier recognupar la Coustume, & auec luy partager les biens dutestateut, de quelque sorte qu'ils sussent : qui seroit vne contrauention manifeste à la Coustume, laquelle permettoit de disposer spar forme de legs seulement, & de certaine sorte de Biens ausquels elle auoit restreint & limité toutes du positions testamentaires: & consequemment ce seroit introduire vn droi & nouvel, contraire à ce qui auoit esté vsité & pratiqué au pays, repugnant ausens & à la disposition expresse de la Coustume, qui est la Loy Fff i

386 D. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. particuliere & originaire du pays. Partant soustenoit que ladite disposition testamentaire devoit estre reduite à la forme du legs permis par la Coustume: & que du surplus lesdits demandeurs deuoient estre deboutez. Et par lesdits desendeurs auroit esté soustenu au contraire, Que l'article de la Coustume qui excluoit les neveux du droist de representation, ne se pouvoit estendre aux dispositions testamentaires esquelles on ne consideroit l'ordre de succeder par les degrez de proximité, mais la seule volon. té & ordonnance legitime du testateur , non repugnante à la Coustume du lieu. Orn'ayat icelle Coustume prohibé le rappel des neveux, il ne se pouvoit dire que le testateur eust contreuenu aux termes d'icelle, ayant delaissé son heredité à ceux qui par la dispositió du droist Civilsont appellez ab intestat en mesme rang & ordre de succeder: mais c'estoit plustost vn cas obmis en la Coustume, qui deuoit estre supleé & remply par la disposition du droict Civil, qui est le droict commun 10 & la source de la Iustice, à laquelle on deuoit auoir recours pour temperer par vne iuste interpretation la rigueur des Coustumes locales; comme en ce sujet où la raison naturelle " & l'equité maniseste le requeroit, & la commiseration des neveux, qui souvent estoient pauures pupilles & orphelins delaissez par leurs pere & mere, lesquels apres vne telle perte estoient priuez de la portió hereditaire afferente à leursdits pere & mere en la succession de leurs freres: de sorte que la disposition testamentaire dont est question estoit vn vray office de pieté, & vn deuoir de pere, rendu par l'oncle à ses neveux: lequel considerant que la mort de leur mere tiroit apres soy la perte de sa succession, disposant de ses biens comme inste & loyal arbitre, gardant l'egalité entre ceux de son sang, leur auroit donné par enixes & reiterées declarations de voloté la part & portion de ses biens, dont leur mere eust amendé si elle n'eust esté preuenuë de mort : laquelle disposition n'estojt repugnante à l'intention de la Coustume, mais se rapportoit entierement au sens & à la volonté d'icelle: estant certain que les Coustumes ne s'estoient proposé pour but principal que la conservation des biens propres & anciens domaines aux familles, afin de maintenir les maisons nobles en leur gradeur: pour laquelle raison tout le soin des Coustumes auroit esté employé à faire en sorte que ces biens peussent demeurer ou retourner à ceux de l'estoc & ligne dont ils estoient prouenus, sans se soucier beaucoup de la proxi-

DE DROICT ET DE COVST. S. mité de leurs degrez: dequoy fait assez de soy l'actio de retraict lignager introduite par les Coustumes. Consequemment il se pouvoit soustenir que le testateur ne s'estoit essoigné de l'intention premiere & principale de la Coustume, mais y auoit apporté vne inste & fauorable interpretation, qui estoit d'autant plus receuable qu'ellen'estoit nouvelle ny inusitée, ayat esté approunée par Arrests de nostredite Cour interuenus en autres Coustumes, esquelles n'estoit sait mention de rappel 12. Et qui plus est, en toutes les reformations qui ont esté faites depuis 60 ans de Coustumes semblables, non seulement on avoit donné lieu au rappel, mais aussi le droit de representation auoit esté doné aux neveux és successions abintestat: & ne pouvoit servir au demandeur d'alleguer que ce rappel estoit équipolent à vne institutio d'heritier, qui n'auoit point de lieu par la Coustume. Car on ne deuoit inserer qu'elle fust prohibée & defenduë: mais le sens de la Coustume estoit que la dite institution 'étoit necessaire pour la validité d'vn testament, & qu'il estoit en la liberté du testateur de disposer par forme de legs, donation, ou en autres termes, & telle maniere de parler que bon luy sembleroit. Estant donc la dispositió du testateur fondée en l'equité naturelle, & se trouvat coforme au droi & Ciuil & à l'intention de la Coustume, & cette interpretation receuë és autres Coustumes portans mesmes statuts 13; les desendeurs soustenoiet qu'ils estoient bien fondez en leurs conclusios. A quoy ils adioustoiet que le demadeur mesme auroit approuné la volonté du testateur par plusieurs actes, ayat fait faire la prisée des meubles, pris sa part & portion d'iceux, fait saire deux lots pour proceder au partage, & par vn compte arresté entre les parties auroit donné la qualité d'heritiers ausdits desendeurs, tellement qu'il n'estoit plus receuable à debattre cette qualité contre sa propre recognoissance, & la volonté de celuy dont il estoit heritier. Et sur ce tant eut esté procedé pardeuat le dit Bailly ou son Lieutenant, Que les parties appointées en droict à escrire &produire; & icelles ayant escrit & produit leurs lettres & tiltres, finalement appointées à ouir droict: Ledit Bailly par sa sentence du troissesme Fevrier dernier, auroit dict que le demandeur estoit bien receuable en ses conclusions, & adiugeant icelles, auroit ordonné que partage seroit sait entre les parties, des heritages & biens immeubles de ladite succession dudit desunct Maistre Nicolas Godin, qui luy appartenquet des propres du costé paternel. Fff iii

388 S. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. pour desdits heritages & biens immeubles situez au dedans de la Coustume de Senlis & de Clermont, en estre baillé audit demandeur les quatre quints, & au deffendeur l'autre quint; auquel pareillement seroit baillé la moitié des heritages & immeubles qui se trouueroient assis dans la Coustume d'Amiens, & l'autre moitié audit demandeur, & sans despens : De laquelle sentence eust esté par lesdits Georges & Eustache Payen, Gaudouin & sa femme appellé à nostre Cour de Parlement, en laquelle le procez par escrit conclud & receu pour iuger entre lesdites parties, si bien ou mal auroit esté appellé, les despens requis, & l'amende pour nous: Ioint les gricfs hors le procez, moyens de nullité & productionouvelle desdits appellans; Ausquels griefs & moyens de nullité, les intimez pourroient respondre, & contre la dite production nouvelle bailler contredits. Iceluy procez veu, griefs, responses, forclusion de produire de nouvel: Lettres de nous obtenuës le 11. Iuillet 1614. par ledit Godin, tendans à ce qu'il fust. releué de ce qu'il auroit par erreur & maduertence donné consentement à la qualité d'heritier prise par les desfendeurs, & signé ledit compte, communiquées à partie, & mises au sac, auec les desfenses des desfendeurs fournies contre lesdites lettres, & tout diligemment examiné. Nostredite Cour par son Jugement & Arreft, sans s'arrester ausdites lettres, a mis & met l'appellation & sentence de laquelle a esté appellé au neant, sans amende. En emendant a maintenu & gardé, maintient & garde lesdits appellans comme ayans esté rappellez au lieu de leur mere par le testamet dud. Nicolas Godin, pour luy succeder auec lean Godin son frere, en possessió & jouissance de la moitié des bies meubles, acquests & coquests immeubles, & propres du costé paternel delaissez par le trespas dudit Nicolas Godin, pour estre lesdits biens parragez entr'eux par moitié, sans dommages & interests, & sans despens: & sera le present Arrest leu és Sieges de Senlis & Beaunais, pour auoir lieu en cas semblables. L'Arrest donné en la Chambre des Enquestes, à mon rapport, & prononce en robbes rouges par Monsieur le Premier President de Verdun, le Mardy 23. Decembre 1614.

² Article 217. 3 Article 310.

Monella 118, introduite par Instinian vsque ad fratrum silves.

La succession collaterale soudée suivant la Loy des douze Tables, Agnatus proximus fam.liam habero. Et pource le frere exclud les nepueux qui sont au troisiesme degré, 1.3. God. de fuis & legitim hered.

DE DROICT ET DE COVST. S. 6 Car du temps premier & moyen, en ligne collaterale, les enfans des freres n'estoient aucunement recogneus, d. l.s. Ced. de fuis & legit hered. Cains, Paulus & Vlpianus in Fragmentin. Melme par la Loy de Moyle Num. 27. Pithœus in collectione legum Mofitca-

rism. S. hoc etiam, Infrient. de legitima ag. finccess. Harmenopulus lib.5.tir.8.

7 Article 165. Article 217. 9 Disponat testator, & erit lex. La Loy des douze Tables, Vii sue rei quisque legasit, isa ins esto. Et cette declaration de volonté pour rappeller est fisauorable qu'elle se peut faire eutre vife, coram duobus test bus, aut alias dummedo constet. Du Moulin en son Apoltille sur l'article 139. de la Coustume de Blois.

10 Casus om fis remanet in dispositione iuris communis : le Droict commun c'est celuy des Romains, Authent. cessante. Cod. de suis & legis. hered. Nouell. 118. & 127. quod ius

demum obtinuit ofque ad fratrum filios tantum.

re Le droict de representation est tité de la nature, laquelle pour perpetuer la propagation du genre humain, substitue par son ordre & son desir, les enfans en la place des peres : c'est pourquoy en l'gne directe elle a lieu entre les descendans in infinitum. Et par la Loy des douze Tables, Omzes descendence: surrum loco censentur. S. que and nodum Inft. de hered. que ab intestato deferuntir. Secus, entre les ascendans, caricy le Droiet deffaut auec la nature, Nouell. 118.1. adoptio.16. ff. de adopt. Ius naturam imitatur.

12 Par Arrest prononcé par seu Monsieur le President Seguier, le 7. Septembre 1,64. entre Maistre Christophle de Thou, & Catherine de Merle, pour la succession de seu François de Merle Escuyer ficur de Scambourg, lequel auoit rappellé par son testament ladite Catherine de Merle à sa succession, fut iugé en la Coustume de Paris) en laquelle n'estoit fait mention de rappel, & d'ailleurs en ligne collaterale, representation n'auoit point de lieu, ayant esté l'article 320, adjousté de nouveau) que le testateur pouvoit rappeller les enfans du frere de-

cedé, pour partager esgalement auec leur oncle.

13 V Jque ad frasrum filios : secus enim se quis pronepotes ex sorie vocanit, car lors l'opinion de du Moulin sur la Coustume locale de Lepuroux & Bruge, art. 6. a esté suinie mesme en la Coussume de Patis, quod isti vocati extra terminos inris neque veniant ve heredes, fed iure legari, & cantum capiant, quatenus legari poreft. Et ainfi a efté iugé en la Coustume de Meaux, au rapport de Monsseur Perrot, le 19 Nouembre 1605, en la Chambre des Enquestes, la sentence ayant esté confirmée, par laquelle le luge adiugeoit aux arriere-nepueux qui anoient esté rappellez par vo testareur à sa succession auec ses nepueux, ce que le restateur pouvoit leguer suivant ladite Coustume, tellement que le rappel en ce cas extra fratrum filios, valet tantum inre legati, non inre institutionis, qui n'a licu en tous fes pays Coustumiers.

> and the self-man fitter to be and the self-more wife to enhancing days county toke as significant and on conflicted postracted to the same acres acres

confication and roughly to the constitution

rogs, lon partie drogen de l'éxecution la Ceual's perfonaci

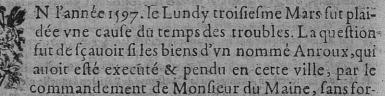
Carponic property series of the Moral impact

SVCCESSION D'VN EXECUTE SANS FORME DE IVSTICE.

Que la confiscation des biens n'a lieu que lors que le corps est consisqué par Iustice, sice n'est en crime de leze Majesté, où apres la mort on confisque le bien.

XIV.

Caufe d'Audiance



me ne sigure de procez, pour auoir esté cause des executions violentes & seditieuses du President Brisson, & d'autres: Si cesbiens, dis je, estoient acquis & consisquez au Roy. La cause estoit entre la mere plus proche & legitime heritiere dudit Anroux, demanderesse en main-leuée des biens saisss à la requeste du Procureur General, d'vne part: & le donataire du Roy, join & auec le Substitut dudit sieur Procureur General au Thresor, d'autre.

L'appel estoit d'vne sentence du Thresor, par laquelle mainleuée auroit esté faite de l'vsusfruist à la dite mere: mais la proprieté des heritages declarée acquise & confisquée au Roy. Robert plaidoit pour la mere, & monstra le mal jugé par plusieurs raisons.

Primò, par l'incompetence des Iuges, Messieurs du Thresor n'estans luges de la confiscation non plus que du corps, par l'article 183. Qui confisque le corps confisque les biens: le pouuoir de leur Iurisdiction n'ayant lieu qu'en execution des Arrests qui ont confisqué, pour declarer le bien confisqué acquis au Roy, & maintenir les donataires.

En second lieu, d'autant qu'en ce faict il n'y escheoit aucune confiscation au Roy, soit pour les crimes commis par ledit Anroux, soit par le moyen de l'execution faice en sa personne. Car pour le premier, les crimes qui luy estoient imposez ou de rebellion.

DE DROICT ET DE COVST. S. rebellion ou de sedition, encore qu'ils sussent veritables, toutesfois ayans esté remis par l'Edict du Roy d'Amnestie; ne fas erat post eineres, d'accuser vn homme lequel s'il viuoit ne pourroit estre poursuiuy, ayant esté certe loy tousiours pratiquée apres les guerres civiles, priorum facinorum non meminisse, où uvnouveniv: car de dire que les crimes de leze-Majesté soient exceptez par les Edicts, comme les crimes enormes & recherchables entre ceux d'vn mesme party, & que etiam post mortem, on fait poursuitte du crime de leze-Majesté par la loy finale, Cod. ad l. Iulian. Majestat. que cela s'entendoit du crime de leze-Majesté au premier chef, quand on a attenté à la personne du Prince: ou bien en Democratie contra Rempublicam. Car alors ipso facto, bonorum suorum ius amitiit, & crimen perduellionis contrahitur, ac host is Reipublica iudicatur; de façon que ex eo tempore neque alienare quidquam potest, neque soluere et debitores iure possunt: & ne faut point de condamnation iudiciaire, car le faict leul condamne, d.l. sin. Mais cela estant particulier pour ce chef, qu'il ne falloit l'esten. dre au second chef, pour auoir esté vn President & vn Conseiller executez par vne sedition populaire.

Car pour l'execution faicte en sa personne, qu'on ne pouvoit en tirer vn droict de confiscation au Roy, par la regle cy-dessus, Qui confisque le corps confisque les biens. D'autant que cela a lieu lors que parsentence du luge, & auec l'ordre & forme de Iustice quelqu'vn est condamné par le Magistrat qui a la iurissication & puissance commise du Prince souverain. Car lors les biens sont par la seule sentence de mort tacitement censez confisquez au Roy: mais icy nous sommes en vne execution extraordinaire faicte bono magis publico quam iure concesso, comme dans Tacite liure premier de ses Annales, il est dit Menenio Castrorum prafecto, qui cum ius animaduertendi in milites capitali supplicio non haberet, prasenti duorum aut trium supplicio seditionem in paucus re-

pressit.

Il faut qu'il y ait vne sentence, que le procez ait esté fait & parsait, que la forme & ordre iudiciaire ait esté gardée: car autrement ce n'est pas iustice, c'est desordre, c'est iniustice: il faut dire de la Iustice ce qui se dit de la monnoye, laquelle prend sa sorce de l'image du Prince qui y est imprimée, lequel charastere estant osté elle n'a plus de mise: ainsi la forme estant ostée de la Iustice elle n'est plus rien. Car de dire que cette execution

S. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. a esté faite par le commandement de celuy qui avoit pleine puissance & authorité pour lors souveraine, nous pouvons dire ce que dit le mesme Tacite lib.z. Annal. Princeps non Edilis, aut Lictoris, aut Consulis partes sustinere debet; maius aliquid à principe postulatur. Et les Princes ne doiuent nuire, mais profiter toussours & pardonner. Parcere subiectis & debellare superbos. Ha tibi erunt artes. L'exercice de la Iustice estant commis aux Iuges ils ne le doiuent entreprendre. Il est de leur jugement comme des foudres, qua mittuntur ab ipso Ioue solo, qua leniter, & sine offensa pacata transeunt. Ils ne blessent point. Mais ceux qui sont donnez par les Iuges & Magistrats ressemblent aux autres foudres, qua ab omnibus dijs ex communi consilio mittuntur: Hac perniciosa hominibus malum adferunt, inquit Seneca lib. 2. quest. natur. C. 12. & 13. Et de faict, etiam in delictis militaribus, le Connestable & les Mareschaux de France ont des Iuges à cét effet, ausquels ils renuoyent ceux qui ont commis quelque crime, & ne les condamnent eux mesmes, bien qu'ils en ayent la puissance & iurildiction. Et à ce propos Cedrenus lib. Hist. remarque d'Auguste, que s'estant vniour assis en la chaire du Preteur, voulant faire office de Iuge, ayant prononcé deux ou trois sentences de condemnation de mort, Mecenas suruint qui ne pouuant approcher de luy pour luy remonstrer la faute qu'il faisoit, per libellum rescripsit, Surge carnifex. Doncques que cette execution ne pounoit emporter confiscation : joint que c'estoit vne mere ja aagée qui demandoit les biens de son fils: l'on pouvoit dire ce que disoit Hermolaus à Alexandre, Ne supplicies onera orbam senectam parentum.

Monsieur Seruin parlant pour le Roy, & respondant à ces raisons, monstra premierement que l'incompetence alleguée n'estoit considerable, estans les biens dudit Anroux ipso fatto de la sedition & assassinat commis, & consisquez au Roy, tellement qu'ils l'ont declaré tel par leur sentence: ce qu'ils ont pû faire, nec hic alia sententia opus fuit: ce crime si signalé & si enorme, n'estant d'ailleurs couvert par les Edicts qui ont excepté tous crimes enormes & recherchables contre ceux de mesme party, estant crimen perduellionis, & crime de leze-Majesté au premier ches, par la Loy Quisquis, C. ad l. Iuliam Maiest. Car le President Brisson representant le Roy en sa personne, & en la sonstion de sa charge, ayant esté pris mesme in ipsa functione.

DE DROICT ET DE COVST. S. & executé, il est certain que ce crime est de ceux qui se poursuiuent etiam post mortem. d. l. fin. quia ipsi Senatores pars corporis Regis esse censentur. d. l. quisquis, & l. 8. Cod. dedignitat. L'Empereur Iustinian dit, Ius senatorum & authoritatem eius ordinis, in quo nos quoque ipsos numeramus, necesse est ab omni iniuria defendere. Tellement que la confiscation a pû estre adiugée, etiam post mortem, des biens de celuy qui est mort, & qui a esté executé par le commandement de celuy qui estoit tenu auoir la puissance souue-

La Cour a mis l'appellation au neant, ordonné que ce dont a esté appellé sortira son effet. Le jour & an que dessus.

SVCCESSION D'VN FRANÇOIS absent l'espace de quarante ans.

Qu'un François originaire bien qu'il ait demeuré quarante ans hors de la France, n'est pourtant exclus du droict de succeder, pourueu qu'il soit dans le temps de la petition de l'heredité, & qu'il renonce au droiet de Cité acquis en pays estrange.

XV.

E faict estoit, qu'vn François originaire ayant de Prononcé meuré en Espagne par plusieurs années se seroit Rouges. en fin habitué à Seuille, où il se seroit marié, & de ce mariage eu des enfans, & depuis seroit continuellement demeuré en Espagne par l'espace de

quarante ans, ayant laissé ses pere & mere en France, & ne seroit retourné en ce pays que depuis peu en ça pour recueillir les successions de sesdits pere & mere, mesmes pendant les guerres ciuiles des années 1589. 90. 91. & 92. que les Espagnols comme ennemis iurez de la France, auroient leué les armes pour entretenir les Ligues des partis dressez contre le Roy & la Couronne, toussours demeuré en Espagne, & depuis mesmes les Edicts de pacification ayans esté faits auec permission à vn chacun de retourner & rentrer en ses biens, en prestant nouveau serment de

Ggg ij

fidelité au Roy de France, auroit mieux aymé demeurer en Espagne, & neseroit reuenu en France qu'en l'an 1600. pour se porter heritier de ses pere & mere decedez long-temps y auoit. L'vne & l'autresuccession luy estoit donc debattuë: la maternelle par certains heritiers qui se seroient faisis de ladite succession, & des biens d'icelle, les ayans possedez par l'espace de trente ans, se dessendans de la prescription, ensemble de l'incapacité qu'ils disoient estre en sa personne, pour estre sait peregrinus ex eo imò transsuga, ay ant adheré auec les ennemis de la France, & toûjours demeuré auec eux, lequel transsuga nullum ius possiminy habet ad recuperandabona. par les loix, le post liminio. § sin. I. in bello. § manumittendo sf. de captiuis. I. non omnis. § qui captus sf. de re militari. l. si captiuus in principio sf. de captiuis.

Aussi la paternellesuccession qui auoit esté apprehendee, & par l'espace de 25, ans tenuë & occuppee par les heritiers plus proches du costé paternel, se desfendans par pareilles raisons

contre la demande qu'il faisoit en petition d'heredité.

Ie ne mettray icy les raisons de droict qui furent alleguees en la prononciation de cet Arrest, d'autat qu'elles sont toutes inserees dans le Factum de Longouallius, grand Iurisconsulte François, sur vn pareil differend, imprimé dans le Liure de Bacquet au 40.8 dernier chap. du droiet d'Aubeine, où il rapporte plusieurs Arrests pour ce faict, & partant seroit inutile & superflu de les repetericy. Mais la principale raison, & qui peut estre particuliere en cet Atrest, & partant qu'il ne faut obmettre, fut que pendant ce temps de 40. ans qu'il avoit continuellement residé en Espagne, il auroit passe plusieurs declarations pardeuant Notaires, par lesquelles il protestoit son intention estre telle de reue. nir en France: C'est pour quoy la sentence du Seneschald'Auuergne (car les biens tant paternels que maternels estoient assis dans le ressort de la Coustume d'Auvergne) ayant declaré ce François originaire Aubein & estranger par cette longue demeure, & partant non receuable, auroit esté mise au neant, en emendant, les detempteurs des biens paternels furent condamnez comme coheritiers en ladite succession de luy faire partage desdits biens, à la charge qu'il demeureroit en France, & ne pourroit retourner en Espagne, ne vendre ou aliener le bien de ladite succession paternelle: car pour les maternels la sentence sut confirmee, d'autant que par la Coustume d'Auuergne tout estoit prescript par

DE DROICT ET DE COVST. S. trente ans: par Arrest prononcé en robbes rouges par M.le Premier President de Harlay le Vendredy 23. Decembre 1605.

SVCCESSION SVIVANT L'EDICT DES MERES.

Meubles & acquests immeubles adiugez à la mere, auec la moitié de l'vsufruict des propres, suiuant l'Édict des meres.

XVI.

'ARREST quiest misicy sous ce tiltre se doit joindre Au rappore auec celuy qui a esté cy-dessus placé sous le tiltre de Damours. l'Edi& des meres, & appartient à la matiere des successions: il est donc couché en ces termes, selon qu'il a esté extraict.

Comme en certaine cause meuë & pendante pardeuant nostre Seneschal de Lyon ou son Lieutenant, entre Iean Meysson, tant en son nom que comme pere & legitime administrateur de Claude Meysson son fils, & de seuë Marguerite Reuernier, & comme ayant droict de Claude Reuernier demandeur en lettres de Garde du 27. Ianuier 1618. d'vne part: & Marie Bouuier vefue de seu Laurent Marquet, demanderesse & opposante d'autre: & leanne Marquet vefue de Claude Reuernier, à present semme de Pierre Iannest, aussi opposante d'autre.

De la part dudit demandeur eussent esté déduits plusieurs faicts, raisons & moyens, tendant & concluant à ce que comme legitime administrateur des biens dudit Claude Meysson son fils, cousin germain de Claude Reuernier le ieune, & comme ayant les droits cedez de Claude Reuernier grand onele paternel d'iceluy Claude le jeune ses plus proches parens paternels, il sust maintenu & gardé en la possession & jouissance des biens delaissez par le deceds dudit deffunct Claude Reuernier le jeune, à luy aduenus du costé paternel, sauf en ce que nostre Edict de l'an 1567, reservoit à la mere; & ce faisant que ladite Bouvier ayeulle maternelle dudit deffunct fust deboutée de son opposition, attendu que ladite Marquet mere dudit desfunct estant

Ggg in

396 S. ARRESTS DECISIFS DE OVEST. viuante & priuée par nostre Edict de la succession dudit defunct. les parens de mesme costé & ligne en degré plus essoigné devioient estre par consequent exclus: & demandoit les despens, dommages & interests: & de la part de ladite Marie Bouuier eussent esté alleguez autres faicts, raisons & moyens au contraire, tendant & concluant à ce qu'elle fust maintenu ë & gardée en la possession & saisine des biens qui appartenoient audit defunct lors de son deceds, ou autres que des reseruez à la mere, comme estant icelle Bouuier par ente en la ligne droite des ascendans qui excluoient les collateraux, tant paternels que maternels: la distinction des biens avant lieu en nostre pays de Lyonnois regy par la disposition du droiet escrit, sauf pour le regard de la mere en laquelle le droit de succeder auoit esté restreint & limité par nostre Edict, lequel ne deuoit estre estendu hors de la personne excluse, & requeroit despens, dommages & interests: Et par ladite Marquet eut esté conclud en son opposition, à ce que les biens meubles & acquests dudit Claude Reuernier son fils luy fussent adiugez auec l'vsusruiet de la moitié des propres paternels. Tant eut esté procedé que lesdites parties appointées en droict à escrire & produire, & à ouyr droict, productions respe-Riuemet faites, nostredit Seneschal par sa sentence du 16. Ianuier 1619. auroit entre autres choses, sans auoir esgard à l'opposition de ladite Marie Bouuier, maintenu & gardé ledit Meysson en ladite qualité en la succession dudit desfun & Claude Reuernier fils, ordonné que l'hoirie luy seroit renduë & restituée auec les iustes fruicts, lauf toutes fois pour les meubles lesquels il auroit adiugez à ladite Marquet sa mere, ensemble l'vsufruict de la moitié des immeubles du costé paternel, sans despens. Eut esté appellé à nostre Cour de Parlement, en laquelle le procez par escrit conclud entre ladite Bouuier appellante, d'vne part, & ledit Meysson intimé, d'autre: & receu pour iuger si bien ou mal auoit esté appellé: joint les griefs & production nouvelle de ladite appellante, ausquels griefs l'intimé pourroit respondre, & contre ladite production nouvelle bailler contredits. Veu lesdits procez, griefs, responses, forclusion de produire de nouvel par ladite appellante, production nouvelle dudit intimé, forclusion de fournir de contredits par ladite Bouuier, Arrest du 29. Fevrier dernier, entre Pierre & Charles Marquets, pere de ladite Ieanne Marquet, & oncle maternel dudit deffunct Reuernier,

DE DROICT ET DE COVST. S. 397 demandeurs en interuention, & concluant à ce que les biens dudit defunct leur sussent adiugez, comme plus proches à suy succeder ab intestat, d'vne part : & les dits Meysson audit nom, & Bouuier, dessendeurs d'autre : par lequel les dits Pierre & Charles Marquet auoient esté receus parties audit procez, ordonné qu'ils bailleroient leurs moyens d'interuention : & les dessendeurs leurs responses, & produiroient : Production dudit Meysson, Pierre & Charles Marquet, forclusion de produire par ladite Bouuier, & tout diligemment examiné.

Nostredite Cour par son lugement & Arrest faisant droi& sur le tout, a mis & met l'appellation & sentence de laquelle a esté appellé au neant sans amendé, & en emendant a maintenu & gardé, maintient & garde ladite Bouuier ayeulle maternelle dudit desfun & Claude Reuernier, comme plus proche & non comprise en nostre Edict, en la possession & saissine de tous les biens, hoirie & succession dudit desfunct de quel costé & ligne qu'ils soient procedez : Fait desfenses audit Meysson, & à tous autres de la troubler & empescher en la jouyssance d'iceux, sauf & excepté les meubles & acquests, & de l'vsufrui& de la moitié des propres paternels reservez à la mere par no-Are Edict, demeureront les fruicts ausdits Bounier & Marquet, à raison de ce qui leur est adiugé, sans despens, dommages & interests: & a ordonné & ordonne qu'à la diligence du Substitud de nostre Procureur General, ledit Arrest sera leu audit Siege l'Audience tenant, & registré és registres de l'adite Senes. chaussée. additionation I should not be some and well

and the first and the second second second second

territoria per a militar de propriero de la misso de propriero de la composición del composición de la composición de la composición del composición de la c

and the filter of the control of the first of the first of the filter of

SUPPLICE DE QUESTION S'IL EST plus grief que le bannissement.

En cas de Supplice la sentence est plus douce qui tend au bannissement, ou aux galeres, que celle qui va à la question.

XVII.

de Monsieur Bouguier, à laTournelle.

Au rapport L'ESTANS Messieurs trouuez partis en deux opinions, l'vne allant à la question, & si nihil fateatur banny pour cinq ans, l'autre aux galeres pour cinq ans: sur la difficulté de sçauoir qui estoit la plus douce, pource qu'en tel cas on passe tousiours in mitio-

rem, quand les opinions sont esgales, apres auoir pris l'aduis des anciens de l'autre semestre, les vns soustenans la question plus douce, les autres au contraire: sut arresté & resolu que l'aduis de la question estoit plus rude, d'autant que le prisonnier pouvoit par le tourment de la question confesser le faict, & sie estre condamné à la mort: où par l'autre aduis des galeres pour cinq ans, la vie luy estoit asseurée, quand mesme l'autre aduis eust esté des galeres perpetuelles, & fut dit qu'il en seroit fait Arrest pour n'en douter plus à l'aduenir : ledit Arrest donné à la Tournelle, le 3. May 1614. presidant Monsseur de Hacqueuille.

T.

TESTAMENT.

Que le Testament dernier qui reuoque le premier, estant par le mesme testateur biffé & bastonné, le premier reprend sa force & vertu.



E saict estoit constant que M. Iean Bionneau, de la Sur procez succession duquelil s'agissoit, deceda en l'an mil six party, & procenstreize à Paris: parmy ses papiers se trouue vn bes rouges papier iournal de ses affaires : dans lequel estoit vn par Monsieur testament tout escrit & signéde sa main, bastonné de Hacque-

& rayé entierement, datte de l'an mil six cens treize. Mais au- uille. parauant il auoit fait vn autre testament à Aix en Prouence d'où il estoit natif, dés le mois de Mars mil cinq cens nonante-cinq, lequel est representé entier, fait selon les formes de droist, estant ce pays regy par le droist escrit. Or par ce premier testament le deffunct voulant conseruer ses biens à sa famille, & principalement ayant vne predilection des masses, estant à ce inuité par la faueur naturelle d'iceux, & par la disposition generale des statuts de Prouence son pays natal: il fait plusieurs institutions & substitutions graduelles, ayant primo loco institué son pere qui estoit encores viuant, puis sa mere en l'vsufruict seulement, puis ses freres graduellement, ausquels il vouloit tous ses biens venir de plein droit à defaut des masses, de succession en succession, ne laissant à ses sœurs mariées que des legs particuliers, auec la clause codicilliaire apposée au bout du testament. Et par lesecond il auroit fait les mesmes institutions & substitutions portées par le premier testament, & outre auroit legué vne certaine somme de deniers à vne sienne fille naturelle qu'il auoit eu e depuis le premier testament.

Procez s'est meu pardeuant le Preuost de Paris, ou son Lieutenant, entre Maistre François & Nicolas Bionneau freres heritiers testamentaires de desfunct Iean Bionneau leur frere, de-

Hhh

400 T. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. mandeurs, en vertu du premier testament de l'an 1595. d'vne

part.

Et Damoiselle Anne & Magdelaine Bionneau sœurs du deffunct, heritieres ab intestat, d'autre. Pardeuant lequel les parties appointées en droict, sentence donnée par dessaut, par laquelle les demandeurs sont maintenus au droict de se pouvoir dire heritiers testamentaires dudit desfunct, par vertu de sondit testament de l'an 1595. sauf aux deffenderesses à requerir la deliurance des legs à eux faits. Appel en la Cour, la cause mise au roolle, & appointée au Conseil, lettres obtenues par les deffenderesses pour articuler & verisier plusieurs faicts de conjecture, pour monstrer que le testateur avoit voulu mourir intestat, & que son intention estoit de reuoquer l'yn & l'autre testament.

Les parties ayans escrit amplement & produit de part & d'autre, Messieurs de la Grand' Chambre se sont trouuez partis.

L'aduis du Rapporteur:] L'aduis du Compartiteur: Sans s'arrester aux lettres | Sans s'arrester aux lettres declarer mettre l'appellation au la succession dudit dessunct lean neant sans amende: ordon- Bionneau ouuerte ab intestat, pour ner que la sentence sorti- estre les biens partagez entre ses roit effet, sans despens. freres & sœurs, sans despens.

Les raisons de l'aduis du Compartiteur estoient, qu'il auoit esté bien iugé par le Preuost de Paris, d'auoir confirmé le testament de l'an mil cinq cens quatre-vingts quinze, d'autant que ce testament estant en bonne sorme, & les biens estans en pays de droiet escrit; il est certain que pranalet semper causa testati. Quintilian dit excellemment, In more ciuitatis & in legibus positum est, vt quoties fieri potest testamento vtatur : nec enim aliud videtur solatium mortis quam voluntas vitra mortem. Les Romains ont esté ialoux de leurs testamens: & n'estoient de rien tant curieux que de faire testament, comme marque de leur liberté, vii quisque legasit, ita rei sua ins esto: & lors qu'vn testateur a fait plusieurs testamens, comme icy, omnino videtur voluisse testatus decedere, nec aliter à priore testamento recedi quam si posterius valiturum sit, l. 18.si iure.ff. de legutis.z. in verbis. sed vix obtinet, fortaßis quia: & la loy à la verité parle d'une autre espece, quando quis duo testamenta fecit, vnum iure, alterum non iure, deficiente solemnitate iuris: & parle de la reuocation des legs, cum nuda voluntate adimantur legata:

DE DROICT ET DE COVST. T. Mais nous tirons de cette loy vne presomption de droi&, quòd nemo prasumitur velle intestatus decedere, si ce n'est qu'il le dise expressement, & qu'il renoque nommément son premier testament par le second, aussi parfait & accomply, ou bien selon la loy sancimus au Code de testamentis, en vn cas particulier, qu'apres dix ans du iour de la cofection du testamet, apud acta vel coram tribus testib.idoneis, il declare qu'il reuoque son premier testamet, & qu'il veut mourir intestat, autrement remanent heredum institutiones & substitutiones, comme il est nommément dit en la loy militis au S. veteranus. ff. de testamentomilitis: Veteranus iuro communitest amentum tempore militia fecit: postea dixit moriens se intestatum velle decedere : certe remanent heredum institutiones, & substitutiones : car pour reuoquer vn testamet il en faut vn second aussi solemnel & aussi entier, nec nuda voluntate reuocari potest, d.l. sancimus, qui est expresse au Code de testamentis. Or icy le second testament, bien qu'holographe, se trouue bastonné, sans qu'il aye depuis declaré qu'il vouloit mourir intestar, il est presumé vouloir mourir au premier testament, & en bastonnant le second demeurer au premier comme sa derniere volonté, quasi mutata illa vltima voluntate,!! nostram. Cod. de test. Et en ce cas facile redintegratur prius test amentum, puis que la volonté est expresse de la reuocation du second testament, qui reuoquoit le premier par la radiation qui s'en est ensuivie par le mesme testateur, l. qui ex liberis. S. testamento, in verbis, non secus ac si quis aliud testamentum fecerit, & supremas tabulas inciderit, ut priores supremas relinqueret. ff. de bonorum possess. secund: tabulas. Et la raison de cela est, qu'il n'y a rien de si naturel que la chose reprenne sa force par le mesme moyen qu'elle a esté reuoquée, argumento contrario legis, Nihil est tam naturale quam eodem genere. ff. de regulis iuris. Aussien Droi & le legs estant tacitement reuoqué, propter inimicitias superuenientes inter testatorem & legatarium, s'il y a eu reconciliation faite depuis, & auparauant que le testateur decedast, entre luy & le legataire, redintegratur legatum & fideicommissum, l.3. & l.4. quòd si.ff. de adimend. & transf. legatis. Et ne faut point dire que à prinatione ad habitum non est regressus: car cette maxime n'a point de lieu en matiere de testament : lesquels ne dependans que de la seule volonté du testateur, ils peuuent estre remis, puis ostez & esfacez, ainsi qu'il plaist à celuy qui teste, cum in testamentis voluntas testatoris prinpem locum obtineat: ambulatoria autem est hominis voluntas vsque ad Hhh ii

402 T. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. Supremum vita exitum, & l. 4. ff. de ad. legatis, & l. vltima. Cod. de pactis, nec potest quisquam eam sibi legem dicere, vt mutare eam non liceat: & de mesme qu'il a pû depuis celle radiation faire, declarer qu'il vouloit mourir intestat, & changer de volonté de se tenir au premier testament; aussi ne l'ayant point fait, & estant decedésans auoir fait aucune declaration contraire, cum test amétum morte demum consirmetur, il faut conclure qu'il a voulu mourir aux conditions du premier testament, mesmes à cause de la clause codicilliaire apposee en iceluy, qui fait que omni iure & quocumque modo voluit testatus decedere, comme traittent les Interpretes. Par ces raisons soustenoit qu'il auoit esté bien jugé par le Preuost de Paris, d'auoir declaré lesdits Bionneau heritiers testamentaires, en confirmant le premier testament de l'an 1595. & comme tels maintenus en la possession de tous les biens delaissez par le trespas dudit desun & Iean Bionneau.

Au contraire, le Compartiteur soustenoit par plusieurs raisons

que ce premier testament ne pouvoit subsister.

Premierement, que ce testament contenant des institutions & substitutions fideicommissaires, estant arriué le decez de l'heritier institué auparauant le testateur (comme on estoit d'accord en ce procez, que le pere premier heritier institué, & l'aisné des Bionneaux premier substitué, estoiet decedez auant le testateurs) il est certain que le testament perd sa force, cum institutio sit caput testamenti, & que la caducité le rend nul & de nul effect & valeur. Or pour monstrer que c'est icy vne substitution fideicommissaire, par laquelle le substitué ne prend pas les biens à testatore, mais ab herede instituto, lequel partant estant decedé auant le testateur, enanescit testamentum, c'est qu'iln'y a que deux substitutions en droist qui soient appellées directes, vulgaris aut pupillaris: vulgaris qua concipitur in casum si heres non erit, pupillaris in casum si heres non erit, & in pupillari atate decesserit. Or celle cy ne se peut dire vulgaire, pource que la vulgaire expire post aditam hereditatem, l. post aditam. Cod. de vulgari, & que le testateur icy a substitué in casusi sine liberis masculis decederet: ny pupillaire, parceque ce sont ses freres maieurs qu'il appelle à son heredité. Elle est donc fideicommissaire, laqueile n'est pas tant vne substitution que restitution, toto tit de institutionibus & restitutionibus, bien que nous l'appellions substitutio, co modo quo substituere arbores dicienus in locu demortuarum, quia substitutio proprie est secundi heredis institutio, leDE DROICT ET DE COVST. T. 403 quel desciente instituto aut non adeunte, prend les biens ab ipsotessatore, & les a de plein droict par la mort du desunct: au lieu que le sideicomissaire les prend par la main de l'heritier institué, lequel estant icy decedé auparauant le testateur (& auparauat qu'il ait bastonné les econd testament, comme on soustient au procez, & qu'on est demeuré d'accord;) il appert par là, que ny le premier ne peut plus subsister par la caducité de l'heritier institué, ny le second par la radiation qu'en a faite le testateur: & par consequet que res redit ad caus am intessati: ay at en cela consideré le testateur, que ny la premiere volonté ny la seconde ne pouvoit estre execu-

tée, puis que la mort avoit prevenu ceux quos sibi heredes instituerat. Mais cessant ce moyen: Quel'on ne peut nier que ce premier testament n'ait esté reuoqué par le second. Premierement, en ce que cesecond estant holographe, & aussi solennel en sa forme, & selon nostre vsage que le premier, non dubium quin prius testamentum posteriore iure perfecto rumpatur. § posteriore quoquetestamento. Institut. quibus mod. testamenta infirmentur & sufficit, si aliquo casu ex eo heres existere potuerit, en la loy 54. Pater impuberi.ff. de beredibus instituendis, in verbis, vt superius testamentum rumpatur, sufficit posterius ita factumesse vt aliquo casu ex eo heres existere possit. Secondement, en ce que le testateur a dit expressément qu'il reuoquoit le premier: ayant doncques ellé reuoqué, il ne peut plus Sublister, nisi noua & recenti voluntate, in l. militis. 36. S. vlt. ff. de testam. milit. Miles testamentum fecit iure communi tempore militia: poster aliud fecit iure militia, sed post annum decessit, & ita iure non valet: prioris testamenti, quod ruptume se constabat, non redintegrari vires consiat. Tout ainsi qu'en celuy qui facto testamento se abrogandum dedits & possea sui iuris effectus est, ve valeat testamentum, noua & recenti voluntate opus est. Et en celuy qui a fait deux testamens, & puis apres rompu le second: vtenim priores tabulas supremas relinqueret, il faut qu'il le declare par vne nouvelle volonté, l. qui ex liberis. S. testamento. ff. de bonor. possess. sec. tabulas, qui est expresse pour ce faict, quia à prinatione ad habitum nonest regressus, & ce qui a esté vne fois annullé & rompu, ne peut estre restably & remis en son entier que par vne nouvelle volonté, non tacite, mais expresse, qui done la force de l'exception à l'heritier institue, contre l'heritier ab intestat, pour obtenir du Preteur bonorum possessionem secundum tabulas: mais outre que le droict est certain pour faire reviure le premier testament en ce faict, d'autant qu'iln'y 2 Hhh iji

point eu de nouvelle volonté, qu'il y auoit des conjectures pressantes, pour dire que le defunct a voulu mourir ab intestat: lesquelles jointes auec le laps du temps qui s'estoit escoulé depuis le premier testament iusques à la radiation du second (qu'on estoit d'accord au procez auoir esté faite seulement en l'année 1611. apres la mort du premier heritier institué & substitué) y ayant plus de dix ans d'internalle, que nous estions en la disposition de la loy Sancimus alleguée: laquelle pour renoquer vn premier testament, & le rendre nul quand il y a dix ans qu'il a esté fait, ne veut qu'vne simple declaration du testateur, coram tribus testibus idoneis aut apud atta, d. l. sancimus, in verbis, irritum est testament um tamex contraria volunt ate qu'amex lapsu temporis.

La premiere conjecture de volonté estoit, que n'ayant raturé le second testament qui portoit mesmes institutions & substitutions que le premier, qu'en l'an 1611, lors que le premier heritier institué & substitué, qui estoit Antoine, estoit decedé, il appert que sa volonté estoit de reuoquer le premier aussi bien que le dernier, y ayant mesme raison en l'vn qu'en l'autre: d'autant qu'il voyoit que les institutions & substitutions estoient par ce moyen

demeurées caduques.

La feconde, que le testament a esté reuoqué pour la faueur de la fille naturelle, quam ab intestato sibi herede esse volebat potius quam ex testamento, pour pouvoir prendre ce qui luy appartient par l'Authentique licet. Cod. de not. liber. D'autant que pour se tenir au premier en faueur des masses, il ne falloit point raturer le second, veu qu'il contenoit mesmes dispositions.

Mais la derniere estoit sondée en la loy de nature pour pouuoir rappeller ses sœurs à sa succession, vt quos aqualis iunxit natura, aqualis iungat gratia: Ce qu'estant tres sauorable, il y auoit lieu de declarer la succession dudit Bionneau ouuerte ab intestat,

pour estre partagée également entre les freres & sœurs.

A ces raisons Monsseur le Rapporteur respondoit, que pour la caducité alleguée, il n'auoit qu'vn mot à dire: qu'encores que par nostre vsage toutes substitutions soient proprement sidei-commissaires, ne nous assujettissans point aux mots obliques ou directs, toutes sois qu'on pouvoit soustenir les substitutions contenues en ce premier testament estre vulgaires: & partant n'y avoir lieu à la caducité alleguée, tandis que l'vn des heritiers substituez est vivant. Premierement, par ces mots du testateur ap-

DE DROICT ET DE COVST. T. 405 posez en la substitution, se veux que mes biens reviennent de plein droiet à Antoine: car, de plein droiet, c'est à dire, ab ipso test atore, & non point par forme de restitution. Secondement, l'institution qu'il a faite au premier degré de son pere, est pure vulgaire en soy: car suivant l'ordre de nature qui fait ordinairemet succeder le sils au pere, elle ne peut comprendre en soy autre cas que si heres non erit: & bien qu'il ne soit exprés, il s'entend assez: car quant aux substitutions suivantes graduelles, bien qu'elles soient saites in casum si sine liberis decesserint; cela n'empesche pas qu'elles ne soient vulgaires, est ant cert ain en Droiet que quis potest plures gradus substitutionum facere & plures etiam conditiones apponere. l. 6. cohered is substitution sinstituen dis, si heres non erit, & si Capitolium non ascenderit, & les substituez doiu et accomplir toutes ces conditions.

Pour la reuocation, qu'il y auoit deux loix alleguées par Monsieur le Compartiteur, ausquelles il falloit respondre, la loy militis. 36. S. vltimo. & laloy qua ex liberis. S. testamento. ff. de bonorum possess. Secund. tabulas. Pour la premiere, il est vray qu'en son espece le Iurisconsulte definit, prioris test amenti vires non redintegrariquod ruptum est secundo testamento, pource que le soldat estoit mort en cette seconde volonté, qui n'estoit point reuoquée, & ne suffisoit pas qu'elle sust nulle impedimento iuris : Car vne volonté derniere estoit necessaire: mais icy le second est nul par l'empeschement de volonté du testateur qui l'arayé, & par consequent reuoqué. Quant à la loy qui ex liberis, est ant bien entendue, qu'elle faisoit du tout pour son opinion. Car Papinian met deux especes en ce s. l'vnede celuy qui facto testamento se adrogandum dedit & postea sui iuris effectus est. Il est certain que son testament est annullé par l'adrogation, cum caput sum & fortunas in alienam familiam transferat: & encores qu'il soit puis apres fastus sui iuris, non redintegratur testamentum, nisi noua & recenti voluntate declar auerit se velle in priore testamento mori: quo casu, dit le Iurisconsulte, videtur testamentum, quod fuerat irritum, recenti iudicio testatoris conualuisse, non secus ac si quis aliud testamentum fecisset ac supremas tabulas incidisset, vt priores supremas relinqueret. Or en cette seconde espece il ne dit point que recenti iudicio opus sit: la rature & la rupture du second testament fait que le premier testament reprendsa force; comme en la premiere espece la nouuelle declaration du testateur donne force au testament, qui auoit esté annullé par l'adrogation suiuante. C'est ainsi que

Cujas (afin qu'on ne dise point que c'est deuiner) l'a expliqué sur Papinian, en mettant l'espece sur ce verset, non secus ac si: Finge, (dit-il, & qui est l'espece mesme de ce procez) post prius testamentum scripti posterius (vtrumq; vtile, posteriore cert rumpitur priùs: at singe me confregisse posterius (comme icy) an valet prius? valet, nec aliud factum esse intelligitur. La raison de la disserence entre l'vne & l'autre espece; c'est qu'en la premiere vne disposition inalide de droist ne peut estre rehabilitée ipso iure sublato impedimento iuris, si ce n'est qu'apres cette rehabilitation testator quasi nouns homo declarauerit se in eodem testamento manere. En la seconde la disposition estant nulle par le manquement de la seule volonté contraire qui reuoque la premiere, elle est rehabilitée ipso iure par la reuocation seule de cette volonté, sans qu'il soit besoin

d'vne nouuelle declaration.

Quant aux conjectures alleguées, outre qu'elles sont sort legeres, & dont on ne demeure d'accord; Pour y respondre en vamot, elles ne sont admissibles contre l'existence d'va testament qui paroist en bonne sorme, pour lequel reuoquer il saudroit encores suiuant cette loy Sancimus (demeurant d'accord du laps de temps de dix ans) va acte public sait au Gresse ou pardeuat trois tesmoins: Ce que n'estant point icy, nous ne pouuons presumer autre chose, sinon qu'il a voulu mourir aux loix du premier testament; auquel en rompant le second, il est demeuré comme estant sa derniere volonté, & auquel premier testament la clause codicilliaire y apposee r'appelloit toutes les autres dispositions, & ostoit toute dissiculté, comme Benedictus sur le chap. Rainutius l'a traitté amplement.

Sur ces raisons amplement debattuës en la premiere Chambre des Enquestes, Arrest s'en est ensuiuy le 23. Decembre 1619. par lequel l'aduis du Rapporteur passa de plusieurs voix à con-

firmer la sentence.

Cet Arrest a esté depuis prononcé en robbes rouges, en l'an 1620. à la prononciation de Pasques, par Monsieur le President de Hacqueuille.

April to the first of action by the property of the first of the property of the first of the fi

Contractor of plants of the

DES

DES TESTAMENS.

Aux testamens les formes prescriptes par les Coustumes sont tellement de l'essence d'iceux, qu'ils ne peuvent estre accomplis par choses equipollentes : tellement que les testamens sont cassez, encores que la volonté des testateurs y soit expresse.

courd leulement ag k Nothires I Ir je reduceur, non cietit de

and blood is a fault elleny aid our admine calculated and N TRE Iean Olivier sieur de Leufuille, & plusieurs Au rapport legataires, appellans de la sentence donnée par le de Monsieur Prevost de Paris ou son Lieutenant, d'vne part: & Dame Anne de Balsac semme de Messire François de l'Isle sieur de Treignel, fille de Magdelai-

ne Olivier testatrice intimée d'autre, sut jugé le 9. Aoust 1602. outre plusieurs faicts alleguez au procez, pour faire casser le testament de ladite Magdelaine Olivier, que s'arrestant seulement à ce que ladite Magdelaine testatrice n'auoit en presence des Notaires dicté & noméson testament, mais fait seulement pardeuant eux vne declaration que c'estoit son testament, & qu'elle leur auoit dicté & nommé auparauant, bien que par codicille fait le lendemain, elle eust derechef confirmé ledit testament, & mesme augmenté les legs portez par son testament mentionné en iceluy codicille: toutes sois que le testament ne pouuoit subsister, & fut l'appellation mise au neant, & la sentence du Preuost de Paris confirmée, qui cassoit & annulloit ledit testament, & neantmoins du consentement dudit sieur de Treignel auoit reduit lesdits legs pieux, qui estoient grands, à certaine somme accordée du consentement. Car autrement par la Coustume de Paris nouuellement reformée, quand le testament est cassé par desfaut de solemnité, les legs portez par iceluy pour fauorables qu'ils soient, sine inter liberos, sine ad pias cansas, ne penuent estre demandez, bien que par l'ancienne Coustume cette faueur du Droict Romain auoit este receuë, qui veut que etiam ex testamento nullo aut rupto legata pia debeantur.

La decision de cet Arrest est, que ces mots essentiels de la Coustume de Paris , Qu'il faut pour faire un testament bien fait &

T. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. accomply, qu'il ait efté dicté & nommé par le test ateur aux Notaires, ne se peuvent entendre, interpreter ny accomplir autrement qu'en la forme prescrite & specifiée par la Coustume, qui doit estre prise estroitement en sa disposition, nec per aquipollens adimpleri. Et à ce propos se peut rapporter ce que dit elegamment Quintilian en pareille occurrence : Hac lex publica est testamentum prinatum: potenitus est quod in albo video quam quod in testamento. Fut allegué l'Arrest de Machecaut comme contraire, par lequel il sembloit que par vne grande équité on auoit confirmé vn testament apporté seulement aux Notaires par le testateur, non escrit de sa main, bien qu'il n'eust esté ny dicté, ny nommé en leur presence, mais seulemet apostillé de sa main en plusieurs endroits: mais ces apostilles estans escrites de sa main, (bien qu'en la marge & par interpositions)rendoient le testament comme holographe: sans qu'il soit besoin le faire recognoistre pardeuant Notaires: & d'ailleurs ces apostilles monstroient certam voluntatem & rationem animi sui, laquelle doit estre suivie plustost que nimia & misera ditigentia, comme il est dit en la loy Lucius Titius. 88. alias L. Scauola. S.vlt ff. de legat. 2. de eo qui testamentum suum condidit sine Iurisperito, rationem potius animi sui secutus quam nimiam & misera diligentiam. Tellement qu'en ce cas par vne singuliere équité le testament dudit Machecaut sut confirmé, bien qu'il n'eust esté fait selon les formes speciales & particulieres de la Coustume.

Mais ce cas ne pouvoit estre tiré en consequence, & falloit nous tenir tousiours à cette maxime, que vbi certa forma prascripta est à lege aut à consuetudine, ea specific adimpleri debet, vt. de conditionibus dicitur: Et la mesme question fut puis apres iugée au rapport dudit sieur Sauare Conseiller, le 15. Fevrier 1607. suiuant ce present Arrest, entre vn nommé Beaufumée legataire d'vne part, & les heritiers d'vn nommé Pierre Beaufumée testateur, le testament duquel fut cassé sur ce que la Coustume d'Auxerre, en laquelle estoient les biens assis & situez, & les personnes domiciliez, vouloit par article exprés que le testament sut dicté & nommé en presence de deux Notaires: & neantmoins le testament dudit Beaufumée auoit esté dicté & nommé par le testateur, bien qu'il eust esté leu & releu par plusieurs fois audit testateur en la presence des tesmoins, & qu'il l'eust confirmé & declaré estresa volonté, par un codicille fait cinq iours apres: & parcant surent les heritiers dudit Beausumée absous de la demande

DE DROICT ET DE COVST. T.

409

Supposed .

enddon an

方的大學

à eux faite d'vn certain legs contenu audit testament.

La dispute sut grande sur le codicille fait par ladite Magdelaine Olivier, le lendemain, relatif dudit testament, & contenant nouueaux legs, fait en bonne forme pardeuant deux Notaires: car il sembloit subsister de soy, & faire vne disposition à part, voire suppléer au dessaut du testament, puis qu'elle auoit derechef confirmé & approuué le contenu en iceluy, en diminuant les legs faits en iceluy, & en adjoustant d'autres : de façon qu'il faisoit apparoir d'vne volonté certaine de la testatrice, & sembloit que les legs contenus en iceluy peussent estre demandez, se non ex testamento, saltem ex codicillis.l. vlt. ff. de iur. cod.l. I. Cod. de codic. Mais ce codicille estant relatif au testament, cum emendationem aut supplementum testamenti contineret, vt ait Cuiacius in Paratitlis ad diétam legem: il est certain qu'en ce cas sa force & subsistence depend du testament, bien qu'entre nous & par nos mœurs nos testamens ne soient que vrais codicilles, veu que l'institution d'heritier n'est necessaire, sine qua entre les Romains le testament ne pouvoit subsister: mais quand il est relatif d'vn testament fait auparauant, tunc pars testamenti dicitur, & quasi appendix prioristestamenti.l. penult ff. quemadmodum testam. aper. Tellement que si le testament comme en ce faict est cassé, ex defectu solemnitatis, & factum iniustum & irritum, comme disent les loix; alors le testament desaillant, les codicilles aussi desaillent, 1.se quis. S. vlt. ff. de iur.cod. vbi ex test amento hereditas adita non sit, etians fideicommissum ex codicillis nullius momenti erit: secus, si le testament estoit casse, per agnationem posthumi, & ruptum sit non irritum. Car alors nato posthumo, le testament subsistant par sa forme & solemnité, il pourroit ell reconfirmé par un codicille, quantum ad legata attinet. Et ainsi doit estre entenduë cette Loy du Code de Codicillis, qui fur alleguée, & laquelle Cujas a ainsi interpretée en ses Paratitles, ad diet. titul. ita vt hoc casu quasi ex sideicommisso legata. peti possint. Car autrement rupto etiam testamento agnatione posthumi, codicillos quoque ad testamentum pertinentes non valere in dubium non venit. d. l.I. C. de codic. the broken with matter first with 11st on an authorization.

instabline opine trees they wisers a substitution reserve beauty

to the significant orders to a subtraction companied Appropri

TESTAMENT SOLEMNEL.

Qu'un testament dernier, mais solemnel, bien que fait en temps de peste, ne peut pas reuoquer un premier testament solennel, fait par le mesme testateur au mesme temps.

nit di canincham III. cana a codesimo i cal senten

OMME procez eust esté men pardeuant le Bailly

· Prononcé en robbes rouges à la Pentecoste 1593.

de Forests, ou son Lieutenant au siege du Bourgargental: entre Perrette Piaton, vesue & heritiere de feu Mathelin Reuoil, en son viuant Marchand demeuranta Malleual en Forests, demanderesse en execution de lettres de garde, d'vne part: & Maistre Iean Iulian Procureur d'office en la Iurisdiction de Luppé audit Forests, dessendeur & opposant d'autre. Sur ce que la demander esse disoit, qu'au mois d'Aoust 1586. le pays de Forests, & specialement la ville & parroisse de Malleual auroit esté tellement assligée de la maladie contagieuse, que la plus grand part des officiers, & autres habitans, mesmes le Curé dudit lieu auroient esté contraints abandonner leurs maisons pour se retirer, & escarter çà & là en diuers heux champestres & deserts, & la plus part de ceux qui seroient demeurez audit lieu auroient esté frappez de ladite maladie, auectelle violence, qu'ils estoient durant icelle comme forcenez & insensez; auquel temps deffunct Iean Choron, dit Vosna, estat atteint d'icelle matadie, se seroit retiré en une vigne à luy appartenante prés ledit Malleual au lieu dit la Charantonne, auquel lieu le 15. dudit mois, iour & Feste de l'Assemption de la Vierge Marie, il auroit disposé de ses biens par testament nuncupatif & verbal, en presence de Guillaume Vanasseur Clerc dudit Malleual, & d'autres tesmoins en nombre suffisant; par iceluy institué, & fait son heritiere vniuerselle Anne Choron sasœur: & au cas qu'elle vint à deceder de ladite contagion, ou autrement sans enfans, luy auroit substitué en la moitié de ses biens ledit deffendeur frere de la belie-mere d'iceluy testateur: & ledit seu Reuoil viuant mary de ladite demanderesse en l'autre moitié, en recompense des peines, despenses & secours qu'il auroit eu de luy durant sa maladie: & par mesme testament auroit legué la somme de six escus à ladite demanderesse, & deux escus aux pau-

DE DROICT ET DE COVST. T. ures dudit Malleual: Quelque temps apres ceste disposition testamentaire seroit ledit Choron decedé en mesme volonté, luy suruiu ant ladite Anne Choron sa sœur & h'eritiere, qui seroit pareillement trespassée d'icelle maladie peu de jours apres ledit testateur, au moyen du deceds, de laquelle la substitutió portée par ledittestament auroit esté ouuerte au profit dudit Reuoil pour moitié, lequel tost apres seroit aussi decedé, ayant par son testament du 19. dudit mois laissé son heritiere vniuerselle ladite demanderesse sa femme; & par le moyen de sa succession à icelle transmis le droict à luy acquis en la succession dudit Choron à cause de ladite substitution. Laquelle demanderesse s'estant portée heritiere dudit Reuoil son mary auroit le 22. Nouembre 1586. obtenu dudit Bailly de Forests lesdites lettres de garde, pour estre come heritiere dudit Reuoil, substituée à ladite Anne Choron, maintenuë & gardée en la possession, saisine, & jouyssance de la moitié de tous les biens delaissez par le trespas d'iceluy Choron; à l'entherinement desquelles elle concluoit, & deman-

doit despens, dommages & interests.

Le defendeur pour ses desenses disoit au contraire, que le dit seu Choron estant malade de ladite contagion en sadite vigne, assis prés sa cabane, auroit dés le 14. Aoust en la mesme année 1586. disposé de l'esdits biens par testament nuncupatif, receu & redigé par escrit, par André Iaquemon Notaire Royal, en presence de sept tesmoins, auec toutes solemnitez requises par la disposition de Droist, par lequel il auroit institué ses heritiers Anne & Antoinette Choron ses sœurs pour vne moitié, & ledit defendeur pour l'autre, lequel il auroit aussi substitué à sesdites sœurs, au cas qu'elles decédassent sans enfans, & legué à ladite demanderesse la lomme de six escus: Peu apres lequel testament seroient, tant ledit testateur, que sesdites deux sœurs decedez de ladite contagion; en sorte que toute la succession d'iceluy Choron luy seroit à present escheuë, tant par droiet d'institution, que de substitution, sans que la dite de manderesse y puisse pretendre droict en vertu d'vn testament qu'elle dit auoir esté verbalement sait le lendemain au profit dudit feu Reuoil son mary, auquel ne se trouuera que les formes & solemnitez prescrites du Droict Civil ayent esté gardées: Partant concluoit ledit desendeur à ce que sans auoir esgard audit testament posterieur, il sust maintenu & gardé en la possession & jouissance des biens, hoirie & succession

412 T. ARRESTS DECISIFS DE OVEST. dudit Choron, auec inhibitions & defenses à ladite demanderesse, & tous autres, de le troubler ou empescher en ladite jouissan-

ce, & demandoit despens, dommages & interests.

Surquoy lesdices parties appointées contraires, & en enquestes, icelles faites de la part de ladite demanderesse, tant audit Bourgargental le 17. Fevrier 1587. qu'à Lyon le 6. Mars ensuivant; & depuis les tesmoins ouys audit Bourgargental, repetez en leurs depositions le 25. Aoust audit an, lesdites enquestes veuës en publication par ledit deffendeur : il auroit nonobstant icelles perfisté en sesdites conclusions, & soustenu que la preune dudit dernier testamet n'estoit valable, pour la varieté notable quise trouuoit entre les tesmoins, qui disoient auoir assisté à la confection d'iceluy; deux desquels resmoins auroient obmis l'institution de ladite Anne Choron, & deposé que ledit Renoil & luy dessendeur, auroient esté instituez heritiers chacun par moitié & égale portion, laquelle obmission rendoit leur tesmoignage nul, pour redit, inf. de auoir manqué en ce qui est fondement principal de tout testament, & consequemment estanticeluy defectueux, ne pouvoit reuoquer le precedent solemnel, & parfait.

C.de cestam S. Ante hælegat. 6. In primis inf. de fideic.

1. Iubemus.

1. Hæredes palam, Qui test fac post. & vlt. inf. de seft, ordin.

hæredit.

De la part de ladite demanderesse auoit esté repliqué, que le domicile du testateur, & biens dont estoit question, estans situez au pays de Forests, regy par disposition du droiet escrit, auquel les restamens nuncupatifs & verbaux ont tousiours esté receus, approuuez & authorisez: toute la contestation des parties ne consistoit qu'en la preuue du dit dernier testament, laquelle pouuoit despendre, ou de la verité de l'acte, ou de la forme & solemnité d'iceluy. Pour le regard de la verité, elle n'estoit reuoquée en doute, n'estanticeluy argué, ny soupçonné de faux.

a Hac de re disputant gloffographi & doctores ad c.2 C. de bon.post. secund. tab. Cuias Cum dicitur de te. stamento. nuncupato, probari le-

Quant à la solemnité, il la falloit rapporter à la dispositio du testateur a, non à la forme de la preuue. Or ne pouvoir-on douter, estant suffisamment verifié par lesdites enquestes, que ledit testament n'eust esté prononcé par la bouche dudit testateur en presence de 7. tesmoins masses, & tels que la disposition de Droict requeroit: de sorte qu'estant iceluy testamet accomply de toutes ses formes, il ne falloit rechercher pareille solemnité en la preuue d'iceluy, conformément à la disposition de Droi & Canonb, le-

bere id testamentum fuisse nuncupatum propalam coram septem testibus: dicimus probari id satis esse testibus duobus, vel tribus, arg I Omnium C. de testam. in qua agitur de testamento sacto in consistorio

principis, que fatis habet si duo vel tres testes affirment tem ita gestam elle.

b C. cum esses, & c. relatum. ext. de testament.

DE DROICT ET DE COVST. T. quel en la passation mesme de l'aste, se contente de moindre nombre que desept: & neantmoins ne devoit estre tenu pour repugnance ou contrarieté, si deux desdits tesmoins n'auoiet parlé en leurs premieres depositions de l'institution de ladite Anne Choro, puis que d'icelle ne s'agissoit au procez, & qu'ils demeuroient d'accord auec les autres telmoins a de la secode institutio a arg. C.iududit Reuoil, en quoy consistoit le differend desdites parties. En bemus vers tout cas quand il faudroit reietter lesdits deux tesmoins, & ores fierit obserque le nombre d'iceux fust reduit à cinq, ledit testamét ne laisse-uatum. C.de roit d'estre legitime & valable. Car toutes successions deserées testam. par substitution estans à present censees & reputées sideicom- & c. Raynalmissaires, la demanderesse ne pretendoit agir pour obtenir vne dus ext. de succession directe, mais vn fideicommis, pour la validité duquel il estoit tout notoire que l'assissace de cinq tesmoins estoit suffi- b § vit. inf. sante. Dauantage, sors que le plus proche & presomptif heritier de fideicom. est institué par testament sait en presence de cinq tesmoins, ledit s. vit C. de restament par la constitution de Theodose estoit de telle va-codicil. leur, que par iceluy tous les precedens estoient rompus, encores sultissima. S. qu'ils eussent esté accomplis de toutes solennitez.

Orparledit testament posterieur ladite Anne Choron auoit testam esté instituée seule heritiere, estant sœur & plus proche à succeder abintestat, à cause du deceds peu auparauant aduenu à ladite Antoinette, consequemment par son institution ledit testament dernier auoit esté validé, & le precedent casse & annullé: tellement qu'apres le deceds d'icelle Anne il ne pouvoit reviure d. d 1 pen de Et qui plus est, ladite demanderesse estoit fondée sur le priui- de reg. Calege octroyé par Instinian e à ceux qui font leur residence és ton lieux champestres & escartez de la societé & habitation des estesam. hommes, ausquels il a permis tester, & ordonner de leurs biens entierement, par disposition testamentaire verbale, & au nombre de cinq tesmoins: & n'estoit ladite demanderesse seule ment en ces termes, mais en beaucoup plus forts & fauorables, à cause de l'extreme danger de contagion, pour lequel personne n'osoit approcher les malades, ny se trouuer aux lieux de leur retraitte, occasion qui auoit meu les Anciens f à remettre & re-f 1 casus. C. lascher beaucoup de la solennité accoustumée aux autres testa de testam. Il mens. De sorte que quant ores audit testament dernier n'au-quitas. \$, si

roient assisté que cinq tesmoins, il ne laisseroit d'estre accomply tamen. C. de en la forme requise par lesdites constitutions, & seroit suffisant testam.

riore, infr. quib. mod. telt.infirm.

pour renoquer le precedent par la maxime de droi & generale2, à laquelle on ne doit apporter distinction ny modification.

feribitur in 1.

pationem.

testam. fac. pea. ga. inf. de testam. ordin. Oportet ad uari omnia quæ leges præcipiunt in faciendo testamento. Cujac. ex hered. lif arg liubemus § qué-I.vli. S. vlt. C de teltam.

h 1 Exea scriptura qui teltam. fac. poff.

Le defendeur pour dupliques disoit, qu'il ne vouloit nier que les testamens non redigez par escrit, ne soient receus & approuuez, moins entendoit mettre difference entre les testamens verbaux & nuncupatifs, attendu que rarement on vsoit de la forme b Quorum des testamens par escrit, que les anciens appelloient secrets b, forma præ, mais que ceux de present estoient ordinairement nuncupatifs, hac con ul- encores qu'il fussent mis par escrit, n'estant de droict l'escriture tissima. C. de de l'essence de tels testamens c, ains la seule nomination de la c d.l. hac bouche du testateur: mais que pour estre vn testament valable, cossultissima. ne suffisoit qu'il fust tenu pour veritable, & contint en soy l'ex-5. per nuneu- pression de la derniere volonté du testateur, estant aussi de necessité qu'il fust solennel & accomply de toutes les formes que les loix anciennes ont expressément ordonné y estre obseruées, d 1.3. Qui attendu que c'estoit vn acte legitime, solennel & public d, auquel tesdites formes sont essentielles, en sorte que le moindre manquement renuersoit l'acte, le rendoit nul & de nul effect. Et ne consistoit icelle solennité seulemet en la disposition du testateur, voguem ser- conforme à la permission des loix e, mais aussi en la foy des tesmoins, desquels non seulemet l'assistance estoit requise en nombre legitime, mais le plus important estoit, si le testament n'auoit esté redigé par escrit, qu'ils rendissent tesmoignage de l'acte d'vn mesme accord & consentement, à ce que par leur bouche e § rinfide on eust autant de certitude que d'vn instrument escrit, public & authentique f. Ce qui ne pouvoit estre ence faiet, auquel les dits tesmoins ne se trouuoiet d'accord de l'institution d'heritier. Puis donc que ledit testament posterieur estoit imparfaict, & non seuadmodum, & lemet ne se pouvoit la desectuosité d'iceluy couvrir par la saueur des fideicommis, n'ayant esté l'intention du testateur de faire codicille, ou laisser vn fideicommis : car vn testament imparfai& g 1.vlt.C.de ne pouuoit valoir par droict de codicille g, si le testateur ne l'auoit expressément ordonné: & tout ce qui estoit donné par vn testament desectueux estoit de nulle valleur h, à quelque tiltre: qu'il eust esté laissé. Encores moins pouvoit servir la constitution de Theodose, saite en saueur des plus proches & legitimes heritiers, attendu qu'il estoit expressément porté par icelle, que telle disposition testamentaire, qui n'est assistée de sa forme ordinaire, ne valoit comme testament, mais comme disposition de celuy

DE DROICT ET DE COVST. T. celuy qui vouloit mourir sans tester 2. Par laquelle raison au 2 d. 1. hac faict qui se presente, ledit dernier testament, quant à l'institution ma, s. si quis de ladite Anne Choron eust peu subsister, & le precedent estre aucem. reuoqué pour son regard, si elle eust apprehendé la succession, Potuit insticomme deserée ab intestat, mais non quant à la substitution des- tanquam hedits Iulian & Revoil, qui des le commencement auroit esté nul-reditate ab se, pour n'auoir iceux aucun droiet en ladite succession: ioin & lata, non subque ladite constitution n'auoit lieu qu'au cas que les instituez au stitute qua precedent restament ne touchassent au testateur d'aucune pro- ab intestato ximité. Et quant au priuilege des rustiques, ne vouloit ledit de-reditaté obfendeur insister quesuiuant cette permission ledit dernier test az tinere non ment ne peust estre tenu valable, s'il n'y en auoit autre fait auparauant, ou que le precedent sust également desectueux, mais ne se deuoit inferer, qu'en vertu de l'adite concession vn testament imparfaict en sa forme effentielle, & appuyé seulement sur ce privilege, peust rompre, casser & annuller vn precedent fait par melme personne, & en melme temps, accomply neantmoins de toutes ses formes & solennitez. Et bien que le danger de contagion puisse mouvoir les luges à moderer la rigueur des formes, ils ne deuoient neantmoins toucher au nombre legitime des tesmoins b, & beaucoup moins les dispenser de declarer b d.l. casus? entierement ce qui estoit de la substance & forme du testament. Estoit aussi à considerer la texture de ladite constitution de Iustinian, & son intention, qui n'auoit esté de donner ausdits rustiques ce priuilege simplement & absolument, mais comme conditionnellement, & auec difficulté, requerant en premier lieu c d. l. vlt. 5. l'assistance de sept tesmoins qui sçachent escrire, & à faute d'en inillis vero pouvoir trouver de tels, sept autres, & en toute extremité cinq, qui par serment rendissent fidelle tesmoignage devant-le Iuge de tout ce qui s'y seroit passe. Par laquelle gradation on pouuoit presumer que c'estoit plustost vne concession par tolerance, qu'vn vray privilege, & qu'il auroit vse de cette permission enuers eux, de peur que par faute de tesmoins en suffisant nombre, ils sussent prinez de pounoir tester, non pas qu'il ait entendu leur permettre par tels testamens renuerser ceux qu'ils auroient eux-mesmes solennellement saits, ce qu'il eust fallu en ce cas d 1. Que nommément exprimer: autrement, estant ladite constitution cessiatem, & nouuelle, & contre le droiet commun, se devoit restraindre & LQuod conresenir dans ses propres termes d, de la permission de tester, ira. De reg. Kkk.

teltam.

iuft. rupt & irr. teft. l. ex

f l. post legatum. De his quæ ve indig.

416 T. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. non pas étendre à la rupture des precedens testamens solenneis. Et y auoit grande difference entre ladite permission & le priuià l'i. dete-lege donné aux gens de guerre a par les Empereurs, approuué stam.militis. des Iurisconsultes, & receu comme droi & commun, lequel leur auoit esté baillé par honneur & saueur, en recognoissance des grands seruices qu'ils rendent au public : ioin & que la nature de tout privilege estoit d'estre comme contraire au droict comb 1. Quod mun, resserré en ses bornes b, sans pouvoir estre étendu par inverd, & l. ius terpretation; & falloit à son defaut auoir recours au droist ge-singulaie. de neral, lequel faisant plus d'estat d'vn testament solennel que d'yn imparfai&, qui neantmoins seroit sondésur quelque prinie 1. Bius mi-lege, auoit decidé par expres e que le testament priuilegié pou-litis. 5. 1. de uoit estre reuoqué par vn subsequent imparfaict, non pas celuy .testam.milit. auquel les formes du droict commun auoient esté gardées. Aussi le privilege pouvoit bien rendre le testament valable, qui d'ailleurs estoit de nulle valeur : mais ne pouuoit operer que celuy d'arg. 1.2.de qui estoit defectueux en sa forme sust reputé solenel & parfait d. iniust rupt. Consequemment ladite maxime de droict, qu'vn testament precedent soit rompu par un subsequent parfaid, se deuoit en-

e 1. 2. Dein- lege nouuel e. Surquoy lesdites parties appointées à produire, ce qu'elles parce. De a- auroient fait de part & d'autre, baillé reproches, contredits & dim leg fc- saluations, & finalement appointées à ouyr droict, ledit Bailly hac conful- par sa sentence du septiesme iour de Decembre 1588. sans auoir tiema S. 6 esgard au testament verbal & posterieur dudit Choron, auroit maintenu & gardé ledit defendeur en la possession, saisine & iouyssance de tous les biens, hoirie & succession d'iceluy, auec inhibitions & desenses à ladite demanderesse, & tous autres, de le troubler ou empescher en la possession & iouyssance d'iceux, sans preiudice du legs fait à ladite demanderesse par ledit precedent testament f, laquelle demanderesse il auroit condamnée aux despens de l'instance, dommages & interests, pour le trouble fait audit desendeur, tels que de raison. De laquelle sentence ayant esté par ladite demanderesse appellé au Seneschal & Gens tenans le Siege Presidial à Lyon, pardeuant iceux lesdites parties appointées à confirmer ou infirmer, ioin& leurs griefs & responses, qu'elles auroient respectiuement

tendre, s'il estoit parfaict de droict commun, non s'il estoit valable seulement, & toleré par vertu d'vn droiet special & priuiDE DROICT ET DE COVST. T. 417 fournis, lesdits luges Presidiaux par leur sentence du 13. iour de Fevrier 1590. auroient ordonné que la sentence du dit Bailly sortiroit son effect.

Dont ladite demanderesse auroit de rechef appellé à la Cour de Parlement, en laquelle le procez conclu & receu pour iuger si bien ou mal auoit esté appellé, ioinct les griess hors le procez, pretendus moyens de nullité, & production nouvelle de ladite appellante, ausquels griefs & moyens de nullité ledit intimé pourroit respondre, & contre ladite production nouvelle bailler contredits. Suivant ce lesdites parties auroient sourny de griefs & responses, & ladite appellate obtenu lettres le 20. Mars dernier, afin d'estre receuë à articuler de nounel les faicts y contenus, mesmes qu'ayant ledit Choron sait son dernier testament ledit 15. Aoust 1586. pour obuier à ce que la preuve d'iceluy ne deperist, elle auroit en vertu de l'ordonnance du Iuge dudit Malleual, fait comparoir pardeuant luy Henry Buisson, Iacques Dumas, André Reuolon, François Paret, André Robert, tous habitans dudit Malleual, Iacqueline Roy, fille de feur Antoine Roy, Laboureur dudit lieu, & ledit Vauasseur commis à recenoir les restamens des pestiferez audit lieu, lesquels dés le 27. Aoust ensuivat, & apres serment par eux fait a, ouys & exa- a d. 1 vh. in minez separément auroient tous conformément rapporté que finc. C. de ledit 15. Aoust auant midy ils auroient assisté à la confection d'i-testame celuy testament, de ce faire requis & conduits audit lieu de la b 1. heredes Charantonne b par ledit Reuoil, où ils auroient veu & cogneu palam. 67 in ledit Choron leur voisin, malade de contagion, lequel de vine Qui testamentis, voix auroit testé & disposé de ses biens en leur presence, insti fac. poss, tuant son heritiere vniuerfelle ladite Anne Choron, & luy substituant iceux Iulian & Renoil: desquelles attestations auroit esté à la requeste de ladite appellante expedié acte le 4. Octobre ensuiuant. Outre lesquels tesmoins auroit aussi assisté audit? testament Matthieu Martinier, demeurant à Lyon, absent dudit Malleual lors de ladite attestation, lequel auroit deposé en ladite enqueste faite à Lyon, ce que tous les autres tesmoins auroient aussi recogneu en leursdites repetitions. Lesquelles lettres auroient esté communiquées audit intimé, & mifes au sac du procez, de l'ordonnance de ladite Cour-

Or disoit ladite appellante, attendu lesdits saists & acte de ladite attestation dont elle seroit apparoir, que d'icelle soient

Kkk ij

les preuves contenues esdites enquestes, se pouvoit manifestement colliger que la derniere disposition dudit Choron estoit solennellement faite en presence de sept tesmoins masses, tels que la loy les requiert, ce que six d'entre eux avoient attesté de fraische memoire, & parauant que le present different eust esté meu. Et bien que pour lors ils n'eussent fait mention de l'assistance dudit Matinier, aussi n'auoient-ils vsé de restriction, ny declaré que plus grand nombre de tesmoins n'y eust assisté de sorte que leurs a l. expressa depositions ne pouuoient estre restraintes au nombre de six 2, & legitimi. De ne devoit estre tenu pour contradiction, si les esclaircissans par apres, iceux telmoins rous d'vn accord & consentement auoient declaré que ledit Matinier y estoit aussi present auec eux. Consequemment soustenoit ladite appellante qu'il auoit esté mal iugé, & qu'en reformant ladite sentence, ses conclusions luy deuoient estre adiugées,

mentionnez en ladite attestation estoit comprise vne femme qui

Ledit intimé respondoit, qu'au nombre des sept tesmoins

flamento:5 itis. inf. de femin. de reg. iur.

& C. actus

rcg. iur.

n'estoit admissible à porter tesmoignage en matiere de testamét, b I.Quite reputez estre de droist public b, duquel en general les semmes stamento; font incapables. Et où ladite appellante vou droit faire est at de la rest. fac poss. preuse qui se pourroit recueillir desdites enquestes, & icelle join-\$1.1 & S. te- dre & accumuler à celle de ladite attestation, les dits tesmoins ne test. ordin, 1. se trouveroient auoir esté constans en leurs depositions, d'autant qu'apres auoir en ladite attestation particulierement expriméles noms desdits tesmoins testamentaires, n'ayans en icelle fait mention dudit Matinier, ils n'auroient peu ne deu par leurs depositions subsequentes, augmenter leur nombre de l'assistance d'iceluy: car la redaction par escrit desdites depositions faite de fraische memoire, pour seruir & tenir lieu d'yn instrument authentique, devoit contenir en soy fidellement toute la verité de ce qui e d.l.vlt. in s'estoit passé, sans qu'il fust permis y adjouster, diminuer, ou insin. C. dete-nouer aucune chose, non plus que pour valider vn testament de fectueux, ou autre acte redigé par escrit on ne seroit receuable à mettre en faict, qu'autres telmoins que les nommez en iceluy, y eussent assisté, encores que l'on le voulust verifier par les mesmes tesmoins instrumentaires, & neservoir d'alleguer que les dits tesmoins n'auroient precisément declaréen ladite attestation qu'ils cussent esté seuls presens à ladite disposition testamétaire, d'autat qu'ayans tous vniformement exprime les mesmes noms de ceux

Mam.

DE DROICT ET DE COVST. T. qui s'y estoient trouuez, sans aucune mention deseptiesme, soit cogneu ou incogneu, il n'estoit credible qu'autre y eust assisté que les nommez en ladite attestation a: autrement, estans les tesmoins d'vntel acte public & solennel, tenus rapporter naisue- apud s. hoc ment & categoriquement, non seulement la substance, mais aussi iniuriis, la forme & validité d'iceluy, telle obmission rendoit ledit testamet nul, vitieux, & iniuste, & ne se pouuoit par apres r'habiller b, n'estant raisonnable de rendre vn testament non escrit de meilleure condition, que celuy qui seroit receu par escrit, si d'auentu- sac. poss. re ladite omission ne consistoit en quelques particularitez non essentielles, ou qu'il se trouu ast de l'obscuritées premieres depositions c, lesquelles pourroient en ce cas estre remplies ou esclair- c dl. herecies par vne subsequente repetition. Et par ces moyens soufie-dis palam. noit auoir esté bieningé.

Veu lequel procez, griefs & responses, ensemble lesdites lettres, production nouvelle faite par ladite appellante de ladite atrestation, renonciation d'y bailler contredits par ledit intimé, &

tout diligemment examiné.

Ladite Courpar son lugement & Arrest, sans s'arrester ausdistes lettres, a mis & met l'appellation au neant, sans amende & despens de la cause d'appel: ordonne que la sentence dont a esté appellésortira son plein & entier esfet : & neantmoins pour certaines considerations a liquide & moderé les dommages & interests esquels ladite appellante est condamnée à vn escu sol, la taxe des despens adiugez à icelle Cour reservée.

And the tree of any the contract of the Marian

Text at menyant commence if my real to commit-

were and entering paying of their money for emillate. the ely leabens shoulder committee the affect out and the fairly length of the contract of the feet of the the lean de I seely deliconships of gordlance de

three flat morn, all young to see

a 1. Item edictum. de

b l.heredes palam. §. 1. qui testam.

quod verè

Le cas exprimé en un testament d'institution de posthumes se peut estendre à celuy qui n'est pas exprimé, par une benigne interpretation, ex coniectura voluntatis.

Month of the control of the control

NTRE Maistre lean de Fraissy Aduocat au Bailliage & Siege Presidial d'Aurillac, soy disant heritier de seu Maistre Iean de Fraissy, viu ant Conseiller audit Siege, appellant d'vne sentence donnée par le Bailly de la haute Auuergne, ou son Lieute-

nant, & Iuges Presidiaux dudit Aurillac, le 13. Nouembre 1625. & defendeur, d'vne part. Rogers delle aus de le les

Et Maistre Guillaume de Fraissy, aussi Aduocat audit Siege; intimé & demandeur en Requeste, afin d'éuocation du prin-

cipal, du 4. Iuin 1626. d'autre.

Et Maistre Antoine de Cambefort, cy-deuant Conseiller au Presidial dudit Autillac, & Damoiselle Marguerite de Cambefort, sa fille, semme authorisée par sustice, au resus dudit Maistre Iean de Fraissy son mary, demandeurs en Requeste, afin d'interuention du vingt-fixiesme Nouembre audit an mil six cens vingt-fix, d'autre part.

Et lesdits Maistre Iean & Guillaume de Fraissy, desfendeurs, procez s'est meu sur un tel faict. Ledit Maistre lean de Fraissy, pere commun des parties, estant decedé en l'an 1610. auroit laisse deux enfans, scauoir ledit lean de Fraissy son fils aisné, & ledit Guillaume de Fraissy son puisne, estant lors en fort bas aage de

dix ans ou enuiron seulement.

Ledit Guillaume-ayant commencé d'entrer en la cognoissance de les droicts auroit sait assigner ledit lean de Fraissy son frere, pardeuant les Presidiaux d'Aurillac, le 15. Octobre 1625. pour voir dire & ordonner que partage & diuision seroient faits de tous & chacuns les biens, meubles & immeubles delaissez par ledit defunct de Fraisfy leur pere, & à cét effet se desister & departir par ledit Iean de Fraissy de la possession & jourssance de la moitié desdits biens, meubles & immeubles, & icelle delaisser audit Guillaume.

ann R. buck

relains Ser. and tellering DE DROICT ET DE COVST. T. 421 Ledit Guillaume ayant presenté requeste asin d'éuocation du principal; iceluy euoqué, les parties auroient escrit & produit

Si, disoit le demandeur, que ledit testament du cinquiesme Iuin mil cinq cens nonante-hui& estoit rompu par l'agnation ou naissance de luy, soit comme preterit, d'autant qu'il n'auroit esté institué ny mentionné dedans iceluy: partant que la succession devoit estre reduite ab intestat: & bien sondé en sa demande portée par son exploiet du quinziesme Octobre mil six cens vingt-cinq, à cequ'il fust ordonné par la Cour que partage & diuisson seroit fait entre les parties, de tous & vn chacuns les biens delaissez par desfunct lean de Fraissy leur pere commun, & d'iceux baillé à chacune des parties vne moitié, comme ayant eux seuls suruescu à leurdit pere, tous les autres enfans estans decedez du viuant du testateur; & ce faisant que l'appellant sust condamné de se desister & departir de la possession & jouissance de la moitié de tous les dits biens, meubles & immeubles, auec restitution des fruicts depuis le jour de la jouissance qu'il en a faite.

Son premier moyen estoit sondé en Droict, agnatione po-Ahumi rumpitur testamentum. l. 1. ff. de iniust. rupt. & irrit. fac. test. Et encores que l'intimé ne soit né apres la mort de son pere, mais de son viuant; qui est la propre signification de posthume. L. Gallus initio. ff. de lib. & posth. hared. inst. vel exhared. Toutesfois par l'interpretation de la Loy, Iulia Vellea posthumus quoque dicitur, qui post testamentum factum natus est. l. Gallus & Nunc de lege Iulia Vellea. ff. de lib. & posth. hared. inst. vel exhared. Or il est refolu de Droict, vi institutio posthumi in vnum casum facta, ad alium porrigi non possit & de casu qui omissus est posthumus prateritus censetur: Ce qui se prouue par la Loy Commodissime 10. ff. de lib. & post. où il est dit en ces termes, Commodissime qui nondum natus est ita bares instituitur sine me viuo, sine me mortuo nascatur, hares esto, sine etiam pure null us temporis habita mentione. Nam si alteruter casum casus conissus fuerit eo casu qui omissus est natus rumpit testamentum. A quoy faict aussi expressement la Loy Filius à Patre. S. si quis. ff. cod. pour monstrer que quand le testateur determine l'institution d'vn Posthume à certain cas: ce cas n'est point suppleé ny estendu à vn autre; ainsi la Loy parle en termes expres. Si quis ex certa vxore natum nasciturums

scribat hæredem in periculum rumpendi testamentum deducitur ex alian susceptus liberis: & le posthume est censé pretetit, ineum casum qui omissus est: & cette loy s'entend du posthume, & non d'yn enfant ja né, comme quelques-vns ont voulu dire; voulans faire vne distin & ion entre les enfans ja nez, & ceux qui sont à naistre: car au premier cas il veut que la naissance des enfans nez de certainefemme, ne s'estende point aux autres enfans nez d'vne autre semme. Secus, aux posthumes d'vne autre semme : car alors le cas obmis est suppleé, suivant la loy, Placet eod. tit. de laquelle les mots sont tels, Placet emnem mas culum posse postbumu hared m scribere sine iam maritus sit, sine nondum vxorem duxerit. Nam & maritus repudiare vxorem potest, & qui non duxi vxorem postea maritus effici. Nam & cum maritus posthumum haredem scribit, non vique is solus posthumus scriptus videtar qui exea quam habet vxorem ei natus est, vel is qui tunc in vtero est, verum is quoque qui ex quacumq; vxore nascatur: conciliant par ce moyen ces deux loix qui sont contraires: Car le mot de natum, au & si quis, de la loy Filius à Patre, se prend pro nasciturum, comme il est expli qué au s. suivant, où il vse du mot natu ex vxore que adhuc vxor nonerat. Mais pour concilier ces deux loix, la glosse d'Accurse est fort remarquable & decissue de la contrarieté d'icelles, establissant une maxime, qui est, qu'il y a : grande différence entre l'institution du posthume, faite purement & simplement, ou de cellé qui est faite auec restriction à vn certain cas, comme icy le posthume, & posthumes qui sont au ventre de ma femme: Car ces mots restraignent l'institution à certain cas: d'autant qu'au premier cas l'institution pure & simple de testament & posthumes s'étend à tous les posthumes qui naistront en quelque temps qu'ils naissent, siue vino, siue mortue testatore, sine ex Seia, sine ex alia vxore nascetur. Mais si l'institution est bornée à certaine semme, ou à certain cas, ce cas n'est étendu àvn autre, & ne s'étend aux autres posthumes nez d'vne autrefemme. C'est la glosse en la loy Ideoque.ff.eod. suivat la loy Placet his verbis. Ideo si posthumus institutus est etiam qui ex alio matrimonio natus est institutus videtur, ce dit Accurse, Si pure institutus sit, alind, dit la glosse, si dixerit posthumum meum, aut ex Seia nasciturum, aut qui in vieroest: Car en tous ces cas, voluntas testatoris in tempore prasenti accipitur: tellemet que l'institution escant bornée au temps present du testamet, elle ne s'étend pas aux autres posthumes qui naistront d'autre grossesse, ou d'autre semme. C'est l'espece de nostre

DE DROICT ET DE COVST. T.

nostre faict en ces mots, qui sont au ventre de ma semme. Argumento l. si ita esset legatum 7. ff. de auro arg. mund. leg. & l. si seruitus 27. ff. de servit. Vrban. prad. en ces mots, Qua nunc sunt, ad futurum extendinon debent, & ideo si seruitus imposita fuerit, lumina vti nunc sunt, ita sint de futuris luminibus nihil cautum videtur: Et si le testateur a legué en ces termes, vestem meam, par ces termes du temps present, le legs ne peut auoir lieu que pour les habits & meubles qui appartiennent au testateur au temps du testamér, & non pour ceux qu'il à acquis depuis son testamét, & qu'il auoit lots de son deceds. Voicy les mots, Si italegatum effet, vestem meam, ar gentum meum damnas esto dare, id legatum videtur quod testamenti tempore fuisset, quia prasens tempus intelligitur & hac demonstratione meum, prasens non futurum tempus oftenditur. Aussi en ce faict quand lean de Fraissy pere a donné, & legué au posthume & posthumes qui sont au ventre de sa semme, qui est, & dont elle estoit enceinte, les autres posthumes qui sont nez, & conceus long-temps apres, comme l'intimé, n'y sont compris; & partant il est vray qu'il est preterit, & par consequent sa naissance rompt le testament.

Car si cette maxime de rapporter les clauses à la propre signification de leur temps, & de ne pas faire extesion ny d'vn temps à vn autre, ny d'vn cas à vn autre, est veritable és seruitudes, à plus sorte raison en matiere de testament & d'institution de posthume: Caren termes precis il est dit, que eo casu qui omissus est præteritus censetur posthumus, nec sit extensio de casu adcasumputa si viuo testatore nafcatur qui in eum casum institutus est, si me mortuo. Aussi Paul de Castro l'a tenu nommément en la loy Placet cum l. sequente. Le decide en la mesme espece que nous sommes, dit, Si testator restringeret institutionem posthumi ad certum tempus vt silium nasciturum ex ventre vxoris mez qua pragnans est. Non enim porrigitur adalios posthumos nascituros ex alia in pragnatione. Duaren qu'on allegue au contraire au traiclé Deratione instituen dorum posthumorum, confirme cette opinion, disant que casus omissus nonsuppletur. alleguant cette loy, Sifilius. S. siquis, cy dessus alleguée. Du Moulin tient le mesme en cette loy Commodissime. Et Cujassur la mesimeloy Commodissime, laquelle loy il tient qu'elle a esté renoquée par la loy derniere, Cod. de lib. & posth. qui est l'vne des cinquante decisions de Iustinian. Mais aussi la fallu vne loy expresse, qui ne doit estre estendue en vn autre cas: veu que ces cas estans faits particuliers, non debent supplers. Les mots gene-

raux nous les pouuons interpreter, mais les cas particuliers, suppleri non possunt, supplere est extendere, dit-il, & quasi emendare, sup-

plere non possumus sine lege, interpretari possumus sine lege.

Ne sert de dire ce qu'allegue le desendeur, qu'en ce saict particulier le testateur a suruescu la naissance de ce posthume; & partant par son silence a confirmé son testamet, in casuillo omisso, ne l'ayant point reuoqué expressément, ayant voulu par son testament qu'il valust omni iure, de droitt, de faitt, & de coustume, lesquels mots ne doiuent estre inutiles, mais operent vne clause codicillaire, & vnc extension de casu adcasum fauore vltima voluntatis. Car pour respondre au premier faict, tant s'en faut que cela serue, & puisse changer les decisions de droit, pour dire qu'il l'a voulu confirmer: qu'au contraire, c'est vn tesmoignage certain que se voyant chargé de plusieurs enfans masses, & entr'autres de l'intimé, duquel il n'auoit point pensé, s'attendant de mourir lors de son testament, qu'it a voulu laisser tous ses enfans également heritiers abintestat. Pourceque lors qu'il fut Conseiller au siege Presidial, nourry das le droiet, il sçauoit bien que son testament estoit rompu, &qu'il ne pouvoit plus subsister; & s'il eust eu intention de le confirmer, il luy estoit fort aisé de le declarer par vn codicille, ou autre acte, ou bien plûtost eust fait vn autre testament, parce que le premier estoit cassé & rompu par la naissance du posthume preterit, quod non facile redintegratur nisi nouo, & aquè perfecto: Ne l'ayant donc point fait, il a laissé les choses aux terde droict. Et pour la clause apposee, qu'il veut que son testamét vaille de faict & de droict, & de coustume, cela induit bien vne clause codicillaire, mais elle n'a lieu que pour suppléer le defaut, & la solennité qui se trouveroit in test amento imperfecto, & non pas pour confirmer ny faire valoir vn testament qui est rompu& casse par la preterition du posthume, si l'on ne monstre que par quelque clause generale il soit institué, comme en la loy 3. §. Quisquis mihi hareserit aut bonorum possessor sit, restituat hareditatë. Car en ce faict les posthumes ne sont que legataires, & ne sont point instituez heritiers, iln'y a que la femme seule qui est instituée heritiere, & partant, non sunt neque rogati, neque instituti, pour dire quand les choses servient reduites ab intestat, qu'il faudroit tousiours restituer l'heredité suivant la volonté du testateur, Cum agnatio posthumi codicillos non rumpat: Caricy ce n'est point vn codicille, mais vn testament qui est parfaict en sa solennité,

DE DROICT ET DE COVST. T.

& cassé par la naissance du posthume qui se trouue preterit.

Ne sert aussi de dire que le frere aisné auoit esté marié auec telle condition qui ne peut estre cassee. Car Guillaume n'y a assisté,

n'ayant lors que treize ans.

Par ces moyens concluoit le demadeur comme dessus, à ce que partage & division suffent faits de tous & chacuns les biens meubles & immeubles delaissez par ledit seu Iean de Fraissy leur pere, & ce faisant ledit defendeur seroit condamné à delaisser & se departir par ledit Iean de Fraissy de la possession & iouyssance de la moitié desdits biens meubles & immeubles, & icelle delaisser à luy demandeur. Le desendeur au contraire, disoit, Qu'il demeure d'accord du faict, & quant à la reigle establie par le demandeur pour la disposition de droiet, telle qu'elle est par luy expliquée, qu'il n'en peut demeurer d'accord. Car de dire qu'en matiere d'institution de posshumes, casus omissus non extenditur ad aliud nee suppletur, cela ne se peut soustenir, d'autant que quand la coniecture de la volonté du testateur est euidente, tune sit extensio de casuin casum. Il saut considerer en ce saict, que lors du testament, Iean de Fraissy pere commun des parties estoit malade, & croyoit mourir. C'est pourquoy il n'a parlé que des posthumes qui estoient lors au ventre de sa femme : que s'il eust pensé suruiure, il est vray-semblable qu'il eust aussi parlé des autres posthumes qui naistroient, & mentio post humorum facta etiam adomnes nafcituros ex coniecturatacita voluntatis extenditur: & par la loy Placet cum l. sequentis & l. nominatim. ff. delib. & posthum. hared. instit. in verbis venter ex hares esto, & qui adhuc mihi posthumus nascetur habent eundem effectum adeo vt sine vino, sine mortuo testatore posthumus nascatur non rumpat testamentum. Et encores que par la subtilité il fallust se tenir aux reigles de droist establies, neantmoins pour la faueur des testamens, & pour conseruer l'intention du testateur, il faudroit quelquessois se ranger à la benignité de droice establie par lustinia, en la loy derniere, C.delib. & posth. laquelle bien qu'elle contienne vne decision particuliere, estant vne des so decisions de Iustinian; neantmoins sa raison estant generale, doit estre estenduë à semblable cas. Voicy les mots: Si testator bis verbis v sas sit: si fi ius, vel filia mea intra decem mensium spatium post mortem med editi sint, heredes sunto. Etiam fili viuo test atore nati hoc testamento continentur: & quamus ille casus omissus sit, suppleturex tacita voluntate testatoris, ita vt, dit Iustinian, testatoris volutas immu-LAI ij

tilata maneat, nec pænam patiatur præteritionis qui suos liberos no præterit. Icy nous pouuons dire la mesme raison: le pere ne doit pas estre censé auoir oublié ce posthume, veu que la mesme raison & pieté qui luy a fait donner quatre cens escus par forme d'institution particuliere à ceux qui estoient lors au ventre de sa semme, doit faire presumer avoir voulu la mesme chose pour celuy qui est né deux ans cinq mois apres: parce que les Interpretes ont voulu en tirant vne maxime generale de la decisió de Iustinian, Quod institutio posthumi in vnum casum facta, porrigitur ad alterum ad quem testator verisimiliter procesisset si de eo cogitasset. Aussi Duaren Iurisconsulte traiteant cette difficulté sur le titre De liber. & posth. hared. instituend. vel exhared. dit qu'encores que regulierement, casus omissus institutione posthumi non debeat supleri: toutessois si par les conjectures & vray-semblances la volonté du testateur peut estre presumée, il ne se faut pas tenir à la lettre: ce qui se peut prouuer par les termes de droiet en la loy 13 si ita scriptum sit. ff. de lib. & posth. ou si vn testateur a disposé de cette saçon, si filius mihinascatur ex besse heres esto, ex reliqua parte vxor esto, si vero silia nascatur ex triente haresesto, ex reliqua parte vxor hares esto, s'il atriue que cette femme accouche d'vn fils & d'vne fille ensemble, encores que fricto iure ruptum dici possit testamentum, & que subtilitate iuris, le testament doine estre aneanty, d'autant que le testateur n'auoit disposé qu'au cas qu'il y eust fils ou fille, ou non, l'vn & l'autre naissant ensemble, & que ce cas ait esté obmis, neatmoins humanitate suggerëte ad hanc sententiam decursumest, qu'il faut executer la volonté du testateur, tellement que le fils & la fille & la femme seront heritiers ensemble, selon la proportion ordonnée par le testateur. Aussi la mesme faueur doit militer en ce testament, dans lequel bien que le pere n'ait parlé de ce posthume en termes exprés, nant moins ayant suruescu le demandeur de plus de huist à neuf ans; par ce silence on peut vray-semblablement conjecturer qu'il a voulu que sa volonté cust lieu pour luy, aussi bien que pour ceux qui estoient conceus & nez lors de son testament, & a pensé que la mention faite d'iceux comprenoit aussi le demandeur. Ce que les Docteurs traittent sur la question an casus omissus à testatore possit suppleri: Ils ont decidé à la verité pour la negative, que non potest suppleri, mais auec cette distinction, nis testator prouidisset, vel si de eo cogitasset. Alexader en son conseil 130. qui sesert d'yne belle loy pour confirmer son opinion, qui est la

DE DROICT ET DE COVST. T. loy Titius, au S. Lucius. ff. de lib. & posibum. l'espece est excellente. Vn testateur avoit institué le posthume qui naistroit de sa fille qui demeuroit aux champs: il arrive que le iour mesme qu'il sit son testament que sa fille estoit accouchée, absente iam calo, dés le poinct du jour, n'ayant sait son testament que sur le midy. Encores que par subtilité du droict le testament sust nul, à cause qu'il n'a pas exprimé ce cas, & que l'enfant estoit dessa au monde lors du testament, & non natum sed nasciturum heredem instituit posthumum, toutesfois ex prasumptamente testatoris, l'institution de l'heritier est declarée bonne, pource qu'il est vray-semblable qu'il eust aussi bien disposé au profit de cet enfant, s'il eust sceu qu'il eust esténé; de mesme il est vray semblable en cela que si le pere qui estoit malade eust creu deuoir suruiure, & auoir encore d'autres enfans, qu'il les eust aussi bien instituez que ceux qui esteient lors au ventre de sa femme qui estoit grosse. Itaque suppleri potest ille casus, non pas à Iurisconsulto, mais à senatu vice Imperatoris.

Quant à ces mots de posshume, ou posshumes qui sont au ventre de ma semme, qu'on dit auoir vne demonstration de temps present, laquelle ne peut pas estre estendue au sutur, que cette maxime n'estoit pas tousiours veritable: la loy penultiesme de instruct. É instrum. leg. sundus vii est instructus legatus est, legato continentur omnia qua tempore mortis in sundo reperta sunt: mais cela particulierement doit auoir lieu aux dispositions qui se sont au prosit des posshumes, vi verba prasentis temporis ad suturum trahantur. Car par le sens commun & la raison naturelle, celuy qui dispose au prosit d'vn posshume, il considere l'aduenir, & non le temps present, de suturo cogitat, non de prasenti. Car il saut que viuus procedat, & songe à la naissance du posshume, cùm debeat

esse in rebus humanis, vt legatum consequi possit.

Aussi Boërius en sa decission 148. pareille difficulté s'estant presentée entre personnes de qualité au Parlement de Bordeaux, le cas obmis a esté supplée & estendu. L'espece estoit, Vn Comte de Ventadour allant à la guerre fait son testament, dans lequel il institué son heritier, Possumum si vxoresset pragnans, laquelle ne d'estoit pas: mais estant de retour sa semme deuint grosse, & ent d'elle plusieurs enfans. Et depuis ledit Comte deceda sans auoir changé de testament, quaritur an valeat testamentum illud, & an institutio illius posthumi trahatur ad omnem posthumum, & liberos postea natos. Sur laquelle question ayant rapporté toutes les

opinions des Docteurs, fuit conclusum in illa causa quod dictaverba, si pragnans esset intelligi & exponi debere, si proquando suerit, & ideo institutio illa ad omnes posthumos trahi debet: Mais la clause apposée au bout du testament oste toute la difficulté, ayant voulu enixement que sa volonté eut lieu, & que son testament valust soir de faict, de droict, & de coustume, c'est à dire par l'equité, par la coniecture de volonté & des vray semblances resultates du faict. Laquelle clause a la force d'vne clause codicillaire, l.z.c. de codicill. Surces moyens d'vne part & d'autre, la Cour par son Arrest met l'appellation, & ce dont auoit esté appellé au neant, faisant droist sur le procez euoqué, ordonne que ledit lean de Fraissy se contentera du legs à luy fait par ledit testament, sous le nom de posthume, suivant & conformément à iceluy, & ce faisant absout le désendeur des fins & conclusions dudit Iean de Fraissy demandeur, sans despens, le Fevrier 1627.

Le Testament holographe n'est reputé solemnel en pays de droiét escrit, s'il n'est signé de sept tesmoins, selon la forme de droiet. establie en la loy hac consultissima.



E AN Perret auoit fait deux testamens. Le premier du 6. Octobre 1598: lequel est escrit & signé de sa main, & se trouve d'vn mesme iour & datte que l'acte de suscription du dit testament: Pariceluyil instituë ses heritiers vniuersels Pierre & Charles Raua-

chol ses freres vterins, & qui estoient ses heritiers legitimes : l'vn desquels, sçauoir Pierre Rauachol depuis decedé, ne resta que ledit Charles seul, & legitime heritier dudit deffun & testateur Iean Perrer. Le premier testament se trouvoit sait selon les sormes du droist escrit, en presence d'vn Notaire & sept tesmoins, souscrits & soubsignez auec ledit testateur, leur ayant declaré que c'estoit sontestament solemnel, ledit desfun & Perret douze ans apres ce premier testament en sit vnsecond holographe le 9, Mars 1610. en faueur d'Antoine Perret, auquel il n'appella qu'vn Notaire & cinq tesmoins, leur declarant que c'estoit son testament solemnel. Ces deux testamens ainsi faits par ledit desfunct testateur Iean Perret, il deceda au mois de Iuillet l'an 1623. n'ayant laissé

DE DROICT ET DE COVST. T. 425 aucuns enfans: de façon que son plus proche heritier se trouva ledit Charles Rauachol, sequel en vertu du premier testament sous autres. Antoine Perret & Christophle Pion segataires, au contraire soustenent la succession dudit seu Iean Perret leur appartenir en vertu dudit second testament holographe: sur ce debat de nullité dudit second testament entre les dits Charles Rauachol, & ledit Antoine Perret, les parties ayans plaidé pardemant le Bailly de Forests, ou son Lieutenant à Montbrison, elles surent appointées en droict à escrire, suivant l'appointement du 23. Octobre 1623, duquel ledit Antoine Perret se porta pour appellant, son appel relevé en la Cour auec clause, pour evoquer le principal.

La cause ayant esté plaidée en l'Audience, tant sur l'appel qu'au principal, par Arrest du 8. Iuillet 1624, la Coursans s'arrester à la requeste d'euocation du principal, a mis l'appellation au neant: ordonné que ce dont estoit appellésortiroit son plein & entier estet, & renuoya les parties pardeuant le luge dont estoit appel, pour y proceder entre elles, suiuant leurs demandes, des-

pens referuez.

Les dites parties en consequence de cét Arrest ayant procedé pardeuant le Bailly de Forests, ou son Lieutenant à Montbrison, sentence interuint du 14. Decembre 1624 par laquelle sut par ledit Lieutenant declaré le pretendu testament dudit Iean Perret du mois de Mars 1610. bon & valable. Et ce faisant a maintenu en la succession des biens dudit seu Iean Perret ledit Antoine Perret, auec restitution de fruicts, & sur l'interuention dudit Pion est ledit Perret condamné saire deliurance audit Pion du legs par luy pretendu.

De cette sentence ledit Charles Rauachol interjetta appel, sur lequel la cause sut reglée & appointée à escrire, produire, bailler

contredits & saluations.

L'appellant pour ses causes & moyens d'appel, disoit qu'il auoit esté maliugé, d'autant que le pretendu second testament estoit nul detoute nullité: & par consequent la succession dudit deffunct Iean Perret luy appartenoit en vertu du premier testament, & comme estant son plus proche & presomptif heritier.

Ses moyens indubitables estoient, que les parties estoient demeurantes en pays de droist escrit, par la disposition duquel le

testament holographe ne peut estre tenupour bon & valable, s'il n'est fait selon la sorme prescrite par la loy hac consultissima. C. de testam. où sont requis sept tesmoins au testamét escrit de la main du testateur ou d'vn autre: & si qu'aussi par ledit testateur, ou à son defaut ne pouuant signer ab ostano subscriptore.

Car entre plusieurs manieres & formes de tester, prescrites par le droi& escrit, il n'y en a que deux vulgairement receües. La premiere est quand le testateur en la presence des tesmoins qui ont eu cognoissance de tout ce qui est contenu au testament, & pardeuant lesquels il a esté fait & escrit, publie ce faisant & done à cognoistre sa volonté & disposition. C'est ce qui se dit palam & coram testibus, en la loy qui testamento. ff. qui testamenta fac. poss. L'autre sorte de testament est celuy qui se dit secret & mystique, qui se fait à part, & hors la presence des tesmoins, en la sorme prescrite par ladite loy hac consultissima. Ce qui se fait en la sorte que le corps du testament est escrit de la main du testateur, ou de quelqu'autre personne confidente, & signé dudit testateur. Cela fait, le testateur plie la fueille, contenant sa disposition, la seelle & cachette, la presente à sept tesmoins, ausquels il declare le cótenu en ladite sueille estre son testament, les prie de souscrire. Les telmoins ainsi requis souscriuent au dos du testament, y apposent leurs cachets, & alors le testament est parfaict, sans toutesfois reputer cela estre deux actes: au contraire ce n'est qu'vn seul acte & vnique qui fait le testament, estant ladite souscription partie & portion du testamer, sans laquelle neant moins le corps du testament n'est pas vn acte parfaict en termes de droict.

Ces deux sortes de testamens ordonnez par le droict Romain se pratiquent és pays de droict escrit, & sont semblables en la substance, & ne different que de nom. Car le testament qui se fait pardeuant les Notaires & tesmoins, se dit vulgairement nuncupatif, parce qu'il se fait en presence de tesmoins, palam nuncupatur hares coram testibus: à la disserence du testament secret & mystique, qui s'appelle aussi au pays de Forests, & autres de droict escrit, testament solennel, par vne particuliere marque, encorés que tout testament doiue estre rité & solenniter sastum. Mais specialement au secret testament sait selon la loy hac consultissima, il doit y auoir plus de formalité & solennité qu'au testamét qui se fait à la veue, & en la presence des tesmoins, & par commun vsage de Forests, & autres pays de droict escrit, par le mot

DE DROICT ET DE COVST. T. de testament solennel, on entend seulement celuy qui est secret, la fueille close & pliée, attestée, souscritte & seellée par les tesmoins: & iamais n'a esté ausdits pays le testament holographe simple, pour estre escrit du testateur, & signé de luy seulement, tenu pour testament solennel, bien que les pays coustumiers les tiennent pour testamens solennels, bons & valables, ce qui n'est pas au pays de droist escrit.

De là s'ensuit que le testament de l'an 1610. fait par ledit Perret n'estant sait selon les formes des deux testamens cy-dessus mentionnez, & seuls pratiquez au pays de droist escrit, il faut que ce soit vn acte nul de toute nullité, fait contre les formes de

tester, introduites & receues par les loix.

Quant à ce que l'intimé a voulu dire, que les testamens holographes sont receus, sans qu'il soit besoin d'autre solennité, cela est bon à dire aux pays coustumiers, où tels testamens sont receus par vsage commun. Mais puis que par lettres patentes du Roy Philippes le Bel, qui s'appelle ordinairement la chartre Philippine, il est expressément porté que le Roy veut & entend. que les dits pays soient regis & gouvernez par le droict escrit; il faudroit pour authoriser les testamens holographes, qu'il y eust vne declaration expresse du Roy, à la postulation & requeste destrois Estats contraires au droist escrit, & qui approuuast cette forme de tester sans solennitez par testament holographe, dans le pays de droi & escrit.

Pour certe raison toutes les fois qu'il y a eu semblables sujets de questions generales, vsitées & terminées aux pays Coustumiers, la Cour ne les a iamais receuës au pays de droict escrit, comme au retraict lignager, & en l'égalité du dot & de la donation propter nuptias, selon la Nouelle réceuë au pays de droiet escrit, & en plusieurs autres cas contraires audit droiet, la Cour par ses Arrests a perpetuellement ingé ausdits pays de droice escrit, ce qui est prescrit & ordonné par les loix Romaines, nonobstant quelconques vsages communs & vsitez, contraires des-

autres pays.

L'intimé pour ses raisons principales soustenoit la sentencedonnée à son profit contre l'appellant, sur ce que les testamens holographes ont esté receus par toutes les Coustumes de la France, ne desirans autre solennité, sinon que le testament soit escrit & signé de la main du testateur, suivant ce qui en a esté

Mmm

decidé par les Arrests de la Cour, donnez en la grand' Chambre de l'Edict de l'année 1625, en faueur d'yntestament holographe au pays d'Angoulmois, & depuis en la cinquiesme Chambre des Enquestes, laquelle les Chambres consultées, donna pareil Arrest confirmatif d'yntestament holographe, & Messieurs de ladite Chambre sirent ce qu'ils peurent pour empescher que l'Arrest de la premiere Chambre ne sust prononcé en Robbes rouges, protestas de s'y opposer par acte passé au Gresse de la Coure neantmoins!' Arrest ne laissa d'estre prononcé.

Disoit donc l'intimé que par là se manisestroit la sorce des testamens holographes, puis que non seulement la plus part des Coustumés de la France les ont approuuez, mais aussi presque tous les peuples les ont receus, estant certain que testamenta sunt iuris gentium, ce qui estoit sondé sur la presomption naturelle, & la nature de tels testamens, lesquels à châque mot portent la soy & la voloté d'un testateur qui l'a voulu certisser de sa propre main: le droist ciuil a recogneu tels testamés que la Glose appelle holographes, dont outre plusieurs autres preuues nous en tirons trois sort expresse: l'un est de la loy Qui manus amisit 10. s. qui testam. sac. posse en la loy ex ea scriptura. S. éx his verbis qua scriptura pater samilias addidit. s. eod. l. Lucius Titius. sf. de legat. 2. & encores plus exprés en la loy Iubemus. 29. c. l. hac consultissima. C. eod.

Dauantagela Nouelle 107. d'où est tirée l'Authentique Quod si, & l'Authentique hoc inter liberos, approuue tels testamens escrits par les testateurs souscrits, seulement de cinq tesmoins, dont y a des Arrests de Chalons, de Lyon, & du pays d'Auuergne, consirmatifs des testamens faits par les peres de tous escrits

de leurs mains, qui est ce qui se dit holographe.

A dioustoit dauantage, que la Nouelle de Valentinian y estoit expresse, laquelle delcharge les testamens holographes de toutes solennitez.

En dernier lieu, l'intimé alleguoit que le desunct Perret testateur, auoit fait vn codicille du 25. Inillet 1623, par lequel il auroit

confirmé le dit testament.

A tous ces moyens respondoit & repliquoit l'appellant; Premicrement contre le premier moyen, disant que toutes les Coustumes de la France ont presque receu & approuué les testamés holographes: respond que les Arrests approbatifs & confirmatifs de tels testamens se trouveront avoir tous esté donnez aux DE DROICT ET DE COVST. T. 433 pays coustumiers, comme celuy de la Chambre de l'Edict estoit pour les biens situez au pays d'Angoulmois. Il n'yen a pas vn

qui les ait confirmez au pays de droist escrit.

Quant à la faueur des testamens holographes, l'appellant recognoist qu'ils ont esté fort recommandez par le droist escrit: & neantmoins encores qu'ils sussent tous escrits de la main du
testateur, il a voulu en outre qu'ils sussent soussignez de sept tesmoins, & mesme cachetez par eux, autrement
la loy les declare nuls, l. cum antiquitas. C. de testam. où il est dit,
rogatis test bus septem numero omnibus simul offerre, signandam és
subscribendam. Et pour le regard de la Nouelle 107 où tels testamens holographes sont receus, il est expressément dit ésa, septem testibus & ce qui est en quelques Codes, adiouste à mire, idest
aut quinque testibus, est reietté par Æander, & les impressions plus
correctes.

Pour le regard des Arrests de Chalons, de Lyon, & du pays d'Auuergne, alleguez & produits par l'intimé, il est vray de dire qu'ils sont donnez en faueur des testamens faits inter liberos, pour valoir entre les enfans tout ainsi que le testamét imparfai & par le pere valet inter liberos tantum non inter extraneos, d. l. hac consultissima. S. ex imperfecto. Cod. de testamentis, & l'Authentique mesme le monstre, hoc inter liberos. C. eod. Et encore veut la loy cum antiquitas. Cod. eod. qua testator omne testamentum manu propria conscribat, & sequantur huius modi scripturam litera testium, scilicet

septem numero; vt in d. l. hac consultisima. C. eod.

Quant à la Nouvelle de Valentinian, elle n'a esté observée ny receuë, sinon aux pays coustumiers, qui ont approuué les testamens holographes. Et qui plus est, elle a esté reiettée du corps du droiet, & corrigée par les loix de Iustinian, l. hac consultissima, é l. cum antiquitas. Cod. de testam, lesquelles sont posterieures, & derogent à ladite Nouelle, voire mesme l'abrogent du tout. Et neantmoins qui voudra de plus pres esplucher ladite Nouelle de Valentinian, il trouvera, saus correction, qu'il est expressément porté par icelle que le nombre des tesmoins y doit estre tel que les loix l'ont prescrit: car il est dit en ces termes, Cùm tamen prasentiam testium testator elegerit legitimum numerum semper oportebit adhiberi, id est septem testium. Selon que l'interprete Cujas, consultatione 55. Or en ce testament dont il s'agit, le testateur avoulu les tesmoins y estre employez, mais iusques au nombre

de cinq seulement: & par ainsi il y a nullité, d'autant que le testateur n'ayant voulu faire vn testament purement holographe, mais qu'il sust recogneu de tesmoins, & solennel, il ne pouuoit estre de cette qualité sans la forme prescritte par les loix, & par ainsi il est nul: car ledit Perret quod potuit noluit, équed voluit non potuit: il pouuoit faire vn testament holographe sans appeller tesmoins: il n'a pas voulu, puis qu'il a appellé vn Notaire & cinq tesmoins, & il vouloit faire vn testament solennel auec cinq tesmoins, ce qu'il n'a pas peû, puis que la loy en veut sept.

Sur quoy fut allegué par l'appellant l'Arrest interlocutoire entre la Dame Comtesse de Montreuel, heritiere ab intestat du feu sieur Comte de Sault, & Monsieur le Mareschal de Crequy, soustenant le testament dudit Comte de Sault escrit & signé de sa main en Prouence, pays de droist escrit, & recogneu pardeuant vn Notaire & sept tesmoins, par lequel il auoit institué heritiere seule & vniuerselle la Dame Comtesse de Sault sa mere, & que par consequent tous les biens luy appartenoient, ex causa testamenti. Ladite Dame de Montreuel repliquoit, d'autant qu'il y auoit fausseté au nombre des telmoins, & qu'en verité ledit testament n'auoit esté signé que de cinq tesmoins, du viuant du testateur, les deux autres signatures des deux tesmoins auoient esté adioustées apres la mort du testateur. La Cour par ledit Arrest interlocutoire ordonne que ladite Dame Comtesse de Montreuel informeroit de ses moyens de faux, qui estoit vn preiugé que le testament holographe ne pouvoit estre tenu parfaict s'il n'estoit signé de sept tesmoins.

Au dérnier moyen de l'intime, touchant le codicille confirmatif du dit testament, estant iceluy codicille du 25. Iuillet 1623. l'appellant respondoit que iamais le codicille ne peut valider & confirmer vn testament qui est nul. Nam testamento facto, codicilli sequantur ius testamenti, comme il se verifie par plusieurs textes de droict escrit, & il a esté ainsi iugé par Arrest donné au rapport de Monssieur Sauare en la premiere des Enquestes, le neusiesme Aoust 1602.

La Cour ayant examiné diligemment les moyens de part & d'autre, a mis l'appellation & ce dont auoit esté appellé au neant, en emendant a declaré ledit testament holographe du neusielme Mars 1610. nul, & de nul esse & valeur: ce faisant a

DE DROICT ET DE COVST. T. 435 amaintenu l'appellant en la possession des biens, l'intimé condamné restituer les fruists. Par Arrest prononcé en Robbes rouges par Monsieur le premier President de Verdun, le septiesme Septembre 1626. Et ordonné que ledit Arrest seroit leu & publié, l'Audiance tenant, au Bailliage de Forests, pour seruir de loy à l'aduenir.

TILTRE NOVVEL.

Vn simple titre nouuel non suiuy d'aucune prestation ne prouue pas contra tertium possessorem.

VI.

NTRE Michel le Baigneux, Fermier du tempo- de Monsieux rel du Prieuré de la Rocheaumaine, demandeur Bouguier, d'vne part: Et Iacques Bonne & consorts, defendeurs d'autre: Iugé le huistiesme May 1604. sui- uant l'opinion de du Moulin au §.35. num. 10. sur

le titre des Fiefs de la Coustume de Paris, Quod simplex recognitio non immutat qualitatem rei, sed tantum probat, sicut confessio, inter eosdem & non contra tertium. Tellement qu'vn simple titre nouvel passé par l'vn des detempteurs de quelque redeuance d'vn droiet annuel, n'estant suivy d'aucune prestation, ne prouue pas contre vn tiers possesseur, pour assujettir son heritage à ce droiet reel, bien qu'il ait esté ainsi recogneu par son autheur, nisi appareat de originali concessione, & nisi vetrà transactum suerit ad actus solutionis, per quos demum recipiens constituatur in possessione inris, ce qui est fort remarquable.

Mmm iij

V.

VENTES QUAND SONT DEVES.

Ventes sont deuës en la Coustume d'Anjou d'un contract de Bail à rente rachetable, mesmes auparauant l'admortissement d'icelle.

TILTRE INC

Prononce en Robbes rouges par Mőseur le President de Thou.



A Coustume d'Anjou en l'article 154 porte ces mots: En contract de bailiée à rente pur & absolun'appartiennent aucunes ventes au Seigneur de sief: mais si larente est apres admortie, il y a vente. Il a esté iugé suivant la Coustume de Paris art. 78. que quand la rente est rachetable par le contract, etiam au-

parauant l'admortissement & rachapt d'icelle, sont deuës ventes au Seigneur, bien qu'ilsemble que ces mots pur & absolu, sans distinction de rente rachetable, ou non, veulent indissinctement laudimia non deberiex contractu, sedex reditus extinctione. Par Arrest prononcé en Robbes rouges le 17. Auril 1601. par Monsieur le President de Thou.

DOVBLES LODS ET VENTES, QVAND SONT DEVES EN ANIOV.

Qu'il est deu doubles lods & ventes au Seigneur, tant à cause du premier contract portant faculté de grace, que du second contract contenant resolution du premier, in vim de la faculté y apposee, quand îl y a long temps qu'elle est expirée.

Au-raphore de Monfieur Quelain

E faist estoit, qu'en la Coustume d'Anjou, où les ventes à faculté de grace sont ordinaires, vn certain auoit vendu son heritage à ladite faculté de grace de le pouuoir retirer dans vn an. Le temps estant expiré, quatre mois apres l'acheteur qui se pouvoit dire seigneur incomutable

DE DROICT ET DE COVST. V. de la chose par un certain contract qu'ils nomment transaction, fait entr'eux, reçoit le vendeur à rentrer dans sa chose, & luy en fait reuente, suivant la clause du premier contract. Le seigneur met le vendeur en procez, & demande doubles lods & ventes, tant du premier contract que du second. La question a esté si le seigneur estoit bien sondé en son intention. Caril sembloit que par le dernier contract ayant consenty la resolution du premier in vim pacti & conditionis, & de la faculté de grace qui y avoit esté apposée, que le seigneur ne pouvoit pretendre aucun droiet de lods & ventes, ex illa redemptione que nonvidetur noua vendi io, sed executio prioris contractus. Car encores que ex primo contractu laudimia debeantur, quoy qu'il soit fait sous faculté de grace, mesme d'vn an seulement, toutesfois estant vne vraye & parsaicte vente, contenant en soy une alienation tant de la possession que de la proprieté, encores que certe alienation soit faite sous vne certaine loy, il est vray que les lods & ventes en sont deubs.

La raise n'est, que cette clause & faculté de pouvoir retirer dans vn an, non commitit venditionem, nec resoluit ipso iure, vt lex commissoria qua tribuit tempore elapso reivindicationem. l. 3.ff. de l. commiss. mais seulemet donne vne action pour resoudre le contract, & contraindre l'achepteur à reuendre. Tellement qu'il est vray que le premier contract a eu effect de pur & absolu contract, auec la resolution qui se fait in vim de la clause & faculté y apposée, cum non voluntarie fiat. Il semble plustost une execution du premier contract que nouvelle vente. Molinaus S. 55. titul. des censiues & droicts seigneuriaux, gloss. 1. qu.1. num.47 6 48. & sequentib. Aussi qu'en ce faict la reuente auoit esté faire, ex sequela prioris contractus, & en execution d'une sentence y ayant en pocez de ce : tellement que l'achepteur avoit esté contraint de rendacre in vimpacti & conuentionis ab initio apposita. Toutesfois fut juge au contraire, & la sentence confirmée qui condamnoit le vendeur à payer les lods & ventes, tant du premier contract que du second.

La raison sut, que la revente avoit esté saite quatre mois apres l'an de grace expiré; quo casu non potest dici executio prioris contra-Etus, sed nova venditio: & ce suivant la decision de du Moulin, au titre des censures & droists seigneuriaux, Gloss. 1. §. 55. num. 62. 63. où il dit que si sinita dilatione & facultate redimendi, comme en ce saist, prorogatio siat, puta emptore benigne admittente wendi-

torem, tune debentur solidaiura tam de prima venditione quam de reuenditione que secuta est: que tunc dici non potest redemptio, sed noua wenditio: quianon potest dici prorogatio eius quod non est & quod no subsstit. Il ne faut s'arrester à quelques mots dont vsent les contra-Etans, comme au fai& qui se presente, du mot de transaction, supposant vn procezsur la prorogation de la grace & faculté de retirer d'vn an. Car, dit-il, promptum est tectorio verborn quidlibet singere. Et on voyoit assez par les mots de la transaction, que cette couleur avoit esté recherchée pour tromper le seigneur, & pour faire que la reuente sust iugée necessaire, & non volontaire, in vim pactionis ab initio apposita. Carà la verité, si durant encore la grace, & pendant l'an qui avoit esté accordé pour retirer, l'acheteur eust accordé vn nouveau temps & delay pour pouvoir retirer par le vendeur la chose par luy venduë, & que depuis il luy eust accordé la reuente en vertu de la prorogation & de la clause premiere apposee au premier contract, le seigneur en ce cas ne pourroit prendre aucun droi & de lods & ventes, quia retractus ille non videbatur nouus cotractus, sed distractus & resolutio prioris, argum. l. sed simanente. ff. de precario, qui est belle en sa decision, & qui fait expressement pour la decision de cette question, in verbis, sed si praterità die, qua loquitur in precario quo res vtenda datur v sque ad certu tempus: si igitur praterita die rogas me, verius est ot causa precary non redintegretur sed noua iam constituatur. Secus si remanente adhuc die, tunc enim durat adhuc caus a primæ possessionis que cotinuatur nouo pacto; non autem nouum constituitur precarium. Molinæus dicto loco, §:55. num. 48. 6 49. Sand en quelques Coustumes, etiam praterita die de la grace, on a encore vn temps mediocre comme de 8. iours, pour pouuoir accorder la reuente sans payer lods & vetes auseigneur, par article exprés de la Coustume de Vermandois, quia tuncex modicitate temporis instè prasumitur illa redemptione, etia si post tempus redimendi facta sit, tamen in consequentia prioris contractus sieri. Aussi que par le droi et intra modicum tempus mor am pur garelicet. l. quodsi. ff. si quis iudic. sist. promis. Mais ce temps ne pouuoit s'estendre iusques à 4. mois apres: car ce long espace mostre que noua facta fuit venditio, par vn nouueau confentement & vne nouuelle conuétion, & non point par la sorce du premier contract qui ne duroit plus. Tellement que le seigneur est bien sondé à demander les lods & ventes de ce dernier comme du premier. Iugé par Arrest donné au rapport de Monsseur Quelain, le 14. Ianuier 1606.

VENTES ET LODS DOVBLES AV MAYNE.

Qu'en la Coustume du Mayne où les conditions de reemeré sont ordinaires, il est deub doubles lods & ventes, tant du premier contract fait auec ladite faculté, que du second contract de cession fait à un tiers, apres la faculté neantmoins expirée.



E faict est, qu'vn nommé Guillemin Fouques sur process vend par contract à vn nommé Garreau certain patty. heritage assis au pays du Mayne, en la censine de René Dasse, moyennant la somme de soixants liures, à faculté de le pouuoir retirer par ledit

vendeur dans neuf ans. Pendant que le temps de cette faculté & grace de reemeré duroit, y a prorogation, moyennant la somme de vingt liures: & depuis ledit Garrean achepteur vend pour le mesme prix de quatre vingts liures, tout le droist qu'il avoit audit heritage à va nommé Pepin. René Dasse Seigneur censier, apres que tout le temps mesmes de ladite prorogation est expiré, sait adjourner ledit Pepin pour le payement des lods & ventes, tant à cause du premier contra & fait par Fouques à Garreau, que de la nouvelle cession à luy faite par Garreau. Pepin excipe, & dit qu'à toute rigueur il n'en peut deuoir que du dernier contract à luy fait: au contraire, le Seigneur soustient qu'il doit estre condamné au payement des lods. & ventes, tant à cause du premier que du dernier contract.

Sentence, par laquelle conformement aux conclusions du Seigneur, ledit Pepin est condamné payer doubles lods & ventes, fauf à luy son recours contre ledit Garreau, pour le remboursement des lods & ventes par luy deubs à cause deson contract. Appel au Parlement; le procez party en la cinquiesme Chambre des Enquestes entre Monsieur Loysel & Monsieur Louet:

L'aduis du Rapporteur estoit, mettre l'appellation au neantiordonner que la sentence dont auroit esté appellé sortiroit esset: condamner l'appellant és despens de la cause d'appel.

440 V. ARRESTS DECISIFS DE QUEST.

L'aduis du Compartiteur, mettre l'appellation & sentence dont auroit esté appellé au neant, sans amende, & despens de la cause d'appel: en emendant condamner ledit Pepin payer les lods & ventes à raison de quatre-vingts liures, & ce pour vne fois seulement.

L'article de la Coustume du Mayne, de l'interpretation duquel estoit question, est l'article 272, qui porte que des contracts de ventes saites à faculté de reemeré, ne sont deubs lods é ventes quand la faculté ne dure que insques à neuf ans, é que le védeur retire luy mesme ledit heritage pendant ledit temps. Ergo s'il ne le retire point, la condition & faculté estant purifiée, sont deubs lods & ventes, cela est fort clair: mais la disficulté est, s'il en est deutant du premier que du second contract, lors que le droict a esté transferé pendant

que la faculté duroit, à vn nouvel acquereur.

Les raisons du Compartiteur se reduisoient à peu : qu'il salloit principalement considerer le sens & l'intention de la Cou-Rume en laquelle nous estions, qui estoit bien differente de celle de Paris, & laquelle pour des raisons particulieres auoit receu ces contracts, pour empescher le tenement de cinq ans ordinaire en ce pays là; n'ayant ia mais estimé que ces contracts faits à faculté de reemeré dans neuf ans, fussent autant que contracts pignoratifs & gracieux, n'ayans en soy aucun effect translatif de proprieté ou de possession: & que cela se pouvoit certainement inger par vn article de la mesme Constume, au titre des Fiefs, où si un Seigneur vend son sief à faculté de reemeré dans neuf ans, le vendeur fait tousiours la foy. & non l'achepteur: pour monstrer qu'en ces contracts il n'y a aucune deuestiture ny mutation; & partat qu'il n'y eschet aucun prix de l'ensaisinement: mais la condition estat purifiée, & l'achepteur rendu incommutable, alors les lods & ventes sont deubs au Seigneur: estant vray de dire en ce saict particulier que insqu'à ce que la condition ait esté purifiée en la personne de Fouques qui pouvoit retirer, Garreau n'a eu aucun droict de proprieté ny de possession subsistant en sa personne, qu'il ait pû transporter, & induire vne mutation, & ne sont deubs lods & ventes que du premier contract de vente: lesquels doiuent estre payez par Pepin, comme subrogé au lieu & place de Garreau, & fait seigneur incommutable de la chose en la purification de la condition apposée au commencement, n'estant icy qu'vn seul contract de vente.

DE DROICT ET DE COVST. V.

Au contraire le Rapporteur auec ceux qui le suivirent, reduisoient la resolution de cette question à trois propositions, les-

quelles esclaircies rendoient la chose sans difficulté.

La premiere estoit, de sçauoir si en la Coustume du Maine tel contract de vente fait à faculté de reemeré dans neuf ans, peut estre dit parsaict, & auoir en soy vn essect translatif de proprieté ou de possession.

La seconde, si cette faculté & grace de retirer estant, elle fait aussi que tout ce qui s'est fait pendant qu'elle estoit en suspend ne doit estre aucunement consideré, ains reduite la chose à son commencemet, vt ex prasenti demu tempore vires accipiat contractus.

La troissesme, si ce droict estant incertain, la mutation qui s'est faite cependant de personnes, par une cession de droicts, oblige l'acheteur au payement de doubles lods & ventes, com-

me estant cette cession vn nouveau contract:

Pour la premiere question, du Moulin glossar. §.55.num. 47.48. 49. & sequentibus, sur la Coustume de Paris, conclud absolumer, que venditio sub pacto redimendi facta, est contractus perfectus habens in se alienationem dominy vel possessionis, perinde ac si actus deuestitura & inuestitura internenisset. Nous pouvons dire, suivant le Iurisconsulte en la loy 1: ff. del. commissoria est contractus purus qui sub certa lege redemptionis resoluitur. La paction de le pouvoir racheterdans vn certain temps, à la verité suspend l'effect du contract en ce qu'il peut estre resolu aduenant cette condition mais elle n'empesche pourtant dessors la translation de la proprieté ou possession, qui seule suffit pour le payement des lods & ventes des biens. Que si le vendeur veut retirersa chose, il n'vse pas de reivindication, maisil vient par action : & que cependant l'achepteur fait les fruicts siens, comme vray possesseur, peut obliger & hyporhequer le fonds ainsi sujet à retraict, & qu'il ne peut plus quant à luy resilir du contract, la faculté estant seulement donnée au vendeur.

Et cette maxime est si vraye, que bien que la Constume du Maine veuille que les lods & ventes ne soient deubs de tel contract, si le vendeur luy-mesme a retiré dans le temps, au contraire de la Coustume de Paris & autres semblables, qui veulent & ordonnent en ce cas, que tamen contractu quam ex redemptione, les lods & ventes sont deubs: toutesfois cela n'empesche l'effect! du contrast, lequel prend tousionrs la force du present, comme

442 V. ARRESTS DECISIFS DE QUEST. dit la loy, bien que l'euenement soit incertain; scauoir si le vendeur retirera l'heritage ou non, qui est pour venir à l'autre question, laquelle se trouve expressement decidée en la loy 78. 6 filius familias. ff. de verborum obligat. l. 26. v sumfructum. ff. de stipulat. seruorum, & la loy 11. qui est expresse. §. 1. ff. qui posteriores: desquelles loix nous pouvons tirer cette maxime certaine, que Dbi conditio apposita in aliquo contractu extitit, pura semper censetur fuisse stipulatio, & perinde est ac si sine conditione facta fuisset. d. l. 11. ff. qui potiores: quand mesmes cette condition ne depend de la volonté du debteur, ains d'vn cas aduenant. l. 9. qui balneum. S. amplius. ff. qui potiores: & alors nous ne consideros pas le temps de la condition aduenuë, ou de la resolution du contract par son deffaut, mais le temps present de la vendition ou resolution. d. l. 49 cum filius familias. ff. de verborum obligat. l. 11. qui potiores, où la qualité de la personne qui a contracté, est estimée considerée, non par le temps de la condition existente, mais par le temps du contract. Quia, dit le Iurisconsulte, & voicy sa raison, in contractibus, putà venditionibus, & stipulationibus secus enim in legatis, id tempus spectamus quo contrahimus: & en la loy 26. vsusfructus.ff. de stipulat. seruorum; encores que l'ignorance de ce qui se ferasemble suspendre l'effect de la certitude de nostre iugement, l'effect du contract n'en laisse d'estre aussi present: lex contractui dicta, tellement que la condition estant purifiée, le contract est estimé auoir esté pur, parfaict & absolu tousiours & dés le commencement.

Voila ce qui concerne les deux premieres questions: Pour la troisiéme, qui est, si le sonds ayant esté reuendu à vn autre par vn qui l'auoit acquis à cette saculté, l'on doit seindre double mutation pour estre deubs doubles lods & ventes comme en ce saict, l'vne en la personne de Garreau premier acquereur, l'autre en la personne de Pepin: Il est vray de dire que la condition estant purissée, bien qu'elle n'ait esté qu'en la personne de Pepin; toutes sois regardant deux causes separées, & deux contracts habiles à transporter la proprieté d'vn sonds, qu'il y a eu double mutation, & que deux temps doment estre considerez par vn essect retroactif, l'vn du premier contract, & l'autre du second sait à Pepin, pour exiger par le Seigneur doubles lods & ventes. C'est la decision de du Moulin, d. loco, num. 60.

Car d'argumenter en cette Coustume du Mayne par vn arti-

DE DROICT ET DE COVST. V. 443 de concernant les siess, qui vent que le vendeur soubs cette saculté fasse la foy, pour monstrer qu'il n'y a point de mutation en ces contracts, ny translation de proprieté: Que cette illation de re feudali ad censualemse trouveroit fausse en soy, d'autant que, comme dit le mesme du Moulin, feuda mediante retentione sidei releuantur: & laquelle foy retenue par le vendeur, fait que nulle inuestiture n'est requise du nouueau vassal, & partant ne sont deubs aucuns droicts par le nouueau acquereur. Autre chose est en roture: car elles ne se relevent par foy, mais par nouvelle inuestiture, pour laquelle sont deubs les lods & vêtes au Seigneur, quam laudare debet, & inde laudimia dicta.

Partant que le Iuge se trouueroit auoir bien iugé d'auoir ordonné que Pepin payeroit doubles lods & ventes au Seigneur, -

lauf à luy son recours contre Garreau.

Et passa par cetaduis de six voix, le 6. May 1608. models, else papere aucien no econocci incents in est le balifica

WSVFRVICT DES PROPRES NAISSANS EN LA COVSTVME DE PARIS.

reserved are bright carried in all the care qual tes crimes their de-

Interpretation de deux articles de la Coustume de Paris, le 230. & le 314. pour l'vsufruict qui appartient au pere, des propres naissans, lesquels semblent contraires: Iugé que l'un des articles, qui est le 230. est l'exception du 314.

in construction and instruction of a que les certes pulses



east elife describe and the date of the large surfaints burned and the force E faict est, qu'vne nommée Barbe Harouard au- Au rapport roit esté mariée en premieres nopces à Pierre Le- de Monsieux Pidoux. ger: naist vne fille de ce mariage, nommée Didiere Leger: son mary decedé elle conuole en se-condes nopces auec Iean du Bois: de ce mariage sont issus deux enfans, Pierre & Ican du Bois, en

la personne desquels apres le deceds d'icelle Harouard, les acquests faits pendat ce second mariage sont saits propres par l'art. 314. de la Coustume de Paris, pour aller aux heritiers du costé & ligne maternelle. Et peu de temps apres, Pierre & lea ses enfans decedent, de la succession desquels estant question, procez s'est

Nnn iij

444 V. ARRESTS DECISIFS DE QUEST.
meu entre les proches parens du costé & ligne maternelle des
Harouards, dont sont descendus les heritages, ayant ladite Barbe Harouard premierement acquis les dits heritages, d'une part:
& la sœur vterine desdits decedez née du premier mariage; ensemble le pere pretendant succeder à l'usufruict de ses deux enfans, d'autre.

Les proches parens se sondent contre le pere sur l'article 242. & 243. de la Coustume de Meaux, en laquelle estoient demeurantes les parties, qui est semblable à celle de Paris, par lequelle est dit que propre heritage ne remonte point, & doit aller aux plus proches heritiers du costé & ligne dont ils sont venus. Et qu'eux estans de la ligne de celle qui a premier acquis, ils sont saissis par la Coustume comme plus proches heritiers.

Le peredisoit qu'il falloit faire distinction du propre naissant & du propre ancien, selon la Coustume de Paris, comme plus proche: le propre ancien ne remonte iamais, mais le naissant retourne au pere par vsufruiet, au cas que les enfans soient decedez sans hoirs procreez de leurs corps, & descendans d'eux: c'est l'article 314, au titre des successions, duquel voicy les mots:

Les pere & mere iouy sent par vsusquiet des biens delaissez par leurs enfans, qui ont este acquis par les dits pere & mere, & par le deceds de l'vn d'eux, aduenu à l'vn de leurs dits enfans, encores qu'ils soient & ayent esté faits propres aus dits enfans: aucas toutes sois que les dits enfans decedent sans enfans & descedent sans enfans & descedent sans enfans & descedent.

Partant soustenoit le pere deuoir iouir desdits biens par vsu-

fruict, suiuant ledit article.

La sœur vterine, tant contre les vns que les autres, disoit qu'elle deuoit estre declarée seule & vnique heritiere de ses deux freres, comme plus proche en degré. Car pour le regard du pere, par l'article 230, au titre de la communauté, il est dit, Que les pere ou mere, ayeul ou ayeulle succedans à leurs enfans, iouyront par vsusquiet leur vie durant, au cas qu'iln'y ait aucuns descendans de l'acquereur. Or elle est descendante de Barbe Harouard sa mere, qui a premierement acquis les dits heritages dont est question: partant il est exclus par l'exception de l'vsusquiet qui ne luy appartient par la Coustume qu'en cas, & c. Pour le regard des parens maternels, qu'elle les excluoir comme plus proche en degré, Proximus agnatus samiliam habeto, estant aussi bien qu'eux du costé & ligne dont les heritages sont descendus, suiuant l'article

DE DROICT ET DE COVST. V. 445 susselle fus dit en ces mots: Que ve propre naissant doit aller aux heritiers plus

proches du costé & ligne dont ils sont descendus.

Ces deux articles estans contraires en la Coustume de Paris, deux de Messieurs s'estans transportez audit Chastelet pour sçauoir l'vsance, par Arrest le pere est debouté de l'vsussiust par luy pretendu, & la sœur vterine maintenuë en la proprieté & possession des heritages delaissez par le trespas desdits Pierre & Iean du Bois, & iugé que l'vn desdits articles contient l'exception de l'autre. Ledit Arrest est du huisties me May 1608. Pareil Arrest donné au rapport de Monsieur Bauyn, en la cinquies me des Enquestes, le premier Auril 1586. cotté par Choppin sur ledit article 230. lib. 2. demorib. Parissens. tit. 5. num. 14.

FIN.



The same of the same of the same

state out to proceed North State Control

Charles and the state to an and the state of



TABLE ALPHABETIQUE DES MATIERES PRINCIPALES

contenuës en ce Recueil d'Arrests.

A



BBA en langue
Syriaque, que signisse, page 2
Acceptation auant
l'Ordonnance se
pouvoit faire va-

lablement par les Notaires, 7
Acceptation effentielle en donation première, les mineurs ne sont re-leuez du defaut d'icelle, bid.
Achepteur de debte presumé auoir fait tel achapt pour vexer vn autre, 18

Actes comment se doiuent regler pour extrevalides selon les Coustumes, 200, 201

Action de remploy n'est que mobiliaire, estans encore les deniers en nature, 260. ce qui s'entend sum agitur de iure succedendi, non de iure communionis, ibid. Cela a exception pour les mineurs, le remploy des rentes desquels sans stipulation sortit nature de propre, 261

Action demoribus, appartient sculement au mary, mais l'exception aux heritiers,

Action d'adultere peut estre intentée parle mary seul, 10 Action Aquilienne est la seule en droist par laquelle la saute est punie, 212

Actions reputées mobiliaires ou immobiliaires, liure deuxiesme, page viii.

Adition d'heredité ne donne hypotheque au creancier de l'heritier, s'il n'y a condamnation cotre luy, ou tiltre nouvel passé par luy, 179

Adition d'heredité, comment se doit entendré, 178 Agnation introduite par le droict

Agnation introduite par le droict des Hebreux, 114 Adulterene s'intente contre la fem-

me apres la mort de son mary, & Adultere commencé apres la mort du mary dans l'an de viduité, peut estre intenté contre la semme, 10

Adultere ne se couure point par copensation d'iniures, 14. quand peut estre intenté par action. 9. peut estre intenté par les heritiers par sorme d'exception, ij.

Amitié des peres enuers les enfans surpasse toute autre, 2

Messire Iacques Amiot Euesque d'Auxerre, grand Aumosnier de France, en saueur des lettres sonda vn College en la ville d'Auxerre.

l'Amour des peres enuers les enfans,

ГАВЬЕ

	combien est grand, par la compa-	Biensde l'Eglile deltinez à quatre
	raison des arbres, 2. d'où viet que	fortes d'employ, 52 Biens parafernaux viennent à con-
	les peres aiment tant deurs en-	Biens parafernaux viennent à con
	fans, ibid.	tribution, 90
	Anneaux propres à signer & sceller	Biens de la femme communs avec le
	vsitez entre les anciens, 6. la dif-	mary, ne se penuent vendre san
	ference d'anneaux, tant pour la	adiourner tant la femme que le
	matiere que pour les characteres,	mary, a didition 4
	ibid.	A C
	grands Arbres semblent tenir lieu	Aduque se faict cum sua causa
	de fonds & d'immeuble, 52	comment se doit entendre,14
	Arrests differends touchant les suc-	Causa & conditio, comment diffe.
	cessions entre les parens pater-	
	nels & maternels, 125.126	rent en droict, Cedule recognuë par l'heritier, &
	Articles de la Coustume de Paris	non par le defunct, qu'elle obliga
THE REAL PROPERTY AND ADDRESS OF THE PERTY ADDRESS OF THE PERTY ADDRESS OF THE PERTY AND ADDRESS OF THE PERTY ADDR	expliquez, 243. 28 art. 277. 84.	tion peut produite,
	art. 171. 196. art. 151.153.323.ar. 4t.	Ceffion de rente ou droicts immobi-
	340. art. 230. 314. 443	liaires, non sujette à la loy ab Ana
	Augment de dot, sçauoir s'il est su-	stasio,
	jet à contribution entre crean-	Cession de biens permise à vne sem-
	ciers,	me depossaire des biens de Iu-
	Avanla n'alt comprile lous la nom	Rice, has been adjustable to
	Ayeule n'est comprise sous le nom	Cession de biens a lieu mesme pour
	de mere, B	crime,
		Cessionnaire doit auoir curam medi
	B Astard masme d'vn Prestre ca- pable de donation par forme	temporis, pour la soluabilité du
	pable de donation par forme	
	d'alimens, 14. & selon les moyens	debteur principal, 155, ne peut a
	du pere naturel, 15. & l'equité du	gir contre son cedant auant la dis
	droid Canon, & non de la ri-	cussion de tous les biens du deb
	gueur de la loy ciuile, ibid.	teur, ibid. quel estoit le style du
	Bastimens faices sur le fond d'au-	Chastelet en ces mots, garentir o
	truy, se recouurent sur le proprie-	faire valoir, auparauant les Ar-
	taire en deux cas, 88. exception	refts, bed accompanied on 156
	quand le mary bastit sur le fond	Clause testamentaire, à ce que le te
	de sa femme, ibid.	stament vaille de droist, de faist,
	Benefice regulier seculirisé par la	& de Coustume, ceque peut ope
	possession quadragenaire, ne laif-	rer, 100 414 424
	se d'estre regulier, s'il n'y a tiltre	Codicilles confirmans vn testament
	ou dispense de secularité, 15	nul, ne peuvent le rendre valable,
	Beneficiers anciennement estoient	409
	tirez par force de la solitude pour	Codicille ne peut valider le testa-
	accepter les charges de l'Eglise,	ment qui est nul, 434
	293 1331 330 1050 670 670 770	Colleges ne sont en nostre patri-
	Biens reputez immeubles en la Cou-	moine, ils sont universitatis, 54
	stume de Paris en plusieurs arti-	Commerce de noms & actions pour
	stume de Paris en plusieurs arti-	achaptou cession permis, tant par
	TeaO	

DES MATIERES.

le droit que par l'vsage comun, 19 Commandede droict n'est pas tiltre, Commorientes par accident, le plus foible est iuge mort le premier, 24.25 Compensation a lieu en matiere de crimes & injures entre le mary & la femme, 14. excepté le crime d'adultere, DE CONTROL ibid. Communauté ne rend le mary obligé, ny les biens aux creanciers de la femme, que iusques à la concurrence de la part & portion hereditaire de sa femme, 26 Communauté continuée en l'vn des enfans, pour prendre seul autant que tous ensemble, 28 Condemnation porte obligation sur tous les biens du condamné, du iour de la condemnation, 48 Condition & disposition, en quoy different, Confidence plus odieuse que la symonie, 120 Confication de biens n'a lieu, fi le corps n'a esté confisqué par Iustice, excepté en crime de leze Majesté, auquel on confisque le bien apres la mort, Conjecture ne doit auoir lieu où la volonté du testateur est manifefle, 10 h walls 1 373 Conseillers facium partem Corporis Regis, Contracts passez pardeuant Notaires des Seigneurs, portent hypotheque estans faiets dedans leur destroit, mais non execution pa-

Contracts sont nuls s'ils ne sont accomplis de leurs formes requises par la Coustume & Ordonnance,

Contracts pignoratifs aux pays du Mayne & d'A jou, de quelle nature lont reputez, 34. ne sont su-

jets à la reduction des rentes au denier seize, ibid. approchent des contracts de constitution de

Contracts passez hors le Royaume, produisent hypotheque sur les biens scituez en France du jour de leur datte, 33. mais ne sont executoires auant la recognoissance diceux deuant vn Iuge Royal,

Contract n'estat signé est tenu pour nul & imparfait,

Contribution pour le dot & augmentations & biens du dot parafernaux a lieu en pays Coultumier: mais non en pays de droict

Conuentions conditionnelles prennent leur force du jour qu'elles ont esté faictes, & non de l'eucnement de la condition l. deuxié-

Coruées semblables à ce que les Romains appellent Operas, d'où elles font dites,

Coultume qui obmet vn cas, içauoir si il doit estre suppleé par la prochaine, ou par celle de Paris, ou par le droict commun, 36

Coustume de Paris generale, & les articles d'icelle s'estendent aux Coustumes qui n'en ont rien ordonné, 30. article de ladite Coustume, 243. sur ce expliquée, ibid.

Creancier preferable qui a presté pour la confernation de la chose, ton de la metricular de la la contraction de la

Creancier qui a discuté peut s'addreffer à qui bon luy semble des acquereurs & debteurs posterieurs de son debteur,

Creancier de la temme preferé à celuy du mary fur la communauté pour debte comractée avanticel-

Qoo ij

anthus and and area Direction and a pro-	immeubles, 351. & 352
Ebtes de la femme passent au	Deuolut non fignissé au confiden-
mary à cause de la commu-	taire, n'empesche l'effect de sa re-
nautéiusques à la part deuë par la	fignation, & son successeur n'est
femme, 27	priué de son droict,
Decret d'vn bien de la communau-	Dispositio hominis tollis provisionem
té entre mary & femme, com-	
ment se doit faire pour estre va-	
lable, good of mane approprio 42	forte se doit saiste,
Decrets ne penuent estre faits vala-	Donation non acceptée ne peut
blement si les formes essentielles	estre prise pour donation,
n'y font gardées, 44	Donation faicte à vn bastard, mesme
Decret de pacificis possessoribus a lieu	de Prestre, par forme d'aliments
contre la Regale, nome 336	est valable, 14.16
Deguerpissement en la Coustume	Donation faicte à vn associé pour ses
de Poictou se peut faire apres la	merites, n'entre en la commu-
cause contestée & arrest, en ren-	nauté, l. troisiéme, p. x
dant les fruicts depuis contesta-	Donations mesmes à cause de mort
tion en cause seulement, sans	faictes par contract de mariage,
estre tenus rapporter les fruicts	lujettes à infinuation par l'Or-
precedens, autrement que par la	donnance, 378
Coustume de Paris, 49. la raison	Don mutuel comprend toutes les
de la difference,	accellions & émolumens de la
Deguerpissement de partie d'heri-	communauté, 87
tage exemptele detempteur de la	Don mutuel doit estre reciproque,
rente solidaire enuers le Sci-	maisnon égal, habitan 168
gneur, Grant Grant 47	Donations vniuerselles & institu-
Deguerpissement se peut faire apres	tions contractuelles reprounées
contestation & Arrest de condem-	par le droist Romain, & pour
nation, rendant les fruicts pour se liberer de la rente & des arrera-	quelles raisons, 61. mais receues
ges escheus de son temps, 48.	par l'ancien droict des François
Deniers mis en banque, sçauoir s'ils	& sont ordinairemet à present fort
font immeubles, 348:	vhtées, ibid. sçauoir si elles sont
Deniers d'vn office acquis par le.	donations entre vifs ou à cause de
mary auparauat le mariage, n'en-	mort, 62. & finonobstance, le do-
trent en commauté, & sont pro-	nateur peur alièner les choses do - nées aucc les distinctions & varie-
pres aux heritiers du mary al'ex-	tezd' Arrests sur ce, ibid. 63.8664.
clusion de la vefue suruiuante, 222	Donation reuoquée par la surue-
Depositaire de biens de lustice non	nance des enfans, 68
recenable à faire cession, 20	Donation sans acceptation & insi-
Destination pour vn College, donne	nuation est nulle, 66.67. tant pour
tiltred'acquisition au public sans	le regard des majeurs que pour
autre translation de proprieté, 50	les mineurs & l'Eglise, ibid.
Destination de l'employ de deniers,	Donation entre vifs faite par la fem-
squoir s'il rend lesdies deniers	me à son mary en cas de survices
	7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7

emis four reputers, 34, no font

(+ 000°

DES MATIERES.

donation à cause de mort, 1. l.ter- tio fol. verso.	tant de la speciale hypoteque, qu
Donations faictes aux enfans aisnez	de la generale,
har les pares form totals alinez	Domicile comment se doit establ
par les peres sont doubles dona-	pour la validité de quelque acte
tions, tant pour les peres que pour	FIGOGRAMMATICAL CHARLES AND A
les enfans apres leur mort, 190	Dot prefere aux creanciers & n'en
Donations vniuerselles faictes par	tre en contribution,
contract de mariagenon reuoca-	Dot & douaire comment differen
bles, mais bien alienables pour	ensemble,
Caule necellaire,	Douaire prefix, pour sçauoir s'il es
Donation perhite li elle n'est reuo-	propre ou viager, faut suinre !
quee per expressam pænitentiam.	Coustume du domicile du mary
55. & que le donateur ait continué	1991 and along keep to half
au repentir, ibid.	Doitaire Coustumier se peut de
Donation en la Coustume de Pon-	mander par les access C
thieu faicte aux puisnez, tient lieu	mander par les enfans sans rap.
d'acquest & non de propre, 76	
Donation faicte au mary est reputée	tions faites par le pere en la moi-
faicte à la femme, 83	Doileire Condens
Donation se pouvoit faire avat l'Or-	Douaire Construmier alien du jour
donnance sans acceptation des	du contract de mariage, 101.102
donataires, les Notaires stipulans	Droict de directe vniuersel en tout
pour eux en leur absence, 7	vn territoire limité imprescripti-
Donation à cause de mort est reuo-	ble, 108. & nul ne s'en peut dire
cable, vj. l. deuxiéme.	exempt estant detempteur de la
Donation entre vila event and	moinare quantité dudit territoi-
Donation entre vifs ayant traich au	- 150 3 1 1 man Att to this
denstier à confe le tenue pour	Droict de sepulchre commun aux
donation à cause de mort, 83, dif-	parens, tant du coité des fernmes
ference de la donation entre vifs,	que des masses,
& à cause de mort, 84	Dioict Romain receu en France
Donations n'ont leur effect que du	pour argument seulement, & non
iour de l'acceptation ou insinua-	pour sy allujettir, 280
Donation of Court 1	Droice commun elt celuy des Ro-
Donation en faueur de mariage auec	Il mains property for the 1989.
cogitation d'enfans, n'est reuo-	E E
quée par la survivance des en-	L'Dict des meres declaré auoir
tans,	heu au pays de Forests contre
Donataire vniuersel n'est tenu aux	les paternels, iii, al exclusion des
debtes comme heritier, 64. quel-	ayeules, ibidi introduit pour la
le moderation se doit apporter	confernation des familles, 114,
pour les debtes creées sur les cho-	abrogeant le Senatusconsulte
ses données par les donateurs, ib.	Tertullianzeduit la succession au
Donner & retenir ne vaut, par la	droist ancien, ibid.
plulpart des Coustumes, 85	Edict des Meres, fçauoir s'il est con-
Discussió du principal debreur peut	traire au droict Civil & Conftu-
erre demandée par le detenteurs	mier, men dange es my
Comery, Sevendiores de lay encer-	Oco iii

l'acception en cas de donation, Eglise en plusieurs choses dispensée de la rigueur du Droict, Eglise a plusieurs privileges par des sus toute faueur, 7. enumeration sommaire d'iceux titée du Droict ibid. Empereurs, Roys, & Princes som au nombre, & du corps des Iuges	les raisons il y est tenu, ibid. Execution des contracts passez de- uant les Notaires subalternes, ne se peut faire hors let erritoire sans mandement oupareais. Exception d'Adultere par l'heritier du mary quand a lieu, si Exhéredations odieuses comme dis- positions exheredatiues, 121
Emphytheose tenuë par plusieurs, si l'vn d'iceux payela rente, ne laisse de d'auoir lieu au tiers possesseur qui se voudroit seruir de la pres cription de dix ans, sans auoir rien payé, 127. Emphiteute ne peut le temps de l'emphyteose expiré demander meliorations, 128. Enfant nay au septième mois apres la mort du pere n'est tenu pour legitime, 230. nay le dixième est legitime, 134, quid si le treiziéme, ibid. Enfants tirez du ventre de la mere par l'ouuerture du costé, dits Cœsones, 26. Enfans sont seigneurs des biens de leurs peres, mesmes durant leur vie, 147. Enfant nay à six mois, sçauoir s'il est vital, 21.22. Enfans fraischement nez estoient par les anciens mis sur la terre, pour auoir la parole, 22. Estat quel qu'il soit non sais sur le debteur, ne peur estre poursuiuy sur leresignataire pourueu, 160. Estat de Gressier hereditaire est vn immeuble, 160. Estat comme immeuble est affectés hypotequé aux immeubles, 159. Estoc que signific proprement, 373. Eucsque doit auoir soin de l'institu-	les choses se peut obliger sans l'authorité de son mary, 213 Femme depositaire des biens de Iustice receuë au benefice de cession, 20 Femmes dites meres de famille, estoient reputées comme filles à leurs maris, capables de succeder à leurs maris & enfans, 122 Femme ayant don mutuel ne peut estre remboursée que de la moitié afferante à la communauté pour les bastimens faits par le mary sur son propre, 86 Femme preferée pour son dot & conuentions aux enfans demandans doüaire Constumier, 91, comme aussi les creanciers de la femme pour le dot sont preferez, 94, ce qui s'entend du doüaire prefix, & non du Coustumier qui est propre aux enfans, 95 Femme accusée d'adultere par son mary, & ne s'estant reconciliée ny trounée à sa mort, perd son doüaire par la Coustume de Bretagne, 9 Femme en puissance de mary ne peut s'obliger par corps, 20 Femme incapable de charges ciuiles

DES MATIERES.

der au defaut d'autres heritiers, 383. par l'ancienne loy de conferreation & par emption, Femme n'est habile à succeder à son mary decedé n'estant de la ligne, Femme pour sa dot preferée à tous creanciers, 89 deux Fictions ne peuvent subsister enfemble, Fideiusseurne peut auoir meilleure condition que le debteur principal, Fideicommissaire prend le bien ab harede in stituto & non à testatore, Fideicommis tacite induit en vu legs faisant mention des enfans, 145. comment le peut induire le fideicommistacite, 10 146,147 Fideicommis caduques quels se peuuent proprement dire, 141 Fideicommis esteint en la personne du substitué qui se trouvoit non conceu lors de la substitution escheue, dans de la 135 Fideicommis mutuel & reciproque est onereux, Fideicommis est tout emporté par celuy qui se trouve in rebus humanis, Fideicommis est valable faid en presence de cinq telmoins, 413 Fief eschen par sideicommis on sub-Atitution en ligne melme collaterale, chargé du droict d'ainesse enuers l'aisné, Fille renonçant à succession partem facit, encores que partem non capiat, selon quelques vns, & selon Bartole, nec partem facit nec cap. 267. quelle opinion des deux est plus probable & suivie, 268. elle ne fait part que pour le nobre des enfans, mais non pour prendre falegitime, 269, elle ne peutdema-

der supplément de sa legitime; apres auoir renocé, ibid.ce qu'elle a receu en renonçint, est pretium omittenda bareditatis, ibid. Fille impubere approchant de la puberté capable de mariage, & peut en consequence de ce demander ses conventions de mariage, 1 3 2 mg and the land 198 Fillenée à cinq ou fix mois, seanoir si elle est presumée auoir en vie, 21 Filieul, est filius adoptiuns spiritualis, & fauorable à l'endroit des parrains, a meget non the 3 Fils obligé de representer son pere, ou de payer, si son perevient à mourir auant qu'il ait esté interpelléde le representer, est absous de la caution & du payement, 216 la raison de droict sur ce, 217. Arrest de Pelicano contraire, 218 Fils substitué ne comprend pas sous foy le petit fils, 367. prouné par plusieurs textes que filioru nomine nepotes continentur, 307. raisons cotraires, que non continentur, 372 Fils de famille ne suit pas tousiours, ledomiciledu pere, 280 le Fisque a preference sur les creanciers chirographaires, mais non fur les hypothecaires, 185 la Forme est estentielle en tous contracts, donations, testamens, & autresactes, Formes des testamens ne se peuvent suppléer par équipollent, Fournir & faire valoir emportent auec soy vne discussion prealable desbiens du principal debteur,154 &s'il faut s'opposer aux criées des bies d'icelny, autremet le recours n'a lieu contre le cedant, ibid. Foudres de deux sortes, les vns de Iupiter, doux & ne faisant mal; les autres de la communauté des Dieux, & sont mal faisans, 382

François originaire, encores qu'il se soit absenté par 40 ans hors la France, est capable de succeder venant dans le temps de la pétition de l'heredité, & qu'il renonce au droist de Cité du pays eftrange, and 393 Fraude se doit considerer en deux ? manieres, ou pour le dol personnel ou le reel Freres confanguins &vterins ne luc-. cedent également en la Coustume de Touraine, maisles enfans des sœurs consanguines excluent les freres vterins en succession mobiliaire, 156 which the the WeG ment appreciate. Arentir & faire bonne vne renice, quelle force ont, 157. ils ont - meline effect que garentir & faire valoir apres discussion, ibid. Genealogie des Crueges auec les substitutions, 374

Tee, quelle force ont, 157. ils ont mesme essect que garentir & saire valoir apres discussion, ibid.

Genealogie des Crueges auec les substitutions, 374

Graduez maintenus en leurs droicts par les Ordonnances & le confentement de toutel'Eglise, 308

Gressier reputé office immeuble, & sujet à hypoteque, 159. les deniers prouenans de la vente d'iceluy sont distribuez par ordre d'hypoteque, 160

Griessen un appel doit estre seulement une sois cotté, & iceluy vui-

H
TEritier contre son coheritier
peutagir pour la debre qui luy
est deuë parle desunct, sa portion
consuse entierement, 163
Heritier venant à la succession en la
Coustume de Paris, comment se
doit entendre, 174
Heritier pur & simple en ligne diretre n'exclud l'heritier par bene-

dé n'est permis apres l'Arrest al leguer autre & nouveau grief, 163

fice d'inuentaire, 163 Heritier des propres des descendans de la ligne d'où ils sont venus defaillant, qui y doit succeder, 163. Le Royn'y succede, mais le plus proche parent de quelque costé qu'il soit, ibid. Heritier par benefice d'inventaire est vray vendeur & seigneur de la chose venduë sur luy, & retirée fur lny, 321. sa qualité beneficiaire ne diminuë point son droict d'heritier, ibid. Heritier tenu des faicts & promesses de celuy duquel il est heritier, 70.71 Heritiers d'vn defunct obligé, sont personnellement pour leur gart & portion obligez & solidairement pour le tout, 17 Hetitiers presomptifs, comment se doit entendre en la Coustume de Touraine, 167.172 Heritiers conjoints ex viroque late. re en la Coustume de Touraine excluent les conjoints seulement. ex vno latere, 172 Heritier ne peut intenter l'action d'adultere apres la mort du mary, mais bien exception de l'acculation intentée par le mary, Heritiers anciennement ne succedoient aux Euesques leurs parens, mais l'Eglife, 52. Secus maintenant ils sont partageables entre les parens des Enesques & leurs successeurs en l'Euesché, ibid. Hypotheque s'acquiert par contract passé deuant les Notaires des Iustices subalternes, 32 Heritier beneficiaire comparé à vn simple curateur, 321 Hostilius Mancinus ne perdit le droict de bourgeoisie, n'ayant esté acceptée par les ennemis, Hypotheque lur les biens de l'heritier

DES MATIERES.

tier pour les debres d'vn defunct Hypotheque qui a subsisté en la pern'a lieu du iour de l'adition, mais de la condemnation ou passation du tilere nouvel, Hypotheque des interests stipulez aux obligations des Notaires, remonte iusques au iour du contract, 180 Hypotheque du vendeur pour le prix de la chose venduë, preferable à tous autres sans stipulation, 192. car elle tient lieu du prix & de la chose siéne insques au payement, ibid. preferable aux malsons& charpentiers, qui ont basty depuis le contract, Hypotheque des creanciers plus anciens preferez au Roy sur le payement de la taille, Hypotheque de la femme pour l'indemnité de ses propres sur les biens de son mary, de quel jour Hypotheque est introduite par le droict des gens, & par ainsi s'estend par tout, Hypotheque sur maison d'autruy est validée quand celuy qui l'a obligée est heritier de celuy à qui elle appartenoit, Hypotheque quand se perd par celuy qui a signé au contract, 183. on distingue s'il signe comme simple tesmoin de l'acte, ou comme donnant son confentement, & ayant interest à la chose, 184 Hypothequene se peut faire sur le bien d'yn autre, Hypotheque generale & speciale par nostre droict sont maintenant confules, Hypotheque des creanciers d'vn Greffier des Confignations ne vient du iour de la confignation, mais il se faict contribution entre eux au sol la liure, 189

sonne d'vn defunct, en quoy differe de celle qui commence par l'hetitier.

Mmeuble, ou se forme par nature ou par convention, 223. quelles qualitez a vn immeuble, ibid. Infinuation est requise principalement pour l'interest des creanciers, & non des heritiers, Infinuation dedans les quatre mois est necessaire en toutes donations,2 Infinuation n'est requise pour le donateur qui peut estre tousiours tant qu'il vit contraint à la faire,

Institution d'heritier abolie par le dreist Coustumier, & de là vient que par contract de mariage ou entre vifs, on peut faire vn heritier, 377. & par pactions on peut deferer vne succession, ibid. & ne sont telles institutions reuocables,

Institution de la ieunesse, principal fondement de l'Estat, 53. loix particulieres en Grece pour ce faict,

Institution de Posthume en vn cas exprimé, peut s'estendre à celuy qui n'est pas exprimé,

Institution de Posthume faicte purement, differente de celle qui se fait auec restriction en vn certain 422

Interests viennent du jour de la demande iudiciaire, mais l'hypotheque du iour du contract,

Interpretation doit se faire ex aquo & bono, & par vne moderation benigne prasertim in ambiguis, 425.426

Inuentaire obmis par le pere engendre continuation de communau-

PPP

droict de succeder à ses enfans venansà mourir, quand il n'y en a qu'vn qui surviue à ses freres, ibid. Iuges du Tresor incompetens pour la confiscation, & le corps, 390 Ius adcrescendi entre conjoints re & verbis, 29. & l'vn deffaillant l'autre prend le tout, qui estoit divisible perpartes entre tous ensemble, Justice semblable à la monnoye, qui prend sa force & sa valeur de l'image du Prince, Aboureurs & gens des champs, pouuoient valablement faire testamens au nombre de cinq tesmoins par la Nouelle de Iustinian, Legataire se iuge capable au temps de la mort du testateur, & non du teltament fait. Legitime en la Coustume de Ponthieu, est de la moitié de ce qui cult peu eschoir ab intestat, le pere n'ayant disposé, Legitime ne doit estre greuée d'aucune charge, 364. elle est deuë par vn droict naturel, & non par les peres, lans charge ny retention d'vhifruist, Legs peut estre reuoqué par vn acte limple pardeuant Notaires, sans auoir forme de testament, 326 Legs & heredité ne penuent estre demandez ensemble, par la reigle due cause incratine, &c.77. & 80 Legs ou succession ne se peut recueillir, si celuy auquel elle pourroit appartenir, n'est in rebus bumanis, au temps de la mort du testateur, ou de l'ouverture de la Inceession.

Legs fait caduque, au cas que le le-

té, 30. & par iceluy renonce au

gataire precede le testateur, 8; Legs ne peut estre dit reuoqué par vn testament nul. Legs de pention annuelle eschet le premier iour de l'année commencée, & le legataire mort au commencement de l'année, bien qu'à l'aduenir le legs soit esteint, neatmoins il transmet l'année à son creancier, Loges & boutiques du Palais sujertes aux hypotheques de ceux qui en ont acquis les droicts du Roy, mais non quand elles sont cedées & passes en main tierce, La loy ab Anastasio portant remboursement des droicts cedez, non receuë en France, Loix Ripuaires qui contiennent vn vieil droict des ancies François,378 La loy assidnis n'est gardée en Fran-Loix sujettes à beaucoup de fraudes, Lycurgue & Numa differets en cas du soin de l'institutio de la ieunesse, Archand preferable à tous au-VI rres creanciers sur sa marchãdise saisse entre les mains de son debteur, Mariage d'vne impubere qui approche de la puberté, produit les effects du mariage, ary maistre des biens de la com-Mmunauté etiam pendant & con-Stant le mariage. Mary peut librement dispoler des biens de la communauté, Mecenas, par quel moyen fit leuer Auguste de son siege, trop attentif à condamner à mort, 392 Meubles saiss sur le locataire auparauant le bail, doiuent estre adlugez au premier faififfant, & non

au proprietaire de la maison pour

DES MATIERES.

ses loyers, quand la saisse en a esté Notaires commettans une faute par poursuiuie, imperitie ne penuet estre poursui-196.197 Mineurs ne sont exempts de la foruis ny condanez n'estans en dol, 211 me essentielle des contracts, Nouelle de Valentinian receuat les Mineurs, scauoir s'ils sont sujets à testamens holographes, non rel'ordonnance des infinuatios, 3. en ceue au pays de droict escrit, 433 sot quelquefois releuez ex caufa, 4 Mineurs, sçauoir s'ils sont releuez Blats ne se reçoiuent qu'aux du defant d'infinuation, 72. & de-Abbayes de fondation Roya... dans quel temps ils doiuent s'en le, Comtale, ou Ducale, ou à la faire relever, ibid. & 73 nomination du Roy. Moine ne se inge par l'habit, mais Obligation & alienation sont beaupar la profession, 206. elle sedoit coup differences. verisier par escrit, ou par la perte Obligatio passee entre plusieurs cod'icelle, obligez, est tenne pour solidaire, s'il Mort exprimée és contracts & stipun'est expressément exprimé pour lations, se doit entendre de la quelles parts ils s'obligent, 214.215 mort naturelle, 207 Obligations pures personnelles par Moines en quel sens s'entendent tolerance és pays d'Anjou & Maiestre morts au monde, ibid. ne, portent interests. Office acquis pendant la commu-Antissement quand est fait par nauté, est propre au mary seul, & 1 vn creacier, & le seigneur payé n'est que le my-denier aux heridu quint denier, il n'est rembourtiers de la femme predecedee, sans lé par le debteur que de ce qu'il a communiquer à eux l'accroissepayé actuellemet au seigneur, 208 ment de la valeur de l'office. 218 Nantissement exclud tous droicts Office tire plus sur la nature de personnels en la Coustume de Boumeuble que d'immeuble, 233. est lonois, 209 de nature mixte, Negoces entre les hommes qui ne Office quand est immeuble, & a suitombét point en espece de cotract, te par hypotheque. & ne sont sujettes qu'au dol, 211 Office quand est tenu pour immeu-Nominatios des successeurs aux beble, suivant qu'il est porté par la nefices d'où ont esté introduites, 293 Coustume, Office apres la mort de l'Officier ne Notaires non Royaux ne peuuet in-Atsumenter, finon entre les domitombe en partage de la communauté, mais seulement le prix d'iciliers de leur ressort, 32. autremet celuy lors de l'achapt, 1. l. troi leurs contracts n'ont force que de cedule prinée, ibid. fur ce vlage fielme, folio verso. divers pour diverses Provinces, ib. Office reputé immeuble par la Coustume de Paris, l. deuxiesme, p. ix. Notaires doiuent faire signer les parties par l'Ordonnance, ou les Officier pourueu & receu à Inre, à interpeller de figner, Principe, non à resignante, 229 Notaires apostoliques ne peuvent Opinion la plus douce doit estre suipasser contracts produitans hyuie où les opinions des Iuges sont

égales en cas de crime, 398

Ppp 11

potheque,

Opposition ne se fait pour cens, ny pour coruées portées par les adueus, ny pour droict de bannalité, 238.239 D'Actions rejettées par le droict Romain pour les successions, & qui ostent la liberté de tester,376. 377.delà vient qu'on pouuoit seulemet instituer vn heritier par testament, & non par contract, ibid. Pasturages entre communes ne sont partageables, & pour quelle raiion, Parent plus proche d'vn decedéluy fermoit les yeux à l'article de la mort, Parrains obligez à l'instruction de leurs filieuls, selon le mot Grec, Latin, Patrimoine n'est distingué au pays de droist escrit pour estre paternel ou maternel, Paulette introduite à l'exemple des offices qui sont dites en droict militia ex casu, Persona mutata mutatur conditio rei, 347 Possession en cas de doute est tousiours plus fauorable, Possession telle qu'elle soit sanstilue ou dispense, ne change la nature du benefice, Prebende Theologale affectée à vn Docteur en Theologie qui est preferé à tous nommez & graduez, Preferece par le droict Romain n'est donnée au marchand sur sa marchandise saisse par vn autre creancier, 36. ce qui s'entéd sur vn tiers possesseur autre que le debteur qui n'a encores payé le prix, ibid. Prelegs [çauoir s'ils font part de l'in-Ritution d'heritier, & par ce moyé wiennent en la restitution ou sub-

stitution, 247. Jugé qu'ils sont hors l'heredité, & ne sont compris en l'institution ny restitution, 251. les raisons exactement desduites de part & d'autre, Presidens representent le Roy en leur fonction. Prestation de quarate ansfaite à vne Eglise de certain droict annuel, induit vne obligation à l'aduenir n'apparoillant de tiltre, Prevost de Paris incompetant pour recognoistre de la Regale, 2.8 Prinilege des Rustiques donnépar Iustinian pour tester, examiné, 415. differe du privilege militaire, 416 Prix de l'office vendu & acheté des deniers de la communauté est pur mobiliaire, 226. & la moitié appartient à l'heritier mobilier, ibid. Prohibition s'entend tousiours tant directement qu'indirectement, & tant du principal que des accesloires, Prohibition de donner, reçoit distination & interpretation, Propres n'entrent point en la communauté s'il ne l'est dit expressément, Propre se fait ou pour convention & fiction de droict, ou par sa nature, 258. effects de tous les deux, ibid. Prouisions aux Eucschez & Archeuéchez ne se penuent donner sans la nomination du Roy, 3.f.2. 6 Puberté se prouue & par l'aage & par l'habitude du corps, la puissance d'engendrer, 203. opinion contraire sur ce des Proculiens, Calfians, & Sabinians, Puberté n'est considerable, inter commorsentes, Varte legitime & Trebelliani-

que doivent estre distraite en

DES MATIERES.

restitution par l'heritier institué, 366

Question est supplice plus dur que celuy du bannissement ou des galleres,

Apport quand se doit faire en donation faite à l'vn ou plusieurs des enfans par le pere, 272 Rapports se doiuent faire par les petits enfans venans à la succession de leur ayeul, des dons & aduantages, & des prests faits à leur pere & à leur mere par leur ayeul, 328

Receueurs des Cofignations obligez au public du iour de leur reception, 190. le Roy est leur garend, ibid. tenus au payement comme pour deniers Royaux, 191. & sont les Confignataires preferez à tous antres creanciers hypothecaires, ibid.

Recompense deue à la femme par don mutuel, ne se peut prendre que sur la moitié des meliorations faites sur les propres, 287

Reduction de rente ne se peut demander du denier dix au denierdouze, par le principal debteur demeurant en Normandie, 275

Regle des vingt jours se doit obseruer en permutation faite ab infirmo resignante, au mespris du Patron Ecclesiastique, & luy s'en plaignant, 331

Regale n'a lieu aux benefices resignezinfauorem, mesmes en Cour de Rome, si le resignataire n'a pris possession dans les trois ans, †2.7

Regale n'a esté ouverte en l'Euciché d'Angers par la preconization de l'Euesque, & promotion à l'Archeuesché de Lyon, sinon du iour de la prestation de serment de fidelité par ledit Archeuesque, 337 La Regle à prinatione ad habitum

non datur regressus, n'a point de lien aux testamens,

Remploy d'vne somme de deniers stipulez par contract pour estre propres, commet le doit faire, 258 quel eft l'effect de la ftipulation, tant pour le partage de la communauté entre le mary & la femme, que pour le droict de succeder entre les heritiers, tant mobiliers qu'immobiliers,

Renonciation à l'effect d'une sentence contradictoire, se peut faire par celuy au profit duquel elle a efté donnée, rebus non integris, 272

Renonciation faite par les filles par contract de mariage, sçauoir si lesdites filles faciant partem, pour leurs parts hereditaires,

Renociation à la communauté pour reprendre franchement & quittement, stipulée par la femme, n'est transmissible aux enfans, 273. bien peuvent renoncer simplement à la communauté, mais non repren-274. 8 275

Renonciation des filles à la succesfion de leur pere, le font pour la conservation desfamilles, 270

Renonciation faite par l'vn des entans, empesche la coputation de sa part estre considerée aux parts & portions des legitimes deuës aux autres enfans qui ont renoncé,271

Rentes different auec les simples obligations, & tiennent de la nature d'immeuble,

Rentes retrocedées auec clause de garandie aux heritiers des vendeurs, ou retirées pour estre liberez de la garandie, sont reputées propres aux enfans,

Rentes & offices differentes en qualité d'immeubles, Rentes anciennes en grain ou argent

de bail d'heritage, payées par plus PPp iii

foncieres & perpetuelles, non ra-	par l'heritier beneficiaire fur luy
chetables, 281	4 - Company of the Co
Rentes se reglent selon la Coustume	
du lieu du creancier d'icelles, 277	
Rente en escus d'or & rachetable en	
escus, est rachetable à raison de	
trois liures on soixante sols pour	
escu, 283. aduis contraires sur ce,	
ibid. distinction sur ce, 284	
Droict de representation tiré de la	
Nature, pour perpetuer la pro-	CAisie bonne & valable, quoy qu'
pagation du genre humain, 389	Ulle soit faite pour plus qu'il n'es
Refignation pour cause de permuta-	denb, that the blanch 33;
tion est necessaire, & non sujette à	Saisie du domaine du Roy engagé,
la regle de viginti dieb. 336. pour-	fait entre les mains du Receueu
nen qu'il n'y air point de fraude, ib.	du domaine, qui en demeur
Resignations en faueur, d'où ont pris	comptable à la Chambre,
leur origine, & l'abus qui s'en est	Seigneur haut Insticier par la Cou
enluiuy, 293	stume generale de la Frace, ny aya
Resignation empesche le regrezau	heritier apparent doit succeder,38
benefice quad elle est pure & fim-	Il confisque le corps & les bies, ib
ple, 290. de cette regle sont deux	il est au lieu du Roy, & post omne
exceptions, & deux cas, esquels le	haredes haredem se facit, ibid
le refignant peut auoir regrez, 292	Senatusconsulte Tertullia aboly pa
Resignation pure & simple & in fa-	l'Edict des Meres, 115
uorem, en quoy different, 339	Seruitude d'vne caue à titre parti-
Resignations faites au mois des gra-	culier, n'a besoin d'oppositio pour
duez, & en fraude d'iceux, sont	estre conseruée,
nulles, 198	Societé se contracte & dissout nuda
Resignataire ins habet à collatore	voluntate, 45
non à resignante, iij.	Societé & communion en quoy font
Refignation d'office ne se doit con-	differentes, ibid.
traindre, encore qu'il y ait obliga-	Solemnitez presumées quand l'in-
tion de ce faire, mais cela se re-	Arument en fait mention, 6
fout en dommages & interests,333	Somme de denices prouenant de ve-
Resignations pures & simples se	te d'immeuble ne peut estre im-
doinent faire entre les mains des	meuble, 223
Ordinaires, 303	Somme de deniers destinée à em-
Restitution se doit demander par les	ploy de propres, est tousours meu-
mineurs dix ans apres leur maio-	ble, si elle n'a esté employée, 347
rité, ou dedans les 35. ans de leur	Souffrance pour mineurs, comment
aage, autrement non receuables:	s'entend en la Coustume de Paris,
ce qui a lieu en tous cotracts, 314	
Retention d'vsufruiet équipole tra-	Statutene doigent effre internator
dition	Statuts ne doident estre interpretez
4100115, 75, 75, 75, 75, 75, 75, 75, 75, 75, 7	par extension, 81

DES MATIERES.

Stipulation de deniers pour estre propres à la future espouse & aux siens, fait qu'ils sont tenus pour immeubles, & deferez à l'heritier en pays de droict escrit, Stipulatió és contracts produit d'autres effects que les dispositions testamentaires, 1. 3. p. xiv. Stipulation de dommages & interests a effect retroactif au jour de l'obligation pour le regard de l'hypotheque, Substitution reciproque en pays de droict elerit, porte auec foy diffraction de la legitime, & la loy si pater n'est obseruée, Substitutions se doiuent plustost restraindre qu'estendre, Substitution du mineur n'est empeschée par l'alienation des choses substituées, ou faute d'infinuatio, quad le tuteur heritier a vedu, 355 Substitutios directes en droict ne sot que deux, vulgaire & pupilaire, 402 Substitutions & institutions d'heritiers contractuelles, sont tenuës pour donations entre vifs, sujettes à infinuation, Substitution bonne & valable, nonobstant le defaut d'infinuation, 357 Succession suivant l'Edict des Me-Succession se doit faire par ordre, & & d'vne personne à l'autre, 115 Succession collaterale fondée sur la loy des douze Tables, Successió des neveux par rappel fait par testament de leur oncle, leur done tel droit & portion que leur defuncte mere eust pû auoir, 383. n'est reduite au legs permis par la Coustume, 386. n'estant prohibée par la Coustume, se peut faire par testament, Succession unde vir & vxor non receue en France,

Succession du fils deserée au pere pour adoucir la perte de so enfât, 30 Supplere, ce que c'est, & ne se peut supplere sixe lege, interpretari sine lege licet.

A24

Suruenance des enfans ne rend la donation nulle, s'il a esté fait mention d'eux en icelle, 74

Ailles, ou elles sont reelles ou A personnelles, quelles hypotheques produisent, 186. quandont esté premierement introduites en ibid. Terrage imprescriptible par la Cou-Stumede Berry, Testament dernier, quoy que solennel, fait en temps de pelte, ne peut reuoquer vn premier testament solennel fait au mesme temps, 410 Testament holographe pour estre reputé solennel, quelle forme doit auoir, 428. deux sortes & formes vulgairement receves pour faire testament par le droict escrit, 430. quel est le testamet nuncupatif, ib. holographe qui est receu aux pays Coustumiers, est autre que celuy porté par le droi & elcrit, 431. force des testamens holographes, 432 Testament rompu agnatione postbu-Testamens favorables, & tant que se peut doiuet estre entretenus, 400. les Romains fort curieux, ibid. ne penuent eftre reuoquez, finon que le dernier foit solennellement fait, & en bonne forme, Testament impartaict ne peut valoir comme codicille, si le testateur n'a declaré la volonté estre telle, 414 Testament dernier reuoquat le premier, & estant biffé & bastonné par le testateur, le premier reprend sa force & vigueur, 399 Testament holographe doit estre

TABLE DES MATIERES. tout escrit & signé de la main du Ventes quand sont deues en la Coutestateur, & si le Notaire y adioûstumed'Anjou, ibid. te par apres quelque chose de sa Ventes & lods doubles au pays du main, il n'est plus testament holo-Maine, graphe, & n'a aucune force, 171 Vefue preferable au Seigneur haut Testamens sont du droict public, lusticier en la succession de son fondez fur la loy, mary decedé sans heritiers, 380. Testament pour estre valable doit Volonté des defuncts doit estre aiestre fait selon les formes essendée & conseruée par les bons hetielles, requises par les Cousturitiers,54. & leur memoire en tout cas entretenue au mienx qu'il se Tiltre nounel ne proune pas contre pourra, le tiers possesseur, s'il n'est suiny Volonté d'vn testateur defunct doit de prestation, estre suinie comme vne loy, Tradition n'est pastousiours trans-Volonté nue scauoir si est obligatoi latiue de la proprieté, mais celle re en ouurages publics, 53. disputé qui est ex eaufal. troisiéme, page par raisons de droiat, & decide pour l'affirmatine, Transfuga ius postliminy non habet Vsufruict des propres naissans en la ad recuperanda bona, Coustume de Paris, quel est don-Transmission d'heredité a lieu quad né aux pere & mere furuiuans l'enfant a eu vie en vn seul moleurs enfans, 443.444 ment, Vsufruictier netransmet a son heritierles fruicts pendants par les ra-TEndition faicte auec pact de cines aduenant sa mort, 194 fecus reemere eft vn contract parfait, en vn beneficier & doilairiere, 1951 & en vne pension sur vn benefice, Vendition se prend quelquessois 196 Vsure de ce qui est deu aux mineurs, pour donation, Ventes & lods doubles quand font est deuë par le seul retardement

FIN.

du payement;

area Louis Top we done in the co

deubs en Anjou,

MARKET STORY OF THE STORY OF THE STORY

The second of the second

DISCOVRS

SVR LA VERIFICATION

DV CONTRACT CONCERNANT

general sur la Mer, que l'on veut establir en France.

M. DC. XXIX

OVER LA VERIFICATION INVERTIGATION OF THE CONCERNANT

general/far la biter, que l'on vents description la biter, que l'on vents chables en france.

The state of the s



DISCOVRS

SVR LA VERIFICATION

DV CONTRACT CONCERNANT

LE COMMERCE ET TRAFIC general sur la Mer, que l'on veut establir en France.



'EST chose estrange, qu'en France toute proposition nouvelle, bien qu'vtile & prositable, nous est suspecte, si elle n'a point esté receue de l'Antiquité, comme si nos Peres auoient tout cogneu, nous n'approuuons que ce qui a esté par eux approuué, nous ne iugeons des choses que par leur iuge-

ment: Bref, sans considerer les commoditez grandes & les aduantages qui en peuvent prouenir au Royaume, Nous condamnons tout d'vn coup l'entreprise du Commerce & Trasic general sur la Mer, qui nous est proposé, comme impossible & re-

jettable de premier abord.

Il est certain que nos Majeurs n'ont pas ignoré combien la nauigation sert à l'agrandissement d'vn Royaume, & que ce qui a rendu plusieurs Principautez & Republiques florissantes a esté l'vsage de la nauigation, les exemples en sont deuant nos yeux: Le Royaume de Portugal de petit & steril qu'il estoit est deuenu puissant, la Republique de Gennes, sans les discordes ciuiles qui ont arresté leurs desseins de la Mer, s'en alloit à vne grande estendue de pays. Le Roy d'Espagne s'est fait maistre

4 Discours sur la verification du Contract

des Indes Orientales & Occidentales: par ce moyen ses willes d'Hollande & Zelande se sont renduës riches & opulentes, & par cette puissance de Mer capables de resister à une autre puis-

sance, qui est celle du Roy d'Espagne.

C'est pourquoy, comme vn objet continuel pour nous exciter à ce soing, il nous ont voulu figurer & mettre deuant les yeux vne chose qui nous en ramenast la pensée, en nous donnant pour armoiries de cette ville capitale le Nauire qui stotte sur la mer, comme estant vne marque de son opulence suture, si nous nous addonnons au faict de cette nauigation; Les premieres monnoyes d'Italie surent aussi marquées de cette mesme marque, pour monstrer l'abondance que Saturne y auoit apportée en y arriuant par la Mer, d'où vient ce mot de Pille, qui signisse Nauire, & le mot de Pillotte, conducteur d'iceluy; qui estoit la marque ancienne d'vn des costez de la monnoye des Romains.

Aussi nous apprenons par les Histoires, que toutes Monarchies ou Republiques florissantes n'ont pas creu pouvoir maintenir leur Principauté sur terre sans l'establir sur la mer. Et pour parler premierement des Gress, car les Romains ont apprisl'vsage de la Nauigation d'eux, & ont esté plus experts & plus sçauans en la marine que les Romains, ayans plus curieusement estably des loix d'icelle: d'où vient que les Romains ont pris leurs Reglemens politics des Spartes, Atheniens, & autres, lesquels ils ont depuis fait observer à Rome, & en toute l'Italie, tesmoin la loy de Rhodes de inctu, inserée au corps Civil,... qui n'en estoit qu' vne petite partie à vn seul article de leurs Reglemens. - Les Grecs, dis-je, comme les Atheniens, entretenoient d'ordinaire trois cens Galeres : les Spartes en auoient autant dans leurs ports: Denys Tyran de Siracuse en Sicile auoit quatre cens vaisseaux sur Mer tous prests & equippez. Pour le regard des Romains, nous lisons dans Zonare, que les Empereurs de Rome, apres qu'ils eurent divisé l'Empire Romain, qui estoit de grande estenduë en celuy d'Orient & Occident, & qu'ils arresterent seur sejour à Constantinople, ayans asseuré le dedans par bonnes loix & bonne police, eurent en grande recommandation d'auoir tousiours leurs ports garnis de Nauires, & des Armées toutes prestes, sur lesquelles il y auoit vn Gouuerneur appellé Dux Maris, auquel obeissoient les Chess de tous les autres Nauires, qui estoient d'ordinaire

concernant le Commerce & Trafic.

deux mille, pourueus & equippez de tout ce qui leur faisoit besoin: & outre quinze cens Galeres bien estossées, & deux cens de banc de rame.

Et quant aux anciens Gaulois, apres auoir borné leur Royaume de la Mer du Leuant & du Ponant, & des Alpes, ils n'en ont esté moins curieux. Les Roys de la seconde & troisses me race, iusques au Roy Sainct Louys, ont toussours entretenu bon nombre de Nauires dans leurs ports, auec de bons Corps-Simonius de-gardes, & en toutes les emboucheures des rivieres & costes Monacus. maritimes des soigneuses vedettes pour se garantir contre les incutsions des ennemis, non seulement en la Mer du Ponant, mais aussi en celle du Leuant, sur lesquels il y auoit vn Gouuerneur appellé Prafectus maris Britannici, aut Septimania, que nous appellons aujourd'huy Languedoc & Prouence. Bref nous lisons dans la vie de Charlemagne, composée par Egmard, plusieurs armées & preparatifs de vaisseaux enuoyez en Corse & en Italie, pour monstrer que les anciens François, nos majeurs, auoient assez de courage pour aller aux conquestes de Mer, & n'ont mesprisé la nauigation, comme nous auons fait depuis: car Louys Debonnaire son fils, comme il luy succeda en l'Empire des Romains, & au Royaume François, il luy succeda aussi au soing de la Marine, ne croyant pas estre bien affeuré sur la terre s'il n'auoit de grandes flottes & vaisseaux toutes prestes pour conquerir & pour se dessendre. En la troisiesme race des Hugue-Capers, nous lisons aussi le grand soing de la Mer parmy les François, & mesmes les Normans estoient lors si experimentez au faict de la Nauire qu'en l'an 1070, par la conduire de Guillaume Bastard ils conquesterent le Royaume d'Angleterre, descendans dans cette Iste, auec grand nombre de vaisseaux, si bien qu'ils en chasserent les anciens Roys, & ceux autourd'huy qui la possedent sont descendans de ce Guillaume, dit le Conquerant, ayans entretenu longtemps vne armée en Mer pour se maintenir : tellement qu'on peut dire que les Anglois qui s'attribuent auiourd'huy la surintendance sur la Mer ont appris cet Art des François.

Mais depuis ce temps les voyages de la Terre Sain & les divisions suruenuës en ce Royaume entre les Maisons d'Or-leans & de Bourgongne nous ont destourné de ces expeditions Nauales: nous estans accoustumez, premierement à em-

a iij

Discours sur la verification du Contract

prunter des vaisseaux, & nous seruir de la conduite d'estrangers pour nous accompagner en ces voyages d'outre-mer, & puis petit à petit laissé & abandonné ce soing particulier. Et bien que nous ayons eu des Admiraux, nous n'auons fait prouisson de vaisseaux que pour la necessité & pour nous dessendre contre les incursions des ennemis, sans establir vne puissance ordinaire: sibien que nous destournans de ces entreprises nous sommes tombez en vne telle faineantise que bien que nous ayons toutes les commoditez pour l'vsage de la Nauigation, & plus que nos voisins, comme les meilleurs Matelots, le bois pour faire les masts, les toilles, les cordages, & le moyen de faire les plus beaux ports vers les costes de Bretagne & de Normandie, neantmoins nous auons tellement negligé les expeditions Nauales que cela nous a osté le moyen d'agrandir ce Royaume, & de porter plus loing les Fleurs de Lys, estant certain qu'il est mal-aisé qu'vn Prince qui n'est puissant sur Mer puisse accroistre, ny mesme maintenir son Empire; & que la puissance de Mer vaut beaucoup plus que celle de la terre pour l'accroiffement & conseruation d'vn grand Royaume.

Cela est prouenu d'vn autre erreur qui a couru long-temps parmy nous, Que qui estoit vaillant en terre ne le pouuoit estre en Mer: erreur tres-preiudiciable, & proposition tres-sausse, estant certain qu'vn Capitaine accoustumé à combattre les vents, les eaux, & les hommes, deuiendra plus facilement excellent en terre, où l'on ne combat que les hommes, que non pas vn homme de terre deuiendra bon homme de Mer. Quoy que ce soit, il n'est impossible qu'yn Chef ne se puisse preualoir de la prattique de l'vn & l'autre element: car la vaillance, qui est la vraye vertu, estant vne & esgale, aussi serme sur terre que sur mer, ay dée des moyens & de l'authorité souveraine, ne se doibt faire moins remarquer sur l'vn que sur l'autre; de façon que petit à petit nous sommes par ce mespris tombez à vne telle ignorance de la mer, que quand les Anglois ont voulu attaquer la France, ils ont auec grande facilité fait descente en nos ports & en nos villes; au lieu que s'ils eussent rencontré quelques empeschemens par le moyen des vaisseaux qui eussent esté prests & équippez auec la promptitude & diligence que les affaires de la Mer, soudains & muables, requierent, ils se fussent dissipez

concernant le Commerce & Trafic.

Cela se void en l'histoire du temps du Roy Louys XI. Les Anglois suscitez par le Duc de Bourgongne, ancien ennemy de la France, passerent en ce Royaume auec vne grande armée sous la conduitte d'Edoüard IV. qui vouloit renouueller les pretentions d'Edoüard III. à cause de Marguerite de France; & l'Historien de ce temps rapporte qu'ils descendirent à Calais sans aucun empeschement, Le Roy (dit-il) n'entendoit pas la mer, & ceux qui auvient charge de ses armées en sçauvient encore moins que luy, tant les François auvient mesprisé la nauigation, & par vn erreur populaire estably la vaissance de leur addresse sur serve, sans se soucier de la mer.

Et nouvellement nous voyons en la descente qu'ont sait les Anglois le 22. du mois de Iuillet de l'année presente en l'Isle de Ré, combien nous auons esté surpris, & comme il faut que nous recourions à nos voisins, pour nous ayder de leurs vaisseaux,

n'en ayans aucuns en nos ports pour les combattre.

Il est doncques besoin de faire prosit de la cognoissance que nous auons du danger & peril auquel nous nous trouuons; & pour cet esse attirer en ce Royaume des familles entieres qui ne s'employent qu'à cela, qui ayent quantité de vaisseaux qu'ils puissent fabriquer, & par le moyen desquels establissant ce trasse & commerce general, ils puissent servir le Roy en sa necessité,

leur donnant des privileges & immunitez à cet effett.

Cette fabrication de vaisseaux n'est pas chose de petite consequence: Les Romains sages & prudens entout ce qui regardoit l'agrandissement de leur Monarchie, auoient defendu tresexpressément d'enseigner l'art de construire des Nauires aux Barbares, c'est à dire à tous ceux qui n'estoient sujets ou associez de l'Empire Romain: Si bien que c'estoit vn crime capital d'auoir contreuenu à cette prohibition, la loy derniere de Panis au Code Iustinien, tirée de la loy derniere du Code Theodossen, au mesme tiltre y est expresse, his qui conficiendi naues incognitamanteperitiam Barbaris tradiderint capitale supplicium proponi decernimus & est remarquable que cette loy est de Arcade & Theodose Empercurs, sons lesquels ayant esté enfrainte en faueur d'Asclepiade Euesque de la Cité de Chersonese, ainsi qu'il est rapporté au texte de ladite loy, qui fait defenses à l'aduenir de plus contreuenir à icelle, & relasché en faueur dudit Euesque ceux qui estoient accusez. S'ensuiuit tost apres le commencement de

Discours sur la verification du Contract

la dissipation de l'Empire Romain, & du temps mesme desdits Empereurs.

Voila ce qui concerne la necessité de ce Contract pour la conservation de nostre Monarchie Françoise, & augmentation

de ses bornes & limites.

Mais l'vtilité est euidente qui en doit prouenir, l'abondance de toutes choses, & le bon marché par consequent, l'accroissement du reuenu domanial, & le secours prompt de tout ce qui est necessaire pour la vie; La cherté qui est en France ne vient que de la rareté, transportant hors du Royaume ce qu'elle a de bon, & n'y apportant rien à cause des grandes daces & impositions. Or de ce commerce proposé viendra l'abondance, & l'immunité & exemption des Tailles & Daces fera que de tous costez on y apportera les marchandises qu'on acheptoit bien chere-1.t.tit. 2. de ment. L'exemple des Atheniens rapportée par Theophile nous seruira de preuue sur ce sujet. Les Atheniens ayans disette de froment pour la sterilité de leurs pays, & la cherté des viures les trauaillant, firent vne loy, Que tous marchands de bleds negotians servient exempts des Tailles & imposts. Cette loy prouulguée, l'abondance des viures fut si grade par la quantité des bleds qu'on y amenoit, que l'on viuoit à Athenes à fort bon marché: Car comme au corps humain les nerfs, arteres, veines, par vn art admirable conduisent lesang & les esprits autheurs de la vie en tous les endroits du corps, de mesmes l'affluence de toutes especes necessaires à la vie, est espenduë en toutes les parties de ce Corps politique du monde, qui ne doit estre qu'vne Cité à tous les hommes, par le moyen des Mers, des Rivieres & des Fleunes, se donnans mutuellement les vns aux autres les commoditez de la vie qui leur sont necessaires; & comme nous auos dit que la puissance de la mer est beaucoup plus grande pour la conseruation & augmentation des Monarchies & Principautez que celle de la terre : aussi l'vtilité qui prouient de la mer est beaucoup plus grande que celle qui vient de la terre; carpar le moyen de cette nauigation, les peuples les plus efloignez se lient d'affections mutuelles entr'eux, & par le change des especes & du trocq des marchandises les vnes aux autres, s'entr'aydans mutellement, ils viuent bien plus commodement & à meilleur marché; les mœurs les plus barbares se polissent, & les peuples les plus rudes se ciuilisent. Et c'est à cet effect que

Senc-

Theophile & Institutes iure gent. mat. &cc.

Seneque dit excellemment: Que Dieu a donné les vents & les hy- Seneca lib. uers. Dedit Deus ventos & Maria adulteriora noscenda: fuisset enim s. natural. imperitum animal, & sine magna experientia rerum, homo, si circunseri- qualt. beretur natalis sui fine; dedit ventos, vt commoda cuinsque regionis fierent communia non vt classes, & legiones ferrent, &c. mais non seulement le bonmarché de toutes choses, mais aussi les richesses seront apportées des pays plus loingtains, tesmoins les Maures, Arabes, luifs, & autres Infidelles, qui ont voyagé de telle affe-Etion, & le plus souvent auec tel heur en Orient, & sur tout en Ormus, dit Calicut, Moluques, Malaca, la Chine, & Isles voisines, qu'ils ont vn temps pourueu toute la Chrestienté de perles, drogues, espiceries, & infinies autres singularitez, dont la nature veut semer ces quartiers-là, Iusques à ce que les Portugais resueillez au bruit de tant de richesses & commoditez: & par le moyen de cesassociations, comme il sera dit cy-apres! ils leur ont dextrement enleué ce trafic, & rendu le Portugal de petit qu'il estoit, vn grand & puissant Royaume. La necessité doncques, & l'vtilité estant euidente, il nous faut voir en generalsi les inconueniens qu'on allegue peuvent nous destourner de cette proposition, sans toucher les moyens particuliers pour y paruenir: carily a grande difference d'examiner la proposition en soy, si elle est honorable & prositable à la France, & par consequent admissible, ou de retrancher les moyens & les clauses particulieres accordées pour paruenir à l'effect de ladite propostion, comme contraires à nos loix & ordonnances.

L'on dit que si nos Peres eussent estimé ces associations si structueuses, qu'ilsne l'eussent si long-temps negligée, que ces mesmes propositions ont esté rejettées : que la France a dequoy se passer des autres nations; ayant vn Ciel doux & fauorable; & vne terre abondante & fertile: que l'agriculture & le labourages'abandonnera, qui peut aussi bien causer l'abondance que la nauigation: qu'ilest dangereux d'associer auec nous quatre cens samilles, & leur donner le droiet de Bourgeoisie & de Naturalité, comme vrais & originaires François, qui se multiplians & augmentans pourroient causer vn grand changement en nostre Monarchie: qu'il n'ya point d'apparence de rendre? nobles & affranchis de Tailles des estrangers incogneus, nourris sur la Mer, estans mal conditionnez, de mœurs corrompues, peut-estre bannis de leurs pays, de diuerses sectes & opinions,

Discours sur la verification du Contract

qui viendront corrompre nos mœurs & nostre Religion, qui n'est dessa qu'assez infectée d'heresies: Que c'est establir vne petite Republique dans vn Royaume, chose contraire à vne

Monarchie. Bref, mille autres inconueniens.

Mais on respond à cela, que n'estant question de changer des loix anciennes d'vn païs, ains de verifier vn contract particulier, qui establit vn Commerce general en France, n'estant point contraire au droict des Gens, ny à l'honnesteté publique, & ayant en soy vne maniseste vtilité, il faut passer par dessus beaucoup deconsiderations: & ne faut croire que nos Majeurs ayent tout cognu, ils ont negligé beaucoup de choses qui se resueillent puis apres en vn autre siecle. La pierre d'Aymant & la force d'icelle, bien que cogneuë aux Anciens pour attirer le fer, Albert le Grand, & Aristote, en ayans remarqué la proprieté, neantmoins elle n'a iamais esté adaptée à la nauigation, & est de l'inuention de nostre siecle, & d'vn nommé Flauius: de saçon qu'ayant frotté les deux bouts de l'aiguille marine, l'vn d'iceux se tourne toûjours vers le Septentrion, & l'autre vers le Midy, & par ce moyen le plus petit vaisseau peut aujourd'huy s'hazarder sur la Mer, & chercher des terres incognues par delà la ligne equinoctiale; chose excellente, qui auoit neantmoins esté incognue à nos Majeurs, & qui a en mesme temps sait paroistre leur erreur & ignorance d'auoir borné la terre du costé d'Occident aux Isles Fortunées, par la descouverte de plusieurs pays, & d'vne partie entiere incognue si long-temps aux An-In orat. Va- Ciens: Stultumest res annorum numero nonipsarum pratio assimare, & lerij Messa- qua vetera nunc sunt aliquando noua fuerunt nec omnia (comme dit Tacite) apud priores meliora nostra quoque atas multa imitanda, & laudis, & artium posteris eius tradidit. Quant à ce qui est du droist de Bourgeoisie & de Naturalité, ensemble du tiltre de Noblesse dont le Roy les veut & entend honorer, ie tiens que ces priuileges ne doiuent estre espargnez quand ils se donnent en faueur de personnes qui trauaillent pour le public, & qui visent à l'agrandissement, conservatio, & manutention de tout vn Royanme. Dionysius Halicarnasseus en son liure deuxiéme des Antiquitez Romaines, parlat d'vne loy qu'auoit fait Romulus, Que l'on ne démolirois point les villes qui servient conquises par les armes, ains qu'vne partie des Citoyens seroient tenus de transporter leur famille à Rome, à la charge du droi & de Bourgeoisse

lini lib. 3. Annalium.

Romaine, pour iouir par eux de tous les privileges accordez aux Citoyens Romains, & estre enrollez en vne des Tributs: Optimum Romuli institutum vocat, & totius Reip. Romana tutisimum fundamentum, louant grandement Romulus comme un fage politic d'auoir estably cette loy, par le moyen de laquelle il monstre que l'Empire Romain paruint à la grandeur & à la durée que iamais aucun Empire n'auoit sçeu atteindre : blasmant au contraire (bien que Grec de nation) les Atheniens & Lacedemoniensd'auoir esté trop retenus à accorder ce droict de Cité & Bourgeoisse aux estrangers : Lacedamony, dit-il, ob retinendam nobilitatem generis aut nullos vel raros in ius ciuitatis admittebant, imò & hospites peregrinos penitus arcebant, appellans d'un mesme nom les estrangers & les ennemis & vous, d'où vient le mot & magia; qu'ils pratiquoient (dit Theophile) de peur que le messange des mœurs estrangeres ne vinst à gaster & corrompre leurs loix anciennes & leur coustume de viure: ce qui neantmoins causa seur ruine. & au contraire seruit aux Romains pour soustenir leur Monarchie: car apres plusieurs pertes, Post Canense Bellum, post Hispanense Punicum. Apres la rebellion de la Sicille & la Sardaigne & la guerre d'Hannibal, qu'ils eurent sur les bras, mettans sur pied nouvelles armées, au moyen de ces estrangers naturalisez,. ils refirent leurs pertes, ne manquerent iamais d'hommes & de forces pour resister à leurs ennemis ; au lieu que les L'acedemoniens apres la bataille de Coutres; & les Atheniens, & les Thebains apres la deffaite de Therouë, ne peurent iamais remettre sus aucunes forces, ce qui causa la ruine de leur pays, & de leur liberté enuahie par les Lacedémoniens. C'est pour quoy les premiers Roys de Romeiamais ne dénierent ce droit de Bourgeoisie, dit le mesme Autheur, sçachant bien que Vrbi ad Imperium, E res magnas aspiranti nulla re aque opus est ac ciuium numeros amultitudine. Mais ce sont gens incognus, dit-on, bannis peut-estre de leur pays pour crimes de diverses Religions. Le mesme Autheur rapporte au liure quatriesme vne pareille difficulté, qui suruint au Senat du temps de Tullus Hostilius, sur vne proposition que fit ce Roy en plein Senat, de seruis manumissis in sus ciuitatis admittendis. Quoy? disoient les Senateurs (qui s'opposoient à cette loy) la liberté estoit anciennement donnée par moyens douables. C'estoit une recompense que donnoient gratuitement. les maistres à leurs sers pour leur fidelité; maintenant c'est pour

argent qu'on donne la liberté, pour auoir executé quelques crimes, pour auoir donné du poison, pour auoir seruy à la vengeance & aux meschancerez de leurs maistres, non possepati, disoientils , opprobria maxima & sordes inexpugnabiles in Rempublicaminuehi. Tullus Hostilius soustenoit au contraire que tous les hommes estoient nais libres, Que la servitude venoit du droict des gens, & non de la nature, qu'il ne falloit mettre vne inegalité entre vn libre & vn affranchy, Qu'il falloit que les Cenleurs eussens l'œil, & prissent garde sur leur vie & sur leurs mœurs, mais que pourtant l'vtilité estoit tres-grande de les admettre au droist de Bourgeoisie, & augméter par ce moyen le nombre des citoyens: Et defaiet . apres plusieurs contestations la loy sut passée & receuë par le Senat, à la charge que les Consuls & les Censeurs in vitam corum inquirerent. Ie dis de mesme en cette proposition, Qu'elle est viile & fronorable pour la France, de receuoir ces quatre censfamilles en ce Royaume, de leur donner vne ville de retraitte auec puissance de fabriquer des vaisseaux, les admettre au droid de Bourgeoisse, les honorer des privileges, les associer parmy nous, bien qu'ils soient differents, à la verité, de sang & de mœurs estrangeres: mais à la charge que les Substituts de Monsieur le Procureur General auront la liberté de les rechercher & poursuiure, au cas qu'ils ne se comportent comme ils doiuent, soit en leurs mœurs, soit en la Religion, suiuant les Edicts & Ordonnances receües en France, sans qu'ils se puissent exempter de la Iustice Royale, ny auoir des Iuges particuliers. Et par ce moyen ils ne pourront establir de Republique, estans sujets au Roy, &n'ayans aucune puissance souveraine: & sans qu'il leur soit permis dese fortisser dans les ports qui leur seront baillez, ny dans les villes qui leur seront assignées, qui seront les modifications que la Cour pourra apporter en la verification de chacun article: mais d'en rejetter la proposition ce seroit nous priuer d'yn bien apparent, outre la necessité euidente que nous woyons, & les exemples de nos voisins, qui tous ont pratiqué ces societez, & en ont receus vne tres-grande vtilité qu'ils appellent, Voyages à longs cours, propres au naturel des Flamans, & non aux François, qui ne lausseront de s'employer à l'agriculture & marchandise, selon seur inclination: ie dis au naturel des Flamans, & particulierement des Holandois: car comme le naturel de tous les hommes se sorme selon le lieu & selon la facilité des choses qu'ils entreprennent, & l'expediant qui se rencontre aux affaires, estans les Holandois resservez dans des Isles maritimes, leur sens & capacité ne se pouvant employer qu'à trouver des moyens de se faire valoir en mer, puis que l'estenduë & commandement de la terre leur est desnié. Il est certain que portans tous leurs esprits & toute leur invention à la marine, ils se rendent excellens, comme naturellement disposez à ces voyages à longs cours, s'y agrandissans & s'y duisans de ieunesse & n'ayans autre exercice & vacation par le moyen de laquelle ils se puissent rendre riches: comme autressois l'Isle de Rhodes sut sameuse pour l'exercice de la mer, n'ayans ces insulaires autre occupation que la science & pratique de bien conduire des vaisseaux, & combautre vaillamment sur les eaux.

Or de ces alliances & societez nous en auons mesmes quelques exemples tirées de nos Registres, & de ce qui est porté en nos Ordonnances de l'Admirauté, touchant la Haute Teutonique, quin'estoit autre chose qu'vne participation des privileges donnez & octroyez par les Princes, Estats, & Gouverneurs, & particulierement par nos Roys de France, à tous les Marchands & villes d'Alemagne, trafiquas en quatre villes, de Bruges en Flandres, Londres en Angleterre, Bergue en Nouergue, & Nongrod en Russaccome nous apprenons d'Albert & Krants Saxo 9. fol. & Vandale 9. Et ces privileges estoient donnez & octroyez aux Marchands, pour les inuiter au trafic, & auoier à cet effect magazins en Frace, & autres endroits. Mais pour ofter toutes apprehésions qu'on pourroit auoir pour l'associatio des samilles estrageres, & receptió d'icelles en ce Royaume, vn exéple signalé nous suffira: puis que les exéples sont plus puissans à persuader que les preceptes: & que nous jugeons ordinaire met des Coseils par les euenemes. En l'an 1482. Ferdinad &Y sabelle, Roy & Reyne de Castille, chasseret les Iuiss hors de leurs terres; les bannis de leur païs estans en grand nombre s'accorderent auec Iean II. Roy de Portugal, fuccesseur d'Alphons V. qu'en payant huit ducats par reste, d'entrer dans le Royaume de Portugal, à codition d'en partir das certain temps: sous ces pactios & accords 20000 familles, chacunes de dix personnes entrerent, le temps estat expiré qu'ils deuoient partir, plasseurs pour ne perdre leurs biens, & pour n'en sortir, receurent le Baptesme, & se firent Chrestiens: & estás demeurez parce moyen en Portugal, & depuis apparentez des b iij

14 Discours sur la verification du Contract, &c. nobles du Royaume ils procureret dese faire receuoir citoyens, & auoir le droict de naturalité comme s'ils eussent esté originaires. Plusieurs, selon la raison d'Estat, s'opposoient à cela (dir l'histoire;) neantmoins ils furent admis & receus, & cela apporta de grands deniers à la Couronne. Et depuis du temps d'E. manuel Roy XIV. qui commença à regner en l'an 445. ils furent employez aux nauigations & voyages à longs cours, par le moyen desquelles ils rendirent le Royaume fort petit & steril, grand, puissant, & capable de s'esgaler aux autres Royaumes par les conquestes qu'ils firent tant és contrées d'Astrique, de Calais, qu'en la Mosambicque, Ormus, & autres Mes de la mer Meridionnalle, iusques à ce temps incognues.

Quant à ce qu'on allegue, que ce contract a esté resusé au Parlement de Bretagne, l'on sçait que c'est pour des considerations particulieres qui regardent le pays, qui est vn pays d'Estats & impositions

Sur ces raisons & autres qui furent amplement desduites par trois iours consecutifs, les 25. 26. & 27. iours de Septembre 1627. Arrest de la Cour de Parlement s'ensuiuit donné les trois. Chambres assemblées, par lequel la proposition sut iugée vtile & profitable à la France; & pour opiner sur les articles particuliers, qu'on les modifieroit & retrancheroit en ce qui pourroit estre nuisible au public; & sut l'affaire differée à la S. Martin pour opiner sur chacun article dudit Contract. rans entra column exactions Maispoin effectories of

FINA STATE FINA STATE OF THE OPEN OF THE STATE OF THE STA en al company de la contra de company de la company de la

deugicht paleit, fallems co ignes perdie lauch diens. Et polisie in enfortungeneum leboratione, et de Greenik, brolifens, Et en de

demonsor parcemayer out of ingle witching apparently des

Trest pries act une none in general characteristics and and the enematic for at 1422. Ferencial & Mental & Revinade Caffillesphaffeigeles Luifi Berade Coirs reries, les basentst e 100s pair effection of the or the production that I are the corrections of the correction Paris and a circle of Alphan V. que appropriate a constant velic, d'entroi den Le Royaume de l'arregalment des proposes des pardir dasterra ichtemps: lous er gael as er arcords accome famillat. chaennes de dia perfonnes anticient, le contra effit extitre qui sei

DE

RVPELLA RVPTA ET REDITV INVICTISSIMI PII ET IVSTI

LVDOVICI XIII.

FRANCORVM ET NAVARRÆ
REGIS CHRISTIANISSIMI
ix. Cal. Ianuarij anni 1628.

CARMEN.

VP E L L A M iam fata premunt, manet exitus illam Triftis, prolapsas arces, & rupta videntem Mænia, qua quondam inflata superbia cælo

Aquarat, cœlum aggressura ex more Gigantum,
Detrusa, ac tandem (veluti Titania Pubes
Montibus imponens montes & Pelion Ossa.)
Nondum bis nouies complerat cornua Phæbe
Pressa fame, & morbis (Rex dudum obsessatenebat
Mænia; & oppositis conclusum molibus aquor.
Nec spes vlla malis suberat, classes es Britanni.
Nec quicquam appulsa auxilio nec sidere sluctu
Eusa & contextum trabibus superare laborem.)

Conclamat veniam supplex, Regémque precatur; Obtinet vrbs veniam, saluis, opibusque, virisque. Ingreditur Rex, victor, ouans, atque vrbe positur: Fælix! clade sua Regémque Patrémque salutans Fælix! qua tristem meruit quem crimine summo Interitum, non passa, velut Carthago superba: Cuius reliquias & magni nomina fastus, Vix habet ora maris: Rupellam tale manebat Exitium, Patrix, Regique, Deoque, rebellem. Vrbibus antiquis ha causa nempe suère, Cur muros, fossas, atque artes funditus hostes Diruerent; & saxa suis auulsa ruinis, Impressimque nouas terras sulcaret aratrum, Has etiam merito potuisset sumere pænas REX IVSTVS, vicit potior clementia mentem: Sat, fuit amplexus & ciues tendere palmas Vidise, è manibus statim cecidére paternis Arma, & victori cessit victoria duplex. Salue o Henrici Proles, spes nostra, decufque, Vrbem dexter adi nos & pede, sacra secundo Et vos o lati innenes, matrésque patrésque, Hanc celebrate diem, lætum Paana canentes Rege victori, laudésque & facta ferentes, Latitia plausuque via; cantuque resultent, Omnibus inque aris matrum Chorus atque Puella, Vota procésque deo tanto pro munere fundant.

IOANNES BOVGVIER.